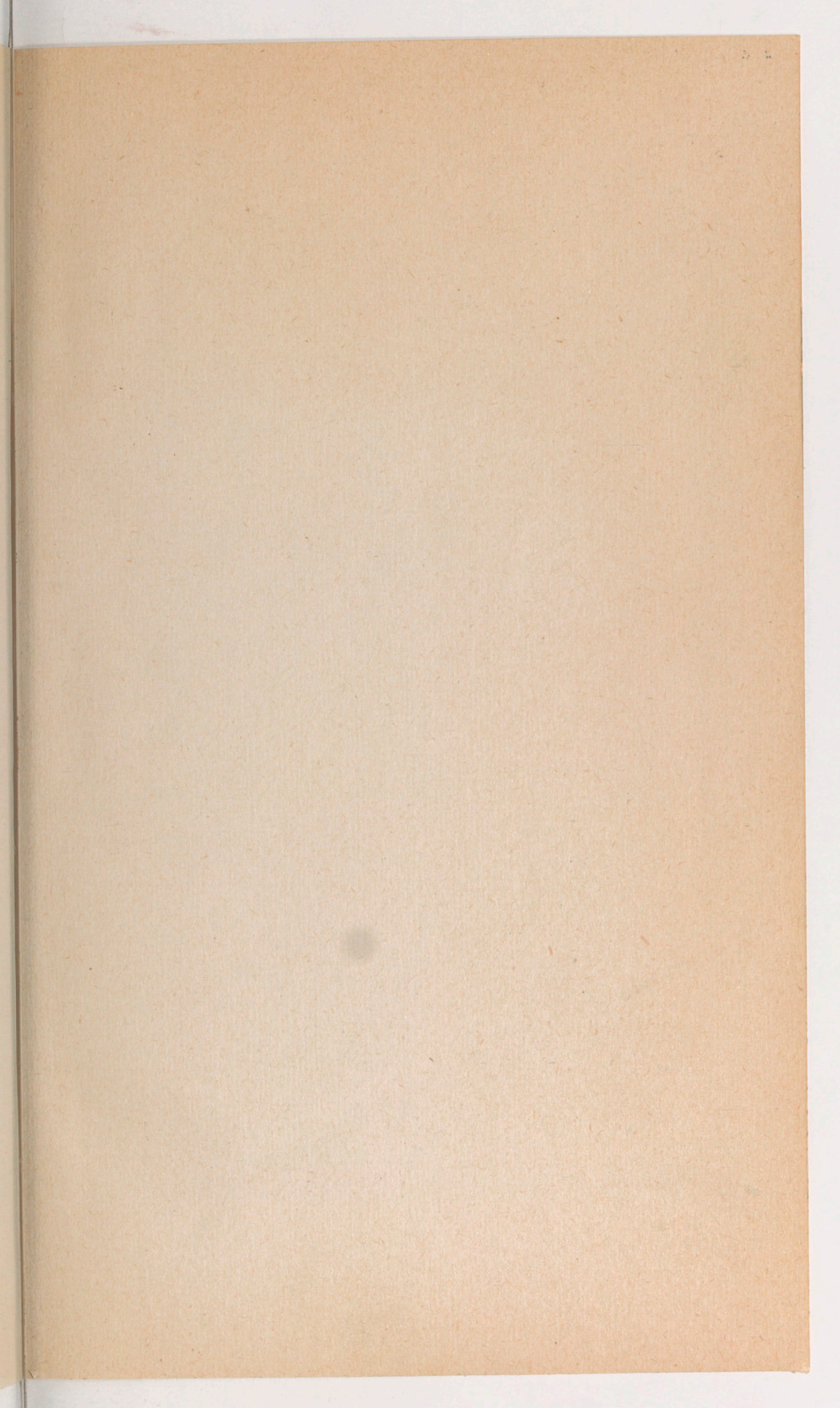
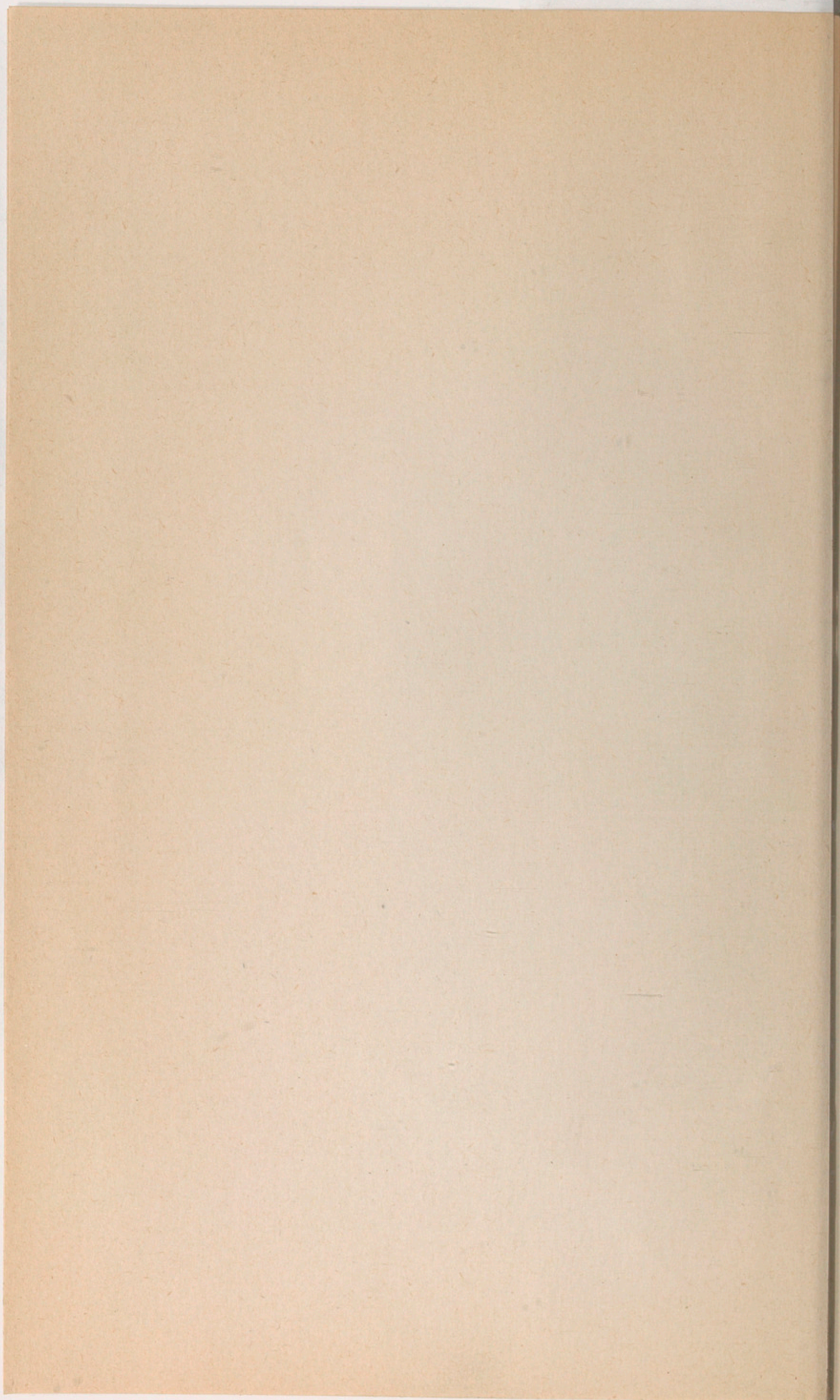
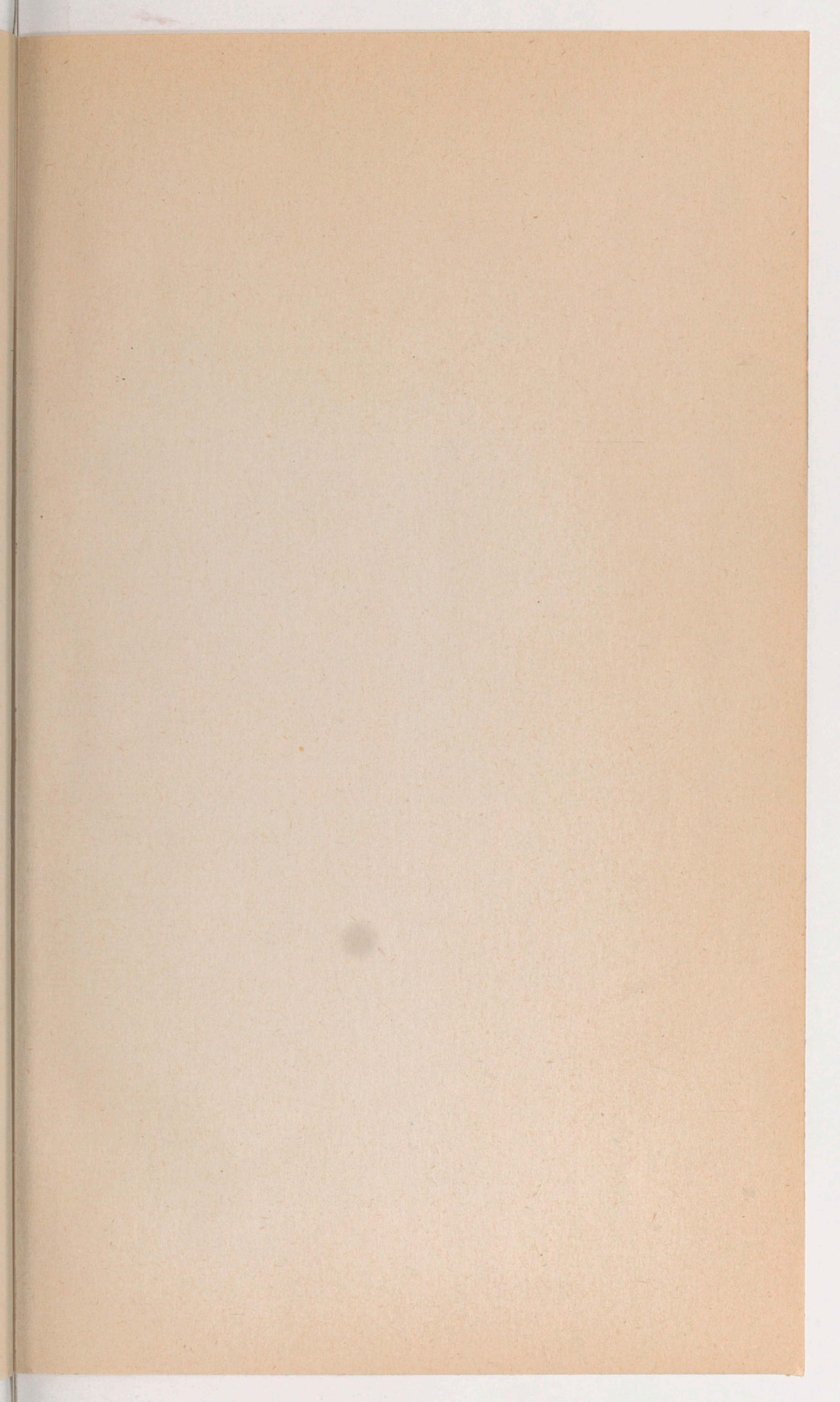
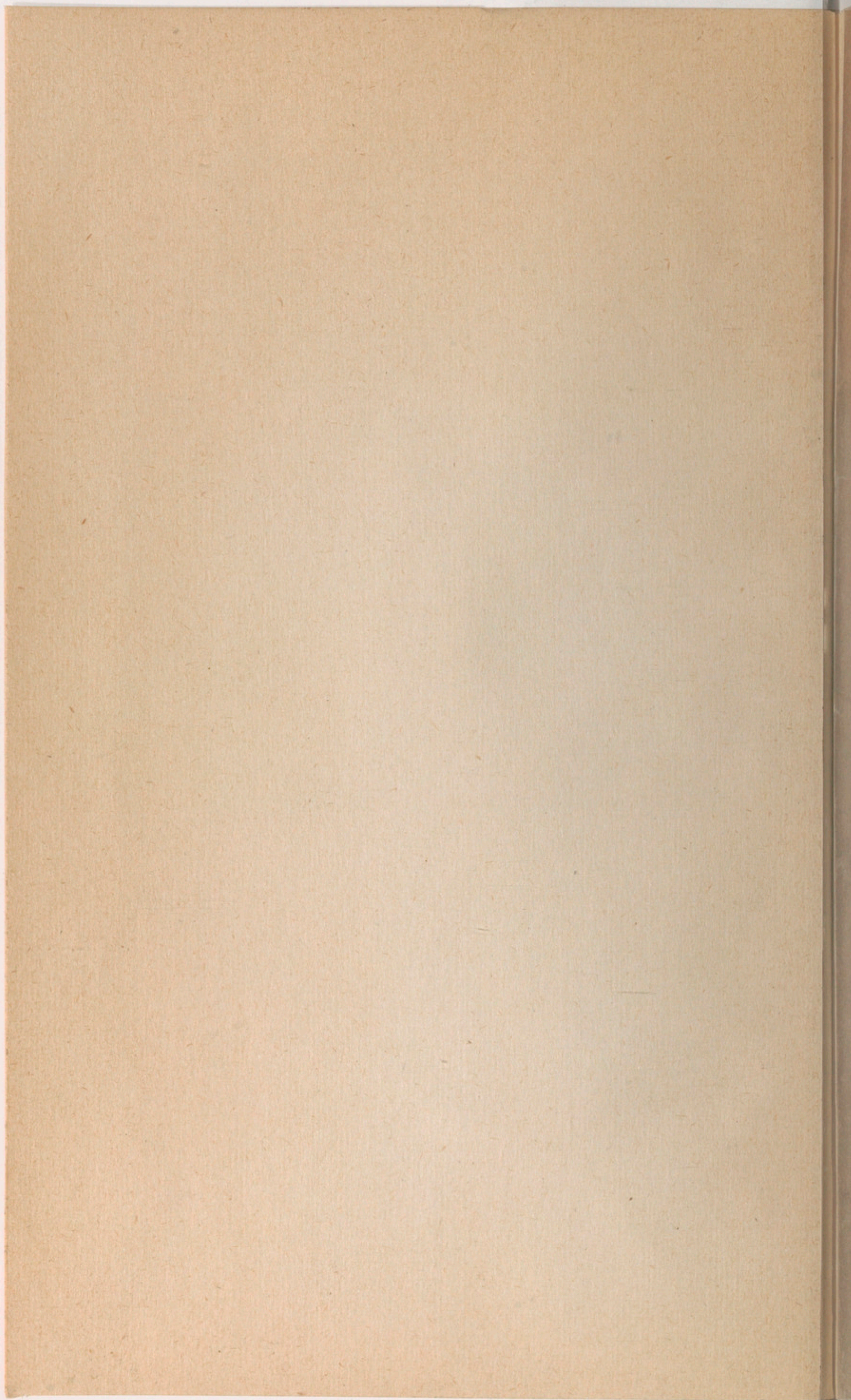


P-A. MATHIEU REL









DIX ANS
D'ENSEIGNEMENT HISTORIQUE

A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE NANCY

PAR

LOUIS LACROIX

Ancien Membre de l'École française d'Athènes
Membre de l'Académie de Stanislas
Professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Nancy

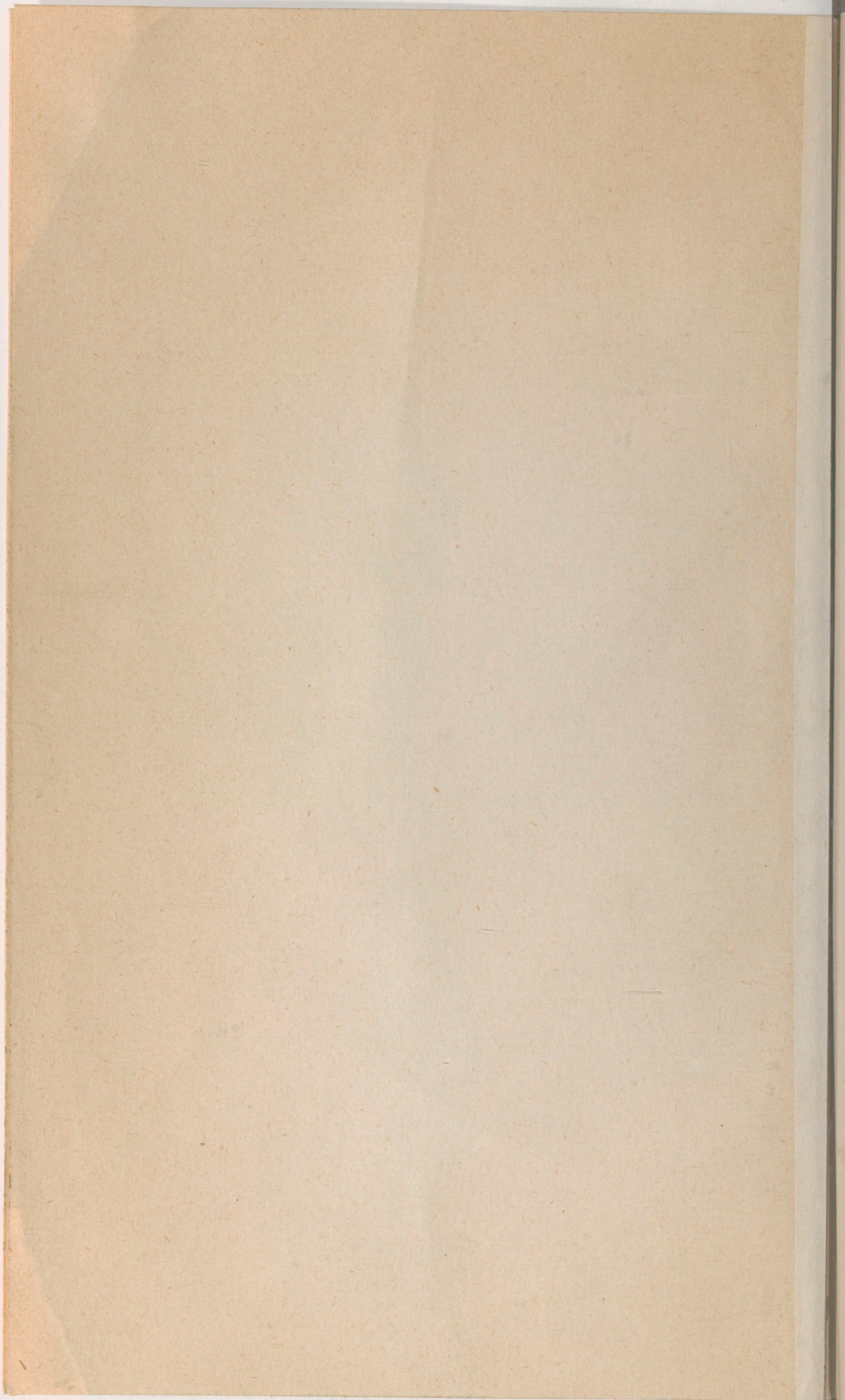
DE L'UNION DE LA RELIGION ET DE LA SCIENCE.
LA LOI DE L'HISTOIRE.
LE PRINCIPE GÉNÉRATEUR DES SOCIÉTÉS.
MOÏSE, HISTORIEN ET LÉGISLATEUR.
LES GRECS ET LES PERSES.
ROME, L'EMPIRE, L'ÉGLISE.
LE CHRISTIANISME ET L'ISLAMISME.
LES RÉVOLUTIONS DYNASTIQUES DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

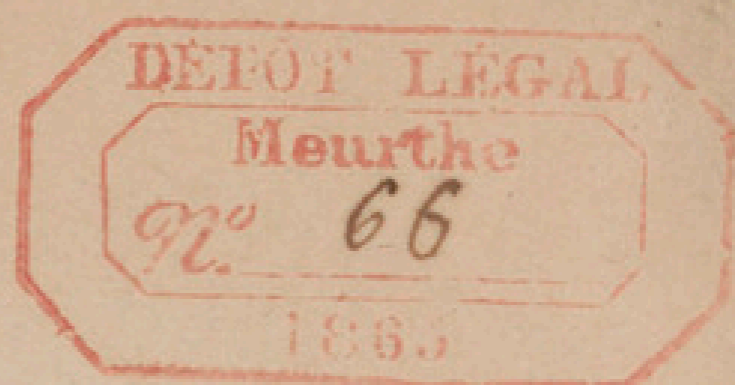
PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C^{IE}

BOULEVARD SAINT-GERMAIN, N^o 77

—
1865





DIX ANS

D'ENSEIGNEMENT HISTORIQUE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE NANCY

1054

G

25193

SAINT-NICOLAS, PRÈS NANCY. — IMP. DE P. TRENEL.

(C.)

DIX ANS
D'ENSEIGNEMENT HISTORIQUE

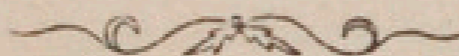
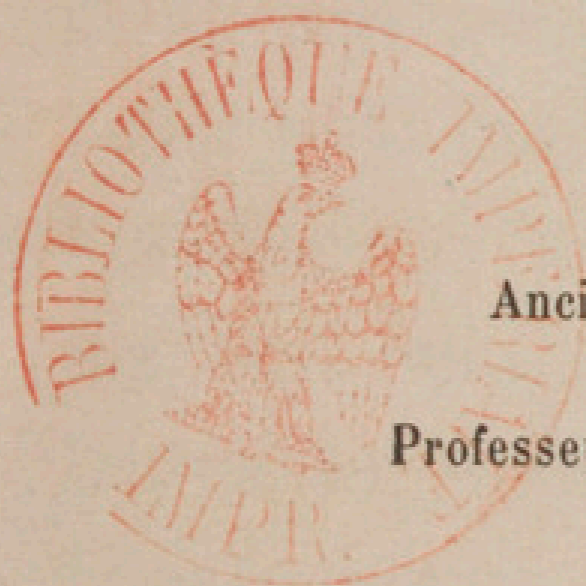
A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE NANCY

PAR

LOUIS LACROIX

Ancien Membre de l'École française d'Athènes
Membre de l'Académie de Stanislas
Professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Nancy



PARIS

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET C^{IE}

BOULEVARD SAINT-GERMAIN, N^o 77

—
1865

1872

STATEMENT OF ACCOUNTS

FOR THE YEAR ENDING 1872

1872

STATEMENT OF ACCOUNTS

FOR THE YEAR ENDING 1872

1872

STATEMENT OF ACCOUNTS

FOR THE YEAR ENDING 1872

1872

INTRODUCTION

DE L'UNION DE LA RELIGION ET DE LA SCIENCE

A l'imitation des meilleurs écrivains de nos jours, qui ont adopté l'usage de réunir en volumes des essais déjà publiés dans des revues périodiques, j'ai pensé qu'il me serait permis de composer un recueil des discours d'ouverture que j'ai prononcés, depuis dix ans, dans la chaire d'histoire de la Faculté des lettres de Nancy. N'aurais-je d'autre motif, en publiant ce livre, que le désir de laisser à mes auditeurs un souvenir durable des heures que nous avons passées ensemble ; ne serait-ce, pour eux et pour moi, qu'un moyen de justifier l'emploi de notre temps auprès de ceux qui s'interrogent à ce sujet et qui ne trouvent pas toujours de réponse ; ne voudrais-je que combattre et dissiper les doutes de quelques-uns, en soumettant à l'appréciation de tous, les principaux résultats d'un enseignement qui, à défaut d'autre mérite, a eu celui d'être consciencieux et sincère, que ce seraient déjà, à mon sens, des raisons suffisantes pour réunir ces différents morceaux et en risquer la publication.

Mais à ces motifs s'ajoute encore une considération plus grave, qui est surtout ce qui m'a déterminé à

cette démarche. Nous voyons recommencer sous nos yeux une de ces crises intellectuelles et morales que suscite de temps en temps l'inquiétude naturelle à l'esprit humain, jointe à la fermentation intérieure des âmes, et dont le dénouement, qui réagit toujours dans l'ordre politique et social, ne peut pas ne pas être longtemps à l'avance l'objet des préoccupations les plus vives. Depuis plusieurs années, il y a une reprise d'hostilité contre le christianisme et contre les doctrines spiritualistes qui partagent ordinairement sa fortune. Toutes les vérités religieuses et philosophiques que la première moitié de ce siècle paraissait avoir raffermies et placées hors d'atteinte, sont de nouveau contestées et battues en brèche. On remet en crédit l'idée très-fausse et très-funeste que la religion et la science sont opposées l'une à l'autre, et qu'elles sont de leur nature condamnées à un irréconciliable antagonisme. Or, comme je suis convaincu qu'il n'y a de vérité et de salut que dans l'alliance de la foi et de la raison, que l'effort de ceux qui les divisent ne peut aboutir qu'à les ruiner infailliblement toutes deux, et comme la thèse de l'union de la science et de la religion fait le fond de tous mes discours et a été l'âme de tout mon enseignement, il m'a semblé qu'il était de mon devoir, dans la crise présente, de défendre auprès de tous, en publiant ce livre, la cause que je soutiens depuis dix ans devant le public de la Faculté des lettres de Nancy.

Ce n'est pas que je me fasse illusion sur la valeur de chacun des morceaux qui composent ce recueil, et sur l'importance du secours que j'apporte à la cause qui m'est chère. Je sais trop combien tous ces discours sont restés, malgré mon désir de bien faire, au-dessous des questions que j'y traite et loin du but que j'y veux atteindre. Mais enfin, si faibles et insuffisants qu'ils soient, pris isolément, j'ai pensé que leur rapprochement leur permettrait de se prêter un mutuel appui, et que, rassemblés en un volume, ils formeraient un ensemble de quelque force, semblables à ces frêles baguettes que l'on peut rompre du doigt et qui résistent à toute la vigueur de la main, quand elles sont réunies en faisceau.

Assurément, je n'ose me flatter d'obtenir l'adhésion de ceux-là même que je combats, et de provoquer des retours qui seraient pour moi les plus désirés de tous les triomphes et l'occasion de la joie la plus douce. Mais au moins ai-je lieu de croire, et c'est cette espérance qui m'a soutenu dans mon enseignement, que j'aurai réussi à trouver accès auprès des esprits encore libres d'opinions contraires, et à leur faire goûter la doctrine développée dans ce recueil à l'occasion des questions historiques successivement traitées dans mes cours. A mes yeux, les événements de l'histoire sont le résultat d'actes humains accomplis par la liberté de l'homme, agissant sous l'impulsion des mobiles intérieurs qui le sollicitent et des puissances du

dehors qui se disputent ses préférences. Le plus grand effort de l'histoire consiste à démêler dans les événements, dont elle nous déroule le tableau, l'action de ces diverses influences, afin de remonter des effets aux causes et de pénétrer le secret des luttes morales où l'homme est ici-bas engagé. Mais, pour atteindre la solution du problème, il ne faut supprimer aucun des termes dont il se compose, et toute philosophie de l'histoire qui ne voit rien au-delà de la nature et de l'homme, et qui pose en principe, qu'en dehors des lois de l'une et de la liberté de l'autre, il n'y a rien dont la science doive tenir compte, ne peut aboutir qu'à des conclusions incomplètes et erronées.

Voilà pourtant le système qui renaît de nos jours et que s'efforce, en ce moment, de faire prévaloir une école qui s'attache à abolir la notion du surnaturel dans l'esprit humain, et même à en effacer jusqu'à l'idée de Dieu. Pour réagir contre une pareille tentative et conjurer les funestes effets qu'elle entraînerait inévitablement après elle, il faut affirmer avec persévérance la vérité que l'on nie avec acharnement, en remplaçant Dieu dans l'histoire, d'où on tient surtout à le bannir, parce qu'elle est le théâtre le plus éclatant de ses manifestations. Il faut protester sans cesse contre ce préjugé si faux et si funeste d'un antagonisme fondamental et nécessaire entre la raison et la foi, et contre la pratique d'un séparatisme intellectuel, qui ne peut avoir pour effet que de discréditer

diter la religion, sans profiter à la science, et qui n'est qu'une maladresse chez ceux pour qui il n'est pas une tactique et un stratagème.

Pour moi, j'ai tenu à me garder de ces erreurs de doctrine et de méthode, et à les combattre par un enseignement qui en fut comme la contradiction continuelle. Ma philosophie de l'histoire, je l'ai empruntée au christianisme, parce que le christianisme possède seul une philosophie de l'histoire qui rende raison des destinées de l'humanité tout entière, parce que ce n'est qu'en lui qu'on voit clairement les rapports réciproques de Dieu, de l'homme et du monde, et que ces trois termes du grand problème sont mis en leur vrai jour et maintenus à la place qui leur convient. Cette supériorité des solutions chrétiennes ressort tellement de leur seul énoncé, que j'aurais pu me contenter de les mettre en lumière par une exposition simplement affirmative et dogmatique. Mais comme l'objection est toujours là qui vient sans cesse vous assaillir et qu'il faut sans cesse repousser, on ne peut avancer dans une telle œuvre qu'à travers la mêlée de discussions continuelles, assujéti à la double tâche de travailler et de combattre à la fois, comme ces fidèles Israélites qui, la truelle d'une main, l'épée de l'autre, reconstruisaient le temple de Jérusalem, au retour de la captivité de Babylone. Vivante image de la situation du chrétien qui défend l'édifice de ses croyances, et dont le souvenir m'a plus d'une fois sou-

tenu au milieu des alternatives de cette vie de travail et de combat, où se trouve engagé tout homme qui prend parti dans les luttes d'ici-bas ! On trouvera donc dans ce livre plus d'une page de polémique contre les adversaires, ou plutôt contre les théories qui entraînent la négation des vérités du christianisme. Mais on reconnaîtra sans peine qu'elles ne m'ont été inspirées que par les nécessités les plus impérieuses de la défense et non par l'amour de la dispute ; et de toutes les pages qui composent ce recueil, celles que j'ai écrites le plus volontiers et que je soumets avec le plus de confiance à l'appréciation de chacun, ce sont celles qui contiennent la partie doctrinale et positive de mon enseignement.

Peu sensible au plaisir de paraître triompher des adversaires que je combats, je ne demande à mes lecteurs que de comparer les théories décevantes qui ont peut-être commencé à les séduire, avec la doctrine dont je me suis efforcé de renouveler la tradition dans ces discours. Ce n'est pas, en effet, dans sa partie critique que consiste la valeur et l'efficacité d'un enseignement ; c'est surtout dans ses affirmations qu'il faut chercher ce qu'il est et ce qu'il vaut. On n'a rien fait tant qu'on s'est borné à montrer l'erreur d'autrui, si l'on n'établit à la place une vérité satisfaisante, qui réponde à toutes les exigences légitimes de l'esprit et du cœur de l'homme. Il ne suffit donc pas en histoire, par exemple, de réfuter les systèmes

qui nient l'action divine dans le monde et qui prétendent résoudre, par le pur naturalisme, le problème des destinées de l'homme et du genre humain tout entier. Il faut encore monter soi-même dans une sphère plus haute et y découvrir, pour les signaler à autrui, et les opposer à ses adversaires, les vérités qui échappent à leurs regards. Dans l'ordre moral surtout, on n'est jamais qu'à moitié chemin de la science, tant qu'on s'arrête aux causes secondes, et tout homme qui veut aller jusqu'au bout de sa raison se trouve entraîné, par la force ascensionnelle qu'il sent en lui, jusqu'à cette cause première qui est Dieu, et dans la possession de laquelle l'esprit se repose sans rien chercher au-delà, parce qu'il sent qu'elle est le dernier terme qu'il puisse atteindre. Aussi dans ces discours, où je prends à tâche de me placer une fois, au début de chaque année, au sommet du sujet que je traite, c'est toujours à ce point suprême que je suis venu aboutir, et c'est toujours dans les vérités, dans les lois manifestées historiquement à l'homme par la révélation, que j'ai trouvé la lumière qui m'a éclairé sur les vicissitudes du sort des peuples à travers les âges.

Ce n'est pas que cette considération dominante m'ait fait perdre de vue toutes les autres et que, par suite d'une préoccupation qui serait alors devenue comme une idée fixe, j'aie commis la faute de donner une théorie purement théocratique de l'histoire, où

l'homme ne serait plus compté pour rien, et où les questions politiques, économiques et sociales seraient sacrifiées à la question religieuse. Loin de là, une fois la vérité la plus haute établie et mise à sa place, toutes les autres se coordonnent naturellement autour d'elle et, dans les développements de mes cours, je n'ai jamais eu à lui faire de ces sacrifices qui entravent et mutilent la science, en l'enfermant dans le cercle étroit d'un dogmatisme impérieux et exclusif. Et c'est ici qu'apparaît dans toute son évidence cette supériorité de la philosophie chrétienne sur toutes les interprétations des systèmes hostiles ou simplement séparés.

En effet, Dieu n'usurpe sur personne, puisqu'il a un droit souverain et absolu sur tout ce qui est. La doctrine qui reconnaît ce droit et le pose en principe est nécessairement large et équitable, parce que le respect du droit de Dieu entraîne toujours le respect du droit de toutes ses créatures. Elle n'a donc aucune élimination arbitraire à opérer, et il ne lui reste que le souci, assez léger d'ailleurs, de coordonner les choses et de reconnaître la place et le rang de chacune d'elles. Au contraire, le rationalisme, le naturalisme, le positivisme, qui veulent affranchir l'homme et la nature de leur dépendance envers le créateur, et qui transforment des sujets en souverains, sont entraînés logiquement à faire la guerre au surnaturel en toutes choses, et à exclure l'idée de Dieu de toutes les positions qu'elle a occupées jusqu'ici, à commen-

cer par l'histoire, où elle a une si grande place et qui est remplie d'un bout à l'autre de l'intervention de la Providence, et dominée dans son ensemble par le grand fait de la révélation. Vaine tentative qui ne produit que des ruines, sans pouvoir rien édifier, et qui se condamne elle-même par ses propres résultats ! Car quiconque supprime de l'histoire Dieu et le surnaturel, supprime la moitié de l'histoire et se met, par cette négation, dans l'impossibilité d'en comprendre le reste.

Quant à moi, je n'ai pas voulu et je ne voudrai jamais consentir à l'amoindrissement et à la mutilation de la noble science que je suis chargé d'enseigner. J'accepte de ses mains et sur la garantie des moyens de transmission qui lui sont propres, les faits humains qu'elle me raconte. Je ne vois pas de raison supportable de nier les actes divins qui viennent à moi par le même canal, qui se constatent par des phénomènes de l'ordre naturel, accessibles aux sens comme tous les autres faits, et qui s'établissent et se contrôlent par le même genre de preuve que tous les autres événements de l'histoire. Or, parmi ces faits surhumains, qui se manifestent dans l'histoire et dont on conteste aujourd'hui jusqu'au principe même, il en est un qui remplit tous les temps, qui domine tous les événements et que je regarde comme étant ce qu'il y a de plus constaté dans les traditions humaines. C'est le fait ou plutôt l'ensemble de faits par lesquels

s'est accomplie la promulgation d'une loi divine sur la terre, et qui a donné lieu à cet enchaînement aussi visible que mystérieux, que Bossuet a appelé *la suite de la Religion*. Cela étant, que deviennent, devant ce fait public, visible et palpable, les vaines dénégations des hommes essayant de se démontrer qu'aucun être n'existe ou ne peut agir en dehors et au-dessus de l'humanité et de la nature, qu'il n'y a rien de plus grand que l'esprit humain, qu'il ne relève que de lui-même, qu'il n'est tenu qu'à obéir aux lois qu'il se trace de sa propre autorité, et qu'après tout, s'il y a dans le monde quelque chose d'adorable et de divin, ce ne peut être que l'humanité elle-même? Car il y a de nos jours, comme il y en a eu de tout temps, des écrivains, des savants, des penseurs, qui ne paraissent pourtant ne manquer ni de science, ni de force de tête, qui emploient tout ce qu'ils ont de facultés et de moyens à assurer le succès de ces étranges prétentions. Mais toute leur industrie est en pure perte, et leurs efforts viendront toujours se briser contre ce fait historique, reconnu partout, quoiqu'il ne soit pas partout bien compris, qu'il y a une loi imposée par Dieu à l'homme; ce qui met sa dépendance hors de doute, et d'où il résulte, quoiqu'on fasse pour qu'il prenne le change, qu'il sait très-bien qu'il n'est pas son propre législateur, et qu'il n'a pas fait la religion qui le réprime et qui le contient.

On ne sait pas assez combien la science de l'his-

toire est redevable au grand fait de la révélation. D'abord, ce n'est que par elle que nous a été conservé le souvenir de l'origine des choses. Puis elle nous donne des affirmations nettes et précises sur les moments décisifs de l'histoire primitive du genre humain, et elle résout des questions capitales autour desquelles nos systèmes n'entassent que des inventions obscures et chimériques. Par là, elle projette sur la suite des temps une lumière qui éclaire tout, et qui nous fait voir le commencement et la fin de nos destinées. C'est ainsi que par elle, le jour se fait dans le chaos apparent de l'histoire ; et il devient visible à tous les yeux que l'ordre moral est régi par une loi divine , et que c'est à l'établir, à la conserver, à la répandre , ou à la venger que tout concourt ici-bas. C'est enfin par elle que l'historien trouve le point fixe qui domine tout, qui ramène tout à cette unité où aspire toute science ; le point immuable , en dehors duquel il n'y a que des opinions incertaines sur l'ensemble des choses , rien que des contrefaçons de la vraie philosophie de l'histoire, dont les principes ont été posés dans l'Écriture sainte où nous est révélé le secret de la destinée des peuples et le sens des grands mouvements de l'humanité.

Je l'ai dit souvent, et je le répète encore, ce ne sont point des nouveautés que j'enseigne. En pareille matière, c'est le seul moyen de rencontrer vrai. Il y a longtemps que l'homme sait bien à quoi s'en tenir sur

ces questions, et en réalité, aux yeux des connaisseurs, la vieille vérité, mise en regard des théories qui aspirent à la supplanter, est encore ce qu'il y a de plus neuf, de plus frais pour ainsi dire, et de mieux conservé. Je me suis donc borné à reprendre la doctrine de saint Augustin et de Bossuet, et à montrer que, malgré l'extension donnée de nos jours à l'histoire universelle, elle contenait toujours la raison suprême des événements du passé. A travers toutes les époques que j'ai parcourues, dans toutes les questions que je me suis posées, soit que j'aie pris pour sujet d'étude ce grand mouvement de voyages, de découvertes et d'entreprises commerciales qui, depuis près de quatre siècles, rapproche les deux hémisphères et prépare, par des voies naturelles, la reconstitution de l'unité religieuse et morale du genre humain, soit que j'aie eu à exposer le tableau de la chute de l'empire romain et à montrer les nations modernes sortant de ses débris, soit que j'aie interrogé l'histoire sur la mission de Moïse, sur la lutte de la Grèce et des Perses, au temps des guerres médiques, sur les destinées de Rome et sur l'établissement de son empire dans le monde occidental, sur l'opposition du christianisme et de l'islamisme dans le grand conflit des croisades ; enfin, soit que je demande à nos annales le secret des révolutions dynastiques, dont elles nous offrent la succession, partout j'ai senti et cherché à faire comprendre l'action souveraine de Celui qui est

à la fois la providence du plus chétif des humains et l'arbitre suprême des plus grands empires. Et dans cette longue revue d'événements accomplis par les hommes dans la sphère de liberté que Dieu leur laisse, il m'a toujours été facile de constater que l'ensemble obéit à une volonté supérieure qui imprime une direction certaine et visible à tout l'ensemble et qui, après avoir fait connaître aux hommes ce qu'elle attend d'eux et la destination qu'elle leur assigne, les y ramène sans cesse par une répression mêlée à la fois de rigueur et de miséricorde, quand ils l'oublient ou qu'ils s'en écartent. Cette notion d'une cause suprême de qui tout dépend et qui régit de haut les choses humaines, j'ai tenu à la mettre en lumière et à l'accuser d'autant plus fortement qu'on s'efforce, aujourd'hui plus que jamais, de l'obscurcir et de la nier. Elle est devenue ainsi le principe fondamental de mon enseignement, et grâce à elle, un seul et même esprit circule dans tous ces discours, depuis celui où j'établis que l'observation de la justice et l'accomplissement des préceptes divins est la loi de l'histoire, jusqu'à celui où je montre la révolution prête à se déchaîner sur l'ancienne société française qui les avait méconnus, pour la régénérer par le châtement.

C'est en se plaçant dans cet ordre d'idées qu'on trouve un sens aux grandes catastrophes dont l'histoire est remplie, et qu'elles peuvent devenir, pour les peuples à qui on les enseigne, ce qu'est l'expérience

de la vie pour l'homme qui sait comprendre la leçon contenue dans les corrections et les redressements de chaque jour. L'histoire universelle est, comme la vie pour chacun de nous, l'école où se forme l'humanité. Là, Dieu qui est l'instituteur suprême, procède à l'éducation des peuples en avertissant, en redressant, en corrigeant, en châtiant quelquefois jusqu'à l'extermination, selon que l'exigent les besoins de sa créature et les règles de sa justice, qui n'a pu laisser sans une sanction efficace la loi qu'il a donnée au genre humain. Sans doute, le plan de ce système d'éducation n'apparaît bien clairement que dans l'histoire du peuple hébreu, qui a été suscitée divinement pour l'instruction de tous les peuples. Mais, dans son esprit, l'application en est universelle, et il est facile de la retrouver dans toute l'histoire. Car la Providence agit partout, et le même Dieu qui régissait Israël d'après la loi expresse qu'il lui avait donnée, est aussi le juge des nations de tous les temps, d'après ce qu'il leur est accordé de connaître ou de conserver de la loi morale et religieuse, conformément aux lumières qu'elles ont et qui constituent la mesure de leur mérite et de leur démérite.

C'est ainsi qu'en s'attachant à tirer des faits la leçon qu'ils contiennent toujours, l'histoire servirait à rappeler sans cesse aux hommes leur subordination à une loi divine qu'ils connaissent tous plus ou moins, et elle replacerait les sociétés dans les véritables con-

ditions de l'ordre dont elles tendent toujours à s'écarter. Avec les principes de la philosophie négative, elle se détourne de sa destination et elle n'a plus d'enseignement moral à donner aux hommes. Car, en supprimant l'action divine, en niant la révélation et l'intervention providentielle de Dieu dans les événements d'ici-bas, elle fait oublier à l'homme sa dépendance envers le Créateur, elle flatte son inclination à s'affranchir de toute loi et à ne relever que de sa propre volonté, elle lui fait croire à un perfectionnement continu, sans condition religieuse et morale, s'accomplissant par l'action d'une vertu occulte, inhérente à sa nature, et, en propageant de telles doctrines, en s'emparant de l'opinion qui n'est jamais en garde contre les erreurs qui la flattent, elle ne peut que précipiter la société dans un incurable aveuglement, et hâter le retour des catastrophes et des expiations (1).

(1) On connaît le célèbre passage des *Nouveaux Essais sur l'Entendement humain*, où Leibnitz prévoit qu'une *révolution générale* doit être le terme et le remède de la *maladie d'esprit épidémique*, qu'il observe dès le commencement du XVIII^e siècle, et qui répand *peu à peu dans l'esprit des hommes du grand monde, qui règlent les autres et dont dépendent les affaires*, des opinions contraires à l'existence de Dieu, à la vie future, etc. La prédiction ne s'est que trop pleinement réalisée à la fin du siècle. Qu'aurait dit Leibnitz s'il avait vu ces erreurs, ou *des opinions approchantes*, descendre en bas et menacer de devenir générales ? Assurément, il aurait poussé plus fort le cri d'alarme, et il aurait couru plus résolûment au feu. Quant à nous, qui voyons ce qu'il ne pouvait prévoir, faisons ce qu'il aurait fait sans doute, et ne nous épargnons pas pour arrêter l'incendie. (Voy. Leibnitz, ouv. cité, édit. Charpentier, p. 480.)

On voit, par ces considérations, tout ce que l'histoire peut faire de bien ou de mal, selon l'esprit qu'on y apporte, et la manière dont on considère les faits qu'elle livre à nos méditations. Aussi est-il de la plus haute importance de s'examiner et de s'interroger soi-même à ce sujet, et pour cela, il serait bon de se remettre sous les yeux ce passage du *Traité des Études*, où Rollin se pose aussi à lui-même la grave question qui nous occupe : « Il n'est pas nécessaire, dit-il, que je m'arrête à prouver l'utilité de l'histoire : c'est un point dont on convient généralement et que peu de personnes révoquent en doute. L'important est de savoir ce qu'il faut observer pour rendre cette science utile et pour en tirer tout le fruit qu'on en doit attendre. »

Sans doute, la question de savoir comment on doit se servir d'une science, quelle qu'elle soit, suppose qu'on la possède, et il ne faut rien négliger pour l'acquérir. Mais ce premier point obtenu, reste encore la question de savoir comment il faut s'y prendre pour ne lui faire porter que de bons fruits et en tirer toutes les lumières qu'elle renferme. Tel bon instrument de travail peut devenir inutile ou funeste entre des mains mal intentionnées ou maladroitement. Il arrive sans cesse qu'on blesse ou qu'on tue avec les mêmes armes qu'on destinait à ses divertissements. De même, il se peut qu'on emploie l'histoire à tromper les hommes et à leur cacher les plus importantes vérités qu'ils aient à

connaître, telles que les vérités religieuses, et qu'on fasse un instrument d'erreur d'une science qui est par excellence l'institutrice des peuples et l'école de la vie.

Il ne suffit donc pas d'acquérir la connaissance de l'histoire et de s'y rendre habile et célèbre, si l'on n'en fait un sage emploi et si l'on ne possède ce bon esprit qui sait tirer le meilleur parti des choses, et sans lequel l'homme n'a guère à se féliciter de ce qu'il acquiert, pas plus dans l'ordre de la science que dans celui de la puissance ou de la richesse. Et à ce compte, où trouver un guide plus sûr et plus judicieux que le maître vénéré dont j'invoquais l'autorité tout à l'heure et dont les enseignements, trop délaissés peut-être de de nos jours, pourraient réveiller dans nos cœurs le goût de certaines vérités qui sont de tout temps nécessaires, et dont aucun progrès ne saurait tenir lieu.

Sans doute, Rollin ignorait bien des choses qui sont aujourd'hui à la portée des esprits les plus ordinaires. Il ne pouvait être au courant des connaissances que nous devons aux sciences nouvelles, dont s'est enrichi l'esprit humain. On peut même dire qu'il était à plusieurs égards au-dessous de la science de son temps, qu'il n'était pas un érudit, et il en a fait maintes fois l'aveu avec tant de candeur qu'il nous ôte presque le droit de lui en faire le reproche. Mais si Rollin n'était pas un savant, dans le sens spécial et restreint du mot, c'était un homme éclairé, c'était un sage, c'est-à-dire, un homme qui sait le bon usage qu'il faut faire

de la science qu'on a, et qui estime qu'elle ne sert réellement à l'homme qu'autant qu'il en profite pour devenir meilleur et pour rendre tels ses semblables. C'est par là qu'il doit rester notre maître, et qu'il y aura toujours pour nous tant d'utilité et de profit à lire et à méditer ses simples et modestes écrits, où à défaut de cette érudition, et de ces vastes aperçus dont la pensée moderne est fière à juste titre, règne cet amour sincère du bien moral, ce sens droit et profond de la vérité religieuse qui semblent nous échapper de plus en plus, et qui est pourtant ce qu'il faudrait conserver et entretenir avec le plus de vigilance et de sollicitude.

Évitons donc qu'on puisse nous dire, comme on était en droit de le faire à l'auteur du *Traité des Études*, que nous ne sommes pas au niveau de la science de notre temps; faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour étendre nos connaissances et pour savoir le dernier mot de chacune des sciences que multiplie et qu'agrandit tous les jours l'infatigable curiosité de l'esprit humain. L'ignorance, à cet égard, excusable au temps de Rollin dans les corps enseignants, ne le serait plus aujourd'hui. Mais s'il faut entrer résolûment dans le mouvement scientifique de notre époque, il n'est pas moins nécessaire de rester fidèle aux principes traditionnels du passé, sur le but et l'emploi de la science, pour éviter que ses progrès ne deviennent les auxiliaires de prétentions incompatibles avec les

limites imposées à notre nature, et ne concourent au triomphe des théories funestes qui les justifient. C'est en cela que les maîtres du passé, et particulièrement Rollin, méritent de rester nos modèles, et c'est par ce côté que nous devons tenir à leur ressembler.

Sans avoir entrepris contre les erreurs de son temps une polémique qui, tout opportune qu'elle aurait été, n'était point encore possible, Rollin avait cependant compris que l'on pouvait employer l'histoire à combattre des désordres qui n'étaient devenus que trop visibles, et qui faisaient déjà présager la dissolution prochaine de la société française. Quand il dit, au début de ses réflexions sur la manière d'étudier l'histoire : « Notre siècle et encore plus notre nation » ont un extrême besoin d'être détrompés d'une infinité d'erreurs et de faux préjugés, qui deviennent de plus en plus dominants sur la pauvreté et les richesses, sur la modestie et le faste ; sur la simplicité des bâtiments et des meubles, et sur la somptuosité et la magnificence ; sur la frugalité et les raffinements de la bonne chère ; en un mot, sur presque tout ce qui fait l'objet du mépris et de l'admiration des hommes. » Quand il va puiser dans les histoires du passé des exemples propres à redresser les erreurs qu'il signale et à ramener ses contemporains à de plus saines idées ; surtout, quand il affirme « qu'il n'y a à proprement parler que l'Évangile et la parole de Dieu qui puissent nous prescrire des règles sûres et inva-

» riables pour juger sainement de toute chose, » il nous donne à la fois le précepte et l'exemple de ce qu'il faut faire pour obtenir de l'histoire toute l'utilité qu'elle comporte, en usant de toutes les lumières nouvelles qu'elle a acquises et en les employant à dissiper les erreurs qu'il s'agit aujourd'hui de combattre, parce que c'est d'elles que nous vient maintenant le péril.

Considérons donc aussi, de notre côté, que l'enseignement d'une science, comme l'histoire, n'est pas seulement une affaire d'érudition, mais qu'il faut encore tenir compte de son rapport avec la religion et les mœurs. Reconnaissons à notre tour que notre siècle et notre nation ont besoin d'être désabusés d'erreurs et de faux préjugés, non moins dangereux et plus inquiétants peut-être pour l'avenir que ceux que signalait Rollin au commencement du XVIII^e siècle. On compte sur l'histoire, épurée du surnaturel par une nouvelle espèce de critique, pour enlever à la religion son autorité sur les intelligences et son action sur les cœurs; on met tout en œuvre pour établir cette insoutenable théorie, que toutes les croyances du passé ne sont que le produit de l'esprit humain, afin de s'attribuer le droit de les remplacer par les chimères, dont on s'est fait des doctrines et dont on rêve la domination dans l'avenir; on ne veut plus de la saine et salutaire subordination à une loi révélée d'en haut, et l'on attend, de la philosophie et de la science, une révélation nouvelle qui assurera l'indépendance absolue de l'homme

par l'apothéose de l'humanité tout entière; et c'est par la critique, c'est par la transformation de l'histoire que l'on prépare le triomphe de cette entreprise. Eh bien! c'est en la combattant résolûment qu'il faut défendre l'histoire, et y maintenir les faits auxquels le genre humain doit la connaissance de la vérité religieuse. Il faut que l'histoire continue à nous montrer que la révélation est un événement et non un système, un fait objectif et non une conception de l'esprit de l'homme, que nous lui devons la loi divine, l'Évangile, la parole de Dieu, et pour aller jusqu'au bout de la vérité, que Jésus-Christ est le Verbe incarné, et qu'il n'y a que dans l'Église que se conserve intact, sans déperdition, sans altération et sans mélange, le dépôt des grands dogmes, qui ne sont autre chose que l'affirmation des faits mystérieux et réels, tout ensemble, par lesquels s'est accomplie la rédemption du genre humain.

Mais c'est ici que je vois accourir devant moi, à toute vitesse, le train contradictoire de la critique contemporaine qui m'arrête du choc violent de ses négations. Entreprendre de replacer dans l'histoire des faits surnaturels, prendre à témoin la parole de Dieu, alléguer l'Évangile comme un livre historique, considérer Jésus-Christ comme le Verbe incarné et comme le Sauveur des hommes, proclamer enfin l'autorité dogmatique de l'Église, mais cela n'est plus permis de nos jours et la critique moderne ne saurait

le souffrir ! Quoi ! osez-vous si peu tenir compte des progrès qu'elle a fait accomplir à l'esprit humain ? Est-ce qu'il y a une parole de Dieu ? Est-ce que nous en avons des monuments ? Vous croyez donc à l'authenticité des livres saints ? Nous vous avons pourtant appris comment s'en est formée la collection ! D'ailleurs, il y a là du surnaturel, des prophéties, des miracles, et la critique a décidé qu'elle ne voulait à aucun prix admettre rien de tout cela. Son axiome fondamental, son acte de foi (car elle a aussi une foi, mais en sens inverse), c'est que le miracle est impossible et que le surnaturel n'existe pas. Est-ce que, en dehors de la nature et de l'homme, il y a rien de réel, de vivant, d'historique, qui puisse avoir en soi quelque chose de plus que la valeur d'une idée ? Est-ce que l'idée de Dieu elle-même n'est pas un préjugé suranné de l'époque théologique, dont la science positive saura bien nous débarrasser un jour ? N'avons-nous pas inventé le système d'interprétation mythique qui vous apprend ce qu'il en est de vos croyances dans la manifestation de Dieu sur la terre, et ce qu'il faut penser de ces dogmes, dont nous vous révélons l'origine et les élaborations successives ?

Quant à l'Église et au sacerdoce, où vous croyez encore qu'il y a de la puissance et de la vie, ne voyez-vous pas qu'ils ont fait leur temps ; qu'ils s'en vont avec la croyance au surnaturel ; que l'idée religieuse s'effaçant devant l'idée scientifique, le prêtre doit faire

place aux représentants de la science et de la philosophie ; que c'est désormais sous leurs auspices que l'humanité aspire à entrer dans l'ère du progrès indéfini, dans la catégorie d'un devenir sans bornes, où s'ouvriront pour elle toutes les perspectives de l'idéal, et où se fondera enfin, sur les ruines des antiques superstitions, le culte de l'esprit humain, dont les penseurs et les savants seront les prophètes et les grands-prêtres ?

Et en face d'un si beau mouvement, lorsque la pensée moderne, libre enfin de toutes ses entraves, n'a plus qu'à s'élançer à la conquête de toutes les vérités et de toutes les félicités, lorsqu'elle n'a plus qu'à couper le dernier câble qui la retient encore à la terre, pour prendre son essor vers les sphères qu'elle a rêvées, vous venez lui parler d'une vérité qu'elle n'a pas faite, d'une loi qui l'oblige, d'une religion qui lui viendrait d'en haut, de la souveraineté d'un Dieu supérieur à elle-même, qu'elle aurait à connaître, à aimer et à servir, dont les dogmes et le culte feraient concurrence aux dogmes qu'il lui plaît de se faire, et au culte qu'il lui plaît de se rendre ! Et vous prétendez trouver les preuves de ces étrangetés d'autrefois, dans l'histoire même, dans les traditions du genre humain, dans des livres racontant une prétendue révélation, dont nous avons fait justice et que nous avons reléguée au rang des fables. Allons donc ! vous n'êtes pas de votre temps ! vous êtes au-dessous,

en dehors de la discussion ! Cela n'est pas sérieux, cela n'est pas scientifique. *Dieses hat keine wissenschaftliche Bedeutung !* Car telle est la formule d'excommunication partie de l'Allemagne, et répétée de ce côté-ci du Rhin par tous les tenants de la critique négative contre ceux qui ne veulent pas renoncer à croire au surnaturel, à l'intervention de Dieu dans les affaires d'ici-bas, et à la possibilité de concilier les vérités acquises par la science humaine, avec les notions plus hautes qu'ils doivent à la religion.

Eh bien, franchement ! cet arrêt de proscription ne m'a jamais beaucoup effrayé, et je crois qu'en dépit de ceux qui le lancent, on peut, sans risquer d'être banni de la compagnie des gens de sens et de savoir, continuer à admettre ensemble les vérités de la foi et celles de la raison, et à penser qu'elles peuvent vivre en bonne intelligence et s'assister mutuellement l'une l'autre. Leur prétendue incompatibilité n'est qu'une hypothèse gratuite de la critique négative, un acte d'incrédulité qui prend des airs scientifiques et qui n'a, pour se faire admettre, ni la raison de l'autorité, ni l'autorité de la raison. La critique y croit et voilà tout. C'est un point qu'elle regarde comme démontré, mais qui ne repose que sur l'étrange axiome de la négation du surnaturel, dont il faut se contenter de dire qu'il est absurde et faux, étant en contradiction avec la raison et les faits, et forçant ceux qui l'invoquent à nier l'histoire et à la rempla-

cer par les plus bizarres et les plus fantastiques reconstructions.

J'ai dit à plusieurs reprises, et principalement dans mon discours sur Moïse, ce que je pense de cette méthode d'investigation qui commence par nier, *à priori*, l'objet de son examen et qui, loin d'être un procédé de construction scientifique, n'est qu'une machine de guerre dirigée contre le christianisme. Je n'ai point à y revenir dans cette préface. Je me contenterai de soumettre ici quelques réflexions à ceux qui s'attribuent ce singulier droit d'exclusion contre toutes les notions religieuses, qui circulent dès l'origine du monde parmi le genre humain.

Et d'abord, faut-il donc que nous renoncions à ces croyances, parce qu'il vous plaît de déclarer qu'elles ne sont pas scientifiques ? Mais, est-ce que la vérité n'est pas plus vaste que l'esprit de l'homme ? Est-ce qu'elle ne dépassera pas toujours la science la plus étendue ? Est-ce que le procédé scientifique peut en atteindre toutes les parties ? N'y a-t-il pas au-dessus de ce monde des sens une sphère invisible et mystérieuse qui n'est plus de son ressort ? Qu'importe que ce monde soit inaccessible à votre science, il n'en existe pas moins pour cela, et il sera toujours vrai de dire avec Shakspeare :

« Il y a plus de choses entre le ciel et la terre qu'on n'en soupçonne en cette philosophie. »

Et ces choses que l'homme ne peut savoir et dont

il ne peut se passer, c'est par la foi qu'il peut les atteindre et qu'il entre en possession de la science complète de la vie, qui est bien différente de ce que serait la vie de la science, avec les mutilations qu'exigent de l'âme humaine les théories négatives du naturalisme et du positivisme (1). Aussi Dieu y a pourvu dès l'origine, et la vérité religieuse, la plus haute, la plus inaccessible et la plus nécessaire de toutes les vérités, a été connue de l'homme avant celles que le travail de l'esprit humain pouvait lui faire découvrir.

Voilà dans quel sens il est vrai de dire que les croyances religieuses ne sont pas scientifiques. Elles ne sont pas de la science, parce qu'elles sont au-dessus de la science. Ce qui n'implique nullement qu'il soit raisonnable de les rejeter. Car si elles surpassent la portée de notre esprit par la nature de leur objet, elles font appel à toute la sagacité dont il est pourvu pour la vérification de leurs titres ; et le véritable esprit critique consiste, non à nier toutes les religions à la fois (ce qui produit une incrédulité qui n'est pas

(1) Ce que serait la vie de la science, je n'ai pas le temps de le dire dans cette introduction ; mais, pour aider le lecteur à le comprendre, je le renvoie à un article de M. de Sacy, rendant compte, dans le *Journal des Débats* du 27 décembre 1863, d'un livre de M. Donné, intitulé : *Conseils aux familles sur la manière d'élever les enfants*. Chacun lira avec plaisir, s'il peut le retrouver, ce morceau plein de sens et de finesse, où le rôle de la science, qui reste dans ses attributions, est dignement apprécié, mais où il est fait bonne justice de ses prétentions, lorsque *voulant être tout*, elle ne réussit qu'à faire éclater son impuissance et sa vanité.

plus intelligente que la superstition), mais à discerner la véritable, en recherchant de quelle source elles procèdent. Or, toutes les fois que le christianisme a été soumis à cette épreuve (et voilà dix-huit siècles qu'il la subit), il en est toujours sorti à son honneur; et les nouvelles attaques dont il est l'objet n'auront, comme les précédentes, d'autre effet que de provoquer, après le débat, de nouvelles lumières qui feront ressortir une fois de plus la force et la vérité de ses moyens de démonstration. Aussi, aurions-nous beau jeu, si, retournant le problème de l'accord de la foi et de la raison, que nous sommes sans cesse mis en demeure de résoudre, nous prenions l'offensive à notre tour, en sommant nos adversaires de prouver l'accord de leur incroyance avec la raison, et de se mettre en règle, de tout point, avec la critique et la science. Habités à ne faire que de l'opposition contre les affirmations religieuses, ce qui est aisé et ordinairement fort applaudi, quelle que soit la manière dont on s'y prenne, je me demande quelle serait leur attitude dans ce nouveau rôle, où ils auraient à affirmer quelque chose et à le défendre; et rien ne m'en donne mieux l'idée que l'embarras de ces parvenus des révolutions qui, appelés à remplacer le pouvoir de la veille, ne savent comment se tirer d'affaire, et n'aspirent qu'à disparaître de la scène et à rentrer dans leur obscurité.

Mais restons sur la défensive et revenons à notre

thèse, qui est tout simplement d'établir qu'en peut faire de la science sans être tenu à faire de la négation religieuse, qu'il est possible d'être chrétien et historien tout à la fois, et que mon enseignement est scientifiquement irrépréhensible.

Il y a une idée fautive, accréditée avec beaucoup d'art par les uns, et acceptée avec non moins de simplicité par les autres, qui est que la foi chrétienne est un obstacle au développement de l'esprit scientifique et que le savant, retenu par sa croyance, n'a plus le champ libre pour ses travaux et ses découvertes. Or, il suffit d'un peu d'attention et de réflexion pour s'affranchir de ce préjugé, qui est un des plus fâcheux de notre temps et qui tyrannise tant de bons esprits. En effet, n'y a-t-il pas eu, n'y a-t-il pas encore nombre d'érudits et de savants qui ne se sentent nullement gênés par leurs croyances et qui ne le cèdent en rien à ceux qui font profession de n'en plus avoir. Je sais qu'il y a des sciences qui sont réellement hors de cause, étant tellement désintéressées dans la question, que ceux qui s'y adonnent n'ont que difficilement affaire avec la religion. Telles sont les mathématiques, par exemple, dont les abstractions sont plutôt d'accord avec les hautes spéculations théologiques qu'elles ne les contredisent. Mais il n'en est pas de même sur le terrain des sciences naturelles, et surtout sur celui des sciences morales et politiques, dont les principales, la philosophie et l'histoire, sont

le champ clos où se livrent presque tous les combats, qui continueront jusqu'à la fin à être l'épreuve de la foi chrétienne, et en même temps la preuve de sa vérité. Eh bien ! à y regarder de près, ce n'est pas en réalité de ces sciences elles-mêmes que naissent les causes de tous ces conflits, mais des dispositions et des idées des hommes qui les cultivent.

Il faut bien se mettre dans l'esprit que la science n'est qu'un être de raison qui n'existe pas indépendamment des savants qui la représentent. Or, ces savants y apportent l'esprit qui les anime, en font l'usage qu'il leur plaît, et la dirigent vers le but qu'ils poursuivent. La science en elle-même, n'étant qu'un ensemble de principes de raison et de vérités d'expérience, ne peut être ni incrédule ni irreligieuse, ce qui ne s'entend que des individus doués de volonté. Il y a des érudits, des savants qui n'en veulent nullement aux croyances d'autrui, qui se renferment simplement et modestement dans l'objet de leurs recherches, le poursuivent avec méthode, avec patience, et qui se contentent d'ajouter de nouvelles vérités au trésor des connaissances humaines. Comme ils savent que la science a ses mystères, ils ne s'étonnent pas que la religion ait aussi les siens, et ils n'ont garde d'y porter atteinte. Ils comprennent que la croyance a besoin de ses dogmes, comme la raison a besoin de ses axiomes, et très-souvent les uns et les autres vivent en paix dans leur intelligence. La plupart du

temps, leurs travaux viennent confirmer les vérités religieuses et tournent à l'apologie de la religion, pour laquelle ils sont des auxiliaires d'autant plus précieux qu'ils sont exécutés avec désintéressement.

Mais il en est d'autres qui ont pris parti contre la religion et qui mettent en œuvre tout leur esprit et tout leur savoir pour la combattre, ou, ce qui revient au même, pour la modifier à leur gré. Au fond, cette détermination, on le sent bien, n'a rien en soi de scientifique. C'est une disposition intérieure où le cœur et la volonté entraînent la raison et l'intelligence, qui devance ordinairement le temps où l'on acquiert de la science, et qui a le privilège peu enviable d'être assurée d'avance des sympathies et des encouragements de ceux qui ne savent rien. Quand on est dominé par cette disposition, alors on enrôle la science à son service, et l'on voudrait faire croire qu'elle sert avec choix et désintéressement la cause à laquelle on l'a engagée. En réalité, elle n'est qu'un auxiliaire qui fait indistinctement toutes les campagnes qu'on lui impose, comme les troupes suisses, qui combattaient autrefois dans les guerres d'Italie, souvent les unes contre les autres, pour les puissances qui les soudoyaient. Dès qu'il y a des savants des deux côtés, il est clair que ce n'est plus pour les seuls intérêts de la science qu'ils sont aux prises, et qu'on dénature le caractère de la lutte en prenant pour cause ce qui n'est qu'une arme de combat.

Qu'on se rassure donc sur la nature des rapports du christianisme et de l'esprit scientifique. Ils n'ont rien à craindre l'un de l'autre. Car, d'une part, le christianisme étant, non pas une religion quelconque, mais la religion même, celle dont toutes les croyances des peuples n'ont été et ne sont que des dérivés ou des altérations ; d'un autre côté, l'esprit scientifique étant, non l'esprit de contention et de dispute, mais la recherche sincère de cette portion de la vérité qui n'est point inaccessible à l'esprit humain, il n'y a entre la science et la religion, qui sont deux sources légitimes de connaissance, aucun antagonisme nécessaire, et leur condition naturelle est d'être unies et de se fortifier l'une par l'autre.

Mais ce qui doit achever de dissiper tous les doutes sur l'usage qu'il faut faire de la science, pour la rendre utile et bienfaisante, c'est de considérer ce que l'on en obtient, selon la manière dont on la cultive. Juger de l'arbre par ses fruits, et d'un procédé par ses résultats, c'est en toute question du genre de celle qui nous occupe, le critérium le plus infailible et le plus concluant. Or, il est clair que ce n'est point au service de la critique négative que la science fait sa meilleure besogne, car dans ce parti, elle ne s'emploie qu'à détruire, sans pouvoir rien édifier. Elle jette le trouble et le désordre dans les intelligences, elle fait le vide dans les âmes, elle en arrache les croyances sans avoir rien à mettre à leur place,

et elle laisse l'homme, désemparé et sans défense, à la merci des agitations de son cœur, des doutes et des erreurs de son entendement. Et ce ne sont pas seulement les croyances religieuses, dans leur partie positive et historique, qui sont mises en péril par l'action destructive de cette critique. En niant le surnaturel et Dieu même, elle a encore pour effet d'anéantir le principe logique de la croyance et de la raison, ce qui entraîne l'impossibilité de toute foi religieuse et de toute certitude philosophique. Aussi, l'école spiritualiste, qui défend les vérités de la raison, se sent aussi bien menacée par de telles négations que la société religieuse qui combat pour les dogmes de la foi ; et ce n'est pas trop de la réunion de leurs efforts pour repousser cette agression et sauver, par une action commune, des vérités qui sont solidaires les unes des autres.

Donc, en présence de tels ravages dans le monde intellectuel et moral, y a-t-il encore à se faire illusion sur la portée d'un plan d'attaque qui voudrait passer pour n'être qu'une recherche désintéressée de la science libre ? Et tout homme qui voit et qui comprend ce qu'il en est, peut-il encore hésiter sur le parti qu'il faut prendre et sur l'emploi qu'il doit faire des facultés qu'il a reçues et des lumières qu'il lui a été donné d'acquérir ?

Il y aurait donc tout à gagner pour la société comme pour l'individu à se maintenir en possession des véri-

tés naturelles et surnaturelles, en mettant d'accord et en faisant marcher de front la foi et la raison, la religion et la science qui, bien que distinctes, ne sont nullement contraires ; et rien n'est plus facile à établir que cette union. C'est une affaire de bonne volonté, et il dépend de chacun de nous d'incliner à ce rapprochement, et de faire cesser un antagonisme qui n'est pas dans les choses elles-mêmes, mais seulement dans les hommes. Ce n'est pas du côté de la religion, ce n'est pas dans l'Église que se trouve l'esprit qui entretient cet antagonisme. L'Église n'a jamais redouté ni proscrit la science en elle-même ; elle a souvent souffert de l'usage qu'on en a fait contre la religion ; mais c'est par la science, mise en œuvre dans des discussions qu'elle ne se refuse jamais à soutenir, qu'elle repousse des attaques qu'on dirige contre elle au nom de la science et qui, après le débat, se sont toujours trouvées n'être autre chose que des malentendus, ou le résultat d'une demi-science présomptueuse. Loin de porter atteinte aux droits de la raison, c'est toujours l'Église qui les a défendus contre les erreurs des sectes qui les méconnaissent.

Donc, de son côté, il n'y a rien à craindre contre la raison et la science ; et si elle déclare que l'action de l'une a des limites et que l'usage de l'autre est soumis à des règles, c'est qu'il en est ainsi dans la nature des choses humaines, qui toutes ont des bornes qu'elles ne peuvent dépasser, et des règles qu'elles

ne doivent pas enfreindre. En cela, l'Église est beaucoup plus dans le vrai que ceux qui revendiquent pour l'esprit humain une puissance et une indépendance absolues, et qui l'investissent ainsi, par une complaisance qui touche à la déraison, d'attributs qui n'appartiennent qu'à Dieu même.

Maintenant, du côté de la science, on renoncera bien vite aux appréhensions et aux défiances qu'on y rencontre trop souvent, si l'on considère que l'objet de la religion et celui de la science sont distincts, et que, si l'on ne peut arriver à l'un par la voie qui mène à l'autre, on ne peut pas davantage contredire les données de celle-là avec les acquisitions de celle-ci. Il importe donc essentiellement que le savant n'oublie pas que la science qu'il a ne lui donne pas le droit de se prononcer sur ce qu'elle ne lui apprend pas; qu'aucune spécialité scientifique, qu'aucune philosophie ne donne de certitude sur ce qu'il importe le plus à l'homme de connaître, sur l'origine du monde, sur le premier principe des êtres, sur la fin des choses, sur la destinée et l'avenir de l'homme; que ces notions-là, qui sont nécessaires à tous, doivent être mises, comme l'air et l'eau, à la portée de tous par des moyens providentiels, et qu'elles ne peuvent dépendre des opinions incertaines et contradictoires des hommes; que sur cet article, le plus savant n'a aucun privilège sur le plus ignorant, et est absolument sur la même ligne, réduit à croire s'il veut savoir quelque

chose d'assuré et de satisfaisant, exposé aux chutes les plus lourdes s'il veut marcher seul et se guider lui-même ; et qu'enfin tout chargé qu'il est des fruits de l'arbre de la science, ce n'est pas lui qui à la meilleure part, s'il ne consent aussi à aller, avec les simples, se nourrir des fruits de l'arbre de vie.

Cette nécessité pratique de la religion d'une part, et de l'autre, cette impuissance où est l'homme d'arriver par lui-même à ces vérités divines, surnaturelles, qui font l'objet de la révélation, en voilà assez, ce me semble, pour avertir le savant de bonne foi, qu'il n'y a aucune science qui puisse aller à l'encontre de cet enseignement supérieur dont il a besoin, comme tout le monde, et qu'il ne peut se donner à lui-même ; et qu'en résumé, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est, au moins, de le respecter et de contribuer ainsi, par cette démarche, qui est le premier pas à faire dans la voie de la réconciliation, à lui assurer le respect du reste des hommes. Avec ces principes aussi simples que vrais, et qui frappent tellement par leur justesse et leur évidence, qu'il serait superflu d'en développer davantage l'exposition, on fait cesser l'antagonisme déplorable contre lequel j'ai protesté dans ce livre ; on rétablit entre les sciences et la religion, et, par conséquent, dans toute la sphère de l'activité intellectuelle et morale de l'esprit humain, l'harmonie qui est dans la nature des choses ; on restaure ce bel ordre établi primitivement par Dieu

dans la création, dont la condition capitale est que la raison humaine soit subordonnée à la raison divine ; et par là, la science revient d'elle-même au respect d'une religion, qui la première donne l'exemple en respectant la raison de l'homme, puisqu'elle est toujours prête à produire ses preuves et ses titres à côté de ses affirmations.

Mais si l'homme n'a rien à souffrir, dans son intelligence, de son acquiescement aux vérités de la religion, il n'a pas davantage à souffrir, dans sa liberté, de son obéissance à ses préceptes. Il y a plus, c'est dans cette soumission même que consiste à la fois le bien-être, la force, le salut de notre liberté, comme de notre raison. Car si la religion et la science, comme on vient de le voir, n'ont rien de nécessairement contraire l'une à l'autre, de sorte que la raison se fait plus de tort à elle-même, quand elle se sépare de la foi, qu'elle n'a de sacrifice à faire pour rester d'accord avec elle ; de même la liberté a tout à gagner à être réglée par la loi religieuse, qui a des moyens qui ne sont qu'à elle de la détourner du mal et de l'appliquer efficacement à la pratique du bien. Ainsi, ce qui est vrai des rapports de la raison et de la foi, est vrai aussi des rapports de la liberté et de la religion, c'est-à-dire qu'elles sont faites pour être unies et marcher toujours ensemble ; et c'est ce qu'il me serait facile de démontrer, si je ne tenais à terminer cette introduction déjà bien longue. Je me contenterai

donc à ce sujet d'une simple déclaration de principes.

Il y a deux sortes de liberté, la liberté du dedans et celle du dehors, la liberté qu'on se fait à soi-même dans le for de sa conscience, et la liberté qu'on reçoit de la société dans laquelle on vit et des lois qui la régissent. Or, il est évident qu'aucune de ces deux libertés n'a rien à redouter de la religion, et je n'hésite pas à aller jusqu'à dire que ni l'une ni l'autre ne peut se fonder, se maintenir et se restaurer sans elle. Ce n'est que par la religion, sincèrement et exactement appliquée à la direction de la vie, que l'âme peut s'affranchir des servitudes qui la tyrannisent d'ordinaire, et qu'elle se sent vraiment libre, parce qu'alors, placée sous l'égide de la seule autorité qu'elle doit reconnaître, elle est garantie par elle contre toute usurpation étrangère, aussi bien que préservée des défaillances et des excès de sa propre indépendance. Quant à la liberté politique et civile, qui consiste essentiellement dans la garantie donnée par les lois à tous les besoins, à tous les droits légitimes de l'individu, à tous les principes nécessaires au maintien de la société, je soutiens que, sans la religion, il sera impossible de former un peuple capable d'arriver à l'intelligence et au respect de ces grandes choses, et qu'une société sans religion ne peut jamais être une société d'hommes libres. Aussi les philosophies, qui rompent avec la religion, ont-elles été de tout temps les auxiliaires, souvent inconscients, mais très-efficaces,

de tous les despotismes ; et Dieu sait à quel avenir politique et social le monde moderne serait réservé si, désertant tout à fait la cause du spiritualisme chrétien, il passait dans le camp du panthéisme et du matérialisme, se donnant la main sous les auspices de la critique moderne et du positivisme contemporain. C'est donc travailler pour la liberté, en même temps que pour la science et la raison, que de combattre pour maintenir, pour rendre à la religion l'empire des intelligences et des âmes, et pour lui conserver sa part légitime d'action dans le mouvement social de notre époque.

Car enfin, l'ancien principe de la subordination du temporel au spirituel restera toujours une vérité nécessaire et inévitable. Quelles que soient les formes nouvelles qu'affecte la société, elle ne pourra jamais se soustraire à son application, et il lui faudra toujours accepter, reconnaître, proclamer une doctrine de qui elle recevra l'inspiration et la vie. Qu'elle réalise tous les progrès désirables dans l'ordre de la richesse, de la science et de la liberté, qu'elle se sécularise autant qu'il le faut pour passer de l'état de l'enfance à celui de la virilité, cela doit être, et je suis bien éloigné d'y contredire. Mais c'est à la condition qu'elle n'oublie pas que la civilisation qu'elle possède est née du christianisme, et que ce n'est qu'en restant fidèle à ses principes et à ses dogmes conservateurs, qu'elle évitera de tomber dans la triste phase

de la décadence et de la décomposition, où toutes les autres civilisations se sont abîmées.

C'est là la grande question, la question de vie et de mort pour notre époque. Pour sortir saine et sauve de la crise qu'elle traverse, il faut qu'elle sache rentrer par la liberté et la raison dans les voies de la vérité et de la vie ; il faut que, dans les conditions nouvelles où elle veut se placer et sur lesquelles l'expérience seule permettra de porter un jugement définitif, elle en vienne d'elle-même à rendre à la religion, à ses vérités, à ses préceptes, l'hommage d'une soumission intelligente et volontaire ; il faut qu'elle répudie ces théories menteuses qui enivrent l'humanité de leurs séductions, qui, en proclamant son infailibilité et en lui faisant croire qu'elle peut disposer à son gré de ses croyances, l'habituent tout doucement à prendre la place de Dieu et la préparent à son apothéose ; il faut enfin qu'elle renonce à toute défiance contre cette autorité enseignante de l'Église qui n'a de difficulté avec elle que parce qu'elle ne la flatte pas et qu'elle lui tient toujours, en matière de doctrine, un langage franc et sincère ; qui ne lui dissimule pas, parce qu'il est nécessaire qu'elle le sache, que la raison a des limites qu'elle ne peut franchir, que la liberté a des règles qu'elle doit respecter, et qui lui rappelle sans cesse que la plus grande démarche que l'homme puisse faire, c'est de s'incliner devant les enseignements divins inaugurés dans l'Éden, à

l'origine des temps, renouvelés sur le Sinäi, complétés sur le Calvaire, et sans lesquels il ne sait plus bien ce qu'il doit faire de sa raison et de sa liberté. C'est à ce prix qu'est le salut, et c'est de là que dépend la conservation, le raffermissement de la civilisation que les âges chrétiens nous ont léguée.

Or, cet enseignement qui fait que l'homme se connaît et connaît Dieu, et qui établit entre eux cette société spirituelle qui empêche la société temporelle de se corrompre, c'est la religion ; et la religion, ce n'est ni de la poésie, ni du système, c'est avant tout de l'histoire. Elle se compose de quelques grands faits, création, chute de l'homme, châtement, rédemption, qui se sont accomplis dans le temps et dans l'espace, qui ont leur date, leur lieu, leurs témoins. Ces grands faits ont profondément pénétré dans la mémoire du genre humain par une tradition qui a été en s'altérant de plus en plus, mais dont on retrouve partout quelque trace, même chez les peuples les plus oublieux des faits du passé, les plus enclins à substituer leurs conceptions à leurs souvenirs, comme les Indiens, par exemple, chez qui le sens historique s'est si profondément oblitéré. C'est de ces faits, qui portent leurs preuves en eux-mêmes, en outre de celle du témoignage qui les atteste, que s'est formé ce fonds de croyances, commun à tous les hommes, qu'on retrouve partout, jusque dans les erreurs qui le défigurent, et qui est peut-être la plus forte preuve

de l'unité d'origine du genre humain. Tous les monuments des anciens âges portent témoignage de ces grands événements et, quand même les autres preuves en seraient abolies, on les retrouverait encore constatés dans les liturgies antiques où est attestée la réalité des dogmes qui leur ont donné naissance, et dont les rites religieux ont été et sont encore le meilleur moyen d'en perpétuer le souvenir.

Mais ce n'est pas tout : indépendamment de ces voies de transmission, il y a une histoire écrite de ces faits fondamentaux, conservée d'une manière spéciale et unique, par la tradition juive et chrétienne, dans ces livres qu'on attaque sans cesse, qui résistent toujours et dont la partie mystérieuse porte la marque d'une inspiration qui se justifie d'elle-même et qui n'est qu'une garantie de plus de leur autorité. Cette histoire, qui forme une chaîne continue depuis l'origine du monde, résout, par les faits, toutes les questions relatives à la destinée de l'homme et à ses rapports avec Dieu. Elle est la religion même, considérée dans ses formes successives et dans son développement chronologique, si bien que c'est encore elle qu'on retrouve au fond de toutes les religions fausses qui ne sont, comme toute erreur, que de la vérité dont on abuse. Aussi est-ce avec une entente parfaite des besoins de leur cause que les critiques, qui ont rompu avec le surnaturel et qui veulent transporter la civilisation chrétienne sur des bases pure-

ment naturalistes, font une guerre à mort aux livres historiques où sont consignés les titres du christianisme, non moins qu'à l'Église catholique qui, seule, le conserve et le soutient contre toutes les agressions du sens privé. Ils savent bien que, s'ils avaient une bonne fois raison de ces deux obstacles, leur triomphe serait assuré définitivement et qu'il n'y aurait plus ni religion, ni société religieuse possible sur la terre ; car le même effort qui aurait aboli la religion, là où elle est dans son intégrité et sa plénitude, supprimerait bien vite ce qui s'en conserve, là où elle est altérée et amoindrie. Et alors, ils ne voient pas ce qui pourrait les empêcher de refaire l'humanité au gré de leurs systèmes, et, après avoir supprimé son passé, de reconstruire son présent, en vue du chimérique avenir qu'ils rêvent et dont ils la bercent. Peut-être auraient-ils raison, humainement parlant, et à considérer les choses sans s'élever au-dessus de l'ordre naturel. Mais, c'est précisément leur tort de compter sans le surnaturel, dont l'intervention, si visible dans l'établissement de la religion sur la terre, n'est pas moins manifeste dans le fait de sa conservation. Ils ne veulent pas voir qu'il y a depuis le commencement du monde, une œuvre divine qui s'accomplit dans l'histoire, que c'est bien vainement que l'homme essaie de l'entraver, et que ce qu'il y a de mieux à faire pour bien remplir sa tâche ici-bas, surtout quand on fait des livres et qu'on veut qu'ils soient bons et

durables, c'est tout simplement de s'y associer et d'y concourir. C'est comme une mission supérieure, destinée à ennoblir et à consacrer nos travaux, et qui est offerte au libre choix de chacun de nous, quelle que soit la profession qu'il embrasse et le poste où il soit appelé par la Providence.

Quant à moi, il m'a semblé, en voyant la lutte transportée principalement sur le terrain de l'histoire par la critique négative, que ce que je devais faire pour correspondre à cette vocation dont je parle, c'était de travailler à renouveler la démonstration des titres historiques du christianisme, à combattre dans ses progrès la prétendue critique qui les nie, pour garder contre elle la religion qu'elle détruit dans l'histoire, et l'histoire elle-même, qu'elle envelopperait dans la ruine de la religion. Ce sont là deux causes qui m'ont paru inséparables. J'ai essayé de les défendre dans la mesure de mes forces. Mais pour être assurées du triomphe, elles veulent d'autres champions et elles réclament le concours actif de tous ceux à qui elles sont chères, et qui pensent comme moi, que la religion n'a rien d'incompatible avec la science, et qu'on ne peut arriver à la possession complète de la vérité que par l'accord de la raison et de la foi.

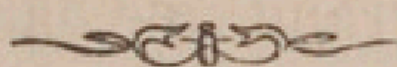
Puisse Dieu leur susciter les défenseurs dont elles ont besoin, et les assister dans une lutte où tout l'avenir du monde moral est en question, et dont aucun homme de cœur et de sens ne peut plus rester

le spectateur indifférent ! En attendant qu'ils se multiplient encore (car ils sont déjà nombreux et vaillants), et que je puisse applaudir à leurs succès, je continuerai à travailler et à combattre au poste qui a été assigné à ma faiblesse ; heureux si , pour prix de mes efforts, je puis contribuer à éclairer quelques-uns de mes semblables sur des questions où il se fait aujourd'hui tant de ténèbres, et à leur épargner, par une science vraie, ces incertitudes et ces doutes qui font le tourment de tant d'intelligences, et dont je remercie Dieu, tous les jours, de m'avoir fait la grâce de sortir !



DIX ANS
D'ENSEIGNEMENT HISTORIQUE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE NANCY



PREMIER DISCOURS⁽¹⁾

LA LOI DE L'HISTOIRE

MESSIEURS,

J'ai choisi pour sujet de mon cours, cette année, l'histoire des découvertes, des conquêtes et des établissements coloniaux des Européens en Asie, depuis le xv^e siècle jusqu'à nos jours.

Depuis quatre cents ans, la vieille Asie exerce une attraction puissante sur les peuples de l'Europe. Dans l'antiquité, c'étaient comme deux mondes séparés, presque entièrement inconnus l'un à l'autre, ne communiquant entre eux que

(1) Ce discours à été prononcé à l'ouverture du cours de l'année 1835. On comprend que je ne puis dans ce recueil conserver l'ordre chronologique de la composition de ces différents morceaux. J'ai préféré les grouper d'après un ordre logique qui établit entre ces discours une sorte de liaison d'idées et qui corrigeât, autant que possible, l'inconvénient inévitable de ce genre de publication. J'ai donc placé en tête de ce recueil les deux leçons, dont les sujets m'avaient permis de traiter plus spécialement des principes généraux de la

pour les besoins les plus impérieux du commerce, sans aucune préoccupation de ce qui les concernait respectivement d'ailleurs. Mais voilà qu'après le moyen-âge, au début des temps modernes, les barrières tombent, les voies sont ouvertes, les nations occidentales se tournent vers l'Asie et exploitent directement les trésors que cette terre, berceau du genre humain, répand toujours avec une inépuisable fécondité. Héritiers de l'empire romain, dont je vous ai retracé l'an dernier le grand rôle dans le monde (1), les Européens entreprennent en Asie ce que Rome a fait autrefois en Occident, et par la navigation, le commerce, la science, la guerre, la religion, ils entament de toutes parts ce vieux monde immobile qui finira par céder à leurs efforts et par subir leur ascendant.

J'essaierai, Messieurs, de vous exposer la marche progressive de cette grande phase de l'histoire. Après avoir indiqué quelles furent les relations de l'Europe et de l'Asie pendant l'antiquité et le moyen-âge, je vous montrerai les Portugais longeant pendant un siècle la côte occidentale de l'Afrique, ouvrant la voie qui mène aux Indes en franchissant le cap de Bonne-Espérance, et se créant un empire maritime et colonial qui rappelle dans de plus vastes proportions celui de Tyr et de Carthage; je vous montrerai les Hollandais, à force d'industrie, de patience et de ténacité, disputant aux

philosophie de l'histoire. Puis viennent quatre discours consacrés à de grandes questions d'histoire ancienne et moderne et rangés d'après l'ordre de développement historique. Enfin, j'ai réuni dans la seconde partie du volume tous les discours que j'ai prononcés sur l'histoire de France dans quatre cours différents, après les avoir disposés de manière à ce qu'ils formassent un ensemble destiné à traiter un sujet déterminé.

(1) Voyez plus bas le discours de 1854, *Rome, l'Empire, l'Église*.

Portugais et partageant avec eux les bénéfices du commerce de l'Asie : puis d'autres grandes nations, devenues à leur tour puissances maritimes, la France, l'Angleterre s'engageant aussi dans la même voie, aspirant à la suprématie dans les Indes et se la disputant entre elles avec un acharnement sans égal dans ces grandes guerres du xviii^e et du xix^e siècle, dont les intérêts coloniaux forment le fond, et par lesquelles la nation britannique assure sa domination en Asie et sa prépondérance sur toutes les mers.

A côté de ces conflits gigantesques, où les intérêts de l'Europe et de l'Asie se confondent, se heurtent et se décident, se placeront les études sociales et religieuses que comporte le sujet. Au moment où la civilisation de l'Asie se trouvera en présence de la civilisation de l'Europe et sera battue en brèche par sa forte propagande, il faudra se demander de quels éléments elle se compose et sous quelles influences elle s'est développée. L'examen des mœurs et des institutions politiques, sociales et religieuses de l'Inde, de la Chine, du Japon, c'est-à-dire de toutes les grandes nations de l'Orient, l'exposition des principales vicissitudes de leur histoire trouveront place dans ce cours, ainsi que les travaux apostoliques et les luttes héroïques des missionnaires envoyés par l'Église à la conquête spirituelle de ces contrées, dont le commerce et la guerre leur ont ouvert l'accès.

Dans un si vaste plan, les questions de toute nature se présenteront en foule à notre examen. Nous les traiterons en leur temps, et dans la mesure de nos forces ; mais il en est une qui m'attire tout d'abord, et sur laquelle je veux dès aujourd'hui m'expliquer nettement avec vous. Cette question n'est pas à proprement parler particulière

au sujet qui nous occupe ; elle le domine et l'embrasse, comme elle domine et embrasse tous les autres sujets historiques. Il y a longtemps que je me la suis posée, qu'elle est résolue pour moi, et je ne veux pas tarder davantage à vous dire dans quel sens.

Messieurs, plus j'étudie l'histoire, plus je cherche à me rendre compte des besoins et surtout des devoirs de cette science, principalement au point de vue de l'enseignement, plus je comprends qu'il faut lui donner pour base un principe solide, incontestable et suprême qui soit d'une application constante, universelle, à tous les faits particuliers ou généraux, et qui contienne à la fois la raison première et finale des événements. Ce principe existe-t-il ? est-il possible de le formuler et de mettre son évidence dans un jour tel qu'il ne puisse pas ne pas frapper les yeux de ceux qui veulent bien voir ? Messieurs, je le crois, j'en suis convaincu, et j'entreprends de vous l'exposer par cette digression théorique qui nous fera aborder notre sujet par son côté le plus élevé.

Oui, il y a un principe suprême qui est à l'histoire, ce que le principe de la gravitation et de l'attraction universelle est à l'astronomie et à toute l'économie mécanique de l'univers. Ce principe, cette vérité fondamentale, c'est que les actes humains, qui sont la matière première de l'histoire et le produit de la volonté de l'homme, engendrent des événements dont le résultat dernier est toujours le produit de la volonté de Dieu ; en sorte que les destinées des particuliers et celles des empires ne dépendent pas seulement de l'action de l'homme, mais qu'elle relève en dernier ressort de l'action de Dieu qui a créé l'homme pour une fin qu'il s'est proposée et à laquelle l'homme, soit qu'il y con-

coure ou qu'il s'en écarte, ne peut, en aucune façon, se soustraire. D'où il résulte que la volonté divine est le centre d'attraction autour duquel gravitent, bon gré mal gré, toutes les volontés humaines et qu'à la Providence appartient seule la direction souveraine de tous les événements de l'histoire.

Mais en vous redisant ce que tant d'autres on dit avant moi, ne semble-t-il pas que je fais une chose inutile ? Proclamer le dogme de la Providence, parler de Dieu en histoire, n'est-ce pas développer un lieu commun. Je n'y contredis pas. Mais d'abord, je ne tiens pas à faire du nouveau : si ce que j'ai à vous dire en pareille matière était nouveau, je le tiendrais pour suspect. Et puis, Messieurs, on n'en finira jamais avec les lieux communs, parce qu'ils contiennent ces vérités toujours anciennes, toujours nouvelles, dont il faut que l'intelligence se nourrisse sans cesse. Ces grandes vérités, on les a apprises dès l'enfance ; mais l'esprit n'a pas toujours grandi avec elles, il a cessé de s'en préoccuper et il les répudie souvent tout à fait. C'est quelquefois le jugement qui s'égare, c'est aussi le respect humain qui nous arrête. Quoi qu'il en soit, il arrive, à certaines époques, que ces vérités du sens commun se retirent et laissent à sec la politique, la science, la littérature, et l'on s'aperçoit alors qu'elles font dans la vie des peuples un vide immense que ni l'esprit, ni la science, ni le génie de l'homme ne parviennent à combler. C'est ce que remarquait dernièrement, avec beaucoup d'élévation et de finesse, un Musulman célèbre de nos jours, dont les paroles rares mais sensées ont le privilège de fixer de temps en temps l'attention publique. « Les savants de France et les savants étrangers, dit-il, qui cherchent à marcher sur leurs traces,

se sont livrés aux recherches les plus ardues et sont arrivés aux résultats les plus étonnants. C'est au point qu'ils ont surpassé les anciens et les modernes. S'ils avaient appliqué la même force d'esprit à l'étude de la divinité et de ses attributs, s'ils avaient fait attention à l'esprit de sagesse qui brille dans la marche des cieux et de la terre, ils se seraient élevés à une hauteur sans exemple. Malheureusement, ils négligent cet ordre d'idées. On ne les en entend pas parler dans la conversation et il n'en est pas fait mention dans leurs écrits. » Ce reproche que nous adresse l'émir Abdel-Kader (1), car ce sont ses paroles que je viens de vous citer, ne paraît que trop fondé, et je ne voudrais pas, pour ma part, être plus longtemps du nombre de ceux qui le méritent.

Revenons donc à poser comme principe des faits et des événements de l'histoire, au-dessus de la volonté humaine, la Providence divine, attribut nécessaire de Dieu, qui se conclut de sa nature d'une manière aussi simple et aussi rigoureuse que sa puissance créatrice, de sorte que l'idée de Providence subsiste étroitement liée à l'idée de Dieu créateur, ou plutôt n'est que cette idée développée.

Il me semble, Messieurs, que ce principe n'a besoin que d'être énoncé pour se faire accepter par tous ceux qui ont l'esprit sain et le cœur droit, et pénétrer aussi facilement leur intelligence que cette proposition mathématique deux et deux font quatre. Et, cependant, il y a des hommes, mais en petit nombre, qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas croire que Dieu est le créateur, l'ordonnateur et le conservateur de toutes choses, qu'il reste la providence

(1) Dans le livre intitulé : *Rappel à l'intelligent, avis à l'indifférent*, publié en 1855, et traduit par M. Dugat.

de sa création, providence de l'univers, providence du genre humain, dirigeant l'ensemble par des lois générales et ayant pour l'homme une conduite particulière et des attentions paternelles, qui sont à proprement parler ce que nous adorons sous le nom de Providence. Il y a des hommes qui ne croient pas cela ; mais la conscience de l'humanité les réproouve.

En effet, dans tous les temps et chez tous les peuples de la terre, l'homme a été en possession de ce principe salutaire et lumineux qui se justifie à sa créance par la réunion de tous les titres, de toutes les conditions nécessaires d'évidence et de légitimité. Il repose sur les trois fondements où s'établissent tous les principes de l'ordre moral et religieux, savoir : la conformité avec la raison, le consentement de tous les peuples, et l'autorité de l'Écriture sainte, c'est-à-dire qu'il est proclamé à la fois par la parole de Dieu, par le sens commun de l'humanité, et la raison individuelle dont la philosophie est l'organe.

Jusqu'ici, Messieurs, j'ai exposé une vérité qui est du domaine de tout le monde, et pour laquelle je ne crains pas de contradiction. Il n'y a que l'athée qui puisse me dire : Cela n'est pas vrai. Mais il n'y a plus d'athées ; je ne crois pas qu'il y ait encore des athées. La philosophie spiritualiste qui règne de nos jours (1) admet et démontre le dogme de la Providence. Or, sur le terrain de la métaphysique et dans les hautes régions de l'abstraction, où l'on

(1) Qu'on n'oublie pas que ceci a été écrit il y a bientôt dix ans. Aujourd'hui, il conviendrait de tenir un autre langage, et l'on sait pourquoi. Mais je dois laisser à tous ces discours le cachet du moment où ils ont été composés. Plaise à Dieu que ce qu'il était possible de dire en 1855 redevienne demain la vérité !

ne pose que des formules générales, il est facile à tout le monde de se mettre d'accord. « Car, comme le dit très-bien Bossuet, on ne peut haïr la vérité prise en elle-même, parce que ce qui est vague de cette sorte et universel ne répugne jamais à personne et ne peut être, par conséquent, un objet de haine. Ainsi, les hommes ne sont pas capables d'avoir de l'aversion pour la vérité, sinon autant qu'ils la considèrent dans quelque sujet particulier où elle contredit leur sentiment. » Eh bien ! Messieurs, il faut pourtant, au risque de rencontrer le point de contradiction, que j'en vienne à des affirmations plus précises. En ma qualité d'historien, je ne puis pas me contenter de formules générales au sujet de la Providence. Il faut que je trouve la forme concrète et vivante sous laquelle elle se manifeste dans l'histoire, par quoi elle devient un fait permanent, palpable de la vie de l'humanité, que je la retrouve enfin en action dans les grands événements historiques, et jusque dans notre question des relations de l'Europe et de l'Asie que vous croyez peut-être que j'ai perdue de vue, et à laquelle je compte bien revenir.

Comment donc la Providence s'est-elle manifestée dans le monde moral ? A quoi sa direction peut-elle se reconnaître au milieu de la confusion apparente des actes humains ? Et comment l'historien peut-il discerner ses vues, ses fins, sa conduite dans le gouvernement des choses d'ici-bas ? Je laisse aux autres sciences le soin de me montrer la beauté, la grandeur, la sagesse que Dieu a déployées dans la création du monde matériel, de me dire avec quelle splendeur et quelle majesté la nature, obéissant en tout à son auteur, en célèbre partout la gloire. Mais je veux aussi retrouver la même Providence dans le gouvernement de la

créature libre ; je veux que l'histoire qui raconte les faits de l'homme me montre aussi les ordres et les jugements de Dieu, qu'elle me prouve que dans la nature libre, comme dans la nature esclave, Dieu est aussi providence souveraine, à moins qu'elle ne prétende que l'homme, qui n'est que libre, soit un être indépendant. Oui, il faut que l'histoire s'élève à la hauteur de ce problème, et qu'elle en atteigne la solution, pour me satisfaire.

Messieurs, j'ai longtemps cherché autrefois la solution de ce redoutable problème, et longtemps, je me suis égaré sur les pas incertains des maîtres de la philosophie de l'histoire. Mais un jour, j'ai compris, par les enseignements de saint Augustin et de Bossuet, que la lumière que je cherchais ne se trouvait que dans la parole révélée. Oui, je l'affirme avec ces deux maîtres, la Révélation seule peut donner réponse aux graves questions que je posais tout à l'heure. Car c'est en elle seulement que je vois se développer ce trésor de vérités que contient l'idée de Providence, et je sens que l'histoire s'en éclaire d'une lumière toute divine.

Ici, Messieurs, j'ai fait un pas en avant et prononcé un mot qui peut provoquer le doute ou l'incrédulité. Il y a en effet des hommes qui croient à Dieu et à sa providence et qui ne croient pas à la révélation. Mais, c'est faute de se rendre bien compte de ce qu'ils admettent. Car la révélation n'est qu'un acte de providence ; c'est Dieu pourvoyant, dans l'ordre surnaturel, aux besoins de l'intelligence, du cœur et de la volonté de l'homme et continuant ainsi son œuvre de création, ou plutôt, c'est la même œuvre envisagée différemment. Car création, providence, révélation, tout est un et indivisible en Dieu, et ne se sépare qu'à cause

de notre besoin d'analyse. D'ailleurs, il y a pour l'historien, en faveur de la révélation, des arguments bien graves. Il en trouve des traces dans le monde entier, dans les monuments, débris des anciens âges, dans les traditions de tous les peuples, dans les liturgies de tous les cultes, dans les langues et les écritures primitives ; et enfin, il en a un exemplaire d'une correction parfaite, purifié de toute altération de main d'homme, dans un livre d'histoire, la Sainte Écriture, dont la critique et l'exégèse ont bien pu attaquer l'autorité, mais n'ont pu la détruire, et qui reste à mes yeux un livre vrai, intègre et authentique.

Mais ce n'est pas le moment de vous démontrer la réalité historique de la révélation. Le guide qui s'engage suivi d'une compagnie nombreuse dans les sombres galeries d'une nécropole souterraine se munit toujours d'un flambeau. Il n'en démontre pas l'existence, mais il s'en sert pour éclairer les pas des visiteurs. Voilà ce que je voudrais faire avec la révélation dans ce dédale obscur des questions de la philosophie de l'histoire, science qui marche dans l'ombre et au hasard, quand elle veut chercher seule ce qu'elle appelle les progrès perpétuels et indéfinis de l'humanité vers le grand œuvre de la régénération et le règne de Dieu.

A cet égard, la révélation me donne en peu de mots, sans bruit de paroles, brièvement, clairement, avec force et autorité, enfin avec toutes les conditions qui conviennent à la vérité enseignante, les solutions dont j'ai besoin. D'abord, elle m'apprend que Dieu est seul Dieu et que tout le reste n'est que créature. De là voulant savoir le pourquoi de la création, je vois que l'enseignement révélé se résume en ces deux propositions : Dieu a créé l'homme pour lui et tout le reste sur la terre pour l'homme. Et

cela me fait comprendre que l'homme doit être soumis à Dieu, et que les familles, les cités, les nations doivent être des réunions d'hommes soumis à Dieu. A cet ordre établi dans le monde moral, j'admire la sagesse qui y a présidé, et la révélation me fait comprendre et adorer la Providence.

Mais l'histoire m'offre un tableau bien différent : j'y vois l'homme en proie à toutes les misères, et aux prises avec ses propres passions et celles de ses semblables. C'est un spectacle étrange et lamentable où tout se mêle et se combat, où la vertu souffre, où la force est souveraine. Quel est le mot de cet énigme ? C'est ici que toute raison chancelle. Mais la révélation me soutient et m'affermi, en me disant que Dieu, qui est la sagesse et la justice, n'est pas la cause de ce grand désordre et de cette confusion formidable que subirent les choses peu de temps après la création ; et elle me raconte la chute de l'humanité. L'histoire tout entière n'est que le long et douloureux retentissement de cette chute originelle qui porte le premier trouble dans l'harmonie de l'œuvre divine. Mais ici, pour la première fois, nous voyons se produire un phénomène, qui se renouvellera dans toutes les grandes révolutions historiques, c'est que la confusion et le désordre sont convertis en éléments d'un ordre plus excellent et d'une harmonie plus grande, grâce à la secrète et incommunicable vertu qui est en Dieu de tirer l'ordre du désordre, l'arrangement de la confusion, le bien du mal. Ce que l'homme avait détruit, la Providence le répare, et elle promet à l'homme sa rédemption, tout en lui faisant expier sa faute, en vertu de ces deux lois mystérieuses sans cesse appliquées par la justice d'en haut au gouvernement des choses d'ici-bas, la transmissibilité du péché, et la réversibilité des

peines et des mérites, lois qui sont les deux pivots du monde moral et qui font de l'humanité tout entière un seul être, en établissant la plus étroite solidarité entre tous ses membres.

C'est de la théologie, me dira-t-on. D'accord : mais c'est aussi de l'histoire. La création de l'homme, sa chute, sa rédemption, c'est l'histoire qui me les raconte par la voix du genre humain tout entier. En effet, ces antiques et primitives vérités qui sont théologiques d'un côté, historiques de l'autre, ont été connues de tous les peuples, parce que la Providence en devait la connaissance à tous les hommes, et elles ont formé le fond d'idées religieuses et sociales sur lequel ont vécu ces grandes nations de l'Asie, où nous pénétrerons bientôt à la suite des navigateurs et des missionnaires européens. Dès l'origine de l'humanité, une grande lumière s'est donc répandue d'en haut sur le monde naissant. L'homme s'est trouvé éclairé, dès le commencement, par des vérités d'un ordre supérieur, dont il a été le dépositaire infidèle, puisqu'elles ont été s'affaiblissant de plus en plus entre ses mains ; et c'est au bienfait de cette révélation primitive que l'Asie doit d'avoir été le berceau de la civilisation dans l'antiquité.

Quand s'opéra la dispersion des peuples, ceux qui se dirigèrent vers l'Orient et qui formèrent les grandes nations indoues et chinoises, restèrent fortement attachés aux traditions de leurs ancêtres et conservèrent ainsi avec plus d'abondance la sève de la première révélation. L'autre aile de l'humanité, celle qui se dirigea vers l'Occident, formée de races moins dociles, moins conservatrices, pour ainsi dire, ou plutôt rendues telles par les hasards et les aventures de l'émigration, s'affranchit plus tôt de la tutelle qui avait

présidé à la première organisation du genre humain. Elle se dégage peu à peu des influences sacerdotales, théocratiques qui dominant aussi les premiers temps de leur histoire. Tandis que ces influences gardent leur ascendant en Asie, elles le perdent de plus en plus en Europe. Toutefois, de part et d'autre, dans l'immobilité de l'Asie comme dans l'inquiète activité de l'Europe, la vérité révélée s'altère. Le culte simple et vrai de la société patriarcale, qui ne s'adressait qu'à Dieu seul, est mis en oubli partout. L'idolâtrie, si multiple, si variable comme l'est toujours l'erreur, couvre la face de la terre, et la civilisation se trouve partout compromise. Ni les importations des cultes orientaux en Europe, ni la réaction guerrière du monde grec sous Alexandre ne peuvent ranimer les sociétés qui s'affaissent. Car lorsque la vérité religieuse s'amointrit chez les peuples, toutes les autres vérités diminuent également. Le dogme de la création, qui seul préserve l'homme de l'adoration des créatures, l'espérance de la rédemption, qui seul donnait une valeur et un sens aux sacrifices sanglants des anciennes religions, devenues de vastes hérésies de la révélation primitive, s'effaçaient de l'intelligence et du cœur des hommes. C'en était fait de la vérité ; elle allait encore une fois disparaître de la surface de la terre.

Mais la Providence n'abandonna pas l'humanité dans cette chute nouvelle : elle conserva le souvenir des traditions religieuses du passé, et l'espérance des promesses de l'avenir par une seconde opération révélatrice dont Moïse fut l'organe. Alors commença pour l'instruction des générations futures la démonstration de ce fait, incontestable aujourd'hui, c'est que l'homme est impuissant à conserver par lui-même, dans toute sa pureté, la vérité religieuse.

Obscurcie, souillée, brisée partout ailleurs, elle ne demeure intacte qu'entre les mains du peuple juif. Partout, sans doute, il y a des vérités religieuses : chez les Juifs seuls il y a la vraie religion. Mais aussi ce peuple est placé par Dieu sous une discipline spéciale : la loi de Moïse, l'enseignement des prophètes, les châtiments divins le maintiennent, contre ses propres défaillances, dans la fonction de conservateur des vérités révélées dans le genre humain.

La loi de Moïse fut la pierre d'attente de l'Évangile. L'Évangile fut donné au monde, quand le monde se trouva tombé au plus profond de l'abîme. Le Sauveur vint, quand tout était perdu dans l'ordre moral et religieux, quand tout était préparé dans l'ordre politique. Admirables harmonies des vues de la Providence qui n'apparaissent à aucune autre époque avec plus d'évidence et de splendeur ! Pourquoi ne les voyons-nous pas, ne les sentons-nous pas, ne les méditons-nous pas sans cesse ? Pourquoi l'histoire n'a-t-elle pas encore célébré ces harmonies du monde moral, comme l'histoire naturelle a célébré les harmonies de la nature ? Et cependant remarquons la dignité de cette science. En distribuant dans différents points du temps toutes les grandes opérations de sa providence à l'égard de l'homme, Dieu les a placées dans le domaine de l'histoire ; elles relèvent de cette science ; et comme elles sont ce qu'elle peut contenir et présenter de plus grand, elle est bien mal avisée si elle ne s'en inspire pas sans cesse, bien aveugle si elle ne les voit pas, bien coupable si elle les nie.

La réalisation des idées de Dieu dans le temps suppose la loi du développement et du progrès. Dieu produit des germes d'où ensuite procède l'univers, qui, s'il avait été formé d'un seul coup, aurait été condamné dès sa nais-

sance à l'immobilité. Aussi de ce point de vue, quel avenir se déroule à nos yeux ! quel champ l'histoire n'a-t-elle pas encore devant elle, puisque sa destination suprême est de servir au développement des vues de la Providence et qu'il reste encore tant à faire ! Or, Messieurs, l'œuvre est en voie d'exécution dans le monde entier. Chaque génération est appelée à y concourir. Voilà quatre siècles que les nations européennes l'ont commencée par leurs découvertes, leurs conquêtes et leurs prédications en Asie. Dieu l'achèvera avec les ouvriers des âges futurs.

Si l'on supprime la révélation, tout relève de l'homme en histoire, et les questions relatives au passé, à l'avenir de la civilisation, c'est lui seul qui est chargé de les résoudre. C'est là, sans contredit, une grande et dangereuse erreur. A toutes les époques de l'histoire, la civilisation a été dominée par un certain nombre de dogmes religieux ou d'idées théologiques dont elle porte l'empreinte ineffaçable, et dont elle n'est, à proprement parler, que l'application. Cela a été vrai de la première civilisation du monde, sous l'influence de la révélation primitive. Cela a été vrai pour la civilisation de la Grèce et de Rome sous l'influence de ce polythéisme de plus en plus puéril, qui faisait les dieux si petits, et qui dégradait l'homme avec eux. Cela a été vrai de la civilisation de l'Asie, qui s'est immobilisée dans un panthéisme immense sous l'influence d'une théologie qui n'est point morte encore, étrange amalgame de vérités sublimes et de monstrueuses erreurs, et dont le maintien a conservé, jusqu'à nos jours, l'antique société asiatique. Quoi de plus évident que l'influence sociale de la religion, si l'on examine la civilisation hébraïque, qui, dans sa perfection relative, porte l'empreinte de l'éducation divine

donnée au peuple juif par son infallible théologie ? Enfin, Messieurs, la civilisation, sous l'empire de laquelle nous avons le bonheur de vivre, et qui s'appelle la civilisation chrétienne, croyez-vous que ce soit l'homme seul qui l'ait faite, ou bien le Dieu sauveur qui, après avoir affranchi l'homme de l'esclavage de l'erreur et des passions, a affranchi la société de toutes les servitudes sous laquelle elle a gémi pendant l'antiquité. Non, ce n'est pas l'homme qui a fait cela : abandonné à ses propres forces, il ne pourrait pas même conserver cette civilisation, il ne pourrait que la détruire.

Aussi pour assurer la conservation des principes sur lesquels doit reposer désormais l'existence de la société, la Providence, toujours attentive à pourvoir à nos besoins, a complété l'œuvre de la révélation, en instituant une Église qu'il a investie du soin de maintenir et de répandre l'enseignement religieux par toute la terre. Jésus-Christ n'a pas seulement donné aux hommes une loi, un livre. Il a aussi fondé une chaire pour enseigner le livre, un tribunal pour appliquer la loi. L'institution de l'Église se déduit du fait de la révélation, comme la révélation se déduit de l'idée de providence, et l'idée de providence de l'attribut d'être créateur que possède Dieu. Toutes ces vérités se tiennent, s'engendrent l'une l'autre ; elles forment un faisceau vigoureux qu'aucune logique ne pourra jamais rompre.

Voilà encore un pas fait en avant, Messieurs, et une affirmation nouvelle. Je sais bien que j'aurai moins d'adhésions quand j'affirme l'Église, que quand j'ai affirmé la révélation, que quand j'ai affirmé la Providence. Mais ici, croyez-le bien, je ne veux presser personne. Je produis une doctrine, qui est la mienne, voilà tout. J'admets qu'il y a beaucoup de

vérité religieuse en dehors de l'Église catholique, car partout il a jailli des étincelles du flambeau de la révélation. Mais, l'histoire à la main, je me suis assuré qu'elle était le foyer de sa flamme, que la foi tout entière était là, et que là seulement il n'y avait pas de négation. C'est à cause de cela que l'Église a civilisé l'Europe, qu'elle a tiré le monde romain de la corruption, le monde germanique de la barbarie, et c'est par là qu'elle tirera le monde asiatique de sa décrépitude, lorsque les temps marqués par la Providence seront venus.

L'Église a civilisé l'Europe : c'est un fait accompli et dont nous ne doutons plus. Quand elle parut dans le monde romain, la civilisation de l'antiquité était frappée à mort et s'en allait. Les races les plus actives, les plus intelligentes, les plus énergiques étaient tombées sous le joug d'un maître qui était à la fois dieu et homme sur la terre. C'était le comble de la dégradation : car l'humanité ne tombe jamais si bas qu'aux époques où elle fait son apothéose. En vain, la société paraissait-elle riche et brillante : il y avait de grands poètes, de grands orateurs, de grands artistes, des profonds philosophes, d'illustres savants, beaucoup de commerce et d'industrie ; et cependant chacun gémissait sur la décadence générale des mœurs, et sur l'affaissement universel de la vie morale. La cause première du mal venait de la grande erreur théologique qui planait sur tout l'Occident. De bonne heure, il avait rompu avec les traditions primitives ; il n'avait pas comme l'Asie ces grands monuments religieux, ces livres sacrés où s'étaient conservés tant de précieux débris de la révélation. A force d'anthropomorphisme, l'homme s'était divinisé lui-même. Le monde occidental était inondé de superstitions, mais il n'avait plus de croyances.

Or, c'est de croyances que vivent les nations. Quand les croyances s'altèrent ou disparaissent de l'atmosphère morale que respire un peuple, un grand malaise se fait soudain sentir. En vain la civilisation multiplie ses prodiges d'industrie, d'art et de littérature, la société ne retrouve ni sa santé ni sa force. C'est comme lorsque l'oxygène se raréfie et manque dans l'air qui nous environne. Il ne sert de rien alors de respirer des parfums. On languit et l'on meurt, si l'on ne retrouve le principe vivifiant.

C'est alors que parut l'Église, expression vivante de la révélation chrétienne. Elle ouvrit les sources de la vie, et ses ondes, se répandant avec abondance et rapidité sur un terrain nivelé par l'épée des Romains, allèrent tout ranimer et rafraîchir. Par la prédication du christianisme, l'ordre rentrait dans l'homme, et par l'homme dans la société tout entière ; et le monde moral retrouvait au jour de la Rédemption tout ce qu'il avait perdu depuis le jour de la désobéissance.

Messieurs, c'est un grand honneur pour les peuples occidentaux d'avoir pu devenir chrétiens. Car il faut pour reconnaître la vérité et s'y soumettre, indépendamment de la part que Dieu y prend, un grand effort de l'homme contre lui-même. Il faut que l'intelligence comprenne son impuissance et désire la lumière ; il faut que le cœur puisse s'élever à l'amour des choses invisibles ; il faut que la volonté, énergique encore, sache accepter et subir un frein salutaire. Le monde occidental a été capable de tout cela : il s'est laissé régénérer ; il est devenu chrétien, et il a été récompensé de sa docilité par le bienfait d'une civilisation qui fait de l'Europe la reine du monde.

L'établissement de cette civilisation est le produit immé-

diat de la diffusion de la vérité dogmatique sur la terre. J'en pourrais donner bien des preuves : une seule me suffira en ce moment. Savez-vous, par exemple, ce qui distingue la civilisation de la barbarie et de l'état sauvage ? C'est que la civilisation travaille beaucoup, que la barbarie travaille peu, et que l'homme sauvage ne travaille pas du tout. Ainsi, le travail est une condition indispensable de la civilisation. Il faut que l'homme travaille, mais il faut aussi qu'il sache pourquoi il travaille. Le travail forcé n'est pas celui qui relève et qui civilise : qu'a-t-on fait des noirs par l'esclavage ? Le vrai travail digne de la créature intelligente faite à l'image de Dieu est celui qui s'accomplit par devoir, par obéissance à la loi divine. Mais cette loi comment la connaître ? L'antiquité, qui l'avait oubliée, méprisait le travail, et l'homme y était exploité comme une bête de somme. Mais la vérité reparait : le dogme se montre, il pose le travail comme le devoir de tous, comme une expiation, comme un sacrifice ; il le propose comme imitation de l'exemple donné par le divin Maître ; et le travail est réhabilité, et l'esclavage s'efface de la législation et des mœurs. Parcourez ainsi toutes les institutions sociales, dans la famille et dans l'État, et vous verrez comment elles se sont refaites, redressées sous l'influence de la vérité chrétienne, seule mère légitime d'une civilisation qui ne comprend pas toujours bien ses conditions d'existence, et le principe conservateur de son tempérament.

Jésus-Christ était venu pour sauver la nature humaine, et non pas l'empire romain. L'homme fut sauvé et l'empire romain croula. Mais l'Église avait grandi dans son sein, et quand les barbares se précipitèrent sur les ruines de l'empire brisé, elle les enlaça de ses liens, et ils subirent,

frémissements et charmés, l'ascendant de sa doctrine et de ses lois. Ce fut une grande et salutaire opération pour l'avenir du monde. Un instant elle parut compromise : l'arianisme qui ruinait le fondement du christianisme en niant la divinité de son auteur, l'arianisme avait jeté ses filets sur les tribus germaniques, qui toutes étaient ariennes quand elles envahirent le sol romain. Jamais, Messieurs, plus grande hérésie ne parut dans le monde chrétien : elle avait mis la main sur les barbares, elle couvrit les deux tiers du monde romain, un instant, elle compta plus de prélats que l'Église. Mais elle tomba, comme tombe tout ce qui n'a pas le gage des promesses divines, et l'Église affermit son autorité spirituelle sur le monde chrétien.

Alors commence cette longue période de l'histoire qu'on appelle le moyen-âge, époque où plus que jamais les vérités de l'ordre spirituel et surnaturel ont été dominantes, où elles ont façonné l'homme, la famille, l'État, la cité, pénétré et inspiré les sciences, les lettres, les arts, transformé des barbares en chrétiens, et le chaos en harmonie.

La valeur de cette grande civilisation du moyen-âge est aujourd'hui l'objet de controverses bien vives. Elle a des détracteurs opiniâtres, elle a aussi des apologistes qu'on trouve exagérés. Pour juger le différent, il faudrait une autorité qui me manque et je ne songe pas à m'ériger en arbitre ; mais il y a à faire une distinction qui me paraît propre à éclairer la discussion et à la calmer. Dans toute civilisation, il y a deux éléments, une double action : l'élément divin ou l'action de Dieu, l'élément humain ou l'action de l'homme. Eh bien ! Messieurs, par le premier côté, qui est le plus important, la civilisation du moyen-âge a un cachet de supériorité qu'on ne peut lui contester. La foi en

la vérité révélée y est toute puissante, et l'influence féconde et créatrice de la religion supplée à ce qui manque du côté de l'homme. De nos jours, l'action de l'homme a pris le dessus ; le côté humain de la civilisation est en progrès, cela ne peut être contesté. Le monde matériel est mieux connu et plus accommodé à nos besoins ; la science nous a donné des moyens d'action extraordinaires ; les ressorts administratifs de nos gouvernements sont aussi beaux que ceux de nos machines ; ce sont tous les jours des découvertes prodigieuses, des motifs d'étonnement qui, j'espère, ne sont pas près de finir. Voilà ce qu'il faut reconnaître et proclamer si l'on veut être juste, quoiqu'on ne doive pas trop s'en enorgueillir si l'on veut être sage. Mais en même temps, reconnaissons aussi à ce malaise général, à l'incertitude, aux inquiétudes vagues, aux terribles agitations dont nous sommes travaillés, qu'il nous manque quelque chose. Il nous manque ce que le moyen-âge possédait sans en connaître bien le prix, à savoir l'union et la soumission des esprits et des cœurs sous l'autorité doctrinale de l'Église qui seule donne au monde ces vérités fondamentales, primitives et saintes, bases de tout l'ordre domestique, politique et religieux.

Or, le moyen-âge était en possession de ces grandes vérités. Il a pu les appliquer d'une manière imparfaite et rester de bien loin au-dessous de son idéal : mais c'était la faute de l'homme, car au moyen-âge, l'homme était fort ignorant et malhabile en bien des points. Toutefois, il était doué d'un bon sens supérieur. Il ne discutait pas la vérité ; il l'admettait et tombait aisément d'accord sur ce qu'on lui disait de Dieu, de lui-même, de ses devoirs, de sa destinée présente et future, grandes questions, Messieurs, sur

lesquelles on avait alors des solutions pratiques acceptées de tout le monde et pouvant assurer la paix et l'union de tout le monde. Si l'Europe moderne, avec tous les avantages que lui confèrent ses autres progrès, avait conservé ou retrouvait la force que donne l'unité de croyances, quelles ne seraient pas sa puissance et sa grandeur ! quelle ne serait pas son action sur le monde entier ! et combien elle aurait déjà mené loin l'œuvre de la conquête ou de la conversion de l'Asie, œuvre commencée à la fin du moyen-âge et qui languit depuis quatre cents ans !

J'ai dit que l'Église avait purifié la société romaine, dompté le monde germanique, et créé en Europe une civilisation où l'on ne connut ni l'esclavage, ni la polygamie, ni le despotisme, qui est la seule où l'homme puisse atteindre dans l'ordre intellectuel et moral au développement complet de sa nature indéfiniment perfectible, où l'idée pratique du vrai, du beau et du bien se maintient toujours contre les atteintes de l'erreur et contre les petitessees et les misères des passions humaines. J'ajoute qu'elle est destinée à civiliser le reste du monde et que l'Europe sera l'instrument de cette grande opération : c'est là le progrès de l'avenir.

Je crois au progrès, Messieurs : tout marche en avant sur la terre et dans les cieux ; rien n'est immuable, rien n'est immobile : l'immuabilité, l'immobilité n'appartiennent qu'à l'Être éternel. L'univers, qu'il a créé dans le temps, est soumis à la loi du développement dans le temps. C'est là, dans son acception la plus générale, ce que l'on entend par l'idée de progrès. Comprise ainsi, l'idée de progrès ne répugne à personne, et comme elle est séduisante par elle-même, une fois mise en avant, elle fait bien vite for-

tune. Je ne connais pas d'idée plus favorablement accueillie, ni plus répandue de nos jours. Je n'y veux pas toucher, puisque je l'admets ; mais qu'il me soit permis de dire comment je l'entends. Pas plus pour l'idée de progrès que pour celle de providence, il ne faut se contenter d'un terme vague, d'une abstraction. Or, de même que j'ai précisé l'idée de providence, en montrant que sa plus haute expression, c'est la révélation, et que celle-ci se précise à son tour dans l'Église qui la personnifie, de même l'idée de progrès qui est en général l'acheminement de toutes les choses de l'univers vers la fin que leur a marquée le Créateur, devient en particulier pour l'homme son acheminement vers les fins que Dieu lui a révélées, et par la voie que l'Église lui enseigne. Le vrai progrès est là ; tout ce qui s'accomplit en dehors de cette action est un retard ou un obstacle, à ne considérer bien entendu le progrès que par son côté le plus relevé, le côté moral et religieux qui assure le bon état des sociétés humaines. Car il y a un progrès matériel et utilitaire, que je ne nie pas sans doute, mais qui n'est pas ce qui intéresse la civilisation au premier chef (1).

Voilà donc dans quel sens, j'entends que le progrès s'ac-

(1) Si ce n'est comme moyen de faire marcher l'humanité vers les fins supérieures pour lesquelles elle est faite. Aussi, l'Église, qui le considère de ce point de vue, n'a que de bonnes paroles, pour ce progrès, dont elle bénit les œuvres grandioses. « Il y a partout, nous essaierions en vain de nous le dissimuler, disait M^{gr} Dupanloup, au dernier congrès de Malines, un mouvement vers le progrès matériel. Pour moi, je ne le maudis pas, ce progrès : je ne suis pas envoyé pour maudire ce qui honore l'esprit de l'homme et sa puissance sur la matière. Je le bénis, au contraire ; oui, je bénis le progrès matériel qui m'a permis d'arriver si rapidement d'Orléans jusqu'à vous... » Mais pour que ce progrès matériel devienne l'auxiliaire du progrès spirituel et religieux, il faut, comme le demande l'éloquent prélat, *un frein moral plus fort que jamais.*

complît dans l'histoire, et comment j'espère qu'il se réalisera pour les contrées asiatiques si arriérées aujourd'hui, et qui en sont encore à se mettre en marche. Alors que le monde occidental était remué par la voix des apôtres, l'indolente Asie demeura insensible à la prédication et aux signes par lesquels se manifestait la parole divine. Ses nombreuses populations restèrent enlacées dans l'erreur des grands systèmes religieux qu'avaient enfantés l'altération des vérités primitives. L'Asie ne devint pas chrétienne. Cependant, la foi y avait pénétré par des canaux inconnus, et au moyen-âge, au ^{xiii}^e siècle, la Chine eut un archevêque de Pékin avec des évêques suffragants, dans le temps où le bouddisme empruntait à l'Église sa puissante hiérarchie. Mais dans ces temps-là, l'Europe ne pouvait exercer d'influence directe et puissante sur l'Asie. Par mer, la route lui en était inconnue. Du côté de la terre, un obstacle immense, infranchissable s'était élevé : je veux dire l'islamisme, vaste hérésie chrétienne empruntée à la Bible et à l'Évangile, qui s'interposa entre l'Europe et l'Asie et les isola l'une de l'autre.

L'Église, pendant le moyen-âge, groupa autour d'elle l'Europe chrétienne pour résister à ce formidable ennemi. Mais par malheur, elle ne le touchait que par son côté faible, par les populations grecques, qui tombèrent bientôt dans le schisme, et qui par là devinrent la proie des Ottomans. On ne sait pas assez comment ce clergé grec, si rebelle à l'autorité des Souverains-Pontifes, si rampant devant celle des Césars de Byzance, s'accommoda de l'invasion des Turcs. Mahomet II, en habile conquérant, livra aux prélats grecs le gouvernement civil de leurs coreligionnaires, après s'être assuré de leur docilité, et en fit ce

puissant instrument de servitude, dont tout récemment l'empereur de Russie voulait s'emparer. Car, sachez-le bien, Messieurs, la cause première de la guerre actuelle est dans le schisme enfanté par une querelle théologique du moyen-âge, Et, d'ailleurs, qu'on le voie ou non, il est certain que sous toute grande question historique, il y a une grande question religieuse.

Écartée de l'Asie de ce côté, l'Europe l'aborda par un autre point. L'ère des découvertes maritimes commença juste au moment où la prise de Constantinople par les Turcs achevait de fermer aux chrétiens toute communication par terre avec l'Orient. Or, ce grand mouvement, qui a livré à l'homme la connaissance du globe qu'il habite, commença sous l'inspiration d'une idée religieuse. On était au xv^e siècle : la foi était encore vivante en Europe, quoique la chrétienté fut déjà bien travaillée en sens contraire. De toutes les nations de la grande République chrétienne, celles qui avaient le plus de foi et d'enthousiasme, étaient l'Espagne et le Portugal. Toutes deux avaient grandi au milieu d'une croisade soutenue pendant huit siècles contre l'islamisme. Alors les chrétiens avaient tout à fait prévalu sur les musulmans dans la Péninsule. Chassé d'Espagne, l'islamisme fut poursuivi en Afrique, et dans cette vaste contrée musulmane ou idolâtre, le zèle religieux et l'esprit aventureux des chevaleresques populations du Portugal et de l'Espagne trouva amplement matière à s'exercer. Il ne fallait rien moins que ces deux puissants mobiles pour oser entreprendre alors des navigations lointaines sur des côtes ennemies et des mers inconnues. Mais don Henri, Vasco de Gama, Albuquerque, Christophe Colomb, portaient en eux de grandes pensées, et les grandes pensées engendrent les

grandes actions. La haute ambition de conquérir les nations à Jésus-Christ était l'âme de leurs entreprises. Car à cette époque, l'Europe était toute remplie des enseignements de l'Église. On y savait que tous les hommes sont frères en Dieu par Jésus-Christ, dont la Passion les a tous rachetés ; que par la vertu de ce sacrifice, toutes les nations de la terre ont été appelées à l'héritage du royaume de Dieu. Mais il fallait porter aux nations leur part de l'héritage céleste, il fallait leur prêcher l'Évangile. Des héros chrétiens s'en chargent ; il se confient résolument aux hasards de navigations périlleuses, et, animés par la foi, ils exécutent des entreprises que ni la curiosité scientifique ni l'amour du lucre n'auraient pu alors accomplir.

Rien n'est si puissant qu'une idée religieuse sur le cœur et la volonté de l'homme, et rien n'est si fécond qu'une idée religieuse qui est vraie. Vous venez de voir dans une notion théologique, dogmatique, l'origine d'un fait nouveau et évidemment providentiel. Jusque-là, on n'avait rien vu de pareil. Les Européens restaient en Europe, et les Asiatiques en Asie. Les besoins du commerce n'exigeaient pas de longs voyages, et cependant on commerçait par le monde entier ; on se passait les marchandises de main en main sans se soucier des pays d'où elles venaient. Et il y avait plus de quatre mille ans que les choses allaient ainsi. Il fallait donc quelque autre mobile que la curiosité ou l'intérêt pour rapprocher les nations. La foi fut ce mobile, et la propagation de la vérité révélée sur la terre, devait en être le premier et le plus important résultat. Or, convertir un peuple, c'est jeter les fondements de sa civilisation ; c'est ainsi que Charlemagne avait civilisé la Germanie. Cette méthode que l'Église avait enseignée à ce puissant

roi, qui fut le plus grand politique des temps chrétiens, elle l'eût appliquée à l'Asie, si les rois et les peuples de l'Europe l'avaient efficacement secondée. Mais les temps étaient changés : la société se laissait peu à peu pénétrer par des idées qui la transformaient, qui brisaient son ancienne unité. La voix de l'Église avait perdu de son autorité sur les peuples et sur les rois, et pour reporter dans l'Orient abâtardi les vérités vivifiantes que le christianisme avait données à l'Occident, pour opérer la conquête spirituelle de l'Asie, but suprême de cette haute politique qui a toujours plané au-dessus des intérêts humains, il ne lui resta plus que l'héroïsme et le zèle apostolique de ses ordres religieux. Aussi ces grandes entreprises du xv^e et du xvi^e siècle, ne demeurèrent pas au niveau de leur inspiration première : elles dégénérèrent en expéditions violentes et en exploitations industrielles et commerciales.

Messieurs, c'est que le moyen-âge était fini et qu'un nouvel esprit avait soufflé sur le monde moderne. Le moyen-âge était fini, parce qu'il avait renoncé à son principe qui était la soumission à l'Église. Les rois avaient rompu avec le Saint-Siège, et il était résulté de cette rupture une perturbation profonde dans la société. Je sais bien que l'harmonie sociale n'a jamais été parfaitement établie dans le moyen-âge ; mais à cette époque, elle était l'idéal des grands politiques, des grands hommes d'État, des grands saints, qui avaient cherché de tous leurs efforts à unir, à accorder ensemble l'Église et l'État, le sacerdoce et l'Empire. Au xvi^e siècle, ces projets étaient devenus des rêves, et deux tendances contraires prévalurent, à savoir, dans l'ordre temporel, la sécularisation, dans l'ordre spirituel, le libre examen. L'esprit humain, dont l'éducation de

l'Église avait doublé les forces naturelles, tout fier de sa récente émancipation et enivré de lui-même, entreprit de refaire, dans toutes ses parties, l'édifice ébranlé de la civilisation chrétienne.

Après tout, que les institutions politiques changent, que les constitutions des peuples se modifient, que les aristocraties s'affaissent, que les dynasties tombent, il n'y a rien là qui doive surprendre ni indigner l'historien. Ce sont choses humaines placées sous le coup de cette loi de déchéance qui condamne toutes les choses humaines à mourir. Mais l'homme par ses fautes peut accélérer encore le mouvement de cette caducité naturelle, et le grand malheur, le grand tort de la société chrétienne, au début des temps modernes, fut de rompre avec les principes de foi religieuse qui avaient, jusque-là, fait sa vie et sa force, et de compromettre, par là, tout l'édifice de sa propre civilisation. Alors il y eut des hommes qui enseignèrent que l'on pouvait se passer de l'Église ; plus tard, il en vint d'autres qui enseignèrent que l'on pouvait se passer de la Révélation ; enfin, il s'en est rencontré qui enseignèrent qu'on pouvait se passer de la Providence. Je n'insisterai pas davantage sur cette question qui pourrait cesser d'être purement historique. Je dirai seulement que le progrès de la civilisation chrétienne en Asie eut beaucoup à souffrir de la révolution religieuse qui déchira l'Europe au xvi^e siècle.

En effet, l'action extérieure des nations chrétiennes fut affaiblie de deux manières. Toutes leurs forces, qu'elles auraient pu tourner vers le Nouveau-Monde et l'Asie, furent absorbées dans les guerres religieuses qui les divisèrent. Sans doute, il y avait toujours eu des guerres en Europe ;

mais ce n'étaient que des guerres d'intérêt et de passion : désormais, on avait des guerres de principes et les luttes des peuples s'envenimèrent sous l'action de causes nouvelles que n'avaient pas connues les siècles précédents. Loin de s'entendre pour la conquête des terres nouvelles de l'Orient et de l'Occident, les Européens se les disputent avec acharnement, et les guerres coloniales, comme nous le verrons, introduisent de terribles complications dans la politique des États modernes. En second lieu, si l'œuvre de la conquête fut entravée, l'œuvre de la conversion le fut encore bien davantage. Le protestantisme vint lutter au bout du monde contre les missions catholiques, en arrêter le progrès, leur susciter des persécutions, et par l'opposition d'un enseignement contradictoire et négatif, affaiblir en Asie comme en Europe, au grand détriment des peuples, l'autorité doctrinale de l'Église.

Cependant, malgré ces obstacles, les missions catholiques ont accompli les entreprises les plus difficiles et réalisé, au xvi^e et au xvii^e siècle, des prodiges qui forment une admirable page de l'histoire moderne : et combien leurs résultats auraient été plus féconds si l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France s'étaient vus secondés par l'Allemagne entière, par les Provinces-Unies, par l'Angleterre et les autres nations septentrionales ! Malheureusement, cette belle harmonie était devenue impossible. Si au xviii^e siècle, la puissance politique des Européens s'accrut considérablement en Asie, si la domination anglaise se fonda dans l'Inde, à l'exclusion des prétentions de la France, d'un autre côté, l'action de l'Église déclina de plus en plus, et les chrétiens de l'Asie tombèrent dans la langueur et le dépérissement. Mais de nos jours, la réaction qui se produit

contre l'esprit négatif du siècle dernier (1), la nouvelle sève de vie religieuse qui se fait sentir parmi les nations catholiques a redonné à l'œuvre de la propagation des vérités chrétiennes en Asie une nouvelle et plus vigoureuse impulsion. Cependant, ce n'est pas assez du zèle des missionnaires, il faut encore d'autres moyens d'action. Or, la Providence saura bien les trouver quand le temps de l'action sera venu. Elle ira les demander à tout ce que l'activité humaine produit pour ses vues propres. Elle les trouvera au besoin dans ces inventions merveilleuses, dans ces découvertes étonnantes accomplies de nos jours par les progrès des sciences ; toutes ces choses se transformeront, sous sa main, en instruments de son œuvre ; elle les fera servir à l'exécution de ses desseins qui sont toujours plus hauts que ceux de l'homme, mais auxquels l'homme, qu'il le veuille ou non, est toujours obligé de concourir.

Loin de moi, Messieurs, la prétention de pénétrer les secrets de la Providence et de scruter les voies mystérieuses qu'elle prépare à l'avenir. Mais les grands événements de l'histoire, bien que dépendant d'un ordre supérieur, ne laissent pas d'avoir un cours ordinaire assujéti à des règles naturelles, et ce n'est pas de la témérité que de hasarder des conjectures d'après les lumières que l'expérience du passé nous permet d'acquérir. Or, Messieurs, je crois que l'action que l'Europe exerce sur l'Asie depuis quatre siècles aboutira à quelque chose de semblable à ce que l'action de Rome a fait autrefois en Occident, et que la fin de tout ce mouvement sera l'abaissement des grands empires et des nationalités de l'Asie sous l'ascendant des peuples européens.

(1) Voyez plus haut la note de la page 7.

Les nations de l'Asie ne sont plus ce qu'elles étaient il y a encore un siècle ; elles baissent de plus en plus. L'Inde est tout à fait façonnée à la servitude. La Chine est en complète dissolution. Le Japon n'est intact que parce qu'on n'y touche pas. Il y a chez ces peuples des signes visibles d'une décadence qui s'accélère de plus en plus. Au contraire, l'Europe, malgré les inquiétudes de sa vie agitée, semble croître en force et en puissance, et devient de plus en plus capable de grandes entreprises militaires, industrielles et commerciales. On se souvient avec quelle facilité les Anglais ont réduit les Chinois dans la guerre de 1840 à souffrir l'importation de leur opium. N'avons-nous pas vu, tout récemment encore, deux vaisseaux français bombarder et réduire en quelques heures la ville de Chang-Haï, que les troupes impériales assiégeaient vainement depuis deux ans (1) ? Voyez aussi une merveilleuse rencontre : au moment où les moyens de guerre deviennent si puissants, le plus grand obstacle au déploiement de leur action, la distance, est neutralisé par des moyens de communication plus rapides : les bateaux à vapeur, les chemins de fer, l'électricité envahiront l'Asie à leur tour. L'industrialisme européen est devenu une puissance de premier ordre. Le génie des grandes entreprises qui s'est emparé de nous, le besoin d'activité qui nous dévore feront réaliser des projets que les générations antérieures n'auraient même pas conçus. Déjà, en pleine guerre, il est question de percer l'isthme de Suez et l'isthme de Panama ; un chemin de fer traverse le désert du Caire à la mer Rouge. Des lignes de paquebots s'établissent dans les échelles de l'Océan indien, des mers de la Chine et de

(1) Je n'avais pas encore à parler alors de l'occupation de Pékin, et de tant d'autres entreprises accomplies depuis en Asie par nos armes.

l'Océanie ; les Américains , ces colons de l'Europe , songent à forcer le Japon à leur ouvrir ses ports pour y placer des entrepôts de charbon de terre et y ravitailler leurs bateaux à vapeur. C'est une marée montante qui menace de tout envahir. La guerre, le commerce, l'industrie sont trois béliers que l'Europe a dirigés contre l'Asie , qu'elle forcera dans l'isolement où elle se retranche, comme derrière les ramparts d'une citadelle. Les barrières tomberont, les voies de communication s'établiront partout, l'orgueil de caste ou de races sera abaissé, les nationalités, les royaumes succomberont sous notre ascendant ou sous nos coups ; toute l'Asie sera livrée à l'avidité des peuples européens, comme autrefois tout l'Occident a été livré en proie à l'ambition de Rome.

Mais pourquoi ? et après ? Pourquoi , Messieurs ? C'est qu'il y a trop longtemps que la vérité religieuse est méconnue de ces nations. Elles n'en ont plus pour vivre, elles se meurent. Il y a trop longtemps, qu'au grand détriment de l'humanité, elles outragent le Créateur par un culte ou grossier, ou inepte , ou atroce. Dieu ne les a pas faites pour cela. Il y a trop longtemps qu'elles ferment l'oreille à la parole qui depuis quatre siècles leur annonce en vain l'Évangile et les invite à entrer dans la grande famille chrétienne, la seule aujourd'hui qui renferme des peuples vivants et civilisés. Ils ne veulent pas de tous ces bienfaits : ils les repoussent ; ils porteront la peine de ces refus. Ce n'est pas impunément qu'on lasse la miséricorde divine : quand elle se retire, c'est pour faire place à la justice. Ainsi va le gouvernement du monde.

Et après ? Après , Messieurs, ce qui était resté difficile, impossible, ne le sera plus : ces peuples assujétis, dominés, humiliés par notre civilisation matérielle, se laisseront pren-

dre au charme des vérités religieuses qui en sont l'âme, et la vie leur sera rendue. Je lis dans la relation d'un vieux missionnaire que ce qui s'oppose à l'établissement du christianisme en Chine, c'est l'orgueil des Chinois qui se croient les premiers hommes de la terre (1). Eh bien ! l'orgueil des Chinois sera abaissé, comme l'a été celui de tant d'autres. Quand ils auront fait complètement l'expérience de leur faiblesse, ils se décideront peut-être à apprendre d'autrui ce qu'ils ne savent pas. C'est là où Dieu les attend, car il a créé les nations guérissables, et il les amène toujours au point où elles n'ont qu'à se laisser faire pour être régénérées.

Messieurs, c'est parce que j'envisage de ce point de vue les événements dont j'aurai à vous entretenir cette année, qu'ils ont pour moi de l'intérêt et de la grandeur. Tant d'héroïques entreprises, tant d'aventureux voyages, tant de découvertes, tant de conquêtes, tant de flots de sang qui ont rougi tous les rivages et toutes les mers, ne peuvent simplement aboutir à faciliter entre les hommes l'échange du coton, du poivre, du thé, du tabac, du café et de l'opium. L'histoire veut des vues plus hautes : elle ne dédaigne pas la statistique et les calculs de l'économie politique ; mais elle ne borne pas là ses considérations. Derrière les acteurs visibles qui s'agitent sur la scène du monde, elle sent la main invisible et toute puissante de l'auteur du drame sacré des destinées humaines, et son étude principale, son utilité suprême et sa gloire doivent être de pénétrer et d'interpréter les intentions du divin poète, afin d'enseigner aux hommes à s'y conformer.

(1) Le P. de Rhodes, *Voyages et Missions*, p. 138.

En attendant, Messieurs, les événements marchent tous les jours, et s'acheminent vers leur terme. Celui que je vous signale n'est pas atteint encore, mais il le sera un jour et un Bossuet futur célébrera ces merveilles. Alors on verra l'action et la conduite de chaque peuple, et le concours qu'il aura apporté à l'exécution des dessins d'en haut. Espérons que la part de la France y sera grande et belle. Ce n'est pas elle qui a ouvert les routes maritimes de l'Asie ; ce n'est pas elle qui a su conquérir et gouverner la grande péninsule de l'Inde. Nous en gémissons, Messieurs, quand nous verrons s'élever et tomber si rapidement l'œuvre des Dupleix et des Labourdonnais. La France n'est pas la patrie de la grande Compagnie des Indes orientales ; c'est vrai, mais elle semble réservée pour une tâche plus haute. C'est dans son sein que s'est formée la Société de la Propagation de la Foi, et que naissent tant d'actifs et dévoués ouvriers de l'Évangile, qui fécondent la terre d'Asie en l'arrosant de leurs sueurs et au besoin de leur sang. Apprécions, Messieurs, la part qui nous est faite, comme elle le mérite : c'est celle qui importe le plus à la civilisation. La France a moins de puissance et d'intérêts dans ces contrées. Tant mieux, elle y fera moins de mal ; elle pourra y faire plus de bien. Un jour viendra peut-être où tous les bras se tendront vers elle. C'est par elle que toutes les idées se propagent dans le monde ; l'Asie pourra recevoir de ses mains ce qu'elle refuse de celles qui la chargent de chaînes. Seulement que la France n'oublie pas que toutes les idées ne sont pas également bienfaisantes et fécondes, qu'il y en a qui tuent et qu'il y en a qui vivifient. Elle a appris par sa propre expérience à distinguer les unes des autres, et elle sait bien ce qu'elle doit propager en Asie pour y faire

bénir son action. Elle sait bien que les vrais bienfaiteurs de leurs semblables, les vrais soutiens et défenseurs de la civilisation ne sont pas ces hommes qui, égarés par l'ambition de leurs propres pensées, rêvent l'établissement de la religion de l'avenir, mais ceux qui, entraînés par l'amour des vérités divines, vont au loin mourir pour assurer le triomphe de la religion dans l'avenir.

Je voulais, Messieurs, vous exposer toutes ces idées en un seul discours. Bientôt, nous serons engagés dans l'étude des détails et dans le récit des faits. Ce sera le moment d'appliquer nos principes ; mais il fallait auparavant vous en donner cette exposition systématique qui n'aurait plus trouvé sa place ailleurs. Je ne regrette qu'une chose, c'est de n'avoir pu vous la faire plus forte et plus convaincante. A chaque pas que je faisais dans la démonstration que j'ai entreprise, je m'indignais de mon impuissance à porter le poids des grandes idées que j'ai soulevées et qu'écrasaient ma faiblesse. Mais, quand on ne cherche que le triomphe de la vérité, qu'importe que l'on ait bien ou mal dit, pourvu qu'on ait laissé des notions justes, et suggéré des réflexions sérieuses à ceux qui vous ont entendu.



DEUXIÈME DISCOURS ⁽¹⁾

LE PRINCIPE GÉNÉRATEUR DES SOCIÉTÉS

I

Messieurs,

L'étude de la période historique que nous avons parcourue au début même de cet enseignement (2), nous a fait connaître comment s'est fondé l'empire romain et comment s'est établie l'Église catholique. Jusque-là, il ne s'était produit dans l'histoire rien de si considérable que ces deux grandes institutions, dont l'une a imposé l'unité politique aux peuples les plus fiers, les plus indépendants et les moins disposés à la subir, et dont l'autre a ramené à la vérité religieuse cette portion du genre humain qui s'en était le plus éloignée. Sans doute, en considérant dans son ensemble le tableau des événements de ce monde, et en élargissant, comme il convient de le faire aujourd'hui, les cadres de l'histoire universelle agrandis par les travaux des orientalistes, il faut bien reconnaître que ces deux grands établissements, qui se sont développés dans les extrémités occidentales du vieux continent, ont eu leurs analogues dans les contrées de l'Asie orientale. Là, l'histoire nous enseigne qu'il y a eu, dès la plus haute antiquité, de vastes

(1) Ce discours a été prononcé dans les séances des 23 et 30 novembre 1858.

(2) Au moment de la fondation de la Faculté des lettres de Nancy, en 1854.

empires, en rapport étroit avec des sociétés religieuses qui offrent, comme l'Église, des dogmes, des préceptes et une hiérarchie. Mais tout en tenant compte de ces faits qu'on ne peut plus ignorer ni passer sous silence, et précisément parce qu'ils rendent possible une confrontation qu'on ne pouvait faire autrefois, on est plus que jamais fondé à dire qu'aucun établissement politique n'a été au même degré que l'empire romain un chef-d'œuvre de force, de prudence et de sagesse humaines ; et il faut avouer que si l'œuvre divine de la révélation est encore reconnaissable dans les institutions religieuses de la Haute-Asie, elle y a subi de déplorables altérations, et que le christianisme, où elle s'est conservée pure et sans mélange, n'a rien à redouter d'une comparaison avec les doctrines des brahmanes, de Bouddha ou de Confucius.

Ainsi donc, Messieurs, je ne crains pas de répéter que l'empire romain, que l'Église catholique, sont tous deux, l'un dans l'ordre temporel, l'autre dans l'ordre spirituel, ce qui s'est produit de plus grand dans le monde pour le double gouvernement de l'humanité. Or, précédemment, nous avons vu comment l'histoire ancienne avait abouti à l'établissement simultané de ces deux institutions : nous avons reconnu leur source et leur origine, caractérisé leur diversité de nature, signalé les différences de leur rôle et de leur moyen d'action, leur opposition et leurs harmonies providentielles ; nous avons raconté leur lutte et leur réconciliation, après un antagonisme de trois siècles, et nous avons conduit cette double étude à travers les quatre siècles qui s'écoulaient d'Auguste à Constantin, jusqu'au moment où les questions relatives à l'établissement de l'Empire et de l'Église sont résolues, où leur organisation est achevée,

leur union consommée, et où il semble que les peuples n'ont plus qu'à jouir de l'ordre et du repos que leur assure l'accord de ces deux grands pouvoirs.

Mais à peine cette belle construction politique et religieuse qui abrite tant d'hommes, devenus les sujets des mêmes lois et du même prince, les adorateurs du même Dieu, est-elle terminée, qu'elle s'ébranle et penche vers sa ruine. Avec Constantin, au commencement du iv^e siècle, l'édifice paraissait définitivement consolidé. Au commencement du v^e siècle, après Théodose, nous le voyons, incapable de se soutenir et de se défendre, succomber en partie sous les coups d'envahisseurs qui veulent s'y faire place, qui le démolissent en croyant ne travailler qu'à s'y établir, et qui, après avoir essayé vainement d'en conserver les proportions et l'ordonnance, finissent, faute de mieux, par le mettre en lambeaux et par s'installer sur ses débris.

Ici, commence la période historique qu'on appelle le moyen-âge et vers laquelle me ramène aujourd'hui le mouvement triennal de mon enseignement. Je veux, cette année, en étudier avec vous toute la première partie, celle qui s'étend de Théodose à Charlemagne, et qui comprend les quatre siècles où s'accomplit le renversement de l'empire romain en Occident, et où se jettent les fondements des nations de l'Europe moderne. Quelle matière d'enseignements variés et féconds de tels événements offrent à qui sait les comprendre ! Nous y verrons se séparer bien nettement les destinées des deux grandes institutions qui depuis Constantin paraissaient étroitement unies l'une à l'autre. Tandis que l'empire, que tout le monde regrette et voudrait soutenir ou restaurer, s'affaisse sur lui-même et s'écroule sous

les coups des Barbares, il se prépare pour l'Église, au milieu même des épreuves et des désastres de l'invasion, de nouvelles et meilleures conditions d'existence. Au sortir de la tourmente qui a englouti l'empire, elle se trouve plus forte et plus libre dans son action. Dégagée des servitudes de l'absolutisme des Césars qui pesait sur elle comme sur toutes les autres parties du corps social, délivrée des obstacles que multipliaient autour d'elle des institutions et des mœurs tout imprégnées de l'esprit du paganisme, elle a le champ libre pour accomplir l'œuvre sociale qui lui était réservée, et elle peut agir sur les populations neuves que lui fournissait la barbarie plus efficacement que sur les races vieilles de la civilisation antique. Restée seule debout, au milieu des ruines de tout le passé, elle devient l'asile et la protectrice de la société vaincue, l'institutrice des vainqueurs, et elle suffit à ce double rôle par une action pleine de douceur et de force, dont il nous faudra bien découvrir le secret, et qui lui fait enfanter une civilisation nouvelle, exempte des souillures et des misères qui ont déshonoré et perdu la civilisation antique.

Nous allons donc assister, Messieurs, au grand et instructif spectacle d'une seconde création sociale, aussi féconde et plus parfaite que celle qui a formé les anciens peuples, dont elle renouvelle les procédés et qu'elle nous aide à comprendre. En effet, accomplie dans des temps connus et d'une manière appréciable pour l'historien, cette rénovation d'une portion du genre humain projette une vive lumière sur les temps ténébreux où s'est faite la première formation des peuples, et elle livre aux regards de la science historique l'action jusque là cachée du Principe Générateur des sociétés. Or, le moment où, en regard de la chute d'un ordre

social corrompu et décrépité, se montre la production d'une civilisation nouvelle, est un moment unique peut-être dans l'histoire du monde, et dont il ne faut pas négliger les précieux enseignements. Nous sommes trop intéressés de nos jours, et cela pour des raisons bien graves, à nous éclairer sur les causes qui font et qui défont les empires, qui ébranlent ou qui raffermissent les sociétés, qui les constituent ou qui les désorganisent, pour ne pas comprendre toute l'importance qui s'attache à l'étude de la période historique où, selon le langage du vieux Corneille,

Un grand destin commence, un grand destin s'achève.

A ce titre, rien n'est plus digne de votre attention que l'examen des siècles que je vais dérouler devant vous, malgré le préjugé si répandu contre ce qu'on appelle communément le chaos du moyen-âge. Prévention malheureuse produite par l'ignorance, entretenue par la légèreté, et à laquelle un peu de science solide et sérieuse, nous fera facilement renoncer.

En effet, Messieurs, il y a longtemps qu'il n'y a plus de chaos nulle part. Il n'y en a plus dans la matière que Dieu a disposée avec poids, nombre et mesure, et qui offre au savant ce prodigieux ensemble de lois et d'harmonies qui ravit son intelligence et qui l'excite son admiration. Il n'y en a jamais eu dans le monde moral et dans le domaine de l'histoire, car là aussi règnent des lois que Dieu a faites et qui sont bonnes et sages comme son auteur. Il suffit pour les découvrir ou mieux pour les reconnaître, car elles ne sont pas à découvrir, d'étudier les faits où elles se manifestent et qu'elles dominent, avec l'exactitude de la méthode qui est la loi de toute science. A cette condition, l'historien, qui

entend son art, arrive sans trop de peine à se rendre compte de l'ordre général et du système de gouvernement qui préside au monde, d'ailleurs assez turbulent, qu'il observe. Le désordre qui s'y est introduit, et qui y jette un trouble superficiel, n'est qu'un effet de l'abus que des êtres libres on fait de leur liberté. L'ensemble du système n'en est pas atteint profondément. Dieu remédie à tout, tantôt par sa miséricorde en pardonnant au repentir, tantôt par sa justice en frappant, dans les individus ou dans les peuples, les rébellions obstinées ; de sorte que sous l'œil vigilant et la main ferme d'un tel souverain, même ici-bas, même avant le jugement final, la loi règne toujours et l'ordre est maintenu.

Ainsi, jusque dans les époques les plus désordonnées en apparence, il n'y a pas de chaos, à vrai dire, et il me sera facile, je l'espère, de vous faire voir, dans la confusion des faits qui passeront devant nos yeux, dans le renversement de l'empire romain, dans la formation de sociétés nouvelles, un ensemble de lois et de causes, dominant tous ces faits et y faisant régner un ordre divin, où le désordre humain ne peut qu'introduire des exceptions qui le confirment. C'est à rechercher ces lois et ces causes à travers le détail des événements qu'elles engendrent et derrière lesquels elles se cachent, que nous devons nous appliquer, si nous voulons tirer de cette étude tout le profit qu'elle comporte, si nous voulons atteindre la solution de questions vitales, toujours débattues, mais aujourd'hui plus vivement que jamais ; celles de savoir quelles sont les véritables conditions d'existence des nations, comment elles naissent et se développent, comment elles périssent, comment elles peuvent conjurer leur décadence et se régénérer.

Mais n'est-ce pas trop demander de l'histoire ? Doit-elle se poser de tels problèmes et s'efforcer de les résoudre ? Eh ! Messieurs, s'il en était autrement, à quoi servirait-il de l'écrire, à quoi surtout servirait-il de l'enseigner ? Vous savez avec quel sens juste et profond, Cicéron a défini l'histoire qu'il appelle « la grande conseillère et l'oracle de la vie humaine, » et dont il dit « qu'en la méditant, on puise à la source des sages desseins et de la prudence et qu'on découvre la règle de la bonne conduite et des mœurs. » Ne nous contentons pas d'admirer cette belle et noble définition : efforçons-nous aussi de la mettre en pratique en demandant à l'histoire de nous apprendre, par l'expérience des générations passées, à nous garder de leurs égarements et de leurs fautes, pour nous garder de leurs malheurs. Voilà à quoi elle doit tendre sous peine d'être une étude frivole ou stérile. Voilà ce qu'on doit en faire, si l'on veut en faire quelque chose. Car négliger l'enseignement et la moralité des faits, pour ne voir dans les hommes que des acteurs ou des artistes ; se donner le vain spectacle de leur maladresse ou de leur habileté, faire poser devant soi les nations et leurs chefs pour amuser ses loisirs et satisfaire sa curiosité, c'est, à mon avis, un bien triste et coupable dilettantisme, que je ne voudrais pas qu'on fût en droit de me reprocher. C'est dans cette pensée que je veux, dès aujourd'hui, puiser dans les événements, dont nous entreprenons l'étude, des leçons qui répondent aux préoccupations et aux doutes du siècle où nous vivons, et examiner dans ce discours, comme introduction à l'histoire du moyen-âge, quelques questions générales qui la dominent, et qui sont pour les temps modernes autre chose que de la spéculation philosophique. C'est à savoir : Pourquoi la civi-

sation ancienne a-t-elle été détruite, et avec elle l'ordre politique qu'elle avait enfanté ? Pourquoi l'Église, qui n'a pu régénérer l'empire romain, a-t-elle su fonder avec les Barbares une civilisation nouvelle ? Et enfin à quoi tient la fécondité sociale de l'Église, et le christianisme pourrait-il, sans elle, fonder ou conserver des nations ?

II.

Mais avant de passer à l'examen de ces trois questions, quelques explications théoriques me paraissent ici indispensables.

Messieurs, il semble qu'il n'y ait pas de plus hautes recherches et de questions plus ardues que celles qui ont rapport à la loi des civilisations, aux causes de la grandeur et de la décadence des empires, de la vie et de la mort des peuples. Eh bien ! en cela on se trompe. Il y a un sujet de méditation bien plus important, bien plus élevé que celui de la destinée des peuples, c'est celui de la destinée même de l'homme. La question relative à la société, à la civilisation, n'est résolue que quand vous avez une solution touchant l'individu lui-même. Pour connaître la loi de la première, il faut connaître la loi du second. Celui qui sait l'origine et la destination de l'homme, sait aussi quelle a été l'origine et quelle doit être la destination des familles et des peuples. Par une admirable et harmonieuse réciprocity, tandis que chaque individu se doit à la société dont il fait partie, c'est dans l'individu qu'est la loi suprême et générale de cette société, c'est dans la partie qu'est la loi du tout. Cela tient, Messieurs, à ce que l'homme est appelé à une destinée éternelle et que les sociétés, toutes circonscrites dans le temps, n'ont rien à prétendre au-delà de la terre.

Inférieure par sa nature finie à la destinée de l'homme qui est infinie, la destinée des peuples lui est nécessairement subordonnée, et pris dans leur idéal suprême, la vie de famille et l'état social n'ont été institués que pour produire et protéger des hommes ayant à accomplir une destinée à laquelle ni la famille, ni l'État ne doivent mettre obstacle, et qu'elles doivent favoriser, si elles veulent se rapprocher de la perfection.

Or, si cette loi n'est pas chimérique, nous devons en retrouver l'application dans les faits, et, si nous interrogeons l'histoire, nous voyons la loi confirmée par la pratique universelle du genre humain. Ainsi, tous les peuples naissant vont droit à la solution du problème de la destinée humaine, et courent instinctivement la demander là où elle se trouve, c'est-à-dire, à la religion qui enseigne et affirme au nom d'une autorité, dont les peuples ont toujours, en commençant, le bon esprit de reconnaître la légitimité, même quand ils n'y trouvent plus la pureté et l'infailibilité que suppose son origine.

Mais c'est que rien ne se fonde sans un acte de foi, et les peuples, qui, quand ils se fondent, n'ont pas le loisir de douter et de chercher, cédant à un bon sens primordial, heureusement antérieur aux sophismes futurs, se sont tous installés sur le terrain que leur offrait la religion, telle qu'ils la connaissaient, et c'est sur cette base qu'ils ont tous élevé l'édifice de leur civilisation, accommodant par une action qui leur devient propre, et qui est la part laissée à l'homme dans le développement social, leurs mœurs, leurs arts, leurs institutions aux croyances, aux dogmes, aux préceptes qu'ils ont reçus : de sorte que toute religion imprime un cachet ineffaçable sur les nations qu'elle a enfantées et que

l'on peut dire absolument, telle religion, telle civilisation. Tous les faits viennent à l'appui de ces assertions : car dans les temps passés, comme dans le présent, il n'est aucune société qui ne repose sur la religion qu'elle proclame. Cela est vrai en Asie, de la civilisation qui s'est fondée par le brahmanisme, ou de celle que le Coran a enfantée ; cela est vrai en Europe et en Amérique, de la civilisation occidentale à qui le christianisme a assuré la suprématie sur le monde. Aucune société n'a échappé à cette loi, qui est une dans son principe, diverse seulement dans ses applications, mais tellement universelle, dans ce qu'elle a de général, qu'on peut dire qu'elle est une loi nécessaire du genre humain.

En effet, Messieurs, que la solution donnée au problème de la destinée humaine et de nos rapports avec Dieu, soit la base de l'ordre social, et que, par conséquent, toute société repose sur la religion qu'elle professe, c'est plus qu'un fait attesté par l'histoire du passé, c'est encore une loi du cœur humain, et c'est elle qui a produit les révolutions du passé et qui produira celles de l'avenir. Car dès que l'homme change de croyance sur sa destinée et sur la nature de ses rapports avec Dieu, il travaille, plus ou moins, selon la force de sa logique et l'énergie de son caractère, à un changement de religion qui peut conduire à une révolution sociale et changer radicalement les conditions d'existence de la civilisation tout entière, en bien ou en mal, selon que ce mouvement rapproche ou éloigne les esprits de la vérité religieuse. Je vous laisse à penser ce qu'il peut produire, s'il a pour tendance de la supprimer.

En admettant donc comme un axiome de la philosophie de l'histoire, que la loi, qui préside à la destinée de

l'homme, préside aussi à l'organisation des sociétés et qu'elle crée les civilisations, il en résulte tout naturellement une méthode et un critérium pour juger la valeur des civilisations qui ont occupé et qui couvrent encore la surface de la terre, et rattacher à des lois, à des causes certaines, les vicissitudes qu'elles ont subies et, jusqu'à un certain point, celles qui les attendent. On a les termes du problème, quand on sait la valeur du principe religieux sur lequel repose une société, sa fidélité à le mettre en pratique et à en déduire toutes ses conséquences : avec ces deux termes, on peut dégager l'inconnu. Mais, sans compliquer ces considérations de conjectures toujours hasardeuses, souvent stériles, sur l'avenir des sociétés de nos jours, contentons-nous d'appliquer cette méthode et ce critérium aux civilisations disparues, et nous reconnaitrons que la cause première de leur décadence et de leur ruine est dans l'altération ou dans l'oubli de la vérité religieuse qui leur avait servi de base, et dans tous les désordres particuliers et publics que cette défection entraîne et favorise toujours.

Ici, je touche aux trois questions que je me suis posées plus haut, et je devrais, dès à présent, les résoudre. Mais quelque chose m'arrête encore, et je me sens, comme malgré moi, entraîné dans une discussion épisodique qui me paraît absolument nécessaire. Je crois bien que nous tombons tous facilement d'accord sur ce principe que l'homme doit trouver dans l'état social les moyens d'accomplir sa destinée, de satisfaire à tous les besoins de sa double nature, et que la civilisation est la somme des efforts faits par la société pour arriver à ce résultat. Énoncée en ces termes abstraits, la proposition n'a rien qui puisse choquer personne. Ce que je sais de l'état intellectuel

de mon temps me rassure à cet égard ; mais c'est aussi ce que j'en sais qui m'inquiète. On est d'accord sur quelques affirmations générales et philosophiques ; mais, on est divisé sur le fond des choses. Il s'est fait de nos jours une confusion, un désordre immenses dans les esprits, sur la nature de la destinée et des devoirs de l'homme et sur les moyens de les accomplir. Plus de doctrine commune touchant l'individu, partant plus de critérium commun à appliquer aux sociétés et aux peuples. Essayons donc de reconstruire ce critérium commun par quelque proposition plus nette et plus précise que celle que nous énoncions tout à l'heure, et si nous ne pouvons parvenir à nous entendre, faisons en sorte qu'il n'y ait ni malentendu, ni sous-entendu dans les idées que nous échangeons.

Messieurs, en se plaçant au milieu de la discussion soulevée de nos jours sur le problème de la destinée de l'homme et sur l'organisation de la société qui en est le corollaire, nous voyons que les opinions aux prises peuvent se ramener à deux doctrines entièrement opposées, entre lesquelles se livre, depuis longtemps, un combat qui doit prendre de jour en jour de plus grandes proportions et qui déjà tient les nations en éveil. Car, qu'elles le sachent ou non, leur avenir est en question dans cette grande lutte, et les destinées de l'humanité, qui deviendra tôt ou tard une seule et même civilisation, dépendront alors de la solution qu'elle adoptera sur le problème de la destinée humaine.

Cette solution sera l'une ou l'autre de ces deux doctrines aujourd'hui en présence, et dont l'antagonisme, après avoir couvé sourdement depuis le commencement du monde, apparaît enfin dans tout son jour. De ces deux doctrines, l'une apprend à l'homme son origine, ses devoirs et sa fin

avec les moyens de l'atteindre d'après un enseignement supérieur à lui, auquel il doit une complète et entière obéissance, parce qu'il vient de Dieu même. C'est la doctrine de la Révélation, qui, bien ou mal comprise, a reçu l'assentiment de tous les peuples. Tous, jusqu'aujourd'hui, lui ont emprunté, plus ou moins fidèlement, leurs principes constitutifs et les bases de leur organisation sociale et religieuse. L'autre système, qui n'est qu'un mouvement insurrectionnel contre la doctrine et le fait de la révélation, en est venu, après bien des tâtonnements, à travers la série de toutes les erreurs que les siècles passés ont vu éclore, à se formuler nettement et à dire que l'homme est un être autonome, se suffisant à lui-même pour la pensée et pour l'action, ne relevant que de sa propre raison qui ne veut pas être enseignée, qui peut trouver d'elle-même toute la vérité et qui la constitue par sa souveraine affirmation. Ce système s'appelle le Rationalisme.

Tout opposées par la théorie, ces deux doctrines ne le sont pas moins par la pratique et par les influences qu'elles exercent sur l'individu et la société. La doctrine de la révélation soumet l'homme à quelque chose de supérieur à sa nature, et dépose dans le monde un principe d'ordre et de hiérarchie qui lui est nécessaire. Là où elle parle dans toute sa pureté, elle apprend à l'homme qu'il est fait pour connaître, aimer et servir Dieu dans sa vie présente, et pour lui être uni dans l'éternité. Par là, elle pose les fondements d'une civilisation parfaite qu'il ne tiendrait qu'à l'homme de réaliser. Dans le rationalisme, l'homme étant à lui-même, quant à la connaissance, son principe et sa fin, n'est plus subordonné qu'à sa propre raison, ce qui engendre un désordre qui peut aller jusqu'à l'anarchie. Ou bien il n'obéit

qu'aux lois qui viennent de lui, ce qui contient en germe le despotisme. Enfin, dans la direction individuelle, il aboutit à dire à l'homme que son but suprême est le perfectionnement de son être dans toutes ses facultés, afin d'entrer dans la plénitude de tous les biens et de toutes les jouissances dont sa nature est susceptible ; ce qui consacrerait tous les égoïsmes.

Voilà, Messieurs, deux doctrines qui font envisager d'un point de vue tout contraire le développement des sociétés et des civilisations, et qui engendrent deux philosophies de l'histoire, dont l'une est nécessairement la contradiction de l'autre. Or, ici il n'y a pas de milieu, et il faut se prononcer nettement. Quant à moi, mon choix est fait depuis longtemps, vous le savez, et je n'ai pas besoin de renouveler devant vous une déclaration de principes qui ne serait plus qu'une vaine exhibition. D'ailleurs, ce choix, je suis toujours prêt à le motiver, parce qu'il repose sur des raisons logiques et scientifiques que je puis toujours invoquer dans cette chaire. Je tiens pour le système de la révélation, parce que c'est un fait que me démontre la critique historique, et que la logique me rend nécessaire. J'ai rompu avec le rationalisme pour ne pas rompre avec cette raison qui me montrait combien il est une doctrine fautive, insuffisante et décevante, mise en regard des questions que soulève l'histoire de l'humanité. Fautive, en ce qu'elle supprime sans réfutation triomphante, et qu'elle regarde gratuitement comme non avénu le fait le plus universel et le plus avéré de tous les faits du monde, à savoir la révélation dans ses différentes formes et dans les moments divers où elle s'est produite ; insuffisante, en ce qu'elle ne trouve pour la remplacer que la théorie de la spontanéité, qui ne rend

pas compte du développement de l'humanité, et qui, prise absolument, est tout simplement une hypothèse et une impossibilité ; décevante enfin et funeste, en ce qu'elle berce le genre humain de l'illusion d'un progrès indéfini, nécessaire, qui se passe de toute loi, de toute règle, de toute condition morale et que l'on proclame la loi suprême de l'histoire et la condition fatale de notre espèce.

Sans doute, il serait insensé de soutenir que l'homme est entièrement passif, qu'il croît et se développe sous l'action divine, comme les plantes sous l'action de la chaleur du soleil et de la rosée du ciel. Notre doctrine suppose que la raison et la liberté ont leur part importante et décisive dans la marche des affaires de l'univers, et c'est à connaître l'action de ces deux facultés, en rapport avec les lois naturelles et révélées, que se consacre la science de l'histoire. Il y a une spontanéité, il y a un progrès qu'il faut reconnaître et proclamer pour ne pas remplacer une erreur par une autre. Car notre adversaire se trompe, non pas en ce qu'il affirme des choses entièrement fausses, ce qui n'arrive jamais, mais en ce qu'il emploie des idées vraies, sans mesure et sans discernement. Oui, nous savons que l'homme a en lui les germes d'intelligence et d'activité qui conviennent à sa nature. Mais l'histoire nous apprend aussi, par tous ses témoignages, que Dieu a fécondé cette plante par une opération spéciale, appropriée à la destinée surnaturelle à laquelle il appelait sa créature. Vous niez cette intervention ; niez donc aussi que le végétal ait besoin, pour développer sa force de croissance et de reproduction, de la lumière et de la chaleur d'en haut.

D'ailleurs, Messieurs, pour abrégé, il est une considération qui m'a toujours paru décisive, et la voici : les

familles et les nations se forment toujours à l'époque où l'homme est dans l'enfance, où il n'a pas encore atteint ce que la théorie appelle la phase du progrès : puis, dès que le progrès humain prend le dessus, dès que l'homme fait de grandes œuvres, dès qu'il fait des chefs-d'œuvre, dès qu'il crée les splendeurs de la civilisation, dès qu'il s'en enivre, qu'il ne voit plus que ce qu'il a fait hier et que ce qu'il fera demain, je ne sais ! mais il trouve le secret de décomposer et de dissoudre la société qu'il a parée de tous les embellissements de son génie, de la jeter dans la décadence et de s'y précipiter avec elle. D'où je conclus qu'il y a dans la formation et dans la conservation des sociétés et des civilisations quelque chose qui n'est pas de l'homme et dont l'homme ne peut se passer, un élément supérieur et antérieur à son action, un principe générateur qui crée et qui conserve, qui féconde et qui dirige ; ce principe, c'est l'action divine qui préside à tout, qui donne à tout des lois auxquelles rien ne peut impunément déroger, et qui, dans l'histoire, s'est particulièrement manifestée par la révélation.

Ainsi donc, Messieurs, quand même la révélation ne serait, comme la spontanéité, qu'une hypothèse scientifique, elle aurait encore sur elle l'avantage de rendre un compte plus satisfaisant des faits. On ne peut, raisonnablement, attribuer à la spontanéité l'essor religieux et social du monde à son origine, ni la création du peuple d'Israël, ni la rénovation chrétienne. Avec la révélation, on saisit le rapport de cause et d'effet, et tout convient. Or, en bonne logique, l'hypothèse par laquelle tout s'explique et sans laquelle rien ne s'explique est proclamée la loi ou la cause des phénomènes ou des faits, et c'est en elle qu'on se re-

pose, comme dans la solution définitive de la question. A ce titre seulement, la doctrine de la révélation serait encore la meilleure et la plus scientifiquement acceptable.

Mais nous n'en sommes pas réduits à n'y voir qu'une hypothèse théorique. Indépendamment de sa parfaite convenance avec les choses et les faits, la révélation est encore prouvée par la masse énorme de témoignages directs et indirects qu'apportent en sa faveur les livres de l'antiquité sacrée et profane. Ici, Messieurs, je sens venir la tentation d'une démonstration nouvelle ; mais j'y résiste, elle serait ici un hors-d'œuvre. D'ailleurs, c'est un sujet d'une telle importance qu'il lui faudrait pour être traité convenablement, non-seulement un discours, mais un cours même tout entier. Nous en viendrons probablement là, quand le temps nous ramènera vers les problèmes de l'histoire primitive du genre humain. En attendant, je me contenterai de vous faire remarquer qu'on ne peut lire attentivement les anciens sans être frappé de leur accord à reconnaître que la sagesse, c'est-à-dire, l'union de la vérité et de la vertu, vient de l'enseignement des ancêtres, qu'elle se perpétue par la tradition, qu'elle est d'origine divine et qu'une grande lumière venue d'en haut a brillé sur le berceau du genre humain. Je pourrais citer mille aveux de Platon, d'Aristote, de Cicéron, de Sénèque, de Plutarque ; mais je passe outre, me bornant à vous alléguer encore les livres sacrés et les poètes de la Perse et de l'Inde, les Kings des Chinois qui affirment tous que, pour trouver la vérité, il faut remonter à l'origine des temps, et qui ne sont que comme le reflet, déjà pâli et altéré, de cette révélation primitive qui a éclairé l'humanité à sa naissance et fondé le christianisme patriarcal par la promesse de la Rédemption. Défigurée de siècle

en siècle , corrompue parmi les nations à mesure qu'elle s'éloignait de sa source , elle est venue s'éteindre dans les ténèbres du polythéisme occidental, où l'on en voit voltiger encore çà et là quelques faibles étincelles. Vous savez ce qui l'a empêché de disparaître tout à fait. Ouvrez les livres des juifs et des chrétiens et vous y verrez conservée dans toute son intégrité et dans tout son éclat, cette histoire qui partout ailleurs se brise ou s'altère ; et vous apprendrez comment la sagesse qui est en Dieu s'est communiquée aux hommes ; comment il est prouvé que l'humanité a pu avoir partout et toujours la connaissance du fait universel qui domine et produit tous les faits de l'ordre religieux et social, à savoir que Dieu a donné des lois, révélé des vérités, placé dès l'origine l'humanité à un niveau religieux, moral et intellectuel, qu'elle n'aurait pas pu atteindre d'elle-même, dont elle a voulu déchoir par ses infidélités, pour tomber, ici ou là, selon le degré de la prévarication, soit dans les abaissements des civilisations corrompues, soit dans la grossièreté de la barbarie, soit dans l'abjection de l'état sauvage.

Maintenant , Messieurs , je puis revenir à l'examen des questions que je vous ai promis de résoudre. Je crois avoir suffisamment justifié la méthode et le critérium par lesquels je prétends les traiter. J'aurais voulu pouvoir le faire plus brièvement sans doute , mais je n'en ai pas eu le talent. D'ailleurs, ces longs préliminaires abrègent et facilitent la tâche qui me reste à accomplir, et il n'était pas inutile , je crois, de rétablir de nouveau , car je l'ai déjà fait une fois devant vous , des vérités aussi importantes que contestées, qui constituent, à mon avis, les vrais principes de la philosophie de l'histoire.

III.

La première question qui s'offre à nos méditations , sur la fin des temps anciens , et au début de l'histoire du moyen-âge, est celle de savoir pourquoi la civilisation antique a péri tout entière et , après elle , le grand empire où elle s'était concentrée et qui lui avait donné asile. Dans les contrées occidentales de l'Asie et en Europe, tout le monde ancien a disparu de la face de la terre. Là, après les longues vicissitudes de leur histoire si agitée et si mobile, les cités, les royaumes, les empires sont passés de la splendeur à la décadence, de la décadence à la mort et au repos de la tombe. Cette œuvre de destruction ne s'est pas accomplie en un jour. Déjà Cicéron voyait les rivages de la Grèce couverts de ruines et de cadavres de villes. Depuis ce temps, les siècles ont marché, entassant funérailles sur funérailles, couchant à terre toutes ces fières cités qui avaient porté si haut leur nom, Babylone après Ninive, Thèbes et Memphis, Tyr avec Alexandrie, Sparte et Athènes, et par-dessus tout, le géant romain qui a jonché l'Occident de ses débris.

Par un étrange contraste, et qui ne doit pas nous échapper dans ce regard jeté de haut sur les choses humaines, la haute Asie a su mettre les peuples et les sociétés qu'elle a enfantés à l'abri de ces sentences de mort et, malgré quelques symptômes d'une dissolution prochaine, elle n'en a pas moins conservé jusqu'aujourd'hui, debout et avec leurs institutions fondamentales, ces grandes civilisations de l'Inde et de la Chine, qui se sont constituées à l'origine des temps.

Qui nous donnera la raison de ces contrastes de l'his-

toire ? D'où vient cette mobilité, sans durée, des choses et des peuples de l'Occident ? cette stabilité sans progrès des sociétés asiatiques ? Ne croyez pas, Messieurs, que la question se complique en s'agrandissant. La même réponse résoudra tout. Si notre doctrine du principe générateur et conservateur des sociétés est vraie, elle est universellement vraie, et on peut aussi bien expliquer par elle la ruine de l'antiquité classique, que la conservation de l'antiquité orientale. D'ailleurs, c'est maintenant un devoir de le tenter ; nous ne pouvons plus rester emprisonnés dans le cercle étroit de l'ancienne histoire universelle. La science de l'homme a marché, et il faut la suivre dans tous ses progrès ; il faut promener le flambeau de la vérité sur tous les points qu'elle a explorés, et le placer si haut qu'il inonde tout de sa lumière divine.

Rappelons-nous les principes que nous avons posés plus haut : nous n'avons plus qu'à en tirer les conséquences. Il a été établi que la société devait mettre l'homme en état d'accomplir sa destinée, que c'était là sa raison d'être et son but suprême, que, par conséquent, toute société reposait sur la solution du problème de la destinée humaine, autrement dit sur la religion qui la donne seule ; que cette solution étant nécessaire à l'homme et ne pouvant dépendre de lui, c'était Dieu qui la lui avait fait connaître par une révélation primitive faite au monde naissant. De là, la provision religieuse et morale des familles patriarcales qu'elles ont léguée aux peuples qui se sont constitués sur ce fond traditionnel, ainsi que tous leurs souvenirs en font foi, qui y ont établi l'édifice de leur civilisation, non sans faire subir à ce précieux héritage de notables déperditions et des altérations profondes. Cela étant, tout s'explique par voie de

déduction. Comme c'est le principe religieux qui crée tout, s'il diminue, tout s'affaiblit, s'il se retire, tout s'en va, de sorte que c'est par la conservation de ce principe qu'on maintient la force vitale d'une société et qu'on assure sa durée.

C'est par là qu'ont vécu si longtemps les civilisations indiennes et chinoises, qui, de toutes les sociétés antiques, sont les seules qui subsistent encore. Elles doivent cette prolongation d'existence à ce que, dès l'origine, dans des temps encore rapprochés de celui où Dieu avait parlé et agi, les instituteurs de ces deux sociétés avaient su, tout en altérant, tout en exploitant aussi ces souvenirs, en confier la garde à des moyens de conservation qui nulle part ailleurs n'exercèrent une action aussi durable et aussi puissante. Ce fut, en Chine, l'obligation d'observer en tout les pratiques et les rites des ancêtres, ce qui y a établi le droit coutumier le plus fort qu'on ait jamais vu, et y a entretenu jusqu'à nos jours l'organisation et l'esprit patriarcal des premiers temps. Dans l'Inde, c'est l'institution du sacerdoce des brahmanes qui a rivé cette société à une chaîne forgée de vérités, d'erreurs et de mensonges, et qui l'a éternisée en s'y assurant une prépondérance qui a eu raison de toutes les oppositions et qui subsiste encore dans son intégrité. De là, Messieurs, le haut intérêt qu'offrent les livres des Indiens et des Chinois, qui contiennent les débris épars, mais bien reconnaissables, des vérités qui ne sont réunies et intactes que dans l'universalité dogmatique du christianisme. Ils nous étonnent, malgré de déplorables aberrations par l'abondance de notions vraies, justes, élevées, qu'ils renferment touchant ces vérités, que l'homme peut apprendre, mais qu'il n'invente pas, ou qu'il ne se

démontre, que quand elles lui ont été montrées et qu'il en est en possession. Les premiers livres chinois surtout contiennent ce qui a été dit de plus pur, en dehors de l'Écriture sainte, sur la divinité. Ils sont évidemment des temps qui ont précédé les égarements du polythéisme : ils attestent la supériorité des connaissances religieuses des premiers âges, par conséquent, la réalité et l'universalité de la révélation primitive, et en un sens, on a eu raison de dire que les Chinois étaient les juifs de la gentilité.

En deçà de ces deux civilisations colossales, si bien assises sur ce qu'elles ont conservé de ce fonds de vérité, commun à tous les hommes, nous ne trouvons plus les mêmes moyens de conservation, ni, par conséquent, la même stabilité. Nulle part, le respect des pratiques des ancêtres n'a été entretenu comme en Chine, où Confucius l'a renouvelé au vi^e siècle avant l'ère chrétienne, quand tout s'écroulait par son oubli. Sans doute, il y eut en Occident de grandes castes sacerdotales qui fondèrent de grandes sociétés avec les mêmes éléments religieux que les brahmanes, comme en font foi leurs livres, ou les autres monuments qui nous en restent. Mais elles ne surent pas, comme dans l'Inde, y éterniser leur suprématie. En Bactriane, en Chaldée, en Égypte, chez les Perses, comme dans les Gaules, les castes des guerriers entrent en lutte avec elles, leur disputent, leur enlèvent le pouvoir, relâchent ou brisent le frein qui contenait tout et qui les dirigeait elles-mêmes. Et ces luttes sont toujours le commencement de la ruine. Car les sociétés de ce genre, qui sont toutes d'une pièce, doivent rester immobiles ; elles se brisent dès qu'elles veulent marcher ou qu'elles sont secouées fortement. Seules, les sociétés chrétiennes sont capables de progrès et peuvent se régéné-

rer par les révolutions. C'est un bienfait de la distinction des deux pouvoirs. Quant aux sociétés théocratiques de l'Asie, dès qu'elles se désorganisent, elles s'en vont : elles tombent dans des convulsions mortelles, et dans ces épouvantables désordres privés et publics qui entraînent une irrémédiable décadence et qui vont même jusqu'à faire condamner les peuples à la peine capitale, devant les assises d'en haut. Les prophéties de l'Écriture sainte nous ont conservé la plupart de ces sentences de mort.

En Grèce, ni le sacerdoce ni l'attachement aux pratiques des ancêtres n'eurent d'empire puissant et durable sur la société. L'esprit traditionnel se perdit de bonne heure chez cette race mobile et ingénieuse, qui aurait tout oublié sans ses communications avec les peuples plus conservateurs de l'Asie. Ceux-ci la ramenèrent à la civilisation, dont elle méconnut bientôt les conditions fondamentales en s'éloignant de plus en plus des solutions religieuses de la tradition. Elle tenta de les retrouver par elle-même, fit un grand effort philosophique, donna une éclatante manifestation de la grandeur et de l'impuissance de l'esprit humain, et après une brillante, mais courte carrière, elle finit par s'affaisser dans l'anarchie, dans le doute, dans le sensualisme et l'incrédulité.

Parmi tous les peuples occidentaux, il en est un à qui il fut donné d'unir aux qualités de la force et de la prudence, les avantages de l'esprit traditionnel de l'Orient. Sans doute, le peuple romain n'eut pas de caste sacerdotale. Mais comme la Chine, il eut, pendant les siècles où se fondèrent sa grandeur, l'organisation patriarcale et le respect de la coutume des ancêtres.

Ce sentiment du respect, qui est une force, parce qu'il

est une vertu , était resté en vigueur chez le peuple romain dans le moment où, en Grèce et ailleurs, on tombait dans le mépris de toutes choses. Ce fut la source de son immense prépondérance dans le monde. Cicéron le fait comprendre, sans le comprendre complètement lui-même, quand il dit que c'est par sa piété envers les dieux, vertu antique et toute de tradition, que le peuple romain a surpassé tous les autres peuples. Et si, dans les temps de civilisation et de décadence morale où paraît le grand orateur, nous cherchons un témoignage vivant de l'antique solidité de la société romaine, de sa fragilité présente et de sa prochaine décomposition, nous n'avons qu'à l'entendre, dans un de ses dialogues, exprimant par la bouche de l'académicien et pontife Cotta ce combat de la foi et du doute, qui était alors la crise des âmes et celle de la société tout entière. « Rien ne peut effacer de mon cœur la croyance qu'il est des dieux, dit Cotta.... Il me suffit de savoir que mes ancêtres nous l'ont transmise.... Mais vous méprisez les autorités, vous n'argumentez qu'avec la raison... et cette croyance qui n'était pas douteuse, vous me la rendez douteuse par votre argumentation même... Mille objections me troublent et quelquefois, il me semble qu'ils n'existent pas (1). » Le voilà dans toute sa vérité ce combat que connaissent tant d'âmes, cette lutte de la foi et du doute, du respect et du mépris, du sentiment qui édifie et de celui qui renverse. Quand une telle lutte s'engage dans les cœurs, si la société n'a pas en soi l'autorité qui la résout, on peut prévoir sa fin prochaine ou du moins une inévitable transformation.

Toutefois, Messieurs, reconnaissons ce qu'il y avait de fondé et de légitime dans le doute de Cotta. Le polythéisme

(1) Cic., *de Natura Deorum*. Passim.

occidental n'était plus qu'une superstition ; ce qu'il conservait de vérité, était comme étouffé sous des monceaux d'erreurs. La théologie antique n'avait plus de preuves, elle était incapable de rien démontrer, de rien justifier. Il y avait là de quoi donner à penser, même à des pontifes. Qui de nous n'aurait douté avec eux ? Mais, voyez l'infirmité de l'esprit humain. Il ne pouvait douter de l'erreur sans douter aussi de la vérité ; non content de répudier du vieux culte ce qui pouvait blesser la raison et la conscience, il ne savait pas même garder, de la foi des ancêtres, la croyance à l'existence de la divinité, ni s'élever à la hauteur de ce que nous appelons aujourd'hui la religion naturelle. Pourquoi cette impuissance de la raison antique ? C'est qu'elle ne savait plus que l'homme a besoin d'être enseigné, et que mécontente d'un enseignement qui lui était devenu suspect à bon droit, au lieu d'en attendre, d'en invoquer un autre, elle ne comptait que sur elle-même pour trouver ce qu'elle était incapable d'atteindre. En philosophant mal, on perdait le bénéfice de la foi aux antiques croyances, et l'on n'avait pas celui d'une recherche réservée et modeste. Aussi, Cotta, en respectant l'autorité des ancêtres, croyait au moins qu'il y avait des dieux et qu'il fallait les adorer, tandis que livré à ses seules forces, Cotta, ou plutôt le pauvre grand esprit qui le faisait parler, Cicéron lui-même, ne peut jamais parvenir à s'assurer s'il y a un Dieu, ni à savoir ce qu'il veut de l'homme et pour quelle fin il l'a créé.

Tel était, Messieurs, par l'exemple de son plus illustre représentant, l'état moral et religieux de la société romaine à la fin des temps antiques. Plus de vérité dans la foi, plus de certitude dans la raison : de la superstition, si l'on veut croire ; le scepticisme, si l'on pense. Quelle désolante

alternative ! Et il n'y en avait pas d'autre pour tout ce monde confus de peuples, que la conquête venait de réunir dans la vaste unité de la domination romaine, C'est vous dire, qu'au moment où cet empire se constituait politiquement, il se décomposait moralement. Double mouvement bien distinct, mais non contradictoire : la base religieuse manquait, raison de plus pour consolider la base politique. On ne pouvait retrouver les vrais solutions du problème de la destinée humaine ; c'était le moment de résoudre, au moins d'une manière opportune et sage, toutes les questions de l'intérêt présent. On ne pouvait réformer la religion qui n'est pas œuvre humaine, on pouvait réformer et reconstituer le gouvernement. Voilà tout ce qu'il était donné à l'homme de faire, et quoique cette œuvre fût bien insuffisante, que par elle on ne pouvait que reprendre l'édifice par le faite et non par la base, apporter un palliatif plutôt qu'un remède, cependant, celui qui l'accomplit fit une grande chose, et c'est avec justice que l'histoire a consacré son nom.

Auguste rendit au monde occidental l'immense service de le sauver matériellement des funestes conséquences de la décomposition sociale qui le travaillait depuis longtemps. Il ne créait pas une société ni une civilisation nouvelles, mais il prolongea une société mourante en y rétablissant la paix, non pas la paix qui fait cesser la lutte de la foi et du doute et qui repose l'âme dans la vérité, mais la paix civile qui fait cesser les combats des hommes entre eux et qui arrête l'effusion de leur sang. Ce bienfait est déjà si grand que je comprends et que j'approuve, à beaucoup d'égards, les éloges décernés au neveu de César par les poètes de son siècle, qui n'ont été en cela que les échos brillants de la reconnaissance des peuples.

Quel que fût le succès de l'œuvre d'Auguste, ce qu'elle avait d'insuffisant n'échappait ni à ses contemporains, ni à lui-même, et les esprits restaient sous l'impression de ce sentiment de décadence continue et irrémédiable qui a pesé sur l'antiquité tout entière. Vous vous souvenez d'Horace, déplorant l'abaissement successif des générations de son temps; de Virgile, célébrant les vertus domestiques du passé; d'Auguste, s'indignant de l'inutilité de ses efforts pour rétablir le respect du mariage et de la vie de famille, pleurant les désordres de tous ses proches, et reconnaissant avec douleur, qu'après avoir fondé un empire, il était impuissant à fonder une dynastie. Et cependant, doué de ce sens profond qui est l'attribut de tous les grands politiques, il avait redemandé au passé, à la tradition des ancêtres, tout ce qui s'en était conservé; il avait jeté dans sa grande construction politique tous les antiques matériaux en état de servir; il avait honoré le respect, combattu le mépris; il avait deviné, compris, exécuté tout ce que le génie de l'homme peut faire, tout, excepté ce que peut seul accomplir le principe générateur et conservateur des sociétés.

Avec les principes que nous avons posés plus haut, tout cela s'explique sans peine. Ne sachant plus ce que c'est que l'homme, quelle est sa destinée, ses relations avec le Créateur, Auguste et les politiques de son temps ne pouvaient savoir complètement ce que devait être le gouvernement de la société, ce qu'il fallait pour ramener la civilisation dans la voie droite. Cette ignorance leur fit commettre l'abus le plus monstrueux qui se puisse imaginer du principe religieux, qui est, non pas de négliger Dieu, mais de se déclarer Dieu soi-même et de se proposer à l'adoration des hommes. La divinité de l'empereur devint un

dogme, son culte fut obligatoire, et il fallut pour le prince, outre l'obéissance civile, l'adoration liturgique que les ancêtres n'accordaient qu'aux dieux. Or, ce renversement impie dura plus de trois siècles et il précipita tout le monde occidental dans la dégradation la plus abjecte qu'aient eu à enregistrer les annales du genre humain.

Messieurs, que les hommes se soient prêtés pendant des siècles à de tels abaissements, il n'y a rien là qui nous étonne, quand nous connaissons notre misère ; mais que de telles aberrations d'impiété aient été supportées si longtemps de Celui dont elles offensaient la divine majesté, c'est là un mystère de patience et de miséricorde que j'aime à contempler sans pouvoir le comprendre. Quels ont donc été les forfaits de ces antiques générations qui se sont attiré l'épouvantable châtement du déluge, et de ces nations de l'Asie, dont les sentences sont prononcées dans l'Écriture, et dont l'exécution se reconnaît encore aux ruines qu'elles ont laissées dans des contrées maudites avec elle ? Non-seulement le monde romain fut supporté dans ses égarements, mais encore dans sa longue et cruelle obstination à repousser le remède et la guérison qui lui étaient offerts avec une égale et victorieuse persévérance. Et quand il eut été vaincu par ses victimes, quand il fut purifié par le sang des martyrs, arraché par leur héroïsme à l'ignominie où il était plongé, le châtement qu'il subit par l'invasion des Barbares, ne fut qu'une correction salutaire, et non une exécution capitale, qui transforma la société sans la détruire, et substitua à une civilisation égarée et décrépète, une civilisation vivifiée par la vraie solution du problème de la destinée humaine.

A cette rénovation des choses humaines, à l'action pleine

de douceur et de puissance qui y préside, qui peut méconnaître la main divine et attribuer à de simples évolutions de l'humanité cette révolution du bien qui procède, non par la réforme des institutions et des lois, mais en restaurant l'homme déchu, et qui fait sortir la régénération de la société de la régénération des individus qui la composent ? Devant de tels résultats, toute autre doctrine que celle de la révélation est incapable de rien expliquer, et au nom du bon sens, comme de l'histoire, il faut reconnaître ici un nouvel et dernier acte de l'intervention toute puissante de Celui qui est l'être et la vie par excellence, qui les communique à tout ce qu'il crée, qui a été le principe générateur des sociétés antiques, et qui est le principe restaurateur de la civilisation moderne.

Or, dans le temps où tout l'univers vivait en paix sous les trois dominations des empires romain, indien et chinois, Jésus-Christ vint au monde. Rien de plus caché et de plus bas en apparence que sa naissance, sa personne et sa vie ; mais à considérer son œuvre, soit dans ses résultats sur la conscience de l'homme, soit dans son action historique et sociale, on ne peut nier que ce ne soit le plus grand de tous les événements de l'histoire. Et comme il s'est fait là des choses que l'homme ne peut ni concevoir ni exécuter, comme elles ont été faites sans l'homme et malgré l'homme, il faut bien reconnaître que c'est Dieu qui a agi. Le rationalisme, qui ne peut contester la grandeur de cette transformation de la vie spirituelle du genre humain, en attribue l'honneur à la spontanéité, au progrès, à la perfectibilité humaine. Faut-il s'arrêter à réfuter les raisons dont il se contente pour soutenir sa thèse ? Non, Messieurs, j'aime mieux vous dire qu'elle me remet en mémoire cette fable

des Géorgiques où Virgile raconte que le berger Aristée, ayant perdu ses abeilles, retrouva de nouveaux essaims dans les flancs putréfiés de taureaux qu'il avait immolés à Orphée. Quels beaux vers, et qui ne les a retenus ! Mais aussi quelle pauvre physique ! Toutefois le savant sourit et passe outre, sans s'amuser à démontrer que les abeilles ne naissent pas spontanément dans les entrailles pourries des taureaux, et qu'elles ne peuvent être un progrès de leur fermentation. Eh bien ! en métaphysique, l'hypothèse du rationalisme est de même force. Oui, Messieurs, faire sortir les solutions chrétiennes, si nettes et si lumineuses, de la contradiction des écoles et des ténèbres où se perdait l'esprit humain, et les essaims purifiés des martyrs des flancs corrompus de la civilisation antique, cela vaut la conclusion de l'épisode d'Aristée, et cela ne mérite pas davantage les frais d'une réfutation.

Aucune civilisation n'était en état de produire ce fruit de vérité et de sainteté qu'on appelle le christianisme. Moins que le reste du monde, l'Occident ne pouvait trouver dans son polythéisme de plus en plus appauvri, et dans sa philosophie vacillante, les germes d'une pareille rénoyation. Les civilisations de la Chine et de l'Inde, contentes d'elles-mêmes, ne songeaient ni à produire, ni à accepter aucun progrès, et se condamnaient déjà à la décadence par l'immobilité. Et si le bouddhisme, que l'Inde a enfanté, que la Chine a reçu, fut pendant longtemps une puissance, comme réforme morale et sociale, il n'est, comme religion, qu'une superstition sans preuves, incapable de soutenir l'assaut de l'histoire et de la philosophie.

Mais il y avait sur les confins de l'Europe et de l'Asie, entre les deux mondes de l'antiquité, une société à part de

toutes les autres, qui, dépositaire fidèle de la tradition du passé, de l'espérance de l'avenir, était depuis longtemps chargée d'une mission qui allait enfin s'accomplir. Ici, ceux qui lisent la Bible, non pour y voir ce qui s'y trouve, mais pour y mettre ce qu'ils imaginent, redoublent de fécondité pour substituer à la vraie cause, attestée par l'histoire, les hypothèses les plus gratuites et les plus inadmissibles. Comme il y a là une position capitale qu'il ne faut pas laisser à l'ennemi, c'est le moment où le rationalisme fait donner le système des races et de leurs aptitudes particulières, par quoi, s'en paraître s'en douter, il rehausse tout juste l'histoire au niveau de l'histoire naturelle. De même qu'il y a des arbres qui portent des poires et d'autres qui portent des pommes, il y a, suppose-t-il, dans l'espèce humaine des races pour porter l'idée de l'utile, d'autres l'idée du beau, d'autres l'idée religieuse : la race sémite est monothéiste par excellence, tandis que la race arienne est polythéiste, et l'idée messianique, comme on dit, est le produit particulier de la race hébraïque. Quant à prouver ces belles choses, c'est dont on se préoccupe le moins ; il suffit qu'on les ait énoncées dogmatiquement, et l'on croit avoir dit le dernier mot de la philosophie de l'histoire. Au moins ceux qui tiennent pour la révélation ne se croient pas dispensés de fournir leurs preuves.

Ce n'est donc pas une telle polémique qui nous fera renoncer à voir dans le peuple d'Israël le produit direct d'une révélation toute spéciale, faite à lui seul, sans doute, mais en vue du genre humain tout entier. Le polythéisme et le panthéisme régnaient de toutes parts : la promesse du Rédempteur, qui est le fond latent de toutes les religions antiques, s'effaçait des mémoires, et s'altérait par les my-

thologies. Alors Dieu appela Abraham, suscita Moïse, et un peuple parut qui fut la contradiction de tous les autres peuples, et dont la fonction fut de protester contre les grandes erreurs dont les Védas, ces contemporains de la Genèse, sont le premier monument écrit, contre le panthéisme par le dogme de la création, contre le polythéisme par le dogme de l'unité de Dieu, contre l'oubli de la rédemption par l'attente du Messie. Qui a fait du peuple juif le héraut de ces vérités partout altérées et méconnues, qui lui a créé, en dépit de ses répugnances et de ses révoltes, cette position exceptionnelle dans le monde, qui lui a confié la charge de conservateur général des archives du genre humain ? Cette question a-t-elle besoin d'une réponse, et n'est-on pas aussi aveugle qu'ingrat, quand on méconnaît ce que Dieu a fait par le peuple juif en faveur de tous les peuples ? Aussi, je ne puis m'empêcher de sourire de la méprise de ceux qui, voulant faire la leçon à Bossuet, lui reprochent d'avoir enfermé l'histoire de l'humanité dans le cadre étroit des destinées de la nation juive. Tandis que c'est au contraire le rôle du peuple juif qui a été subordonné aux besoins de l'humanité tout entière, en concourant, sous la direction divine, à l'œuvre de la régénération religieuse du genre humain.

Voilà, Messieurs, en raccourci l'histoire de la préparation évangélique ; voilà comment devint possible le retour de l'homme à la vérité, et, pour l'avenir (ce que n'avait pu tenter Auguste, ni personne), la réforme morale de la société et de la civilisation. L'Incarnation fut le moyen mystérieux et tout puissant de cette opération toute divine. Il ne fut jamais ni dans le temps, ni dans l'éternité, plus sublime événement. Peut-on le contempler sans éprouver

tous les tressaillements du cœur, tous les ravissements de l'intelligence ? Qu'elles sont pâles et puériles ces épopées de la poésie antique, avec les tristes dieux qu'elles font descendre sur la terre, et leur inepte et ridicule merveilleux, qu'elles sont pâles et puériles ces contrefaçons mythologiques du grand dogme de l'Incarnation à côté de cette réalité ineffable du Verbe divin se faisant homme, pour délivrer l'homme de toutes les servitudes de l'erreur et du mal et lui communiquer l'attribut divin de la sainteté ! Ah ! qu'on n'est guère historien si l'on ne comprend pas ce fait et si l'on n'en saisit pas les conséquences sociales ! Pour moi, il est la lumière de tous les temps, car placé au sommet des âges, il éclaire aussi bien les siècles qui le précèdent que ceux qui le suivent, aussi bien la civilisation qui a vécu de sa promesse et de son attente, que celle qui s'est formée et qui vit de sa possession.

Tous les hommes avaient besoin de la lumière que leur apportait la prédication de l'Évangile, et toute civilisation avait besoin d'être purifiée et vivifiée par son esprit. Le monde entier entendit la voix des apôtres, mais le monde entier ne fut pas converti, et, après avoir vainement sollicité toutes les parties de la terre, l'œuvre de l'apostolat se replia et se concentra sur l'Occident, où il remporta une victoire complète sur le polythéisme, et où l'Église établit son siège. Ce résultat partiel a fait douter de l'universalité et de la nécessité des solutions données par le christianisme à toutes les questions relatives à la destinée humaine, et il a servi d'argument à ceux qui contestent la divinité de son origine. Logiquement, cela ne conclut pas. Comme la divinité du christianisme se démontre indépendamment du résultat de sa prédication, l'insuccès qu'il a eu jusqu'ici, dans certaines

parties de la terre, ne prouve rien contre elle, et ne permet pas d'en conclure qu'il soit le produit local de la civilisation du monde romain. La fureur avec laquelle la société romaine l'a combattu montre assez que ce n'était pas le résultat naturel de ses tendances, et je me demande pourquoi l'esprit humain, en général si amoureux de ses œuvres, se serait obstiné, par une fantaisie unique et inexplicable, à faire si mauvais accueil à celle-là ? Mais indépendamment de ces raisons et de tant d'autres, qui ont été cent fois victorieusement alléguées, il est une remarque d'histoire générale, qui n'a pas été faite, je crois, et qui rend compte de la difficulté. Le christianisme était venu attaquer dans le monde le polythéisme, le panthéisme, et rétablir la connaissance et l'amour de Dieu dans le cœur des hommes. Or ces deux grandes erreurs régnaient partout, faisaient le fond de toutes les religions, de toutes les philosophies : elles avaient inspiré, façonné toutes les sociétés, toutes les civilisations ; mais elles n'étaient pas partout dans des conditions égales. En Orient, le polythéisme et le panthéisme, fondus ensemble, étaient encore puissamment organisés. La force de conservation qu'avait produite les mœurs et les institutions de l'Inde et de la Chine y produisit une force de résistance qui n'a pu être jusqu'ici vaincue par la prédication, et qui ne succombera peut-être que sous une action d'une autre nature. Dans le monde romain, le polythéisme occidental était depuis longtemps en décomposition. La désorganisation sociale que nous avons signalée au sein de cette civilisation en laissant les âmes souffrantes, vides et sans foi, les rendait plus accessibles aux consolations spirituelles qu'on leur apportait au nom de Jésus-Christ. Plus guérissable, parce qu'elle était plus malade et plus affaiblie,

plus digne de compassion, parce qu'elle était plus égarée, ce fut la brebis que le Bon Pasteur s'occupa d'abord de faire rentrer dans son bercail, en attendant que le moment soit venu d'y rappeler le reste de son troupeau.

Au iv^e siècle de l'ère chrétienne, la victoire dogmatique de l'Église était assurée dans l'empire romain. Le christianisme s'était assis sur le trône avec Constantin : la société avait accepté les solutions chrétiennes sur l'homme, sur Dieu, sur la vie présente et sur la vie future. La civilisation antique était atteinte dans son principe, par l'abjuration du polythéisme qui l'avait enfantée. Mais elle n'était pas encore abolie dans toutes ses conséquences sociales : le christianisme, maître des consciences, ne l'était pas encore de la société : il y avait des chrétiens dans l'empire, mais il n'y avait pas de civilisation chrétienne. Or, cette œuvre indispensable de transformation, par quoi se complète le triomphe de tout principe qui prévaut dans le monde, c'est au moyen-âge qu'elle s'accomplit, et c'est par l'invasion des Barbares qu'elle commence. Ici, Messieurs, j'entre tout à fait dans la seconde question que je me suis proposé de résoudre, celle de savoir pourquoi l'Église, qui n'a pu transformer et régénérer l'empire romain, a su fonder avec les Barbares une civilisation nouvelle et produire les nations de l'Europe moderne.

IV.

Et tout d'abord, je dois prévenir une objection qui se présente d'elle-même et qui est de nature à embarrasser votre bonne foi. Quoi, peut-on dire, vous prétendez que la religion est la base nécessaire de toute société, le principe générateur de toute civilisation, que le christia-

nisme est l'expression la plus complète et la plus pure des révélations divines, et voilà que l'empire romain, devenu chrétien, est renversé au lendemain de sa conversion. Est-ce ainsi que le christianisme sauve les peuples, et n'est-on pas fondé à accuser l'Église, comme l'ont fait de graves écrivains, d'avoir été la cause de cette grande catastrophe ?

Messieurs, l'objection peut sembler embarrassante, mais elle n'est que spécieuse, et elle tombe sans peine devant une simple distinction que suggèrent les faits et le bon sens. Je l'ai déjà indiquée tout à l'heure. En réalité, l'empire romain ne s'est pas converti : on est devenu chrétien dans l'empire ; mais à part ce qui touchait au dogme et à la pratique religieuse, dans tout le reste, l'empire est demeuré païen (1). La société n'a pu dépouiller le vieil homme, et elle est restée ce qu'elle était, à savoir dans les arts, dans les mœurs, dans les institutions, dans la législation, le produit du paganisme, avec toutes les maladies organiques que sa civilisation avait contractées sous cette influence, et qui devaient tôt ou tard l'emporter. Assise à son chevet,

(1) L'étude approfondie de cette époque a conduit M. Amédée Thierry à la caractériser comme je l'ai fait dans ces aperçus généraux. Après avoir décrit le matérialisme païen qui continuait à envelopper la société malgré sa transformation religieuse, il ajoute : « Le christianisme n'avait accompli que la moitié de sa tâche avec Constantin ; il était devenu le second culte de l'État, il s'était donné une hiérarchie puissante et marchait à grands pas vers la domination religieuse exclusive ; mais il n'avait point pénétré dans les mœurs : sa seconde mission, la plus difficile peut-être, était de s'assimiler la société qu'il avait conquise. Il fallait, pour y parvenir, faire descendre une âme chrétienne dans ce corps social façonné par le paganisme, et qu'un christianisme superficiel était impuissant à transformer. » (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} septembre 1864, p. 15. *Récits de l'histoire romaine au IV^e et au V^e siècle.*) Cette rencontre de vues avec l'historien, qui connaît le mieux cette époque, m'est trop précieuse pour que je n'aie pas tenu à la signaler ici.

l'Église l'a assistée dans ses derniers moments, et en a adouci l'amertume ; elle n'a pas fait, elle n'aurait pu faire davantage. Il y avait dans cette vieille société des abaissements, des épuisements à quoi rien ne pouvait remédier. Ce qui le prouve, c'est que la partie qui s'en est conservée jusqu'au xv^e siècle, le Bas-Empire, a toujours végété, et a vécu pendant mille ans d'une longue décadence terminée par une chute honteuse. Au reste, cette question est d'une importance telle, dans le sujet qui nous occupe, que je me propose d'y revenir bientôt en vous montrant, par l'étude des questions politiques et économiques qui s'y rattachent, les vices incurables de cette société, usée parce qu'elle avait abusé de tout, et devenue, par l'influence même qui avait présidé à sa formation, entièrement incapable de subvenir à ses besoins et aux nécessités de sa subsistance et de sa conservation. Cet examen nous fera voir que le christianisme doit être dégagé de toute responsabilité à cet égard, et que la société qu'il a ensevelie est bien morte par sa propre faute.

D'ailleurs, Messieurs, quand il s'agit de si grands événements, d'une pareille invasion et d'une pareille chute d'empire, ne sentons-nous pas qu'il y a là autre chose qu'un fait économique et politique, et que de telles catastrophes sont par dessus tout l'application des lois morales par lesquelles Dieu gouverne les nations ? En effet, il y a des crimes publics, comme il y a des fautes individuelles ; les peuples, comme les individus, font le bien ou le mal tour à tour, et ils sont soumis comme eux à l'application de la loi de mérite et de démérite, avec cette différence que l'homme étant immortel, c'est dans l'autre vie que son jugement définitif sera prononcé, et qu'il peut être

heureux ou malheureux ici-bas, indépendamment de sa bonne ou de sa mauvaise conduite. Il n'en est pas de même des peuples. Enfermés dans le temps, c'est dans le temps que leur destinée s'achève et qu'ils subissent leur arrêt. Tranquilles, heureux, glorieux ou puissants, selon les qualités qu'il possèdent et les vertus qu'ils déploient : avilis s'ils tombent dans la mollesse et le vice ; abaissés s'ils se laissent aller à l'orgueil ; anéantis s'ils n'y a plus chez eux assez de justes pour qu'ils vaillent la peine que Dieu les laisse vivre.

Or, Messieurs, tout cela s'accomplit dans le temps, c'est-à-dire, dans l'histoire, et c'en est une des lois fondamentales, qu'il faut signaler toujours, soit qu'on l'écrive, soit surtout quand on l'enseigne. En dehors de la notion de châtement divin, elle n'est plus qu'une énigme que ne résolvent pas les hypothèses de la fatalité, du hasard, du progrès indéfini, ou de l'aptitude particulière des races. Mais cette notion elle-même rend nécessaire le fait de la promulgation d'une loi supérieure, s'adressant à tous les hommes, ayant autorité sur chacun d'eux et sur l'ensemble, consacrant publiquement les idées de bien et de mal, de mérite et de démerite, d'épreuve, de châtement et de récompense, à travers lesquelles il faut envisager tous les événements de l'histoire, sous peine d'en bannir toute idée morale et toute notion de justice. De sorte qu'indépendamment de cette révélation intérieure qui se fait au cœur de chaque homme, qui est la loi de sa conscience et qui constitue la culpabilité ou la vertu de ses actes, la grande révélation extérieure et sensible est intervenue pour mettre d'accord la loi des familles et des peuples avec la loi des individus, créer la culpabilité des sociétés, des

civilisations qui la violent, et les rendre responsables de l'avenir qu'elles se préparent dans le temps, de même que l'homme est responsable de l'avenir qu'il se prépare dans l'éternité. A ce compte, et mis en regard des deux codes que Dieu a promulgués et dont l'homme sait toujours quelque chose, le grand empire qui s'était formé par le pillage et par l'exploitation de tant de peuples plus faibles que lui, qui avait si longtemps repoussé la vérité que lui apportait l'Évangile, qui s'était organisé de manière à en rendre l'application, ou restreinte ou impossible, cet empire violait trop ouvertement la législation naturelle ou surnaturelle promulguée par Dieu. Il refusait de rentrer dans les termes légitimes de la solution du problème de la destinée humaine ; il méritait de périr, il périt et ce fut de bonne justice.

Mais les châtimens divins ne sont pas seulement ceux d'un juge, ils sont aussi ceux d'un père qui frappe pour la correction du coupable et non pour son anéantissement. Nulle part ce mélange de justice et de miséricorde, qui sont les deux attributs de la Providence dans le gouvernement des choses de ce monde, ne se manifeste d'une manière plus éclatante que dans la direction donnée aux événements qui ont mis fin à l'empire romain. Sans doute, l'invasion barbare a causé bien des maux, produit bien des ruines, changé bien des conditions, bouleversé bien des existences, mais cette rigueur salutaire n'a détruit dans la société que ce qui achevait de l'user et de la perdre, pour donner l'essor à l'action du principe qui était seul capable de la ranimer ; de sorte que nul bouleversement de ce genre n'a eu dans l'histoire des résultats aussi féconds. La conquête de l'Occident par les Romains, tout en ren-

dant le service d'établir une bonne police dans un monde en désordre, n'a fait qu'y étendre et qu'y accélérer le progrès de la décomposition morale dont Rome était le foyer. La soumission de l'Orient par les Grecs, opération matériellement moins longue et moins douloureuse, n'a produit, par le frottement de civilisations corrompues et dévoyées, qu'un redoublement d'égarement et de corruption. Les courses armées des conquérants mongols n'ont été qu'un fléau éphémère, comme les ravages d'Attila, et il est impossible de voir dans l'épouvantable extermination d'hommes qu'elle a produite autre chose qu'une opération de la justice la plus rigoureuse. Tout ce que l'islamisme a touché de son glaive, s'est flétri, est mort ou va mourir. Seule, l'invasion germanique dans l'Europe occidentale a été suivie d'une régénération sociale, que Dieu avait préparée en déposant au sein de l'empire romain la grande autorité spirituelle à laquelle revient l'honneur d'avoir fait l'éducation chrétienne des peuples barbares de l'invasion, d'avoir achevé celle des anciennes populations de l'empire, et de les avoir amenées, les uns et les autres, à une civilisation qui fût autant que possible en harmonie avec les vraies solutions du problème de notre destinée.

C'était si bien le jugement de Dieu qui condamnait l'empire, que ce fut en dépit de toutes les volontés humaines qu'il fut renversé et ne se releva pas. On dirait que certains écrivains, jetant sur cette époque un regard superficiel et prévenu, se sont entendus pour imaginer, ce qui n'est nulle part dans les documents contemporains, une sorte de conjuration chimérique de l'Église et des Barbares pour se substituer au pouvoir des Césars et se

partager le gouvernement de la société. De ce que les événements ont réellement abouti à ce résultat, on les a supposés produits par des intentions et des calculs humains ; tandis qu'au contraire, nous voyons de part et d'autre, tant dans l'Église que chez les barbares, un égal désir de conserver l'empire que l'on respecte, que l'on redoute depuis tant de siècles, et qui paraît la forme définitive du gouvernement des nations. A part quelques esprits supérieurs qui comprennent bien, tout en le déplorant, qu'il se prépare une catastrophe méritée, à part quelques hordes plus barbares et quelques chefs plus terribles qui sont déchainés comme de véritables fléaux, uniquement pour détruire, et qui ne produisent qu'une épouvante passagère, il n'y a personne qui ne croie que l'empire ne subsiste toujours, alors même qu'il s'évanouit, à l'insu pour ainsi dire des contemporains ; et les chefs barbares qui deviennent des rois dans ses provinces, le chef de l'Église qui siège à Rome dans le palais de Latranus, continuent à s'incliner tous devant la majesté impériale, disparue de l'Occident, mais occupant encore le sommet de la société tout entière du haut du trône de Constantinople.

Cependant, le pouvoir impérial s'affaiblissait de plus en plus, et dans le fait sa suprématie tendait à n'être plus qu'une fiction. Mais cette fiction même prouve l'étendue du prestige qui continuait à l'entourer, et la force d'habitude qui courbait tout devant sa domination. Loin de voir les hommes travailler à détruire l'empire romain, nous reconnaitrons que tous les grands hommes des temps de l'invasion rêvent et tentent sa reconstruction. Et, arrivés au terme de nos études, nous verrons le plus glorieux

représentant de la race germanique, Charlemagne, s'asseoir enfin, le premier des Barbares, sous les auspices de l'Église, sur le trône de l'empire d'Occident, un instant restauré. Cette grande pensée politique qui était celle du Saint-Siège, et dont la réalisation aurait rétabli l'unité dans l'Europe occidentale, échoua devant la rencontre simultanée d'obstacles invincibles, qui firent de la fondation du Saint-Empire romain un idéal plutôt qu'une réalité, et qui donnèrent naissance aux nations modernes. Ici l'éducation chrétienne des Barbares était presque achevée ; ils avaient refusé de se confondre dans l'unité de l'empire renouvelé, mais ils allaient apprendre à devenir des peuples, et les bases de la civilisation chrétienne étaient jetées dans le monde.

Cette lente et patiente initiation des Barbares à la vie civilisée, qui est l'œuvre de l'Église, formera, avec les vicissitudes du sort de l'empire, l'un des points principaux de nos recherches pendant le cours de cette année. En présence de l'homme déchu par la barbarie, nous verrons l'Église procéder comme avec l'homme déchu par la civilisation, et agir par l'emploi des deux moyens qui lui avaient fait conquérir la conscience de l'empire romain. Ces deux moyens, indispensables instruments de toute éducation, furent et seront toujours la doctrine et l'exemple. Depuis saint Augustin jusqu'à saint Boniface, l'apôtre de la Germanie, il se forma pendant quatre siècles une chaîne de héros pacifiques qui combattirent la barbarie, sans autres armes que celles de saint Paul, la doctrine de Jésus crucifié et l'exemple du crucifiement de soi-même. Comme il arrive toujours dans ce genre de combat, presque tous perdirent la vie, mais il remportèrent la victoire ; la barbarie

se laissa peu à peu fléchir, et l'on vit des vertus toutes nouvelles germer dans des âmes qui n'avaient jusque-là connu que les joies du carnage et que les espérances des plaisirs sanguinaires de la Walhalla. Non-seulement les Barbares devinrent chrétiens, mais, au point de vue social, le christianisme obtint avec eux des résultats plus complets que dans l'empire romain converti. Cette différence tient à deux causes principales que l'étude des détails nous permettra de constater fréquemment. L'une, c'est que l'action du christianisme rencontra moins d'obstacles là où la civilisation était tout à créer, que là où il fallait en renverser ou en transformer une, endurcie dans sa routine et dans ses vices. L'autre, c'est que la nature barbare, plus brutale, mais plus vigoureuse, plus inculte, mais plus docile, a pu s'élever au niveau moral où l'Église appelle les peuples, plus facilement que les races antiques où le paganisme avait déposé les principes d'une flétrissure héréditaire et indélébile. Et il faut bien que ces causes aient agi dans ce sens et contribué à ces résultats, puisque là où leur action a manqué, là où l'empire d'Orient s'est maintenu, la société restée sous sa loi n'a jamais pu atteindre cette plénitude de vitalité chrétienne qui fut le partage des nations qu'a régénérées l'infusion du sang germanique. Dans le Bas-Empire, le christianisme, d'ailleurs affaibli dans ces contrées par le schisme grec, n'a produit qu'une civilisation débile et abâtardie, qui n'a rien gagné à échapper à l'invasion du v^e siècle, puisqu'elle était réservée à subir au xv^e le fléau bien autrement terrible de l'invasion musulmane.

V.

Messieurs, j'ai parlé bien longuement et je n'ai point fini encore. Il me reste à traiter une troisième question, que les discussions et les théories aventureuses de notre temps me font un devoir de poser et de résoudre : seulement, j'ai fermement résolu d'être bref, et je me contenterai de donner la solution du point capital de la difficulté.

Quand les Barbares devinrent chrétiens, et que le christianisme commença à déployer librement sur les peuples son action sociale, il n'était pas simplement une doctrine flottante, ni un enseignement d'école, agissant par influence ou par inspiration, et laissant à l'individu la liberté de l'interpréter ou de l'appliquer à son gré. Dès son origine, il avait été une société organisée, ayant, comme toute société, son gouvernement, et agissant par voie d'autorité ; il avait ses dogmes, sa hiérarchie, sa discipline, en un mot, il était déjà ce que nous appelons encore l'Église catholique. C'est cette Église qui répand le christianisme dans l'empire, c'est elle qui convertit les Barbares, c'est elle qui, par l'unité de la foi et de l'enseignement, établit l'unité spirituelle de la civilisation chrétienne, parmi les éléments les plus anarchiques et les plus discordants ; c'est elle, enfin, qui coordonne le moyen-âge et qui empêche qu'il ne soit réellement le chaos. Eh bien ! Messieurs, la question qui s'est posée de nos jours, et qu'on n'aurait jamais imaginée aux temps où le jugement était plus juste et le raisonnement plus rigoureux, est celle de savoir si la fécondité sociale du christianisme tient à l'institution de l'Église, et si le christianisme ne pourrait pas sans elle fonder des sociétés et conserver la civilisation.

Au fond, Messieurs, la question me semble sans objet, et, si je crois nécessaire d'en dire deux mots devant vous, c'est parce que je sais qu'elle est un piège où se prennent ceux qui la posent, et beaucoup de ceux à qui elle s'adresse. En effet je défie qui que ce soit de me dire ce qu'il entend par ce christianisme abstrait, que l'on distingue de l'Église pour le lui opposer, ou de me prouver que ce qu'il entend par ce mot, s'il parvient à le définir, est bien réellement le christianisme ; enfin, si tel qu'il l'entend, il a eu, il a, ou il peut avoir une réalité. S'il est réellement, il faut qu'il soit quelque part, qu'il ait une forme, quelques adeptes, quelques fidèles ; et alors reste à prouver encore que c'est bien le véritable christianisme. Si on ne lui donne aucune réalité extérieure, si on réduit le christianisme à n'être qu'un système vague, auquel on ajoute, on retranche, que l'on modifie à son gré, alors on n'a plus en lui qu'une philosophie un peu moins raisonnable que les autres, et assurément, on n'en peut faire sortir le principe générateur et conservateur d'une société.

Cette tendance à faire du christianisme un produit de la raison est assez générale de nos jours. C'est un abus de l'esprit philosophique. Autrefois, même au milieu des plus ardentes querelles religieuses, on n'avait jamais eu l'idée de ce christianisme en l'air, qui serait ce que chacun veut, c'est-à-dire, rien du tout, et qui n'est au fond qu'une négation du principe même de la révélation et une machine de guerre du rationalisme. Aussi est-ce une invention toute récente, suscitée par les besoins de la polémique contemporaine et dont il n'y a aucune trace dans l'histoire, qui nous montre toujours une Église toute formée dès la résurrection du Sauveur, et qui préexiste à tout le développement

du christianisme, lequel est son ouvrage, et puis à côté et en face d'elle, des sectes qui s'en séparent, mais qui prétendent que la doctrine du christianisme est en elles, et qu'elles sont la véritable église ; de sorte que, pour que la question devint sérieuse, il faudrait qu'elle fût posée entre l'Église et les sectes qui l'ont combattue.

Ici, Messieurs, le débat redevient purement historique, et nous avons les faits pour le décider. Est-ce l'Église, sont-ce les hérésies qui ont fait la civilisation chrétienne ? L'histoire du moyen-âge résoudra la question et vous savez d'avance en quel sens. La réponse sera décisive, même dès les temps que nous étudierons. Car, si une secte portant un nom d'homme pouvait posséder cette fécondité sociale que l'Église a déployée et qu'elle tient de son divin fondateur, assurément cet attribut se serait rencontré dans l'arianisme qui a joué un si grand rôle et qui remplira de son action stérile et funeste les quatre siècles que nous devons parcourir. Il a eu tout ce qu'il fallait pour réussir, le temps et la puissance, le concours favorable des hommes et des choses. Il a duré quatre cents ans et il a couvert plus de la moitié de la chrétienté ; et non-seulement, il n'a rien fondé, mais il a péri lui-même. L'événement nous prouvera qu'il n'avait pas en soi le principe de vie, et que le Verbe créateur, dont le *Fiat* fait les mondes, n'a pas parlé par la bouche d'Arius.

Donc, à côté des progrès de l'abaissement continu de l'empire et de l'occupation germanique en Occident, à côté de l'œuvre de l'éducation religieuse, politique et sociale des Barbares par l'Église, nous ferons une place digne du sujet, dans nos recherches, à l'étude de la lutte de l'arianisme et l'orthodoxie. Et là, nous recueillerons la confirmation d'une vé-

rité capitale qui sera, comme la moralité de tout ce cours, à savoir que rien d'utile, rien de grand, rien de bon, tant dans le gouvernement temporel que dans le gouvernement spirituel de la société, ne peut se faire sans le principe d'autorité et sans la tradition. Oui, Messieurs, je le dis bien haut, parce que je le crois, je le sais et je le prouve, là où est le principe d'autorité, là est aussi le principe de toute société et de toute organisation.

C'est là, sans doute, une parole bien dure pour les dispositions de notre temps. Mais l'enseignement n'a pas pour mission de caresser les faiblesses de l'opinion contemporaine, et j'ai toujours pensé que mon devoir était de chercher tranquillement, sans braver ni flatter personne, à satisfaire ce noble et secret besoin de vérité qui est dans le cœur de chacun de vous. Répétons-le donc, et on ne saurait trop le faire dans ce siècle dévoré de la soif de toutes les indépendances qui compromettent toutes les libertés, de la soif de toutes les innovations qui ruinent toutes les vérités, répétons-le au nom de l'histoire : la tradition, l'autorité sont les deux canaux qui font circuler la vie dans tout le corps social, et qui y répandent, non-seulement l'ordre et la force, mais la pratique de la vraie liberté. L'arianisme, comme tout ce qui lui ressemble, procédant tout d'abord par la rupture de ces canaux vivifiants, a été et ne pouvait être qu'un dissolvant dans le monde. Quant à l'Église qui les possède et qui les entretient, qui par eux distribue aux peuples, sans altération, sans déperdition et sans mélange, toute la vérité dont elle est dépositaire sur la grande question de la fin de l'homme à laquelle se subordonne la fin de la société, cette vérité absolue de l'ordre religieux, qui engendre toutes les vérités relatives de l'ordre social ; quant à l'Église, qui seule

a porté tous les fruits que l'humanité a recueillis du christianisme, elle n'est pas seulement une forme accidentelle appropriée aux temps et aux besoins du moyen-âge, elle est encore la vivante et véritable constitution du christianisme, historiquement et logiquement nécessaire pour le présent et l'avenir de la civilisation moderne.



TROISIÈME DISCOURS ⁽¹⁾

MOÏSE

HISTORIEN ET LÉGISLATEUR

I

Messieurs,

J'entreprends de traiter cette année un sujet que je vous ai annoncé autrefois, vers lequel je me sens entraîné depuis longtemps par la curiosité la plus vive, en même temps que j'en ai été éloigné par les plus légitimes hésitations. Je voudrais vous parler de Moïse, de sa vie et de sa mission divine, du livre d'histoire où il a raconté les origines du monde et les commencements du genre humain, enfin de son œuvre comme chef de peuple et comme législateur d'une nation qui porte encore l'empreinte ineffaçable de sa puissante main.

Certes, jusqu'ici je n'ai apporté dans cette chaire que des sujets d'étude qui fussent dignes de votre attention, et

(1) Ce discours, que j'avais préparé pour la rentrée de 1864, n'a pas été prononcé. Malgré ma résolution bien arrêtée d'affronter toutes les difficultés de cette entreprise, il s'en est présentée une dont je n'avais pas d'abord assez tenu compte, et devant laquelle je me suis vu obligé de reculer. Au moment de me mettre à l'œuvre, j'ai reconnu que l'insuffisance de mes ressources bibliographiques me rendait impossible de traiter mon sujet comme je l'entendais et de remplir tous les engagements du programme tracé dans ce discours. Trop de livres me manquent encore, qui sont indispensables pour l'examen des principales questions qui se rencontrent dans une telle étude. Ces livres, il faut

chacun d'eux est devenu pour nous l'occasion de poser et de débattre les problèmes historiques de l'intérêt le plus général et de l'ordre le plus élevé ; et, cependant, je doute qu'aucun d'eux puisse être mis en balance, quant à la portée et à l'universalité des questions qu'il soulève, avec celui qui va être cette année l'objet de nos travaux et de nos entretiens.

En effet, Moïse n'a pas été seulement le libérateur et le guide d'un petit peuple de l'Asie, qu'il a constitué par ses lois, après avoir, par son dévouement et par son courage, assuré son indépendance. Il ne s'est pas contenté de consigner dans les cinq livres d'histoire et de législation qui forment ce qu'on appelle le Pentateuque, les origines de la nation hébraïque qui est la seule dont on connaisse la tige, et dont il a fait le peuple le plus historique qui soit sur la terre. Cet homme unique a dû encore à la mission surnaturelle, dont Dieu l'a chargé, d'être appelé à travailler à une œuvre qui intéressait l'humanité tout entière, et de concourir pour sa part à l'exécution des plans divins sur l'avenir religieux du monde. Il a eu le sentiment, la notion claire et nette de ce grand rôle, et tout en exécutant sa tâche avec une humble et puissante docilité, tout en y associant, avec une autorité souveraine, le peuple d'Israël,

le temps de les réunir et j'ajouterai aussi de les étudier. J'ai donc pensé qu'il était sage de surseoir à l'exécution de mon dessein que j'ajourne, mais auquel je ne renonce pas. J'y reviendrai lorsque j'aurai trouvé les moyens, et pris le temps d'une plus complète préparation. En attendant, j'imprime ce discours tel, ou peu s'en faut, qu'il aurait été lu devant le public de la Faculté des lettres de Nancy. Tout insuffisant qu'il soit, il comble une lacune en complétant la série des grands sujets traités successivement dans mes cours, et il achève de fermer la période décennale d'enseignement dont ce volume est destiné à rendre compte.

qui en est resté l'instrument jusqu'à ce qu'elle fût accomplie, tandis qu'il travaillait dans le présent en vue d'un avenir que lui dévoilaient ses visions prophétiques, il a jeté sur le passé du genre humain un regard qui va au-delà de tous les témoignages et de tous les souvenirs, il s'est élevé pour expliquer l'origine des choses à des hauteurs qui donnent le vertige, il a connu des secrets qui sans lui restent inaccessibles à la pensée la plus curieuse et la plus pénétrante, et il nous a transmis sur Dieu, sur le monde et sur l'homme le mot décisif qui tranche toutes les questions essentielles et nécessaires, et contre lequel se débattent vainement ceux qui n'en veulent pas et qui poursuivent d'autres solutions.

De là, la condition extraordinaire et vraiment unique faite au livre de Moïse, et partagée par tous les écrits qui composent la sainte Écriture, d'être le livre le plus répandu, le plus lu, le plus étudié, le plus contesté, le plus défendu de tous ceux qui sont entre les mains des hommes. Tout particulier, tout national, tout local qu'il soit à tant d'égards, le Pentateuque, ou, pour mieux dire, la Bible elle-même, a des côtés par où on sent qu'elle touche à tous les peuples, à l'humanité tout entière, à chaque homme en particulier ; de sorte que dès qu'on la connaît, c'est pour elle, c'est contre elle qu'on se déclare, sans qu'il soit possible qu'elle reste pour qui que soit quelque chose d'indifférent. Certes, il y a d'autres livres religieux dans le monde, et nous aurons à établir entre eux et celui de Moïse de fréquentes comparaisons. Mais il est visible qu'ils ne sont tous que les livres d'un temps, d'un lieu et d'un peuple, et qu'aucun d'eux n'a conservé intact le dépôt de cette vérité générale universelle et divine qui est faite pour se répandre partout et pour durer toujours. « Seul entre

» tous les peuples de l'Orient, Israël a eu le privilège d'écrire
» pour le monde entier, » a dit un écrivain de nos jours (1),
qui, tout en remarquant ce phénomène, essaie d'en atténuer la
portée par l'explication qu'il en donne. A ses yeux, ce n'est
plus que l'effet des heureuses qualités dont était doué l'esprit
hébreu, la proportion, la mesure, le goût, et d'où résulte
« ce haut caractère de perfection absolue, qui donne à ses
» œuvres le droit d'être envisagées comme *classiques*, au
» même sens que les productions de la Grèce, de Rome
» et des peuples latins. » Mais il faut bien aimer à prendre
les choses par le petit côté pour ne voir là qu'une affaire de
forme, et ne pas comprendre que c'est par l'excellence et la
vérité du fond que s'explique cette domination de l'Écriture
sur le cœur et la pensée des hommes. Et M. de Bunsen a vu
bien plus juste et plus loin, quand il a fait observer que,
tandis que les autres peuples, Égyptiens, Chinois, Indiens,
Mèdes et Perses couvraient du secret de leurs hiéroglyphes
ou de l'étrangeté de leur langue des monuments religieux
qui ne contenaient que des croyances purement nationales,
les dépositaires de nos livres saints, sachant bien qu'ils
renfermaient la vérité faite pour tous les hommes, ont été
les seuls qui aient songé à les traduire pour les divul-
guer et les propager par toute la terre.

Ainsi, vous voyez se confirmer par ces hommages
rendus à l'universalité de l'Écriture, que proclament égale-
ment la foi et la science, l'idée que je me fais moi-même
de l'importance et de l'intérêt du sujet que je vous an-
nonce ; et vous devez comprendre pourquoi je regarde-
rais ma tâche comme incomplètement remplie, si je ne
faisais une place, dans mon enseignement, à ce livre d'his-

(1) M. Renan, *Études d'histoire religieuse*, p. 75, éd. 1864, in-18.

toire qui a le privilège de parler un langage et de renfermer des vérités qui s'adressent à tous les peuples, et à tous les temps. Toutefois, avant de m'y résoudre, j'ai été longtemps retenu par les objections qui se présentaient à mon esprit, et que je voyais aussi se produire autour de moi. On me disait, et je me le redisais un peu à moi-même : « Moïse, le Pentateuque, la Bible, c'est de l'histoire ecclésiastique ; c'est un sujet de faculté de théologie ; il n'est pas fait pour vos chaires laïques ; vous ferez bien de vous en abstenir. Restez dans l'histoire profane ; c'est un assez vaste champ pour vos recherches et vos travaux ; d'ailleurs, il est plus facile à cultiver. L'étude et l'interprétation de l'Écriture exigent des connaissances si étendues, si diverses et si spéciales à la fois, que l'idée seule en doit décourager les plus résolus. De plus, sur ce terrain, le choc des opinions contraires est inévitable, et vous êtes nécessairement engagé par là dans tous les périls d'une polémique sans trêve ni merci. »

De ces trois objections, une seule, après mûr examen, me parut grave et de nature à être prise en considération. Certes, ce n'est pas la première qui tombe d'elle-même devant les dispositions et les besoins de l'esprit public, à notre époque. La vieille distinction entre l'histoire ecclésiastique et l'histoire profane est à peu près abolie. Les ouvrages qui intéressent, qui préoccupent, je dirai même, qui passionnent le plus de nos jours, roulent sur des sujets qui, autrefois, n'auraient ému que le monde des controversistes et des théologiens. La question de critique biblique et d'exégèse sont sorties des retraites où les débattaient des hommes spéciaux, pour devenir le sujet de tout le monde. Elles remplissent les journaux et les revues ;

elles suscitent tous les jours des livres, dont la succession ininterrompue entretient la discussion et la rend inépuisable. A tort ou à raison, pour le bien ou pour le mal, je n'ai pas à le dire ici, et c'est un fait seulement que je constate, ces questions sont devenues du domaine public; chacun les discute, les décide, et elles sont tellement à l'ordre du jour, que loin de vous étonner de me voir les traiter dans cette chaire, vous seriez plutôt en droit de me reprocher de m'en abstenir. Il n'y a donc pas inopportunité dans un tel sujet, et je n'ai pas à tenir compte de cette première objection.

Quant aux luttes auxquelles il faut s'attendre sur ce terrain, je ne vois pas de raison qui me les fasse craindre, et je ne suis pas plus disposé à décliner ce nouveau combat que tous ceux que j'ai livrés jusqu'ici devant vous, et où, sans jamais blesser personne, j'ai pu dissiper plus d'une erreur et rétablir plus d'une vérité dans vos esprits. Loin de fuir la discussion sur les questions bibliques, je dois la chercher et l'affronter résolument, puisque c'est sur ce point que se portent aujourd'hui tous les coups de la critique négative, et que, si l'on veut prévenir les tristes effets de ses attaques, il faut, sous peine de succomber, proportionner la vigueur de la défense à celle de l'aggression. Ainsi, cette seconde objection n'est pas plus fondée que la première, et je vois, au contraire, des raisons d'agir là où d'autres apercevaient des obstacles et des motifs d'abstention.

Reste donc seulement debout l'objection tirée de la difficulté scientifique du sujet, et elle est si grave que c'est elle qui m'a entretenu dans les hésitations dont je vous ai parlé et qui ont longtemps retardé ma résolution. Oui, je

dois le déclarer, pour aller au-devant du reproche de témérité que vous seriez en droit de me faire, je sens vivement toutes les difficultés de cette étude, et je ne m'en dissimule aucune des exigences. Pour parler sagement d'un sujet qui touche à tout, il faudrait tout savoir. Toutes les sciences se sont mesurées avec la Bible. Encore aujourd'hui, quoiqu'elle ait su jusqu'ici se mettre en règle avec leur rigoureux contrôle, il n'en est aucune qui ne s'autorise de ses nouveaux progrès pour exiger d'elle une nouvelle vérification de son authenticité et de ses titres à la croyance des hommes. Impatient des limites que lui trace ce livre qui le dépasse, l'esprit humain dirige contre lui de continuel assauts, qui échoueront toujours, mais qui se renouvelleront sans cesse. L'histoire de cette lutte, qui n'est pas toujours de la malveillance hostile, mais qui trop souvent est de la curiosité téméraire et mal dirigée, est liée à celle de toutes les sciences, dont le concours a été successivement invoqué dans ce grand conflit, chronologie, linguistique, géologie, paléontologie, épigraphie et déchiffrement des signes mystérieux des vieux âges, chimie, physique, histoire naturelle, anthropologie, ethnologie, mythologie comparée, tout cela mis au service des systèmes philosophiques qui aspirent à remplacer la religion ; de sorte que pour rendre un compte exact du mouvement de cette polémique, il ne faut rien ignorer du progrès incessant de l'esprit humain, et c'est à peu près tout le cercle entier de l'encyclopédie que l'on a ainsi à parcourir.

Or, Messieurs, c'est là un effort qui dépasse la mesure ordinaire du travail imposé à l'historien, et s'il devait être accompli par un seul homme, il est évident qu'il serait

au-dessus de ses forces et que le plus vigoureux esprit n'y pourrait suffire. Mais qu'on se rassure à cet égard : à côté de l'aggression qui dirige contre le Pentateuque et les autres livres des Écritures, toutes les connaissances humaines, il y a l'effort collectif des savants qui veillent à la défense des livres saints et qui transforment en moyen de résistance les mêmes armes qui, entre d'autres mains, servent à les attaquer.

On oublie trop souvent qu'il y a deux camps en présence, et un double état de la question à suivre pour être bien au courant du débat. On pourrait croire, d'après les prétentions d'une certaine école qui s'attribue le monopole de la critique et de la science, qu'en dehors de ses travaux négatifs et destructeurs, il n'y a sur la Bible et l'Évangile que des actes de foi aveugles et opiniâtres, et qu'un homme éclairé ne peut continuer à croire à l'autorité de ces livres, qu'en fermant les yeux de parti pris sur les difficultés qu'on y a signalées, et qu'en ne tenant aucun compte des exigences de la raison et de la science. Or, il est évident que c'est là une idée très-incomplète et très-fausse de la situation des partis. Car, s'il y a des savants qui attaquent l'Écriture, il y a d'autres savants, les valant bien, qui s'emploient de toutes leurs forces à les défendre. Grâce à eux, la science apologétique se maintient toujours au niveau de la science agressive ; et le chrétien, qui veut se rassurer sur l'objet de sa foi, n'a qu'à consulter leurs travaux pour savoir à quoi s'en tenir sur la valeur réelle des difficultés et des objections qui l'inquiètent. Il peut se convaincre, au prix d'une étude dont le résultat vaut bien la peine qu'elle donne, que rien de ce qui contredit formellement l'Écriture n'est d'une autorité scientifique soli-

dement établie, et que tout ce qui est incontestable la laisse intacte ou la confirme.

Ce travail, qu'il serait bon que chacun de nous pût entreprendre et exécuter au moins une fois en sa vie, et auquel on ferait bien mieux encore de revenir sans cesse, nous l'entreprendrons ensemble cette année, avec l'espérance de le mener à bonne fin. C'est donc parce que je me bornerai à n'être que le rapporteur exact et consciencieux des travaux de l'apologétique chrétienne, en les mettant en regard de ceux de la critique négative, c'est parce que je veux seulement m'informer et me mettre au courant de ce que les savants de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France ont écrit sur la question dans ces deux derniers siècles, et constater le point où ils l'ont amenée de nos jours, qu'il m'a semblé que la tâche me deviendrait moins lourde, et que je me suis enfin décidé à l'entreprendre. Ainsi s'est dissipée la seule objection qui pût m'arrêter dans mon dessein. En réunissant dans un seul foyer tous les rayons lumineux, épars dans les travaux de plusieurs générations de savants et d'érudits; en nous appuyant de l'autorité de leur science, dont notre grand labeur sera de nous approprier les résultats, il m'a semblé qu'il était possible de soutenir avantageusement toutes les thèses de l'apologétique chrétienne, touchant Moïse et le Pentateuque, de repousser les objections, les attaques auxquelles elles ont donné lieu, de nous démontrer enfin que Moïse est bien le véridique historien du genre humain dans ses rapports avec Dieu, pendant les premiers âges du monde, qu'il a été le législateur inspiré des hébreux, chargé par une mission divine de fixer chez ce peuple des vérités et des promesses qui allaient partout s'altérer ou s'évanouir, et qu'un autre acte de révélation

devait plus tard remettre, agrandies et réalisées, à la disposition de l'humanité tout entière.

Vous comprenez, Messieurs, à la nature de ces préliminaires, dans quel sens je veux traiter mon sujet et quelles sont les conclusions auxquelles le travail de cette année nous fera aboutir. Aussi bien, n'ai-je pas besoin de vous faire de nouvelles déclarations à cet égard. Voilà dix ans que je vous parle, dix ans que vous venez m'entendre, et vous savez que depuis ce temps, ma parole ne s'est jamais ni contredite, ni démentie. Or, si dans tous les sujets que nous avons étudiés ensemble, j'ai toujours tenu compte dans l'histoire, non-seulement de ce que nous pouvons savoir des actions des hommes, mais encore de ce qu'il faut légitimement croire de l'intervention divine ; si j'ai toujours poursuivi, dans mes considérations historiques, cet accord de la raison et de la foi, aussi nécessaire et aussi difficile à établir dans l'ordre intellectuel et moral, que l'est dans l'ordre politique, l'union du pouvoir et de la liberté, ce n'est pas lorsque j'ai à vous parler du livre qui porte témoignage de l'action de Dieu sur le monde, que je puis oublier mes principes et désertier la doctrine qui est l'âme de mon enseignement. Prendre la Bible pour ce qu'elle est, et Moïse pour ce qu'il se dit être ; accepter ce qu'il raconte de lui-même, et regarder l'Écriture comme un livre d'histoire authentique et véridique, et non comme un fantastique recueil de légendes et de mythes, c'est bien là, vous le savez d'avance, ce que j'ai résolu de faire, non-seulement par un sentiment de convenance qui serait déjà un bon guide en pareille matière, mais surtout par devoir de conscience et, pour ainsi dire, par une nécessité de ma raison.

Tout se réunit donc pour vous garantir la parfaite sincé-

rité du langage que j'aurai à vous faire entendre, en retour de laquelle je vous demande la continuation de l'attention bienveillante et sympathique, que vous m'avez accordée jusqu'ici.

A ces dispositions, qui ne vous ont jamais fait défaut, j'ose encore vous prier d'accorder à mon sujet quelque chose de plus que la curiosité ordinaire, et de vouloir bien, autant que possible, vous mettre au point de vue et entrer dans le sentiment où je me place, afin que nous puissions marcher du même pas dans la route que nous allons parcourir. En effet, il faut se taire et s'abstenir sur un pareil sujet, ou ne l'aborder qu'avec respect et recueillement. Le siècle dernier a complètement manqué à ce haut devoir de convenance. Il a fait de Moïse et de ses livres, de l'Écriture tout entière, un objet de risée, les parodiant, les travestissant avec une impiété moqueuse, sarcastique, souvent obscène, presque toujours inepte d'ignorance et de sottise. Or, je ne crains pas de dire que cela lui a porté malheur : car c'est en se jouant d'un livre respectable par-dessus tous les livres qu'il en est venu, à travers le mépris de toutes choses, jusqu'à ce mépris de lui-même qui a été le prélude de sa propre ruine.

Disons-le à l'honneur de notre temps, car c'est un signe de régénération intellectuelle et morale, il a rompu avec cet esprit de dénigrement qui flétrit tout ce qu'il touche, autant qu'il déshonore celui qui en est atteint ; et c'est un grand progrès pour lui que d'être revenu à l'Écriture, sinon encore avec le respect de foi religieuse, dont les âges précédents lui accordaient l'hommage, au moins avec ce respect de raison que la science doit à tout objet qu'elle interroge, et à qui elle demande de bonne foi la vérité qu'il

renferme. C'est ce genre de respect que je suis en droit de réclamer de vous tous, persuadé qu'en obtenant cela de votre bonne volonté, tout le reste est assuré, et que l'étude où nous nous engageons deviendra le plus important et le plus fructueux de tous les enseignements. Car, avec le respect scientifique de la Bible (pourvu qu'il soit sincère et ne serve pas à masquer une hostilité subtile et plus funeste, que l'aggression ouverte et brutale), il n'est personne, quelque savant qu'il soit, quelle que soit la science spéciale qu'il cultive, qui n'en vienne à reconnaître qu'il n'y a aucun antagonisme nécessaire et sérieux entre les connaissances acquises à l'homme par ses propres recherches et les affirmations bibliques. Car, si ces dernières dépassent quelquefois les conceptions et les lumières de l'esprit humain, elles ne les contredisent jamais ; et quand, au lieu d'un regard distrait et prévenu, on leur accorde le genre d'attention respectueuse et désintéressée que je réclame, on s'aperçoit facilement qu'elles résolvent d'une manière certaine et satisfaisante toutes les grandes questions relatives à Dieu, à l'homme et au monde, et qu'on ne peut rompre avec elles, sans qu'il se fasse à l'instant même une étrange diminution de la vérité parmi les hommes.

Aussi, je m'assure, Messieurs, que vous m'accorderez sans peine ce que je vous demande. Il n'en coûte plus beaucoup à personne d'avouer que la Bible n'est pas un livre méprisable, et que la science doit compter avec elle. La critique l'a trouvée exacte sur tant de points, que, le surnaturel mis à part, son autorité, sur tout le reste, n'est plus mise en question. Certes, on a encore bien du chemin à faire pour se replacer au vrai point de vue d'où l'on s'est écarté sans raison satisfaisante, et pour comprendre

que toutes les parties de l'Écriture sont solidaires les unes des autres, et qu'elles ont toutes la même autorité et la même valeur. En attendant, depuis qu'elle s'est fait accepter par certains côtés, elle a déjà regagné une partie du terrain perdu, et cette réhabilitation sur des points importants, quoique secondaires, pourra contribuer à relever la fortune de tout le reste. Voilà qui doit donner à réfléchir, et l'on finira peut-être par reconnaître combien il est contradictoire et déraisonnable d'admettre, dans le même livre, l'association d'une exactitude qui va jusqu'au positivisme, avec des procédés de composition qui ne seraient plus seulement de la poésie, mais qui, étant donné le ton de ces récits, toucheraient pleinement au charlatanisme et au mensonge.

J'ose espérer que, pour prix de nos efforts sincères et soutenus, nous en viendrons tous là, et qu'avec le respect scientifique pour point de départ, nous pourrions reconquérir cet autre genre de respect, qui ramène l'homme, fatigué des révoltes et des égarements de sa pensée, à s'incliner devant les enseignements de l'Écriture et à dire dans son cœur ce que le poète le plus sceptique de ce siècle, lord Byron, avait écrit de sa main sur les feuillets de sa Bible :
« Dans ce livre auguste est le mystère des mystères.
» Ah ! heureux entre tous les mortels ceux à qui Dieu a
» fait la grâce d'entendre, de lire, de prononcer en prières
» et de respecter les paroles de ce livre ! Heureux ceux
» qui savent forcer la porte et entrer violemment dans les
» sentiers ! Mais il vaudrait mieux qu'ils ne fussent jamais
» nés, que de lire pour douter ou pour mépriser (1). »

(1) Byron, *OEuvres complètes*, trad. A. Pichot, éd. 1836, t. VI, p. 241.

Certes, le poète avait bien raison, en se laissant emporter par ce noble élan de son âme ! S'il n'y a rien de plus déplorable que de tomber dans le doute ou dans le mépris à l'égard des saints livres, je ne sais rien de plus heureux que de conserver dans son cœur l'intelligence et l'amour des vérités qu'ils renferment, et de concilier en soi le respect de foi et de raison, pour la lettre et l'esprit de l'Écriture. Oui, il n'y a pas d'état plus satisfaisant pour l'homme que ce repos dans une vérité qui satisfait à la fois toutes les facultés de son être ; qui, en même temps qu'elle donne à son cœur l'amour qui peut le remplir, à sa liberté la loi qu'elle doit suivre, apparaît aussi à sa raison comme l'objet réel et certain de la connaissance. Heureux accord de ce qu'il faut croire avec soumission et de ce qu'on peut savoir avec liberté ! Précieux équilibre de la foi et de la science qu'il faut maintenir si on l'a gardé, qu'il faut rétablir si on l'a perdu ! Eh bien ! Messieurs, c'est cette harmonie entre la foi spontanée du simple fidèle et la foi réfléchie du savant, que j'entreprends de restaurer ou de raffermir en vous et en moi, par le travail de cette année, sans que les droits de la raison en souffrent, sans que l'autorité de la foi en soit amoindrie, de manière à bien nous convaincre que ce que nous croyons n'est pas en contradiction avec ce que l'on doit raisonnablement penser, avec ce qui se peut certainement savoir.

Mais comme il en est plusieurs qui s'efforcent d'accréditer l'idée qu'une telle entreprise est impossible, qu'on y échouera toujours, que la croyance et la science sont condamnées à une guerre irréconciliable, éternelle, et qu'il faut se résigner à ne plus compter parmi les savants, si l'on persiste à faire acte de foi dans le surnaturel et le di-

vin de l'Écriture, il faut que je m'attache d'abord à dissiper ces préventions et à combattre quelques-uns des sophismes qui les entretiennent. Ce n'est pas seulement Moïse et le Pentateuque, c'est la Bible tout entière, qui se trouvent engagés dans le débat. Mais ce qui sera démontré pour le tout, le sera également pour la partie. Ce que nous concluerons sur toute l'économie de la Révélation en général, sera aussi ce que nous devons conclure touchant la mission de Moïse, sur son caractère et son rôle comme historien et comme législateur. Si nous réussissons à établir que ni la raison, ni la science n'autorisent qui que ce soit à nier l'ordre surnaturel et son action sur le monde et dans l'histoire, le reste suivra de soi. Il ne nous en coûtera plus beaucoup d'établir, dans la suite de nos études, que c'est bien Dieu qui agit et qui parle dans la Bible, où tout est inexplicable sans lui, et que la mission de Moïse reste un mystère incompréhensible dans ses causes, dans ses procédés, dans ses résultats, si l'on n'y admet l'intervention divine, telle qu'elle est attestée par celui qui est à la fois, l'acteur et l'historien de ces grands événements.

Voilà la discussion préparatoire qui servira aujourd'hui de prélude à nos études subséquentes, et à laquelle nous allons consacrer la seconde partie de ce discours.

II.

Et d'abord qu'on sache bien qu'il ne s'agit pas ici de sonder le secret des dogmes et des mystères de la religion et d'en essayer une démonstration catégorique. Une telle entreprise serait plus que téméraire, et je tiens à ce qu'on ne m'attribue pas des intentions qu'il serait déraisonnable de concevoir. Sans doute, j'affirme l'accord de la foi avec

la raison , mais je ne prétends pas effacer leur distinction, les ramener l'une à l'autre et réduire la religion à n'être plus qu'un fait scientifique. La religion restera toujours ce qui se croit sur la parole de Dieu, la science ce qui se peut savoir par l'effort de l'esprit humain. Aussi toutes leurs lumières ne dispensent pas les plus savants de l'acte de foi : ce n'est jamais que par lui qu'ils peuvent atteindre cet ordre de vérités, qui n'est pas du ressort de la science, et où pénètrent si facilement ceux qui, mieux avisés, se contentent des preuves pratiques et sensibles qu'il leur prodigue et qui sont la meilleure de toutes les démonstrations. Que si le progrès de nos connaissances nous pousse à en rechercher la vérité spéculative , et à lui faire subir l'épreuve d'une vérification scientifique (besoin assurément très-légitime et qu'il faut, non pas réprimer, mais satisfaire, quand il se produit), il ne faut pas oublier alors que notre vue est courte, que nos moyens d'investigation sont limités, et qu'il y a en toutes choses une partie de la vérité qui doit toujours rester pour nous du mystère. Cela est incontestable pour les phénomènes de l'ordre naturel, à plus forte raison en doit-il être ainsi des faits surnaturels qui sont la matière de la croyance et qui constituent la religion. Il suffit que nous soyons rassurés sur la compétence et l'autorité de celui qui nous les fait connaître ; et c'est là le point où doit porter notre vérification. Quant à l'objet de la foi, ce qu'il a de mystérieux ne nous autorise pas à le révoquer en doute. Dès qu'il est établi, qu'il vient de bonne source, qu'il est divin dans son origine, il a le genre de preuve qui lui convient, et l'homme n'a plus le droit de le contester.

Il y a donc une différence d'attribution entre la religion

et la science, et c'est faute de la bien saisir que tant d'esprits s'imaginent, de nos jours, qu'ils trouveront dans la science de quoi remplacer les croyances de la religion qu'ils rejettent. Non, la libre recherche ne peut aboutir, sur ces matières, qu'à des opinions mobiles et contradictoires, dont ne se contentent pas longtemps ceux-là même qui les trouvent, et l'expérience nous prouve combien il y a d'imprudence à vouloir chercher seuls une vérité pour laquelle nous avons besoin d'être enseignés. C'est de plus un vice de méthode, car on ne peut demander au procédé scientifique que ce qu'il est capable de donner. Or, il est clair que ce n'est que par des communications supérieures que nous pouvons connaître les vues de Dieu sur l'homme, et il suffit, pour s'en convaincre, de considérer ce que savent, ce que disent et où en sont sur ce point ceux qui font dépendre de leurs conceptions ou de l'investigation scientifique la solution du problème de notre destinée.

Donc ce qu'on doit demander à la science, ce n'est pas l'objet même de la foi, mais la vérification des titres de la foi. La science humaine n'en pourra jamais faire davantage, et pour croire avec certitude et sécurité, il faudra toujours s'en rapporter au mot souverain, venu d'en haut, qui apaise notre curiosité impuissante et inquiète, et qui nous fait entrevoir dans le temps une partie du mystère de l'éternité. Voilà pourquoi et comment l'acte de foi n'est pas un acte scientifique. La foi n'est pas de la science, parce que son objet est au-dessus de la science. Mais il est nécessaire qu'il en soit ainsi, et cela n'entraîne pas pour la raison le droit de rompre avec elle. De son côté, pour que la science soit fondée à rejeter une affirmation dogmatique, il faut qu'elle soit démontrée fautive et déraisonnable ;

et, en faisant son enquête, il faut que le savant n'oublie jamais que ce qui est au-dessus de sa raison n'est pas contraire à la raison.

Mais du moment qu'on est dominé par le préjugé de l'opposition nécessaire de la religion et de la science, on ne veut plus admettre cette distinction des vérités de foi et des vérités de raison, et l'on discrédite ceux qui la maintiennent en les accusant de porter atteinte à l'indépendance de l'esprit humain. « Vous admettez, nous dit-on, l'inspiration de Moïse, vous croyez à la divinité des Écritures ; mais c'est là un parti pris d'avance ; vous avez des conclusions toutes faites : ce n'est pas de la science désintéressée, ce n'est pas de la libre recherche. » Mais quoi ! n'est-ce donc que par la négation systématique que se manifeste la liberté de l'esprit ? Lorsqu'au lieu de procéder tout simplement à l'examen et à la vérification des dogmes et des faits qui constituent une croyance, on a d'avance la résolution bien arrêtée de les nier absolument, et de les ruiner jusque dans leur principe même, comme le font ceux qui déclarent que le surnaturel n'existe pas, croit-on qu'on est soi-même dans de bonnes conditions pour faire de la science désintéressée et de la libre recherche ? Il faut bien qu'on le sache, à l'égard de la religion personne de nous n'est à l'état de table rase. Nous sommes tous, plus ou moins, sous l'empire de dispositions intérieures qui nous dominent et qui influent sur nos études et nos jugements en matière religieuse. Il y en a qui doutent de bonne foi, c'est vrai ; mais ceux-là sont plutôt disposés à se laisser instruire qu'à disputer. Les autres (je ne parle pas des indifférents qui ne comptent pas), sont déjà pour ou contre, et savent d'avance à quoi s'en tenir. Nier qu'il en

soit ainsi, c'est méconnaître tout à fait l'état du cœur humain, et singulièrement restreindre le champ où se vide ce grand débat. Ne m'alléguez donc pas que j'ai le parti pris d'affirmer, car je pourrais vous répondre que vous avez celui de contredire. Et alors, je vous demanderai ce que devient, en présence de cette résolution préconçue, ce prétendu désintéressement de votre libre recherche qui sait bien qu'elle ne cherche que des raisons à l'appui d'une négation qui, dans son point de départ, n'a rien de scientifique, et qui souvent est déjà toute formée dans le cœur, alors qu'on a encore bien peu de science et de raison au cerveau. Cessez donc de vous targuer d'un vain avantage que vous n'avez pas et dont vous vous prévaluez à nos dépens.

Il est donc faux de prétendre qu'il y a ici deux partis, dont l'un abjure la liberté, la science et la raison pour se courber aveuglément sous le joug d'une croyance, et dont l'autre a le monopole des travaux de la pensée, et en affronte tous les périls pour agrandir le domaine de l'esprit humain. Il y a tout simplement là deux manières différentes de comprendre les rapports de la raison et de la science avec la religion, et dont l'une n'est pas bonne, parce qu'elle fait oublier que l'essence de la religion est d'être au-dessus de la raison par son objet, et de la science par son origine. Ce qui le prouve, c'est que ceux qui ne veulent pas admettre qu'il est des points sur lesquels l'homme a besoin d'être enseigné, qui méconnaissent l'étendue des droits de la religion et la mesure des forces de la science, qui n'acceptent pas de l'une ce qu'elle leur présente, et qui demande à l'autre ce qu'elle ne peut donner, ceux-là sont trop souvent entraînés à dépenser en pure perte, sur les questions

religieuses , toutes les ressources de leur érudition et de leur talent, et à entreprendre des œuvres que la religion réprouve d'avance et que la science finit toujours par désavouer. Quand on subit un échec de ce genre , il est évident qu'on s'y est mal pris , et qu'un vice originel de doctrine et de méthode atteint vos œuvres dans leur source, et les condamne d'avance à être stériles et funestes. Ce qu'il y aurait de mieux à faire alors , si l'on voulait être sage, c'est de reconnaître qu'on s'est trompé , de revenir sur ses pas, de changer de route, et surtout de renoncer à l'incroyable prétention de se croire appelé à changer les lois qui , jusqu'ici , ont présidé aux opérations de l'esprit humain, et à accomplir une révolution dans le monde de la pensée.

Car il ne s'agit de rien moins aujourd'hui , et c'est au nom de la critique qu'on s'engage dans cette aventure et qu'on reprend, dans des conditions nouvelles, l'œuvre de négation entreprise et poursuivie , au siècle dernier, sous les auspices de la philosophie. Or, si jamais la philosophie n'a été aussi en péril qu'entre les mains de ceux qui , au xviii^e siècle , s'étaient intitulés les philosophes, on en peut dire autant de l'histoire religieuse de l'humanité depuis qu'on a vu s'abattre sur elle cette nuée de savants qui, de nos jours, se regardent comme les seuls représentants de la critique. Pourquoi donc ce procédé logique de vérification des faits de l'histoire qu'on appelle la critique et qui, de tout temps, a servi à discerner le vrai du faux, et à déterminer les vraies conditions de l'autorité du témoignage des hommes , n'est-il plus qu'une arme de guerre et un instrument de démolition dirigé par une certaine école contre la grande tradition religieuse du genre humain ? Cela

est assez facile à faire comprendre , et les motifs que j'en vais donner, en même temps qu'ils établiront que le procédé dont il s'agit n'a de la critique que le nom, nous serviront aussi à montrer que nous avons raison de rester fidèles aux vieilles règles de la critique, et que nous sommes en droit de continuer à être des hommes de foi, sans renoncer à être des hommes de science et de raison.

Il est évident que si la critique qui est ici en cause est irrévocablement condamnée à ne produire que des œuvres négatives sans vérité et sans vie , dès qu'elle touche aux questions d'histoire religieuse, cela tient à ce que sa première démarche consiste à détruire l'objet même de ses recherches. Elle s'annonce comme voulant étudier la religion, et elle commence par la supprimer. Imagine-t-on le botaniste ou le géologue soutenant que les plantes et les minéraux n'existent pas et construisant des classifications imaginaires, non avec les objets qu'ils peuvent observer, mais avec des corps fantastiques rêvés par leur imagination ? Ici l'extravagance d'un tel procédé saute au yeux, parce qu'elle est sensible ; mais elle n'est pas moins réelle dans l'ordre de faits dont s'occupe la critique. Avant toute étude, antérieurement à tout examen de preuves, à toute vérification de témoignages, voilà des érudits qui disposent arbitrairement des faits de l'histoire religieuse, de tous les récits de l'Écriture et qui les regardent comme non venus. « Ces faits n'existent pas, disent-ils, les livres de l'ancien et du nouveau Testament ne sont pas des livres d'histoire, parce qu'ils contiennent des miracles , que les miracles supposent le surnaturel, et que cela est contraire à ce principe qu'il nous plaît d'établir et dont nous faisons l'axiome premier de la critique nouvelle, à savoir que le surnaturel n'existe pas et

que le miracle est impossible. » Et partant de là, les voilà qui remanient à leur gré tous les récits de la Bible, et qui nous refont, chacun à leur manière, des histoires de la religion où il n'y a plus de miracles, il est vrai, mais qui renferment de bien plus étonnantes merveilles, et qui ne sont plus que des visions, j'allais presque dire des hallucinations de la science. Car il est bien permis de qualifier ainsi les œuvres remplies de ces inventions bizarres, de ces tours de force, de ces prodiges d'imagination que l'on met à la place des faits qu'il s'agit de supprimer. Eh bien ! qu'est-ce que de tels procédés ont de commun avec la vraie critique ? Évidemment ce n'est plus du discernement, ce n'est plus de la science : c'est de la haute fantaisie que personne ne prend au sérieux, dans le fond, et qui, cependant, circule et fait son chemin parmi la foule, en se donnant comme le dernier mot de la science, et comme l'expression la plus haute du progrès de l'esprit humain.

Mais si la critique avait raison dans les axiomes qu'elle s'est faits et qui sont ses points de départ, si réellement il n'y a pas de surnaturel, si le miracle est impossible, que deviennent alors la Bible et l'Évangile ? Il est certain que voilà leur autorité plus que compromise, et que tout en continuant à les entourer d'hommages officiels et d'un respect de convention, on en viendrait à s'avouer à soi-même qu'on ne peut plus y croire, et à se laisser séduire par ces systèmes d'interprétation naturaliste, symbolique ou mythique, qui ne sont que des manières ironiquement scientifiques de s'en débarrasser tout à fait. Mais cette impossibilité du miracle, cette négation du surnaturel, ces prétendus axiomes de la critique nouvelle, qui ne sont que le contre-pied de ceux du sens commun, tout cela, c'est

précisément ce qui est en question, et c'est ce que ne prouvent pas ceux qui en font la base de leur méthode de vérification historique. Ainsi, toute la critique négative ne repose que sur des suppositions sans preuves, transformées en axiomes, qui, loin de frapper par leur évidence, choquent le bon sens par leur absurdité.

En effet, supprimer le monde supérieur, vouloir se tenir constamment en dehors du surnaturel, le nier en principe, prétendre que ce qui n'est pas dans la nature sensible n'est rien, ou n'est qu'une idée, cela équivaut à nier Dieu, cela est déraisonnable, et l'absurdité de ces négations saute aux yeux. Car non-seulement Dieu est (et toute assertion contraire vous place en dehors de la raison), mais il est supérieur à l'homme et au monde de toute l'incommensurable supériorité de l'infini sur le fini, du nécessaire sur le contingent, et l'on ne peut méconnaître la différence de nature qui le sépare des êtres créés, sans être aussitôt entraîné par la logique, dans le néant de l'athéisme, ou dans le panthéisme et ses dévorants abîmes. Voilà des assertions évidentes qu'il suffit d'énoncer pour les faire admettre, et dont il serait inutile et déplacé ici d'entreprendre la démonstration. Cependant, ceux d'entre vous qui désireraient plus de lumières sur ces points capitaux, je les renvoie à un livre qui vient de porter aux erreurs que je combats un coup mortel (1), et d'où il ressort, avec la dernière clarté, que la négation du surnaturel n'est qu'une forme déguisée de la négation de Dieu, et que, non content d'être une rupture avec la foi religieuse, elle est aussi une contradiction et un démenti donnés aux principes logiques nécessaires, et aux axiomes de la raison.

(1) *Les Sophistes et la Critique*, par l'abbé Gratry, p. 78, 126.

Mais ce n'est pas assez de rétablir la possibilité logique et métaphysique du surnaturel et d'en justifier la croyance auprès du bon sens, il faut aussi défendre la possibilité des faits qui attestent son intervention active et vivante dans le monde, de ces faits dont Moïse et tous les auteurs des livres saints portent témoignage, et pour cela, il faut prouver que la fin de non recevoir, qu'on oppose à la réalité du miracle n'est pas plus fondée en raison, que la négation de l'existence du surnaturel.

Dans l'introduction de sa *Nouvelle Vie de Jésus*, le docteur Strauss, remarquant que le rejet du miracle est le *credo* de toutes les écoles philosophiques de nos jours, invoque, pour justifier cette négation, l'autorité de l'argument sceptique de Hume, qu'il déclare irrésistible. Or, cet argument peut se résumer ainsi : « Dans le miracle, l'in vraisemblance du fait doit l'emporter sur le témoignage du plus honnête homme. » Et l'on donne pour signe de l'in vraisemblance du miracle qu'il n'est conforme à aucune loi. Or, c'est là tout ce que le scepticisme du siècle dernier a trouvé à dire de plus fort contre le miracle, rien de plus, rien de moins, et voilà ce que Strauss déclare irrésistible. En vérité, c'est se contenter à peu de frais, car ce prétendu argument n'est autre chose encore qu'une supposition fausse et sans bases.

Non, il n'est pas vrai de dire que le miracle n'est conforme à aucune loi. Comme tous les autres phénomènes, il a la sienne, ou, ce qui revient au même, sa raison d'être, qui le motive et qui satisfait l'entendement. Seulement cette loi, il faut l'aller chercher dans un ordre d'idées et de rapports plus élevés que ceux qui règlent les choses du monde physique. C'est un procédé de plus employé par

Dieu, l'être spirituel et invisible par excellence, pour se manifester, et par lequel il reprend sa place et recouvre ses droits dans ce monde matériel, auquel l'homme est toujours enclin à se laisser asservir. Toujours la nature subjugué notre faiblesse par ses enivrantes fascinations. Quoique destinée à n'être que le signe de la puissance de Dieu et le reflet de sa gloire, elle est si séduisante et si belle que l'homme, affaibli par la déchéance de son être, ne tarde pas à y assujétir son cœur, à y absorber son intelligence. Voilà l'effet que Dieu détruit par le miracle ; il ressaisit sa créature qui lui échappe, et il rétablit l'ordre dans le monde de la pensée. Il rompt le charme qui retient l'homme sous le joug de la nature, en manifestant sa souveraineté sur la nature ; il guérit par elle le mal qu'elle fait à l'homme, et la ramène ainsi à sa destination, qui est de faire connaître son auteur et de le révéler à ses créatures intelligentes. Telle est la plus haute raison philosophique du miracle, celle qui en remet dans tout son jour, contre l'argument de Hume, la loi et la cause, et qui justifie le mieux l'adhésion de tant d'esprits supérieurs qui se sont inclinés devant les témoignages de nos Écritures, et qui ont cru à la vérité des faits surnaturels, par lesquels Dieu entretient parmi les hommes la connaissance de sa puissance, de sa justice et de sa bonté (1).

Mais la foi au miracle a encore bien d'autres assauts à subir. On affecte de la regarder comme une superstition

(1) Renfermé dans les limites d'un seul discours, je ne puis traiter à fond ce vaste sujet. Je renvoie, pour plus de développements, aux apologistes spéciaux, et principalement au beau et savant livre intitulé : *Les Évangiles et la Critique au XIX^e siècle*, par M. l'abbé Meignan, récemment promu à l'évêché de Châlons.

engendrée par l'ignorance, dont le progrès des sciences a guéri les esprits cultivés, en attendant qu'il en affranchisse aussi tout le reste. « Le miracle, dit-on, c'était l'inexpliqué. Depuis que les savants ont scruté les secrets de la nature, le champ du miracle se rétrécit, l'explication scientifique remplace la foi au merveilleux, la notion du surnaturel s'efface peu à peu des esprits, et n'appartiendra bientôt plus qu'à l'histoire du passé, comme une faiblesse de l'esprit humain dans des siècles d'ignorance et de ténèbres que le progrès des lumières a dissipées sans retour. » Mais ne voit-on pas que l'on confond ici le progrès des sciences physiques que le temps engendre, avec l'origine de la religion, qui reste toujours un fait divin et qui ne se comprend que par l'enseignement qui l'a donnée à l'homme ?

En effet, en dépit du progrès des sciences, le vrai miracle, celui que reconnaît la vraie critique, échappe toujours à toutes les explications essayées par l'esprit humain. Toute tentative de ce genre n'a-t-elle pas échoué jusqu'ici ? Autrefois, on attendait tout de l'interprétation naturaliste : n'est-elle pas complètement décriée aujourd'hui ? L'interprétation mythique et légendaire, sur laquelle on compte tant en ce moment, ne le sera-t-elle pas demain ? Quant aux explications physiologiques des aliénistes et des médecins qui ne voient dans l'inspiration et dans les faits surnaturels que de l'hallucination et des cas pathologiques, ne donnent-elles pas envie de penser que leurs auteurs sont quelque peu sujets à des accès de ce délire dont ils supposent que toute l'humanité est atteinte ? Non, pas un de ces systèmes ne peut tenir contre les objections qu'il soulève, et aucun d'eux n'a fait faire un seul pas en avant à la question. Les miracles de l'Écriture, à partir de la création jusqu'à la ré-

surrection de Lazare, n'en restent pas moins là, debout, inexplicables, parce qu'ils sont inexplicables, si ce n'est par la cause surnaturelle qu'atteste l'histoire sainte, et qu'aucun effort de l'esprit humain n'a pu et ne pourra jamais supplanter.

Mais on insiste, et contre les miracles du passé, on allègue qu'il ne s'en fait plus de nos jours. Mais qu'importe ! Et en admettant que cette allégation soit vraie, quel avantage en prétendez-vous tirer ? Est-ce que cela porte atteinte à l'existence du surnaturel ? Dieu peut cesser de faire des miracles, mais son action sur l'univers dure toujours. Il ne cesse pas pour cela d'être le maître de toutes choses, de gouverner le monde moral par la justice et la miséricorde, et d'entretenir dans la nature le mouvement et la vie. A moins de se déclarer franchement panthéiste, on ne peut admettre que l'ordre naturel existe et se conserve sans l'ordre surnaturel. Le miracle n'est que la moindre partie de l'action de Dieu dans le monde. Ce n'est qu'un fait local, temporaire, approprié à des fins particulières et destiné par dessus tout à rappeler à l'homme, par la singularité de l'exception, ce qu'il oublie devant la continuité de la règle, à savoir que Dieu est là, invisible et tout-puissant, derrière et au-dessus des phénomènes de la nature, et que la nature n'est pas Dieu.

Mais, enfin, on tient beaucoup à faire remarquer que le miracle disparaît et qu'il n'entre plus comme autrefois dans le tissu de l'histoire. Encore une fois, qu'y a-t-il à conclure de là contre la réalité des miracles avérés ? Et d'abord, croit-on qu'ils aient jamais été bien fréquents ? La superstition, l'imagination, l'imposture même ont bien pu en multiplier les contrefaçons et les apparences ; c'est ce qui rend

les histoires du monde païen si remplies de faits surnaturels. Mais de vrais miracles qui, vus de près, attestent la main divine, et qui ne tendent qu'à établir, comme dit Bossuet, le culte de Dieu et la sainteté de vie, il n'y en a jamais eu beaucoup. A considérer la longueur des temps renfermés dans les saintes Écritures, il faut avouer que le nombre de ceux qu'elles rapportent n'est pas considérable. On sent bien qu'ils restent des faits exceptionnels et clairsemés, destinés à frapper l'attention et à rappeler à l'homme des vérités qu'il oublie, ou à en promulguer de nouvelles. Aussi, les voit-on se multiplier aux moments où il s'agit de fonder ou de rétablir les croyances, au temps de Moïse ou de Jésus-Christ, par exemple, parce qu'il faut alors donner les preuves qui susciteront la foi dans le présent, et dont le souvenir suffira à la maintenir dans la suite.

Les miracles du passé nous donnant les faits qui constituent notre croyance, on comprend que s'ils ne se reproduisent plus, c'est que la preuve est acquise et qu'il ne servirait à rien de la renouveler. Leur cessation ne prouve rien contre leur réalité, pas plus que la cessation de la vie d'Alexandre n'autorise à conclure qu'il n'a pas existé. Si les miracles étaient quotidiens et permanents, ils se confondraient avec l'ordre habituel et leur effet serait manqué. L'homme n'en serait plus frappé, et retomberait en face d'eux, comme en face des merveilles de la création, dans l'oubli de Dieu et dans le culte de la matière. Si donc les miracles n'ont qu'un temps, c'est qu'ils ne sont nécessaires qu'en un temps, ce qui ne les empêche pas d'avoir été vrais et d'être toujours possibles. Ils sont nécessaires à l'origine des choses, qu'on ne peut comprendre sans un acte surnaturel, et qui atteste toujours le coup de main du Créateur. Ainsi la création a

été un miracle avant que fut constitué cet ordre régulier que nous sommes si enclins à croire éternel et immuable. Ainsi le peuple d'Israël, ainsi l'Église sont nés de l'action surnaturelle qui les a suscités d'une manière visiblement miraculeuse, et qui, tout en se cachant plus tard, n'en continue pas moins à agir et à rester la cause de leur conservation.

Je dis plus : non-seulement le miracle est nécessaire à l'origine des choses, mais il est nécessaire au début de l'éducation religieuse de l'homme. Ce n'est que par des signes sensibles qu'il peut commencer à comprendre la distinction de Dieu et du monde, et à connaître lequel des deux il doit adorer. Le miracle, c'est l'enseignement primaire des vérités religieuses, c'est l'alphabet de la religion. Pour ceux qui n'en veulent pas, la religion reste lettre close. J'ai toujours remarqué que les plus grands penseurs n'allaient jamais bien loin, ni surtout bien droit dans leurs hautes spéculations sur les rapports de l'homme avec Dieu, quand ils éliminent les faits visibles et attestés qui les déterminent, et qu'ils dédaignent la voie humble qui mène si bien au but les petits et les simples. Outre que l'homme n'est jamais que petit devant Dieu, et qu'il fait toujours bien d'être simple avec lui, prétendre résoudre de tête la question religieuse sans tenir aucun compte des données objectives qu'elle soumet à notre examen, c'est comme si l'on voulait faire jaillir les sciences de son cerveau, sans avoir rien étudié de leurs éléments, sans avoir même appris à lire les livres qui les contiennent. Si jamais personne n'est arrivé à la science en procédant de la sorte, où croit-on qu'on en peut venir en fait de religion, si l'on rejette le surnaturel et les miracles, dont la néga-

tion, en supprimant l'objet et le motif de la foi, équivaut à supprimer la religion elle-même, et laisse l'âme humaine dans un vide affreux, dans la solitude la plus désolante, à moins qu'elle n'ouvre la porte à l'invasion des plus monstrueuses extravagances.

Il est encore une objection, que je tiens à réfuter en passant et que l'on oppose souvent aux miracles et aux dogmes qui en résultent. On dit que si les vérités religieuses étaient si évidentes qu'on le prétend, personne ne serait assez fou pour ne pas les voir et risquer sa destinée en les contestant ; et on attribue à leur obscurité et à leur incertitude la résistance de l'homme à les accepter. Un tel langage révèle une ignorance complète de la condition et de la nature du cœur humain. Certes, les vérités morales sont bien claires et bien précises, et ce n'est pas faute de les connaître que les hommes ne les observent pas, et qu'en dépit du spectacle quotidien des châtimens de l'inconduite, par exemple, ils risquent tous les jours leur fortune, leur honneur et leur vie pour jouir des voluptés qui les attirent, et que leur interdit la vertu. Qu'on ne s'y trompe pas, la question religieuse touche trop à la vie pratique pour qu'on ne soit pas autorisé à appliquer le même raisonnement au parti qu'on prend à son égard, et l'expérience est là pour nous apprendre le rapport intime qu'il y a entre la décadence morale des nations et les progrès du scepticisme et de l'incrédulité.

Ainsi, de quelque côté qu'on les considère, les prétendus axiomes de la critique négative sont en contradiction formelle avec la raison. En contradiction avec la raison spéculative, puisque nier le surnaturel et le miracle, c'est nier Dieu, c'est éterniser l'ordre naturel de l'univers, y assu-

jétir tout l'ordre moral et y enchaîner Dieu lui-même ; c'est enfin introduire dans le monde la fatalité la plus inexorable, et dans la divinité l'impuissance la plus ridicule. En contradiction avec la raison pratique, puisque ces négations entraînent logiquement celles de toutes les notions morales, celles de l'idée de loi, de devoir, de sanction, qui ne sauraient subsister si Dieu ne reste distinct du monde, en dehors et au-dessus de lui, pour y assurer le règne de l'éternelle justice. Or, dans l'ordre intellectuel, ce qui n'est pas de la raison ne peut être (car il faut toujours qu'on soit quelque chose) que de la fantaisie et de l'arbitraire. Oui, nier un dogme, mystérieux sans doute, mais rendu évident par les signes qu'il donne de sa vérité, rejeter des faits, extraordinaires, il est vrai, mais visibles et attestés par des témoins irrécusables, ce n'est plus faire acte de science, de raison et de critique, c'est un acte de volonté capricieuse et sans règle. C'est user du pouvoir discrétionnaire, que l'esprit humain possède, de se mettre au-dessus de l'expérience et des faits et de se rire de la logique et du bon sens. C'est transporter dans le gouvernement de la pensée ce système que l'on reproche avec raison à ceux qui l'introduisent dans le gouvernement des choses politiques, c'est faire de l'arbitraire, c'est enfin appliquer à un ordre de choses, où elle est encore plus déplacée qu'ailleurs, cette fière et insolente parole qui fait sourire, quand elle ne peut pas faire trembler :

Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.

On ne saurait trop le redire, ce procédé de critique appliqué à l'histoire religieuse de l'humanité, détruit l'histoire et abolit en même temps la religion. Transporté dans toute

autre science, il y produirait les mêmes ravages, puisqu'il tend à supprimer l'objet extérieur et sensible de la connaissance, et qu'il n'en conserve que la partie subjective et idéale. Sans doute, la science complète n'est pas seulement le produit de la perception externe. On peut bien faire du positivisme, mais on ne fait pas de la science, même de la science naturelle, uniquement avec de l'expérience et de l'observation. Il faut que la faculté maîtresse, la raison, se mette à l'œuvre pour atteindre la vérité qui se cache derrière le fait visible que l'on constate. Mais quoiqu'il en soit, c'est toujours l'observation qui est la base de la conception du savant, et tout ce qui n'y est pas conforme est justement relégué parmi les chimères. Par quelle étrange dérogation aux règles logiques de toute méthode, dès qu'il s'agit de la science de la religion, refuse-t-on de se conformer à ces principes ? On repousse ce qui s'observe, ce qui se peut expérimenter ; on ferme les yeux devant les signes visibles par lesquels le mystère du surnaturel se manifeste à nous ; on nie les faits qui s'imposent par leur existence même ; on emploie toute son industrie à les éliminer de l'histoire, ou à leur contester tout caractère de réalité. Là où il y a des perceptions, on ne veut voir que des conceptions de l'esprit humain ; là où il y a des récits de témoins véridiques, on ne voit que des mythes et des légendes. On s'attache à faire passer pour de la poésie ce qui est de l'histoire ; on réduit des dogmes à être moins que des systèmes et des opinions, de sorte qu'on en vient à abolir la religion dans son fond caché et dans sa forme sensible, à anéantir jusqu'à l'idée de croyance, ou, ce qui revient à peu près au même, à donner aux hommes le droit d'en disposer au gré de leurs caprices, de leurs intérêts, de leurs idées, ou de leurs passions.

Maintenant, vers quel terme une telle direction de la pensée humaine pourrait-elle la conduire ? Serait-ce réellement à la négation de toute idée religieuse, à la suppression de toute religion. Non, cela est impossible. L'athéisme ne sera jamais qu'une aberration individuelle. Dieu s'impose tellement, par l'infinité de sa présence, à l'intelligence et au cœur de l'homme qu'il ne peut se soustraire au sentiment et à l'idée qu'il en a. Il en est poursuivi, obsédé, même lorsqu'il s'en détourne ; il peut les transférer, mais les supprimer, jamais. Or, c'est ce travail de translation qui est en train de s'accomplir sous les auspices de doctrines, qui ne suppriment Dieu de ce monde que pour pousser l'homme à se mettre à sa place. Jamais on ne se passera d'une religion et d'un culte, et si l'on réussit à abolir le culte du Dieu véritable, extérieur et supérieur à la création qui est son œuvre, de même que l'antiquité, en l'oubliant, s'est perdue, sauf le peuple hébreu, dans le culte de la nature, de même la civilisation moderne, détachée du christianisme, irait se perdre, sauf l'Église, dans le culte de l'humanité.

Et de fait, on ne peut nier que le panthéisme humanitaire ne soit en progrès de nos jours. Il a son art, sa littérature, sa philosophie, sa critique, sa politique ; il gagne tous les jours du terrain sur les mâles et salutaires enseignements du christianisme, au milieu d'une société inattentive et séduite, qui ne s'apercevra de sa faute que lorsqu'elle en subira les conséquences. Au xviii^e siècle, quand le panthéisme, qui constituait le fond de toutes les religions antiques, et que l'Évangile avait fait disparaître, fut ressuscité par Spinoza, il souleva une répulsion profonde, et il fut l'objet d'une vigoureuse polémique qui le fit rentrer dans l'ombre. Mais aujourd'hui, voici que Spinoza reparait en

triomphe, entouré d'une escorte nombreuse et bruyante, qui le proclame le premier des penseurs, et qui l'élève au rang où Descartes avait été placé par son siècle. Cela suffit pour nous faire mesurer la différence de deux époques, et pour apprécier combien la nôtre est menacée dans la possession de ces vérités saines qui entretiennent la vie morale au sein des peuples, et qui sont les principes conservateurs des sociétés.

Rénovateur du panthéisme dans le monde moderne, Spinoza devait être amené par le besoin de sa cause à s'en prendre au livre qui renverse le panthéisme par la base, en établissant historiquement la distinction formelle de Dieu et du monde. C'est lui qui a commencé cette guerre, qui reprend de nos jours plus vive et plus acharnée que jamais ; c'est lui qui a posé les principales thèses de la négation contemporaine, et qui le premier a porté la sape à l'édifice des livres saints, en commençant par l'auteur du Pentateuque, dont il dépouille les écrits de leur authenticité, et dont il ramène l'inspiration aux proportions d'une simple supériorité d'intelligence et de volonté sur ses semblables. C'est bien Spinoza qui est le véritable ancêtre de cette critique négative, qui ne sachant pas discerner au point de départ, ne peut arriver qu'à confondre et à détruire, et qui ne s'arrêtera que quand elle aura édifié son néant sur des ruines. Interrompue par la résistance du xvii^e siècle, reprise sous une autre forme au xviii^e, nous la voyons revenir, à l'assaut de la vieille et imprenable citadelle, vive, alerte, pleine d'espérance, tellement enivrée d'elle-même, de son présent, de son avenir, qu'elle en oublie son passé, qu'elle prend sa résurrection pour une vraie naissance, et qu'elle se fait dire par un de ses représentants qu'elle est « née

de nos jours ; » ce qui ne vise qu'à faire entendre qu'elle est le dernier produit, et, par conséquent, le plus précieux et le plus cher du progrès de l'esprit humain.

En réalité, il y a longtemps que la critique existe, et que les hommes s'en servent bien ou mal, comme ils font de toute chose, selon qu'ils savent ou qu'ils veulent bien ou mal faire. La critique de sens commun qui est à l'usage de tout le monde, qui consiste à juger de ce qu'on voit, et à discerner, par exemple, le fait naturel et constant du fait exceptionnel et miraculeux, cette critique a existé de tout temps, quoi qu'elle ait été de tout temps une faculté rare et précieuse. La critique savante a existé dès qu'il y a eu des savants, et Leibnitz qui écrivait à l'abbé Nicaise, « il ne faut pas négliger ou mépriser l'anatomie, l'histoire, les langues, la critique (1) » aurait été en droit de se faire expliquer de quel genre de critique, on devait annoncer la naissance deux cents ans après lui ; et sa polémique contre Bayle et Spinoza ne nous laisse aucun doute sur le jugement qu'il aurait porté sur la critique qu'on prétend que nos jours ont vue naître.

Non, ce n'est pas la critique qui est née de nos jours, mais un renouvellement de polémique contre l'Écriture sainte, peut-être avec plus de moyens d'attaque, à cause du progrès de l'érudition et plus d'habileté stratégique que chez les devanciers, par suite du progrès de l'esprit sophistique, mais sans qu'il y ait là rien de nouveau dans le fait en lui-même qui était hier et qui sera demain. Ce qui est né encore de nos jours, c'est plus de chance de succès pour la négation qui trouve l'opinion publique moins défendue qu'autrefois contre l'invasion de l'erreur, ayant été travail-

(1) Leibnitz, édit. Dutens, t. II, 1^{re} part., p. 243.

lée depuis longtemps, en Allemagne surtout, par des philosophies malsaines qui ne peuvent manquer de porter atteinte au bon sens public, et d'altérer partout le tempérament intellectuel des peuples. Je veux parler des doctrines de Kant et de Hegel qui ont mis en œuvre, pour n'aboutir qu'à se tromper et à égarer les autres, une force d'esprit prodigieuse, et qui ont préparé les esprits à accepter les conclusions de la critique négative, en accréditant deux idées aussi fausses que funestes, à savoir la subjectivité de la connaissance et l'identité des contradictoires (1).

On sait bien, et il est inutile de le redire, que les penseurs qui lancent une erreur dans le monde, ne sont pas entièrement responsables des conséquences qu'elle entraîne, en ce sens qu'ils ne les ont jamais voulues, ni prévues toutes ; la portée de l'esprit humain ne pouvant pas aller jusqu'à savoir d'avance ce qui naîtra de bien ou de mal de ses œuvres. Néanmoins, je crois qu'indépendamment des causes permanentes qui suscitent une guerre continuelle contre le christianisme et ses monuments historiques, il faut tenir grand compte de l'influence exercée de nos jours par les doctrines sceptiques et panthéistiques des écoles de l'Allemagne. Ce sont elles qui, en inculquant dans les esprits des théories trop conformes aux mauvaises dispositions du cœur humain, la théorie de la subjectivité de la connaissance, qui rend l'homme indépendant, souverain dans le domaine de la pensée, la théorie de l'identité des contradictoires qui lui permet de faire équation entre le fini et l'infini, entre lui et Dieu, ont ranimé la guerre contre les livres qui opposent à ces aspirations et à ces tendances

(1) Voir pour le développement de cet aperçu le chapitre I de l'excellent livre de M. Caro, *L'idée de Dieu et ses nouveaux critiques*.

un obstacle infranchissable. La critique négative n'est autre chose que l'arme de guerre de ces philosophies ; et elle s'est chargée de les débarrasser du livre qui les gêne, en établissant à tout prix, par le concours de toutes les sciences mises en réquisition pour cette campagne suprême : 1° que l'Écriture, depuis le Pentateuque jusqu'aux Évangiles, n'est pas authentique, qu'elle n'est qu'une collection d'écrits sans nom et sans autorité ; 2° qu'elle n'est pas un livre d'histoire rapportant des faits appuyés sur des témoignages ayant autorité, mais un recueil de traditions populaires, de mythes et de légendes, où chacun peut tailler le roman qui lui plaît selon le goût critique et la raison d'art. Tel est le thème et comme le programme convenu de l'école, qui passe de main en main, et sur lequel chacun travaille de son mieux en poursuivant, les yeux fermés à tout ce qui les contredit, des conclusions prises d'avance et qu'il faut à tout prix faire prévaloir. Aussi, cette préoccupation de la critique négative étant bien et dûment constatée, nous nous croyons en droit de dire que nous pensons qu'elle se moque, quand elle parle de son indépendance d'esprit et du désintéressement de sa libre recherche.

Quant au succès de ses attaques, l'expérience du passé montre assez clairement ce qu'il en doit être dans l'avenir. On a déjà vu un siècle de science et de philosophie marcher à l'assaut des livres de Moïse et essayer de le trouver en défaut, dans ce qu'il dit sur l'homme, sur le monde et sur Dieu, afin d'ébranler ses affirmations dogmatiques. Or, qu'est-il arrivé de ce premier engagement ? C'est que les assertions de Moïse se sont trouvées d'accord avec toutes les vérités constatées par la science, et qu'en bien des cas, elles avaient devancé ses découvertes. On a reconnu que

la cosmogonie de la Genèse, semble être un pressentiment des observations de la géologie, que la chronologie de la Bible est ce qu'il y a de plus raisonnable et de plus conforme à toutes les indications tirées des monuments et du spectacle de la nature, que les traditions primitives qu'elles nous a conservées, sur les premiers âges de l'humanité, sont confirmées par les souvenirs confus des autres peuples, et que la Genèse est le seul exemplaire authentique et complet des antiques archives du genre humain. Soumis sur tous les points à l'enquête et au contrôle de la science, Moïse est sorti de cette épreuve à son avantage, et cette première vérification, qui va se renouveler dans la crise présente, a déjà mis une fois en lumière l'indestructible vérité du Pentateuque et de l'Écriture, dont il est le fondement.

Maintenant, si l'on veut se donner le spectacle d'un contraste instructif, il n'y a qu'à considérer où en sont, à l'heure qu'il est, les œuvres par lesquelles la philosophie du siècle dernier prétendait en finir avec l'Écriture ? Quoi de plus délaissé et de plus discrédité aujourd'hui que la polémique anti-biblique de Voltaire et de son école ? C'est au point que ces écrivains, qu'on trouvait si hardis et si forts et qui ont un instant régné sur l'opinion, ceux-là même, qui semblent vouloir reprendre leur œuvre, ne les ont qu'en médiocre estime et les déclarent franchement dépourvus de critique. Quant à eux, ils se flattent de mieux réussir et ils s'en vantent. Mais il y a une chose qu'ils ne prévoient pas. C'est que le même sort les attend demain ; après un moment de vogue (ceux qui peuvent l'obtenir, car ce triste avantage n'est pas donné à tous), ils ne trouvent plus partout que le dédain et l'oubli. Le moment viendra où

leur critique sera appréciée de tous (car c'est déjà chose faite auprès d'un grand nombre), pour ce qu'elle vaut ; ils passeront eux et leurs écrits, et la Bible et l'Évangile resteront le livre de la parole de Dieu et des consolations de l'humanité.

L'exécution rapide et complète qui vient d'être faite dans le monde savant du roman, qui voulait passer pour un cinquième évangile, nous montre assez que les ouvrages de ce genre n'ont pas de lendemain, et qu'on entend peu les intérêts de sa gloire, quand on la met à en composer de semblables. Ce n'est pas qu'on doive juger par un livre véritablement faible, et jugé comme tel par tous les partis, du mouvement général de polémique qui se fait en ce moment contre les livres du christianisme. Il a produit bien d'autres ouvrages qui, sans être plus vrais, sont plus sérieux de forme, et plus solides de fond, que la *Vie de Jésus*. Pris à leur source, les travaux de l'école de Tubingue, par exemple, ont un air de science qu'ils perdent dans les pâles imitations qu'on en accommode au goût français. Mais ce qu'il faut savoir aussi, c'est que, s'il y a de la science dans les productions de l'exégèse rationaliste, il n'y en a pas moins dans les ouvrages de ceux qui leur répondent. Car, je le répète, nous oublions trop en France qu'il y a partout une science chrétienne, qui suit pas à pas la science incrédule et qui réfute toutes ses attaques. On l'oublie en ce moment pour l'Allemagne, comme on l'oubliait au siècle dernier pour l'Angleterre. Alors on ne savait rien chez nous des excellents travaux apologétiques par lesquels l'Église anglicane défendait ce qu'elle avait conservé de foi contre les attaques du scepticisme, tandis que tous les arguments de l'incrédulité, tous les sophismes des

Schaftesbury et des Bolingbroke popularisés par Voltaire, circulaient partout et séduisaient toute cette société frivole et libertine. De même aujourd'hui, à en croire quelques écrivains, rapporteurs partiiaux et incomplets du mouvement intellectuel de l'Allemagne, il n'y aurait de l'autre côté du Rhin que des savants voués à toutes les thèses hostiles à l'Écriture et acharnés à sa destruction. On verra tout le contraire dans les développements de ce cours, et ce sera une de nos tâches de montrer qu'il y a en Allemagne, comme ailleurs, à côté de savants protestants, une phalange d'écrivains catholiques, qui combat vaillamment pour l'autorité des écritures et qui a reconquis sur Baur et sur Strauss, une grande partie du terrain qui semblait perdu.

De cet examen, il résultera pour nous un point important à établir, c'est qu'il n'est pas vrai que le monde savant soit en rupture complète avec la religion. Si réellement la qualité d'érudit, de savant était incompatible avec la croyance, et qu'elle imposât toujours des solutions négatives, il y a longtemps que les livres saints seraient condamnés et qu'il n'y aurait plus d'esprit cultivé qui voulût consentir à y croire. Mais il n'en va pas ainsi dans le christianisme, et lui seul présente le spectacle d'une croyance qui se discute et qui se soutient. Cela est unique dans le monde, et cela doit donner à penser. L'islamisme n'a pu subir cette épreuve. Quand l'esprit scientifique et critique, se développant dans la société musulmane, s'est mis à battre en brèche le Coran, l'orthodoxie ne s'est sauvée qu'en étouffant l'essor de la pensée et qu'en sacrifiant à sa conservation la liberté de l'esprit humain. Sans cette politique d'intolérance, l'islamisme était perdu, car l'islamisme

n'a pas de preuves, tandis que le christianisme répond à tout et peut toujours se justifier devant la critique, la science et la raison.

Il n'y a donc pas à s'alarmer de la recrudescence d'hostilité dont il est aujourd'hui l'objet. Car si l'aggression a le triste privilège de faire, au moment où elle se produit, plus de mal que n'en peut réparer la défense, elle doit toujours s'attendre à être repoussée, et ce n'est jamais à elle que reste le dernier mot. Non-seulement, elle ne peut susciter une œuvre durable et qui ait de l'autorité pour tout autre que son auteur, mais il n'est aucune de ses attaques et de ses objections qui, après le débat contradictoire, se soutienne et demeure debout. Allez au fond de tout ce qui contredit formellement l'Écriture, qu'y trouvez-vous, à côté de quelques difficultés spécieuses, qui s'évanouissent toujours à l'examen, si ce n'est des hypothèses sans base, des faits mal compris, des doutes transformés en certitude, et trop souvent toutes les illusions, toutes les témérités d'une ignorance présomptueuse ? Je sais qu'on a pu quelquefois s'y tromper ; il s'est fait, et il peut se faire encore, des découvertes scientifiques, dont se prévaut l'incrédulité, dont s'alarme la foi, à tort de part et d'autre, car, ordinairement, la religion n'est nullement en cause dans ce débat. De temps en temps, il résulte de ces méprises des conflits regrettables, sans doute, mais qui ordinairement ne durent guère. Suscités par la précipitation naturelle à l'esprit humain, ils s'apaisent avec la réflexion, et cela finit toujours par un rapprochement entre la religion et la science, qui ne sont pas divisées par elles-mêmes, mais par la faute des hommes. Ainsi, qu'importe à la foi que la terre tourne et que la prière de Josué n'ait pas eu réellement à

arrêter le soleil? Ne comprend-on pas depuis longtemps qu'il s'agit d'un phénomène décrit dans son effet apparent et sensible, et dans lequel la question scientifique n'est nullement engagée (1)? Que de malentendus de ce genre qui disparaissent à l'examen, et qu'un peu plus de respect et d'égards pour l'Écriture, ferait bien facilement éviter!

Mais on ne sait pas encore assez généralement qu'il faut y regarder à deux fois avant de se mettre en contradiction formelle avec la Bible. Loin de là, des savants, très-circonspects, d'ailleurs, et fort prudents dans toutes leurs autres assertions, n'ont besoin que des apparences les plus futiles pour trouver la Genèse en défaut. Ils se jettent avidement sur toute découverte qui semble la contredire. Le souvenir des déconvenues de l'incrédulité d'autrefois ne rend pas plus sage l'incrédulité d'aujourd'hui. Elle se prend toujours aux mêmes pièges, et jusqu'ici la déception de la veille ne l'a pas mise en garde contre la déception du lendemain. Qu'importe qu'il ne reste plus rien des objections du passé, en voici de nouvelles avec lesquelles on espère bien cette fois en finir. C'en est fait de la création avec la génération spontanée (2), de l'unité et de la fixité des

(1) Je tiens à ce qu'on lise à ce sujet une note pleine de sens de la *sainte Bible* de M. Wallon, et qui doit mettre fin à toute dispute sur ce point tant débattu. La voici textuellement transcrite : « *Le soleil arrêté par Josué.* — Ce passage est fameux. Des théologiens s'en appuyèrent pour persécuter Galilée et nier son système : par des représailles naturelles, des philosophes s'en sont appuyés pour combattre l'Écriture et sa divine inspiration. En cela, ils ne se sont guère montrés plus sages. Quand il est question des mouvements célestes, on n'a jamais en vue que les apparences. La Bible ne parle pas de la marche du soleil autrement que les astronomes de nos jours. » (*La Sainte Bible*, p. 546.)

(2) Telle a été du moins, principalement au début de cette dispute scientifique, la pensée d'un grand nombre, parmi lesquels je ne range pas les

espèces avec la théorie de Darwin, de l'origine récente de l'homme avec les découvertes de la paléontologie qui nous rendent au nom de la science ces chronologies fabuleuses où se perdait l'imagination des anciens. Et les mêmes qui auraient applaudi il y a soixante ans aux calculs de Dupuis sur le zodiaque de Denderah, se mettent à battre des mains à l'apparition de chacun de ces incidents scientifiques qui leur rendent l'espoir, si souvent déçu, d'un triomphe définitif. Il ne leur vient pas à l'esprit de se demander si les faits qu'ils invoquent sont bien certains, s'ils sont incontestés, s'ils sont admis de tout le monde savant, s'ils ont subi le contrôle du débat contradictoire, s'ils ont cessé d'être des opinions, des systèmes, s'ils sont devenus des vérités. Si l'on avait cette patience, si l'on suspendait son jugement jusqu'à ce que la question en fût venue à son point de maturité, on verrait l'objection tomber d'elle-même, si elle est fausse, et si elle est vraie, la vérité de la science trouver facilement son point d'accord avec la vérité de la religion, attendu, dit Leibnitz, que deux vérités ne sauraient se contredire. Mais quel bénéfice pour l'esprit humain, s'il savait écarter les vains prétextes de ces sté-savants qui se sont faits les champions de l'hétérogénie. Ils ont cru reconnaître, pour les infusoires, un mode de génération différent du procédé par lequel se reproduisent toutes les autres espèces. Je crois qu'ils se trompent et que des maîtres leur ont démontré que l'expérience du laboratoire n'est pas en leur faveur ; mais le fait fût-il vrai, il n'en résulterait aucune atteinte à la puissance créatrice de Dieu, qui pourrait avoir plusieurs manières de s'y prendre et de se manifester dans la production des êtres. S'il faut s'abstenir de toute basse attaque contre les dogmes religieux, il faut aussi avoir une manière large de les comprendre, qui permette à l'esprit humain de se mouvoir à l'aise dans la croyance et qui rende faciles cette conciliation et cette harmonie de la religion et de la science, qui est le grand besoin de notre époque et qui en serait le salut.

riles et funestes discussions qui retardent la science, qui compromettent la religion et qui portent de si cruelles atteintes aux croyances des peuples !

C'est qu'en effet, dans ce genre de lutte comme dans tous les autres, l'avantage est toujours à celui qui prend l'offensive, et c'est là le rôle constant de l'objection. D'ailleurs, elle a je ne sais quelles ailes qui la portent rapidement partout, tandis que la réfutation qui la suit à pas lents, peut à peine la rejoindre dans toutes ses évolutions ni surtout l'atteindre partout où elle pénètre. Ajoutez à tous ces avantages de l'attaque, les chances de succès qu'elle se ménage par ses secrètes intelligences avec toutes les infirmités du cœur humain, toujours enclin à se faire le complice des sophismes qui l'égarent. Il faut de la force pour croire, parce que la foi entraîne des œuvres, tandis qu'il ne faut que de la faiblesse pour devenir incrédule, parce que l'incrédulité supprime des obligations dont on ne demande trop souvent qu'à se dégager. Et cela est vrai, non-seulement de la foi envers Dieu, mais encore de la foi envers nos semblables, qu'un mot perfide suffit souvent à ébranler et à détruire. Et où en serait la société des hommes entre eux, si les principes qui la soutiennent étaient soumis au même système d'attaque que ceux qui nous unissent à Dieu, et qui nous maintiennent en société avec lui ?

Mais que dis-je ? Est-ce qu'il y a là deux intérêts, deux causes différentes ? Qui ne voit qu'en attaquant la foi en Dieu, on ruine la foi en l'homme, qu'il y a solidarité entre les croyances religieuses et tout l'ordre moral de la société, et que la solidité de son assiette dépend avant tout de ce qu'elle a conservé de religion dans ses fondements. Et

qu'on ne s'y trompe pas : peut-être la société peut-elle se séculariser jusqu'au séparatisme, c'est une expérience qu'elle veut faire et sur laquelle l'avenir prononcera, mais l'homme ne le peut pas impunément. Le vrai gouvernement de son âme sera toujours théocratique. Il y introduit l'anarchie et le désordre, s'il ne tend de tous ses efforts à y assurer le règne de Dieu. Et cela est-il possible, si le surnaturel n'est qu'un idéal et si Dieu n'existe pas ? Il faut donc défendre ce dernier et inviolable asile de la foi religieuse contre l'invasion de pareilles doctrines, par une culture intellectuelle qui fortifie les esprits contre les sophismes de la négation, qui les mette en état de s'interroger sans péril sur l'objet de la croyance, et qui maintienne l'unité dans le développement spirituel de l'homme, en accordant le progrès de sa raison avec la foi du premier âge. Car lorsqu'il s'agit d'achever la construction de cet être moral qu'on appelle l'homme, c'est là qu'est le couronnement de l'édifice. L'instruction est fautive, l'éducation est manquée si elle ne va jusque-là. Et c'est, parce qu'autrefois on a mal appliqué ce principe, parce qu'aujourd'hui on ne le comprend pas assez, que la société voit depuis si longtemps, arriver dans son sein, les unes après les autres, des générations sans unité et sans consistance, qui, tournant à tout vent de doctrines, deviennent successivement le jouet de toutes les révolutions.

Sans doute, il y a plus d'un remède à cette maladie chronique de notre société moderne, et ce ne serait pas trop de tout leur concours pour nous en guérir. Mais ici, je n'ai à vous signaler que celui qu'on peut tirer de l'étude de l'histoire, et surtout de celle de l'histoire de la religion qui nous montre en action la vérité la plus certaine sur la plus

importante de toutes les questions. Le malheur de l'homme vient de ce qu'il ne se connaît pas bien tel qu'il est. Il en résulte qu'il ne sait pas assez quelle est sa misère et sa faiblesse, et combien il a besoin d'un point d'appui et d'une assistance extérieure. De là, une confiance illimitée en lui-même et l'oubli des rapports nécessaires qui l'unissent à Dieu et qui constituent la religion. Or, ces rapports sont nettement établis dans un livre d'histoire, qui nous raconte les faits où ils se produisent, et qui nous les montre en parfaite conformité avec la nature des êtres mis en présence dans ses récits. Là, chacun d'eux est parfaitement dans son rôle. L'homme est créé, il tombe, on le relève et c'est ce secours qui le remet dans la voie de ses destinées. Dieu est créateur, réparateur et sauveur ; c'est lui qui donne la vie et qui la rend à l'être qui devait la perdre, parce qu'il s'était écarté de sa loi. Non-seulement on sent que tout cela est vrai, quand on lit le livre qui rapporte ce grand drame, et qu'on pèse son témoignage dans les balances de la critique qui discerne ; mais on comprend que cela doit être vrai, puisqu'il n'y a pas d'autre explication possible et tenable du spectacle que l'histoire religieuse de l'humanité offre à nos méditations. Quant au caractère surnaturel de ces faits, il n'est pas une objection, puisqu'il s'agit dans cette histoire des rapports de l'homme avec Dieu et avec tout l'ordre surnaturel. C'est le contraire qui aurait lieu d'étonner et qui devrait nous les rendre suspects.

Cette histoire, je n'ai pas besoin de vous le rappeler, c'est celle que Moïse raconte dans le Pentateuque, principalement dans la Genèse, ce produit sublime du concours des révélations divines et de toutes les lumières humaines. Là, Moïse n'a conservé des traditions primitives

du passé, qui s'altéraient et s'obscureissaient partout, que ce qu'il importait d'en sauver dans l'intérêt de l'avenir religieux du genre humain. C'est en inculquant à son peuple ces vérités traditionnelles, qu'il l'a préservé des erreurs où se sont perdues les nations les plus fameuses de l'antiquité. Ainsi, sans cette histoire, l'homme ne sait plus ce que c'est que la religion, ou il n'en conserve qu'une routine inintelligente et altérée qui n'en fait plus qu'une superstition. On ne sait pas la politique sans la connaissance de l'histoire profane qui nous donne l'expérience des hommes ; de même on ignore la religion, si on ne sait pas cette histoire sacrée qui nous donne l'expérience de Dieu, en nous montrant les faits où il agit. Or, Dieu a agi dans la création du monde et de l'homme, par le libre déploiement de sa toute-puissance qu'il nous atteste par la bouche de Moïse ; il a agi dans la réparation de la chute du genre humain, par la promesse d'abord, puis par l'accomplissement de la rédemption ; et ce sont là les faits, dont le souvenir s'est plus ou moins bien conservé à l'aide de la tradition, des liturgies et des symboles, qui ont entretenu sur la terre la connaissance et la pratique de la religion.

Maintenant on comprend qu'une telle histoire qui exerce une action décisive sur son existence, l'homme tienne à s'en rendre compte et à en vérifier la véracité. Rien n'est plus légitime que cette recherche, pourvu qu'elle s'accomplisse avec sagesse et mesure, qu'elle soit véritablement de la critique et non pas une négation préconçue et obstinée, se parant de ce nom, pour arriver à d'autres fins que celles du discernement de la vérité d'avec l'erreur. Que deviendrait la vie de César entre les mains d'un savant résolu à nier les faits de la vie de César ? La raison y trouverait-elle son

compte, et la science en serait-elle plus avancée ? On n'a rien à craindre pour les faits de la vie de César, que personne n'a intérêt à nier et qui laissent la critique à peu près indifférente. Mais quand il s'agit de faits de l'histoire religieuse, c'est autre chose, et il y a toujours eu une lutte sourde ou déclarée entre eux et l'esprit humain, à qui, pour mille raisons que chacun sait, il répugne toujours de les accepter tels qu'ils sont. Ils attestent trop hautement notre dépendance, notre déchéance, notre néant, pour que nous n'ayons pas à cœur ou de les oublier ou de les altérer, pour nous délivrer de l'obsession de leur importun témoignage. Dans ce combat, la foi à ces grands faits, qui sont devenus des dogmes universels, ne s'efface jamais entièrement, parce qu'il y a trop de signes qui nous l'imposent ; mais elle se corrompt toujours et les conceptions de l'esprit humain étouffent leur réalité sous leur propre poids. De là les religions particulières qui ne sont que des hérésies de la vraie religion (1) et qui affectent différentes formes, selon les circonstances et les influences qui les ont déterminées.

(1) La vérité est une en religion comme dans tout le reste. Il n'y a donc, il ne peut y avoir qu'une religion qui soit vraie. Cela doit être et cela est. Tous les hommes sont tellement pénétrés de ce principe que chacun d'eux regarde comme seule vraie la religion qu'il professe. Cependant, comme les religions se contredisent, elles ne peuvent être toutes également vraies, et il reste toujours à chercher quelle est la véritable. Mais la critique négative ne l'entend pas ainsi. Comme sa thèse est que les religions ne sont que des manières de voir des races, des nations, des individus touchant la divinité, il n'y a pas lieu pour elle à s'enquérir du plus ou moins de vérité qu'elles contiennent, et elle proclame l'égalité de toutes les productions du sentimentalisme religieux. Manière fort habile de renvoyer les religions dos à dos et d'en finir avec toute croyance positive. Que l'on use de la faculté d'être sceptique en matière de religion, je n'y contredis pas en ce moment ;

L'antiquité, plus dominée par l'imagination et les sens, s'est égarée par l'abus de la faculté poétique. Elle avait d'abord traduit sa foi en symboles sensibles ; puis elle a représenté ses symboles par des mythes. Le signe a, peu à peu, pris la place de la chose signifiée, et l'on a eu les cultes mythologiques, dont le fond était le panthéisme de la nature. Avec le christianisme, les symboles naturalistes disparaissent, la présence de l'homme-Dieu les rend inutiles ; l'humanité se sait divinisée par cette condescendance de Dieu à s'abaisser jusqu'à elle. Cette idée vraie s'empare

mais cela ne dispense personne d'être raisonnable et d'avoir du discernement. Or, c'est manquer à ces deux conditions de toute bonne critique, quand on se livre à l'étude de l'histoire des religions comparées, que de mettre sur la même ligne les religions panthéistiques et polythéistes de l'antiquité avec la religion qui, seule au monde, a enseigné le monothéisme et qui a préservé l'homme de l'adoration des créatures. C'est ici, ou jamais, le cas de discerner, et si l'on y manque au point de départ, on ne trouvera au terme qu'une inextricable confusion. Ce n'est pas servir les vrais intérêts de la science que de se refuser à faire ces distinctions légitimes qui ressortent de la comparaison de doctrines contraires, comme le sont, par exemple, celles des Védas et de la Genèse, et qui sautent aux yeux de gens qui n'ont que le sens commun pour guide. Il n'y a pas de science sans lumière, et toute l'érudition qui s'entasse dans certains livres consacrés à ces grandes questions, qu'ils n'éclairent pas, n'en fera jamais des œuvres véritablement scientifiques. Aussi, quand on les a lus est-on tenté quelquefois de répéter pour son propre compte cette sensée et spirituelle boutade de Joubert, écrivant à Madame de Beaumont qu'il avait passé son hiver à *fouiller les derniers recoins des antres de l'érudition en lisant M. Dupuis*. « En pénétrant dans ces puits et dans ces sciences, je m'aperçois de plus en plus combien les ignorants ont naturellement de lumières et de clartés, et combien nous désapprenons par l'instruction et par l'étude, faute d'être bien dirigés. » (Joubert, t. I, p. 54.) Est-ce à dire qu'il faut renoncer à la science ? Assurément non ; mais il faut apprendre à s'en servir et devenir assez fort pour en porter le poids sans en être écrasé.

d'elle ; elle la détache du fait historique de l'incarnation qui est son support : elle en fait une abstraction, une conception philosophique et elle tend, sous les auspices de ses penseurs, à revendiquer pour sa propre nature le caractère de la divinité, et à s'égarer dans le délire du panthéisme humanitaire.

Toutefois si l'erreur en matière de religion, en altérant ou en répudiant le fait historique qui est le pur objet de la foi, affecte tantôt la forme poétique, tantôt la forme philosophique (sans parler des négations absolues de la science positiviste qui ne sont plus seulement de l'erreur, mais du néant), il ne s'ensuit pas nécessairement que la poésie et la philosophie soient les ennemies de l'histoire religieuse et qu'elles aient pour fonction de la contredire. Loin de là, de leur nature elles sont ses auxiliaires, et toutes trois ont pour destination commune de faire parvenir, chacune à leur manière, la vérité à l'esprit de l'homme, l'histoire en racontant le fait qui la manifeste, la poésie en la traduisant par des sentiments et des images, la philosophie en remontant aux idées et en recherchant le sens et l'explication des choses. Au fond le fait, l'image et l'idée forment un tout harmonique, ou rien de contradictoire ne peut légitimement s'introduire. Mais l'homme ne sait pas respecter le bel accord que Dieu a mis dans son œuvre. Aspirant à une indépendance qui n'est pas dans sa nature, gêné par les faits de l'histoire religieuse lui montrant des limites qu'il est impatient de franchir, il a brisé avec cette réalité importune, et, rompant l'équilibre de ses facultés, il s'est engagé au hasard, selon les temps, ici dans les extravagances de ses chimères poétiques, là dans les aberrations de ses combinaisons philosophiques. Pour rentrer dans le vrai, il

faut réformer le faisceau rompu, reconcilier nos sentiments, nos idées avec le fait réel et concret de la tradition religieuse, réprimer l'essor déréglé de l'imagination et de la pensée, et se replacer sur le terrain de l'histoire qui est le seul où la religion devienne un objet d'observation et d'expérience.

Et qu'on ne craigne pas que cette disposition à correspondre aux enseignements extérieurs, qui nous sont donnés sur la religion par l'histoire, éteigne le souffle poétique et arrête l'essor de la pensée. Loin de là, en en réprimant les écarts, elle ne fait qu'en accroître la force et l'élan, et l'expérience est là pour nous apprendre qu'il n'y a pas de plus haute poésie, ni de philosophie plus profonde que celle qui s'inspire d'une foi traditionnelle. Moïse, tout docile qu'il est à l'autorité des faits, dont il est témoin et qui pèsent sur lui de tout le poids de leur réalité, Moïse, si fidèle comme historien, en est-il moins grand comme poète et comme philosophe ? Qui plus que lui a su sentir et exprimer la beauté de l'invisible par les images qui en sont les symboles ? Qui a pénétré plus avant par l'intuition dans les profondeurs des vérités métaphysiques ? Mais en même temps qui ne comprend que la condition première de sa grandeur, c'est qu'il a été petit et humble devant Dieu, c'est qu'il a été attentif, et soumis aux signes qu'il lui a donnés de sa volonté, c'est que la foi a été le principe de toutes ses œuvres. Certes, nous n'aurions guère à nous occuper de lui, ni de son rôle comme historien et comme législateur, si, au lieu de cette docilité d'enfant, qui est la seule attitude convenable à l'homme en face de Dieu, et dont l'Évangile fait la condition du salut, il n'avait voulu être qu'un poète ne relevant que de son inspiration person-

nelle, ou un penseur proclamant l'indépendance absolue de sa raison.

Aussi, pour étudier avec fruit son livre et comprendre son œuvre, il faut entrer dans les dispositions où a toujours vécu ce grand homme (1). Il faut se dépouiller de soi-même, réprimer l'amour-propre du sens privé, débayer les voies de son intelligence, écarter ce qui fait obstacle à la vérité, il faut enfin ouvrir toutes les avenues de son âme à ces manifestations de Dieu qui parle à nos sens avant d'arriver à notre entendement, afin que toutes les parties de notre être lui soient soumises. Il faut, quoiqu'il en coûte à l'ambition de la pensée, se résigner, dans la science de la religion comme dans toutes les autres, à observer les phénomènes, à laisser la parole aux faits, à renoncer à nos conceptions, quand elles les contredisent, et à en revenir à cette histoire sacrée qui, en échange de la foi qu'elle nous demande, nous donne toutes les lumières qu'on nous promet et que nous cherchons vainement ailleurs.

En apprenant de cette histoire que l'humanité ne compte aux yeux de Dieu qu'autant qu'elle marche dans la voie de ses préceptes ; que les nations perdent leur raison d'être, dès qu'elles oublient d'obéir à ce qu'il leur est donné de connaître des lois divines ; que c'est la présence des justes qui préserve les cités et les peuples des châtimens de leurs iniquités ; qu'un grand homme qui a toujours confessé son néant devant Dieu, qui a tout fait pour sa nation, sans

(1) C'est le conseil que donne l'auteur de l'Imitation de Jésus-Christ, l. I., c. 5 : « Omnis Scriptura sacra eo spiritu debet legi quo facta est. » Conseil qui est immédiatement précédé de cet autre qu'il n'est pas moins important de suivre : « Veritas est in Scripturis sanctis quærenda, non eloquentia. »

souci de sa gloire, a cependant subi le rigoureux arrêt (et il le raconte lui-même), qui frappait la seule défaillance de sa vie; nous trouverons dans ces graves et salutaires enseignements, le remède aux séductions de ces philosophies menteuses, de cette critique insensée qui, sous le nom du surnaturel, bannit Dieu de l'histoire, supprime, avec la religion, la base et la sanction de la morale, et qui, enivrant l'humanité de l'idée de son indépendance absolue, du spectacle de ses perfections indéfinies, de l'espérance de ses progrès sans limites; la poussent insensiblement jusqu'à l'extravagance de sa propre apothéose.

Voilà les conclusions qu'une critique qui saura respecter les faits et justifier ses assertions, nous permettra de tirer de l'étude du Pentateuque; voilà l'utilité pratique que je veux recueillir de ce travail; voilà comment j'espère trouver, dans les heures que nous passerons ensemble, autre chose que de vaines satisfactions pour l'esprit; voilà enfin comment j'entends que l'histoire devienne pour nous, ce qu'elle doit toujours être, et principalement sur le plus grave de tous les sujets, non-seulement l'école de la politique, mais encore celle de la religion et des mœurs, nous donnant plus que des notions abstraites et spéculatives, mais nous initiant aussi à cette science supérieure de la vie, qu'on a appelée, de tout temps, la sagesse.



QUATRIÈME DISCOURS ⁽¹⁾

LES GRECS ET LES PERSES

LES GUERRES MÉDIQUES

Messieurs,

Voilà six ans, voilà déjà six années révolues que je suis monté pour la première fois dans cette chaire et que j'ai commencé la série des cours de cet enseignement historique, qui traîne déjà derrière lui un assez long passé, pour nous faire songer à le récapituler et à nous en retracer la marche.

Depuis le temps que nous nous entretenons d'histoire, nous avons varié et renouvelé chaque année l'objet de nos études. Quel plan avons-nous suivi, et qui nous a guidés dans le choix de nos sujets? C'est ce qu'il m'aurait été difficile de vous dire en débutant. Je ne vous dissimulerai pas que j'ai commencé un peu au hasard, sans vue d'ensemble, sans plan général, ne me croyant tenu qu'à une chose, c'est-à-dire, à l'observation du règlement qui nous prescrit de passer successivement de l'histoire ancienne à l'histoire du moyen-âge, et de celle-ci à l'histoire moderne, et de rouler tous les trois ans dans le même orbite. Je m'étais donc embarqué à l'aventure sans direction et sans but; mais, comme il arrive souvent, à force de mar-

(1) Ce discours a été prononcé le 26 novembre 1860.

cher devant soi, on finit toujours par apercevoir un point vers lequel on se dirige, même quand on était parti sans savoir où on allait, ni quelle route on devait suivre. Maintenant à mesure que j'avance, ce qui m'était caché d'abord m'apparaît et se découvre à mes yeux. Je vois où je vais, je sais ce que je veux, j'ai un but, et j'espère, Dieu aidant, pouvoir l'atteindre.

Ce que je veux, Messieurs, ce que je voudrais, ce serait de pouvoir construire devant vous, année par année, pièces par pièces, doucement et sans me presser, un cours d'histoire universelle. Ce n'est pas, je le sais, une médiocre entreprise, et une telle intention risque bien de ressembler à une prétention. Mais de la manière dont je l'entends, l'accomplissement de ce dessein n'est pas chose impossible, à moins que le temps et les forces ne manquent. En effet, il ne s'agit pas pour nous de faire l'histoire de tous les temps et de tous les peuples. Ce n'est pas ainsi que j'entends un cours d'histoire universelle. Il me suffirait pour atteindre mon but de retracer seulement l'histoire des grands peuples et des grandes époques de l'humanité. Est-il nécessaire, pour connaître dans son ensemble l'histoire particulière d'une nation, de parler de tous les hommes et de tous les faits qui ont laissé un souvenir ? N'y a-t-il pas toujours chez un peuple des hommes élevés au-dessus de la foule par le rang ou par le génie, qui en résument l'histoire, parce que tout le reste n'agit que par eux ou à leur suite ? De même quand il s'agit de tout le genre humain, on y trouve des nations souveraines qui dominent et absorbent les autres, où celles-ci viennent aboutir et se perdre, comme les fleuves dans les grandes mers ; il y a des moments et des événements qui décident et entraînent le sort des peuples, il y a

des révolutions et des crises qui résument tout ce qui précède, et qui engendrent tout ce qui suit ; et voilà les peuples et les choses dont la connaissance suffit à une vue d'ensemble de l'histoire universelle.

Or, Messieurs, c'est à ces événements et à ces peuples que nous nous sommes adressés tout d'abord, spontanément et comme d'instinct, et c'est en eux que nous continuerons désormais, par méthode et avec réflexion, à considérer l'ensemble des destinées du genre humain. Quand on jette les yeux sur les différents groupes de peuples qui couvrent la surface du globe, on voit aussitôt qu'il y en a parmi eux qui se sont chargés d'avance de nous préparer cette synthèse historique, en faisant l'unité autour d'eux. Ainsi le monde occidental est dominé par trois peuples qui ont présidé à ses destinées politiques, déterminé son mouvement et sa marche et qui en résument l'histoire générale. Ces peuples ont été, d'abord les Romains, puis les Francs et et après eux la France. Les Romains ont singulièrement simplifié l'histoire ancienne, en imposant par la conquête l'unité administrative à mille peuples qui, avant eux, vivaient de leur vie propre et jouissaient de la liberté. Les Francs, qui ont parut au moment où l'empire romain s'écroulait, ont réussi à coordonner le monde barbare et germanique en y faisant prévaloir l'unité politique et religieuse. Quant à la France qui, dès le moyen-âge, les a remplacés dans leur rôle de défenseurs et de chefs de la chrétienté, elle a introduit dans la variété de l'Europe moderne une unité de mouvement et d'impulsion, qui fait de son histoire le point central où celle de toutes les nations européennes vient se rencontrer. De sorte qu'en étudiant, comme nous l'avons fait, l'histoire des Romains, l'histoire des Francs et l'his-

toire de la France, nous pouvons nous flatter d'avoir étudié l'histoire générale de l'Occident.

Mais, le monde occidental n'est pas l'humanité tout entière : cela est vrai et je ne l'ai pas oublié. Je sais qu'il y a par delà les limites de l'Europe de grandes sociétés, de vastes empires composés d'hommes, sortis autrefois du même père que nous, et sur qui veille aussi la Providence du même Dieu créateur. Je les ai toujours présents à la pensée, et je ne cesse de proclamer que le temps est venu d'agrandir l'horizon de nos études, d'élargir les cadres classiques et d'y faire entrer l'histoire de ces sociétés, de ces empires de l'Orient sans la connaissance desquels l'histoire universelle n'est qu'une fiction. Un double sentiment de curiosité et de sympathie m'entraîne à interroger l'histoire, encore si obscure, de ces contrées lointaines, dont tant de choses nous séparent, mais dont tant de liens, je l'espère, pourront nous rapprocher un jour. Déjà j'ai cédé une fois à l'attrait de ces mystérieuses études, et, dans un cours consacré à l'histoire des établissements coloniaux des Européens en Asie, nous avons effleuré quelques-unes des questions soulevées par la science historique au sujet de l'Inde, de la Chine et du Japon. Mais ce coup-d'œil trop superficiel a plutôt aiguillonné que satisfait notre curiosité : une si rapide excursion n'a fait que nous inspirer l'envie de revenir vers ces rivages que nous n'avons pu explorer qu'en passant. Aussi, nous y reviendrons, et cette fois par une marche plus lente et plus sûre, en suivant le chemin de terre, celui des premières émigrations des peuples et des antiques caravanes, en reconnaissant la route pas à pas ; et c'est pour nous préparer à cette occupation scientifique de l'Asie que nous allons étudier cette année un

sujet de transition entre l'histoire de l'Asie et celle de l'Europe, à savoir l'histoire de la lutte de la Grèce et de la Perse depuis les guerres médiques jusqu'aux conquêtes d'Alexandre.

Rien ne concourt mieux qu'un tel sujet au dessein que nous nous proposons. En étudiant l'histoire de ces deux peuples, nous allons faire deux grands pas en avant. Les Grecs et les Perses sont essentiellement au nombre de ces peuples dominateurs, que j'appellerais volontiers synthétiques, qui s'imposent à tout un monde et qui se font le point de jonction où de nombreuses histoires viennent aboutir. Voilà ce que la Grèce a fait dans l'Europe orientale et sur presque tous les rivages de la Méditerranée qu'elle a bordée des embellissements de son ingénieuse civilisation ; voilà aussi ce que les Perses ont accompli, par d'autres moyens et dans des conditions différentes, dans l'Asie occidentale, en réunissant en un seul empire qui s'étendait de l'Indus à l'Hellespont, du Caucase à l'Éthiopie, les antiques monarchies de la Médie, de la Bactriane, de l'Assyrie, de la Chaldée, de la Lydie et de l'Égypte. Or ces deux peuples qui se sont agrandis par l'essor de leur génie, ou par l'effort de leurs armes au point de devenir deux mondes, nous allons les saisir au moment de l'antagonisme qui éclate entre eux, qui les divise pendant plus de deux siècles, qui met aux prises l'Orient et l'Occident et qui est peut-être le plus grand drame militaire de l'antiquité ; car je ne pense pas que le long duel de Rome et de Carthage, qui le surpasse par l'archarnement des deux rivaux à s'entre-détruire, puisse lui être comparé, ni pour l'étendue ni pour la durée de la lutte, ni surtout pour l'importance des résultats. Et pour trouver un événement semblable, il

faut descendre dans le moyen-âge et y contempler la lutte de l'islamisme et du christianisme, au temps des croisades, auxquelles nous nous proposons aussi de donner une année d'étude.

Voilà donc, Messieurs, quant à son intérêt et à son importance, un sujet tout à fait digne de notre attention. Peut-être seriez-vous tentés de lui reprocher de n'être pas nouveau. Mais ne vous y trompez pas : les plus vieilles questions d'histoire sont aujourd'hui rajeunies par des recherches qui ont répandu sur elles une lumière inattendue. Ce que tout le monde savait sur les événements, sur les hommes, sur l'état social de ces temps-là, est loin d'être tout ce qu'il en faut maintenant savoir. La science des bons vieux livres d'autrefois est bien en retard aujourd'hui ; les souvenirs des précis de collège sont plus qu'insuffisants, et quiconque n'est pas au courant des travaux qui se sont accumulés dans ce siècle sur la Grèce et la Perse, depuis les grands ouvrages de Heeren, d'Ottfried Muller, de Thirlwall et de Grote, jusqu'au récent déchiffrement des inscriptions cunéiformes par le colonel Rawlinson et M. Oppert, n'a pas le droit de dire que ce sont là des questions connues et surannées. Nous aurons à prouver le contraire, en mettant notre enseignement au niveau des connaissances, tous les jours progressives, de l'érudition contemporaine. Il nous en coûtera un grand effort, je le sais déjà ; mais je suis résolu de le tenter et de l'accomplir dans la mesure de mes facultés et des ressources bibliographiques qui sont à ma disposition. Rassurez-vous donc, Messieurs, vous aurez sur cette vieille histoire des nouveautés à entendre.

Quant à la variété et à la richesse du sujet, elles sont telles, qu'il me faudra pour le traiter à fond une double

étude et deux ordres de leçons toutes différentes. D'une part, nous aurons à présenter le tableau historique de l'antagonisme de la Grèce et de la Perse, à en indiquer les causes, à en raconter les événements, à montrer les deux peuples se poursuivant, se rencontrant sur les divers champs de bataille de l'Europe et de l'Asie; nous aurons à suivre le lent et dissolvant effort de la diplomatie des Perses rivalisant avec la finesse et la ruse de l'esprit grec, parvenant à réparer les échecs subis dans les combats, exploitant habilement les dissensions intestines de la Grèce, qui aurait peut-être fini par succomber, si le génie d'Alexandre n'avait changé la face des choses. Mais ce serait peu de montrer l'action de ce grand drame, si nous n'étudiions les acteurs eux-mêmes, si nous ne cherchions à nous rendre compte de ce que furent les Grecs et les Perses dans toutes les manifestations de leur activité, dans leurs institutions politiques, sociales et religieuses, dans leurs lois, dans leurs mœurs, dans leurs arts, dans leur commerce et leur industrie, en un mot, dans tous les détails de la constitution intime de ces deux civilisations que nous allons voir aux prises pendant près de deux siècles.

Voilà donc deux études bien distinctes, que l'on peut séparer l'une de l'autre, mais qu'il sera bon de suivre parallèlement, à cause de l'appui mutuel qu'elles doivent se prêter. La leçon du lundi sera réservée à la première, au récit des négociations et des batailles, au drame diplomatique et militaire. Ce jour-là, nous jouirons du spectacle qui avait tant de charmes pour Scipion l'Africain et pour les dieux d'Homère; nous monterons sur le mont Ida et nous contemplerons les deux peuples se taillant en pièces avec acharnement. La conférence du jeudi sera

consacrée à l'autre étude, et ce sera encore bien souvent un jour de bataille, où nous aurons à payer de notre personne par la discussion des principaux sujets de controverse que soulèvera notre sujet. Et sans tarder davantage, nous allons préluder à ces combats, non sanglants, par quelques escarmouches sur deux questions sur lesquelles nous aurons mainte fois occasion de revenir, celle de savoir si la lutte des Grecs et des Perses est la lutte de la civilisation et de la barbarie, et dans quelle mesure le triomphe de la Grèce a été favorable au développement et au progrès de l'humanité.

Ces deux questions, qui se sont tout d'abord présentées à mon esprit, doivent planer sur tout l'enseignement de cette année, et c'est à les résoudre que tendront en définitive toutes nos recherches. Est-il juste de dire absolument que les Perses étaient les représentants de la barbarie, que les Grecs étaient les défenseurs de la civilisation ? A-t-on présenté cette antagonisme avec son vrai caractère, quand on lui a donné cette apparence ? N'y a-t-il pas à revenir à cet égard sur des jugements qui ne sont que des préjugés, que la science actuelle a ruinés par la base, et sur des habitudes de langage qui ne sont plus que des déclamations d'école ? D'une autre part, tout en applaudissant au triomphe de la Grèce, tout en reconnaissant qu'il a procuré l'avancement de la civilisation dans le monde occidental, n'y a-t-il pas lieu à rectifier certaines appréciations exagérées des services qu'on lui attribue, et qui grossissent outre mesure ce qu'on a appelé le rôle de la Grèce dans le développement de l'humanité ? Il y a longtemps que ces questions me préoccupent et que j'y applique mes réflexions et mes recherches. Peut-être ne

devrais-je encore rien hasarder sur ces sujets épineux, et attendre que le travail de cette année m'ait permis d'arriver à cet état définitif, qui fait qu'on se prononce avec certitude et qu'on enseigne avec autorité. Mais comme on a toujours une certaine prévision de ce qu'on doit faire, j'entrevois dès à présent les résultats auxquels nos études nous feront aboutir, et je suis assuré d'avance que nous arriverons à conclure qu'il faut renoncer à flétrir de la qualification de barbares les grands peuples de l'Asie en général, et les Perses, comme tous ceux qui les ont précédés, et que si le génie grec a, plus que tout autre, concouru à l'éducation intellectuelle du genre humain, et par là à la préparation de la civilisation chrétienne, c'est dans une certaine mesure que l'on dépasse par des exagérations et des confusions déplorables, dont nous aurons à faire justice. Justifions dès à présent, par quelques aperçus rapides, ces deux assertions, dont notre enseignement de toute l'année sera le développement, la démonstration et la preuve.

Mais avant tout, je tiens à dissiper un soupçon que vous pourriez concevoir et qui me porterait préjudice (1). Je

(1) J'étais obligé il y a cinq ans de prendre ces précautions oratoires, pour faire accepter du public cette protestation qui paraissait alors tout à fait paradoxale. Aujourd'hui, j'en serais complètement dispensé, car l'opinion a marché en ce sens avec une étonnante rapidité, non certes par le fait de mon discours qui n'a pas été publié, mais par la seule impulsion de la vérité qui est fait jour tout à coup. De tous côtés, dans des ouvrages d'érudition, dans les articles de revues, ce ne sont que des réhabilitations de la civilisation des anciennes sociétés asiatiques, et des reproches, quelquefois très-rudes, adressés aux Grecs et aux Romains qui les ont méconnues. « Les Romains et les Grecs étaient trop infatués d'eux-mêmes », dit M. G. Boissier, dans la *Revue des Deux-Mondes*, où il a récemment inséré des articles justement remarquables.

sais qu'on n'aime pas les idées singulières, et que l'on se défie volontiers de celui qui paraît prendre le contrepied d'opinions courantes et généralement reçues. Eh, Messieurs ! si je le fais en ce moment, ce n'est pas par fantaisie, ni par amour du paradoxe, croyez-le bien ; c'est que je vois qu'il y a ici des erreurs à combattre, des vérités à rétablir. Autrement, j'aimerais mieux répéter ce que dit tout le monde ; c'est plus commode, plus facile, et généralement plus vrai. Aussi, d'habitude, je me défie des nouveautés et j'aime mieux suivre la grande route et les chemins battus que de courir des aventures à travers champs. Mais cette disposition ne va pas jusqu'à m'enchaîner à la routine, et je suis d'avis que, quand il y a un préjugé à déraciner, une erreur à combattre, il faut absolument en venir aux mains, non pour le stérile plaisir de vaincre un adversaire, mais pour celui de le convaincre

C'est, ajoute-t-il, qu'à l'exception de leur langue, de leur race, de leur civilisation, ils ne voyaient rien dans le monde qui méritât d'être étudié. Tous les peuples qui n'étaient pas eux, ils les appelaient des *barbares*, et ce nom méprisant et commode les justifiaient à leurs yeux de ne pas prendre la peine de les connaître. » (Cf. le n° du 15 août 1864, p. 4017.) Et dans le même numéro, article de M. Laugel, *Pythagore et sa doctrine*, p. 975, je lis cette remarque qui s'accorde si bien avec tout le sens de mon discours « qu'après plus de 2000 ans, la critique moderne est en mesure de percer quelques-uns des secrets dont s'entourait l'enseignement pythagoricien et d'accomplir un acte de justice tardive, en montrant ce que doivent à l'Asie, la civilisation grecque, et plus tard, la civilisation romaine. » Aussi tous les savants de nos jours semblent-ils d'accord pour demander compte aux Grecs et aux Romains, aux Grecs surtout, de leurs dédains pour des sociétés qui leur paraissent si dignes d'être étudiées. (Cf. M. Littré, *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1864, p. 402 ; M. Max Muller, *La Science du Langage*, trad. de MM. Harris et Perrot, p. 90. Paris 1864.) Je pourrais étendre indéfiniment ces citations ; mais c'en est assez pour justifier la campagne que j'avais entreprise en 1860.

et de l'amener à la vérité que l'on a constatée et que l'on possède.

Or, Messieurs, je me trouve précisément en ce moment en présence d'un préjugé à déraciner et d'une erreur à combattre, et il faut absolument engager l'action. Le préjugé, c'est que les Perses sont les barbares et que les Grecs sont les civilisés, et c'est lui dont il faut d'abord avoir raison. Mais, ce n'est pas chose facile que de détruire un préjugé invétéré et qui a de profondes racines. Celui-là date de loin : il date des Grecs. Les Grecs ont appelé barbare tout ce qui était étranger à leur race et à leur langue et nous les avons crus sur parole (1). Cette idée, ils nous l'ont inculquée profondément ; nous l'avons puisée dans leurs livres, nous y avons été familiarisés dès l'enfance pour ainsi dire, et nous la subissons le plus tranquillement du monde sans nous douter qu'elle blesse la raison et l'équité, et en dépit des protestations de la vraie science. Que les Grecs se soient mis dans l'esprit qu'en dehors de leurs cités, de leur société et de leur race, il n'y avait que barbarie et qu'on ne méritait plus qu'à moi-

(1) Il y a une chose à dire à la décharge des Grecs, c'est qu'ils n'étaient pas les seuls à avoir de ces dédains et à qualifier de *barbares* les peuples qui ne parlaient pas leur langue. M. Adolphe Pietet a remarqué que leur mot *Βάρβαρος* se retrouve aussi chez les Indiens, avec les mêmes acceptions, sous les formes de *barbara*, *burvara*, *varbara* et *vavara*. « L'emploi de ce mot chez les anciens, ajoute-t-il, pour désigner une langue étrangère, incompréhensible, peut être mis en évidence par plusieurs exemples. Ainsi, dans les *oiseaux* d'Aristophane, la Huppe dit que les oiseaux étaient des *Βάρβαροι* avant qu'elle leur eût appris à parler. D'après Hérodote, les Égyptiens traitaient de *barbares* tous les peuples qui ne parlaient pas la même langue qu'eux. Strabon appelle les Cariens *Βαρβαρόγλωσσοι*, à cause de leur mauvaise prononciation du grec. Enfin Ovide exilé parmi les Gètes, s'é-

tié le nom d'homme, cela se conçoit, quand on sait combien de tout temps l'amour-propre et la vanité nationale (et les Grecs en étaient largement pourvus), ont produit d'étranges aveuglements. Mais que nous conservions toujours l'habitude de juger leurs adversaires par leurs propres yeux, et d'adopter le ton méprisant dont ils en parlent, c'est en vérité de notre part trop de docilité et d'assujétissement. Il est temps de nous affranchir de cette servitude, de voir un peu les choses par nous-mêmes, en dehors des appréciations intéressées de la Grèce, avec les lumières que nous avons acquises et qui lui manquaient. Sans doute, ils avaient raison pour certains peuples ; il y avait en Asie des populations simples et rudes, qu'on peut à la rigueur qualifier de barbares, mais il en était de même dans maint canton de la Hellade, et je serais vraiment embarrassé de dire en quoi les Acarnaniens, les Étoliens et les Locriens ozoles l'emportaient sur les Isauriens, les Pisidiens et les autres montagnards de la chaîne du Taurus.

La Grèce avait ses barbares comme l'Asie, mais l'Asie avait sa civilisation plus ancienne et plus avancée que

crie : Barbarus hic ego sum, quia non intelligor ulli. Il paraît donc certain que le sens de grossier, d'ignorant, d'inculte qui s'attachait au nom de barbare, n'est que secondaire et provient de ce que les Grecs se considéraient comme les plus civilisés des hommes. » Ce sens secondaire, quant à la date, était devenu, chez les Grecs, principal dans l'acception. Pour nous, il est unique, et le mot barbare, dans notre langue, ne signifie qu'inculte et grossier. Voilà pourquoi il n'est pas permis de l'appliquer aux grandes nations qui ont été les représentants de la civilisation asiatique dans l'antiquité. Voyez A. Pictet, *les Origines Indo-Européennes*, 1^{re} partie, p. 55, § 7, les Aryas et les Barbares. (Cf. aussi dans Gibbon. *Décadence et chute*, etc., ch. LI, une note curieuse sur ce sujet. Édition Buchon, t. II, p. 481, not. 3.)

celle de la Grèce, si avancée que, dans plus d'un vaste empire, elle avait déjà fourni sa carrière, tandis que la Grèce sortait à peine de la barbarie où elle était tombée en s'éloignant de l'Asie, berceau des hommes, comme de tous les arts et de toutes les connaissances humaines. Bien loin donc d'être une terre de barbarie, et d'avoir la vigueur et l'énergique rudesse des temps primitifs, l'Asie était une terre de vieille civilisation déjà bien usée et décrépite, sauf chez les Perses, qui s'étaient élevés récemment, sur les débris d'antiques monarchies tombées en décadence. Mais quoiqu'ils fussent relativement un peuple jeune, plein de sève et de vigueur, et ils n'étaient cela que parce que la corruption ne les avait pas encore flétris, les Perses n'étaient nullement restés des barbares et leur état social était réellement une civilisation, comme nous le verrons en étudiant leurs lois, leurs arts, leur gouvernement et leur religion. De sorte que je ne serais pas étonné que les Asiatiques, les Perses en tête, ne regardassent à leur tour comme des barbares, ces Grecs audacieux et pillards, qui avaient été les provocateurs avant d'avoir eu à repousser l'invasion étrangère et qui, exaltés par le danger de la patrie menacée, ne devinrent des héros dans cette lutte, qu'après l'avoir engagée comme des pirates. Ce n'est là qu'une supposition, Messieurs, mais elle est vraisemblable et fondée ; et j'en trouve la preuve par analogie dans la situation respective de l'Europe et de la Chine que nous méprisons souverainement et qui nous le rend bien en nous traitant de barbares (1), échange de

(1) Encore s'ils s'en tenaient là ; mais ils vont jusqu'à nous trouver ridicules, ce qui est bien plus mortifiant pour notre amour-propre. C'est ce qui ressort des détails donnés par M. Blakiston, dans la relation de son expédi-

dédain et d'injures que l'on a vu de tout temps se produire entre peuples qui sont en guerre et qui appartiennent à un ordre social tout différent.

Mais quand les luttes ont pris fin, que toutes ces querelles sont apaisées et ne sont plus qu'un objet d'étude, la science ne doit pas se laisser envahir par ces emportements de l'amour-propre national, et accepter pour des jugements les invectives, qu'à la façon des héros d'Homère, les peuples se lancent à la face, au moment où ils en viennent aux mains. Les sentiments des Grecs contre le Perses étaient ce qu'ils devaient être, étroits et exclusifs, comme il arrive à tout peuple qui se sent menacé dans son indépendance par un adversaire redouté. Mais l'histoire qui raconte les luttes des peuples entre eux ne doit pas partager leurs passions. Aujourd'hui d'ailleurs cette impartialité nous est devenue facile. Si nous avons été trop longtemps sous l'empire des préventions que les Grecs nous ont communiquées, c'est que nous n'avions que leurs livres et que nous n'entendions que leurs témoignages. Mais nous voilà affranchis

tion en Chine, publiée sous le titre de *Five months on the Yung-tsze, etc.*

« Ces remarques de M. Blakiston, dit M. Lavollée, dans un article consacré à ce curieux ouvrage, montrent bien que si nous nous étonnons à tout propos des us et coutumes des habitants du Céleste-Empire, ceux-ci nous le rendent largement, et qu'il y a entre les deux races un compte ouvert de surprises et de railleries mutuelles, dont la liquidation ne se solderait peut-être pas à notre profit. Les Chinois, soyons-en sûrs, s'amusez autant de nous que nous croyons nous amuser d'eux, et nous passons à leurs yeux pour des êtres fort singuliers. » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1863, p. 346.)

Du reste, nous n'avons plus à en douter, depuis que nos soldats de l'expédition de Chine nous ont rapporté de ces petites caricatures, où les Chinois nous représentent sous des formes au moins aussi grotesques que celles que nous donnions à ces magots, qui décoraient autrefois nos vieux paravents.

de cette sujétion. La science, en marchant, nous a entraînés bien loin des points de vue où nous plaçaient les Grecs. Ainsi, l'orientalisme nous livre les sources historiques que l'Asie a conservées, et qui étaient inconnues à nos devanciers. L'archéologie, en rendant à la lumière les ruines des vieilles capitales de l'Asie centrale, nous montre qu'elles furent le séjour d'une civilisation complète, que décoraient des arts et une industrie qui figurent honorablement à côté de ceux de toutes les sociétés avancées. Enfin, en soulevant le voile qui enveloppait les inscriptions mystérieuses de l'Égypte, de l'Assyrie et de la Perse, la nouvelle science épigraphique, la plus récente et la plus importante conquête de l'érudition contemporaine, sans parler de la philologie comparée, nous met en communication directe avec la pensée politique et religieuse de ces sociétés asiatiques, qui sont enfin admises à porter témoignage sur elles-mêmes.

Les résultats de ces investigations nouvelles ne sont pas encore vulgarisés, et sur toutes ces questions, comme pour bien d'autres, l'opinion est en arrière de la science. Nous devons travailler à la mettre à son niveau, et à les faire marcher toutes deux de front. C'est là notre tâche spéciale, à nous, maîtres du haut enseignement, d'être les intermédiaires des savants et du public, et de mettre celui-ci, qui ne sait pas, qui ne peut pas toujours s'en emparer de lui-même, en possession des notions nouvelles que ceux-là ne savent pas ou ne veulent pas toujours lui communiquer. Nous aurons donc à interroger toutes les nouvelles sources d'information que je viens de vous signaler, à exploiter tous ces matériaux récemment amassés et qui nous permettront de reconstruire l'édifice de la civilisation orientale, de le mettre en regard de la société hellénique, et de les comparer l'un à

l'autre. Alors nous verrons qu'il n'y a point entre eux le contraste indiqué avec tant d'exagération par les Grecs, que ce n'est pas l'opposition de la civilisation et de la barbarie, mais qu'il y a là, en présence, deux civilisations reposant sur des principes et présentant des aspects différents : l'une plus favorable à l'ordre et à la stabilité, comme tout ce qui est monarchique ; l'autre plus propre au développement de la personnalité humaine, comme tout ce qui est républicain ; ayant toutes deux leurs points faibles et leur côté fort, les Grecs l'emportant par l'esprit et l'audace, maîtres achevés dans les arts, les lettres, le commerce et la guerre, mais déjà en décadence, quand le macédonien Alexandre subjuguera l'Asie en leur nom ; les Perses formant une nation d'élite en Asie, leurs égaux en bravoure, non moins propres à la guerre, mais embarrassés du poids de leur vaste empire, inférieurs par comparaison avec les Grecs seulement, dans les œuvres de l'imagination et de la pensée, supérieurs dans l'art de gouverner, puisqu'ils ont su fonder un vaste empire, et incomparablement au-dessus de leurs rivaux par leurs doctrines religieuses, les moins altérées et les plus pures peut-être de toutes celles des peuples de l'antiquité profane.

Sans doute, la valeur morale d'une société n'est pas toujours en rapport avec l'excellence de ses doctrines et des principes qu'elle reconnaît. Mais, en général, l'influence de l'éducation religieuse est bien grande, et l'on doit s'attendre, si elle est bonne et si elle n'est pas annulée par la contradiction, à ce qu'elle rendra d'éminents services à la société, en y assurant l'ordre privé et les bonnes mœurs. A cet égard, les Perses, au moment où ils se placèrent à la tête de l'Asie, venaient de subir et d'accepter une réforme

religieuse, qui fit d'eux la nation la plus éclairée du paganisme sur la grande question de nos devoirs et de notre destinée. Comment ce fait s'est-il accompli et quelles sont toutes les inductions qu'on en peut tirer ? C'est ce que nous chercherons à savoir plus tard, quand nous nous poserons, à propos des origines et des développements du Zend-Avesta, les principales questions que peut soulever l'histoire des religions du monde ancien. Pour le moment contentons-nous de dire qu'à l'époque où les vieux cultes de l'Asie s'abîmaient dans la débauche et le carnage, où le polythéisme grec s'évaporait dans le frivole et dans l'absurde, la réforme de Zoroastre remettait les Perses en possession de quelques-unes de ces vérités traditionnelles que le genre humain a connues dès son berceau, et, sans aller jusqu'à les ramener entièrement dans la voie du monothéisme, mettait Cyrus et ses successeurs en état de sentir la grandeur du Dieu qui avait parlé à Moïse et qu'adoraient les Hébreux. Docile à un enseignement religieux qui, malgré ses erreurs et ses lacunes, a des parties dont la grandeur et la beauté nous étonnent nous-mêmes, la nation des Perses (dans son ensemble du moins, car en haut, on échappa de bonne heure à cette influence), dut se placer à un niveau moral auquel les autres peuples de l'Asie ne pouvaient plus atteindre ; et elle puisait dans ses croyances une gravité de mœurs et des vertus privées que les Grecs, devenus sceptiques et moqueurs, n'allaient plus chercher dans leurs temples, ne retrouvaient qu'imparfaitement dans leur conscience, et dont leur ingénieuse philosophie leur présentait la théorie sans pouvoir leur en faciliter la pratique.

Aussi, tandis que la recherche de la sagesse, oubliée

des interprètes de la religion, devenait dans la Grèce, sous forme philosophique, un exercice de l'esprit, accessible seulement à un petit nombre, et en définitive, assez stérile, elle restait chez les Perses, sous forme religieuse, une pratique générale et populaire qu'entretenait l'attachement à des dogmes vénérés, de magnifiques cérémonies liturgiques, et les sublimes prières dont le Zend-Avesta nous a conservé des débris. Tout y rappelait le devoir de pardonner les offenses, la nécessité du repentir, l'efficacité des bonnes œuvres, le sentiment de la grandeur et de la bonté divines, l'aspiration à la vie éternelle; vérités indispensables à la bonne direction de la vie, qui sont de tous les temps, qui se retrouvent aussi au fond des doctrines et des croyances de la Grèce, et que les religions enseignent d'autant mieux qu'elles sont moins altérées et plus conformes à la vérité religieuse commune à tous à l'origine, mais dont le christianisme nous a seul transmis le dépôt intact, parce que seul de toutes les religions de la terre, il l'a reçu de la tradition et le préserve par l'autorité.

Vous voyez, Messieurs, par ces considérations, dans quel esprit et avec quelles dispositions nous allons nous engager dans l'étude de ce grand épisode de l'histoire ancienne. Nous ne voulons plus être dupes du séduisant langage des Grecs, ces beaux et habiles parleurs, qui ont si bien plaidé leur cause auprès de la postérité, qui nous ont tant fait valoir leurs belles actions et leurs grands hommes, qui nous ont si fortement prévenus contre tout ce qu'ils n'ont pas placé sous la sauvegarde de leur recommandation. Nous voulons rompre ce charme, et secouer ce joug, non pas pour réagir contre la Grèce, mais pour lui rendre simplement justice à

elle et à ceux que nous lui avons toujours sacrifiés. Nous nous garderons bien de céder à aucune idée de réaction. Rien ne serait plus capable de compromettre notre entreprise, que de laisser croire qu'elle est inspirée par une passion quelconque, et que nous voulons substituer l'engouement de l'Asie à l'engouement de la Grèce. Nous ne voulons nous faire ni les prôneurs ni les détracteurs de personne, mais seulement être vrais, sincères et libres en face des deux partis, en un mot, prendre l'attitude qui convient à l'histoire éclairée et impartiale.

Nous ferons donc justice de cette prétendue opposition de la barbarie et de la civilisation qu'on a cru voir au fond de la lutte de la Grèce et de la Perse, et qui a donné lieu à tant de déclamations, qu'il faut laisser aux amplifications de rhétorique. Nous étudierons, comme elles le méritent, ces deux civilisations différentes, toutes deux bien imparfaites, du reste, et ayant trop abondé dans le principe qu'elles représentaient, l'une, le principe de liberté qui n'a pas empêché la Grèce d'arriver à la servitude par l'anarchie ; l'autre, le principe d'autorité qui risquait de plonger l'Asie dans l'engourdissement et la torpeur. En effet, Messieurs, nous ne trouverons ni d'un côté ni de l'autre notre idéal, et je doute qu'il soit facile de le rencontrer jamais dans l'histoire, s'il est vrai, comme le dit Tacite, que l'autorité et la liberté sont deux choses inconciliables, *res dissociabiles*. Quant à moi, je ne crois pas qu'elles le soient en principe, mais c'est au moins chose très-difficile à réaliser, et les Grecs et les Perses n'y ont, comme tant d'autres, que bien incomplètement réussi. Enfin, nous les prendrons pour ce qu'ils ont été, les appréciant chacun pour leurs mérites respectifs. Mais, de toute manière, nous aurons à

modifier les points de vue où s'est généralement placée l'histoire classique et traditionnelle et à présenter les deux peuples, que nous verrons aux prises, sous des aspects nouveaux et plus exacts. Que les Grecs y perdent un peu, que les Perses y gagnent quelque chose, ce n'est pas l'essentiel et peu nous importe. Ce qu'il nous faut, c'est que le préjugé tombe et que la vérité se fasse jour.

Quant à l'erreur que j'ai à combattre et qui va provoquer un examen rapide de la seconde question que nous nous sommes posée, c'est surtout contre elle que je voudrais vous prémunir, en ramenant à ses justes termes l'appréciation que l'on doit faire des services rendus par la Grèce au genre humain. Et ici, Messieurs, quoique la précaution soit peut-être superflue, je vous prie encore de croire que je ne songe nullement à faire de diatribe contre la Grèce. Tout à l'heure, j'ai essayé de vous faire comprendre comment nous nous sommes longtemps trompés sur le compte des Perses, comme de toutes les grandes nations asiatiques. Maintenant, j'ai à cœur de vous montrer comment nous nous trompons quelquefois sur le compte des Grecs. Ce sont des rectifications que je vous soumets et pas autre chose. Quant à la Grèce elle-même, il est bien loin de ma pensée de me brouiller avec elle et de lui déclarer la guerre. « Car, dirai-je avec Cicéron, si quelque Romain en a jamais été l'ami et le partisan, je pense que c'est moi. » Sa langue, sa littérature et son histoire ont été l'objet assidu de mes études, et ce n'est pas parce qu'elles me déplaisaient que je leur ai consacré une si grande part des heures de ma vie. J'ai contracté avec la Grèce les liens d'une étroite hospitalité, en séjournant deux ans sur son propre sol et au milieu de ses ruines, et je tâcherai de m'en souvenir en vous en parlant. Enfin, si j'ai fait un livre, c'est la Grèce qui me l'a

inspiré (1). Ainsi, les faits témoignent de mes dispositions envers elle ; je l'apprécie et je l'aime, mais pas au point de ne plus voir ses défauts, ni surtout de transformer mon amitié pour elle en ce culte exalté qui va presque jusqu'au fanatisme et qui égare de bons esprits, d'ailleurs, jusqu'à faire une sorte d'apothéose de son génie et de ses grands hommes. Pour moi, je consens volontiers à louer la Grèce et je ne lui envie rien de la juste part d'éloges qu'elle mérite ; mais la meilleure manière de la louer, à mon avis, c'est d'en parler avec esprit et bon sens, et c'est manquer de l'un et de l'autre que de déclarer, en un langage mystico-philosophique, que son histoire porte le cachet d'une mission divine, qu'elle est véritablement le peuple de Dieu et que ses grands hommes sont des apôtres. Les Grecs d'autrefois, qui étaient des gens d'esprit, auraient été les premiers à sourire de ces louanges hyperboliques, vastes ballons gonflés d'emphatique et creuse admiration, que la moindre piqure du sens commun suffit à percer et à aplatir.

Ici encore, Messieurs, nous sommes moins originaux que nous ne le pensons. Dans ces débordements d'enthousiasme exagéré et naïf, échappés de nos jours à la plume d'écrivains habituellement plus rassis et plus sensés, il y a peut-être plus de préjugé que d'engouement personnel, et ce n'est encore que les anciens que l'on répète en les amplifiant. Il y a deux mille ans environ que Cicéron, dépassant déjà la mesure d'éloges que méritait l'antique gloire d'Athènes, disait de cette ville fameuse que l'on croyait que c'était chez elle que les sciences, les lettres, les arts, l'agriculture, la religion, la justice et les lois avaient pris naissance, et de là

(1) Voyez le vol. des *Iles de la Grèce* dans la collection de *l'Univers*, publiée par Didot, in-8°, 1853.

s'étaient répandus sur toute la terre. Remarquez que Cicéron n'affirme pas précisément cet éloge ; il dit seulement que l'on croit qu'Athènes a rendu ces grands services au genre humain ; mais sous cette forme dubitative, on voit naître et se produire une opinion qui bientôt ne fera plus un doute et qui deviendra celle de tout le monde. A la rigueur, Cicéron et ses contemporains pouvaient y être trompés, et ils sont excusables de parler ainsi. Ils ne connaissaient guère le monde en dehors du système social dont ils faisaient partie, et la Grèce, par sa supériorité intellectuelle, venait de prendre un immense ascendant sur cette société. Le Romain qui l'avait soumise par ses armes subissait l'empire de ses idées, et le vainqueur était aux pieds de sa captive.

*Græcia capta ferum victorem cepit, et artes
Intulit agresti Latio.*

Ainsi, Messieurs, l'état de la civilisation, à cette époque, motive et justifie presque ce mouvement oratoire échappé à Cicéron dans un de ses plaidoyers, et nous pouvons, jusqu'à un certain point, nous associer, en la restreignant, à l'opinion qu'il exprime.

Mais ce qui nous choque, c'est de la retrouver quelquefois de nos jours répétée et grossie, comme il arrive à tous les sons que les échos renvoient, et maladroitement présentée comme l'expression et pour ainsi dire la formule des rapports de la civilisation actuelle avec celle de l'antiquité. Aussi est-ce avec une sorte d'impatience que je lisais dernièrement dans un savant journal périodique cette phrase jetée en passant, dans un article du bulletin bibliographique, où l'on rendait compte d'un livre dans lequel, paraît-il, la Grèce serait considérée « comme l'initiatrice intellectuelle

» des nations de l'Europe moderne sous le triple rapport
» de ses croyances, de ses mœurs et de sa législation. » Je ne sais auquel des deux, de l'auteur du livre ou de celui de l'article, il faut attribuer la responsabilité de cette assertion inconsiderée ; mais en vérité, Cicéron n'en avait pas tant dit. Et c'est ici qu'il faut admirer la force de l'habitude et des idées toutes faites, puisque c'est elle qui fait qu'un savant, un écrivain, quel qu'il soit, semble perdre de vue tous les autres éléments qui ont concouru à former la civilisation moderne, qu'il oublie le christianisme à qui nous devons le retour de la vie de l'âme éteinte dans le vieux monde grec et romain, les influences germaniques et le renouvellement de population qui a rafraîchi et ranimé le sang des races énervées par la civilisation antique ; qu'il oublie tout cela, et bien d'autres choses encore, pour revenir à une idée déjà plus que contestable, il y a deux mille ans, et nous répéter une phrase de Cicéron qu'il exagère et qui n'a plus de sens dans sa bouche.

Car, enfin, a-t-on voulu dire que nous avons été demander à la Grèce nos mœurs, notre législation, nos croyances ? Est-ce que par hasard, nos mœurs seraient grecques ? Dieu nous en préserve, Messieurs ! Il y a eu dans notre histoire des moments où nous nous proposons spécialement d'imiter les mœurs de la Grèce. Mais heureusement, ils sont passés, en ne laissant que de tristes et ridicules souvenirs. Fasse le Ciel qu'ils ne reviennent plus ! Devons-nous à la Grèce notre législation ? Pas davantage. Est-ce que nous avons adopté les lois de Lycurgue et de Solon ? Avons-nous envoyé des décemvirs à Athènes ? Oui, il fut un temps où un législateur français courait les bibliothèques pour y demander les lois de Minos. Malheureusement, il ne

s'en est pas trouvé un seul exemplaire et notre législateur n'a eu que le mérite de sa bonne volonté. Enfin, est-ce à la Grèce que nous devons nos croyances ? Faut-il répondre sérieusement à une telle question ? Est-ce que l'Europe serait déjà redevenue païenne ? Là où l'en y croit encore à quelque chose, ce n'est pas, je pense, aux divinités de l'Olympe. Je sais bien que dans la première ivresse de la renaissance, il y a eu des savants (et quand les savants se mettent à extravaguer, ils vont plus loin que les ignorants, vous savez en quels termes Molière l'a dit), il y a eu, dis-je, des savants dont l'enthousiasme pour la Grèce est devenu un culte aveugle, qui ont voulu oublier l'Évangile, rétrograder vers les aberrations du polythéisme, en un mot se faire païens. Je sais aussi qu'à une certaine époque, on a essayé d'infliger à la France cette transformation, qu'on a fait des temples de ses églises, et qu'on y a remplacé la liturgie chrétienne par la mise en scène des cérémonies du paganisme. Mais tout cela n'a été qu'individuel et momentané ; on est resté chrétien tant bien que mal, ou du moins l'on n'est pas devenu autre chose. Nous ne devons donc pas à la Grèce nos croyances. Mais alors pourquoi le dire et ne vaudrait-il pas mieux se taire que de parler de la sorte ?

Ainsi donc, il saute aux yeux que, même du temps de Cicéron, c'était aller trop loin que d'attribuer à la Grèce l'invention et l'initiative de tout ce qui constitue la civilisation : l'histoire du genre humain, mieux connue de nos jours, nous permet de redresser cette erreur. Appliquée aux temps chrétiens et modernes, elle est encore plus choquante et insoutenable, et vous voyez que nous en avons facilement raison. Mais l'erreur est tenace ; repoussée sous une forme, elle change de costume et de visage, elle revient

à la charge avec des armes nouvelles et il faut recommencer le combat. Battus sur le terrain de la science et du raisonnement, les tenants de la thèse que la Grèce est la mère de la civilisation, se lanceront dans les champs illimités de l'imagination et de l'enthousiasme, et ils entreprendront de nous persuader que c'est à la Grèce que nous devons le christianisme. Pour nous préparer à lui prêter ce rôle, il faut de bien grands mots et tout le prestige d'un style exalté. On ne s'en fait pas faute, et l'on écrit d'un ton inspiré ces lignes, que je tiens pour un pompeux galimatias et que Cicéron aurait classées dans le genre boursoufflé des orateurs asiatiques. « Si jamais peuple fut prédestiné par le ciel pour un destin spécial et mérita le nom de peuple de Dieu, ce fut celui-là. Il le fut pendant dix siècles, puisque pendant dix siècles, il marcha à la tête de l'humanité, lui frayant une route immortelle ; il le fut par-dessus tous ceux qui avaient été choisis auparavant et qui l'ont été après, puisque ce fut par lui et chez lui que prit définitivement racine, au milieu de l'humanité, cet arbre de la civilisation qui doit à la longue couvrir la terre de son feuillage (1). »

Évidemment, Messieurs, on sent en lisant ces lignes qu'on n'est plus sur le terrain de la science ni de la réflexion. Ce n'est pas de l'histoire, car il n'y a pas de véritable histoire sans le respect des faits, et ici il n'en est tenu aucun compte. Ce n'est pas de la philosophie, car la philosophie demande une solidité et une justesse de jugement qui font ici complètement défaut ; et cependant, ce qui n'est ni de l'histoire ni de la philosophie, réussit à nous faire illusion et

(1) Voyez dans les *Mélanges philosophiques* de Jouffroy, le morceau intitulé : *Du rôle de la Grèce dans le développement de l'humanité*, 2^e édit. 1838, p. 85.

trouve le secret de s'accréditer sous le nom de philosophie de l'histoire. Des idées qui seraient tout au plus bonnes à défrayer les chants des poètes officiels de la Grèce, si la Grèce antique avait eu des poètes officiels, en viennent de nos jours à être érigées en système, et c'est avec ces dithyrambes à froid qu'on prétend interpréter les desseins de Dieu sur le monde et les destinées du genre humain. Dans ce système, qui laisse bien loin derrière lui l'éloge consacré par Cicéron à la gloire d'Athènes, et où l'on parle en prophète sans autre inspiration qu'un enthousiasme factice et personnel, il va sans dire que la victoire de la Grèce est le triomphe de la civilisation sur la barbarie, que c'est en vue de ce triomphe que Dieu a fait tout exprès la nation grecque, qui est sans cesse appelée le *peuple prédestiné*, le *peuple choisi*, qui arrive enfin, à travers mille épreuves, à la conscience de ses destinées et dont Dieu ramasse toutes les forces entre les mains d'Alexandre, afin qu'il les accomplît.

Remarquez, Messieurs, qu'un tel langage n'est possible que dans le sein du christianisme. Il faut être né chrétien pour se tromper de la sorte. C'est dans l'Écriture sainte que se trouve cette idée d'un peuple de Dieu, d'un peuple choisi et prédestiné pour un rôle que les peuples ne peuvent accomplir d'eux-mêmes, et qui constitue une destinée spéciale et vraiment surnaturelle. Or, cette idée est vraie là où elle se trouve, parce qu'elle se présente avec ses preuves, qui sont des faits consignés dans un livre d'histoire dont il est plus facile d'attaquer que de détruire le témoignage, et qui survivra à l'exégèse qui se flatte d'en ruiner l'autorité. Mais transporter sérieusement cette idée hors de la Bible, en faire la théorie de l'histoire d'un peuple qui s'explique bien

sans cela, puisqu'elle a ses Hérodote, ses Thucydide et ses Xénophon, c'est, je le répète, se mettre complètement en dehors de la science et de la raison, c'est perdre la faculté de discerner, et c'est s'égarer dans ce que j'appellerais le mysticisme rationaliste, qui est le pire de tous les mysticismes.

Mais la théorie ne s'en tient pas là, et après la contre-façon de la Bible, elle nous donnera celle de l'Évangile. Au peuple de Dieu et à sa vocation, vont succéder l'homme de Dieu et sa mission. L'un et l'autre se trouvent dans l'histoire d'Alexandre. « Ce fut, nous dira-t-on, ce fut moins une conquête qu'une mission, le général avait le génie d'un apôtre et ses victoires avaient des lendemains où le disciple d'Aristote éclipsait le roi de Macédoine. » Certes, Messieurs, il y a eu des apôtres au monde, et l'Évangile nous apprend à quels signes on les reconnaît ; quant à moi, tout disposé que je sois à proclamer les grands et beaux côtés du caractère et du rôle d'Alexandre dans l'histoire, je ne pourrai jamais voir que le contraire d'un apôtre dans ce conquérant, qui s'est cru Dieu, qui s'est fait adorer de ses semblables et qui est mort, à trente-trois ans, des suites de son intempérance.

Mais pourquoi cet empressement à délivrer à Alexandre son diplôme d'apôtre et à donner un caractère divin à son rôle historique ? Ah ! c'est qu'on a déclaré la guerre à un fait et qu'il faut absolument le remplacer par une erreur systématique. C'est qu'on veut à tout prix mettre sur le compte d'Alexandre l'œuvre qui a été accomplie par les apôtres, et qu'il faut se faire des apôtres à son usage, quand on ne veut pas de ceux de tout le monde. Aussi le lecteur, préparé par cet artifice de langage, peut s'attendre à quel-

que chose d'extraordinaire, et on ne risque plus de l'étonner quand on lui dit que de *l'union intellectuelle*, établie par Alexandre entre l'Orient et la Grèce, *résulta le premier monde civilisé, le monde grec ou oriental, du sein duquel sortit le christianisme*. Conclusion à laquelle, pour mon compte, je n'aurais rien à reprendre, tant j'aimerais à me trouver d'accord avec mes adversaires, si l'on voulait y substituer un mot à un autre, le mot *entrer* au mot *sortir* et dire alors à la place de ce que vous venez d'entendre, *le monde grec ou oriental au sein duquel entra le christianisme*. Ainsi rectifiée, la conclusion serait inattaquable et deviendrait une vérité au lieu d'être une erreur, ce qui n'est pas indifférent pour ceux qui aiment à s'éclairer. Et de plus elle aurait l'avantage d'attribuer à chacun ce qui lui est dû, et de rendre justice à tout le monde, en faisant ressortir la grandeur des entreprises d'Alexandre et la puissance du génie grec, sans méconnaître le caractère surnaturel de l'établissement du christianisme, et sans supprimer le rôle spécial du vrai peuple de Dieu et des véritables apôtres.

Mais cette substitution, c'est justement ce à quoi on ne voudra pas consentir, et c'est ce qui éternisera cette polémique. On tient trop à faire prévaloir la thèse du rationalisme sur la question de l'origine du christianisme, à lui ôter son caractère de religion révélée pour en faire le résultat du progrès de la raison, afin de donner à la raison le droit de le remplacer. Dans ce but, on lui fait des compliments très-flatteurs, sans doute, mais auxquels il n'a garde de se laisser prendre : on lui dit qu'il fut *la première religion réfléchie, la première religion d'hommes, qu'il fut le produit, l'expression et le couronnement du premier âge*

de la civilisation. Si on pouvait lui prouver toutes ces belles choses, il se laisserait persuader ; mais comme il peut réfuter tout cela, quand on veut bien se donner la peine d'argumenter avec lui, comme il est toujours en mesure de prouver le contraire à ceux auprès de qui les preuves suffisent, il ne se rendra jamais et ne tombera pas dans de tels pièges. Et quand il voudra faire de la philosophie de l'histoire, il jugera avec discernement les œuvres des peuples et des individus, et il rendra à chacun selon son action et ses mérites, sans intervertir et sans supprimer le rôle de personne.

Messieurs, je n'aurais pas songé à relever les idées que je viens de vous soumettre, si elles n'étaient que les fantaisies oubliées d'un écrivain obscur et d'un rêveur méconnu. Mais loin de là, elles sont sorties de la pensée d'un homme qui a été l'un des maîtres les plus accrédités du spiritualisme contemporain et dont la parole, il m'en souvient encore, quoique je n'en ai entendu que les derniers accents, exerçait sur la jeunesse d'autrefois un ascendant considérable et, à beaucoup d'égards, bien légitime. Quant à moi, je ne sais s'il est le premier qui ait introduit dans les appréciations historiques cette confusion d'idées et cette exaltation de langage dont je vous ai produit des échantillons ; mais ce que je vois, c'est que, depuis ce temps, cette manière de penser et de dire a été fort en vogue, et je crains bien d'être obligé de reconnaître que cet exemple, venant d'un maître autorisé, n'ait puissamment contribué à fausser et à corrompre le jugement, la langue et le goût français. Ce qu'on a fait, il y a près de quarante ans, au milieu de l'enthousiasme qu'inspirait la cause de la Grèce alors soulevée contre l'oppression mu-

sulmane, est devenu à la mode pour toutes les causes que l'on adopte et que l'on veut glorifier. On les divinise, on fait l'apothéose de ceux qui les soutiennent, il n'est plus question que d'apôtres et de martyrs, les peuples sont des incarnations de la divinité, on marche vers une apothéose universelle, et l'on ne s'aperçoit pas que c'est là une des mille pentes par où nous glissons insensiblement dans l'abîme du panthéisme humanitaire.

Je tenais, Messieurs, à vous signaler cette tendance qui, du terrain de la politique où elle s'est produite d'abord, a fait irruption dans l'histoire du passé et la dénature au point de la rendre méconnaissable. Mais ce n'est que la moitié de notre tâche, il faudra encore que nous sachions nous garantir de ces entraînements et qu'en signalant l'erreur des autres, nous n'allions pas, à notre tour, nous briser contre les écueils des problèmes où ils ont fait naufrage. Pour échapper à ce péril, nous nous garderons bien de mettre l'enthousiasme à la place de l'examen attentif des faits, d'entasser des rêveries sur des hypothèses sans base, de prêter à des fantômes le langage de la Pythie ou des Sybilles. Nous nous attacherons à observer fidèlement les règles instituées par la saine logique pour réussir dans la recherche de la vérité, dont la principale est de ne jamais s'en tenir aux apparences et d'aller toujours au fond des choses. C'est toujours par là que l'homme est trompé, car à ne regarder que le dehors, rien ne ressemble plus à la vérité que l'erreur, et c'est pour cela que celle-ci circule si facilement. *Decipimur specie recti*, a dit excellemment un poète latin ; il faut bien nous pénétrer de cette maxime, et tenir autant, pour le moins, à savoir discerner une idée vraie d'une idée fausse, qu'une mauvaise monnaie d'une bonne.

Ainsi, dans la question qui nous occupe, que nous ne pouvons pas traiter à fond dans ce discours, mais qui se reproduira sans cesse dans nos leçons, nous n'aurons véritablement qu'une chose à faire, celle de discerner, dans les solutions qu'on en donne, les idées qui sont de bon ou de mauvais aloi, celles qu'il faut laisser, celles qu'il faut enlever à la circulation. Et nous verrons, dans ce travail, combien elles se ressemblent entre elles à ne considérer que l'empreinte, combien elles diffèrent si l'on compare le métal, le titre et le poids. Ainsi, par exemple, il est souverainement faux de frapper le peuple grec à l'effigie du peuple hébreu, et de vouloir nous le faire accepter à sa place pour le peuple élu, prédestiné, pour le peuple de Dieu en un mot. Cela fait une fausse pièce, dont beaucoup se contentent, il est vrai, ceux qui ne regardent que les dehors et qui ne jugent que par les sens, mais qui n'a pas cours chez ceux qui vont au fond et à l'esprit des choses. Mais cette même pièce, elle a cependant sa valeur, et je la rendrai bonne, si je ne veux pas tromper et la donner seulement pour ce qu'elle est : c'est-à-dire que je puis reconnaître que le peuple grec a eu une vocation spéciale, puisque Dieu a enrichi son intelligence de qualités exquisés, qu'il a su développer par son énergie propre, et dont il a fait, à tant d'égards, le plus heureux emploi. Ramenée à ces termes, cette idée est de bon aloi, mais on la gâte dès qu'on la confond avec l'élection surnaturelle qui a marqué le peuple hébreu, et qui lui a assigné un rôle à part dans le genre humain.

Quant à Alexandre, il ne faut jamais l'appeler un apôtre, car l'association de ces deux mots est aussi forcée que ridicule, mais il est vrai de dire, qu'il a été, comme l'est du

reste, à sa place, chacun de nous, le serviteur des desseins de Dieu sur le monde. Et nous savons qu'il en avait le sentiment confus, comme il arrive à tous les grands hommes sur qui la main divine pèse plus fortement que sur tous les autres, et que ce fut avec un profond respect, selon le récit de Josèphe, qu'il s'inclina devant les prophéties qui prédisaient sa venue, et que le grand-prêtre Jaddus lui montra dans le temple de Jérusalem.

Enfin, Messieurs, il faut bien reconnaître que l'extension de la domination grecque en Asie, remplacée plus tard par celle des Romains, est liée en quelque sorte à la préparation naturelle de l'établissement du christianisme sur la terre, puisque là où elle a été bornée par la restauration de l'empire des Perses, là aussi s'est arrêtée sur ce point la propagation de l'Évangile. Il est donc vrai que la civilisation gréco-romaine a eu des dispositions particulières et des affinités secrètes, qui en ont fait la première et la plus importante conquête de l'Église. Mais comment faut-il l'entendre pour que cette idée reste vraie et qu'elle ne devienne pas l'erreur que nous avons surtout à cœur de combattre ? Ici, les considérations se pressent en foule à mon esprit et je suis obligé de les écarter, pour ne pas étendre indéfiniment ce discours. Je n'ajouterai que deux mots et une comparaison pour vous faire entendre ma pensée à ce sujet.

Le développement de la civilisation antique a été favorable à l'établissement du christianisme, non en le produisant, comme un arbre produit naturellement son fruit, mais parce qu'en vertu de ses progrès même, elle lui a fourni plus de moyens de se propager, et elle s'est réservée à elle-même moins de moyens de résistance. Loin

d'être le produit de sa pensée et le fils de ses entrailles, le christianisme se présente à elle comme un envahisseur et un conquérant. Elle résiste à outrance, mais c'est vainement, et elle est vaincue. Le christianisme se fait des armes de tout ce qu'elle avait préparé pour sa prospérité, sa splendeur et sa gloire. Il parle ses deux langues et s'en empare pour ses liturgies, il parcourt librement ses vastes routes, il s'établit dans sa capitale, il trouve dans sa philosophie des arguments à l'appui de ses affirmations dogmatiques, enfin, grâce à cette philosophie, qui a été assez puissante pour ruiner l'empire des vieux cultes et de leurs sacerdoces, mais qui, en même temps, a fait le vide dans les âmes, il trouve une société malade, démantelée, et plus facile à conquérir que celles où se conservait l'ascendant des superstitions du passé. Voilà, Messieurs, aussi brièvement que possible, comment je comprends, en dehors de l'action surnaturelle de Dieu, la préparation historique de l'établissement de l'Église dans le monde ; de sorte que les Grecs et les Romains me paraissent y avoir travaillé à peu près comme l'architecte et les ouvriers qui ont fait le Panthéon d'Agrippa, qui l'ont splendidement décoré pour y recevoir toutes les divinités du polythéisme, et qui se sont trouvés avoir travaillé, sans le vouloir et sans le savoir, à préparer une église pour le culte du Dieu qu'annonçaient les apôtres. C'est de cette façon que la civilisation antique a concouru à l'établissement du christianisme dans son sein, et c'est ainsi encore que la civilisation moderne qui, en définitive, ne poursuit que les résultats politiques ou sociaux qui la flattent, lui prépare pour l'avenir, dans l'univers entier, de plus complets et définitifs triomphes.

Ah ! sans doute, à ne regarder que certains signes in-

tellectuels et moraux du présent, cette espérance peut paraître une chimère. Mais il n'en n'est rien : pour moi elle est pleine de certitude, et je ne doute pas que les temps futurs n'en voient l'accomplissement. Toutefois, pour qu'elle se réalise, il ne faut pas se croiser les bras avec tristesse et résignation, il faut lutter avec allégresse et confiance. Le triomphe final n'est assuré qu'aux braves. Il faut donc combattre. Mais contre qui ? contre quoi ? Tout simplement contre l'adversaire qui est devant soi et qu'on trouve à la portée de son bras. Sur le terrain de l'histoire, où je suis placé et qui est mon poste, je rencontre des erreurs, des faux systèmes, des théories dangereuses. Je leur fais la guerre, au nom de la science que j'enseigne, qu'il importe de dégager des ténèbres dont on l'enveloppe et qui effacent de plus en plus la distinction du vrai et du faux, comme du bien et du mal. Si au milieu de cette polémique je jette quelquefois un cri d'alarme, ce n'est pas ma faute, c'est qu'il m'échappe à la vue des périls que courent la science et la raison publiques, et du désordre qui se fait dans le monde des idées. En cela je ne suis pas le seul : de tous côtés, les esprits attentifs et vigilants regardent à l'horizon et s'inquiètent. J'entends bien des voix qui se joignent à la mienne pour nous prodiguer de salutaires avertissements. Écoutez, entre autres, celle d'un savant publiciste et jurisconsulte, professeur de législation comparée au Collège de France. « En » dehors du christianisme et de l'école spiritualiste, la phi- » losophie marche à la négation d'un Dieu personnel. La » Providence n'est plus qu'un vain mot inventé par la foi » naïve de l'humanité. Une loi inexorable tourne le » monde, la nature est une force inconsciente qui produit

» et absorbe toutes les existences , nous revenons à la
» fatalité des stoïciens (1). »

Or , Messieurs , ce que fait la mauvaise philosophie , la fausse science historique l'accomplit d'une manière plus dangereuse encore , parce qu'elle est à la portée d'un plus grand nombre . En attaquant le christianisme sur le terrain de l'histoire , en le niant comme fait , en n'y voyant qu'un système , qu'une évolution de l'esprit humain , que le produit de l'union de la Grèce et de l'Orient contractée sous les auspices d'Alexandre , en détruisant tous les témoignages qui attestent que la religion a une cause en dehors et au-dessus de l'homme et de la nature , l'histoire marche aussi vers la négation d'un Dieu personnel et nous replonge dans le gouffre d'où le christianisme nous avait tirés . Eh bien , voilà l'ennemi contre lequel il faut combattre ; voilà la lutte que nous avons à soutenir , que nous avons engagée dès le premier jour , vous le savez , et que nous sommes disposés , aujourd'hui plus que jamais , à continuer vaillamment . Tâche bien lourde et quelquefois ingrate , je le sais , mais qui laisse dans le cœur d'austères et nobles satisfactions , celle de savoir qu'on a conquis l'estime de ceux qu'on a voulu éclairer , même quand on n'est pas parvenu à y réussir , et celle de posséder l'approbation de sa conscience dont toute la joie est dans le sentiment du devoir accompli !

(1) *Journal des Débats*, 31 janvier 1860, article de M. Laboulaye.



CINQUIÈME DISCOURS (1)

ROME, L'EMPIRE, L'ÉGLISE.

Messieurs,

C'est avec confiance que je monte pour la première fois dans cette chaire, non pas que je présume beaucoup de moi-même ; j'ai toujours été et je suis encore, en ce moment surtout, dans le sentiment contraire. Mais, en me voyant chargé de l'enseignement de l'histoire, dans une cité si riche des traditions de son passé, et qui, dans le présent, en cultive avec tant de zèle et de succès le souvenir, je sais d'avance que je puis compter sur les dispositions bienveillantes d'un public éclairé et studieux, et je me sens fortifié contre ma propre faiblesse par sa sympathie et ses encouragements. Ainsi donc, si j'arrive à vous sans crainte, ce

(1) Ce discours a été lu le 13 décembre 1854. Je prie le lecteur qui s'étonnerait de voir le discours, prononcé le premier, ne figurer qu'au cinquième rang dans ce recueil, de se reporter aux explications de la note de la page 1 de ce volume. Qu'on veuille bien aussi relire la note de la page 7, et se rappeler qu'on en était, en 1854, aux débuts de la guerre de Crimée, qui était alors la grande préoccupation de l'opinion publique. Quant au programme tracé dans ce discours, la première année ayant à peine suffi à l'histoire de la république romaine, je l'ai repris et achevé en 1857, dont le cours a été consacré à l'histoire de l'Empire et à celle des premiers temps de l'Église. Mais la leçon d'ouverture de cette année 1857 n'ayant pas été écrite, je n'ai pu l'insérer dans ce recueil.

n'est pas en moi que je mets ma confiance, mais, je vous le déclare en toute sincérité, après Dieu, c'est en vous-même.

Avant d'en venir au sujet d'étude qui nous occupera cette année, et pour ouvrir la série des relations intimes qui doivent désormais s'établir entre nous, laissez-moi vous communiquer, Messieurs, quelques réflexions que m'inspirent et ma présence au milieu de vous, et l'existence de ces facultés nouvelles dont je fais partie.

Il y a un mois à peine, à la séance de rentrée de la Cour impériale de votre ville, l'éloquent magistrat (1) dont la parole a retenti dans cette solennité, résumait en ces deux mots la situation actuelle de la France : la guerre au dehors, le calme au dedans. En entendant parler de ce calme intérieur dont nous jouissons, au milieu des préoccupations si vives d'une guerre déjà presque européenne, il m'a semblé que rien ne prouvait mieux combien il est réel et profond que la création même de ces nouveaux centres d'instruction nationale, de ces facultés consacrées à l'enseignement des sciences et des lettres, dont nous inaugurons aujourd'hui les cours. En effet, Messieurs, c'est la paix au dedans, lorsque l'activité intérieure, loin de se ralentir, prend de jour en jour plus de force et d'extension, lorsque toutes les opérations de l'industrie et des arts reçoivent une impulsion de plus en plus vigoureuse, surtout lorsque des institutions de haut enseignement se multiplient pour convier l'esprit des hommes faits aux nobles préoccupations des études scientifiques et littéraires. Or, c'est toujours un grand spectacle que celui du calme dans le déploiement de la force, et, s'il nous est donné aujourd'hui de le contempler, nous le devons

(1) M. Saudbreuil, alors avocat général à la Cour de Nancy, aujourd'hui procureur général près la Cour impériale d'Amiens.

au génie du Souverain à qui sont confiées les destinées de la France, et qui, de la même main dont il signe les ordres qui couvrent la Baltique et la mer Noire de nos vaisseaux, et, qui transportent nos soldats sur leurs lointains rivages, décrète aussi cette modeste expédition des professeurs des facultés nouvelles, que j'appellerais volontiers les soldats de la paix.

Oui, Messieurs, notre mission, au poste qui nous est confié, est de travailler au maintien, à l'accroissement de cette paix et de cette sagesse des intelligences, qui sont la plus sûre garantie du calme, du bonheur et de la prospérité des nations civilisées, où, grâce à Dieu, l'ordre ne repose pas seulement sur la force. Notre moyen d'action, c'est l'enseignement des lettres et des sciences, dont l'influence est décisive pour la direction intellectuelle et morale des peuples. Toujours puissantes dans leurs effets, je sais qu'elles ne sont pas toujours également bienfaisantes, et quelquefois elles n'ont dissipé l'ignorance que pour accréditer l'erreur. C'est là un inconvénient inévitable attaché à la nature finie et bornée de notre raison. L'esprit humain n'est point infaillible ; ses propres efforts l'égareront souvent ; mais il suffit qu'il aime la vérité, qu'il en respecte les principes fondamentaux dans la religion qui les lui enseigne, pour que ses erreurs ne soient pas irrémédiables et qu'elles lui deviennent même un moyen et une occasion de perfectionnement et de progrès.

En élevant à cette hauteur la tâche de l'enseignement, j'ai surtout en vue celui dont je suis chargé auprès de vous, l'enseignement de l'histoire, qui est peut-être, de toutes les sciences, celle dont la voix parle le plus haut, s'adresse au plus grand nombre et qui, en associant tou-

jours le précepte et l'exemple, la théorie et l'application, contribue, plus que toute autre, à former et à développer la raison pratique des peuples. Ce serait n'y rien comprendre et la réduire à bien peu de chose, que de n'y voir qu'un divertissement littéraire, ou que la satisfaction d'une vaine curiosité. Aussi nous ne ferons pas de l'histoire pour de l'histoire : nous saurons en comprendre la véritable utilité, et exiger d'elle tous les services qu'elle peut nous rendre, en faisant en sorte qu'elle nous soit un chemin pour arriver au but suprême qui lui est commun, avec toutes les autres sciences, les sciences morales surtout, c'est-à-dire pour atteindre à cette sagesse qui embrasse à la fois la connaissance de notre destinée et celle des moyens de la remplir. Morale en action pour les particuliers, école de politique pour les hommes d'État, c'est elle qui doit nous façonner et nous préparer aux épreuves de la vie privée et de la vie publique, en devançant, en remplaçant quelquefois l'expérience, dont les leçons s'achètent toujours si chèrement. C'est ainsi que l'entendait Bossuet, lorsqu'il recommandait l'étude de l'histoire à son royal élève, en lui disant : « Quand l'histoire serait inutile aux autres hommes, » il faudrait la faire lire aux princes. Car, ajoutait-il, les » histoires ne sont composées que des actions qui les occupent, et tout semble y être fait pour leur usage. » Excellente raison pour toucher un prince, et qui n'est pas moins bonne pour toucher le public, dans un temps où l'histoire, s'occupant de tout et de tout le monde, a acquis le droit d'appeler tout le monde à ses leçons.

En effet, Messieurs, notre siècle, qui comprend ses besoins, a vraiment une vocation historique. Succédant à une époque qui avait affaibli ou égaré chez nous le sens tradi-

tionnel, il a compris qu'il fallait renouer avec le passé et tenir compte des antécédents de tout genre, sur lesquels repose l'édifice de la civilisation. Aussi, de nos jours, l'histoire a pris un caractère d'universalité qu'elle n'avait jamais eu. Le XVIII^e siècle avait créé l'encyclopédie de toutes les connaissances humaines. Le XIX^e a entrepris l'histoire de l'encyclopédie ; on fait maintenant l'histoire de toutes choses, l'histoire des religions, des philosophies, des institutions politiques et sociales, l'histoire des lettres, des arts, des sciences, l'histoire du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, l'histoire générale de tous les peuples, celle des nations, des provinces, des cités, des châteaux, des couvents, des églises, et de tous les monuments de l'art ; rien n'échappe à cette ardeur d'investigation qui anime tant d'infatigables travailleurs. Heureuse disposition de notre époque qui nous ramènera, je l'espère, au respect éclairé du passé, et qui délivrera le temps présent des aventureuses utopies, par lesquelles les contempteurs de la tradition historique préludaient à l'organisation d'un chimérique avenir. Oui, Messieurs, augurons bien de cet immense labeur ; j'ai le pressentiment qu'il en sortira la confirmation de vérités sociales et religieuses autrefois défigurées ou méconnues, et que l'histoire, retremée dans une saine et forte érudition, réparera bien des torts, en dissipant bien des préjugés et des erreurs qui s'abritaient sous l'autorité de son nom.

Messieurs, le cours de cette année sera consacré à l'enseignement de l'histoire romaine. Dans les temps anciens il n'est pas de sujet qui nous intéresse plus directement. C'est dans Rome, comme dans un foyer commun, que sont venus se concentrer tous les rayons lumineux projetés par la civi-

lisation antique, et c'est d'elle que nous les avons reçus. Aussi dans un temps comme le nôtre, où l'on aime tant à se rendre compte des précédents et de l'origine des choses, c'est remonter à la source même des informations que d'étudier le passé d'un peuple dont nous sommes, à tant d'égards, les descendants. C'est donc une étude d'une haute importance spéculative. Quant à son intérêt dramatique, il n'est pas moins grand, car les annales romaines nous déroulent, pendant une durée de onze siècles, le plus grandiose spectacle, et la plus étonnante destinée qu'il ait été donné à un peuple d'accomplir.

En effet, une ville, une petite ville des bords du Tibre, d'abord simple ramas de fugitifs du voisinage, n'ayant pour armée que quelques milliers de citoyens, pour territoire qu'une étroite banlieue, se donne une constitution intérieure, des mœurs et des vertus civiques qui la rendent invincible. La guerre est son occupation constante, et la victoire est le résultat infaillible de toutes ses guerres. L'Italie devient sa première conquête, et non-seulement elle se l'assujétit, mais elle en fait l'instrument puissant et docile de ses conquêtes futures. Bientôt sa domination franchit les limites de la péninsule, et partout au loin s'établit l'autorité du peuple roi, *populum late regem*. Que sont les États de l'Europe moderne ? qu'est-ce que la France ? qu'est-ce que l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, et ces contrées du Danube et de la mer Noire que l'on se dispute en ce moment le fer à la main ? qu'est-ce que la Grèce, la Turquie et tant de régions de l'Asie jusqu'à l'Euphrate, et de l'Afrique jusqu'à l'Atlas et au désert ? Rien autre chose que d'anciennes provinces de l'Empire romain. Oui, Messieurs, nous avons été des Romains, nous avons

reçu ce nom avec reconnaissance, nous l'avons porté avec orgueil, et le moment où il fut effacé du sol que nous foulons, a été un moment de grande humiliation et d'indicibles souffrances.

Ainsi donc la formation de l'Empire romain est, dans l'ordre politique et social, le plus grand fait de l'histoire du monde occidental. Nous en subissons encore, nous en subirons toujours les conséquences. Notre législation, notre littérature, notre langue, nos arts, toute notre civilisation, en un mot, en conservera éternellement l'empreinte. Cette influence domine tout le côté temporel et humain de notre organisation sociale, de même que son côté spirituel et divin relève de l'influence et de l'action du christianisme.

L'Empire romain, le christianisme, toute l'histoire du progrès de l'humanité se résume dans ces deux grandes institutions, qui toutes deux se sont concentrées dans la même cité. Au moment où elle devenait la capitale d'une société politique qui a réuni en un seul faisceau toutes les nations de l'ancien monde occidental, Rome devenait aussi la capitale d'une société religieuse ouverte à tous les peuples, et qui ne devait connaître ni limites dans le temps, ni frontières dans l'espace. Dieu mettait une âme dans ce vaste corps que l'homme avait formé du limon de la terre, et l'Église s'établissait à côté de l'Empire, pour le préserver, pour le sauver, s'il était possible, de l'excès de sa propre grandeur. C'en était assez pour mettre les grands écrivains du christianisme sur la voie des desseins de la Providence, et, tout en laissant au peuple romain la responsabilité de ses actes, si souvent violents et injustes, tous, depuis saint Augustin jusqu'à Bossuet, ont reconnu qu'il avait eu une mission à remplir dans l'ordre politi-

que, comme les Grecs dans l'ordre intellectuel, et qu'il avait été appelé à concourir, par des moyens et une action dont il ne s'est pas rendu compte, à la propagation et au triomphe de l'Évangile sur la terre.

Malgré le voile dont elle restera toujours enveloppée (1), précisément parce qu'elle touche au mystère des vues de la Providence sur le monde, cette doctrine frappe tout d'abord par sa grandeur, et rien de plus simple et de plus solide n'a jamais été dit, depuis que l'esprit humain s'interroge sur les destinées de la ville éternelle. Dans tous les temps, l'idée d'une mission divine s'est présentée d'elle-même à ceux qui se sont posé ce problème, et toute solution cherchée en dehors de cette donnée a pâli et s'est effacée devant le grand jour de cette conception de la foi de tous les âges qui, là, comme partout, ouvre et éclaire d'avance la route que la science s'efforcera plus tard de

(1) Aussi ne faut-il pas oublier que nous ne pourrons jamais le soulever entièrement, et que nous devons mettre beaucoup de réserve dans toute investigation scientifique à ce sujet. Il est des vérités qu'il faut se contenter d'affirmer simplement et hautement (et toutes celles qui ont rapport à l'action de la Providence, à la coexistence de la prescience divine et de la liberté humaine sont de ce nombre) sans en chercher de subtiles démonstrations, qui les obscurcissent plutôt qu'elles ne les éclairent. C'est à quoi n'a pas assez songé M. de Lasaulx dans son trop savant mémoire *Zur Philosophie der römischen Geschichte*, où tant d'aperçus contestables et chimériques tournent contre la vérité qu'il s'efforce d'établir, et attirent sur elle les objections et les réfutations qu'ils provoquent contre eux-mêmes. Cela n'empêche pas que sa donnée ne soit vraie ; mais elle est affaiblie plutôt que fortifiée par sa démonstration, et c'est un malheur quand on défend une bonne cause. Puissé-je y avoir échappé, dans ce discours, comme dans tous les autres de ce recueil ! (Voy. l'analyse du mémoire de M. de Lasaulx dans l'article de M. Saint-René Taillandier : *De la philosophie de l'histoire romaine*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1863, p. 360.)

parcourir, pour atteindre la même vérité par les moyens qui lui sont propres. Aussi est-ce des hauteurs où cette doctrine nous place, et avec la lumière qu'elle nous donne, que je veux aujourd'hui considérer mon sujet dans son ensemble, en vous traçant un aperçu rapide du développement de la puissance de Rome et de son action sur le monde, en vous présentant une esquisse générale de son histoire, qui servira d'introduction à tout l'enseignement de cette année.

A nous contenter, pour le moment, des données de l'antique légende, et en remettant au jour de la discussion la tâche de prononcer entre les données de la tradition et les conjectures de la critique moderne, ne semble-t-il pas, Messieurs, que la destinée toute spéciale de Rome, que le rôle unique qu'elle devait jouer dans le monde se révélerent dès son origine ? Cette ville, qui devait admettre dans son sein tant de cités et tant de peuples, qui devait former par leur agrégation successive un corps immense dont elle restera la tête, fut d'abord elle-même une association. Dans cet asile ouvert par Romulus sur le mont Palatin vécurent confondus, sans distinction de race, des hommes venus de tous les coins de l'Italie, Latins, Sabins, Étrusques, aventuriers grecs et ombriens ; grands et petits, libres et esclaves, bannis, meurtriers même, tous y furent admis (1). La singularité de ces commencements a

(1) Dernièrement, à propos d'une expédition du roi de Dahomey contre Abbeokuta, une grosse ville de la côte ouest de l'Afrique, les journaux nous donnaient de curieuses indications sur l'origine de cette cité qui est toute récente. Voici ce qu'on lisait, à ce sujet, dans le *Moniteur* du 15 mai 1864 : « Abbeokuta signifie : *sous la pierre*. Le nom vient, partie de vingt collines de formation primitive, sur lesquelles la ville est bâtie, et partie du

frappé les historiens romains eux-mêmes : « On ne saurait » croire, peut-on dire en résumant leurs aperçus, avec » quelle facilité merveilleuse s'effacèrent les dissemblances » d'origine, de langage, de mœurs, et comment, de ces » éléments si divers, agglomérés en un seul corps, sortit » le peuple romain (1). » Tous ces étrangers cimentèrent leur union en accomplissant une cérémonie religieuse, que l'on peut considérer comme le symbole de l'avenir réservé à leur nouvelle et commune patrie. « Un fossé, dit Plu-

souvenir d'un rocher de porphyre appelé *Olumo*, situé dans le centre de la ville, et dans lequel des bandes de brigands s'étaient creusé des cavernes. En 1825, *Olumo* fut abandonné par les voleurs, et devint, dans la même année, le refuge de quelques hordes misérables qui fuyaient les chasseurs d'esclaves. C'est de cette poignée de fugitifs que sortit la grande cité d'Abbeokuta. D'autres hordes arrivèrent de toutes les parties de la province pour se dérober aux misères du pays. Ils s'établirent sur les collines en petites communautés séparées. Chaque cité partielle avait ses lois propres, chacune avait son chef, son juge, son général et sa maison de conseil ; et chacune prit d'abord le nom du village dont les fugitifs étaient originaires. Les montagnes marquent encore le site primitif de chaque village. Ces villages mêmes sont encore complètement distincts les uns des autres, mais aucune limite naturelle ni légale n'existe entre eux, et toute la communauté est renfermée dans le rempart commun qui a arrêté l'invasion du Dahomey. » Aujourd'hui Abbeokuta compte 200,000 habitants, et elle est assez forte pour repousser les attaques d'un Porsenna africain. Est-elle destinée à remplir dans cette contrée le rôle que Rome a joué dans le monde occidental ? Je ne sais, et c'est le secret de l'avenir, s'il y a un avenir pour Abbeokuta. Mais il n'en est pas moins curieux de rapprocher les commencements de cette cité de ceux de Rome. Sans forcer la comparaison, il y a là des analogies frappantes très-propres à éclairer la critique et à la confirmer, en même temps, dans les résultats qu'elle a obtenus, depuis Niebuhr jusqu'à M. Mommsen, sur les procédés de formation de la population primitive de Rome.

(1) Voyez Sallust. *Catil* c. 6. Florus, I, 4. Tit. Liv. I, 8, dans Amédée Thierry, *Histoire de la Gaule*, I, p. 27.

» tarque, qui nous a conservé ce curieux détail, fut creusé
» autour du lieu qui est aujourd'hui le comice; on y jeta
» les prémices de toutes les choses nécessaires à la vie;
» puis chacun apporta une poignée de la terre du pays
» d'où il était sorti; on y jeta cette terre et on mêla le
» tout ensemble: et ils appelèrent ce fossé comme l'uni-
» vers même: un monde. C'est de ce point pris comme
» centre qu'on décrivit l'enceinte de la ville (1). »

La première association qui fit de Rome une ville avait été volontaire. Les adjonctions successives qui en firent plus tard un monde s'accomplirent par la force; et, comme par une appropriation mystérieuse des moyens d'exécution avec le but à atteindre, Rome se trouve être la plus forte, en même temps que la plus habile de toutes les cités. Ce peuple, que le principe même de sa formation affranchissait de l'esprit exclusif et des étroits préjugés de race, de sang et de caste qu'on observe partout dans l'antiquité, trouve dans son caractère, dans son tempérament moral, pour ainsi dire, toutes les qualités, toutes les vertus patriotiques, toutes les passions, toute la force suffisante pour briser les résistances qui lui seront opposées au nom des nationalités particulières. Il possède au plus haut degré le goût des conquêtes et le génie du commandement. Tous ses instincts révèlent un peuple fait pour l'empire. Il a un indomptable besoin de liberté: il ne souffre aucune domination dans son sein, et ses premiers rois ne sont que les chefs électifs d'une république sous lesquels Rome jouit d'une liberté qui, selon l'expression de Bossuet, ne convenait guère à une monarchie

(1) Plut., *Vie de Romulus*, c. 10.

réglée. Les Romains aimaient la guerre et ils s'étaient organisés de manière à pouvoir la faire toujours, par le choix de la façon de vivre la plus propre à entretenir les vertus guerrières d'un peuple.

Aussi ce n'était pas seulement, comme les Grecs, par les exercices spéciaux du gymnase ou du stade, mais par le travail de la terre, que Rome voulut se former des soldats. A une époque où un préjugé général répudiait le travail, Rome respecta, pratiqua l'agriculture et elle entretint la vigueur de sa mâle population par les rudes et salutaires travaux de la vie rustique. Par là, les mœurs publiques se préservèrent de cette corruption précoce, qui atteint et dégrade si vite les peuples conquérants. Entourés d'ailleurs de nations pauvres et belliqueuses, les Romains pouvaient les subjuguier sans s'enrichir. Aussi l'on ne combattait que pour la victoire ; un grossier butin était la récompense du vainqueur, et pendant des siècles la pauvreté, l'épargne, la vie simple et frugale furent en honneur parmi ses citoyens. « Les sénateurs les plus illustres, c'est encore Bossuet qui parle, à n'en regarder que l'extérieur, différaient peu des paysans, et n'avaient d'éclat et de majesté qu'en public et dans le sénat. » C'était dans son champ que les députés du sénat allaient saluer Cincinnatus du titre de dictateur. Manius Curius, le vainqueur des Samnites, prenait son repas frugal dans une écuelle de bois, quand il reçut la soumission des Samnites, et, au temps des guerres puniques, Régulus, Fabius professaient et pratiquaient encore cette noble et fière pauvreté. Rome resta donc pendant longtemps une pépinière de braves guerriers, de grands citoyens, dédaigneux de leur propre fortune, pourvu que la patrie fût

glorieuse et puissante ; hommes de cœur aux mœurs antiques, ils étaient, comme le proclame le vieux poète Ennius, le soutien de l'État :

Moribus antiquis stat res romana virisque.

Joignez à toutes ces vertus la prudence, l'esprit de suite, le respect de la tradition des ancêtres, la constance dans les revers, la persévérance dans les desseins, la patience dans l'exécution. Mais le trait suprême et dominant du caractère de ce peuple, c'est son profond respect pour ses croyances nationales, et ce sentiment, longtemps conservé chez les Romains, était à leurs yeux le principe même de leur force et de leur grandeur. Ainsi le pensait Cicéron lorsqu'il disait en plein sénat : « Nous avons beau nous » flatter, Pères conscrits, nous ne l'avons emporté ni sur les » Espagnols par le nombre, ni sur les Gaulois par la vigueur, » ni sur les Carthaginois par la ruse, ni sur les Latins eux- » mêmes et les Italiens par ce sens exquis, fruit du climat » sous lequel nous vivons. Mais la piété, mais la religion, mais » surtout cette sagesse qui nous a fait reconnaître que tout » est réglé et gouverné par la puissance des dieux immor- » tels, voilà ce qui nous distingue des autres nations : c'est à » ce titre que nous l'avons emporté sur tous les peuples de » l'univers. » Évidemment un tel peuple, avec de tels dons, sortait de la condition commune des autres peuples : lui-même se sentait, se disait prédestiné, et, dans sa bonne comme dans sa mauvaise fortune, il a toujours été dominé et soutenu par le sentiment de sa grandeur et de son éternité.

Maintenant voyons-le à l'œuvre dans la suite des temps. Dès le commencement, sa politique fut admirablement adaptée à l'établissement de sa puissance : et ici laissons la

parole à un ancien auteur qui en a parfaitement saisi le trait distinctif et essentiel, celui qui suffit à expliquer l'étonnante fortune de Rome, et sa suprématie sur tout le monde ancien. « Romulus, dit l'historien Denys d'Halicarnasse, fit » un règlement que les autres nations, et principalement » les Grecs, auraient bien dû établir dans leurs républiques. » C'est, à mon avis, le plus essentiel de tous les règlements qu'on puisse faire ; c'est le fondement le plus inébranlable de la liberté des Romains, le principal appui d'un État, et le meilleur ressort pour parvenir au plus haut degré de puissance. Ce règlement était de ne pas passer au fil de l'épée, ni vendre la jeunesse des villes qu'on prendrait dans la guerre, de ne pas laisser leurs terres en friche pour servir de pâturages aux troupeaux, mais d'y envoyer du monde pour tirer au sort une partie de ces terres, d'y planter des colonies romaines, et de donner même aux vaincus le droit de bourgeoisie. Par ces sages règlements et autres semblables qu'il établit à Rome, il rendit très-considérable cette ville qui n'avait été que fort petite dans le commencement. Car ceux qui avaient commencé avec lui à bâtir la ville, ne montaient qu'à trois mille hommes d'infanterie et trois cents cavaliers, un peu moins ; au lieu que quand il disparut, il y laissa quarante-six mille hommes d'infanterie et presque mille cavaliers. »

Vous le voyez, Messieurs, c'est un ancien, un historien grec qui le dit ; ce n'est point là une théorie, ni des aperçus de notre invention. C'est de l'antiquité elle-même que nous apprenons à comprendre et à apprécier cet esprit éminemment libéral et communicatif qui distingue le peuple romain de toutes les nations antiques. Les Perses avaient soumis

bien des peuples et ils n'en avaient élevé aucun à leur niveau. Les Grecs se répandirent dans bien des contrées ; mais jamais on ne devint Grec si on ne l'était d'origine. Et c'est cet esprit exclusif que leur reproche le même historien quand il dit encore : « Lorsque je compare les lois et les » coutumes des Grecs avec celles des Romains, je ne puis » louer les Lacédémoniens, les Thébains, les Athéniens, si » fameux d'ailleurs, et si prévenus en leur faveur, et qui, » pour conserver leur noblesse, ne communiquaient point » aux autres nations le droit de bourgeoisie. Cette fierté » ne leur a servi de rien, on peut même dire qu'elle leur » a été très-funeste (1). »

Rome pratiqua donc un tout autre système ; les peuples qu'elle a vaincus, elle en fait des citoyens, après en avoir fait des sujets. En échange de l'indépendance qu'elle leur ravit, elle les associe à sa grandeur. Cette politique, dont l'initiative est attribuée à Romulus, se transmet des rois à la république, et elle acheva son œuvre sous les empereurs. C'est ainsi qu'une cité devint un monde.

A la première époque, sous celle des rois, l'adjonction successive des peuples soumis dans la cité produisit la classe des plébéiens, dans laquelle l'État trouvait des forces toujours renouvelées pour la guerre, et les rois un point d'appui contre les prétentions patriciennes. Car l'existence et l'opposition de ces deux classes, qui comprenaient l'ensemble des citoyens de Rome, commence avec l'origine même de la cité. Les rois les avaient maintenues l'une par l'autre pendant deux siècles et demi. Mais la chute de la royauté, provoquée par le despotisme des Tarquins, opérée par les

(1) Den. d'Halic., *Antiq. rom.*, l. II, c. 16 et 17.

grands et à leur profit, rompit l'équilibre généralement maintenu par le pouvoir modérateur des rois, et laissa les patriciens et les plébéiens en présence, les premiers s'efforçant de maintenir le peuple dans la sujétion, les seconds travaillant à s'affranchir et à s'élever à l'égalité politique. Cet antagonisme des deux ordres, dont nous étudierons les principaux incidents, eut pour effet de suspendre ou du moins de restreindre l'introduction de nouveaux citoyens dans la cité, le sénat ne voulant pas, ne pouvant pas consentir, comme les rois, à fortifier le parti plébéien, qui, malgré tous les obstacles, grandissait de jour en jour, sous la conduite de ses tribuns, et envahissait peu à peu les privilèges de l'aristocratie. Enfin, après une lutte de deux siècles, lutte quelquefois violente, la plupart du temps légale, les deux ordres s'entendirent sur tous les points qui les avaient divisés, lois agraires, rédaction des lois civiles, partage égal des magistratures. Ils se rapprochèrent, et l'on vit s'établir cet accord harmonieux, tant admiré par Polybe, qui réunit en un seul faisceau les forces de l'État et qui permit au sénat d'achever la conquête, longtemps interrompue, de l'Italie.

Alors on revint à la politique des rois, en y introduisant les modifications que rendaient nécessaires les temps et les circonstances. On renonça au procédé qui consistait à importer en masse les étrangers dans la cité, on transporta, dit un éminent historien de nos jours (1), la cité au dehors. On créa des citoyens romains dans des domiciles autres que Rome, ou le territoire de Rome ; de nombreuses cités, sous le nom de municipales, furent admises à la jouissance,

(1) M. Amédée Thierry, *Hist. de la Gaule*, I, p. 35.

en totalité ou en partie, de toutes les conditions civiles et politiques qui constituaient la dignité du citoyen romain.

Toutefois, il fallut du temps pour opérer l'assimilation d'éléments si multiples et si divers. Ce n'est ni au lendemain de la guerre latine, ni après celle du Samnium, ni après Pyrrhus, ni après Annibal, que Rome consentit à devenir sans restriction la commune patrie de tous les Italiens. Agissant envers ces peuples comme envers les plébéiens, le sénat, guidé par la prudence autant que par cet instinct de conservation propre à tous les corps privilégiés, retardait, par une résistance opiniâtre et, à tout prendre bien entendue, le moment où l'égalité de tous les Italiens allait être proclamée. Il maintint, aussi longtemps que possible, ce système d'association graduée qui partageait les nations italiennes en peuples du droit latin, peuples du droit italique, et peuples alliés ou fédérés. De leur côté, les alliés assiégeaient la cité, pour s'y créer leur place légale, et les tribuns se firent encore les auxiliaires et les promoteurs de ce mouvement.

Ce fut un long débat pendant lequel on vit renaître au dedans, mais avec des violences qu'on ne connaissait pas jadis, les querelles des anciens partis, et où les Gracques, Drusus, Marius jouèrent le principal rôle, comme défenseurs et représentants des intérêts des plébéiens et des prétentions de l'Italie. Mais cette fois, la question qui avait bien souvent ensanglanté le Forum, ne put être résolue par des voies pacifiques. Il fallut une guerre, la guerre sociale, dans laquelle l'Italie obtint, les armes à la main, ce qu'on avait refusé à ses réclamations et d'où elle sortit, sinon victorieuse, du moins à peu près satisfaite. La loi Julia, qui mit fin à cette guerre, conféra le droit de cité à tous les Italiens,

et dès-lors le plus pauvre habitant de la plus obscure cité de l'Italie, pourvu qu'il fût un homme libre, put se dire l'égal des descendants des Quirites. Ce grand événement, prélude de l'établissement de l'égalité politique dans tout l'empire, s'accomplit un siècle environ avant l'ère chrétienne.

A l'époque où l'Italie cessait d'être traitée comme une terre conquise, et où elle s'élevait au niveau de ses vainqueurs, bien des peuples étrangers avaient déjà subi la domination romaine. Ils n'étaient encore que des vaincus ; mais ils devaient à leur tour entrer dans la cité. Résumons en peu de mots le progrès de cette œuvre d'assimilation.

C'était au temps des guerres puniques, au milieu du troisième siècle avant notre ère, que Rome avait commencé à étendre son empire hors des limites de l'Italie. Quand Rome se mesura pour la première fois avec Carthage, elle était à l'apogée de sa puissance militaire. Elle ne possédait encore que les contrées centrales et méridionales de l'Italie, mais elle trouvait dans leurs populations agricoles d'immenses ressources. Un recensement authentique, fait à cette époque, porte à sept cent soixante-dix mille hommes, tant citoyens qu'alliés, le nombre des guerriers qu'elle avait alors à sa disposition (1). Rien ne put résister à une telle force militaire qu'aucun État de l'antiquité n'a jamais réalisée, et qui égale celle des grandes nations modernes.

Après trois grandes guerres, Rome renversa Carthage sa rivale. La première guerre punique lui valut la Sicile, la première province romaine hors de l'Italie, la deuxième lui donna l'Espagne, la troisième, la province d'Afrique. Dans

(1) Voy. ce recensement dans Polybe, II, 24.

le même temps, le monde grec, tombé en décadence, offrait une proie facile à saisir. Les deux plus puissants royaumes sortis de l'empire d'Alexandre, la Macédoine et la Syrie, furent promptement abaissés. Les rois plus faibles de l'Égypte, de la Bithynie, de Pergame, gagnés ou intimidés, devinrent les clients du sénat. Les cités grecques, toutes fières encore du souvenir de leur ancien rôle dans le monde, et aussi vaniteuses qu'impuissantes, crurent que les Romains ne se donnaient tant de peine que pour leur rendre la liberté, et elles coururent elles-mêmes au-devant de la servitude. La soumission du monde grec, qui fut l'œuvre de la politique encore plus que de la force, fut la plus prompte et la plus aisée de toutes les conquêtes des Romains. Puis vinrent deux grands hommes qui achevèrent en Orient et en Occident l'édifice de la puissance romaine : Pompée par son expédition en Asie, César par ses exploits dans les Gaules. Enfin, sous Auguste, les frontières du nord furent fixées, par les conquêtes de ses lieutenants, du côté de la Germanie.

Alors l'Empire romain a atteint ses limites naturelles qu'il ne doit guère dépasser, l'Atlantique à l'ouest, le Rhin et le Danube au nord, à l'est l'Euphrate, et au sud l'Atlas et les déserts de la Libye. Telle est la vaste enceinte où va s'accomplir la transformation sociale dont nous avons déjà signalé deux phases plus restreintes, dans l'élévation des plébéiens, dans celle des Italiens à l'égalité civile et politique.

D'abord, toutes ces nations furent traitées par les Romains avec toute la rigueur qu'autorisait alors le droit de la conquête. La plupart furent réduites en province et, à ce titre, placées dans l'état d'assujétissement le plus absolu. D'autres, sous le nom de pays libres ou fédérés, subissaient une condition moins dure, mais qui n'était aussi qu'une

servitude déguisée. Pendant longtemps le monde ancien fut foulé à plaisir par les proconsuls de la république, et l'histoire a conservé et flétri le souvenir des exactions et des cruautés des Pison, des Gabinius et des Verrès.

Mais de cette confusion de forfaits et de souffrances, il devait sortir un nouveau progrès auquel allaient contribuer les changements subis par les Romains eux-mêmes. Dans ces temps-là, l'état intérieur de Rome était profondément modifié. Le gouvernement était devenu oligarchique. Le peuple romain s'était altéré dans son caractère, encore plus que dans sa constitution. La noblesse était corrompue, le peuple dégradé. La nation victorieuse n'ayant plus cette supériorité morale qui impose à des vaincus, l'établissement du niveau social devenait nécessaire, comme un progrès pour les uns, comme un châtiment pour les autres. Cette émancipation des provinces commence en même temps que la révolution qui substitua le gouvernement impérial à celui de la république, et ces deux mouvements, agissant dans le même sens, s'aidèrent l'un l'autre et s'acheminèrent ensemble à leur terme. Les empereurs, héritiers des tribuns, furent, au dedans, les représentants des intérêts démocratiques, et, au dehors, les promoteurs de l'affranchissement des provinces contre l'esprit conservateur et exclusif du parti oligarchique. La lutte entre ces deux principes opposés éclata l'an 49 avant l'ère chrétienne, et se personnifia d'abord dans les deux plus grands personnages du temps, César et Pompée, que les partis mirent à leur tête. La victoire de Pharsale et la mort de Pompée enlevèrent à ce conflit tout ce qu'il avait de personnel. César resta seul en face du parti des grands qu'il poursuivit et écrasa sur tous les champs de bataille. Toujours vainqueur, il abattit toute

résistance et le monde romain eut pour la première fois un maître absolu. César ne régna qu'un moment ; mais ce moment suffit à ce prodigieux génie pour jeter les fondements d'une réorganisation générale de l'Empire. Elle reposait sur trois principes, dont il légua l'application à ses successeurs, savoir l'établissement du pouvoir monarchique, l'abaissement de l'aristocratie et du sénat, la propagation du droit de cité dans les provinces.

Tel était le programme du parti vainqueur et l'expression des besoins de l'avenir. Les grands n'y virent que la tentative révolutionnaire d'une ambition individuelle. Croyant échapper au nivellement dont ils étaient menacés, ils assassinèrent César. Crime aussi odieux qu'inutile ! César fut pleuré des nations qui attendaient de lui de nouvelles et meilleures conditions d'existence, et quand son héritier se présenta, il fut salué par un immense cri d'espérance et d'allégresse.

Soutenu par tant de sympathies, Auguste l'emporta sur ses rivaux et l'établissement de l'Empire fut consolidé. Le pouvoir échappa pour toujours aux mains du parti républicain qui en avait abusé. Sa chute fut la ruine du système qui maintenait l'asservissement des nations, et le principe de l'association des peuples, dans la même unité sociale et politique, va recevoir du temps son entière et définitive application.

Ainsi le pouvoir impérial a sauvé le monde romain de l'oppression et de l'anarchie ; c'est un fait reconnu et proclamé par ceux-là même qui regrettaient le plus l'ancien ordre de choses : « Il s'en fallait bien, dit un historien du temps (1), que le nouveau pouvoir déplût aux provinces,

(1) Tacit., *Annales*, 1, 1, c. 2.

» qui tenaient en juste défiance le gouvernement du sénat
» et du peuple, à cause des querelles des grands et de la
» cupidité des magistrats, et qui attendaient peu de secours
» des lois, devenues impuissantes contre la violence, la
» brigue et la vénalité. » L'historien qui tient ce langage,
c'est Tacite, cet éloquent interprète des regrets du passé,
que la force de la vérité contraint à suspendre un moment
ses invectives contre le nouveau régime qu'il abhorrait.

Et cependant, il faut reconnaître que Tacite avait, à
certains égards, de bien justes motifs d'indignation et qu'il
est autre chose qu'un déclamateur passionné. Je voudrais,
pour le justifier, pouvoir vous présenter l'état moral du
monde à cette époque. A côté de ce perfectionnement de
l'ordre social qui va s'accomplissant toujours, malgré tant
d'obstacles, d'interruptions, de mouvements douloureux
en sens contraire, à côté de ces progrès accomplis par
l'esprit humain dans toutes les applications de son activité,
à côté de cette augmentation de richesses et de bien-être
que les peuples devaient au bienfait de la paix romaine,
enfin à cette époque de la plus grande civilisation du monde
antique, j'aurais à vous montrer le désolant spectacle des
hontes et de la corruption de l'humanité, les monstrueuses
turpitudes de ses maîtres, la plaie dévorante de l'esclavage,
les combats de gladiateurs, la superstition croissant tous
les jours, les apothéoses de souverains à peine dignes du
nom d'hommes, des débauches sans frein, des vices sans
nom.

Un grand enseignement ressort de ce contraste que je ne
puis qu'indiquer aujourd'hui. C'est que l'humanité était
incapable de se régénérer elle-même. Tous les moyens
furent tentés pour y parvenir : aucun ne réussit. Ni les

progrès des sciences, ni les spéculations de la philosophie, ni l'amalgame de toutes les religions connues, ni les améliorations administratives, ni les réformes politiques ne purent remédier à un mal qui avait sa source dans la déchéance originelle de la nature humaine. On avait perfectionné la machine sociale, mais c'était l'homme qu'il fallait refaire. Les Césars avaient pu façonner un monde politique, mais leur puissance était nulle pour l'amélioration du monde moral. Il fallait qu'un autre pouvoir y mit la main.

Ici, nous touchons au moment le plus solennel des œuvres de Dieu. Le Verbe divin, qui avait tiré l'homme du néant, pouvait seul lui rendre sa dignité perdue. Il opéra la rédemption du genre humain par un acte plus grand encore que celui de sa création, car à non moins de puissance, il s'y mêlait plus d'amour. Le Verbe descendit sur la terre, il se fit homme pour sauver l'homme, par la vertu de son sacrifice et de ses exemples. Et il faut bien, Messieurs, que nous parlions de lui dans cette chaire ; car il devint un des personnages de l'histoire romaine, puisqu'il vécut sujet d'Auguste et qu'il mourut sujet de Tibère.

Alors s'ouvre pour le monde une ère nouvelle, et la chronologie l'a consacrée en se renouvelant elle-même. Alors l'humanité se sent éclairée d'une lumière inconnue et bienfaisante, et elle voit s'ouvrir devant elle des perspectives qu'elle ne soupçonnait pas. Dans cette vaste société politique, que la dure et violente étreinte des Romains avait formée des débris de tant de nations, une main douce et persuasive, mais d'une force irrésistible, réparant les ruines de la nature humaine, en rassemble les membres épars dans une société spirituelle à laquelle tous sont appelés,

jusqu'à ces esclaves dépourvus jusque-là du nom et de la dignité d'hommes, une société où tous les besoins de l'esprit et du cœur sont satisfaits, où tous les droits de la liberté sont définis et reconnus, où tous les intérêts de la terre et du ciel sont garantis, où, en un mot, le problème de la destinée humaine est définitivement résolu. Le fait qui sert de point de départ à ce grand mouvement s'accomplit, presque inaperçu et incompris, dans une province de l'Empire romain. Cependant des hommes simples et pacifiques, grossiers en apparence, mais sublimes d'intrépidité, vont partout le divulguant, et annonçant aux peuples la bonne nouvelle du salut du genre humain opéré par la vie et la mort de l'homme-Dieu. On les contredit : ils affirment plus fort. On les persécute, ils tiennent bon ; et ils meurent sans rien changer à la déposition des faits qui s'étaient accomplis sous leurs yeux. Alors on croit à la véracité de ces *témoins qui se laissent égorger* ; l'Évangile commence la conquête des nations, et, avec son triomphe, sont proclamés et déposés sur la terre les vrais principes de vertu, de vérité, de justice, que les peuples, engagés dès ce moment dans la bonne voie du progrès et de l'unité, auront à introduire dans leurs mœurs et leurs institutions.

Messieurs, ce sont là des faits, des faits de l'histoire romaine, attestés, comme tous les événements de l'histoire, par des témoignages écrits, dont on ne peut révoquer en doute l'authenticité sans ébranler à la fois tous les fondements de la certitude historique.

Ces événements s'étaient donc accomplis dans l'Empire romain, au moment où s'établissait le gouvernement impérial. Mais Rome, dont la puissance avait rendu plus facile la propagation de l'Évangile, ne comprit pas à quelle œuvre

elle avait été associée. Les grands esprits qu'elle produisit alors, fermant les yeux à la lumière qui brillait sur le monde, ne virent qu'une des faces de la destinée de leur patrie, et n'eurent qu'une notion incomplète et confuse de sa mission. Toutefois pleins d'admiration pour les grandes choses qu'elle avait faites, ils ne pouvaient y méconnaître la marque d'une intervention de la Providence. L'expression la plus nette et la plus haute de ce sentiment, qui les honore, se trouve dans Pline l'ancien, ce savant universel qui avait embrassé dans son vaste esprit toutes les connaissances de son temps. Pour lui, cette *immensité majestueuse de la paix romaine*, qui rapproche les contrées et les nations les plus éloignées les unes des autres, est un bienfait des dieux qui « semblent avoir donné les Romains au monde comme une » seconde lumière pour l'éclairer. » Et exaltant la gloire de l'Italie, devenue le siège de ce merveilleux empire : « La Providence des dieux, ajoute-t-il, a choisi cette contrée pour » réunir les royaumes dispersés, pour adoucir les mœurs, » pour rapprocher, par le commerce de la parole, tant de » peuples divisés et tant d'idiômes barbares ; pour donner » aux hommes une même langue et une même civilisation ; » enfin pour que toutes les nations de l'univers trouvassent » en elle leur commune patrie (1). » Évidemment, dans le cercle d'idées restreintes où Pline était renfermé, il était impossible de tenir un plus beau langage.

Messieurs, le gouvernement impérial resta fidèle aux principes dont il s'était constitué le représentant, et il en réalisa l'application. Après trois siècles d'un travail patient et soutenu de centralisation administrative et politique,

(1) Pline, *Hist. nat.*, XVII, 1. III, 6.

l'Empire devint une monarchie héréditaire d'une régularité majestueuse et imposante, que les Barbares admiraient et imitaient tout en la renversant, et qui, à beaucoup d'égards, sert de modèle à l'organisation de la plupart des gouvernements modernes. Les provinces arrivèrent les unes après les autres à la jouissance des institutions de la cité et à l'égalité des droits. Les empereurs venant tour à tour de l'Espagne, de la Gaule, de l'Afrique, de la Syrie, des provinces danubiennes, améliorèrent à l'envi la condition civile et politique de leurs patries respectives, et l'œuvre de l'émancipation des provinces était déjà bien avancée, lorsque Caracalla y mit la dernière main, en publiant la célèbre Constitution qui donnait le droit de cité à tous les habitants libres de l'Empire. « En même temps, par l'action des écoles publiques, par la propagation des langues latine et grecque, par l'étude des mêmes modèles, par la mise en commun de toutes les idées, il se forme, parmi tant de nations diverses, une sorte d'unité intellectuelle qui marque de son cachet, d'un bout à l'autre du monde, les sciences, la littérature et les arts. Le droit des gens, droit des nations vaincues, après s'être élevé à côté du droit quiritaire, droit primitif de Rome, se substitue à lui peu à peu, et l'unité du droit civil est créée (1). »

Tout cela n'était qu'un acheminement à une unité plus haute, à l'unité spirituelle, par l'union des âmes dans la vérité religieuse. Le monde en avait plus que jamais besoin, car jamais la corruption n'avait été plus profonde, ni la superstition plus puissante. Mais si l'on sentait la nécessité d'une régénération morale, on ne voulait pas s'arracher

(1) M. Am. Thierry, *Histoire des Gaules*, t. I, p. 346.

à ses vices ; si l'on était tourmenté du besoin de croire, on ne voulait pas rompre avec l'erreur, et toutes les passions et tous les intérêts se coalisèrent pour perpétuer cette double tyrannie sous laquelle gémissait l'humanité. Les maîtres du monde, habitués à voir tout émaner de leur puissance, à disposer à leur gré de toutes choses, ne voulurent pas reconnaître et favoriser le mouvement religieux, inauguré par la prédication de l'Évangile, et qui s'opérait en dehors des limites de leur autorité et sans leur concours. D'ailleurs, l'empereur était grand pontife de son vivant, il devenait Dieu après sa mort. Pouvait-il renoncer à de telle prérogatives ? Le monde païen crut donc qu'il pourrait se suffire à lui-même, et trouver, dans les éléments dont il disposait, ce principe régénérateur dont la société invoquait l'intervention. On se mit à l'œuvre avec ardeur : les empereurs, en favorisant la fusion de tous les cultes étrangers avec l'ancienne religion nationale ; les philosophes en entreprenant un subtil et ingénieux travail d'interprétation qui, dans leur pensée, devait avoir pour résultat de ramener le polythéisme à la croyance en l'unité de Dieu.

Mais ces deux tentatives furent également impuissantes. Elles n'aboutirent, l'une, qu'à augmenter le désordre et le chaos intellectuel et moral où s'agitaient les intelligences, l'autre, qu'à faire de Rome le réceptacle de toutes les superstitions du monde ancien, et on peut le dire au propre, le pandémonium du polythéisme. D'ailleurs pouvait-on faire de la vérité avec de l'erreur, et était-il possible de guérir l'humanité de son égarement par autre chose que par la vérité ? Aussi, dans cette lutte opiniâtre, acharnée et sanglante, le dernier mot devait rester au christianisme. C'était à Rome même, en face de l'ennemi, qu'il avait établi son

siège, comme pour combattre de plus près la fausse sagesse du siècle et la domination des idoles. Il vainquit après trois cents ans de combat dans lesquels il ne versa que le sang de ses martyrs ; et après la plus furieuse de toutes les persécutions, celle de Dioclétien, la victoire lui fut assurée. Constantin arbora le labarum, le christianisme prit possession de la société romaine, et il se trouva que ce que Rome avait fait pour assurer sa domination temporelle sur le monde, aboutissait, à son insu, au rétablissement du règne de Dieu sur les âmes.

Ce n'est qu'alors que l'on put saisir la relation providentielle qui existait entre l'établissement de l'Empire romain et celui de l'Église. Alors on put contempler du même regard l'ensemble des événements qui venait enfin de se dérouler tout à fait, et la pensée de Pline, restée nécessairement incomplète au point de vue borné où il était placé, se reproduisit dans une plus large et plus haute interprétation. « O Romain, dit le poète Prudence, veux-tu que je » te dise quelle fut la cause véritable de tes triomphes, le » foyer caché de ta gloire, le bras qui enchaîne le monde » pour toi ? — C'est Dieu. Depuis les bords de l'Océan occidental jusqu'aux mers étincelantes où le jour se lève, la » guerre brouillait les choses humaines. Des mains cruelles » toujours armées ne savaient que frapper et blesser. Dieu » voulut refréner cette rage ; il apprit aux peuples à courber la tête sous une loi unique, à devenir tous Romains, » et ceux qui habitent près du Rhin et du Danube, de l'Elbe » au lit profond, du Tage au sable d'or, et ceux dont le » Nil aux eaux tièdes féconde les campagnes avant de se » perdre par sept embouchures. Un droit égal les a fait » tous égaux. Un même nom les a ralliés ; la chaîne qui

» assurait leur obéissance est devenue une chaîne frater-
» nelle. Nous vivons sur tous les points du monde comme
» des citoyens nés l'un près de l'autre, renfermés dans
» l'enceinte d'une même ville, grandis au même foyer do-
» mestique. Voilà ce qu'ont produit les travaux de l'Empire
» romain et ses victoires. Le Christ peut venir. La voie est
» frayée ; la paix et l'union publiques règnent partout sous
» un gouvernement modérateur. Rome et la paix sont les
» deux liens de l'univers qui se confondent dans un seul.
» O Christ ! tu ne permets point la domination de Rome
» sans la paix ; et pour que la paix te plaise, il faut qu'elle
» arrive sous l'égide de Rome qui sait gouverner comme
» elle sait vaincre. O Christ ! fondateur de ces murs...,
» prends pitié de tes Romains ! fais qu'elle devienne chré-
» tienne aussi cette ville, au moyen de laquelle tu as semé
» une même croyance dans les autres. Quand les membres
» rejettent la superstition, que la tête ne reste pas impie.
» Que Romulus devienne fidèle et que la foi conquière
» jusqu'à Numa (1). »

Cette grande et belle théorie historique que Prudence a si poétiquement chantée, et qui ouvrait à l'intelligence humaine des perspectives que l'antiquité n'avait pu même soupçonner, trouva bientôt son expression réfléchie, et pour ainsi dire philosophique, dans la *Cité de Dieu* de saint Augustin. Bossuet l'a consacrée définitivement, par son éloquence, dans son *Discours sur l'histoire universelle* ; et elle a été et elle reste, pour l'appréciation des temps anciens, le premier et le dernier mot de la philosophie de l'histoire.

(1) Aurel. Prudent., *Contra Symmach*, v. 601 et suiv. Voy. Am. Thierry, *Hist. de la Gaule*, I, p. 335.

Mais ici, Messieurs, un doute peut se présenter à l'esprit, et peut-être y avez-vous déjà songé. L'Empire romain vient d'atteindre au iv^e siècle de l'ère chrétienne son entier développement ; il a organisé toutes les fonctions du pouvoir avec une perfection que l'on ne pouvait pas dépasser ; il est gouverné civilement par des lois qui ont mérité d'être appelées la raison écrite ; il vient de se soumettre aux lois religieuses que lui a dictées la raison divine, et un siècle après, cet Empire, dont tant de voix célébraient la grandeur, est jeté à terre, foulé aux pieds et déchiré par les barbares. Est-ce donc là une dérision de la Providence, ou bien, en voyant dans cet Empire un objet spécial de ses prédilections, avons-nous été la dupe d'une illusion de notre esprit ? Loin de là, Messieurs : la chute de l'Empire romain, aussi bien que ses accroissements et sa grandeur, est une confirmation des vérités que nous avons entrevues, et tout s'y passe en vertu des lois que la Providence a établies et par lesquelles elle emploie les actions des hommes et des peuples à l'accomplissement de ses desseins, tout en leur laissant déployer dans le champ de l'histoire toutes les inspirations de leur libre arbitre. En effet, les Romains avaient dû à leurs vertus morales et guerrières d'être élevés à ce degré de prospérité et de puissance, du haut duquel ils dominaient tous les peuples ; et cette récompense était de toute justice. Mais, par un retour non moins juste, quand ils se furent plongés dans la mollesse, qu'ils eurent perdu l'amour du travail, de la gloire, de la liberté, tous ces sentiments élevés, toutes ces passions viriles qui font, non pas l'homme parfait, mais le bon citoyen et qui assurent la grandeur des États, le moment vint où, la décadence étant à son comble, le vieil Empire

s'écroula tout à coup , et où Rome perdit par ses vices ce qu'elle avait acquis autrefois par ses vertus. Une seule chose aurait pu conserver et raffermir sa domination défaillante. C'eût été une plus prompte adoption des vérités salutaires du christianisme , une application complète à toutes les conditions de la vie, à toutes les relations des personnes, de sa morale privée et de ses principes sociaux. Mais tant qu'il se sentit un peu de forces et de ressources, ce grand corps malade repoussa avec une obstination aveugle et furieuse le remède bienfaisant qui lui était présenté, et il ne consentit à le recevoir qu'à la dernière extrémité, au moment où le principe du mouvement et de la vie lui échappait. Il était trop tard : le christianisme , en montant sur le trône, ne régna que sur des ruines. Il vint comme pour assister et présider aux funérailles du grand Empire, dont lui seul pouvait recueillir l'héritage et en transmettre le dépôt à une société nouvelle

Telle est la loi qui élève et qui précipite les nations, et dont l'histoire, sous peine d'être au-dessous de sa tâche, doit toujours s'attacher à faire ressortir l'application, au milieu des événements si multiples et si variés dont le monde est le théâtre. Car il ne lui suffirait pas d'avoir exactement établi les détails des événements, assigné des dates, déterminé les lieux, décrit les caractères et l'action des personnages ; comme elle est aussi un tribunal, elle ne doit pas se borner à l'instruction des faits, mais encore porter une sentence qui soit toujours conforme à ce principe supérieur de justice que la conscience éclairée porte en elle-même, dont le respect ou la violation élève ou précipite tour à tour les individus, les familles, les nations, et qui préside à toutes *les causes particulières qui*

font et qui défont les Empires. C'est par là seulement que l'histoire cesse d'être une simple étude expérimentale, qu'elle s'élève à la hauteur d'une science morale, et qu'elle donne à ses enseignements une salutaire et souveraine autorité.

Toute doctrine philosophique demande à être justifiée par les faits, qui font d'elle autre chose qu'une pure abstraction, qu'une simple conception de l'esprit, et qui seuls peuvent l'élever à la dignité d'une vérité concrète et vivante. Or, quand l'histoire a reçu de la philosophie, j'entends de la philosophie complète, celle qui ne se mutilé pas elle-même, et qui permet à la raison et à la foi de se donner la main pour affermir l'homme tout entier dans la possession de la vérité, quand, dis-je, l'histoire a reçu de la philosophie cette notion d'un Dieu créateur qui gouverne tout l'univers, non-seulement par les rapports généraux qui résultent de la nature des choses, mais aussi par des actes immédiats et quelquefois exceptionnels de sa toute puissance, il faut que les faits conviennent avec cette théorie et que leur exposition la confirme ; car autrement ou la théorie serait fautive, ou les faits seraient mal présentés.

Mais ici ce désaccord n'est pas à redouter, et la doctrine, dont nous avons suivi la tradition depuis saint Augustin jusqu'à Bossuet, n'a jamais rien risqué à être confrontée avec la réalité des choses d'ici-bas. Par la notion d'une Providence active et toujours dirigeante, elle éclaire toutes les questions, elle résout tous les problèmes : pourquoi l'homme est sur la terre, pourquoi il y vit dans ces associations qu'on appelle la famille, la tribu, la cité, la patrie ; pourquoi le bonheur et le malheur de

ces réunions d'hommes dépendent de leur fidélité ou de leur résistance à se conformer aux principes de justice qui ont présidé à leur formation et qui sont leur unique raison d'être, et comment enfin à travers toutes les bonnes et mauvaises volontés des peuples, qui s'élèvent et tombent tour à tour, Dieu poursuit son œuvre, bienfaisante et immuable comme lui-même, en soutenant la marche chancelante du genre humain, dans la voie qui mène à lui, et en étendant toujours le règne de la vérité sur la terre.

Or, Messieurs, pour revenir à l'histoire de Rome et conclure à son sujet, nous voyons que cette cité remplit un rôle unique dans l'exécution du plan providentiel, qui semble avoir présidé à la direction des destinées du genre humain. C'est elle qui établit par la force de son bras une puissante unité sociale, au milieu de l'anarchie et de la confusion des anciens peuples, et qui les fait citoyens de la même patrie politique. Puis après ce travail préparatoire, quand la prédication de l'Évangile a ouvert à tous les hommes les portes de la patrie spirituelle, c'est à Rome encore que se fixe et s'organise le gouvernement moral et religieux du monde. Ici commence une merveilleuse transformation. Au v^e siècle de l'ère chrétienne, l'Empire romain vient à défaillir, il est reconnu incapable de sauver l'ordre social : Rome elle-même va succomber ; ses légions ne lui sont plus un rempart ; Alaric y pénètre le fer à la main. C'est alors seulement que Rome comprend la force nouvelle qui vient d'être déposée dans ses murs : elle voit les Barbares s'incliner respectueusement devant les basiliques des apôtres, et la main désarmée de saint Léon-le-Grand faire rétrograder Attila. C'en est fait de

l'ancienne domination des Césars : les Souverains-Pontifes deviennent l'espoir et le salut des peuples, et c'est par eux que Rome doit réorganiser le monde et le tirer une seconde fois du chaos dans lequel il est retombé.

Ainsi Rome demeure la ville éternelle. Son peuple reste le peuple-roi. Ses pressentiments d'impérissable grandeur ne l'avaient pas trompée, et le Christ accomplit, à tout jamais, la promesse faite par le Jupiter de Virgile :

Imperium sine fine dedi.

Je t'ai donné un Empire sans fin.

Empire tout nouveau, transformé, purifié par l'esprit divin de son fondateur, douce et salutaire domination dont les peuples bénissent les bienfaits qui leur sont largement dispensés, sans qu'il leur en ait coûté le plus pur de leur sang et le sacrifice de leur nationalité ! Devenue ainsi la source du progrès moral et religieux du monde, Rome chrétienne a été plus grande par la croix de ses pontifes que par l'épée de ses consuls et de ses Césars. Car c'est par la croix qu'elle a supprimé l'esclavage, qu'elle a enfanté les Barbares de l'Occident à la vie sociale, qu'elle en a fait ces peuples modernes, élevés sous ses auspices à une pureté de civilisation que l'antiquité n'avait jamais pu atteindre. Reste maintenant à placer sous le signe du salut les nations du monde oriental qui n'ont pas encore subi son joug bien-faisant. Messieurs, Rome, patiente, parce qu'elle est éternelle, Rome attend et espère. Son regard plongeant dans l'avenir, y voit la réalisation plus ou moins prochaine, mais infaillible, des promesses dont elle est dépositaire. Et qui sait en ces jours de grandes et héroïques entreprises, où les nations de l'Europe moderne, héritières de l'Empire ro-

main, n'ont pas craint de compromettre leur repos pour la défense de l'équilibre politique du monde : qui sait ce que, dans les desseins de la Providence, leurs glorieux efforts préparent d'inespérés triomphes à la cause du rapprochement religieux de l'Orient et de l'Occident, et à la propagation de ces principes de vérité divine qui, seuls, n'ont jamais fait défaut dans tous les besoins et dans tous les périls de la civilisation ?



SIXIEME DISCOURS⁽¹⁾

LE CHRISTIANISME ET L'ISLAMISME

LES CROISADES

I

MESSIEURS,

En choisissant cette année pour sujet de mon cours l'histoire de la lutte du christianisme et de l'islamisme au moyen-âge, et particulièrement à l'époque des Croisades, j'ai suivi tout naturellement la pente où me conduisait cette opération intellectuelle qu'on appelle, en psychologie, l'association des idées. Précédemment, je vous ai présenté le tableau de cette lutte des Grecs et des Perses, qui a produit le grand drame militaire connu sous le nom de guerres médiques, et qui s'est terminé, sous Alexandre-le-Grand, par le triomphe du génie grec sur le monde asiatique. Pendant que je traitais devant vous ce vaste sujet, que je vous montrais l'Orient et l'Occident aux prises, ainsi que l'action et la réaction réciproques de deux sociétés, de deux civilisations différentes, ma pensée s'est bien souvent reportée vers les temps où se reproduit, dans l'histoire du monde, une situation analogue, où l'Europe et l'Asie en viennent de nouveau aux mains, et en-

(1) Ce discours a été prononcé le 2 décembre 1861.

gagent l'une contre l'autre ce grand duel des Croisades qui rappelle les guerres médiques, tout en les dépassant, par son importance et sa durée. Alors il m'a semblé qu'il était visiblement indiqué de mettre en regard les deux sujets historiques qui offrent assez de ressemblance pour être comme le pendant l'un de l'autre, et j'ai résolu cette année de faire succéder à l'étude de la lutte des Grecs et des Perses, celle des chrétiens et des musulmans, et de remplacer la question d'Orient dans l'antiquité par ce qu'on pourrait appeler, plus justement encore, la question d'Orient au moyen-âge.

En effet, cette locution aujourd'hui si familière, que l'on emploie pour caractériser tous les incidents graves de la politique contemporaine, ne peut-elle pas, sans trop de violence, s'appliquer à ces grands événements du passé, qui restent pour nous des questions spéculatives, même quand le temps a prononcé sur elles et les a résolues dans la pratique? Aussi cet anachronisme de langage n'est pas difficile à justifier, et il me suffira, pour le faire, de vous rappeler comment nous avons traité le sujet des guerres médiques, de vous dire comment nous voulons traiter celui des Croisades.

Quant aux guerres médiques, nous ne nous sommes pas contentés d'en faire un récit, nous en avons aussi fait une question : nous nous sommes demandés si la lutte des Grecs et des Perses était la lutte de la civilisation et de la barbarie, et dans quelle mesure le triomphe de la Grèce avait contribué au progrès des choses humaines. Quant aux Croisades, pourquoi n'en ferions-nous pas de même cette année? Pourquoi, au début d'une étude qui va nous montrer une seconde fois les chocs de

l'Orient et de l'Occident, pourquoi ne pas nous demander encore lequel de ces deux mondes en présence est marqué du sceau de la civilisation ou du sceau de la barbarie, et de quel côté se trouvent les conditions et les chances d'un triomphe bienfaisant et fécond ? Ainsi ces grands sujets d'étude deviennent et restent toujours des questions, et si l'on y regarde bien, il en est de même dans toute l'histoire, dont le but suprême est de résoudre des questions par des faits, et qui n'est quitte de sa tâche que quand elle a su raconter et prouver à la fois, conformément aux exigences de la double devise, *scribitur ad narrandum, scribitur ad probandum*, dont il faut réunir les termes pour constituer la formule la plus expressive et la plus complète du programme que l'histoire doit réaliser.

Au reste, Messieurs, c'est une chose digne de remarque que la permanence de la même question dans l'étude des luttes qui se renouvellent, aux différentes époques de l'histoire, entre les peuples de l'Europe et les nations de l'Asie. Évidemment ce n'est pas une vaine curiosité qui la suscite, et, puisqu'elle se présente sans cesse à l'esprit, il faut bien qu'elle réside dans le fond même du sujet. Aussi nous ne pouvons pas l'é luder ; nous devons la traiter de nouveau et appeler l'Orient et l'Occident, devenus le christianisme et l'islamisme, à vider une seconde fois leur querelle sur le même terrain.

Mais ce qui doit d'abord fixer notre attention, dans l'examen de cette cause, c'est le changement qui s'est produit, de l'antiquité au moyen-âge, dans les termes mêmes de la question. Ici ce ne sont plus seulement deux peuples qui sont aux prises, mais deux religions qui arment l'un contre l'autre de vastes groupes de nations, dont l'anta-

gonisme est surtout déterminé par l'opposition de leurs croyances. Évidemment, nous sommes ici en présence de bien plus graves problèmes que ceux que nous avons précédemment agités. Car lorsque la religion est en cause quelque part, comme elle touche, qu'on le sache ou non, aux plus grands intérêts de l'homme et de la société, elle communique à toutes les questions qu'elle domine un degré d'importance et d'élévation que rien autre chose ne pourrait leur faire atteindre, en même temps qu'elle les rend susceptibles de solutions plus nettes et plus radicales. En effet, il y a dans toute société humaine deux éléments de nature différente, qui sont réunis sans se confondre, qui souvent en viennent à se séparer et à se combattre, à savoir, une base divine qui n'est pas posée de main d'homme et que la société reçoit toujours comme l'expression des volontés d'en haut et la promulgation des vérités qu'elle doit mettre en pratique ; puis un édifice de construction humaine, qui est, à proprement parler, ce qu'on appelle la civilisation, laquelle se compose de toutes les manifestations de l'activité et de l'intelligence de l'homme, et de l'application qu'il a su faire des vérités qu'il était appelé à réaliser ici-bas. Or, Messieurs, quand deux sociétés sont en lutte, si la querelle ne porte que sur des intérêts de l'ordre humain, elles n'y sont en cause que pour l'un des éléments qui les constituent, et pour l'élément secondaire. S'il s'agit d'une guerre dont la religion est le fond, les voilà tout entières engagées depuis la base jusqu'au sommet, et tous les coups qui seront portés de part et d'autre produiront des ébranlements profonds, et entraîneront peut-être des ruines définitives.

Voilà ce qui élève la nouvelle question d'Orient à une hauteur qu'elle ne pouvait atteindre dans l'antiquité, au temps où elle n'était que la querelle des Grecs et des Perses. Les guerres médiques n'ont été engagées que pour des motifs de l'ordre humain. Que voulait le grand Roi ? Rien autre chose que d'étendre son empire du côté de l'Europe et de réaliser le rêve de la monarchie universelle, cette chimère de toutes les grandes ambitions. De leur côté que prétendent les Grecs, si ce n'est d'abord de combattre pour leur liberté menacée, et, quand ils l'ont garantie, pour la domination ? Dans tout ce conflit, les croyances ne sont pas en cause : pas d'affirmations religieuses qui se contredisent et s'excluent ; si quelques temples sont brûlés de part et d'autre, c'est pure affaire de pillage et de représailles, sans aucune idée d'agression dogmatique. En Grèce, Xercès s'entoure des devins du pays et sacrifie dans tous les sanctuaires les plus vénérés de l'hellénisme. En Asie, Alexandre s'incline devant les grandes divinités des vaincus et montre un égal respect pour tous leurs cultes. Et cette tolérance réciproque s'explique facilement si l'on considère que toutes ces religions de l'antiquité n'étaient que des dérivations plus ou moins altérées, des formes nationales de la religion primitive du genre humain, n'offrant entre elles aucune contradiction essentielle, se rencontrant par des affirmations et des erreurs communes, et surtout par une certaine conformité de leurs symboles et de leurs formes liturgiques.

La lutte des deux peuples n'ayant point un caractère radical et absolu, la comparaison des deux sociétés ne pouvait porter que sur des points secondaires et contin-

gents. Et alors, il devenait excessif d'établir entre elles cette opposition que comporte les mots de civilisation et de barbarie, et de les classer dans deux catégories absolument distinctes : habitude de langage que nous tenons de la vanité des Grecs nos maîtres, qu'il importe de bannir de l'histoire ancienne, parce qu'elle y répand une fausse couleur, et qu'elle fait prendre le change sur les hommes et les institutions du passé. J'ai entrepris l'an dernier d'en faire justice, en réduisant l'autorité des Grecs à sa juste mesure ; et nous avons reconnu que leur supériorité intellectuelle, tout en leur méritant d'être placés les premiers sur l'échelle de la civilisation où ils ont introduit la liberté et le mouvement, conditions premières du progrès, ne leur constituait par le privilège, qu'ils s'étaient attribués, de former une classe à part dans le genre humain et de regarder tout le reste comme des barbares : classification traditionnelle à laquelle il faut renoncer, parce que si l'éducation nous la rend familière, la réflexion et la science nous la rendent insupportable. Je ne veux pas du reste rentrer dans ce débat que nous avons vidé dans notre discours d'ouverture de l'année précédente, et si j'en rappelle le souvenir, c'est que la question que nous nous posons aujourd'hui présente avec celle-là des ressemblances et des différences qu'il n'est pas inutile de constater, et dont l'indication peut contribuer à préparer les solutions que nous nous proposons d'atteindre.

Nous voilà donc cette année encore en présence du même problème, mais élevé et agrandi par l'élément nouveau qui s'y est introduit au moyen-âge. Dès l'origine, la lutte du christianisme et de l'islamisme est une guerre de religion, et les derniers excès commis, sous nos yeux, aux lieux qui

en ont été autrefois le principal théâtre (1), nous avertis-
sent que depuis douze siècles, d'un côté du moins, elle n'a
pas changé de caractère. Sans doute, les autres motifs qui
poussent les peuples les uns contre les autres, haine de
race, orgueil national, désir du pillage, amour des conquê-
tes, ne sont point entièrement étrangers à l'antagonisme des
chrétiens et des musulmans. Mais ils n'y ont qu'une part
accessoire et secondaire. La cause première de ce grand
choc, c'est l'impulsion violente communiquée par le Coran
au peuple arabe et à toutes les nations qui ont accepté ce
livre pour code religieux. Mahomet a été véritablement le
père du fanatisme sur la terre. Sans doute, le fanatisme n'en
était pas alors à ses premiers essais, et cette passion fu-
neste, qui n'est autre chose que le sentiment religieux égaré
et devenu de la violence, s'était déjà donnée bien des fois
carrière dans le monde. Mais il était réservé à Mahomet de
lui attribuer un rôle qu'il n'avait pas joué encore dans les
affaires humaines, d'enfanter un peuple en rupture avec
tous les autres peuples pour cause de religion, leur faisant
à tous un *casus belli* de leur incrédulité, se répandant par
le monde pour éteindre ou asservir toutes les autres croyan-
ces et pour propager sa foi par le glaive. Aussi la comparai-
son que nous devons faire de la société chrétienne et de la
société musulmane doit changer de caractère et porter,
comme leur lutte elle-même, sur la question religieuse ; de
sorte qu'il nous suffira de mettre en regard les deux religions

(1) En Syrie, dans le Liban, où la population maronite a été presque à
moitié détruite par la férocité des Druses, sans repression de la part du gou-
vernement ture, en juin et juillet 1860. Voyez sur le fanatisme des Musul-
mans et l'existence toujours menacée des chrétiens au milieu d'eux, *la Syrie*
en 1861 de M. Saint-Marc-Girardin, p. 26, 59, 139, 367.

que nous verrons aux prises, pour porter un jugement définitif sur la qualité, la valeur, l'avenir des deux civilisations qu'elles supportent.

Non pas, Messieurs, et j'ai besoin d'insister sur ce point, que je fasse équation entre la religion d'une société et son état de civilisation. Ce sont là deux choses connexes, mais distinctes, au point qu'elles sont quelquefois en hostilité ouverte et qu'elles se dégagent tellement l'une de l'autre, qu'on peut croire qu'elles vont rompre et vivre dans deux mondes séparés. Si la religion est fausse, rien n'est plus désirable qu'un tel divorce, car s'il entraîne la ruine de l'état social où il s'accomplit, il en permet la reconstruction sur de meilleures bases. Mais si la religion est vraie, rien n'est plus funeste que cette rupture, car elle engagerait une guerre entre la religion et la civilisation, et il va de soi que la civilisation, qui n'est que l'œuvre des hommes, ne saurait, malgré des triomphes momentanés, prévaloir en définitive contre une religion qui serait l'œuvre de Dieu même. Mais dans l'un ou l'autre cas, aucune civilisation ne peut impunément se détacher de la base sur laquelle elle est établie ; car il faut toujours à une société, quelle qu'elle soit, un fondement qui soit en dehors d'elle et sur lequel elle s'appuie. Or, ce fondement ne peut être autre chose qu'un dogme. On peut établir, comme axiome de la vraie philosophie de l'histoire, que toute société repose sur les vérités que croient les hommes qui la composent (1), et qu'aucune civilisation n'existe sans acte de foi. Et cela est

(1) C'est ce qui vient d'être mis en pleine lumière, pour l'antiquité païenne, par M. Fustel de Coulanges, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Strasbourg, dans un savant livre intitulé : *La cité antique, étude sur le culte, le droit, les institutions de la Grèce et de Rome.*

si vrai, l'idée de dogme et celle de société sont tellement inséparables, que dans l'esprit de ceux qui veulent déplacer les fondements de l'ordre social, et qui se déclarent les adversaires du dogmatisme religieux, l'acte de foi n'est pas supprimé, il est seulement transposé, et c'est la civilisation elle-même qui est proclamée un dogme. Confusion déplorable de deux choses qu'il importe autant de maintenir distinctes que de ne pas séparer, et dont il suffit d'un peu de réflexion pour comprendre les funestes conséquences.

En effet, le dogme est cette affirmation sacrée, respectée de tous, qui fournit à la civilisation ses conditions d'existence, c'est-à-dire, sa règle, sa direction et son but. Si elle n'a plus d'autre dogme qu'elle-même, dès-lors elle ne reconnaît rien en dehors et au-dessus d'elle, et se traçant à elle-même son but, sa direction et sa règle, la voilà qui trouve en elle seule son principe et sa fin dernière, en un mot la voilà glorifiée à ses propres yeux jusqu'à se déifier, jusqu'à faire son apothéose. Sans doute, cette déification délirante d'une civilisation enorgueillie de sa puissance et de ses progrès n'en est encore qu'à être une calamité lointaine, que la logique peut prévoir et déduire de certains principes qui courent aujourd'hui par le monde. Mais enfin, comme ces principes y font leur chemin, comme ils sont habilement, activement propagés par des penseurs qui ne reconnaissent d'autre autorité dogmatique que celle de leur propre raison, comme ils obtiennent auprès d'un grand nombre ce genre de succès facile, qui accompagne toujours les théories qui flattent les faiblesses et les prétentions de l'esprit humain, leurs conséquences pratiques ne seront conjurées que par une lutte franche, vigoureuse, énergique contre les doctrines qui en déposent les germes dans les intelligences et dans

les cœurs, et qui préparent, par un mouvement de plus en plus accéléré, l'avènement du panthéisme humanitaire.

J'ai déjà signalé ce péril. J'ai déjà plus d'une fois combattu cet ennemi qu'on ne sait pas assez redouter, parce qu'il est plein de charmes et de séduction. J'y ai toujours consacré une partie de ces discours, où nous nous plaçons au plus haut sommet de nos sujets d'étude, pour en embrasser tout l'ensemble ; et je le ferai encore, fussent toutes ces paroles être vaines, tous ces efforts être inutiles, mais parce qu'il faut accomplir son devoir, qui est de combattre l'erreur et de rendre hommage à la vérité. C'est là le seul sentiment qui m'entraîne et me ramène sans cesse à cette polémique. Car vous comprenez bien, Messieurs, que je ne viens pas déclamer contre cet état supérieur de la vie sociale qu'on appelle la civilisation, dont le vrai progrès m'est si cher et dont les dangers seuls me préoccupent. J'aime et je goûte les productions de l'industrie, les œuvres des savants, des poètes, des artistes et des philosophes ; mais je ne me fais pas un dogme de toutes ces choses, si mêlées après tout, et qui roulent devant moi comme un fleuve immense, entraînant dans ses ondes autant de fange que d'or pur. Je dis qu'il faut à tout ce travail de l'activité et de l'intelligence humaines un dogme supérieur qui le dirige, qui l'éclaire et qui le purifie ; et je rappelle à ceux qui seraient tentés de l'oublier, que c'est ordinairement quand les civilisations se prennent pour dogme, ou tirent leurs dogmes d'elles-mêmes, qu'elles jettent leurs dernières lueurs et qu'elles sont bien près de s'éteindre. Le monde antique en a fait la triste expérience ; c'est à l'histoire à faire en sorte que cette grande catastrophe, qu'elle constate, ne reste pas, pour le monde moderne, une inutile leçon.

Messieurs, cette question incidente n'est pas un hors-d'œuvre, ni une digression inutile. Mon but étant de vous dire ce que je pense du christianisme et de l'islamisme comme principes de civilisation, il faut bien que je déblaie le terrain, et que j'ouvre une route à mon argumentation. On a nié les principes que j'invoque; il faut que je les rétablisse pour retrouver un point d'appui. On a popularisé des opinions contraires aux thèses que je soutiens; il faut que je les discrédite pour avoir accès auprès des esprits qui en sont prévenus. C'est ainsi qu'il importait de vous montrer qu'une civilisation ne peut pas reposer sur elle-même, et qu'une telle prétention est toujours accompagnée des plus cruels mécomptes. La racine de cette erreur est dans l'idée fausse qui se répand de nos jours, sur l'origine de la religion. Autrefois, et ceci est encore généralement reconnu chez tous les peuples de la terre, on pensait que la religion ne pouvait avoir qu'une origine divine; que les dogmes et les préceptes qu'elle enseigne, venant de Dieu, étaient certains et positifs; que le bien le plus précieux d'une société consistait dans la possession des vérités religieuses et morales qu'elle avait reçues d'en haut; que le premier intérêt des peuples était de les conserver intacts, et d'en assurer l'observation et le respect. C'était en quoi l'on faisait consister le principal devoir de la politique, et la première raison d'être des gouvernements. Telle a été la doctrine sociale de toute l'antiquité, et pendant longtemps celle de tout le monde chrétien.

De nos jours, il se produit une doctrine toute contraire, qui contient en germe la plus radicale des révolutions dont le genre humain puisse être bouleversé: c'est qu'il n'y a pas de révélation; que, par conséquent, il n'y a pas de religion posi-

tive absolument vraie ; que toute religion est un produit de l'esprit humain , une forme locale et temporaire d'un sentiment inhérent au cœur de l'homme , qui peut à son gré en transformer, en renouveler l'expression ; que la critique, toujours respectueuse pour le sentiment religieux, a ruiné par la base toutes les religions positives ; qu'elles ont fait leur temps ; qu'il faut en finir avec elles , les annuler, sinon comme fait intime et de conscience, au moins comme influence sociale ; et que le moment est venu où l'esprit humain, armé de tous les progrès de la science, doit reconstituer la société sur des bases toutes nouvelles, empruntées à la seule raison. Vous voyez, Messieurs, quel est le point de départ de cette théorie et où elle vient aboutir : elle supprime entièrement, en niant toute révélation, la base religieuse sur laquelle les sociétés ont toujours commencé par s'établir, et elle transfère à l'homme, c'est-à-dire à la civilisation qui est son œuvre, les attributions, les prérogatives et les droits que, jusqu'ici, les peuples ont toujours reconnus à la religion.

Il est difficile d'imaginer un renversement d'idées plus complet et plus radical. La fameuse image de la pyramide arrachée de sa base, retournée et posée sur sa pointe, n'exprime que faiblement, à mon sens, les bouleversements que produirait l'application de cette théorie, si elle devenait jamais assez puissante pour remanier à son gré l'ordre social. J'aime à croire que le genre humain ne verra jamais luire le jour de ce déplorable triomphe, et que le cours des événements échappera à la logique inexorable des principes. Mais cependant, il ne faut pas s'endormir dans une funeste confiance. Le désordre dans les idées se traduit toujours par le désordre dans les faits, et aboutit tôt ou tard à

des résultats destructeurs et négatifs. Déjà bien des esprits sont atteints : on écoute volontiers ces décevantes théories, et l'on ferme l'oreille aux avertissements sévères et importuns de ceux qui les combattent. Aussi je ne me dissimule pas toute la défaveur qui peut s'attacher à mes paroles, quand je viens, en face du rationalisme en progrès, proclamer le surnaturel d'une révélation, en face du scepticisme qui se propage, les droits de la vérité religieuse, et, à l'encontre d'une sécularisation qui va des institutions aux mœurs, l'étroite solidarité de l'ordre politique et social avec l'affirmation d'un dogme.

Mais peu important ces désavantages de ma situation. S'ils rendent ma tâche plus difficile, ils me la rendent aussi plus chère, et je ne renoncerai pas pour si peu à la remplir. Je veux donc continuer à me servir de l'histoire, pour défendre des principes et des vérités que d'autres attaquent en son nom. Je veux combattre par elle des erreurs pour lesquelles on lui demande des arguments. Je veux surtout faire comprendre à ceux qui veulent bien m'entendre, l'excellence du principe religieux sur lequel repose la civilisation dont nous sommes les fils, et, en le comparant à l'islamisme, vous faire partager, s'il est possible, mes convictions sur ces deux vérités, qui renferment et résument toute la pensée de ce discours, à savoir, d'une part, que l'islamisme est incompatible avec le progrès et le maintien d'une vraie civilisation, de l'autre, que le christianisme contient seul les principes qui permettent à une civilisation de s'entretenir et de durer. C'est à justifier cette double thèse, par quelques considérations générales, que je veux consacrer la suite de ce discours.

II.

Dans la rapidité forcée de cet aperçu, je négligerai tout le reste, pour n'établir qu'un point fixe qui entraînera la démonstration du tout. Nous sommes convenus qu'il n'existe pas de société qui ne repose sur un point d'appui extérieur et supérieur à elle, que ce point d'appui ne peut être qu'un dogme et qu'une civilisation a toujours pour principes générateur un acte de foi. Cela étant, on conçoit combien il importe à une société de reposer sur un dogme vrai, de ne point introduire l'erreur et le mal dans ses fondements, car il y en aura toujours assez dans le reste de l'édifice, et de pouvoir s'appuyer sur un sol qui ne s'écroule et ne se défonce jamais sous ses pas. Ce qui revient à dire qu'il faut qu'une société possède la vérité religieuse pour savoir d'où elle vient, où elle va, comment revenir de ses égarements, et se relever de ses défaillances. De sorte que la question que nous nous sommes posée revient à ceci : le christianisme est-il vrai ? l'islamisme est-il faux ? Qui des deux faut-il croire, du premier qui affirme certains dogmes, ou de l'autre qui les nie ? Ainsi tout ce travail aboutit en définitive à la recherche de la vérité religieuse, ce qui est la question suprême, le but final proposé à l'esprit humain.

Ici j'entends le scepticisme me dire : mais vous tentez l'impossible, votre recherche est chimérique. Le christianisme affirme la divinité de Jésus-Christ, l'islamisme reconnaît Mahomet pour son prophète. On croit de part et d'autre par l'autorité de l'enseignement et la force de l'habitude, mais on ne peut vérifier l'objet de sa croyance : les dogmes s'affirment et ne se démontrent pas. Ici, Messieurs, le scepticisme se trompe et méconnaît les ressources du véritable

enseignement religieux. Dans le christianisme, le dogme s'affirme et se démontre à la fois ; sans doute, sa transmission s'accomplit, pour le plus grand nombre, par voie d'autorité, mais il a des preuves pour ceux dont la raison les demande, et l'histoire nous apprend que ce n'est que par des preuves qu'il s'est établi, et qu'il a conquis la raison et le cœur de l'homme. Que si cette enquête n'est possible que dans les régions de la science, il y a un moyen de vérification qui est à la portée de tout le monde, parce qu'il frappe les yeux et qu'il suffit de les ouvrir pour le constater. C'est de considérer les résultats moraux et sociaux des dogmes dont on veut apprécier la valeur, et de constater, par exemple, ce que le christianisme et l'islamisme ont fait de l'homme et de la société.

Vous comprenez qu'il ne s'agit pas ici de comparer un chrétien avili à un musulman qui veut être honnête homme, ni de mettre en regard tel ou tel moment de l'histoire des deux sociétés musulmane et chrétienne, où le Coran n'a pas produit tous ces ravages, où l'Évangile n'a pu porter tous ces fruits. Il faut dans une telle comparaison ne tenir compte que des points où se montre le rapport de cause et d'effet, et, écartant toutes les autres influences, ne s'attacher qu'aux signes qui dénotent celle du Coran et celle de l'Évangile sur l'éducation de l'homme et de la société. Or, nous pouvons le dire sans craindre d'être démenti, tant le rapport de cause et d'effet est ici évident pour tout le monde, cette société musulmane qui autrefois a eu, en dépit du Coran, ses moments de splendeur, et que nous voyons aujourd'hui abaissée, abrutie et éteinte, c'est l'islamisme qui l'a comprimée, qui l'a réduite à cette atonie où nous la voyons, qui a brisé en elle tout autre ressort que celui du

fanatisme, et qui s'oppose à sa résurrection. Cette société chrétienne qui marche à la tête du monde, qui pourrait, si elle avait la vanité de la Grèce antique, s'appeler la civilisation et ranger tout le reste dans la barbarie, c'est le christianisme qui l'a faite, qui lui a donné son essor, qui a développé, élevé chez elle les forces de l'intelligence, du cœur et de la volonté, et qui l'a investie d'une telle supériorité que tout ploie devant elle, et qu'elle étend par toute la terre son influence ou son empire.

Voilà une preuve, Messieurs, une preuve qui fait mieux que démontrer la vérité du christianisme, puisqu'elle la montre directement et sans le bagage embarrassant de l'argumentation. C'est l'Évangile lui-même qui nous recommande cet infailible critérium, et qui nous apprend à juger de l'arbre par ses fruits. Car si le christianisme a une telle fécondité sociale, il faut bien qu'il soit la vérité, la vérité seule étant féconde et capable de produire le bien et de communiquer la vie. Que si l'erreur réussit pendant quelque temps, pendant des siècles peut-être, à faire vivre une société, et à lui donner même un certain éclat, c'est qu'elle n'est pas entièrement l'erreur, c'est qu'elle n'est qu'une diminution ou qu'une altération de la vérité, qui est le bien commun de tous, dont elle retient quelques-unes des affirmations, qui la soutiennent et l'alimentent jusqu'à ce que vienne une décadence inévitable à laquelle elle ne peut jamais remédier. Le monde chrétien, s'il le veut, est à l'abri d'un pareil malheur. Au milieu des égarements d'une émancipation qui excède à tant d'égards, s'il se perd dans des voies nouvelles, il peut toujours retrouver celle que Dieu lui a tracée et qui conduit sûrement les peuples, les individus, à l'accomplissement de leurs destinées; s'il dissipe follement toutes les res-

sources de sa riche constitution, comme il possède en lui la source de la vie, il peut y revenir puiser le renouvellement de ses forces et le remède de ses défaillances. « Car, comme » l'a si bien dit quelque part M. Villemain, la religion est » le premier gage de la civilisation moderne, qui, en s'unis- » sant à sa divine existence, partage les promesses de sa » durée, et semble échapper à la loi commune de la mor- » talité des empires. »

Quant à l'islamisme, je ne crains pas de lui prédire un sort contraire. Un jour viendra où il faudra qu'il disparaisse, et avec lui la civilisation qu'il a enfantée et à laquelle il n'a pu donner ce qu'il n'avait pas lui-même, à savoir la puissance de durer et de vivre à jamais. Un jour viendra où, soit par le progrès de la vérité chrétienne, soit par celui de l'incrédulité, le Coran perdra son empire, et n'aura plus le pouvoir d'exalter et de fanatiser les cœurs ; où le musulman pourra regarder en face le dogme qui courbe et dégrade sa raison, et, reconnaissant son inanité, chercher ailleurs une solution plus autorisée des grandes questions qui décident du sort de l'homme et de la société. Le temps où doit se produire la manière dont s'accomplira cette grande révolution, nul ne peut le savoir et le prédire à l'avance, mais logiquement on peut prononcer de loin la sentence d'une doctrine qui n'est pas de Dieu, puisqu'elle n'a pas le cachet de ses œuvres, et qu'elle ne peut jouir de ce privilège de perpétuité qu'il leur communique.

Mais il ne suffit pas de caractériser négativement l'islamisme et de dire ce qu'il n'est pas, vous êtes en droit d'en exiger davantage et d'attendre de moi que j'entreprene de vous dire ce qu'il est. Question difficile que je n'aurais pas voulu résoudre de moi-même et dont je songeai

d'abord à demander la réponse à ceux qui passent pour être les représentants le plus accrédités de la science contemporaine. L'un d'eux affirmait naguère que, grâce aux progrès de la critique moderne, *le problème des origines de l'islamisme est arrivé de nos jours à une solution à peu près complète* (1). Or, quand on sait les origines, on sait le tout des choses ; la science pourra donc nous dire ce qu'est l'islamisme lui-même, il n'y a plus qu'à l'interroger. C'est ce que j'ai fait, Messieurs, et la réponse que j'en ai obtenue, c'est que *l'islamisme a été la dernière création religieuse de l'humanité*. Certes, s'il y avait des preuves, des preuves convaincantes, à l'appui de cette assertion, il n'y aurait rien à dire, et il faudrait s'incliner. Mais rien n'est plus gratuit, ni plus en contradiction avec les vérités les plus avérées, et les principes les plus solidement établis. Il me semble voir les idées de tous les temps, la conscience de tous les peuples et tous les faits accomplis se soulever à la fois et réclamer contre cette étrange assertion. L'humanité a-t-elle jamais créé une religion ? Quand donc a-t-elle été surprise dans l'acte de fonder des dogmes, et de les promulguer en son nom ? N'est-elle pas profondément pénétrée de l'idée que la religion est le produit d'une révélation divine, et qu'il n'y a que la parole de Dieu, surnaturellement communiquée à l'homme, qui ait droit à sa croyance et à sa soumission. D'ailleurs, qu'est-ce que l'humanité a de commun avec les visions de Mahomet, et quel genre de coopération peut-elle revendiquer dans le bizarre assemblage de vérités et de mensonges qu'il lui a plu d'entasser dans son livre ?

Ici je me retrouve, à propos de l'islamisme, en face du

(1) Voyez l'article *Mahomet et les origines de l'islamisme*, dans les *Études d'histoire religieuse* de M. Renan, p. 221.

systeme que j'ai déjà réfuté l'an dernier, quand on nous donnait le christianisme pour un produit de l'esprit grec et du génie oriental, unis sous les auspices d'Alexandre. Ce sont la même doctrine, les mêmes arguments, le même langage appliqués à une autre époque et à un autre fait de l'histoire du monde, et les mêmes efforts pour abolir l'idée surnaturelle de la révélation, et ramener toutes les croyances à de pures conceptions de l'esprit humain. Entre cette doctrine et celle de la révélation qui enseigne qu'il existe une religion venant de Dieu, permanente et immuable, quoique sa manifestation soit progressive, et des religions particulières et locales qui ne sont que des altérations de celle-là, et qui témoignent, non de la puissance créatrice de l'esprit humain, mais de son infirmité en fait de conservation religieuse, entre ces deux doctrines si complètement opposées l'une à l'autre, il y a un abîme que la discussion s'efforceraient en vain de combler ou de franchir. Nous n'avons donc pas à rentrer dans un débat qui serait complètement stérile ; il vaut bien mieux mettre ces deux théories à l'épreuve en les confrontant avec les faits, et en nous demandant quelle est celle qui sait le mieux en rendre raison. Or, nous venons de voir qu'il suffit d'un instant de réflexion, et de deux remarques de sens commun, pour reconnaître que l'islamisme n'est rien moins qu'une création religieuse de l'humanité. Voyons donc si avec l'hypothèse surnaturelle, comme on l'appelle, nous saurons mieux à quoi nous en tenir sur son compte, et si nous ne pourrions pas établir que l'islamisme n'est, comme tant d'autres religions, qu'une dérivation altérée, une corruption locale et partielle de la vérité religieuse.

Pour s'en convaincre, il ne faut s'adresser ni à l'érudi-

tion, ni à la critique, il suffit de lire le Coran et pas autre chose. Lire le Coran, ce n'est pas facile : quoiqu'on y rencontre çà et là des pages incontestablement belles, il faut du courage pour faire la lecture suivie de ce livre déclaré *déclamatoire, monotone, ennuyeux*, par le critique même qui y voit une création religieuse. Toutefois, je l'ai entreprise et accomplie d'un bout à l'autre, et je tiens à m'en faire un mérite auprès de vous, parce que c'est à votre intention que je me suis imposé cette tâche. Toute rebutante qu'elle est, cette lecture est indispensable pour résoudre la question qui nous occupe, et ce n'est que quand on a étudié attentivement le livre qui contient la foi de l'Islam, qu'on peut porter un jugement sur son compte et qu'on est en état d'affirmer, avec connaissance de cause, que cette prétendue création religieuse n'est qu'un plagiat, une négation et j'ajouterai une imposture.

Le Coran est un plagiat, il l'est pour le fond et pour la forme, et ce n'est pas là le plus grave reproche qu'on soit tenté de lui adresser, car c'est en tant que plagiat qu'il est quelque chose, qu'il a des parties substantielles et positives et qu'il dissimule le vide de ses négations et l'audace de son imposture. Le Coran est un plagiat, c'est-à-dire que Mahomet s'est approprié des vérités religieuses qu'il a tirées d'ailleurs, qu'il a usurpées et prêchées en son nom, pour s'accréditer par elles et fonder sa domination spirituelle et temporelle sur l'Arabie. Dans toute cette partie de son œuvre, qui n'est pas proprement l'islamisme, mais la religion même, il ne crée, il n'invente rien ; mais il copie, il exploite une tradition qui lui est antérieure, dont les matériaux arrivent à lui par une transmission plus ou moins altérée. La Bible, l'Évangile et les nombreux apocryphes qui rem-

plissaient alors l'Orient ont été les sources où il a puisé tout ce qu'il y a de vrai dans son livre, tout ce qui en constitue la partie positive.

C'est par là qu'il a fondé une religion et qu'il a profondément inculqué dans l'esprit de ses sectateurs quelques-uns des grands dogmes de la religion véritable, tels que ceux de l'existence et de l'unité de Dieu, de la création, de la vie future, du jugement dernier, de la résurrection de la chair, de l'éternité des peines et des récompenses, de la lutte des bons et des mauvais anges, de l'inimitié de Satan contre l'homme et d'autres encore, qu'il faudrait savoir gré à Mahomet d'avoir répandus chez tant de peuples, si en même temps qu'il les enseignait, il ne les avait altérés et mutilés, s'il n'en avait fait des erreurs plus funestes et plus puissantes que celles qui régnaient dans les temps de l'idolâtrie. Toutefois, on comprend qu'avec tous ces fragments de vérité religieuse, la voie du bien n'est pas entièrement fermée pour le musulman de bonne foi, qui, dans l'ignorance invincible des erreurs que lui a inculquées sa croyance, conforme ses œuvres aux vérités qu'elle laisse à sa disposition et aux inspirations de sa conscience. Seulement, il faut qu'il reste dans son ignorance pour conserver sa foi, qui lui interdit toute recherche de preuves et tout examen, qui arrête tout progrès intellectuel, qui l'a toujours étouffé quand il voulait prendre son essor, au moyen-âge, comme de nos jours. Tandis que dans le christianisme, qui affirme la vérité tout entière, sans négation, sans altération, sans mélange, qui ouvre aux recherches de l'esprit un champ illimité, qui, seule de toutes les religions, provoque la discussion, la soutient, et peut poser et résoudre le célèbre problème de l'accord de la raison et de la foi, dans le chris-

tianisme, l'intelligence a beau s'élever, la raison grandir, elles ne peuvent jamais ni dépasser, ni même atteindre l'orbite infini de la sphère lumineuse dont il enveloppe l'esprit humain.

Ainsi, en le prenant par son côté le plus avantageux, l'islamisme, loin d'être une création religieuse, n'est qu'une contrefaçon de vérités qui brillent ailleurs de tout leur éclat, qu'une reproduction altérée et appauvrie de dogmes mieux connus avant lui. Que sera-ce donc si nous le considérons dans sa partie négative ? Ici, il nous apparaît comme une œuvre de destruction aussi funeste qu'audacieuse. Non content de dérober aux livres du christianisme les vérités qui le soutiennent, le Coran nie résolument toutes celles qui lui ôtaient sa raison d'être. Tout à l'heure il n'était qu'un plagiat, maintenant il est une négation, qui se déchaîne, comme un néant destructeur, sur une affirmation dont elle fait sa proie. Or, à quelle vérité devait s'en prendre la négation de Mahomet ? Tout naturellement à celle qui venait d'être récemment promulguée dans le monde, et par laquelle s'était accomplie l'œuvre de la rédemption. Quand on a lu attentivement le Coran, on reconnaît que la visée suprême de l'auteur, ou de l'inspirateur de ce livre, a été de détruire la vérité fondamentale du christianisme, que tous les cultes antiques avaient conservée en consacrant l'attente d'un libérateur. C'est contre elle que Mahomet dirige tous ses coups. Il déploie dans cette lutte toutes les ressources d'un esprit hardi et rusé. Non-seulement il affirme que Jésus-Christ n'est qu'un homme, mais il lui fait dire à lui-même qu'il n'est pas Dieu. Il est vrai qu'ailleurs il l'appelle le Verbe divin : aveu involontaire, précieux à recueillir, parce qu'il nous montre l'erreur marquée de son signe indélébile,

qui est la contradiction. Mais à part quelques moments d'oubli, c'est toujours au mystère chrétien qu'il en veut. Il l'attaque par la base en niant la Trinité, sans laquelle l'affirmation de l'unité de Dieu ne nous donne qu'un déisme vague, une abstraction stérile et sans vie, une simple catégorie de l'intelligence, rien autre chose que le principe de causalité. En supprimant l'existence personnelle du Verbe, de la Sagesse divine, du Logos, qu'avait entrevu Platon et dont la notion se retrouve au fond de toutes les croyances et de toutes les philosophies de l'antiquité, Mahomet supprimait les grandes et fécondes applications qui en découlent, l'Incarnation et la Rédemption, et il inaugurait dans le monde, avec des proportions formidables, l'apparition de l'antichristianisme que l'arianisme n'avait que faiblement ébauché avant lui.

Et il semble, Messieurs, qu'il n'en pouvait être autrement ; car c'est une loi, une triste loi de l'histoire religieuse de l'humanité, qu'à chaque affirmation, qu'à chaque promulgation de la vérité sur la terre corresponde une négation, une altération parallèle, qui en combat les progrès par le monde et qui enlève une portion de la pauvre humanité à sa bienfaisante et salutaire influence. C'est ainsi que dans les cultes anciens, on voit peu à peu se défigurer et s'obscurcir les grands dogmes qui avaient éclairé le genre humain à l'aurore des temps. Dans ce premier naufrage de la vérité religieuse dans le monde, c'est surtout le dogme de l'unité de Dieu et celui de la création qui disparaissent, et le panthéisme de la nature enveloppe le genre humain de ses ombres et étouffe l'esprit dans le triomphe de la matière. En face de la Rédemption qui venait mettre fin à ces servitudes, le temps des vieilles erreurs était passé. Elles pou-

vaient se soutenir encore longtemps, là où elles avaient pris racine. Mais renaître, mais refleurir, mais briller en face de la lumière du christianisme, c'était impossible. Il fallait changer de tactique ; il fallait pour atteindre et battre en brèche la vérité nouvellement manifestée, et jeter une nouvelle ivraie dans le champ qu'elle venait d'ensemencer, se placer sur le terrain où elle avait élevé l'humanité, s'emparer de ses propres progrès, diviser ses affirmations, les altérer, les mettre aux prises pour les détruire les unes par les autres et régner sur leurs ruines. Voilà ce que l'islamisme a réalisé avec une habileté surprenante et un succès effrayant, qui, à mes yeux, semblent trahir un plan, des vues et des moyens supérieurs aux ressources ordinaires de la nature humaine. Voilà comment s'éleva du côté de l'Orient, entre l'Europe et l'Asie, en face des progrès du christianisme, une barrière infranchissable qui arrêta sa propagation dans le monde. Ainsi naquit cette société nouvelle, armée pour combattre et pour détruire, qui a longtemps menacé et épouventé toute la chrétienté un instant subjuguée par l'impétuosité de son agression, mais qui aujourd'hui lui apprend par le spectacle de sa décadence qu'il n'est pas indifférent pour une civilisation de reposer sur le Coran ou sur l'Évangile.

Messieurs, il y a trois manières de porter atteinte à la vérité. La première est de la piller, la seconde est de la nier, la troisième est de lui substituer ce qui n'est pas. Le Coran les réunit toutes les trois, et c'est par la dernière surtout qu'il se constitue et se personnifie. A toutes les véritables révélations qu'il allègue sans cesse et dont il se crée des précédents, Mahomet substitue la sienne et affirme qu'il est aussi l'envoyé de Dieu. Dans les récits interminables de

son indigeste et verbeuse rapsodie, il entasse les unes sur les autres les histoires défigurées de toutes les prophéties et révélations des saintes Écritures, depuis Adam jusqu'à Jean-Baptiste et Jésus-Christ, à travers Noé, Abraham, Jacob, Joseph, Moïse et bien d'autres, se faisant de tous ces noms accumulés comme un piédestal au sommet duquel il se place en disant : « C'est moi en qui se consomment les prophéties, je suis le dernier des envoyés d'en haut, croyez en Dieu et en Mahomet son prophète. » Telle est la troisième atteinte portée par le Coran à la vérité.

Sans doute, il peut y avoir et il y a eu de vrais prophètes et des révélations d'en haut. A cet égard, le doute ou la négation me paraissent également insoutenables. Mais précisément parce qu'il y a dans le monde de vrais prophètes et une révélation véritable, il doit y avoir aussi de faux prophètes et de fausses révélations, tout ce qui est fait ici-bas étant inévitablement contrefait, par suite de cette lutte engagée contre le Créateur par la créature, contre l'Être par le non-être, contre le vrai par le faux, contre le bien par le mal, et qui est le nœud du grand drame qui se joue dans le temps, au ciel et sur la terre. Seulement les vrais prophètes prouvent leur mission, les autres se contentent d'affirmer la leur. Les premiers donnent des signes qui satisfont la raison et qui produisent une foi intelligente. Les autres, voulant qu'on les croie sans preuves, en dépit des indices qui les démentent, séduisent la raison ou l'écrasent et ne produisent qu'un aveugle fanatisme. Tel est le contraste qui se retrouve dans la double opération par laquelle s'est effectué l'établissement du christianisme et celui de l'islamisme sur la terre, et il suffit de le signaler à votre attention pour vous faire comprendre tout ce qui doit

séparer deux sociétés dont les origines religieuses sont le résultat de procédés si différents.

Ainsi donc, Mahomet n'a jamais donné une seule preuve satisfaisante de sa mission prophétique. Pressé, sommé d'en produire, il élude sans cesse la question, s'esquive par des échappatoires et s'il se fait accepter, c'est par d'autre moyen que la persuasion. Or, quand on examine dans l'Évangile les paroles et les actes de Jésus-Christ, on n'y voit rien qui contredise réellement, rien qui ne confirme la haute affirmation qu'il a faite de sa divinité, et l'on peut y croire sans rompre avec les exigences de la raison, non plus qu'avec les droites aspirations du cœur. Aussi, dans l'éducation du genre humain par le christianisme, on reconnaît la sollicitude d'un père qui veut arracher ses enfants à leur ignorance et à leurs passions, et qui ne laisse tomber sur eux aucune parole qui ne soit une lumière, une force et un progrès. Dans l'islamisme, vous sentez le maître impérieux qui ne se fait des disciples que pour les exploiter, ou plutôt un usurpateur violent qui envahit le monde de l'intelligence pour l'asservir et s'y jouer à son aise, au gré de ses caprices et de son orgueil.

Aussi le christianisme a produit un monde vivant et progressif, qui n'a que ses écarts à redouter. L'islamisme a enfanté une société inerte et immobile et condamnée à l'être toujours, en vertu de son principe ; de sorte que logiquement tout devrait aboutir, d'une part, à la civilisation la plus parfaite, et de l'autre, à l'extrême barbarie. Mais les choses humaines ne se conduisent jamais rigoureusement par les principes qui les dirigent. L'homme est toujours libre de déconcerter, par des mouvements qui ne sont qu'à lui, les influences bonnes ou mauvaises qui conspirent son

salut ou sa perte. Le chrétien peut se soustraire à l'action purifiante de l'Évangile et retomber dans tous les abaissements d'où la Rédemption l'avait tiré. Le musulman peut échapper à l'action délétère et stupéfiante du Coran, comme vient de le faire ce noble enfant de l'Algérie (1) en qui chacun de nous voudrait saluer un frère ; il peut se dispenser de prendre Mahomet pour modèle, et reconquérir l'usage de son intelligence et de sa liberté en se souvenant qu'il est homme. Mais pour s'abaisser, il faut que le chrétien oublie sa loi religieuse : pour se relever entièrement, il faut que le musulman renonce à la sienne. Or ce que je dis de l'individu est également vrai des peuples, de la société et de ses institutions. Cette simple considération tranche définitivement la question des rapports du christianisme et de l'islamisme avec la civilisation.

III.

Voilà, Messieurs, ce que je pense de l'islamisme, et il me semble que j'ai des raisons suffisantes pour y voir autre chose qu'une grande création religieuse de l'humanité. Disons maintenant, en peu de mots, ce qu'a été son auteur et essayons de nous rendre compte de son entreprise et de son succès. Ici, j'ai besoin non-seulement d'être bref, mais concis. Discutant dans un seul discours des questions qui feraient la matière d'un livre, je dois m'interdire tout développement et me renfermer dans de courtes et substan-

(1) Voyez sur Abdel-Kader et sa généreuse conduite à Damas, le rapport de M. l'abbé Lavigerie, aujourd'hui Evêque de Nancy, alors directeur de l'OEuvre des écoles d'Orient, dans le bulletin périodique de l'OEuvre, n° 11, avril 1861, p. 50.

tielles formules. Je n'ai donc plus que quelques aperçus rapides à soumettre à votre appréciation.

Si je demande à la critique contemporaine, ou plutôt au savant qui parle en son nom, de me dire son dernier mot sur Mahomet, je vois qu'il résout la question, *en rendant en un sens très-réel au père de l'islamisme son titre de prophète* (1). Malgré l'apparente netteté de cette décision, on s'aperçoit bien vite, au commentaire qu'il en donne, que cette réponse laisse la question dans le vague et l'ambiguïté, et que si l'écrivain qui l'a faite sait parler la langue de tout le monde, c'est pour lui faire exprimer des idées qui lui sont particulières. Car enfin jusqu'ici la signification du mot de prophète n'était douteuse pour personne, et le bon sens critique, dont la raison chrétienne est pourvue, ne s'y était jamais trompé au point de l'appliquer sérieusement à Mahomet. On l'appelait un faux prophète, et cela carrément, sans ambages et sans circonlocutions, parce qu'on avait une définition nette et précise de ce que doit être un prophète et un critérium assuré pour le reconnaître. Avec moins d'érudition sans doute, mais avec plus de lumières que de nos jours, on possédait alors un discernement sûr et vif du vrai et du faux, du bien et du mal, et l'on n'était point envahi par ces confusions systématiques qui effacent la distinction des contraires, en les mettant sur la même ligne, qui répandent l'obscurité et l'indécision sur toutes les hautes questions religieuses, et qui plongent peu à peu la raison publique dans le scepticisme et l'indifférence.

Aujourd'hui, Messieurs, il faut compter avec des doc-

(1) *Études d'histoire religieuse*, p. 223.

trines qui ont bouleversé toutes les définitions et tous les jugements d'autrefois. On ne veut plus que Dieu intervienne dans l'éducation religieuse de l'humanité. Un prophète n'est plus, comme on l'avait cru jusqu'ici, un homme qu'il inspire et qu'il envoie, soit pour annoncer des événements futurs, soit pour rappeler des vérités oubliées ou inconnues. Il n'est plus admis ni tenu à prouver sa mission par sa sainteté ou par des miracles. Une philosophie d'une méthode toute nouvelle, comme cette médecine dont se raille Molière, a changé tout cela. Elle a supprimé d'autorité le surnaturel, interdit à Dieu le miracle; elle a remplacé l'un et l'autre par l'action de la *fécondité religieuse de l'humanité* et celle des *mystères de la conscience spontanée*. Rien de plus simple à expliquer désormais que l'origine des religions et la mission des prophètes. Grâce à la fécondité religieuse inhérente à chacune de ses races, l'humanité conçoit le germe qui renferme sa croyance : vient ensuite l'homme prédestiné, qui, l'assistant dans son travail d'incubation, développe ce germe, le fait éclore, et mérite ainsi d'être salué, dans *un sens très-réel*, du titre de prophète.

Telle est, au dire d'une critique experte en l'art des merveilleuses découvertes, la mystérieuse opération qui s'est accomplie en Arabie, quand Mahomet lui a donné le Coran et quand il a suscité l'islamisme, qui n'est pas précisément, nous dit-on, *une religion sainte*, mais bien *une religion naturelle, sérieuse, libérale, une religion d'hommes, en un mot*; phrase connue, dont l'original, s'il vous en souvient (1), a déjà servi, sous une autre plume, à

(1) Voir plus haut, dans le quatrième discours, p. 164.

caractériser le christianisme, et qui, à défaut de variété et de jeunesse, atteste au moins une infatigable persévérance à transformer l'histoire religieuse au gré d'un système, à faire triompher les thèses favorites du rationalisme, à savoir que l'homme est le seul agent de l'établissement des religions sur la terre, qu'il est inutile d'aller chercher en dehors et au-dessus de l'humanité pour trouver l'inspiration qui produit les apôtres et celle qui leur oppose les faux prophètes. En quoi il méconnaît complètement les causes qui ont présidé à la propagation de la vérité ou de l'erreur religieuse dans le genre humain, et ferme volontairement les yeux à la lumière en niant obstinément et sans raison le principe d'où découle toute croyance et que M. Guizot vient de rétablir, quand il dit, dans un livre de circonstance, qui contient des vérités de tous les temps :
« C'est sur une foi naturelle au surnaturel, sur un instinct
» inné du surnaturel que toute religion se fonde..... Le
» surnaturel est dans la foi naturelle de l'homme, il est la
» condition *sine quâ non*, le véritable objet, l'essence
» même de la religion (1). »

Il n'est donc pas possible de donner une explication purement naturelle de l'établissement d'une religion quelle qu'elle soit, vraie ou fausse, ni du rôle d'un homme qui se dit et qui se croit prophète, et le sens très-réel dans lequel la critique prétend que Mahomet l'a été, me paraît un nonsens, en contradiction complète avec les principes et les faits. Aussi, Messieurs, supprimant tout ce qui me resterait à vous dire sur ce point, je me contenterai de conclure en déclarant que Mahomet est bien à mes yeux un prophète,

(1) M. Guizot, *l'Église et la société chrétiennes en 1861*, p. 20, 26.

mais un faux prophète, c'est-à-dire un homme que le délire d'un orgueil, dont nul ne peut sonder les abîmes, a égaré jusqu'au-delà des limites de l'ordre naturel, et qui, fanatisé par quelque mystérieux prestige qui échappe à l'histoire, mais que son propre témoignage permet de supposer, s'est cru l'objet de révélations divines et a puisé dans cette conviction et dans l'assistance surnaturelle dont elle était peut-être accompagnée, la force et les moyens de river une portion de l'humanité à cette lourde et dégradante chaîne de l'islamisme.

Un tel succès a lieu d'étonner sans doute et d'affliger à la fois ; mais il s'explique facilement si l'on considère de quelle manière il a été obtenu. Dès qu'un homme se sent l'objet d'une assistance surnaturelle, il acquiert des moyens d'action extraordinaires, car à ses facultés personnelles se joignent les secours de l'influence qui l'assiste. Séduit, fasciné lui-même par quelque puissance surhumaine qui en fait une dupe avant d'en faire un charlatan, il séduit, il fascine à son tour, et quand il s'est entouré d'un certain nombre de fanatiques, il lui devient facile avec ceux-là d'épouvanter, d'écraser les autres. Supposons un instant que Joë Smith, le fondateur du mormonisme (encore une création religieuse de notre époque, ce qui prouve en passant que l'islamisme n'est pas la dernière), supposons qu'au lieu de tourner ses disciples vers les métiers et l'agriculture, Joë Smith leur ait prêché qu'il n'y a rien de plus beau que de tuer ou de mourir pour la gloire de Dieu et de son prophète ; supposons qu'il les ait exaltés par la promesse de ces jouissances sensuelles dont l'homme est si avide et pour lesquelles il est trop souvent prêt à tout sacrifier, on les aurait vus se déchaîner sur l'Amérique avec

toute l'impétuosité du fanatisme dans son premier élan. Que si l'Amérique eût été formée d'États faibles ou de tribus isolées, divisées, sans lien fédéral, sans organisation militaire, il lui aurait fallu courber la tête, subir le joug, reconnaître la domination spirituelle et temporelle du nouveau prophète, et qui sait ? finir peut-être par s'associer à tous les rêves de son ambition et tenter à sa suite la conquête du monde.

Voilà, Messieurs, l'histoire de l'établissement de l'islamisme en Arabie. Dès que Mahomet eut résolu d'être prophète, dès que l'invisible mystère de sa malfaisante vocation (1) eut été accompli, il se mit à l'œuvre avec cette

(1) Malfaisante, avant tout et par-dessus tout, pour Mahomet lui-même, qui jusque-là avait mené une vie honnête et décente, et qui se pervertit, dans l'exercice de sa mission, au point de faire du dieu qu'il annonce le complice de ses passions et de sa luxure. Aussi, je ne puis être de l'avis du savant écrivain qui pense que « Mahomet avait pleine raison quand il disait aux juifs » et aux chrétiens : votre Dieu est le mien ! » (Voyez *Journal des Savants*, janvier 1864, p. 56, 7^e article sur *La vie de Mahomet*). Non, le dieu dont Mahomet s'autorisait pour satisfaire ses grossiers penchants, n'a rien de commun, je ne dirai pas avec le dieu de l'Évangile dont il est la négation formelle, mais avec le Dieu de la Bible qui ne souffre ni l'impureté ni l'orgueil, qui réprimande David de son péché, qui le ramène au repentir, et qui le remplit de ces sentiments de pénitence dont les psaumes nous ont conservé les éloquents et douloureux accents. Comment ne démêlât-on pas, à travers de menteuses ressemblances de nom et de forme, qu'il y a entre ces deux Dieux une différence de fond et de nature, puisque l'un redresse, corrige et sanctifie ses prophètes, et que l'autre corrompt le sien. Que si le Dieu n'y est pour rien, et qu'il ne soit qu'un vain prête-nom, alors tout retombe à la charge du prophète, et il faut convenir qu'il est difficile de tomber plus bas qu'il ne l'a fait, car il n'y a rien de plus pervers, je ne dis pas que de pécher, mais de prétendre pécher de droit divin. Il est vrai qu'on croit avoir trouvé un argument en faveur de Mahomet, en alléguant qu'il est peu probable qu'il eut pleine conscience de ce qu'il « faisait et qu'il sentit sa

inébranlable et irrésistible résolution d'un homme que pousse quelque chose d'en haut, et qui, selon l'influence qui le domine, devient, soit pour le bien, soit pour le mal,

faute, comme nous pouvons la sentir nous-mêmes. » (*Journal des Savants*, octobre 1863, p. 652.) Mais ses contemporains la sentaient bien, puisqu'ils en étaient scandalisés ; mais Mahomet en aurait rougi lui-même dix ans plus tôt ! Qu'on invoque l'ignorance invincible de la distinction du bien et du mal pour un sauvage de l'Océanie, je le conçois ; mais pour Mahomet, pour un fondateur de religion, c'est inacceptable, ou c'est le ravalier bien plus que n'ont jamais fait ceux qui le jugent comme il le mérite. Que si l'on se retranche, comme on le fait sans cesse, derrière *la bonne foi, la sincérité, la profonde conviction* du prophète, alors ce n'est plus lui seulement qui est en cause, puisqu'il devient évident qu'il n'est plus qu'un instrument et une dupe, et il faut faire remonter plus haut la responsabilité des mensonges et des impudicités, qui s'amalgament avec les trompeuses beautés du Coran, et qui indiquent de quelle inspiration impure il émane. Mais, en aucun cas, je ne puis prendre sur moi d'accorder au prophète et à son œuvre, la somme de respect à laquelle on prétend qu'ils ont droit (voyez *ibid.*, 1864, p. 49), et je crois que le jugement que j'en porte, qu'on n'accusera pas d'être de la *dédaigneuse ironie*, n'est que juste et fondé dans sa sévérité rigoureuse. Je sais que Dieu, qui change tout en bien, même le mal qui se fait contre lui, a pu tirer peut-être d'heureux effets de la prédication de l'islamisme ; mais, à en juger par ses fruits sur l'âme de son apôtre, il est bien visible qu'il n'est pas une œuvre divine. Au reste, ce respect qu'on nous demande pour ce qui en est si peu digne, la force du bon sens chrétien fait qu'on y déroge soi-même, et que, par une contradiction fort honorable et que je me plais à signaler, on écrit avec un grand dédain de ce singulier client que « la religion chrétienne doit » toujours rester, pour nous, la plus sainte, la plus bienfaisante, la plus vraie » de toutes les religions ; et ce serait une iniquité en même temps qu'un blasphème, d'y assimiler le mahométisme (*ibid.*, p. 57). » On ne saurait mieux dire, et cette sévérité n'est que juste. Mais s'accorde-t-elle avec l'indulgence de tout à l'heure ? Si le Dieu de Mahomet est le nôtre, pourquoi y aurait-il blasphème à assimiler deux religions qui ne différeraient que par des degrés de comparaison. En réalité, elles diffèrent non-seulement de degré, mais de nature, et leur opposition se manifeste par leur action contradictoire sur les âmes. Les musulmans ont tout intérêt à être détrompés sur ce point, et si

plus grand et plus puissant que nature. Reçu avec dédain et mépris par les habitants de la Mecque, il se fait cependant quelques adeptes parmi les siens, il les exalte et les remplit de la sombre inspiration qui le transportait lui-même. Bientôt, exploitant habilement les divisions des Arabes et surtout la haine des gens de Médine contre ceux

la science européenne comprenait bien son rôle, elle pourrait beaucoup, en usant des ménagements convenables, pour leur ouvrir les yeux, et les amener à voir ce qu'ils ne pourront jamais découvrir tout seuls. Ce serait là un genre de croisade qui conviendrait bien à notre époque. Mais pourquoi la science elle-même reste-t-elle embarrassée dans ses incertitudes et ses contradictions, et ne peut-elle parvenir à se débrouiller au milieu de ces questions qu'elle agite sans cesse ? C'est évidemment, et l'intéressante étude qui nous suggère ces réflexions le prouve assez, c'est que, dans ce genre de problèmes historiques et moraux, l'érudition qui accumule les faits, la critique qui en fait le triage, ne suffisent pas pour mener à la connaissance des causes ; et qu'il faut autre chose que de la philosophie, même celle du plus pur spiritualisme, pour arriver au discernement net et complet du vrai et du faux, du bien et du mal en matière de religion. Quand on consent à se placer dans le plein jour de la vérité chrétienne, tout cela s'illumine des plus vives clartés, et il ne reste aucune obscurité dans l'intelligence. Mais cette lumière-là, on n'en veut pas, sous prétexte qu'elle n'est pas scientifique ; en quoi on est aussi bien avisé que si on repoussait celle du soleil, que Dieu a faite, pour ne se servir que de flambeaux fabriqués de main d'homme. Voilà le vice de méthode qui empêche de bien voir clair dans ces questions. En se refusant à reconnaître, avec la doctrine du christianisme, qu'en religion, la vérité et l'erreur ont leur source première bien au-dessus de l'homme ; en réduisant, en dépit de l'histoire, tous les faits religieux à n'être que des phénomènes psychologiques, le rationalisme fait le vide dans la question. Or, on sait que le vide est ténébreux : c'est ce qui fait qu'on y voit mal et qu'on n'y trouve pas le droit chemin. Évidemment, il faut en revenir à conclure avec Joubert (voy. plus haut, p. 132), que c'est *une bonne direction* qui nous fait défaut ; et nous continuerons à nous égarer, tant que nous persisterons à vouloir nous en passer et à nous aventurer tout seuls parmi les obscurités de ces mystérieuses questions.

de la Mecque, il se fait une armée, et aussitôt, bondissant comme un tigre sur la Mecque et les tribus isolées de l'Arabie, il les accable de la rapidité de ses coups, les subjugue sans les persuader, se souciant peu de la foi, pourvu qu'il obtint l'obéissance, et nous révélant par son succès dans quelle mesure il est possible, avec le mensonge et l'audace, de séduire et d'effrayer le genre humain. Comparez à cette œuvre de surprise et de violence l'opération toute de persuasion, de dévouement et de sacrifice qui a fondé et répandu la domination du christianisme dans le monde et vous achèverez de comprendre comment, avec des origines si différentes, la civilisation chrétienne et la civilisation musulmane ont eu des résultats et des destinées si contraires.

Je ne vous ai annoncé que des formules générales et je m'en tiens là. Je réserve pour nos leçons et surtout pour nos conférences du jeudi, la tâche de justifier ces aperçus, en étudiant le Coran en lui-même et dans ses applications politiques et sociales, en lui demandant ce qu'il fait de l'État, ce qu'il fait de la famille, ce qu'il fait de l'individu, ce qu'il fait des institutions, ce qu'il fait des mœurs, en un mot, ce qu'il fait de la société qu'il a enfantée et dont il est pleinement responsable, car elle ne relève que de lui. Nous ferons cette enquête avec le soin et l'impartialité qui doivent présider à toute recherche scientifique, en tenant compte du bien comme du mal, des bonnes comme des mauvaises influences de l'islamisme. Car si nous savons qu'il est faux par ses côtés spéciaux et personnels, nous savons qu'il est vrai par la conservation de certains dogmes essentiels, par la recommandation des grands préceptes de la prière, du jeûne et de l'aumône, que Dieu a donnés à l'homme, pour le fixer dans la pratique du bien, et l'ac-

complissement de tous ses devoirs. Aussi, nous saurons expliquer comment une société a pu se fonder, comment une civilisation a pu s'élever sur cette base où quelques pierres solides se trouvent mêlées à l'argile qui en forme la masse. Mais c'est aussi par ce mélange que nous rendrons compte de l'irréremédiable décadence de ce monde musulman, que les négations de son dogme et les mensonges de son prophète tiennent captif et inerte sous le joug stérile et funeste de l'erreur, brisant en lui tous les ressorts de la vie intellectuelle et morale, et ne lui laissant d'autre énergie que celle du fanatisme.

C'est une loi du monde de la pensée, découverte et formulée par ceux qui ont fondé la science du raisonnement, que toutes les fois qu'il y a une négation ou une erreur dans les prémisses, les conclusions doivent être fausses et négatives (1). Or, le monde sensible n'est que la manifestation des lois du monde spirituel, et celles-ci finissent toujours par se traduire tôt ou tard dans l'ordre des événements et des faits. Avec les négations et l'erreur de ses prémisses, la société musulmane devait peu à peu s'acheminer aux conclusions négatives où nous la voyons parvenue aujourd'hui. Il n'y a plus qu'une voix sur sa décadence et sur la cause à laquelle il faut l'attribuer. C'est le Coran qui l'a tuée, et c'est le Coran qui l'empêche de renaître. Cette vérité frappe les yeux de tout le monde, excepté ceux des hommes d'État qui se flattent de régénérer l'empire ottoman, par l'introduction de notre système administratif et de notre centralisation. Elle a été vue na-

(1) On connaît le vers si concis par lequel était exprimée cette règle de l'ancienne logique :

Pejorem sequitur semper conclusio partem

guère et proclamée par le savant que je combattais tout à l'heure, et qui, chargé d'une mission archéologique en Phénicie, écrivait dans un rapport à l'Empereur ces paroles remarquables, que je me plais à recueillir et à citer, parce que j'y vois la conclusion pacifique de cette discussion et le gage de notre rapprochement : « On ne comprend » nulle part aussi bien qu'au milieu de ces populations » plongées dans une morne abstraction et enivrées d'une » fierté stupide de ce qui fait leur infériorité, combien l'islamisme est ennemi de toute science, combien il a attristé » et appauvri la vie humaine, combien il ferme irrévocablement l'esprit d'une race qui s'y livre à toute idée » large et élevée (1). » Assurément, on ne saurait mieux dire, ni montrer plus de bonne foi à redresser, par les résultats de l'observation et de l'expérience, les erreurs où avait entraîné l'esprit de système. Aussi je crois qu'il n'y a rien de mieux, pour faire justice de cette prétendue création religieuse de l'humanité qu'on préconisait tout à l'heure, que d'en appeler de l'*Étude sur Mahomet et les origines de l'islamisme*, au rapport mieux informé du *Moniteur*, et cette dernière sentence, cassant la première, nous nous rencontrons dans le même jugement, et ma thèse réunit un suffrage qui a pour moi d'autant plus de prix que j'avais moins lieu d'y compter.

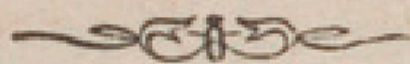
Mais ce n'est point assez de constater des résultats et d'invoquer l'expérience, il faut encore remonter des effets aux causes, et savoir les atteindre jusque dans leurs principes. Ce n'est qu'à ce prix qu'on arrive à la science définitive d'un phénomène, et qu'on peut donner la démonstration

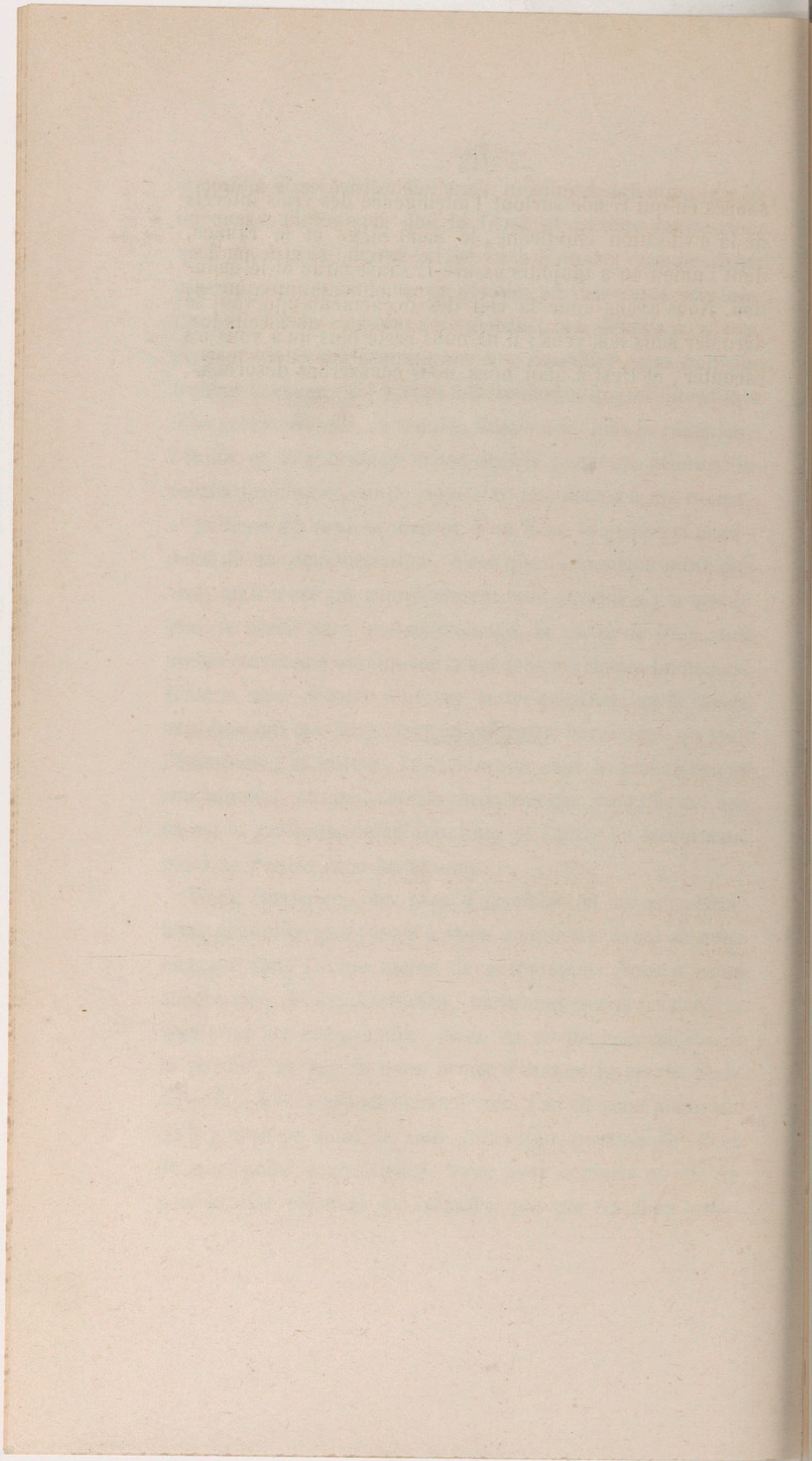
(1) Voyez le *Moniteur* du 11 juillet 1861, p. 1070.

complète d'une vérité. Moi aussi, pendant longtemps, je n'ai eu contre l'islamisme que la triste et pénible impression qu'il m'a laissée, quand je l'ai vu à l'œuvre dans les deux centres principaux de sa vie sociale, au Caire et à Constantinople. J'avais constaté ses misères, ses défaillances, ses corruptions et son impuissance à y remédier, sans pouvoir trouver la cause qui l'y avait fait tomber et qui lui interdisait d'en sortir. Depuis ce temps, Messieurs, que la réflexion, l'étude et l'expérience m'ont appris à mieux pénétrer le secret des choses, cette cause s'est manifestée à ma raison, et je viens de vous la dire et d'en faire le principal argument de ma démonstration, c'est que l'islamisme n'est pas vrai, qu'il n'est pas complètement vrai, et qu'il n'y a que le vrai, la vérité pure et sans mélange, la vérité de Dieu, qui puisse entretenir et rappeler la vie dans les choses humaines. C'est là mon dernier mot sur cette question, et la raison suprême qui me fait croire et affirmer hardiment qu'avec l'islamisme, la société, la civilisation sont irrévocablement condamnées, et que, sans le christianisme, sans l'Église qui en est la gardienne infailible, l'une et l'autre ne tarderaient pas à se perdre dans les abîmes.

Voilà, Messieurs, les vues d'ensemble et les considérations générales que j'avais à vous soumettre avant de nous engager dans l'étude même de notre sujet. Nous n'avons encore rien dit des Croisades, mais nous avons préparé la voie pour les comprendre. Nous en savons le caractère et la portée, et par là nous avons d'avance le secret de la direction de ces grandes entreprises. Car en vous montrant qu'il y avait au fond de cette lutte une question de vie et de mort pour la chrétienté, vous avez compris qu'elle ne pouvait être conduite et exécutée que par les deux puis-

sances en qui réside surtout l'intelligence des vrais intérêts de la civilisation chrétienne, le Saint-Siège et la France, dont l'union en a toujours assuré la sauvegarde et le maintien. Nous avons donc la clef des événements qui vont se dérouler sous nos yeux; il ne nous reste plus qu'à vous les raconter, et c'est à quoi nous nous consacrons désormais.





no
an
gr
re
ro
de
ve
de
pe
co
te
tro

LES
RÉVOLUTIONS DYNASTIQUES

DE L'HISTOIRE DE FRANCE

PREMIER DISCOURS ⁽¹⁾

LES MÉROVINGIENS, LES CARLOVINGIENS

Messieurs,

Ce n'est pas la première fois, vous le savez, que nous nous occupons de l'histoire de France. Déjà des études antérieures nous ont permis de la parcourir dans la plus grande partie de sa durée. En y revenant aujourd'hui, je la reprends tout naturellement au point où nous l'avons interrompue, il y a deux ans (2), c'est-à-dire, à la fin des guerres de religion, après le temps des Valois, pour la continuer

(1) Ce discours et les deux suivants ont été prononcés les 22, 29 novembre et 5 décembre 1859.

(2) En terminant le cours de 1856-57, qui avait été consacré à l'histoire de France pendant le xvi^e siècle. Quant au reste de notre histoire nationale, pendant l'antiquité et au moyen-âge, nous l'avions traité dans des cours complémentaires du soir, faits en 1857 et 1858. Ce sont tous ces cours antérieurs que je récapitule dans ces trois discours d'ouverture, servant d'introduction à l'étude de l'histoire de France au xvii^e et au xviii^e siècles.

dans les deux siècles suivants, à travers les cinq règnes qui les remplissent, depuis l'année 1598 où s'apaise la révolution de xvi^e siècle, jusqu'à l'année 1789 où éclate la révolution du xviii^e. Ce que je me propose surtout de faire, en m'engageant dans cette partie de notre histoire, c'est de rechercher quelles ont été les causes de la grandeur et de la décadence de l'ancienne monarchie française, de vous dire comment s'est préparée, après une période de puissance et de gloire, la première chute de la maison de Bourbon, et de vous exposer les antécédents de la révolution française, par laquelle nous terminerons peut-être un jour la série de ces études sur l'enseignement de notre histoire nationale.

Voilà le sujet où nous nous engageons cette année, mais sans espérer quelle nous suffira pour l'étudier entièrement, et avec la pensée qu'il sera nécessaire de lui en consacrer plusieurs autres. D'ailleurs, plus nous lui donnerons de notre temps et de nos soins, plus nous le traiterons comme il le mérite ; et c'est assurément ce que vous en pensez vous-mêmes, sans que j'aie besoin de vous en faire remarquer l'importance et l'intérêt. Sans doute il y a des questions, en histoire, dont la portée ne peut être immédiatement saisie de tous et qu'on ne peut offrir au public sans les appuyer, pour ainsi dire, d'une bonne recommandation. Telles sont les histoires anciennes ou étrangères, dont les leçons n'arrivent à nous que par des voies détournées et des applications indirectes, et où nous ne voyons après tout que le tableau de l'expérience lointaine d'autrui, qui, tout instructive qu'elle est, n'a jamais la vertu de nous toucher bien fortement. Mais l'histoire des temps, dont les vieillards de notre siècle ont pu voir le déclin, le spectacle de la grandeur et de la déca-

dence de ce que nous appelons encore l'ancien régime, la recherche des antécédents, des préparatifs, pour ainsi dire, de la révolution, qui a fondé l'ordre de choses dans lequel nous vivons, tout cela nous touche de trop près et est pour nous d'un enseignement trop direct et trop personnel, pour que nous ayons besoin d'être avertis qu'il vaut la peine d'y apporter une sérieuse attention. C'est de nous-mêmes que nous nous reportons sans cesse vers ces temps où se sont formés les orages dont notre atmosphère reste toujours chargée. Cette préoccupation curieuse et inquiète d'un passé qui nous a légué les questions si graves que nous sommes chargés de résoudre, fait qu'aucun de nous ne peut être indifférent à rien de ce qui nous le rappelle, et toute société travaillée par les révolutions sera toujours très-appliquée à interroger l'histoire, sur leurs commencements et leurs causes, parce qu'elle voit dans cette recherche un des moyens d'en trouver le remède et la fin.

Les révolutions des États monarchiques, qui aboutissent toujours à des changements de dynastie, sont des moments décisifs dans la vie des peuples. Successivement effet et cause, elles sont le produit de tout ce qui les précède, et elles engendrent ordinairement à leur tour des crises nouvelles, qui les complètent ou qui les modifient. Chacune d'elles a toujours ses racines dans le passé ; aussi, vous ne vous étonnerez pas si, dans le tableau que je vous esquisserai de la grandeur et de la décadence du système monarchique fondé par Henri IV, achevé par Louis XIV et perdu par ses successeurs, j'ai surtout en vue de préparer l'étude de la révolution qui couvait dans ses flancs et qui le renversa. Pour le vulgaire, une révolution n'existe qu'au moment où elle éclate. Il n'y voit qu'un mouvement plus ou

moins violent, qui abat le pouvoir établi, qui en élève un autre, et laisse ordinairement tout le monde un peu plus mécontent le lendemain qu'on ne l'était la veille. Mais la chute d'un trône n'est que le signe extérieur des révolutions, leur effet le plus immédiat. Or, l'effet, et encore moins le signe d'une révolution, n'en peuvent être la cause ; ils ne font qu'en manifester l'action, qui ne produit son œuvre, au sommet de la société, qu'après en avoir travaillé longtemps toutes les profondeurs. Comme les volcans, les sociétés ne font explosion qu'après une longue fermentation des matières inflammables qu'elles contiennent dans leur sein. Plus le travail intérieur aura duré, plus l'explosion sera violente. A ce compte, la révolution française suppose une préparation bien longue, et ce n'est pas remonter trop haut que d'attribuer aux deux ou trois siècles qui la précèdent, une part d'action et de responsabilité dans la grande éruption de 1789.

Il importe de remarquer avant tout que les révolutions dynastiques n'ont pas la même importance dans toutes les histoires. Leur gravité est toujours en rapport avec la nature de la société où elles s'accomplissent. Chez les peuples asservis, là où la force est l'instrument principal, unique même de la domination, les révolutions dans le pouvoir ne sont que des coups de main, ou des intrigues qui n'ont d'autre effet que de remplacer un maître par un autre, et de renouveler le personnel du despotisme. Des révolutions de ce genre sont bien faciles à constater dans leurs causes, puisqu'elles ne s'accomplissent qu'en vertu de la loi du plus fort ; bien simples à apprécier dans leurs résultats, puisqu'elles se bornent ordinairement à abattre quelques têtes, en laissant toutes les autres courbées dans le commun abais-

ement. Dans de telles conditions, les chutes de dynasties ne sont point le signe d'une perturbation sociale, et c'est ce qui a pu faire dire de certaines monarchies asiatiques, où de telles révolutions se répètent souvent, qu'elles sont le plus agité et de plus immobile tout ensemble. Assertion qui d'abord paraît contradictoire, mais dont les termes se concilient, si l'on remarque qu'elle implique une distinction du fond et de la surface, qui seule se trouble et se renouvelle, tandis qu'au-dessous d'elle tout demeure en contact et reste dans l'immobilité.

Il n'en est pas de même en Occident, chez les nations formées par la civilisation chrétienne, et particulièrement en France, dont l'histoire est l'expression la plus complète des transformations que peut subir une société. La raison de cette différence est facile à saisir. Depuis la chute de l'Empire romain, les nations occidentales n'ont plus été complètement assujéties à la volonté d'un seul. Toujours elles ont intervenu, plus ou moins, directement ou indirectement, dans la formation et dans l'action du pouvoir chargé de les régir. Toujours l'établissement d'une dynastie a été chez elles, et surtout dans notre histoire, le résultat des transformations, des besoins et de la volonté implicite de la société elle-même, qui a constamment concouru à leur élévation et à leur chute et qui s'est toujours fait un rôle actif dans ces grands mouvements. Cela étant, les changements de dynastie, dans les sociétés, dont toutes les forces vives ont contribué à les faire naître, sont l'indice d'un changement radical dans le tempérament de ces sociétés, et l'étude de ces révolutions nous révèle tout le travail qui les produit, et tout le mouvement qui transforme et renouvelle les conditions d'existence de la nation. De

sorte, qu'en général, faire l'histoire des dynasties, ce n'est pas seulement étudier, comme on l'a dit quelquefois, l'action individuelle de quelques personnages et laisser à faire l'histoire même des peuples ; c'est réellement considérer celle-ci sous sa forme la plus concrète et la plus vivante. Aussi est-ce bien l'histoire de la France elle-même que je prétends faire, en vous présentant le tableau de la grandeur et de la décadence de la Maison de Bourbon au xvii^e et au xviii^e siècles, et en vous montrant comment, après avoir concentré entre ses mains le pouvoir le plus fort et le plus respecté qui fut jamais, après avoir poussé dans le sol de si profondes racines, elle s'est vue un jour ébranlée, arrachée de sa base, et précipitée à terre, laissant à une dynastie nouvelle le soin de reconstruire, avec ses propres débris, un autre système de gouvernement.

Il y a plus ; telle est l'importance des questions dynastiques dans l'histoire de France, que rien ne serait plus propre à en donner une idée nette et précise, que de rechercher pourquoi et comment ces questions se sont successivement posées et résolues. Il n'y a pas en Europe de nation plus monarchique que la nôtre, c'est-à-dire plus disposée à confier ses destinées à une famille, et à concentrer dans le cœur, dans la tête et dans le bras d'un seul, ses sentiments, ses projets et sa force. Dans tous les moments critiques de notre histoire, c'est ordinairement un seul homme qui intervient pour donner une direction aux événements, qui résout les difficultés de la situation, et qui rétablit, avec l'aide et l'assentiment général, la société compromise.

Quand l'Empire romain se retirait de ses provinces, et leur laissait le soin de pourvoir à leur sort, tandis que la

Grande-Bretagne, déjà capable de ce que l'on appelle, de l'autre côté du détroit, le *self-government*, s'organisait sous la forme d'une fédération aristocratique, la Gaule mettait à sa tête un chef unique et devenait la première monarchie de l'Occident. Depuis Clovis jusqu'à Napoléon, et on pourrait remonter jusqu'à César, qui a commencé par délivrer le pays qu'il devait ensuite conquérir, l'état de la Gaule ou de la France se renouvelle, se relève et se affermit par l'action de quelques grands hommes, qui fondent un pouvoir réparateur et sauveur, et qui le perpétuent dans les dynasties dont ils sont les ancêtres. Notre histoire offre donc une succession de dynasties qui s'élèvent et tombent tour à tour par une série de révolutions entre lesquelles il y a, à côté de différences essentielles qui les distinguent et qui en constituent le caractère spécial, des analogies singulières et des ressemblances frappantes qui appellent la théorie de Vico sur les *retours* de l'histoire, et qu'il n'est pas sans intérêt et sans utilité de constater.

Considérer à la fois toutes ces révolutions, et les embrasser d'un seul coup d'œil, ce serait le moyen de les éclairer et de les expliquer les unes par les autres, et d'arriver, par l'observation des mêmes phénomènes qui s'y reproduisent assez régulièrement, à la découverte des lois et des causes qui les déterminent. Ce serait aussi le moyen d'atteindre, autant que possible, le but de l'histoire qui est de proposer à l'homme le tableau des fautes et des égarements de son passé, afin qu'il puisse s'en garder, s'il le veut, dans l'avenir ; car c'est à cette dernière condition qu'est subordonnée l'efficacité de ses enseignements. Comme elle ne s'adresse, ainsi que toute science, qu'à la raison de l'homme, elle ne pourra jamais complètement remédier à des maux qui, la

plupart du temps, dépendent de la direction que les mouvements du cœur impriment à la volonté. Néanmoins, il faut qu'elle accomplisse son devoir, et en éclairant les esprits sur les causes de nos erreurs et de nos dangers politiques et sociaux, elle rend toujours service à ceux qui ne pèchent que par ignorance. Avant donc de nous engager dans l'étude du sujet que nous entamons cette année, et afin de l'entourer de toutes les lumières dont peut l'éclairer l'expérience de nos anciennes vicissitudes, je me propose, de passer successivement en revue, dans trois discours préliminaires, toutes nos révolutions dynastiques antérieures à la première chute de la Maison de Bourbon, et de vous exposer les causes générales qui ont produit l'élévation, la grandeur, la décadence et la ruine des dynasties des Mérovingiens, des Carlovingiens et des différentes branches de la famille Capétienne jusqu'à l'avènement de Henri IV.

Aujourd'hui, il nous suffira de présenter quelques considérations générales sur l'origine et la fin de nos deux premières dynasties. — Quand on envisage ainsi d'un seul regard tout l'ensemble de l'histoire de France, les deux races Mérovingienne et Carlovingienne ne peuvent être séparées l'une de l'autre, parce qu'elles naissent et se développent dans des conditions analogues, et que, jetées toutes deux dans cette période d'invasion qui a dissous l'empire romain et renouvelé l'Occident, elles essayent d'accomplir la même œuvre et y échouent tour à tour. Il convient donc de les réunir dans le même cadre et de les distinguer nettement de la troisième dynastie, dont la domination territoriale a été beaucoup moins étendue, et qui, réduisant son rôle aux proportions de sa puissance, s'est particulièrement attachée

à créer et à organiser la nationalité et l'unité françaises.

Il est à remarquer, toutefois, qu'il y a des lois générales, des causes premières, demeurant toujours les mêmes, qui président aux destinées de ces trois maisons royales, et que dans toutes les grandes vicissitudes de leur existence, dans leur origine, dans leur prospérité, dans leur décadence et leur chute, on observe une conduite uniforme et une marche réglée qui rappellent, au milieu du tumulte et de l'agitation des faits, l'ordre et l'harmonie des grands phénomènes de la nature et qui attestent comme eux que, dans le monde moral aussi bien que dans le monde physique, il y a une direction suprême qui ramène tout aux fins qu'il s'agit d'atteindre.

D'abord, aucune de ces dynasties ne se fonde jamais tout d'un coup, et son établissement définitif est toujours préparé d'une manière lente et prolongée et comme par une sorte d'incubation. Chacune d'elle débute par des coups d'essai qui signalent son aptitude à accomplir l'œuvre dont la société réclame l'exécution, et qui dénotent une famille marquée du sceau divin et prédestinée au gouvernement des nations. On la retrouve toujours à la tête des événements, pourvoyant aux nécessités, aux dangers de chaque jour, dirigeant ou représentant l'esprit dominant de l'époque, groupant autour d'elle les forces vives de la société, entrant d'instinct et comme d'inspiration dans la solution vraie et féconde des questions religieuses, politiques et sociales qui agitent leur siècle. Quand elles ont maintes fois et à différentes reprises produit leurs preuves, donné des gages de leur suffisance et de leur vocation, quand elles ont fait, pour ainsi dire, un apprentissage qui dure souvent plus d'un siècle et qui use plusieurs géné-

rations, alors la nation qui les a vues à l'œuvre, qui a fait l'expérience de ce qu'elles sont et de ce qu'elles peuvent, leur confie définitivement ses destinées et les consacre, par tous les consentements religieux et politiques qui sanctionnent les dynasties et qui leur confèrent une autorité stable et légitime. Alors il s'établit entre elles et la nation qui les accepte, une union qui dure tant que les descendants, attentifs à maintenir les principes de leur élévation, à pourvoir aux besoins des peuples, continuent à remplir, d'une manière progressive et vivante, les conditions qui ont assuré l'établissement et la grandeur de leur race.

Mais il n'y a rien de si grand dans l'humanité qui ne soit corruptible et caduc. Jusqu'à ce jour, et il n'en pourra être autrement dans l'avenir, aucune race royale n'a offert le phénomène d'une perpétuité non interrompue de capacité, d'intelligence, de force et de vertu dans la succession de ses représentants. La possession du pouvoir dépose et développe en elle des germes de faiblesse et de corruption qui ne tardent pas à la dégrader. Alors aux hommes supérieurs qui ont fait sa fortune, succèdent des descendants indignes et abâtardis, qui sont bientôt les auteurs et les victimes de sa chute. L'intelligence des besoins publics, des mouvements et des progrès sociaux, la force de satisfaire les uns, de diriger et de modérer les autres, de maintenir tout l'ensemble en conformité avec les principes de vérité et de justice, sans lesquels il n'y a plus d'ordre ni de société possibles, tout cela manque à ces souverains amoindris et déchus autour desquels tout marche, et qui restent immobiles, qui ne savent ni rien prévoir, ni rien diriger, qui se laissent dépasser et circonvenir par l'activité ou l'agitation sociale, dont leurs ancêtres avaient été les modé-

rateurs et les guides. Dépourvus des aptitudes spéciales qu'exige la royauté, ils tombent, même comme hommes, au-dessous du niveau commun. Ils détruisent, par les fautes et le désordre de leur vie privée, le prestige qui entourait leur personne ; ils livrent à toutes les attaques des intérêts contraires, à tous les mépris des passions hostiles, une autorité dont ils affaiblissent et ruinent en eux-mêmes le principe, et qui devient bientôt impuissante à couvrir leur personne avilie.

Cependant, tout l'édifice du gouvernement chancelle sur sa base ; les lois sont méconnues et violées ; la machine de l'État se détraque, le jeu en devient faible et irrégulier ; un mécontentement, un désordre, une souffrance universels se répandent dans la société. C'est une maladie publique qui pénètre partout, dans les classes, dans les familles, qui va atteindre les individus dans toutes leurs conditions, qui trouble chez les bons la notion du devoir et qui donne aux méchants toute facilité pour la sédition, la révolte et le crime. La dynastie sous laquelle ce désordre a pris naissance se montre toujours incapable d'en arrêter le progrès. Il faut que tout change, à commencer par elle-même, pour que tout se raffermisse. Tandis que le pouvoir se dissout, la société réagit par la force de son tempérament et cherche de nouvelles conditions d'ordre et de stabilité. Il se prépare lentement, sourdement dans son sein, sous l'action des principes conservateurs et réparateurs qu'elle renferme, une réorganisation sociale plus conforme à l'état et aux besoins du temps. Ce travail intérieur et latent pousse en avant les hommes qui en sont les principaux ouvriers, et un jour se lève où il devient l'œuvre particulière d'une famille intelligente et forte qui grandit à côté du trône, groupant autour

d'elle toutes les ambitions capables, dont elle se fait des instruments et souvent aussi des complices de la sienne, et qui, après une période de croissance égale à celle du déclin de la dynastie qui s'en va, finit par la renverser, par monter à sa place, et cela presque sans secousse, et sans plus d'effort qu'il n'en faut pour arracher du sol un tronc vermoulu.

Tels sont, dans leur ensemble, les traits généraux des différentes révolutions qui ont remplacé les unes par les autres les dynasties mérovingienne, carlovingienne et capétienne. Quant à celle qui, depuis la fin du siècle dernier, a fait revivre chez nous la question dynastique et nous a engagés dans une période de transition, dont plaise à Dieu que nous ayons atteint l'issue définitive, je ne fais ici qu'en préparer l'étude, et je n'ai point encore à la caractériser. Toutefois, par son côté politique, elle offre avec ses devancières de frappantes ressemblances. C'est ici, comme dans les révolutions précédentes, une race royale en qui s'affaiblit le sens et la force du gouvernement, qui se divise contre elle-même, qui déchoit et tombe à plusieurs reprises; c'est une famille nouvelle pourvue d'hommes suscités pour le commandement, qui savent contenir, calmer et régler le mouvement social et qui restaurent le principe d'autorité. C'est entre ces deux Maisons, comme dans les crises passées, une alternative de va et vient, une oscillation qui les ramène et les retire tour à tour, en les soumettant également toutes deux à l'application de cette loi suprême qui fait encourir à chacun, dans la politique, comme dans la vie privée, la responsabilité de tous ses actes. On le voit, par son aspect extérieur, cette dernière révolution dynastique ressemble à celles qui sont déjà de-

puis longtemps du domaine de l'histoire. Mais comme elle n'est pas seulement une révolution dynastique, comme elle a été autre chose, et plus encore, comme elle a mis en question l'état social tout entier, comme elle a attaqué l'ordre religieux, et qu'elle a revêtu le caractère d'un soulèvement de l'homme contre Dieu, d'une guerre ouverte contre le christianisme et l'Église, cette révolution a sa physionomie propre, qui lui mérite une place exceptionnelle dans les jugements de l'histoire et que nous essaierons de lui assigner un jour.

Bornons-nous donc, dans cette étude préliminaire, à considérer dans leurs causes et dans leurs résultats nos révolutions du passé, et voyons maintenant si la théorie, que nous venons d'esquisser, nous rend raison de l'élévation et de la chute des dynasties de Clovis et de Charlemagne.

Et d'abord comment la Maison mérovingienne a-t-elle remplacé dans les Gaules le pouvoir affaibli des empereurs et jeté les fondements de la vieille monarchie française ? Messieurs, nos études précédentes nous ont mis à même de répondre à cette question. La dynastie mérovingienne s'est élevée, à la fin du v^e siècle et au commencement du vi^e, en rendant à la Gaule le service essentiel, nécessaire de lui conserver son unité nationale et sa foi religieuse, toutes deux compromises par l'établissement des monarchies barbares qui morcelaient son territoire et qui avaient ramené l'arianisme dans son sein. Le pouvoir, à qui revenait l'accomplissement de cette tâche, était depuis longtemps frappé d'impuissance. L'Empire, où se succédaient rapidement des règnes sans force et sans durée, était en pleine décadence, et, à côté des misérables princes qui siégeaient à Rome, à

Milan ou à Ravenne, s'élevaient des chefs étrangers, d'origine barbare, qui exerçaient toutes les grandes charges de l'État, en attendant de s'emparer de la souveraineté elle-même. Parmi eux, et au premier rang, brillaient les rois francs et leurs guerriers, qui, engagés au service de l'Empire, en furent longtemps les défenseurs et les gardiens, avant d'en devenir les maîtres. Ainsi se vérifie, dès les débuts même de la famille mérovingienne, cette loi de succession lente, qui fait coexister, à côté du déclin d'un pouvoir usé, l'origine et la croissance de celui qui le remplacera un jour. Application particulière d'une loi générale, en vertu de laquelle les transformations sociales ne se font pas par des mouvements brusques et soudains, et se produisent par des transitions qui en tempèrent la violence et qui les rendent plus supportables et moins douloureuses aux générations qui les subissent.

Clovis a été plus préparé et a eu plus d'antécédents qu'on ne le pense. L'établissement de sa puissance dans les Gaules s'explique, quand on y regarde de près, autrement que comme une invasion violente et une conquête à main armée. L'Empire romain s'était retiré ; il ne savait plus défendre ses provinces. Sans doute, la suzeraineté nominale des empereurs y était encore reconnue, mais le pouvoir réel était aux mains des chefs de milices fédérées qui en préparaient le démembrement. Aussi la masse énorme des populations paisibles de l'Empire était livrée à leur discrétion, et menacée à la fois dans son existence civile et dans sa liberté religieuse. Tel était l'état de toutes les provinces de l'Empire en Occident, et notamment celui de la Gaule, dont tout le Sud et l'Est souffraient impatiemment le joug des Visigoths et des Burgondes, et appelaient, à défaut

d'une complète indépendance nationale, alors impossible, une domination moins antipathique et plus conforme aux vœux et aux besoins des peuples.

C'était une grande position à prendre, qui s'offrait d'elle-même à toute ambition intelligente et capable, et qui déjà avait tenté ceux qui étaient destinés à la conquérir. En effet, les rois des tribus franques établies dans le nord des Gaules, depuis longtemp, et bien avant les Burgondes et les Visigoths, en possession de bénéfices militaires dans la Belgique et les provinces du Rhin, défenseurs officiels de la frontière contre les incursions barbares, généraux, grands officiers de l'Empire, et, de plus, étrangers à la question religieuse qui divisait la population romaine et barbare, ces rois se trouvaient, à tous égards, dans les conditions les plus favorables pour jouer ce rôle, accepter la grande mission qui s'offrait à eux et fonder un puissant établissement politique. L'idée de devenir les maîtres d'une contrée qui était attaquée par tout le monde, et qui n'appartenait plus à personne, devait souvent se présenter à leur esprit, et déjà Childéric, roi des Saliens, avait présumé à l'exécution de ce dessein, en se consacrant à la défense de toutes les provinces de la Gaule, entre le Rhin et la Loire, et en engageant avec saint Remi, le plus digne représentant de l'épiscopat gaulois, des relations pleines de déférence et de respect.

Enfin Clovis parut, et son œuvre, préparée par de tels antécédents, a eu des raisons d'être qu'on n'a pas toujours suffisamment signalées. Elle exige encore toutes les qualités d'un grand homme, et Clovis eut l'ambition, l'activité, les talents militaires et politiques qui caractérisent les fondateurs d'empire. Mais elle n'est plus une œuvre purement

personnelle, accomplie par la tête et le bras d'un seul et subie passivement par les peuples. Elle a des côtés par où elle nous apparaît comme une grande opération conforme aux besoins et aux aspirations de la nation qui s'y est associée, aux débuts du moins, avec ardeur, en soutenant, en acclamant le grand chef de qui elle pouvait attendre le maintien de son unité. En effet, du jour où Clovis reçut le baptême et fut salué du nom de fils aîné de l'Église, l'établissement de son autorité dans les Gaules, jusque-là fort pénible, devint une chose aisée. Les peuples gallo-romains allèrent d'eux-mêmes au-devant de ce jeune roi franc, que recommandait à leurs yeux le double titre de prince fédéré et de chef catholique. Il fut désiré, appelé, favorisé partout, et, sauf quelques exceptions qui signalent toujours des mouvements de ce genre, il y eut une sorte d'unanimité à le reconnaître. Ses guerres furent dirigées contre les Visigoths et les Burgondes, et non contre les populations gauloises, qui trouvaient, dans la domination du roi salien, le genre de sujétion qui leur convenait le mieux, ou qui leur répugnait le moins.

Tel est peut-être, en définitive, le véritable caractère de l'événement qui a donné naissance à la monarchie française, et qui a longtemps passé pour avoir été uniquement une invasion et une conquête, investissant les vainqueurs de tous les droits que donne la victoire sur les terres et les personnes des vaincus. Les derniers travaux (1) relatifs à cette question, reprenant, en la dégageant de ses exagéra-

(1) Voyez *l'Histoire des Institutions mérovingiennes* et celle des *Institutions carlovingiennes* de Lehuerou; *l'Histoire, les Lois et les Institutions de l'époque mérovingienne* de M. de Petigny; et *l'Histoire du royaume d'Austrasie* de M. A. Digot, 4 vol. in-8°, Nancy, 1863.

tions, la thèse trop décriée de Dubos, permettent de soutenir, comme une vérité suffisamment établie, que ce fait, tout mêlé qu'il est, affecte plutôt la forme d'une délivrance que d'un asservissement; que les Gaulois n'ont pas été conquis ni dépouillés par les Francs; que loin d'être en mesure, avec ses faibles ressources, de subjuguier cette vaste province, Clovis a trouvé dans sa soumission volontaire les forces suffisantes pour réunir sous son autorité toutes les tribus de la nation des Francs, et pour assurer à sa race la suprématie sur les autres peuples germaniques, dont les Mérovingiens arrêtaient la marche envahissante, en les fixant au sol, et en favorisant leur conversion au christianisme.

On le voit, le titre des Mérovingiens à la domination des Gaules n'est pas une conquête violente et spoliatrice, mais, selon la loi qui préside à l'élévation de nos dynasties, un service demandé et rendu qui sauve la nation du désordre où se débattait alors tout l'Occident. Il y a plus, ce n'est pas seulement l'intérêt d'un peuple, c'est une cause plus générale, celle de la civilisation chrétienne tout entière, qui se trouve servie par cet événement qu'a enfanté une conception aussi simple que patriotique. Quelques hommes sainement inspirés, l'archevêque de Reims, saint Remi, à leur tête, discernent l'homme qui pourra soutenir la société chancelante, et travaillent doucement à l'élever à l'intelligence du grand rôle qui lui est réservé. Peu à peu, il entre dans ces pensées, et il s'associe une femme chrétienne, qui le prépare à correspondre à ce dessein, et en assure l'exécution. Bientôt Dieu touche Clovis à Tolbiac, et l'acte de foi qui lui fait proclamer, au milieu des hasards de la bataille, la souveraineté du Dieu de Clotilde sur le monde,

fonde celle de sa dynastie dans les Gaules, et lui confère la prépondérance dans la société chrétienne, que le pouvoir impérial ne savait plus ni gouverner ni défendre.

Telle est la fécondité des inspirations d'en haut, qu'elles seules communiquent la vie et la durée aux choses d'ici-bas. Semblables à ces pluies bienfaisantes, que versent les nuages du ciel, et qui, des hauteurs où elles se rassemblent, vont vivifier les vallées et les plaines, ainsi ces grandes pensées, jaillissant de ces âmes hautes et pures qui sont comme les sommets du genre humain, se répandent dans les régions de la politique et des affaires, et y font germer les institutions sociales, les dynasties et les empires. C'est surtout quand il s'agit de l'histoire de France, qu'il faut savoir tenir compte de ces relations mystérieuses de la terre et du ciel, car c'est là qu'elles ont le plus manifesté leur salutaire influence et le plus ennobli la politique. Et, si on ne sait les démêler à travers les faits qu'elles suscitent, le ressort qui met tout en branle échappe à l'œil de l'historien et le secret des événements lui demeure inconnu. De tous les peuples du monde ancien et moderne, les Gaulois, les Français ont été, et sont encore, les plus dociles aux inspirations qui viennent des hautes parties de l'âme, aux mobiles les plus généreux et les plus désintéressés, à ceux qui élèvent l'action de l'homme au-dessus de la sphère des intérêts matériels et des passions égoïstes. Sans doute, cette noble disposition peut s'égarer et se démentir, et il est aussi facile d'en abuser pour le mal et l'erreur, que de s'en servir pour le bien et la vérité. Mais enfin, c'est une qualité native de cette nation, de poursuivre des résultats que d'autres regardent comme des chimères, de s'élever au-dessus des préoccupations qui

absorbent la politique des autres gouvernements, et de savoir prodiguer son or pour une idée, un principe, un acte de foi. Dans les temps anciens, César étonnait le scepticisme de ses contemporains en leur signalant la croyance à une vie future, comme le stimulant de la valeur gauloise. Éclairé depuis des lumières de l'Évangile, cette nation devint la nation chrétienne par excellence, et elle ne cessa de puiser dans ses croyances ses plus hautes, ses plus puissantes inspirations, d'y subordonner ses principales entreprises. C'est en voulant sauver sa foi, sous l'impulsion de ceux qui en étaient les plus vénérés interprètes, qu'elle dégagea sa nationalité de l'oppression sous laquelle elle gémissait, qu'elle s'incorpora les barbares qui partout ailleurs restaient des ennemis et des maîtres, et qu'en se fondant avec eux, par l'union dans la vérité religieuse, elle devint le premier royaume de l'Occident, le centre politique et le rempart de la chrétienté. Voilà enfin comment Clovis, en associant ses armes et son génie aux conceptions religieuses et patriotiques d'un saint et de quelques évêques, s'est trouvé le représentant des intérêts de la civilisation chrétienne, et seul, de tous ses contemporains, a fondé une puissante et durable monarchie.

Toute existence est déterminée, dès le principe, par la conception qui la produit, et par la loi qui préside à son origine. On peut modifier les conditions premières de la constitution d'un être quelconque, et le temps indique toujours ce qu'il faut faire à cet égard, mais jamais les changer et les détruire, car cela équivaut à détruire le sujet lui-même. La France ayant été, dès le commencement, un état monarchique et une société catholique, elle restera cela dans son fond, malgré des changements de superficie, ou

elle subira une révolution qui la fera cesser d'être. C'est ce qui a, de tout temps, été compris par les pouvoirs qui se sont succédé à la tête de cette nation, qui ont toujours travaillé, avec plus ou moins de lumière et de force, à la maintenir sur la double base où elle a été posée par ses fondateurs religieux et politiques. Ainsi, elle n'a jamais été gouvernée que par des rois, et il ne s'y est jamais élevé de dynastie dont le premier titre au choix d'en haut, et à la confiance des peuples n'ait été un service rendu à sa foi religieuse. Tel est comme le principe générateur de tous les pouvoirs qui se sont succédé en France depuis la chute de l'Empire romain. Et de même que ceux qui tombent peuvent voir, dans leur examen de conscience, que ce qu'ils ont fait, ou laissé faire, contre la religion et les bonnes mœurs, fondements de l'ordre social, a toujours préparé l'ébranlement de l'État et la chute de leur trône ; de même ceux qui s'élèvent peuvent comprendre, par l'expérience du passé, que rien ne se raffermirait dans l'ordre politique, si le principe religieux ne se relève, et qu'il ne peut se construire aucun édifice dynastique, si la religion ne consolide le sol et ne se cache dans les fondements. Tous les fondateurs de dynastie ont eu l'instinct de cette vérité féconde, et aux deux extrémités de notre histoire, l'acte de foi plane sur le berceau de tous les pouvoirs qui s'élèvent, depuis l'inspiration qui poussa Clovis au baptistère de Reims, jusqu'à celle qui rapprocha Bonaparte du Vatican et qui lui fit signer le concordat.

Clovis avait su fonder un empire, parce qu'il avait su reconnaître sur quelle base religieuse pouvait s'élever un établissement politique, parce qu'il avait fait marcher d'accord les deux pouvoirs préposés à la direction des affaires des

hommes, le pouvoir temporel qui règle les intérêts du temps, et le pouvoir spirituel ceux de l'éternité. Il avait pourvu ainsi à la satisfaction de tous les besoins permanents et accidentels de la société, et tracé à sa race la voie où elle n'avait qu'à marcher, en l'imitant. A-t-elle su le faire en complétant, en affermissant son œuvre, et en assurant sa durée ? A-t-elle su conserver, comme l'avait fait le fondateur, l'obéissance et la confiance des populations qui lui étaient soumises, et maintenu, en le développant, l'ordre de choses qu'il avait établi ? On sait de quelle manière l'histoire répond à cette question. Deux générations après Clovis, la race mérovingienne s'engageait dans une décadence irremédiable et déjà s'annonçait la révolution qui devait la renverser.

Comment s'est opérée cette première décomposition de la monarchie française ? comment s'est accomplie la chute des Mérovingiens ? Telle est la double question qu'il nous faut maintenant résoudre.

Remarquons d'abord que cette révolution n'aura aucun caractère religieux. La situation religieuse est fixée désormais, et ne sera pas de longtemps compromise. L'Église a sa domination spirituelle sur le monde. Son empire sur les âmes n'est plus en question, et, sauf l'obstacle des passions qui sont de tous les temps, elle a le champ libre pour travailler à la création d'une civilisation chrétienne. Si donc, par ce côté, la société n'est pas mise en péril, il n'en est pas de même de l'État qui se brise, et de la monarchie qui se décompose et qui s'en va. La situation des Mérovingiens était fort complexe et hérissée de difficultés. Rien de plus hétérogène que leur Empire. Ici, des provinces civilisées par la loi romaine et par le christianisme ; là, des peuples vivant

encore dans les traditions de la barbarie et du paganisme germanique. Ces rois mérovingiens étaient donc à la fois rois barbares, et héritiers de la puissance impériale. Justinien leur en avait cédé les droits sur la Gaule, et cet acte, plus important qu'on ne le pense, quoique resté presque inaperçu des historiens modernes, avait été pour l'établissement de la monarchie des Francs, ce que serait un édit du Sultan, renonçant à la souveraineté de l'Égypte, et la cédant à la famille de Méhémet-Ali. Déjà Clovis avait reçu des charges et des dignités impériales. Il avait été à la fois roi des Francs et consul romain. Son père, roi des Saliens, avait été aussi maître des milices. Ainsi nulle unité, ni dans la composition de l'Empire franc, ni dans la constitution de son gouvernement. De là, d'une extrémité de la société à l'autre, une lutte, une contradiction, que les Mérovingiens seront incapables de concilier, et devant laquelle ils finiront par succomber.

Qu'y avait-il à faire pour conjurer les difficultés d'une telle situation et organiser cette informe et disparate monarchie ? Il fallait choisir entre trois systèmes. Ou bien maintenir chaque peuple dans son état, le régir par ses propres lois, en les contenant tous les uns par les autres, sans se hâter de les pousser vers l'unité, suivre, en un mot, le régime qui a été longtemps, qui est encore celui de la Maison d'Autriche pour le gouvernement des différentes nations qui forment son Empire. Mais aux temps mérovingiens, l'équilibre entre l'élément germanique et l'élément gallo-romain était impossible à maintenir et il fallait opter. De là un second système, celui qui aurait donné la prépondérance à l'esprit et aux institutions barbares, et effacé tous les vestiges de la civilisation romaine. Mais l'exécution

de ce plan n'eût été possible qu'à la suite d'une conquête, qui eût entièrement livré les Gallo-Romains à la discrétion des vainqueurs, et ce fait, supposé longtemps par les historiens et les publicistes, était trop au-dessus des forces des rois francs. Il n'eut jamais lieu, au moins pour la plus grande partie du centre et du midi de la Gaule, où la tradition romaine, respectée des nouveaux maîtres, demeura longtemps le droit public, et la loi des peuples. Restait le troisième système, consistant à soumettre les Francs et tous les autres peuples germains de la monarchie à la loi et à l'administration romaine, à s'attribuer en tout et sur tous les prérogatives de la puissance impériale, et à rétablir l'empire d'Occident au profit d'une dynastie barbare. Ce dernier parti, les Mérovingiens l'adoptèrent. Toutes les aspirations, toutes les tendances, tous les actes de leur pouvoir les ramenaient dans les voies de la tradition romaine et dans le maintien de ses procédés administratifs. Du reste, tous les hommes éminents que l'invasion germanique avait jetés dans l'Empire, l'avaient entendu ainsi ; et il n'en est aucun qui ne se soit flatté d'être le restaurateur d'un gouvernement qui leur apparaissait, à tous, comme l'idéal de la grandeur sur la terre.

Rien de plus naturel et de plus facile à expliquer que cette tentation. On ne comprenait alors l'État qu'aux conditions où l'Empire romain l'avait organisé. De plus, la passion du pouvoir et des jouissances, exaltée chez ces barbares par leur triomphe même, trouvait à se satisfaire plus complètement par la possession de l'autorité impériale, que par celle des prérogatives bornées de la royauté germanique. On vit donc les rois mérovingiens s'essayer à faire revivre, dans leurs cours grossières, les pompes et le

cérémonial de la cour impériale, avec ses divertissements et ses jeux, conserver, autant que possible, la hiérarchie des fonctions et des charges, et le système administratif et financier que leur léguait le Bas-Empire. Mais cet ancien régime devenait de plus en plus incompatible avec les dispositions des esprits et l'état de la société. Ni les races germaniques, incorporées dans l'Empire, ne voulurent jamais subir un absolutisme qu'elles avaient repoussé, quand il était dans toute sa force ; ni les populations romaines, que l'Empire avait écrasées de son poids, sans pouvoir les protéger, n'étaient disposées à en subir de nouveau l'arbitraire et les excès, aggravés encore par les désordres qui signalent toujours une époque de dissolution sociale. Les Mérovingiens se trouvèrent donc en face d'une double résistance, et ils ne purent la surmonter. Ils comprirent mal les conditions d'existence qui devaient convenir à la monarchie dont Clovis avait jeté les bases, et, en s'attachant à restaurer la tradition du pouvoir impérial, dont les Germains n'avaient jamais voulu, et qui avait lassé les populations gallo-romaines, ils soulevèrent tout contre eux, ils s'isolèrent de plus en plus dans ce monde agité, où se produisait un besoin de liberté politique et d'affranchissement social, qui devait enfanter un régime nouveau et préparer l'avenir d'une nouvelle dynastie.

L'inintelligence et l'incapacité sont toujours, dans une dynastie, le signe d'une décadence morale. Les Mérovingiens préludèrent aux fautes, qui les perdirent comme rois, par des désordres qui les dégradèrent comme hommes, et qui brisèrent le nerf de leur famille. D'abord, cette rude et énergique race se porta à elle-même les coups les plus terribles, par ses propres dissensions, tristes fruits des pas-

sions voluptueuses et sanguinaires qui la dominaient. Au milieu de ces fureurs convulsives, dont Grégoire de Tours nous reproduit le sombre et lugubre tableau, l'opposition qu'ils auraient pu contenir et vaincre, par l'union et la concorde, trouva des forces, devint menaçante, et contraignit la royauté à compter avec elle. Ces rois voulaient être souverains absolus, et il leur fallut subir et signer des constitutions qui limitaient leur pouvoir et assuraient la part de l'aristocratie ecclésiastique et laïque dans le gouvernement. Celle de 615 inaugurait un régime nouveau, dont les Mérovingiens essayèrent d'ajourner le triomphe, mais qui dut prévaloir sous la direction des maires du palais, chefs naturels de l'opposition aristocratique, et sous celle de la grande famille d'où naîtra plus tard Charlemagne. En vain, les derniers rois virils de la race, les Clotaire II, les Dagobert, essaieront de replacer le pouvoir royal au sommet que l'ambition de la dynastie avait voulu atteindre. En vain cette tentative sera-t-elle reprise plus tard par un ambitieux violent et sans scrupules, par le maire Ebroïn, qui servait ses faibles maîtres à la manière de Richelieu, faisant du pouvoir royal une arme terrible pour tout écraser et courber sous son joug. La dynastie marchera de défaites en défaites, et finira par succomber devant le triomphe du régime aristocratique et germanique, et par l'avènement de la famille austrasienne qui avait conduit le mouvement.

Il y a, Messieurs, dans cette première révolution de notre histoire plus d'un enseignement à recueillir; mais, dans la rapidité forcée de ces aperçus, nous ne pouvons que les indiquer en passant. C'est d'abord l'impossibilité où se trouve le pouvoir de s'organiser d'une manière con-

tradictoire à la constitution sociale du peuple qu'il régit. Les Mérovingiens avaient tenté de faire revivre le Bas-Empire dans un monde violent et énergique, qui s'organisait aristocratiquement. Or, avec les fortes aristocraties, il ne peut s'établir de pouvoir absolu. A cette époque, tout contribuait à préparer l'établissement de la féodalité, qui est la plus puissante, la plus universelle des constitutions aristocratiques dont l'histoire fasse mention. Ce travail de dissolution intérieure, qui a joué à la fois le rôle de cause et d'effet dans la ruine de l'Empire romain, devait se poursuivre à travers les siècles, emportant, les unes après les autres, les dynasties qui lui firent obstacle, et ne s'arrêtant qu'après avoir aboli, dans l'Occident de l'Europe, toute institution, toute centralisation administrative. Entreprendre de résister à ce torrent, c'était aller, ce semble, contre la force des choses, et il était facile de prévoir qu'on serait tôt ou tard entraîné.

Une autre pensée qui vient encore à l'esprit, quand on voit tomber une famille de rois, c'est qu'il est plus facile de fonder une dynastie que de la faire durer. La raison de cette différence, c'est qu'on arrive au trône par des qualités et des vertus qui se perdent, quand on y est parvenu. Les ancêtres, les fondateurs les possèdent toujours, et c'est ce qui fait l'élévation de leur race ; mais les descendants s'en dépouillent ordinairement bien vite. Car, nés sur les marches du trône, et exposés à ces séductions et à ces flatteries qui entourent inévitablement la grandeur, leur éducation manque de ces rigueurs salutaires qui élèvent un enfant à la dignité d'homme, et le rendent capable de devenir un roi. Chez les races neuves et barbares surtout, où l'instinct a le pas sur la raison, la nature humaine n'y

résiste pas longtemps, et, au bout de quelques générations, elles ne donnent plus pour maîtres à un peuple, que des hommes dégénérés, qu'on méprise, en attendant qu'on les écarte ou qu'on les renverse.

Tel fut, comme on sait, le triste sort des derniers Mérovingiens. Rien n'est déplorable comme le temps de leur décadence. Ce fut un désordre et une faiblesse qui dépassèrent tout ce qu'on avait vu jusque-là. La société chrétienne, qui avait confié ses destinées temporelles à la race de Clovis, se désorganisait sous ses auspices. Plus d'ordre et de force au dedans, plus de sécurité au dehors. Les invasions barbares, qui s'étaient arrêtées devant les frontières de l'Empire mérovingien, débordaient de nouveau sur l'Occident. Le christianisme, d'abord en progrès, reculait devant la barbarie germanique et musulmane. Au nord les Saxons, au sud les Sarrasins, se précipitaient sur le territoire de la vieille Gaule, dernier rempart de la civilisation chrétienne. L'Église, la société tout entière, courraient de plus grands dangers qu'au temps de Clovis, et l'on n'attendait plus rien des Mérovingiens dégénérés. L'avenir était à ceux qui sauraient remédier aux périls d'une telle situation, et qui pourraient conjurer la crise redoutable dont le monde était menacé.

La dynastie qui devait accomplir cette œuvre existait déjà. Depuis un siècle, elle faisait cet apprentissage du pouvoir, qui dans notre histoire prépare les races à la royauté, et elle grandissait tous les jours, en remontant la pente que descendaient les Mérovingiens. Ici, nous voyons se reproduire les vicissitudes qui signalent l'avènement de la première race, et nous rentrons, pour ainsi dire, dans un cercle déjà parcouru. Au VIII^e, comme au V^e siècle, le

monde est en péril ; comme autrefois les empereurs, la dynastie de Clovis est hors d'état de le défendre. Mais la postérité de Pépin de Landen et de saint Arnulphe se charge d'accomplir cette œuvre, et elle signale par d'insignes services son aptitude au gouvernement des peuples. Elle apparaît à leurs yeux, entourée de tous les dons d'en haut, la sainteté, le génie, la valeur, la richesse, la puissance, de tout ce qui concilie les respects et l'obéissance des hommes. Elle enfante plusieurs générations de héros, qui arrêtent les barbares du Midi et du Nord, rassurent les peuples, réorganisent l'État, font reflourir l'Église, rétablissent la société sur ses bases et se placent tout naturellement à son sommet. Après avoir fait toutes ces grandes choses, après avoir pendant près d'un siècle respecté le droit dynastique des Mérovingiens, la famille qui avait produit Pépin de Landen, Pépin d'Heristall et Charles Martel s'assoit enfin sur le trône dans la personne de Pépin-le-bref aux acclamations des chefs de la nation, et avec l'assentiment de l'Église (1).

(1) Cette approbation donnée par l'Église à l'élévation de la seconde dynastie est un fait incontestable qui ressort de tous les témoignages du temps. Mais ce qui est beaucoup moins avéré, c'est l'ambassade de Pépin au pape Zacharie et la célèbre consultation touchant les rois francs. Quoique ce fait reste toujours en possession de la créance publique, sur le terrain de l'érudition, il est sans cesse contesté, et il a déjà été plus d'une fois aussi vivement attaqué que défendu, selon le point de vue des combattants, touchant la question des rapports du spirituel et du temporel au moyen-âge. Certains docteurs du xvii^e siècle, comme Jean de Launoy, Noël-Alexandre, traitent d'historiette le fait de cette consultation, et regardent comme interpolés les passages antérieurs à Éginhard où il en est fait mention. Mais il leur a été immédiatement répondu par les savants de l'école opposée. Dans ses notes sur Anastase le bibliothécaire, à l'article du pape Zacharie, Baldini refute toute l'argumentation de Noël-Alexandre. Plus tard,

Voilà le sceptre transféré, et la première substitution dynastique accomplie dans notre histoire. Or, jamais révolution n'a été plus légitime et plus légale. Plus légitime, puisque depuis longtemps, les Mérovingiens étaient tombés dans une incapacité complète, et qu'ils étaient hors d'état de pourvoir au salut des peuples, ce qui est la première condition d'existence de tout gouvernement. Plus légale, puisqu'elle ne fut pas l'œuvre d'une faction, le produit d'une émeute ou d'un audacieux coup de main, mais une résolution mûrement délibérée dans les conseils qui réunissaient toutes les lumières de l'Église et de l'État, et qui, dans la défaillance où était tombée la dynastie de Clovis, retrouvaient le droit naturel à toute société de pourvoir à sa conservation, en plaçant à sa tête ceux qui se sont montrés capables et dignes de la souveraineté. Aussi cette révolution ne renversa rien et raffermi tout. Elle ne niait aucune vérité de l'ordre religieux, ni de l'ordre politique, elle ne portait atteinte à aucun principe. C'est le propre de

la question a été reprise et décidée dans le même sens par le P. Bianchi, dans le livre intitulé : *Della potestà et della politica della chiesa, Trattati due contro le nuove opinioni di Pietro Giannone*, 7 vol. in-4°, Roma, 1748, et dont une partie a été traduite en 1837 par M. l'abbé Peltier, sous le titre de *Traité de la puissance ecclésiastique dans ses rapports avec les souverainetés temporelles*, 2 vol. in-8°, cf. T. II, p. 367. Mais, de nos jours, la question vient d'être encore reprise, dans le sens négatif, par le savant Damberger, qui ne voit aussi dans cette consultation qu'une anecdote sans fondement. (Voy. *Synchronistische Geschichte der Kirche und Welt im Mittelalter*. T. II, p. 338, 341, et aussi le *Kritikheft* du même auteur, passim.) M. l'abbé Mury, de Strasbourg, qui a résumé la discussion de Damberger dans son solide et consciencieux *Précis de l'histoire politique et religieuse de la France*, t. I, p. 193, nous promet une étude spéciale sur cette question. Ce sera, il faut l'espérer, un travail définitif. Pour le moment, il nous serait impossible de nous prononcer. *Adhuc sub judice lis est.*

ces temps-là de posséder, au milieu d'un grand désordre matériel et de beaucoup de violence dans les mœurs et dans les faits, une unité doctrinale qui maintenait l'ordre dans la sphère des idées, qui mettait hors de cause les principes fondamentaux de la société et qui la garantissait de cette invasion systématique de l'erreur et du mal qui se produira plus tard, par tant de ténébreuses et malfaisantes conspirations. Sans doute, il y avait alors des révolutions, comme de tout temps, mais elles ne s'en prenaient qu'aux hommes, et non aux institutions elles-mêmes. On renversait des rois, mais on respectait la royauté. On maltraitait des papes, mais nul ne tramait l'anéantissement du Saint-Siège. Aucun des grands pouvoirs sociaux n'était menacé dans son existence. Les maximes du droit public n'étaient ni altérées, ni méconnues, et s'il y avait des troubles et du tumulte sur le terrain des faits, tout restait calme et serein dans la région des idées. Aussi, tandis que le mouvement et l'agitation étaient partout, l'inquiétude n'était nulle part. La société savait bien qu'elle n'était pas mise en question pour un changement dynastique, et ses révolutions n'étant que le remède et la fin d'une situation usée, lui permettaient de se reconstituer et de se raffermir, sans qu'elle fut condamnée à recommencer systématiquement le lendemain.

Celle qui substitua les Carlovingiens à la dynastie mérovingienne porta tous les fruits qu'on en avait attendus. Tous les grands et légitimes intérêts du monde chrétien étaient en souffrance depuis près d'un siècle, depuis que la souveraineté et le pouvoir avaient cessé d'être dans les mêmes mains. Quand l'avènement de Pépin les eut de nouveau réunis, l'incertitude, la division firent place à la décision et à l'unité. Une impulsion vigoureuse fut imprimée

à toutes les affaires, et toutes les questions d'intérêt politique et religieux furent promptement et heureusement résolues. La dynastie nouvelle avaient trois grandes choses à accomplir : arrêter les progrès de la barbarie qui avait repris sa marche envahissante pendant la décadence mérovingienne, et qui menaçait l'Europe à ses deux extrémités ; sauver le Saint-Siège, devenu la clef de voûte du monde chrétien, des tentatives ambitieuses des monarques lombards et lui assurer l'indépendance nécessaire à l'accomplissement de sa mission spirituelle ; remettre l'ordre dans l'État en faisant cesser l'antagonisme de la royauté et de l'aristocratie, en raffermissant celle-là sans la rendre oppressive, en satisfaisant celle-ci tout en contenant son esprit factieux. L'œuvre était immense ; mais des hommes comme Pépin d'Héristall, Charles-Martel, Pépin-le-Bref et Charlemagne étaient à la hauteur d'une telle tâche et ils réussirent à en résoudre toutes les difficultés.

Ils y parvinrent, on le sait, par cette union de la force et du bon sens qu'on n'a jamais revue depuis, au même degré, dans la politique. La barbarie musulmane fut refoulée au-delà des Pyrénées et de l'Hèbre, et l'Occident garanti de l'invasion de l'islamisme. Le monde germanique fixé au sol, arraché à la barbarie, par la conversion de la Saxe, vint grossir les forces de la société chrétienne, et fut désormais son rempart contre les invasions scandinaves et asiatiques. L'unité spirituelle de l'Europe fut assurée par la position politique faite à son chef religieux. Pour favoriser l'indépendance nécessaire à son action, Charlemagne fortifia sa souveraineté temporelle, et le pape devint le chef d'un État, qui est le plus légitime, le plus pacifique, et le plus ancien des États de l'Europe, et dont, à tous les titres,

la chute définitive serait le signal d'un grand bouleversement, ou le triomphe d'une grande iniquité. La difficulté intérieure, celle qui avait, à proprement parler, causé la ruine des Mérovingiens, fut résolue avec non moins d'habileté et de succès. Chefs de l'opposition aristocratique et représentants de la partie austrasienne et germanique de l'Empire franc, les Carlovingiens ramenèrent le gouvernement à des formes et à des procédés plus en harmonie avec les mœurs et les institutions nationales, en même temps qu'ils purent, avec l'assistance du Saint-Siège, faire rentrer dans l'État cette unité que les Mérovingiens avaient en vain poursuivie, et retarder pour quelque temps, par le rétablissement de l'Empire romain, devenu chrétien et germanique, l'œuvre de dissolution sociale commencée depuis quatre siècles.

Tous ces résultats grandioses furent obtenus par cette succession d'hommes supérieurs que produit la dynastie nouvelle et dont Charlemagne est le terme et le sommet. En lui et par lui vinrent s'achever les grandes œuvres qu'elle avait mission d'accomplir, et dont le temps et les circonstances réclamaient l'exécution. Charlemagne y a mis la dernière main, et l'achèvement de ces immenses travaux, commencés par ses pères, a donné à son nom un tel relief que l'idée de la grandeur en est désormais inséparable, et qu'il est devenu comme un type qui plane au-dessus de l'histoire moderne, ou personne ne peut lui être comparé, ni pour la puissance, ni pour la sagesse, ni pour la fortune, et dont les plus grands ne le sont, surtout, que par les côtés où ils lui ressemblent.

Après lui, sa race est épuisée, la décadence commence et l'Empire se dissout. Comment s'est accomplie cette seconde

chute de dynastie ? Quelles sont les causes de la nouvelle révolution qui renverse les Carlovingiens ? C'est ce qu'il est bien facile de dire aujourd'hui, tant le sujet a exercé les recherches et les méditations de la critique et de l'histoire. Le puissant Empire de Charlemagne est tombé sous l'action des mêmes causes qui avaient fait périr l'Empire romain et empêché l'Empire mérovingien de se consolider. Comme l'Empire romain, il a été assailli par une invasion qui jeta sur l'Europe l'arrière-ban de la barbarie septentrionale. Comme l'Empire romain, il fut livré, au milieu de cette crise, à des princes incapables et divisés, qui s'acharnèrent à s'entre-détruire, au lieu de s'entendre pour le salut de leur Empire, et la conservation de leur race. Comme l'Empire romain, et plus que lui encore, il fut travaillé au dedans par l'opposition de peuples différents d'origine, de langues, de mœurs, d'institutions, s'agitant en sens contraire, et brisant le faisceau commun par leurs secousses. Enfin, de même que l'Empire romain, dans sa défaillance, maintenait à grand'peine sa centralisation administrative contre le retour du patronage et de la clientèle qui lui enlevaient son action directe sur les populations de ses provinces, de même l'Empire carlovingien avait à lutter contre ce mouvement désorganisateur, auquel l'infusion du sang germanique dans le corps social avait encore donné plus de force, en y déposant tous les germes de la féodalité. Ce régime couvait dans les flancs de cet Empire, qu'il fera éclater par son explosion, et qu'il remplacera par une forme nouvelle de gouvernement, sous les auspices d'une troisième dynastie qui sera la dynastie capétienne.

Il eût fallu, non pas pour arrêter ce mouvement, ce qui était impossible, mais pour le diriger et le modérer, la

perpétuité du génie dans la famille carlovingienne. Mais après les quatre générations de héros qu'elle avait enfantés, non-seulement le génie, mais toutes les aptitudes nécessaires à la royauté manquèrent aux successeurs de Charlemagne. Là est la cause première de toute décadence dynastique. Les difficultés et les périls semés sur la route pénible où marchent les rois, n'entraînent pas fatalement la ruine de leur pouvoir, et ils les surmontent quand ils sont des hommes. Ainsi les pierres du chemin ne font pas tomber le voyageur dont le pas est ferme et assuré. En politique, une situation ne devient mortelle, que quand on y ajoute ses propres fautes.

Or, Louis-le-Débonnaire, qui fut le meilleur des hommes, et le plus nul des rois, était de ceux qui compromettent les trônes les mieux affermis. Il laissa avilir en sa personne l'autorité paternelle et la majesté impériale. Ses fils augmentèrent le chaos par leurs révoltes, leurs ambitions et leurs rivalités. Un premier démembrement partagea l'Empire en trois royaumes où l'on voit poindre et se dégager, de l'unité qui les effaçait, les trois grandes nationalités modernes, l'Allemagne, l'Italie et la France. Toutefois, ce premier partage effectué à Verdun, en 843, ne semble pas définitif. Ni l'Église, qui a réuni le monde germanique et le monde romain dans une même unité spirituelle, n'abandonne la pensée de réaliser une unité politique qui en consacrerait les conséquences sociales. Ni la race carlovingienne ne renonce à l'espoir de rétablir la haute position que cette grande conception lui a faite. Elles réunirent donc leurs moyens d'action pour prolonger l'existence de l'œuvre de Léon III et de Charlemagne. Toute la fin du ix^e siècle y est consacrée. La couronne impériale reparait encore sur quel-

ques têtes. Charles-le-Chauve, Charles-le-Gros s'épuisent en efforts infructueux pour restaurer l'Empire dans son intégrité. Vaine poursuite ! La loi de capacité qui préside au sort de toutes les dynasties, se produit ici dans toute son évidente nécessité. La hauteur des prétentions de la Maison carlovingienne ne sert qu'à donner plus de relief à son impuissance. Le dernier qui réunit tout l'Empire ne peut tenir devant des bandes de Normands. Il tombe sous le coup du mépris public, et la catastrophe de Charles-le-Gros vient désabuser, en 888, ceux qui se berçaient encore du rétablissement d'une unité chimérique. La couronne impériale se brise dans cette dernière chute et, de longtemps, nul ne songera à en ramasser les débris.

Ici, Messieurs, nous sommes en présence d'une nouvelle révolution dynastique, qui amène au pouvoir la race des Capétiens, et qui inaugure l'histoire de France proprement dite. Arrêtons-nous, et remettons à un second discours les considérations que comporte l'étude des causes, des vicissitudes et des résultats de ce grave événement.



DEUXIÈME DISCOURS⁽¹⁾

LES CAPÉTIENS DIRECTS

MESSIEURS,

L'événement qui fit disparaître toutes les dominations établies en Gaule, au v^e siècle, pour y substituer celle du chef de la tribu des Francs saliens, sera toujours diversement jugé, à cause des aspects contradictoires qu'il présente. Affectant tour à tour des formes gracieuses ou violentes, on voit qu'il se refuse, au fond, à un classement net et tranché, qu'il tient à la fois de la délivrance et de la conquête, et qu'il est un de ces faits de nature mixte, comme il y en a tant en histoire, qui donnent à une situation compromise une solution qu'on accepte autant par nécessité que par choix, et qui sont surtout justifiés par leurs résultats. C'est en ce sens qu'il faut conclure sur cet événement qui, après tout, a été avantageux à l'Église et à la société temporelle, et qui a jeté les fondements de la nationalité et de la monarchie françaises.

Cependant, on a souvent fait un reproche aux évêques des Gaules de leurs sympathies pour cette révolution et de la part, activement fort restreinte du reste (2), qu'ils y ont

(1) Voyez les notes 1 et 2 de la page 247.

(2) Comme l'a démontré l'abbé Gorini, de savante mémoire, dans sa *Défense de l'Église*, t. I, ch. 8.

prise. Les uns oubliant que les évêques, outre que plusieurs d'entre eux étaient choisis par les fidèles dans les premières familles du pays, avaient, comme *défenseurs des cités*, le droit de veiller aux besoins temporels de leur troupeau, ont blâmé leur intervention dans les affaires politiques de leur temps. D'autres se sont attachés à établir que les peuples n'avaient rien gagné à ce changement ; que les Francs, assez forts pour défendre, l'étaient encore plus pour opprimer, et qu'ils avaient souvent exercé d'une manière bien rude le patronage militaire qu'on les avait aidés à prendre.

Assurément, l'établissement d'une nouvelle dynastie d'origine germanique dans les Gaules ne put s'effectuer par des voies purement pacifiques, et je ne veux pas dire que ce fut un moyen de salut absolument bon. Mais ce n'est pas en cherchant ce qui est le mieux en théorie, que ceux qui sont à la tête de la société se tirent d'affaire et sauvent les peuples. La sagesse pratique consiste, non à poursuivre la réalisation de ce qui est en soi excellent et irréprochable, mais à se contenter de ce qui est possible. Oublier cette maxime, quand on apprécie la conduite et les sentiments des hommes, c'est de toutes les sources de nos faux jugements une des plus fécondes. C'est ce qui fait qu'ici, par exemple, on critique à tort une conduite qui, en définitive, a été sage, et qu'on se refuse à reconnaître que l'Église des Gaules, qui était dans son rôle en se mêlant des affaires de son temps, a eu raison d'être favorable, contre des maîtres plus fâcheux, à l'établissement d'un gouvernement duquel on pouvait beaucoup espérer, et dont on était sûr d'avoir moins à souffrir.

Il y a plus, Messieurs, et, à considérer les choses avec

cette foi en la Providence qui est le véritable optimisme, et qui permet de voir dans les événements ce que Dieu y met de bien à l'insu, et souvent en dépit des hommes qui les accomplissent, il faut bien reconnaître ici, comme le prouve la prière exaucée de Tolbiac, que Dieu a véritablement mis la main à cette œuvre, et qu'il en a tiré des effets qui dépassèrent les intentions de ses auteurs, et dont toute la chrétienté devait se ressentir. En effet, la Gaule n'avait voulu pour elle-même qu'un chef catholique, qui garantit sa foi des atteintes de l'arianisme de ses maîtres étrangers ; et il se trouva qu'elle avait donné, en recrutant la vigoureuse nation des Francs, à tout l'occident de l'Europe un rempart contre les incursions germaniques, à l'Église une protection et des moyens d'agir avec plus d'efficacité sur la barbarie, qui va désormais s'ouvrir plus facilement à l'invasion de la civilisation chrétienne. Il se trouva qu'en baptisant Clovis et en se faisant l'apôtre des Francs, saint Remi, qui ne pensait peut-être qu'aux besoins présents de l'Église et de la nation gauloises, pourvoyait aussi aux besoins généraux de l'Église universelle, et assurait l'avenir temporel de toute la chrétienté.

En effet, au moment où l'Empire romain disparaissait en Occident, ce qui, moralement, sauva la société, ce fut l'Église, et ce qui, matériellement, sauva l'Église de tous les périls dont elle était entourée, ce fut la nation des Francs, d'abord sous les auspices de la race mérovingienne, et, après sa défaillance, sous ceux de la dynastie de Charlemagne. Grâce à cette union, rarement troublée, des grandes dynasties franques avec le Saint-Siège, le monde occidental vécut à l'abri de ces discussions théologiques où s'agitait stérilement le Bas-Empire. Aucune

opposition systématique ne vint contrarier le travail de réparation sociale que l'Église entreprit au milieu de la dissolution du monde romain, et ce fut un grand bonheur pour l'Europe, au moment où elle eut à se reconstruire, de n'être travaillée par aucune révolution religieuse, et de pouvoir, par l'unité de ses croyances, réparer ses ruines, et sortir du chaos où elle était plongée.

Mais s'il n'y a plus, et pour longtemps, de question religieuse, il y a toujours une question politique, et c'est d'elle que sortent les révolutions dont je vais continuer à vous présenter le rapide tableau.

L'établissement des barbares dans l'Empire avait mis en présence deux systèmes de gouvernement, deux formes sociales différentes ; d'une part, les mœurs, les coutumes, les institutions germaniques, et de l'autre, les mœurs, les lois et les institutions romaines. L'unité religieuse s'était faite dans les consciences, sous les auspices du principe d'autorité dont Rome était le siège. Mais un profond antagonisme divisait l'État, la société temporelle tout entière, et suscitait aux dynasties régnantes des difficultés qu'elles ne surent pas surmonter. Nous avons décrit, dans sa première phase, cette lutte intérieure, d'où sortit la révolution qui renversa les Mérovingiens, et où se prépara celle qui substitua les Capétiens à la race carlovingienne. Il nous reste à en voir la conclusion qui ne fut atteinte qu'au bout de cinq siècles d'un travail latent dont toute l'Europe fut affectée, mais qui eut dans la Gaule son principal théâtre, et qui y produisit ses plus complets et ses plus importants résultats.

Déjà la Gaule s'était signalée par son aptitude à se transformer au gré des événements, et par sa facilité à se pré-

ter aux expériences politiques et sociales dont les temps et les circonstances lui faisaient une nécessité. C'était dans la Gaule que le régime romain avait le plus facilement et le mieux réussi. Rome avait mis quatre siècles à réduire l'Italie sous sa suprématie militaire, et deux cents ans à dompter l'Espagne. Jamais la Grande-Bretagne ne lui fut entièrement soumise, et en Germanie, elle ne fonda rien de durable au-delà du Rhin et du Danube. Quant à la Gaule, si féconde en guerriers, il suffit à César de dix années de campagne, pour l'enchaîner à la fortune de Rome, et l'amener à se plier à cette transformation administrative qu'elle opérait partout, et qui a laissé sur notre nation une si profonde empreinte.

Puis quand l'Empire eut fait son temps, quand le pouvoir passa aux mains des chefs étrangers qu'il armait pour sa défense, la Gaule fut la première de ses provinces à pacifier avec les alliés barbares, et à contracter avec les Francs, sous les auspices de la religion, une union si étroite qu'elle y sacrifia son nom, et que la France y trouva le germe de son unité nationale.

Toutefois, dans le principe, ce rapprochement subit semblait n'avoir mis en contact que des incompatibilités. En dépit de la fusion religieuse, les différences de races, d'institutions et de mœurs, séparèrent longtemps les Francs de la Meuse et du Rhin du reste de la population gauloise, et la division de l'Empire mérovingien en Austrasie et en Neustrie exprima nettement cette opposition. La Neustrie, c'était la Gaule restée romaine; l'Austrasie, la Gaule devenue à peu près germanique, et qui l'est encore en partie. Ces deux contrées en vinrent aux mains comme les deux systèmes qu'elles représentaient. La Neustrie fut vaincue avec les Mé-

rovingiens qui essayèrent vainement de s'y maintenir ; l'Austrasie fut victorieuse avec la famille carlovingienne qui s'y était puissamment installée. Ainsi fut assuré le triomphe du système germanique sur le système de gouvernement gallo-romain, et, avec le temps, la Gaule, que la conquête romaine avait si complètement transformée, le fut de nouveau en sens inverse, par l'influence germanique, et, devenue société féodale, elle répudia tout à fait les traditions d'unité politique et de centralisation administrative que les Romains lui avaient si profondément inculquées.

Ainsi, la Gaule subissait tour à tour les transformations les plus diverses, et après avoir aisément accepté des mains de Rome cette unité que celle-ci apportait partout, elle retournait moins volontiers peut-être, mais aussi complètement, sous les auspices des Germains, au morcellement primitif. Et dans ces mouvements, qui lui étaient communs avec le reste de l'Europe, elle devança toujours les autres peuples. Mobile, sociable et perfectible comme elle est, la Gaule, dont l'Église avait fait la première des nations catholiques, qui avait été la première des provinces romaines de l'Occident, devint au x^e siècle, sous le nom de France, qui sera le sien désormais, la première des nations féodales. De sorte que, en la considérant à cette époque, on reconnaît en elle, marquée plus fortement qu'elle ne l'est nulle part ailleurs, l'empreinte de toutes les grandes influences qui ont agi sur le monde occidental, et qui font d'elle le type de la civilisation du temps. Catholique, monarchique et féodale, elle est tout cela à la fois, et plus qu'aucune autre nation de l'Europe, parce qu'elle a su mieux que tout autre, concentrer en elle et s'assimiler tous les résultats de l'action permanente ou successive de l'Église, de Rome et de la

Germanie. Aussi, malgré la réduction qu'elle subit à la suite du démembrement de l'Empire de Charlemagne, elle reste, sous la forme féodale et sous la dynastie capétienne, ce qu'elle avait été au temps des Mérovingiens et des Carlovingiens, la première des nations de l'Europe occidentale, la tête, le cœur et le bras de la république chrétienne.

Comment ce nouvel état de choses s'est-il préparé, par quelle révolution la Gaule, sortie du cadre brisé de l'Empire carlovingien, est-elle devenue la France féodale et capétienne, quelles ont été les suites politiques et sociales de ces changements ? Voilà, Messieurs, ce que nous avons à examiner aujourd'hui dans ce second discours, que je veux consacrer à l'étude des causes qui ont amené au trône la troisième dynastie de notre histoire, à celles qui l'y ont affermie, à celles qui l'y ont perpétuée, à celles qui ont engendré ses traverses et ses vicissitudes, en poursuivant cet aperçu à travers tout le moyen-âge, et au-delà, jusqu'au moment où se prépare et où éclate la révolution du xvi^e siècle.

Cette glorieuse Maison qui, depuis Hugues Capet jusqu'en 1789, a été, sans interruption, investie de la puissance souveraine en France, qui, pendant une domination huit fois séculaire, a présidé à toutes les destinées de notre patrie, qui a eu l'initiative ou la direction de tous les grands mouvements sociaux, accomplis pendant cette suite de siècles, dont rien des vertus ou des vices, des grandeurs ou des misères, des habiletés ou des fautes n'a été perdu pour le bien ou pour le mal de la France ; cette glorieuse dynastie, dis-je, a été la personnification et en quelque sorte comme l'incarnation de notre histoire.

Jusque-là, en effet, la France n'a pas encore eu d'exis-

tence propre. Elle est restée une province dans ces vastes monarchies franques, qui, sous les deux premières races, s'étaient portées pour héritières de l'Empire d'Occident, et elle n'avait pu redevenir une nation. Mais lorsque le confus assemblage de peuples réunis par Charlemagne eut été rompu, chacun d'eux rendu à soi-même, et chargé du soin de se pourvoir, travailla à reconquérir une vie distincte. Ce fut du partage de Verdun (843), et surtout du démembrement opéré après la diète de Tribur (888), que l'on vit se dégager peu à peu la personnalité de l'ancienne Gaule neustrienne s'essayant à devenir la France. C'est de cette époque qu'elle commença le travail d'enfantement qui, un siècle plus tard, devait donner le jour à sa troisième dynastie, la seule qu'elle eut véritablement portée dans ses flancs, et qui fut bien la fille de ses entrailles. Elle avait suscité et adopté Clovis et sa race, mais elle ne les avait pas produits. Elle avait subi l'action dominatrice et toute puissante des héros austrasiens, mais elle ne les avait ni appelés ni tirés de son sein. Quand cette race manqua, la France eut, pour la première fois dans son histoire, des chefs vraiment à elle, des souverains nés de son sol, et l'organisation de sa nationalité commença.

La révolution sociale était alors consommée. La féodalité s'était établie dans tout l'Occident. Après une fermentation de quatre siècles, la société romaine avait été dissoute et le monde chrétien avait revêtu une forme nouvelle. Des pouvoirs locaux et énergiques s'étaient substitués à l'action de ces vastes gouvernements unitaires de l'Empire et des grandes dynasties barbares qui s'affaissaient sous leur propre poids, et qui tombèrent, parce que leur force ne répondait plus à leur grandeur, ni leurs services à leurs préten-

tions. Ce changement accompli, il était dans l'ordre ordinaire des choses humaines, que la dynastie qui avait entrepris de l'arrêter, sans y réussir, en fût la victime et que le sceptre passât à d'autres mains. Car c'est un fait constant dans notre histoire, qu'un renouvellement dans le pouvoir y coïncide toujours avec un renouvellement dans l'état de la société, et il est hors de doute que le même travail qui a produit la France féodale a aussi produit la dynastie qui devait la régir. De sorte qu'il y a la connexion la plus étroite entre la révolution sociale et la révolution dynastique, et que nous ne pouvons décrire celle-ci sans caractériser aussi celle-là. Il convient donc de les étudier attentivement toutes les deux.

L'établissement de la féodalité avait fait prévaloir la puissance des seigneurs sur l'autorité du monarque. Il avait désorganisé l'État, mais pour rendre la vie au corps social en le délivrant d'une tête énorme qui l'écrasait, et en le ramenant à son type primitif, qui est la famille. Ce fut à la fois un travail de destruction et de reconstruction que, dans une certaine mesure, on peut comparer à ce mouvement de composition et de décomposition qui anéantit et reproduit, sans trêve ni repos, tous les différents corps de la nature. Toutefois, s'il est permis de comparer les choses là où elles se ressemblent, il ne faut pas aller jusqu'à les confondre là où elles diffèrent, et nous ne devons pas, oubliant le caractère propre de l'histoire, la réduire à n'être plus qu'une chimie sociale, où une incessante et inexorable manipulation condense ou volatilise tour à tour les institutions humaines, dans le creuset du temps. Le monde matériel n'a pas d'action qui lui soit propre et dont la science ait à le rendre responsable, et là, les faits s'accomplissent

fatalement en vertu de la loi qui les domine. Il n'en est pas de même dans le monde moral. La loi y est proposée par Dieu à l'homme, mais elle ne lui est pas nécessairement imposée. C'est librement qu'il la suit, c'est librement qu'il la viole. Mais, soit qu'il l'observe, soit qu'il la méconnaisse, Dieu la fait toujours respecter, par la sanction de la peine ou de la récompense, qui ne manquent jamais d'atteindre, quand il le faut, l'agent responsable ; et c'est cette sanction qui détermine la grandeur et la décadence des dynasties, la prospérité ou la chute des institutions et des empires.

Oui, Messieurs, j'ai besoin de le proclamer bien haut, car il importe qu'il n'y ait ni erreur, ni malentendu en pareille matière. Il n'y rien de nécessaire, de fatal dans les lois et les causes que nous assignons à nos révolutions historiques. Les dynasties ne tombent en décadence que parce qu'elles méconnaissent l'observation des principes et des lois qui les en préserveraient, et les catastrophes que subissent les peuples ne sont que les conséquences voulues par la loi divine, des fautes, des désordres qu'ils ont commis, et dont ils savent bien qu'ils encourent la responsabilité. Ainsi, la loi du mérite et du démérite, qui attribue à chacun selon ses œuvres, domine les institutions humaines, les dynasties et les peuples. Elle fait de l'histoire comme une première application de la justice divine, s'exerçant dans le temps sur les sociétés qui ne sont que du temps, tandis qu'elle attend l'éternité pour s'exercer sur l'homme qui est immortel. C'est donc en vertu de cette loi, sanction infaillible des œuvres humaines, que s'élèvent et tombent successivement les peuples et leurs institutions. Rien ne commence, rien ne s'établit que par ce qu'il contient en soi de bon et de juste. Les crimes des fondateurs

d'empire ne sont pas ce qui fait leur grandeur et ce qui assure le succès de leur œuvre. Le meurtre de Cicéron n'est pas la raison d'être de la puissance d'Octave. Ce ne sont pas les violences de Clovis contre les princes francs ses rivaux qui ont fondé sa dynastie. Ce n'est que par le bien qu'ils font et qu'ils mettent dans leurs œuvres, que quelques hommes supérieurs s'élèvent au-dessus de leurs semblables, et fondent la fortune de leur maison ; de même que c'est par les crimes qu'ils commettent et les vices qu'ils introduisent dans leur race et leurs institutions, qu'ils en préparent la ruine pour l'avenir.

Et d'un bout à l'autre de l'histoire, cette théorie trouve sa confirmation dans les faits. Ainsi, dans Rome, à une aristocratie oppressive, qui foulait sans pitié le monde vaincu, se substitue l'Empire qui apportait aux peuples plus d'ordre et de justice. Mais l'Empire renfermait dans ses flancs le despotisme, et c'est par lui qu'il fit tout le mal qui devait le perdre. Quand le monstre eut grandi, quand, avec le temps, il eut construit peu à peu toutes ses machines et tous ses ressorts ; lorsqu'il eut savamment organisé, par la fiscalité, le pillage des fortunes privées, épuisé la société sans pouvoir la défendre ; quand, après avoir cessé de proscrire l'Église, il ne la reconnut que pour la régenter et l'asservir, alors ce grandiose et orgueilleux Titan, qui étouffait dans ses deux bras la société civile et religieuse, fut terrassé à son tour, et l'aristocratie, qu'il avait politiquement abaissée, mais qui était restée au dedans, et surtout en dehors, une force sociale, se jeta sur son cadavre et s'en partagea les lambeaux. Recrutée et ravivée par l'invasion germanique, elle reprit son ancienne prépondérance, elle arracha au pouvoir les prérogatives

dont il ne savait plus user et qu'il ne pouvait plus défendre, elle renversa ce gouvernement si sagement disposé pour le maintien de l'ordre, mais qui n'empêchait pas la société de mourir de toutes les maladies des civilisations en décadence, et elle fut l'instrument qui brisa cet absolutisme administratif, dont la cupidité et l'orgueil avaient abusé trop longtemps.

L'Empire romain paraissait encore plein de vigueur, que déjà commençait dans son sein un lent et imperceptible travail de dissolution, qui le minait sourdement, et où l'on a vu comme un premier essai, une première efflorescence des institutions féodales qui, plus tard, couvrirent l'Europe entière (1). Dès le quatrième siècle, la législation s'en préoccupe, et le Code théodosien atteste les efforts tentés par le gouvernement impérial pour arrêter le mouvement qui pousse les populations, principalement celles des frontières, à rompre avec l'Empire, à chercher d'autre protection que celle de l'État, à se donner des chefs particuliers, et à se recommander à des patrons qui sont déjà les seigneurs du moyen-âge. Ce mouvement, tout concourut à l'accélérer et à le rendre irrésistible, l'inégalité des conditions et des personnes, les dangers de la société, les inquiétudes de chaque jour, l'incertitude de toutes les existences, le choc et le déplacement des populations, l'établissement des bénéfices militaires, l'action du compagnonage germanique ; toutes ces causes réunies, agissant dans le même sens pendant plusieurs siècles, depuis Dioclétien et Constantin jusqu'à Hugues Capet, paralysèrent toutes les

(1) Voyez le développement de cet aperçu dans deux belles pages de Lehuërou, *Hist. des Institutions mérovingiennes*, p. 136.

tentatives faites pour arrêter ce fractionnement, dont le terme devait être l'établissement de la féodalité.

Or ce triomphe de l'aristocratie féodale se justifie par les services qu'elle a rendus à la société, et qui constituent sa légitimité et sa raison d'être. Dans la défaillance de l'Empire, lorsque l'État encore capable d'opprimer n'était plus assez fort pour défendre, tandis que les puissants ne demandaient pas mieux que de le remplacer, les petits et les faibles accouraient à eux pour leur demander soulagement et protection. Avec l'accroissement des dangers et de la misère, et l'État s'affaissant de plus en plus, la recommandation personnelle s'imposa comme une inévitable nécessité. Les populations quittèrent la tutelle du souverain pour celle du propriétaire. Le fonctionnaire disparut. Il n'y eut plus, dans la société que des seigneurs, des vassaux et des serfs, et la féodalité prit la place de l'État, parce qu'elle se montra capable de s'acquitter, à sa manière, des obligations qu'il ne savait plus remplir. C'est ce que l'on sentait instinctivement, et voilà pourquoi on allait à elle. Dans cette continuelle tourmente, où le navire de l'État, incapable de manœuvrer, semblait toujours à la veille de s'engloutir, la société, le laissant sombrer, se sauva sur les mille petits radeaux du régime féodal, et ce fut avec eux qu'elle arriva au port et qu'elle sortit saine et sauve de la crise, tant de fois renouvelée, des invasions. Elle arma les peuples, elle les mit partout sur le pied de guerre ; elle les fortifia, non-seulement sur les frontières, mais au cœur de chaque contrée. Le sol se hérissa de châteaux et de forteresses ; la société fut rendue imprenable ; la barbarie se fixa pour toujours, et la période des invasions fut définitivement close après six siècles de durée.

Il y a plus : à l'issue de cette transformation qui semblait devoir aboutir à sa ruine, la société se retrouva pleine de vie et de force, parce qu'au milieu de la situation tumultueuse qu'elle s'était faite, elle avait reconquis la liberté et des mœurs nouvelles. S'il n'y eut plus à proprement parler d'ordre politique, ni, par conséquent, d'organisation générale, on vit reparaître ces fortes institutions domestiques sans lesquelles il n'y a pas de civilisation solidement établie. Trop souvent l'État use et épuise la société, en détournant à son profit toute vie particulière, et en dévorant ses ressources plus vite encore qu'elles ne se renouvellent. Alors elle a besoin pour se refaire d'être ramenée à son type primitif qui est la famille, et de revenir à son point de départ, pour fournir une nouvelle carrière et recommencer un nouvel essai de civilisation. C'est ainsi, que dans sa dislocation politique, le monde occidental retrouva, pour se reconstituer, les traditions toutes vivantes du *mundium* germanique et du *patrocinium* romain, qui le recueillirent dans l'agonie de la vieille civilisation, et qui, assistés de l'Église, lui préparèrent une jeunesse nouvelle, en le replaçant dans un berceau. De sorte que le régime patriarcal, qui a présidé à l'origine des sociétés primitives, reparut de nouveau à l'origine de la société moderne, comme pour rappeler à l'individu et à l'État, toujours enclins à l'oublier au profit de leurs vues égoïstes, que la famille est le type et la condition de la vie sociale, l'élément fondamental, et pour ainsi dire, la monade dont se compose les peuples. Grande leçon que nous donne l'histoire dans deux moments solennels du développement de l'humanité, et qui nous avertit qu'il ne faut jamais, sous peine de périr, que le progrès de la civilisation porte atteinte aux institutions domestiques,

et affaiblisse ou dissolve les familles, sans lesquelles il n'y a plus qu'une poussière humaine, sans cohésion et sans résistance, bonne seulement à servir de jouet, tour à tour, au despotisme où à l'anarchie,

Ainsi, la famille carlovingienne avait contre elle ce mouvement irrésistible qui divisait en parcelles un monde où elle avait voulu édifier un empire. A cette cause déjà suffisante de ruine, qui tenait à la situation de ces princes, s'ajoute celle qui tient à leur conduite. En tombant au-dessous de la tâche qu'ils avaient à remplir, ils détruisirent dans l'esprit de leurs peuples le respect du droit qu'ils tenaient de leurs ancêtres, et ce fut surtout leur incapacité à défendre la société confiée à leur garde qui attira sur leur dynastie l'arrêt définitif. Car la sécurité étant le premier besoin d'un peuple, quand il court des dangers qui mettent son existence en question, il se retire du pouvoir qui ne sait pas l'en garantir, et il se donne à celui qui l'en délivre. Telle est la loi des changements dynastiques de notre histoire, qui, deux fois vérifiée déjà, reçoit encore de l'avènement des Capétiens une nouvelle confirmation.

De toutes les familles guerrières qui s'étaient vouées à la défense du sol national, la plus héroïque et la plus illustre était alors celle des ducs de France. Son fondateur, Robert-le-Fort, comte de Paris et de la marche angevine, avait succombé en défendant l'ouest de la France contre les incursions normandes, et ses contemporains lui avaient décerné le plus bel éloge qu'ils pussent donner, en l'appelant le Macchabée de son siècle. Son fils, Eudes, duc de France, avait marché sur ses traces. Devenu célèbre par la défense de Paris, où son courage avait été rehaussé encore

par la lâcheté du souverain, il fut élu roi par les seigneurs français, après que l'assemblée de Tribur eut déposé l'impuissant Charles-le-Gros. Charles-le-Simple, fils de Louis-le-Bègue, déjà une première fois écarté du trône à cause de sa jeunesse, le fut de nouveau, pour la même raison, et cette fois au profit d'un prétendant étranger au sang royal. C'était donc une révolution dynastique qui s'annonçait, et qui allait couronner la révolution sociale que nous avons décrite.

Tout le x^e siècle de notre ère est rempli de l'agitation de cette crise intérieure, qui doit aboutir au renversement de la dynastie régnante et à l'élévation d'une nouvelle race de rois. C'est le même travail qui s'est déjà accompli, dans notre histoire, de l'an 650 à 750, alors que les Mérovingiens baissaient et que les Carlovingiens montaient à l'horizon. Il recommence dans des conditions analogues, de l'an 888, où Eudes est élu roi, jusqu'à l'an 987, où Hugues Capet fixe le trône dans sa Maison. C'est alors la dynastie carlovingienne qui s'éclipse devant le nouvel astre qui paraît, et, pendant tout un siècle, la nation oscille, incertaine de sa fidélité et de son obéissance, entre le droit qui finit et le droit qui commence.

Mais, Messieurs, en présence de ce changement dans la succession dynastique, je ne puis pas ne pas tenir compte d'un principe, que la rudesse de ces temps-là ne laissait pas de reconnaître et auquel le fait nouveau portait une atteinte profonde ; je veux parler du principe de légitimité. Au moment où Eudes fut élu roi, il y avait un héritier de la couronne de France, le jeune Charles, fils de Louis-le-Bègue. Or, la nation s'était engagée autrefois à ne pas choisir de roi en dehors de la famille carlovingienne, et Charles

était roi légitime par droit de succession. Eudes venait donc s'asseoir sur un trône qui appartenait à un autre. Selon le strict droit constitutionnel du temps, c'était un usurpateur. En effet, il ne suffit pas d'invoquer des services rendus, ni d'alléguer des nécessités de circonstance, souvent plus apparentes que réelles, et que l'ambition exagère toujours dans l'intérêt de ses desseins, pour justifier la violation des engagements que les peuples ont contractés envers leurs dynasties. Aussi, dans le cas présent, l'Église, toujours attentive à sauvegarder et à maintenir les droits et les devoirs réciproques des rois et des sujets, n'a cessé de rappeler à la France qu'elle faisait fausse route et qu'elle déplaçait indûment son obéissance (1). De sorte que l'élévation de Eudes ne fut qu'une intrusion passagère. Toutefois, c'est de là que sortit le germe de la grandeur future de sa race, à qui il léguait des prétentions qui se reproduiront à toutes les occasions favorables, et qui, pour l'honneur de cette Maison, ne finiront par prévaloir, que quand elles seront devenues tout à fait légitimes.

Mais s'il convient de rappeler à une dynastie qui s'annonce, que sa légitimité n'est pas suffisamment établie par ses services, il convient aussi de représenter à une dynastie qui s'en va, que le droit de régner entraîne d'autre obligation que celle de naître, et que la légitimité ne consiste pas

(1) Voyez au livre IV de l'*Histoire de l'Église de Reims* par Frodoard, la correspondance de l'archevêque Foulques, successeur du célèbre Hincmar, avec les papes Formose, Étienne VI et d'autres souverains du temps. C'est dans cette curieuse correspondance qu'il faut aller chercher l'opinion de l'Église sur la révolution dynastique inaugurée par Eudes, et qui se termina, un siècle après, par la chute définitive des Carlovingiens. Cf. *Flodoardi Ecclesie Remensis historiarum libri IV*, Éd. Sirmend. Paris, 1611, p. 509 et suiv.

seulement dans l'hérédité. Jamais celle-ci n'a été la source du droit dynastique ; elle n'en est que le moyen de transmission. Quant à l'origine de ce droit, il faut l'aller demander à l'histoire même des fondateurs de dynastie. Elle est, selon les temps, les circonstances et les hommes, plus ou moins brillante et plus ou moins pure. Mais toujours on y voit se produire la rencontre des trois conditions indispensables à l'élévation de toute race de rois : la capacité, qui est le signe de la vocation d'en haut, les services qui sont la preuve qu'elle en donne, et l'élection qui est la marque de la reconnaissance populaire et sans laquelle il n'y a pas, chez les peuples libres, de consécration dynastique. Quand un homme a reçu de Dieu les dons qui font les rois, quand la nation a su le constater dans des moments décisifs, l'hérédité, qui est le principe le plus conservateur de toutes les institutions humaines, s'établit au bénéfice de sa postérité, et la perpétue au rang où l'a placée son auteur, tant qu'elle fait circuler avec le sang dans sa race, la capacité suffisante pour accomplir ces devoirs essentiels de la royauté, qui sont sa raison d'être et la condition même de son existence. Ainsi, capacité, élection, hérédité, voilà, dans leur ordre, les trois éléments qui constituent, non pas la légitimité mutilée des partis, mais la légitimité complète, celle que reconnaissent les nations et devant laquelle elles s'inclinent. Aussi quand viennent les moments pénibles où le pouvoir ne peut les réunir toutes les trois, chacun sent qu'il se prépare une de ces crises où la moralité politique n'est pas moins troublée que la sécurité sociale, et où les plus honnêtes n'osent affirmer si la dynastie qui tombe est toujours la légitimité, et si la dynastie qui s'élève est nécessairement l'usurpation.

Maintenant, pour ramener ces considérations générales à l'événement même qui les a provoquées, nous pouvons dire que si, à la fin du ix^e siècle, la Maison de France n'a pas encore acquis toutes les conditions de la légitimité complète, la Maison carlovingienne est depuis longtemps en voie de les perdre. Car si Charles-le-Simple a pour lui le droit héréditaire, il n'a ni la capacité, ni les moyens de le faire reconnaître, et, avec le train ordinaire des choses humaines, en politique surtout, un droit qui ne sait pas s'imposer, est toujours un droit méconnu. De son côté, si Eudes a la capacité et l'élection, il n'a pas l'hérédité. Ce qui fait que son autorité est précaire et son règne toujours contesté. Car si l'hérédité ne va pas toute seule, la capacité et l'élection ne suffisent pas, avant la prescription, à en infirmer les titres, ni surtout à faire oublier les affections, les obligations et les intérêts qui se rattachent au droit de succession.

Aussi les époques de transition dynastique, comme le viii^e ou le x^e siècle de notre histoire, sont toujours des temps de divisions, de troubles et de souffrances, où la fidélité fléchit, où l'ambition s'exalte, où l'on ne sait plus bien quel est le droit qu'il faut respecter, quel est le devoir qu'il faut remplir. Heureux les temps où l'autorité est puissante, où le droit et la force, l'hérédité et la capacité n'ont pas fait divorce et restent réunis dans les mêmes mains, où enfin l'élection n'a pas à transférer le pouvoir et à troubler l'État et les consciences par ses déplacements ! Sans doute, les peuples peuvent beaucoup, par leur fidélité et leur sagesse, pour la consolidation et le maintien de leur état politique, mais c'est surtout aux dynasties à y pourvoir, en se maintenant elles-mêmes dans les conditions qui font la légi-

timité complète, et qui perpétuent en elles le don de Dieu et la confiance des hommes.

Après Eudes vinrent Robert et Raoul, et, dans le cours d'un siècle, la Maison des ducs de France saisit trois fois la couronne sans pouvoir la garder. Il y eut aussi trois restaurations carlovingiennes, et, cependant, la dynastie ne put reprendre racine, quoique ses derniers princes n'aient pas été des rois fainéants. C'est que cette maison, autrefois si glorieuse, était alors profondément déconsidérée. Vaincue par la révolution féodale, elle s'affaissait sous le coup qui avait frappé son système de gouvernement, et cela constituait pour elle un genre d'incapacité pire que l'incapacité personnelle, parce qu'il était irrémédiable. Désormais la terre et les hommes appartiennent aux seigneurs qui ont dépouillé la dynastie des attributions de la souveraineté. En dépit de sa résistance, un régime nouveau s'est établi et elle n'a pas su se faire sa place dans ce régime nouveau. Entre les grands domaines féodaux qui l'entouraient, le petit domaine royal, réduit à Laon et à quelques châteaux voisins, faisait bien pauvre figure. Aussi les derniers règnes carlovingiens ne furent qu'une lutte impuissante contre cette situation que leur avait faite les fautes de leurs pères, et que l'ambition patiente et maîtresse d'elle-même des ducs de France prolongea habilement, jusqu'au moment d'en recueillir les fruits.

En effet, tout conduisait vers une solution prévue d'avance, et la chute des Carlovingiens était aussi inévitable que le triomphe des Capétiens paraissait assuré. Les premiers s'étaient laissés réduire à néant, et cette faiblesse de l'autorité royale, sans justifier tout ce qui se faisait contre elle indûment, l'explique et motive sa ruine. Car l'autorité doit

être vigoureuse, et la force est un de ses éléments constitutifs. De son côté, la Maison des ducs de France grandissait sans cesse. A l'ancienne considération que lui avait faite son rôle héroïque dans la lutte contre les Normands, se joignaient ses ressources présentes, ses grands domaines, qui la mettaient à la tête de l'aristocratie féodale. Enfin, dans les dernières années du x^e siècle, après cent ans d'oscillation et d'incertitude entre les deux Maisons, la descendance directe s'éteignit dans la Maison carlovingienne, à la mort de Louis V. Le prince Charles, son oncle, revendiqua ses droits. Mais, en se faisant le vassal du roi de Germanie qui lui avait donné l'investiture de la Lorraine, il souleva contre lui le sentiment national. Cette démarche entraîna sa déchéance et la ruine définitive de sa Maison, en légitimant l'ambition de la dynastie qui, depuis trois générations, gravissait un à un tous les degrés du trône. Alors une grande assemblée, composée de tous les chefs ecclésiastiques et laïques du royaume, déféra la couronne à Hugues Capet. La cérémonie du sacre ajouta la consécration religieuse à la déclaration de la volonté nationale, et la famille puissante qui, depuis un siècle, était à la tête de la féodalité française, fut définitivement reconnue comme Maison souveraine. Sa capacité lui avait mérité l'élection ; l'hérédité allait venir et prolonger ses titres et ses droits pendant une succession de huit siècles.

La durée de cette dynastie est un phénomène unique dans l'histoire des nations modernes, et une des causes qui font la grandeur et l'éminente dignité de la nôtre. Il importe que nous en recherchions les causes et la raison d'être ; et c'est à quoi je veux consacrer la fin de ce discours.

Si, comme nous l'avons établi, la loi de mérite et de

démérite détermine ici-bas la destinée des nations et des dynasties, il en résulte que c'est surtout à leur conduite qu'il faut demander l'explication de leur bonheur et de leur fortune. Au milieu des périls de l'invasion scandinave, les chefs de la Maison capétienne s'étaient fait un renom de valeur et de patriotisme qui leur avait ouvert les voies du trône. Lorsqu'après quelques tentatives prématurées, ils surent se résigner à attendre le moment de s'y asseoir honnêtement, leur modération et leur prudence achevèrent de fonder leurs titres à la confiance publique. Enfin, dès que le pouvoir fut définitivement attribué à cette Maison, elle sut s'y perpétuer au-delà de la durée ordinaire des dynasties, en s'entretenant toujours dans une intelligence suffisante des besoins généraux de la nation, et en déployant une habileté soutenue à les servir. Elle se créa une tâche qui fut de reconstituer l'ancienne unité monarchique, brisée par le système féodal; elle s'unit étroitement à l'Église et aux classes inférieures de la population pour abaisser les seigneurs; et c'est cette œuvre longue et difficile qui entretint son activité et ses forces, et qui lui permit de durer si longtemps.

Pour l'accomplir, elle se trouva pourvue de qualités rares qui se transmirent dans une mesure inégale, mais presque toujours suffisante, à travers ses trente générations de rois: un grand esprit de suite et de conduite, une modération instinctive et raisonnée de mœurs et de caractère, un sentiment élevé et fort de l'honneur national et de sa propre dignité, un attachement sincère à la foi religieuse, enseignée par l'Église et qui faisait la base de l'ordre universel. Toutefois, Messieurs, comme je ne fais ici ni un panégyrique, ni une apologie, je n'ai point de peine

à reconnaître que les vertus et les qualités que je signale, ne sont ni constantes, ni inaltérables dans la dynastie. Mais je dis que c'est à elles qu'elle doit sa durée et sa splendeur, et, ce qui le prouve, c'est que, quand elle y déroge, sa prospérité se trouble, et l'on voit recommencer, pour elle et pour la France, l'ère des catastrophes et des révolutions.

Et, d'abord, la question est de savoir comment la Maison capétienne se maintient et s'affermir sur le trône, en face d'une aristocratie militaire, dont l'établissement avait causé la ruine des deux premières dynasties, et qui se tournait déjà contre la troisième qu'elle avait suscitée. Cela se fit bien simplement. A ses débuts, la race capétienne eut le bonheur de n'avoir point de grands hommes. Elle eut, ce qui valait mieux pour elle, des hommes sages et modestes qui n'affichèrent aucune prétention, et n'effarouchèrent personne. La société était organisée de manière à ne demander au pouvoir royal que d'être le sommet de sa hiérarchie, le lien commun de toutes ses parties, le symbole de l'ordre, que l'aristocratie se chargeait de maintenir par son action immédiate. Les premiers Capétiens se contentèrent de ce rôle, et restèrent tout uniment la tête de la polyarchie féodale, les suzerains des seigneurs, qui restaient à leur tour maîtres et propriétaires à la fois dans leurs domaines. En vertu du système féodal, la royauté n'était plus un pouvoir administratif. Née de ce régime, la dynastie capétienne parut s'y conformer sans répugnance et sans arrière-pensée. Elle se contenta d'être une grande dignité, entourée de respects et d'hommages, exerçant une autorité restreinte, mais bien définie par le droit du temps, et d'autant moins menacée qu'elle menaçait moins elle-même les libertés et la situation d'autrui.

En même temps qu'elle évitait de rompre avec la féodalité, la dynastie naissante s'unissait étroitement à l'Église, et cette alliance ne contribuait pas moins à l'affermissement de son pouvoir, qu'au maintien de l'ordre dans un état social, dont les croyances et les mœurs formaient le lien et l'unité. En effet, à cette époque où l'autorité politique n'avait plus de centre, et se trouvait disséminée partout, on se demande si la société aurait pu échapper aux effets anarchiques d'un tel système et sortir du chaos où elle se débattait alors, sans l'influence morale, sans l'action spirituelle de l'Église. Si la masse de la nation était retenue par la force dans les liens du servage, les représentants de l'aristocratie militaire n'étaient contenus que par l'obligation morale du serment ; ce qui laissait trop d'indépendance à ceux d'en haut, en imposant trop d'assujettissement à ceux d'en bas. Aussi, c'étaient d'un côté de sourds grondements et de persévérants instincts de révolte, de l'autre une liberté turbulente et trop souvent une licence effrénée. Dépouillé par le régime dominant de la plupart de ses moyens d'action, le roi régnait, mais gouvernait peu et administrait moins encore ; aucune force publique ne le mettait en état d'être l'appui des faibles, le modérateur des forts, l'arbitre de tous.

Mais l'Église, cette grande école de respect, l'Église était là qui remédiait à ce désordre matériel, que signalent les documents des x^e et xi^e siècles, en agissant sur les cœurs par ses enseignements qu'on ne redoutait pas, qu'on ne combattait pas encore, en portant la paix et la règle dans ces parties intimes de l'âme où l'État ne pénètre jamais et où se cache le germe de l'ordre ou du désordre social. Elle y parlait librement à chacun des devoirs de son état,

et elle y versait largement ces vérités bienfaisantes, que la conscience ne peut repousser sans rompre avec elle-même, parce qu'elles sont dites tout haut, au nom du même Dieu qui parle tout bas dans les cœurs. Par là, l'Église introduisait dans la société des apaisements et des rapprochements qu'aucune autre puissance ne pouvait alors obtenir, et, pour n'en donner qu'un exemple, c'est par le bannissement spirituel, c'est par l'excommunication, qu'en l'absence de toute autorité publique, elle calma au xi^e siècle les agitations furieuses des guerres féodales. Ainsi, malgré la rudesse des mœurs et le désordre politique des temps, il faut avouer que la direction, que la répression morale et religieuse y exerçaient un empire qui honore toujours les sociétés qui le subissent, et que c'est là ce qui donne au moyen-âge un cachet de grandeur qu'on ne méconnaît, que quand on est décidé à ne plus reconnaître la grandeur même de la religion qui le lui avait imprimé.

Ce fut donc une grande sagesse chez les premiers Capétiens de n'avoir rien entrepris, ni rien fait qui fût de nature à affaiblir l'influence salutaire de l'Église. Loin de là, ils l'assistaient dans ses périls, ils la défendaient contre ses ennemis, tant dans leurs États, en la garantissant des violences de la noblesse féodale, qu'au dehors en se faisant les soutiens du Saint-Siège dans ses luttes contre les Césars germaniques. Associés et protecteurs à la fois de l'Église, les rois de France apparaissaient aux yeux des peuples comme les vrais héritiers de Charlemagne, et ce rôle, en les entourant d'une considération morale qu'aucune autre royauté n'a obtenue au même degré, les a élevés au-dessus de tous les autres rois et a fait de la France, dès les débuts de la dynastie capétienne, la première des nations de la

chrétienté. Aussi sans prétendre à autre chose qu'à régner selon le droit politique du temps, en laissant debout tout ce qui existait, la royauté capétienne poussa dans le sol de profondes racines, et, sans faire rien de grand elle-même, elle a laissé la France du xi^e siècle exécuter, dans son indépendance et son initiative, de grandes choses qu'on voudra recommencer plus tard, mais sans pouvoir y réussir, à savoir, la conquête de l'Angleterre, la conquête de l'Italie méridionale, la conquête de la Terre-Sainte.

Toutefois, la dynastie capétienne n'aurait pu tenir longtemps en se renfermant dans ce rôle modeste. Il avait pu convenir pour les débuts, l'état de la société n'en demandant pas davantage. Mais au xii^e siècle, la face des choses commençait à changer ; le monde avait marché en avant, et pour durer, il fallait que la dynastie marchât avec lui en le guidant, en le soutenant dans la voie nouvelle où il s'engageait. Un règne de plus comme celui de Philippe I^{er}, et une révolution dynastique eût été inévitable. Or, deux choses étaient à faire, qui exigeaient de la royauté un redoublement d'activité et d'intelligence. Depuis plus d'un siècle que les incursions barbares avaient cessé, la sécurité, la paix, le travail avaient donné aux classes inférieures un essor qui rendait nécessaire un remaniement des conditions sociales. D'un autre côté, la féodalité qui avait été le salut des peuples au temps des invasions et de leurs périls, en devenait le fléau aux jours du repos et de la sécurité. Les instincts turbulents de cette noblesse guerrière, dès qu'ils ne trouvaient plus à se déployer dans d'utiles et fécondes entreprises, l'entraînaient dans des luttes intestines, dans des guerres privées et de continuels brigandages. La féodalité ayant accompli sa mission, elle devait disparaître, comme

toute institution usée qui ne rend plus à la société les services qu'elle réclame. De nouveaux besoins s'étaient produits, auxquels elle faisait obstacle, le besoin d'émancipation politique et civile des cités et des populations rurales, le besoin d'ordre et de sécurité intérieure pour tous, de retour à des relations sociales plus générales et plus étendues. Il fallait peu à peu faire sortir la société des cadres étroits où le régime féodal l'avait renfermée, dans les temps malheureux où l'État s'était dissous, et où les faibles avaient dû sacrifier leur liberté personnelle pour obtenir la protection des forts. C'était toute une réforme sociale qui se préparait, et c'était la tâche du pouvoir souverain de la modérer et de la conduire.

Messieurs, la royauté capétienne le comprit à temps, et, le premier de sa race, Louis-le-Gros se mit résolument à l'œuvre. Élevé à côté de Suger, dans l'abbaye de Saint-Denis, à la fois berceau et sépulture des dynasties précédentes, Louis-le-Gros et le sage conseiller de son règne, avaient grandi dans les traditions de la monarchie carlovingienne, dont l'Église conservait à la fois le souvenir et le regret (1), et qu'ils devaient appliquer à la réformation de l'ordre et de la discipline publics. Sans entreprendre encore de rien changer au droit existant, Louis voulut que ce droit fût respecté, et, en revendiquant pour la royauté la place qui lui appartenait dans le système féodal, en faisant reconnaître ses droits de suzerain, il assura ceux de tous,

(1) Voyez sur l'enfance et l'éducation commune de Suger et de Louis-le-Gros, dans l'abbaye de Saint-Denis, le savant et consciencieux livre intitulé : *Suger et la Monarchie française au XII^e siècle* (p. 4, 17), par notre digne et regretté collègue A. Huguenin, que nous avons vu s'éteindre, en 1862, à son poste de professeur de littérature étrangère à la Faculté des Lettres de Nancy.

réprima les violences et les brigandages, et rétablit la paix et la subordination dans ses États. Dès-lors on sut qu'il y avait dans le royaume un maître, un haut justicier, un pouvoir protecteur sur lequel pouvaient compter les opprimés et les faibles, c'est-à-dire, l'immense majorité de la population. Dans les siècles précédents, on se détachait de l'État pour se recommander aux seigneurs; désormais, on viendra se grouper autour du pouvoir royal qui verra rentrer toute la nation dans sa clientèle.

Alors commence le mouvement qui produira plus tard la chute de l'ordre féodal. Déjà naissent et se forment en dehors de lui des forces dont il ne dispose pas. A la voix du clergé, les milices paroissiales s'organisent et soutiennent l'action royale contre les grands ou contre l'étranger. La liberté communale renaît dans les cités d'où elle avait disparu. L'affranchissement des serfs se propage dans les campagnes. On voit poindre les germes du tiers-état, et le royaume de France, rallié autour de son roi, donne des signes éclatants de son retour à la vie nationale. Quand l'empereur Henri V, de concert avec le roi d'Angleterre, envahit la France à la tête de deux cent vingt mille hommes, la France en trouve quatre cent mille à leur opposer. L'ennemi recule épouvanté, et ce magnifique élan de la France du *xii^e* siècle inspire à Suger, qui le raconte, un enthousiasme dont les nobles accents font encore battre nos cœurs de douces et fières émotions du patriotisme (1).

(1) « Quo facto nostrorum modernitate, nec multorum temporum antiquitate, nihil clarius Francia fecit, aut potentiæ suæ gloriam, viribus membrorum suorum adunatis, gloriosius propalavit, quam cum, uno eodemque termino, de Imperatore Romano et Rege Anglico, licet absens triumphavit. Ex quo quidem, suffocata hostium superbia, siluit terra in conspectu ejus, et pene ad quos per-

Avant Louis-le-Gros, la dynastie capétienne s'était contentée d'être et de durer, ce qui était déjà beaucoup. Avec ce prince, et après lui, elle se met à agir ; elle a son but, sa politique, son système et, pour ainsi dire, son programme. Une tradition est créée et se perpétue dans la famille, qui est d'abaisser l'ordre féodal, de reprendre aux seigneurs les prérogatives dont ils ont eux-mêmes dépouillé la royauté, et de replacer celle-ci, avec le concours du clergé et des classes inférieures, dans ses anciennes attributions. Si je ne devais me renfermer dans la question qui est le sujet spécial de ces discours, j'aurais à suivre, sous les successeurs de Louis VI, l'exécution plus ou moins habile et heureuse, mais constante et suivie, de ce programme en vertu duquel la France devait retourner peu à peu au régime de centralisation administrative auquel la Gaule avait été façonnée par l'Empire romain. Travail de reconstruction politique, s'accomplissant en sens inverse à celui qui s'était opéré sous les dynasties précédentes, et destiné, par conséquent, à produire des effets tout contraires. Car, comme c'est la dynastie capétienne qui l'entreprend et qui le dirige, comme il ne s'exécute ni sans elle, ni contre elle, mais sous ses auspices et à son profit, non-seulement elle ne décline pas, non-seulement elle dure, mais elle va grandissant et se fortifiant de plus en plus, jusqu'au moment où elle trouve, dans l'excès même et dans l'abus de sa puissance, les causes de sa décadence et le principe de sa ruine.

Mais cette sagesse pratique, mais cette habileté soutenue

tingere poterat inimici, in gratiam ultro redeuntes, amicitiae dextras redeunt. Sic arma tenenti omnia dat qui justa negat. » *De vita Ludovici grossi regis, apud Rerum gallicarum scriptores. T. XII, p. 32.*

des rois de la race capétienne, n'auraient pas seules suffi à accroître sa grandeur et à prolonger sa durée, et il faut ajouter, pour tout dire, qu'il se fit alors comme un nouvel état du monde, qui les plaça dans des circonstances singulièrement favorables. Si donc, les Capétiens ont pu sortir de l'abîme, remonter toutes les pentes sur lesquelles avaient glissé les Mérovingiens et les Carlovingiens, et se replacer sur les hauteurs qu'avaient occupées les Césars, c'est qu'ils avaient le vent en poupe, c'est que le courant général les portait, c'est que les peuples étaient pour eux, et apparemment aussi que la main toute puissante qui tient le gouvernail du monde avait changé le cours des choses, et engagé la société dans des voies nouvelles.

De toutes ces assertions, qui sont également incontestables, la dernière a peut-être besoin d'être justifiée, et je tiens à indiquer, en finissant, la signification que j'y attache.

Certes, ce n'est pas nier la liberté de l'homme que d'admettre l'intervention de Dieu dans les affaires humaines ; mais ce serait singulièrement restreindre la liberté de Dieu, en même temps que sa puissance, que de ne pas lui permettre de s'en mêler. Il est évident qu'il ne peut pas y rester étranger, puisqu'il y est en cause, la grande affaire du genre humain dans l'histoire, étant, en définitive, d'être amené à la connaissance de son Créateur et à l'accomplissement de ses lois. Cela étant, l'action de Dieu se reconnaît à tout ce qui contribue à nous faire atteindre ce but suprême, et c'est pour cela que la Révélation est l'œuvre divine par excellence. Mais, indépendamment de cette opération exclusivement surnaturelle, on peut démêler, à travers tous les événements purement humains, une direction

qui tend à les mettre en harmonie avec elle, et c'est toujours à répandre ses bienfaits parmi les peuples qu'aboutit, en fin de compte, non pas l'action de tel ou tel homme qui reste le maître de faire ce qu'il veut, mais la marche générale des choses humaines.

Cette vérité, je laisse aux générations futures le soin de la dégager des faits de notre époque, dont elles verront les résultats, et je me contente de la vérification que le passé m'en apporte. On n'en saurait trouver de plus éclatante, ni de plus propre à affermir notre foi dans la Providence et dans cette loi du progrès qu'elle a imposée au genre humain, et qui ne s'exécute jamais si bien qu'au milieu des expiations qu'elle lui inflige. Pourquoi, en effet, l'invasion des barbares, pourquoi la chute de l'Empire, pourquoi la destruction de la société antique, pourquoi tant de larmes, tant de sang, tant de ruines ? sinon pour arriver à la conversion du monde barbare, à la régénération morale du monde romain, à la propagation de l'Évangile, à l'extension du règne de Jésus-Christ sur la terre. Aussi, tout ce qui fait obstacle à cette bienfaisante et salutaire domination dans la partie du monde dont Dieu a résolu la conquête, la sauvage indépendance de la barbarie germanique, les savantes corruptions de la civilisation romaine, l'absolutisme du gouvernement des Césars, tout cela est englouti dans la tourmente, qui ne s'apaise que quand l'œuvre du progrès moral et religieux du monde est assurée. Mais, tant qu'il reste quelque chose à détruire de cette antique civilisation perdue de luxe, de mollesse et d'orgueil, toute tentative de reconstruction sociale et monarchique demeure impuissante, et la société est condamnée au morcellement féodal qui permettra sa régénération.

Messieurs, une si haute opération dans l'ordre spirituel, de tels remaniements de la condition morale de l'humanité, dépassant la portée des vues et de l'action de l'homme, supposent une intelligence supérieure qui les veut, qui les prépare et qui les obtient. C'est là où se retrouvent les harmonies de l'histoire, qui, toutes compliquées qu'elles sont par le jeu de la liberté humaine, trop souvent aux prises avec les lois divines, n'en complètent pas moins la démonstration de l'existence et de la sagesse de Dieu, commencée par les harmonies de la nature. Et ce qui m'autorise à signaler l'action divine dans ce mouvement de reconstruction sociale que les Capétiens ont si habilement secondé, c'est qu'en lui donnant le progrès chrétien pour base et pour point de départ, la Providence avait ramené la société à sa véritable destination ; c'est qu'elle seule l'avait rendu possible en régénérant la famille, qui est le fondement, et comme la matière première de toute association d'hommes ; c'est qu'enfin, grâce à l'action de Dieu sur les âmes, l'éducation chrétienne de l'Occident était assez avancée pour qu'une civilisation commune pût renaître, sans reproduire les hontes des antiques corruptions et des abaissements d'autrefois.

Voilà donc comment la main de la Providence arrêtant la tempête qui depuis six siècles se déchainait sur le monde, il fut permis à la société chrétienne, rendue au calme et à la sécurité, et reformée dans ses éléments constitutifs, de se réorganiser et de rentrer dans les voies de la civilisation. C'est encore en France que ce travail de reconstruction sociale fut poursuivi avec le plus d'initiative, de persévérance et de succès. Tout y concourut à la restauration de l'autorité monarchique. L'Église, les villes, les

campagnes se groupèrent autour du pouvoir royal et lui donnèrent les moyens de ressaisir ses anciennes attributions; et, à l'encontre des révolutions précédentes, qui avaient été faites contre les deux premières dynasties par les seigneurs, la Maison capétienne en accomplit une qui renverse le régime féodal et fonde l'omnipotence de la royauté.

Mais, je le répète, mon dessein n'est pas d'étudier les progrès accomplis en France par le pouvoir royal, et je ne me propose que de rechercher quelles ont été les causes de l'établissement, de la durée et de la chute de nos différentes dynasties. Sans doute, un tel sujet nous fait toucher à presque toutes les questions générales de notre histoire; mais il ne nous fait pas l'obligation de tout dire. Je n'ai donc pas à vous exposer comment les rois de la troisième race accomplissent la tâche qu'ils se sont donnée et qui les fera durer et grandir; comment, du XII^e au XVI^e siècle, ils reprennent peu à peu tout le terrain que la féodalité leur a fait perdre; comment ils enlèvent aux seigneurs les attributions politiques inhérentes à leur droit de propriété, comment ils substituent à la hiérarchie féodale le personnel de leurs magistrats, de leurs fonctionnaires et de leurs officiers; comment ils ressaisissent le droit de haute et basse justice, le commandement direct des armées, la prérogative de prélever des impôts, d'en asseoir et d'en régler la perception; enfin, comment, à côté de tant d'efforts pour rétablir la royauté administrative, ils ne se montrent pas moins jaloux de travailler à la reconstitution territoriale de la France, et de garantir son indépendance nationale des atteintes de l'étranger. Tout cela remplit quatre siècles de notre histoire, entretient et resserre l'union de la nation et

de la dynastie, et nous conduit jusqu'au seuil du xvi^e siècle, non pas absolument sans troubles intérieurs, sans agitations, ni même sans catastrophes, mais, du moins, sans rien qui ressemble à des tentatives de révolution dynastique.

J'ai donc épuisé le sujet que je m'étais engagé à traiter aujourd'hui, et il ne me reste plus qu'à vous annoncer, pour un troisième discours, une étude sur la révolution qui a causé la chute de la dynastie des Valois et amené au pouvoir la Maison de Bourbon.



TROISIÈME DISCOURS ⁽¹⁾

LES VALOIS

MESSIEURS ,

Depuis le x^e jusqu'au xvi^e siècle, pendant une période de près de six cents ans, la France voyait la même race royale toujours sur le trône, toujours en possession d'une souveraineté qu'on lui avait contestée quelquefois, mais que personne n'avait pu lui ravir. Les fils succédaient paisiblement à leurs pères, les branches collatérales remplaçaient le tronc principal, quand il ne portait plus de rejetons, et tout cela avec une inaltérable régularité, qui surmontait toutes les protestations et toutes les résistances et où se manifeste la force et la solidité qu'avait acquises en France, sous les Capétiens, le principe monarchique et la légitimité de leur race. La dynastie et la nation semblaient avoir contracté une alliance indissoluble. De part et d'autre, on en observait exactement les conditions essentielles. La royauté avançait et satisfaisait les besoins publics, maintenait l'ordre et la justice dans la nation. De son côté, celle-ci, reconnaissante des services qu'elle recevait, s'acquittait envers la royauté, par sa soumission, son respect et son dévouement. L'hérédité prolongeait dans la dynastie la capacité qui lui avait valu les suffrages de l'élection nationale; celle-ci semblait se renouveler de règne en règne par l'obéissance et

(1) Voyez les notes 1 et 2 de la page 247.

l'amour, témoignages non équivoques du consentement populaire. C'était une légitimité complète que rien n'avait encore altérée ni amoindrie, et qui allait se fortifiant de plus en plus.

Au xiv^e et au xv^e siècles, des calamités communes étaient venues fondre à la fois sur la France et sur sa dynastie. Celle-ci avait été menacée dans ses droits, celle-là dans son indépendance, et l'Anglais victorieux s'était vu sur le point de dépouiller l'une et d'assujétir l'autre. Mais après avoir souffert ensemble, peuple et roi s'étaient relevés ensemble, toujours unis, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, et le royaume avait repris le cours de ses destinées prospères. Au commencement du xvi^e siècle, l'autorité royale avait recouvré sa dignité et sa force, la nationalité française s'était plus nettement déterminée, en se dégageant de l'étreinte de l'Angleterre, l'organisation administrative et territoriale du royaume avait repris sous Charles VII, Louis XI, Louis XII, sa marche progressive, et la France était redevenue sous François I^{er} la première monarchie de la chrétienté.

Messieurs, cette situation prospère ne devait pas durer, et le règne de François I^{er} s'achève à peine, que l'on s'engage dans une période de décadence, dont la crise finale fut presque une révolution. Après les débuts les plus brillants, la nouvelle branche capétienne, dont François I^{er} est le chef, voit son étoile pâlir, et sa puissance baisser, au dedans comme au dehors. L'ascendant extérieur de la France, qui avait été tel, sous les règnes précédents, que toute la politique de ses voisins consistait à se coaliser contre elle, pour maintenir l'équilibre, tombe tout d'un coup et c'est l'Espagne qui prend le premier rang et qui

devient prépondérante. Au dedans, ce bon ordre, cette union du roi et des sujets, qui rendaient la France si puissante et qu'admiraient les étrangers, comme l'atteste la correspondance officielle des ambassadeurs vénitiens, font place à l'esprit de discorde et de rébellion, et le royaume, le plus uni et le plus fort devient bientôt le plus divisé et le plus faible. Cette fois, ce n'est plus l'État seulement qui est en cause, et qui souffre de ces maux dont les choses humaines ne guérissent jamais entièrement, c'est du sein de l'Église que part le mouvement qui trouble la société, et l'ordre religieux n'est pas moins compromis que l'ordre politique. Contrairement aux révolutions précédentes, où il ne s'était débattu que des questions de gouvernement temporel, c'est la question du gouvernement des âmes qui soulève les peuples, et dont le contre-coup ébranle la société tout entière.

Assaillis de périls d'un ordre tout nouveau, les Valois ne déploient que faiblesse et imprévoyance, et se montrent tout à fait incapables de les surmonter. Loin de prévenir la crise, ou de savoir la dominer et la résoudre, quand elle éclate, ils s'associent aux fautes et aux désordres qui la préparent et ils succombent, dans le bouleversement qu'elle produit. Par un étrange retour, et qui n'est pas le dernier dans l'histoire de la dynastie capétienne, comme la branche directe, celle des Valois s'éteint dans trois frères à qui Dieu refuse le don d'une postérité, tandis que les hommes leur retirent le tribut de leur obéissance. La race disparaît au milieu de l'anarchie. Le prince que les droits du sang appellent au trône est sous le coup d'une incapacité religieuse qui le fait repousser de la plus grande partie de la nation. Une question dynastique vient compliquer l'agitation et les

incertitudes publiques, et ajouter aux troubles provoqués par la question religieuse, qui est le ferment de cette révolution.

A la faveur du désordre universel, toutes les prétentions, toutes les ambitions, toutes les indépendances se font jour et menacent le royaume d'une complète dissolution. Les seigneurs s'efforcent de regagner le terrain que l'extension de l'administration et des justices royales leur a fait perdre. Les villes tendent à se constituer en républiques. Toute la machine du gouvernement se décompose. Tout le travail de reconstruction politique et sociale des siècles précédents est compromis. On retourne en arrière, et l'on se sent ramené à ces désordres et à ce morcellement qui avaient suivi la décadence carlovingienne, avec la désorganisation religieuse de plus. L'étranger, joyeux des maux de la France qui faisaient sa sécurité, les aggravait par son intervention intéressée et perfide. Il fallait un sauveur à cette pauvre nation, conduite aux abîmes par les fautes de ses rois et les siennes propres. On était donc dans un de ces moments solennels où il se fonde des dynasties, parce qu'il y faut réparer le délabrement d'une nation qui tombe en ruine, et que ce genre de service est comme une sorte de création nouvelle, qui fait toujours de son auteur l'ancêtre d'une nouvelle race de rois. Certes, il ne manquait pas de prétendants à l'honneur d'accomplir cette glorieuse opération, et d'en recueillir les avantages. Mais un seul se trouva assez habile et assez fort pour y réussir, et par bonheur pour la France, ce fut celui-là même que le droit héréditaire désignait comme le roi légitime. Henri IV, roi par naissance, dès la mort de Henri III, mais d'abord repoussé du trône par une incompatibilité invincible avec la constitution fondamentale de la

monarchie, sut bientôt reconcilier le droit dynastique avec le droit religieux ; et, en préservant la France de la double révolution qui la menaçait alors, il donna à l'avènement de la Maison de Bourbon, le caractère d'une rénovation dynastique, et lui légua des titres tout particuliers à la reconnaissance et aux respects de la nation.

Dans cette esquisse rapide de la crise dont j'ai à vous entretenir aujourd'hui, nous voyons se confirmer une fois de plus la théorie que nous avons tracée de nos révolutions du passé. C'est toujours une race régnante en qui s'affaiblit, avec le sens moral et la dignité de la conduite, l'intelligence des besoins publics et des devoirs de la royauté ; qui ne sait rien opposer d'efficace au désordre qui se produit hardiment, à la faveur de la défaillance des hommes et des institutions chargés de le combattre. C'est, dans le personnel de la dynastie, une décadence qui rappelle la dégradation continue des rois de la première race et qui coïncide, comme toujours, avec la décadence de tout l'ordre politique. C'est enfin, le salut venant d'un homme pourvu des qualités qui font les rois, qui arrache la société à l'empire du désordre, comme les fondateurs des premières races la garantissaient des invasions des barbares, qui raffermir la monarchie, qui rend la paix à l'Église, qui, s'il n'avait été roi de naissance, le serait devenu par la capacité et l'élection, et dont, par conséquent, l'avènement s'accomplit dans les conditions de la légitimité la plus complète.

Aujourd'hui, Messieurs, je voudrais, dans ce troisième discours, essayer de vous faire comprendre comment s'est préparée et accomplie la désorganisation politique et religieuse de la France sous les derniers Valois, et comment

s'est opérée la restauration de l'État et de l'Église sous les auspices de la Maison de Bourbon. Cet aperçu rapide, qui nous permettra de résumer la marche et l'ensemble de notre histoire nationale au xvi^e siècle, nous conduira jusqu'au début même de notre cours, qui doit commencer avec la fin des guerres de religion, avec l'affermissement de Henri IV sur son trône, et présenter le tableau des destinées de la France sous la Maison de Bourbon, depuis le commencement du xvii^e siècle, jusqu'à la fin du règne de Louis XIV.

Si, comme nous l'avons dit précédemment, les changements dans l'État n'arrivent jamais tout d'un coup, et sont préparés longtemps avant qu'ils n'éclatent, à plus forte raison en est-il de même quand il s'agit des révolutions qui bouleversent la constitution religieuse d'une société tout entière. Il n'est personne, sans doute, qui s'imagine que la voix de Luther, quelque retentissante qu'elle fût, aurait eu la puissance de mettre l'Europe en feu et d'en armer les peuples les uns contre les autres, si déjà les germes de la discorde et les matériaux de l'incendie n'eussent été déposés dans son sein. Luther n'était pas le premier dans le monde à prétendre s'ériger en arbitre de la doctrine religieuse, à s'élever contre l'autorité qui la lui avait enseignée, pour enseigner en son nom propre à ses semblables. Mais la plupart de ses devanciers n'avaient guère produit que des sectes obscures, sans action historique et durable sur la société chrétienne. Seul Luther, comme avant lui peut-être Arius, obtint par ses prédications, à la faveur des circonstances au milieu desquelles il parut, des résultats sociaux d'une portée immense. Or, ce fut la commotion par lui communiquée à l'Europe, qui porta le trouble dans

l'antique harmonie politique et religieuse de la France, et qui provoqua cette révolution du xvi^e siècle que je vais essayer de vous décrire. Mais, à son tour, pour s'être laissée si facilement soulever dans toutes ses profondeurs, il fallait que la France fût elle-même travaillée par une fermentation préparatoire, qui n'attendit qu'une étincelle pour éclater.

Il faut donc remonter, pour atteindre l'origine de cette grande crise, au moment où commence à s'altérer d'une manière sensible l'état religieux et politique de la France, et ce retour nous reporte à plus de deux cents ans en arrière, au début du xiv^e siècle, à l'époque du conflit de Philippe-le-Bel et de Boniface VIII, alors que fut rompue violemment, pour ne plus être complètement renouée, l'antique union du Saint-Siège et de la royauté française. De là une première atteinte fondamentale portée à la constitution de l'ancienne monarchie, à qui cette union servait de base depuis le temps même de Clovis. Et, par ce privilège d'universalité d'action que la France possède dans le monde, cette altération de ses rapports avec l'Église troubla profondément l'harmonie et l'unité de la civilisation chrétienne, qui avait résisté à toutes les luttes du Sacerdoce et de l'Empire, et elle devint la cause première et lointaine des agitations qui travailleront au xvi^e siècle, dans toute l'Europe, l'Église et l'État.

Je devrais, je voudrais, Messieurs, justifier ces assertions qui résument la pensée que j'ai déjà développée dans cette chaire, en y racontant ces graves événements ; mais je ne puis étendre indéfiniment ces préliminaires, ni surcharger ce discours, accablé déjà par son propre sujet, d'une introduction qui en doublerait l'étendue. Qu'il me

suffise donc, aujourd'hui, de vous rappeler le souvenir de nos thèses d'autrefois, en vous répétant que de même que ce fut par l'union, altérée quelquefois mais jamais brisée, de la France et du Saint-Siège que se constitua et se consolida, au milieu de la plus violente des tempêtes sociales, ce qu'on peut appeler la république ou la confédération chrétienne, de même ce fut par leur rupture, à la suite du démêlé de Boniface VIII et de Philippe-le-Bel, que la société du moyen-âge entra dans sa période de décadence, pour faire place à la société des temps modernes, où l'esprit humain, prenant pleine possession de lui-même, a réalisé des progrès dont il est fier à bon droit, mais qui, s'ils étaient poussés jusqu'aux limites extrêmes que quelques-uns voudraient atteindre, ne seraient pas, pour des yeux clairvoyants, des compensations suffisantes de l'affaiblissement des deux principes d'autorité politique et religieuse, dont l'accord, sous quelque forme qu'il se produise, peut seul procurer aux peuples le bienfait de l'ordre dans la liberté.

Aussi, je laisse à ceux qui pensent que le progrès consiste à en finir avec la Royauté et l'Église le soin d'applaudir à un événement qui fut alors si fatal à ces deux grandes institutions, à l'une par l'humiliation de sa défaite, à l'autre par l'orgueil même de sa victoire. Ce n'est pas que je croie à la nécessité de l'union des deux pouvoirs dans les conditions et la mesure où elle existait au moyen-âge. J'admets que pour une société qui se développe, on élargisse peu à peu le champ d'action où sa liberté demande à se déployer, comme on élargit les vêtements d'un enfant qui grandit; et il est évident que les peuples ne peuvent rester dans les langes où la religion a abrité leur enfance, pas plus que dans la famille, les enfants ne passent leur vie dans le giron protecteur de

leur mère. Mais le besoin d'émancipation ou de sécularisation que produit, pour l'individu ou pour les peuples, le progrès de l'âge, ne les justifie pas quand ils violent le respect qu'ils doivent à celle qui a formé leurs premiers ans, et qu'ils rompent avec les vérités et les principes qu'elle leur a inculqués. C'est une triste chose qu'un fils débutant dans la vie et essayant ses forces, par l'oubli de tous ses devoirs envers ceux de qui il a reçu le jour, qu'il insulte et qu'il maltraite lorsqu'ils le réprimandent sur ses excès et ses déportements. Transporté dans l'histoire, ce spectacle n'est pas moins odieux, et c'est celui dont Philippe-le-Bel a étalé le scandale aux yeux de la chrétienté, dans son démêlé avec le Saint-Siège, se donnant tous les torts de la conduite même aux yeux de ceux qui approuvent son entreprise (1), et faisant tomber d'en haut le funeste et contagieux exemple de s'affranchir du respect envers tout pouvoir qui ne pourra plus l'imposer par la crainte.

Aussi, les généalogistes de la révolution ne manquent pas de faire dater du soufflet de Boniface VIII la première défaite du principe d'autorité dans le monde chrétien, et, quand on considère la série des faits dont il est le point de

(1) « Sa querelle avec Boniface VIII eut pour résultat de fixer les limites de l'autorité des papes et de la contenir dans de justes bornes ; mais cette grande entreprise fut accompagnée de scandales et de violences déplorables. » *La France sous Philippe-le-Bel*, par Edgard Boutaric, p. 88. Voyez aussi du même savant, un article intitulé : *Les Idées modernes chez un politique du XIV^e siècle*, dans la *Revue contemporaine* du 15 avril 1864, p. 417. Dans ces deux écrits, les appréciations sont défavorables à Boniface VIII ; mais les faits concluent contre Philippe-le-Bel. Or, les appréciations ne sont que l'opinion de l'auteur, et les faits, c'est l'histoire même. On ne saurait attacher trop de prix à ces ouvrages sincères, où la force de la vérité n'est pas infirmée par les dispositions particulières de l'écrivain.

départ, on ne peut se refuser à croire que leur logique ne les trompe pas. En effet, la victoire de Philippe-le-Bel sur la papauté engendra la translation du Saint-Siège à Avignon; celle-ci engendra le grand schisme; le grand schisme engendra dans tout l'Occident cet affaiblissement de la doctrine et de la discipline chrétiennes qui signale la décadence du moyen-âge, et il ouvrit la porte à ce relâchement, à ces abus, à ces scandales qu'il fallut expier par une révolution, avant qu'on ne se résolût à y remédier par une réforme. La réforme se fit dans l'Église et par l'Église qu'elle ramena dans ses voies, sans porter atteinte à l'intégrité des principes; mais elle avait été précédée d'une révolution qui s'était faite en dehors de l'Église et contre elle, et qui produisit dans toute l'Europe une commotion politique, dont la France devait profondément ressentir le contre-coup.

Depuis plus de dix siècles que la société chrétienne reposait sur le principe de l'unité religieuse, et reconnaissait l'autorité de l'Église, la rupture de cette unité, la négation de cette autorité ne pouvaient se produire sans ébranler tout l'édifice de fond en comble. Même de nos jours, où l'antique union des deux pouvoirs est depuis longtemps dénouée, et où bien des esprits se familiarisent avec l'idée de leur séparation complète, s'il survenait tout à coup, dans un milieu encore catholique de mœurs et de croyances, sinon d'institutions, quelque changement essentiel dans la situation de l'Église, l'émotion des consciences ne pourrait manquer de se faire sentir à la société tout entière. A plus forte raison devait-il en être ainsi au xvi^e siècle, où les deux pouvoirs se tenaient par tant de points, et où l'État se chargeait de maintenir et de faire respecter la foi qui servait de fondement à l'ordre social. Attaquer celle-

ci, c'était donc attaquer l'État lui-même. On ne pouvait rompre avec l'une sans rompre en même temps avec l'autre, et le roi de France, en jurant sur les autels, au jour de son sacre, de conserver dans son royaume l'intégrité de la religion catholique, se trouvait par devoir et par serment, non moins que par intérêt, l'adversaire obligé de toute innovation religieuse. Depuis le xi^e jusqu'au xvi^e siècle, les rois s'acquittèrent de cette obligation avec plus ou moins de zèle, de lumière et de succès, mais enfin sans que jamais ni leur autorité, ni celle de l'Église ait souffert d'atteinte sensible. Il n'en fut pas de même au xvi^e siècle, et la lutte religieuse, dont l'Allemagne avait donné le signal, provoqua en France une conflagration générale, et faillit livrer ce royaume aux ravages d'une double révolution.

Pourquoi la Maison de Valois, qui ne voulait pas de l'introduction du protestantisme en France, n'a-t-elle su ni l'arrêter, ni le contenir ? Pourquoi, tout en le redoutant et en le repoussant, l'a-t-elle laissé grandir et devenir un puissant parti, qui trouva des chefs politiques et devint menaçant pour la royauté elle-même ? Pourquoi, tout en combattant les Huguenots, s'est-elle aliéné les catholiques, et a-t-elle fini par trouver les uns et les autres également rebelles à son autorité ? Pourquoi, enfin, s'est-elle vue un jour étrangère à tous les principes, à toutes les passions et à tous les intérêts des partis, isolée entre deux ligues qui avaient leurs chefs et leur direction propre, seule, délaissée, impuissante, sans force pour contenir les factions et pour se soutenir elle-même, et, enfin, réduite à néant, avant d'avoir cessé d'être ? Telles sont, Messieurs, les questions qu'il nous faut d'abord résoudre avant de passer à celles

qui se rapportent à la restauration du royaume sous les auspices de la Maison de Bourbon.

Considérée dans son ensemble, l'histoire de la race des Valois, tant dans la première branche, qui commence à Philippe VI, que dans la seconde, qui a pour chef François I^{er}, nous permet d'affirmer que les rois de cette Maison étaient moins riches de ces qualités politiques et morales, dont les Capétiens directs avaient été plus heureusement dotés. Si l'on excepte Charles V et Louis XI, et jusqu'à un certain point Charles VII, on ne trouve en elle que des princes chez qui les dons aimables et brillants de l'esprit et du caractère, ne compensent pas suffisamment ce qui leur manque en sagesse, en lumière, en moralité et en conduite. Aussi, l'histoire de la dynastie capétienne qui, jusqu'à l'extinction de la première série de ses rois, avait offert, malgré quelques traverses, un ensemble satisfaisant de prospérités et de progrès, change subitement d'aspect à l'avènement des Valois, et les deux branches de cette Maison sont, tour à tour, après des fautes et des excès qui les compromettent, frappées de calamités terribles et engagées dans des crises qui produisent l'humiliation de la première et la ruine complète de la seconde. Ainsi, c'est sous les premiers Valois que la France subit les désastres de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt, qui la firent tomber si bas, elle et sa dynastie, qu'il n'y eut que le miracle de Jeanne d'Arc qui put la tirer de l'abîme. Ainsi, c'est sous les seconds Valois que se déchainent ces désordres intérieurs qui enfantèrent la guerre civile et religieuse, non moins fatale à la France que sa lutte avec l'Angleterre, et dont la dynastie ne se releva pas.

Dans la guerre contre les Anglais, nos désastres étaient

généralement préparés par les troubles du dedans. Au xvi^e siècle, les agitations intérieures furent préparées par les fautes et l'insuccès de notre politique étrangère. Depuis que le Saint-Siège avait été dépouillé de cet ascendant qu'il exerçait sur les affaires générales de la chrétienté, tous les rois, à commencer par le roi de France, se trouvèrent émancipés. La royauté européenne marcha alors à grands pas vers l'absolutisme, et, secondée par les peuples, qui, sauf en Angleterre (1), ne songeront que plus tard à la limiter et à lui imposer le frein des constitutions, elle tendit à devenir entièrement libre dans son action, et à réaliser au dedans tous les progrès qui la tentaient, au dehors tous les agrandissements qui se trouvaient à sa portée. On vit les gouvernements tempérés du moyen-âge tomber de plus en plus dans l'arbitraire, et la France, qui avait déjà pris tant d'autres initiatives, devancer le reste de l'Europe dans cette voie. Sans doute, l'arbitraire n'est pas nécessairement la tyrannie ; il n'entraîne pas toujours la violation de tout droit et de toute justice, et, en se faisant arbitres suprêmes dans leur royaume, les rois de France ne prétendaient pas fouler aux pieds, indistinctement, toutes les règles et toutes les lois. L'ensemble de leur conduite et des actes de leur administration témoigne assez de leur modération habituelle. Mais, enfin, en s'affranchissant de tout contrôle, en fondant l'indépendance absolue de leur pouvoir, en aspirant à ne relever que de leur conscience, les meilleurs ne se trouvèrent pas assez défendus contre eux-mêmes, et les peuples, livrés à des volontés sans frein, furent trop souvent entraînés dans des entreprises sans raison,

(1) Voyez Macaulay, *Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*. T. I, ch. 1, p. 32. Trad. de M. Jules de Peyronnet.

que le succès même n'aurait pas suffisamment justifiées.

C'est ce qui arriva à la France, à la fin du xv^e siècle, lorsque Charles VIII donna le signal des funestes guerres d'Italie, en prenant, malgré son conseil, et à l'instigation de quelques jeunes fous qui avaient toute sa faveur, la résolution de conquérir le royaume de Naples. Il y avait bien longtemps, depuis saint Louis peut-être, que la France ne s'était vue dans une situation aussi florissante. Les règnes laborieux et féconds de Charles VII et de Louis XI avaient replacé la nation dans son indépendance, la royauté dans son pouvoir, le peuple dans sa sujétion, la monarchie tout entière dans sa force. Plus puissant qu'aucun roi de son temps, libre de disposer à son gré de toutes les ressources de son royaume, Charles VIII s'engagea étourdiment dans cette entreprise, dont gémissent également Guichardin et Comines, qui domina pendant plus d'un demi-siècle toute la politique occidentale, et qui déchaîna tant de calamités sur la France et sur l'Italie.

Sans doute, une nation ne peut pas rester oisive, et quand elle est libre de ses forces, il est du devoir de ceux qui la gouvernent de leur trouver de l'emploi. Mais l'action ne doit jamais être une impétuosité aveugle, et il faut toujours qu'elle soit l'exécution de quelque sage conseil. Pressé par quelques Italiens mécontents d'intervenir dans leurs affaires, Louis XI s'était bien donné de garde d'aller chercher des aventures au-delà des Alpes. Mais Charles VIII était une tête légère ; son imagination romanesque se repaissait des chimères d'une vaine gloire. Il sacrifia tous les vrais intérêts qui le retenaient dans son royaume et, se précipitant sur l'Italie avec l'impétuosité qui y avait entraîné autrefois les Bellovèse et les Brennus, on le vit ré-

trograder vers la politique fougueuse et sans but de l'antiquité gauloise.

Dans d'autres temps, quand la France intervenait en Italie, elle avait ordinairement à y servir quelque grand intérêt politique ou religieux, soit la défense de l'Italie elle-même contre l'occupation germanique, soit la cause plus générale de l'indépendance du Saint-Siège à l'égard de toute domination étrangère. C'est qu'alors la politique française obéissait à une inspiration plus désintéressée et plus haute, à celle qui avait fait de la Fille aînée de l'Église le boulevard de l'Europe contre la barbarie occidentale et contre l'islamisme, qui l'avait mise à la tête du mouvement des Croisades, qui la poussait sur tous les champs de bataille où il y avait à combattre pour la sécurité, ou pour la paix intérieure de la chrétienté. Cette inspiration, c'était la voix même des souverains pontifes jetant au milieu de ce monde confus et barbare, qui sans eux aurait été le chaos, les hautes et généreuses idées d'unité et de solidarité sans lesquelles il n'y a pas de civilisation commune ; c'était le programme traditionnel du Vatican, rappelant sans cesse à ces rois et à ces seigneurs, si ardents à s'entredétruire, qu'ils étaient des frères placés sous la direction d'un père commun, et qu'il n'y avait pour eux qu'une guerre légitime, à savoir la guerre sainte contre l'infidèle.

Ce fut en se montrant docile à cette noble impulsion que la France devint au moyen-âge la première nation de la chrétienté, et qu'elle exerça sur toute l'Europe un ascendant moral, intellectuel et politique dont on a trop perdu de vue les glorieux témoignages (1). Mais parvenue au faite de la

(1) Ajoutons, pour rendre justice à notre temps, qu'il revient de plus en plus de ces oublis et de ces dédains pour le passé de la France au moyen-âge.

grandeur, au XIII^e siècle, au temps de saint Louis, elle oublia bien vite à quelle douce et facile dépendance elle devait sa supériorité sur le reste du monde chrétien. Elle se lassa d'obéir à la voix de cet homme désarmé qui contrariait de la sagesse de ses conseils (1) des instincts, des passions, des intérêts qui ne demandaient qu'à se donner libre carrière. Un jour vint, où l'un de ses rois, rompant avec la tradition de Charlemagne pour reprendre celle des Césars romains, fit taire brutalement cette voix, jusque-là respectée, sous prétexte qu'elle était trop impérieuse, et, en réalité, parce qu'elle était trop importune. Dès-lors la parole fut à l'égoïsme national et aux ambitions princières ; l'inspiration politique baissa partout, et devint peu à peu ce qu'on appellera bientôt le machiavélisme ; et, sous ces nouvelles influences, l'on vit la chrétienté déchue de l'idéal que ses chefs religieux avaient rêvé pour elle, se déchirer par ses dissensions intestines, et subir au XVI^e siècle l'invasion de l'is-

Les travaux de l'érudition contemporaine, en dissipant l'ignorance où l'on était tombé sur cette période de notre histoire, nous ramènent peu à peu à une plus juste appréciation de ces temps-là. Ce sera un des titres de M. Vict. Leclerc d'y avoir contribué, en prouvant que c'est bien la France, et non l'Italie, qui a été l'institutrice de l'Europe au moyen-âge. Voyez son *Discours sur l'état des lettres en France au XIV^e siècle* dans le XXIV^e volume de l'*Histoire littéraire de la France*, publié par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, p. 172, 325, 344, 394, etc.

(1) Quand je parle de l'Église et de son action sur la société, je n'ai en vue que l'enseignement et la doctrine, et l'on comprend que je n'aie rien à y reprendre. D'autres ne veulent voir que les hommes et leur conduite, et il n'est pas étonnant qu'ils trouvent toujours à redire. Il ne faut pas oublier que l'individu est toujours au-dessous de la vérité et bien souvent en contradiction avec elle, même avec celle dont il est le dépositaire. Quant à ceux qui se trompent, j'ai toujours pensé qu'ils valent mieux que leur erreur. Ces deux règles m'ont constamment guidé dans mes jugements historiques.

lamisme et de l'anarchie religieuse. Autrefois, la France aurait donné le signal de la résistance à cette double agression ; mais alors, infidèle à sa vocation, égarée dans ses voies, réduite elle-même aux abois par les fautes de son gouvernement, on la vit contracter avec les Turcs une alliance qui la déshonorait aux yeux de la chrétienté et dont elle était la première à rougir, et favoriser, dans les protestants d'Allemagne, une agitation qui allait bientôt la bouleverser de fond en comble.

Voilà par quelle mauvaise conduite des affaires du dehors, la Maison de Valois préludait à la ruine de celles du dedans, et contribuait à creuser l'abîme où elle devait s'engloutir. Déjà compromise par l'insuccès de sa politique extérieure, où elle fatiguait sans avantage et sans vraie grandeur l'héroïsme impérissable de la nation, la dynastie allait enfin se trouver en présence de difficultés bien autrement graves, qu'elle ne pourra surmonter et qui causeront sa perte. Partie de l'Allemagne, rapidement propagée dans le nord de l'Europe et en Angleterre, grâce à des causes occasionnelles particulières à cette époque et dont mon sujet n'est pas de vous entretenir, la révolution religieuse vient frapper aux portes de la France, et y engager une lutte où sa victoire se terminait toujours par la proscription de l'ancienne foi catholique.

Pour échapper aux agitations que la propagande du protestantisme suscitait partout où elle parvenait à pénétrer, il n'y avait que deux partis à prendre : ou bien pactiser avec elle, se déclarer son complice ou son chef, et, sur sa sommation, rompre avec l'Église en l'expulsant. C'est à quoi l'intérêt politique ou d'autres mobiles moins relevés encore, avait déjà déterminé plus d'un souverain de l'Europe. Mais

rien n'invitait les rois de France à en faire autant, et je ne crois pas qu'aucun d'eux ait jamais été tenté d'apostasier. L'autre moyen consistait à arrêter le mal dans son principe, en faisant son devoir de roi, en réprimant tout ce qui portait atteinte aux lois de l'Église et de l'État, et, en même temps, à couper la racine du mal et à l'atteindre dans ses causes, en travaillant soi-même à la réforme de tous les abus et de tous les scandales qui expliquent, sans le justifier, tout ce grand mouvement.

Mais ce système, qui eût épargné à la nation bien des maux, demandait une force de conviction, une droiture de cœur, une fermeté et une suite que ces rois frivoles, insoucians et corrompus n'eurent jamais. Depuis François I^{er} jusqu'à Henri III, tous se sont montrés incapables d'adopter un parti et de le suivre avec constance. Aussi peu disposés à céder, que préparés à résister vigoureusement, ils tinrent la plus déplorable conduite qui se puisse voir, la plus propre à ruiner un gouvernement engagé dans une pareille crise. Car à une époque d'exaltation religieuse, dans un temps où la lutte s'engageait sur le terrain des convictions et des croyances, et où, malgré le mélange des passions les plus grossières, tout se subordonnait aux grandes questions qui concernent l'âme et le salut, ils restèrent sur le terrain des intérêts, subordonnant tout au soin de leur conservation, ne sachant ni défendre ce qu'ils paraissaient croire, ni combattre ce qu'ils semblaient condamner, et perdant leur couronne précisément, parce qu'ils n'avaient songé qu'à la sauver.

Mais, dira-t-on, les Valois étaient-ils donc enfermés dans l'inévitable alternative ou de céder à cette prétendue réforme, ou de l'anéantir? N'y avait-il pas moyen d'y échap-

per en prenant un parti moyen ? Et, en évitant la lutte à outrance ou une honteuse capitulation, ne pouvaient-ils pas rester rois catholiques de la France catholique, en laissant aux dissidents la liberté de conscience, dont la déclaration, au début des troubles, eût prévenu les maux qu'ils ont causés. Et, puisque la liberté de conscience a été la conclusion de toutes ces guerres, n'aurait-on pas mieux fait de l'accorder d'abord, et, par là, d'arrêter l'effusion du sang avant qu'il en ait été versé une seule goutte. Voilà ce qu'on dit sans cesse, ce qui fait retomber, en définitive, sur les puissances catholiques et sur l'Église toute la responsabilité des violences de ces temps tumultueux. Mais ce langage, outre qu'il devient par là contraire à cet esprit d'équité qui est l'âme de l'histoire et sans lequel ses œuvres ne sont que des manifestes de parti, il suffit d'un moment d'examen pour montrer tout ce qu'il a de gratuit et d'inconsidéré, et combien il suppose qu'on ne s'est rendu compte ni des principes, ni des faits, ni des conditions théoriques et historiques de la question.

Théoriquement, et en thèse générale, c'est ne rien dire que de reprocher aux hommes de ne pas savoir commencer leurs démêlés par où ils devront les finir, puisque c'est précisément le combat qui les mène, au point où ils arrivent, de même que ce sont les prémisses d'un syllogisme qui conduisent peu à peu l'esprit à sa conclusion ? Théoriquement, peut-on penser que dans des temps de foi et de fortes convictions, on transigera dans des conflits qui intéressent les croyances, à moins d'y être contraint par la lassitude et par l'évidence d'une invincible nécessité ? Théoriquement encore, est-on fondé à exiger d'un gouvernement, d'une société qui repose de temps immémorial sur un certain ré-

gime politique et religieux, de le laisser violer impunément par ceux-là même qui sont nés sous ses lois et qui lui doivent obéissance ? S'il y a lieu de s'étonner ici, ce n'est pas que l'ordre traditionnel qui régnait en France ait été défendu, c'est plutôt qu'il ait été si mal défendu, et si peu en état de bien l'être.

Historiquement et en fait, la tolérance civile était alors aussi peu praticable qu'en théorie. En effet, le protestantisme, aujourd'hui paisible dans un milieu social qu'il n'attaque pas et qui ne le conteste plus, s'est produit à ses débuts sous la forme d'une impétueuse et violente agression contre l'Église catholique. Celle-ci n'avait pas seulement à lui laisser se faire sa place et à le tolérer, elle avait à l'empêcher de la détruire ; car c'était là sa raison d'être, et là où il était le plus fort, il ne s'en faisait pas faute. On sait quel fut le sort fait aux catholiques partout où triompha la révolution religieuse, en Allemagne, en Suède, en Danemarck, en Angleterre et en Écosse. L'Église catholique fut proscrite dans une moitié de l'Europe (1) ; et pour achever de l'anéantir dans l'autre, il n'y avait plus que la France à conquérir. Car avec la France pour soi et complètement détachée de Rome, il devenait facile à la révolution du xvi^e siècle d'en finir avec l'Espagne et le Saint-Siège.

(1) Comme elle le fut, dans le Béarn, par l'ordonnance rendue au nom de Jeanne d'Albret, le 28 novembre 1569, et dont voici quelques unes des dispositions : « Art. 1. La reine entend que la parole soit annoncée par ceux qui, » étant appelés de Dieu, ont seuls une vocation légitime, auquel effet elle annule, casse, bannit et proscrit tous exercices de la religion romaine sans » exception, comme messe, etc.... Art. 2. Veut que les oratoires champêtres » servant à de folles superstitions, ensemble les autels et les retables des églises, » des villes et villages soient rasés, démolis, et que les pierres et boiseries » soient employées à des besoins utiles. Art. 3. Enjoint à tous les habitants

C'était tout un immense complot dont Luther, dans le débordement habituel de ses colères, avait donné le signal par ce cri de guerre furibond : « Il faut laisser là le Turc, » et courir sus au Pape ! » L'agitation débuta d'abord au cœur de l'Allemagne par des soulèvements désordonnés et aveugles ; mais bientôt le mouvement se régularisa, en se concentrant à Genève, sous la direction de Calvin, qui le fit rayonner à travers toute l'Europe par de nombreux adeptes, ardents à propager partout le trouble et la sédition, et dont l'écossais Knox est le type farouche. De bonne foi, en présence d'une telle attaque, est-il juste, est-il raisonnable de reprocher à l'Église et aux États résolus à rester catholiques d'avoir eu recours à la force pour s'en garantir ? Et doit-on flétrir du nom odieux de persécution, ce qui n'était que répression nécessaire et exercice du droit de légitime défense ? Et, cependant, c'est ce qu'on n'a cessé de répéter depuis plus de trois siècles, et ce qui a inspiré tant d'appréciations déclamatoires et mensongères qui ne peuvent soutenir la discussion, et contre lesquelles, en simple qualité d'historien, je ne pouvais me dispenser de protester.

Je sais bien, Messieurs, que d'habiles apologistes de la révolution religieuse du xvi^e siècle ont imaginé d'agrandir son rôle et de lui faire la part belle, en prétendant qu'elle

» du pays, quels qu'ils soient, d'assister aux prédications, instructions et prières que feront les ministres selon la parole de Dieu, etc.... » Voyez Poeydavant, *Histoire des troubles survenus en Béarn*, t. II, p. 424, cité par Segretain, *Sixte-Quint et Henri IV*, p. 47. On voit par ce qui se passe dans un coin de la France, sous les auspices d'une reine protestante, ce dont un pays catholique avait à se garantir, et combien la résistance de la nation contre les tentatives du parti réformé et ses répugnances pour le fils de Jeanne d'Albret étaient justifiées.

était venue apporter la liberté au monde, et qu'elle avait émancipé la pensée humaine courbée sous le joug absolu du dogme catholique. Je n'ai pas le temps de m'arrêter à faire ressortir tout le vide d'idées qui se cache sous la pompe de ces grands mots, ni de montrer que l'éblouissement qui les accompagne n'apporte aucune lumière à la question. Qu'il me suffise de dire ici que si l'on entend par liberté, la faculté de rejeter toute croyance dogmatique et de faire de la religion une chose de pure convenance personnelle, les réformateurs ont pu, sans doute, contribuer indirectement à introduire ou à répandre le goût de ce genre de liberté dans le monde ; mais c'était assurément sans l'avoir prévu ni désiré. J'aime à leur rendre cette justice, qu'aucun d'eux ne songeait à en venir à cette extrémité ni à y mener les autres, et que beaucoup d'entre eux auraient reculé dans leur entreprise, s'ils avaient pu prévoir qu'elle dût entraîner de pareilles conséquences. Ce n'étaient ni des indifférents, ni des sceptiques travaillant à propager autour d'eux cette idée dissolvante et négative, que chacun est maître de sa foi et qu'on peut indistinctement croire tout ce qu'on veut en matière de religion. Non, mais, comme dit Bossuet, qui les a mieux caractérisés que personne, ce n'étaient certes pas des hommes sans religion, « mais des hommes qui prennent la religion de travers et » qui, pour la plupart, prêtres égarés par un faux zèle, » sont sortis du droit chemin pour avoir prétendu marcher » tout seuls, ne voulant pas souffrir qu'on les y ramène, et » en détournant les autres par leur exemple et leur prédication. » Ainsi, ils ne niaient pas le principe d'autorité, mais ils le transféraient ; ils l'enlevaient du siège où il réside, et où ils avaient tous commencé à le reconnaître

pour se l'attribuer indûment à eux-mêmes et l'exercer sur les disciples qu'ils se faisaient, avec cet absolutisme qui est le propre de toute usurpation

Ainsi, les chefs protestants ne fondaient pas la liberté religieuse au sens philosophique de nos jours, mais ils fondaient des églises particulières qu'ils prétendaient substituer à l'Église elle-même et qu'ils établissaient partout sur ses ruines. C'était donc pour la société catholique le moment de résister ou de périr ; elle ne pouvait pas, elle ne devait pas songer à transiger. Car le mouvement d'agression qui se produisait alors contre le catholicisme, n'était pas de ceux qu'il est donné à aucun pouvoir de modérer ni de satisfaire. La réforme, d'ailleurs, ne demandait pas de transaction. Elle voulait vaincre et renverser l'autorité contre laquelle elle s'était mise en révolte, et qui ne pouvait la désarmer qu'en se déclarant un abus, et en se supprimant elle-même. L'Église eût-elle satisfait à toutes les réclamations, redressé tous les griefs, aboli tous les désordres, accompli dans son sein une réforme complète ; fût-elle devenue aussi parfaite et irréprochable que ses ennemis la prétendaient corrompue et dégénérée, qu'elle n'aurait pu réussir à désarmer, à pacifier, à ramener sous ses lois ces *esprits superbes, pleins de chagrin et d'aigreur*, comme les appelle encore Bossuet(1), qui, en arborant les mots décevants de réforme et de liberté, par lesquels ils s'étaient étourdis eux-mêmes, avaient séduit les peuples dont ils prétendaient rester désormais les guides. Ainsi violemment attaqués dans leur principe même, l'Église et les États catholiques usaient du droit de défense inhérent à toute société qui existe et

(1) *Histoire des Variations*, l. I, § V.

qui veut vivre. Et pour achever de lever tous les doutes sur le caractère de l'agression dont elle était l'objet, nous en finirons sur ce point en invoquant l'autorité du plus illustre représentant du protestantisme français, qui s'exprime en des termes qui ne laissent subsister aucun doute à cet égard. « La » crise du xvi^e siècle, a-t-il dit dans un de ses cours, n'était » pas simplement réformatrice, elle était essentiellement ré- » volutionnaire. Il est impossible de lui enlever ce caractère, » ses mérites et ses vices ; elle en a eu tous les effets (1). » Ainsi, ce n'est pas calomnier le protestantisme que de l'appeler une révolution, puisque c'est une qualification qu'il revendique et dont il se pare lui-même avec complaisance. Mais par cet aveu, qui révèle ses intentions hostiles et ses instincts destructeurs, on s'enlève le droit de blâmer l'attitude prise contre lui par la société catholique qui ne désespérant jamais, en religion comme en politique, de l'amélioration des hommes et de la conservation des choses, est antipathique à l'esprit révolutionnaire, c'est-à-dire, à cet esprit qui, sous prétexte de réformer, veut détruire, et qui ne voit de remède aux abus des institutions de tout genre que dans leur complet renversement.

Et maintenant, qu'on ne s'y trompe pas, nous sommes ici en face d'un fait bien autrement grave que les révolutions politiques dont je vous ai esquissé le tableau. Celles-ci font des ruines, mais on peut les réparer. Une dynastie disparaît, une autre la remplace. Le gouvernement tombe, mais il se relève dans des conditions nouvelles et souvent meilleures. Malgré les maux qu'elles entraînent, ces destructions n'atteignent que des institutions humaines que

(1) M. Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe*, XII^e leçon.

l'on peut humainement rétablir. Il n'en est pas de même, quand c'est la religion qui est en cause. Comme elle n'est pas l'œuvre de l'homme, l'homme n'a ni le droit de la détruire, ni la puissance de la refaire. Son devoir étant de se conformer le plus fidèlement possible à ses préceptes et à ses lois, il a le droit de réforme sur lui-même, lorsqu'il s'est corrompu en s'en écartant. Mais quant aux dogmes, quant aux règles de la foi et des mœurs, quant à l'institution elle-même, il n'appartient pas à l'individu, dans l'Église comme dans quelque société que ce soit, d'en disposer à son gré. Et il faut, pour que le christianisme subsiste, qu'il reste sous la direction de celui qui est son auteur, c'est-à-dire de Dieu lui-même, visiblement représenté par l'autorité à qui il a confié le droit et le devoir d'enseigner, de perpétuer, d'interpréter les vérités qu'il est venu apporter à la terre.

Il n'échappe à personne, j'entends de ceux qui savent pousser un raisonnement jusqu'au bout, que si le principe d'autorité n'est pas dans l'Église catholique, il n'est pas davantage dans les sectes qui se sont séparées d'elle, que, par conséquent, il n'est plus nulle part ; que sans lui, il ne peut plus y avoir, logiquement, en religion, que des opinions individuelles, et que la proclamation du principe du libre examen a pour conséquence dernière de transformer une foi religieuse en une pure philosophie, de dissoudre et d'évaporer le dogme chrétien en des théories individuelles, et, avec le temps, de saper peu à peu par la base tout l'édifice social créé par le christianisme sous les auspices de l'Église. Je sais bien que les novateurs du xvi^e siècle, qui ne voyaient même pas le mal présent qu'ils faisaient, voyaient encore moins celui qu'ils préparaient pour

l'avenir, et dont la prévision, je le répète, en aurait peut-être ramené plus d'un sur ses pas. Je sais encore que ce qu'un protestant de nos jours peut conserver de foi solide et sincère, au milieu du morcellement et de la contradiction de ses églises, entretient son illusion sur l'insuffisance et la fragilité de ses affirmations religieuses. Le temps n'est pas encore venu de retrouver, par l'expérience, les notions que l'on n'a pas su conserver par principe. Car il faut que le temps marche pour dérouler peu à peu toutes les conséquences d'une erreur imprudemment lancée dans le monde. Mais, si en histoire et dans l'ordre des faits, le temps est tout, en logique et dans l'ordre des idées, le temps n'est rien. Et si, historiquement, tous les effets d'un principe ne se réalisent pas, logiquement, ils sont dans le premier fait qui le manifeste et qui l'introduit dans le monde.

Messieurs, le xvi^e siècle ne pouvait voir la portée des mouvements qui s'accomplissaient dans son sein. La cour des Valois, légère et licencieuse comme elle était, se trouvait être le lieu de la terre le moins propre à former des hommes à la hauteur des questions qui allaient troubler son insouciant épicuréisme. Quand les premiers pamphlets de Luther vinrent exciter en France une fermentation, dont les matériaux impurs couvaient depuis longtemps dans la société, tous les corps de l'État prirent l'alarme. L'Épiscopat, la Sorbonne, l'Université, les Parlements comprirent bien qu'il ne s'agissait pas seulement d'une simple réforme, mais de la plus subversive des révolutions. On essaya de l'arrêter à ses débuts. On réfuta les doctrines qui ébranlaient la foi dans ses fondements. On frappa les agitateurs par les moyens rigoureux que la législation mettait alors à la disposition de l'autorité. Mais ce

zèle fut bientôt paralysé par l'insouciance et l'inertie de la cour. On savait le roi moins hostile aux nouveautés que les grands corps de la nation. On le voyait sourire à l'effet de ces premières flammes où il croyait ne voir que de la chaleur et de la lumière, mais qui devaient bientôt incendier son royaume et dévorer sa race. Autour du prince, les chefs du mouvement trouvaient des sympathies secrètes, et une protection qui, pour n'être pas avouée, n'en était pas moins efficace. Au dehors, François I^{er}, subordonnant toute sa conduite aux calculs de l'intérêt politique, soutenait les protestants contre son rival, et les fortifiait indirectement contre lui-même. Puis quand il les trouvait fâcheux, quand des séditions avaient agité la rue, quand les objets vénérés du culte catholique avaient reçu des outrages, quand des placards menaçants étaient affichés jusqu'aux portes du Louvre, alors il passait soudainement de l'indulgence à la rigueur, alors il ordonnait des exécutions inutiles et odieuses, qui ne remédiaient à rien, parce qu'on ne fait pas rentrer dans le devoir ceux qu'on encourage et qu'on exaspère à la fois. Aussi ce triste règne, malgré le brillant vernis qui le recouvre, est-il par-dessus tout responsable de tous les maux qui vont fondre sur la France et sur la dynastie des Valois, dont il prépare la ruine.

Cette agitation intestine ne fit que s'accroître sous le règne de Henri II et pour de semblables raisons. Le mauvais état du royaume, déjà bien troublé au dedans, réagit alors de la manière la plus fâcheuse sur la politique extérieure. N'étant plus sûr de rester maître chez lui, Henri II dut renoncer à l'être chez les autres. Il évacua complètement l'Italie et il l'abandonna à l'Espagne, qui resta en possession d'une suprématie qu'on se disputait sans résultat

définitif, depuis plus d'un demi-siècle. Sacrifice douloureux pour la France, et dont son amour-propre national n'eut pas moins à souffrir que ses intérêts ! Mais le moment était venu de renoncer à cet antagonisme funeste qui armait l'une contre l'autre les deux grandes monarchies catholiques, et qui les livrait à l'invasion du protestantisme. Elles se réconcilièrent donc au traité de Cateau-Cambrésis, et, pour la première fois, elles songèrent à concerter leur effort contre l'ennemi commun.

Mais au moment où Henri II allait prendre un parti et agir, il mourut, et François II devint roi (1559). C'était un jeune homme maladif, que sa faiblesse d'esprit et de corps rendait incapable de gouverner par lui-même. Il remit son pouvoir entre les mains des Guises, dont la popularité était immense et bien méritée. Mais leur avènement aux affaires souleva à la cour de violents orages, et, en rapprochant les mécontents politiques des dissidents religieux, donna au protestantisme français une force qu'il n'aurait jamais trouvée en lui seul. Les Bourbons, princes du sang, que l'extinction successive de toutes les branches collatérales de la dynastie capétienne avait inopinément rapprochés du trône, s'irritèrent de la faveur de ces cadets de Lorraine qui prenaient leur place et les écartaient du pouvoir. Sacrifiant la tranquillité du royaume à leur intérêt politique, et compromettant leur propre avenir, ils prirent ce rôle trop habituel aux branches cadettes, que leur ambition imprévoyante pousse toujours à se mettre à la tête de l'opposition, et à affaiblir une autorité dont elles pourront cependant hériter un jour. Aussi, jusque-là, il n'y avait eu que des agitations et des troubles, mais pas encore de complot formel contre l'État. Grâce à l'adjonction des Bourbons,

le parti huguenot se sentit assez fort pour monter à l'assaut du pouvoir en s'emparant, par un coup de main hardi, de la personne du roi et en se débarrassant de ses ministres. Étrange nouveauté dans l'histoire de France, depuis que la royauté y était si solidement assise, qui annonce le déclin de la dynastie, et où il faut voir le symptôme d'une désorganisation intérieure qui n'échappe pas au regard pénétrant des ambassadeurs vénitiens alors en France, dont naguère ils admiraient la force et l'union, et qui, désormais, ne font plus que déplorer sa décadence.

Mais, hâtons-nous d'en signaler le progrès et d'en atteindre le terme. La conspiration d'Amboise échoua, et les chefs du complot, qui étaient des princes, ne furent pas châtiés. Alors on vit que l'on pouvait impunément troubler le royaume, et l'on eut le secret de la faiblesse du pouvoir qui ne savait plus s'imposer, ni se faire craindre. La situation, déjà bien compromise avec François II, s'aggrava encore sous Charles IX. A un prince faible, mort sans postérité, succédait un roi enfant, qui, à son tour, disparaîtra sans laisser d'héritier et sans dépasser de beaucoup l'âge de l'adolescence. C'est comme au temps des Mérovingiens, où la décadence de la monarchie correspond à la dégénérescence de la race, où se succèdent les minorités et les régence, et où le champ reste libre aux tentatives des novateurs et des ambitieux de tous les partis. Ordinairement, les troubles des minorités s'apaisent avec la majorité des rois ; mais, sous Charles IX, l'agitation ne tenait pas à la faiblesse accidentelle de la régence, et l'on n'en sortit que pour s'engager dans les horreurs de la guerre civile. La cour lui donna des chefs, la nation des soldats. La France tout entière devint un camp, un champ de bataille, et il

fallut quarante ans de lutte et de carnage pour épuiser cette fureur, arriver à la lassitude des partis acharnés à s'entre-détruire, et faire rentrer la nation dans les vraies conditions de l'ordre politique et religieux.

Toutes les fois que les besoins de l'étude et les devoirs de l'enseignement m'appellent à pénétrer dans cette lamentable époque de notre histoire, je me hâte de la traverser le plus rapidement que je puis, et d'en sortir, sans détourner la tête, pour atteindre le moment de cette renaissance nationale qui s'accomplit sous les auspices de Henri IV. Aujourd'hui, la brièveté du temps dont je dispose s'accorde trop avec mes répugnances pour ne pas me faire courir sur tout le temps de nos guerres civiles, comme à travers un foyer embrasé ou un courant d'air méphitique, en me contentant, ce qui est mon sujet même, de vous signaler le progrès de la décadence des Valois et d'atteindre l'heure fatale de leur chute.

Dans la situation périlleuse où elle était engagée, Catherine de Médicis, qui n'avait que cette basse habileté qu'on appelle le machiavélisme, et qui ne redoutait rien autre chose que de perdre le pouvoir et de voir les Guises ou les Bourbons la supplanter, imagina un système de bascule qui consistait à les mettre aux prises, à les user les uns par les autres, et à se maintenir en les affaiblissant. Incapable de comprendre que ce n'était pas en elles-mêmes, mais dans les idées qu'elles représentaient, que ces deux Maisons puisaient leur force, elle relégua au second plan la question religieuse, qui était le fond de cette lutte formidable, et, en ne recherchant que son propre triomphe, sans se soucier de celui d'aucune cause, elle n'obtint l'appui d'aucune d'elles, les tourna l'une après l'autre contre ses malheu-

reux fils, sur lesquels elle conserva toujours son funeste ascendant, et dont elle fut, pendant près de trente ans, le mauvais génie.

Je ne connais pas de spectacle plus déplorable dans l'histoire, que celui d'un gouvernement en butte aux conspirations et aux attentats des partis, réduit à les repousser les armes à la main, impuissant à les réprimer par le glaive, à les châtier par les lois, ne sortant des plus mauvais pas que par des transactions perfides et des tergiversations menteuses, se laissant toujours réduire aux dernières extrémités, et n'y échappant que par le guet-apens et l'assassinat. Telle a été la situation de Charles IX, telle sera celle de Henri III, le dernier des enfants de cette triste postérité de Henri II et de Catherine.

Jusqu'au règne de Henri III, ce sont les Huguenots qui se sont faits craindre, et de qui sont venus les dangers qui menaçaient la dynastie. Sous le dernier des Valois, le péril grandit encore, et la royauté se trouva en face d'une opposition d'autant plus redoutable qu'elle se recrutera, cette fois, non pas dans un parti, mais dans la masse même de la nation. Tandis que les Huguenots, qu'on ne sait ni satisfaire, ni contenir, restent toujours hostiles et menaçants, les catholiques, irrités des outrages impunis faits à la vieille foi de la France, s'éloignent enfin d'un roi dont l'impuissance est manifeste, dont les intentions sont suspectes, et dont la personne est méprisée. Sans rien tenter encore contre le pouvoir, ils s'organisent en une ligue destinée à tenir tête au parti calviniste, que son entente a rendu si redoutable. Alors toute la France catholique se soustrait à l'influence de la royauté, et tourne ses vœux et ses espérances vers le duc de Guise, qui laisse pénétrer dans son

âme l'ambition de régner, parce qu'il se flatte de mériter la couronne, en préservant de la ruine une nation qui l'idolâtre et que perd la dynastie qui s'en va. On touchait à une de ces heures fatales où les trônes chancellent, où le plus grand nombre désire, où tous prévoient la chute d'une race royale qui n'a su ni contenir la rébellion, ni entretenir la fidélité. Qu'il se présente alors un homme qui paraisse digne du trône, et qui ne demande pas mieux que de s'y asseoir, et toutes les voix se réuniront pour l'y appeler, tous les bras pour l'y conduire, surtout si, à l'enthousiasme qu'excite ce chef qu'on désire, et au mépris que soulève le roi qu'on abandonne, s'ajoute l'horreur qu'inspire son héritier.

Telle était, Messieurs, la situation de la France en 1584, au moment où éclatait la dernière des guerres civiles, celle qu'on a appelée la guerre des trois Henris : Henri de France, le roi méprisé, Henri de Guise, le candidat populaire, et Henri de Navarre, l'héritier que l'on repoussait. Pour la première fois, dans le cours de ces longs troubles, la question dynastique se posait en France. Mais, telle était encore la force du principe monarchique dans la nation, que la Ligue s'était formée moins pour renverser les Valois que pour écarter les Bourbons, et que l'ambitieux, qui aspirait à devenir le prétendant national, essayait de se créer une légitimité supérieure à celle qu'il attaquait, en se rattachant, par une généalogie fictive, à la dynastie de Charlemagne.

Mais, c'était là une question qui ne pouvait se décider que les armes à la main. La guerre éclata, et bientôt deux des trois Henris disparurent. Devenu trop puissant, par la faveur populaire, Henri de Guise inspira à celui qui

n'était plus son maître que de nom, ce genre de frayeur qu'il faut toujours redouter, parce qu'elle réveille les dernières étincelles de l'énergie chez l'être faible qui la ressent. Henri de Valois se débarrassa de lui par une de ces résolutions extrêmes, qui ne servent qu'à précipiter la ruine des pouvoirs méprisés qui y recourent. Il le fit assassiner. Alors la révolution se consumma. On vit s'accomplir ce qu'on ne connaissait plus en France depuis six siècles, la rupture du pacte qui unissait la nation à son roi. Par une détermination que condamna le Saint-Siège, invariable dans ses principes sur la fidélité des peuples comme sur les devoirs des rois, les sujets se délièrent eux-mêmes du serment de fidélité, et les grands corps de l'État prononcèrent la déchéance du souverain. Aussitôt, Henri III, prenant un parti désespéré, et qui était encore sa seule ressource, se jeta entre les bras de Henri de Navarre pour reconquérir cette capitale turbulente qui, deux siècles plus tard, redeviendra si fatale à ses rois. Mais, le poignard d'un fanatique vengea le meurtre du duc de Guise et changea le cours des événements, en simplifiant la situation des partis, et en ne laissant plus que Henri IV et la Ligue en présence l'un de l'autre.

Ce serait ici, Messieurs, le moment de se demander ce qu'il faut penser de la Ligue, et quel jugement il convient de porter de l'attitude politique et religieuse de cette association, dans les événements où elle a joué un si grand rôle. Question bien délicate et bien difficile à résoudre, qui demeure comme une lice ouverte où les partis de nos jours, qui ne sont, à bien des égards, que la continuation des partis du xvi^e siècle, en viennent souvent aux mains, sans parvenir jamais à s'entendre. Aussi, dois-je éviter de me jeter dans la querelle, et d'engager une discussion qui con-

sumerait vainement les instants dont je dispose. Mais, puisque j'ai soulevé la question, je tiens à la résoudre sans la débattre, et il me suffira de vous dire, d'un mot, ce que j'en pense. Ce mot ne sera pas celui du xvii^e siècle, où l'histoire, écrite sous l'œil de la dynastie de Bourbon victorieuse, n'a vu dans la Ligue, qui l'a combattue, qu'une coupable rébellion. Il ne sera pas davantage celui du xviii^e siècle, qui, dans son animosité aveugle contre l'Église, n'a pu pardonner à la Ligue d'avoir été catholique et conservatrice en religion. Ce mot sera donc ce que je pourrais appeler le mot du xix^e siècle, car il est empreint de cet esprit d'impartialité et de justice que poursuit la pensée de notre époque, du moins quand il s'agit d'apprécier les choses du passé. Or, ce mot, le voici tel que l'a formulé le grand écrivain qui a été l'initiateur du mouvement historique accompli de nos jours : « Les François catholiques rejetoient un roi protestant, malgré son titre héréditaire ; ils en avoient le droit, comme les Anglois protestants eurent le droit de repousser un roi catholique. La Ligue, coupable envers le dernier des Valois, étoit innocente envers le premier des Bourbons, à moins de soutenir que les nations ne sont aptes à maintenir le culte qu'elles ont choisi et les institutions qui leur conviennent (1). » Pour moi, après cette sentence, il m'a toujours semblé que tout était dit à ce sujet, et que la cause était irrévocablement jugée. Je sais bien aussi que ce jugement n'est pas du goût de tout le monde, et qu'on a, depuis, consacré bien des volumes à la réfutation de ces trois lignes. Mais, telle est la force

(1) Chateaubriant, *Études historiques*, t. III, p. 563. T. V, des *OEuvres complètes* de l'éd. Lavocat.

de bon sens et d'équité qu'elles renferment, qu'en les pesant avec les gros livres inspirés par l'idée de les contredire, j'ai toujours trouvé qu'elles emportaient bien facilement le plateau de la balance, comme ces puissants vers d'Eschyle qui, dans Aristophane, pèsent, à eux seuls, plus que toutes les tragédies d'Euripide.

Oui, la Ligue fut coupable envers Henri III, car la légitimité de son principe et la générosité du sentiment qui avait présidé à sa formation, ne peuvent la justifier entièrement des attentats commis en son nom contre ce prince, par l'habile et audacieuse ambition qui la dirigeait. Mais, en face de Henri IV, rendu inhabile par les sentences religieuses qui le frappaient, à monter sur un trône catholique, la Ligue rentrait dans son droit de résistance, et c'est une injustice que de ne voir en elle qu'une révolte à flétrir. Henri III lui-même savait bien apprécier la légitimité de cette résistance, et il avait dit formellement au Béarnais qu'il ne deviendrait jamais roi de France s'il ne se réconciliait avec l'Église. Mais celui-ci, croyant d'abord que son parti serait assez fort pour lui assurer la couronne, pensant que le royalisme l'emporterait en France sur la croyance, s'obstina à faire valoir son droit héréditaire, sans rien céder sur la question religieuse, et cette attitude justifie l'obstination de la Ligue à le repousser.

Nul doute, du reste, que Henri IV n'ait compris bien vite, à l'inutilité de la déclaration de Saint-Cloud, à la défection de l'armée royaliste, après la mort de Henri III, combien sa position était fautive. Mais il ne pouvait la changer brusquement. Abjurer tout d'un coup le protestantisme, après tant de variations précédentes, c'eût été se livrer, sans profit, au mépris de tout le monde. Il fallait

done qu'il essayât de conquérir son royaume, pour montrer, au moins qu'il en était digne, obligation manifeste pour quiconque aspire à un trône, et dont aucun prétendant ne doit se dispenser. Mais, s'il avait le droit d'engager cette lutte pour sauver son honneur personnel et les titres de sa naissance, la nation n'en était pas moins fondée à garantir sa croyance menacée, et à combattre pour avoir un roi de sa religion.

Telles étaient les vues contradictoires qui prolongèrent la guerre civile pendant quatre ans. Mais, enfin, on s'aperçut de part et d'autre qu'on poursuivait l'impossible, et la lutte finit par faire comprendre à chacun son erreur et son côté faible. Il fut démontré à Henri IV qu'il n'était pas assez fort pour l'emporter avec les armes et le droit héréditaire, et qu'il lui fallait, pour se faire accepter, professer la religion de ses sujets. D'un autre côté, les déchirements intérieurs de la Ligue lui révélaient qu'elle ne pouvait tirer d'elle-même les éléments d'une réorganisation monarchique. Si Henri de Guise eût vécu, la Ligue l'eût proclamé roi ; sa mort avait ôté au parti l'unité et la direction. Il resta une force de résistance, sans pouvoir devenir une force de gouvernement, et, c'est le sentiment de cette impuissance qui le fit rentrer dans le devoir. En effet, formée, avant tout, dans un but religieux, celui de sauvegarder la foi catholique et de préserver la France d'un règne huguenot, l'association devait se tenir pour satisfaite dès que, par son opposition, ce but serait atteint. Les événements dictaient donc à Henri IV la conduite qu'il avait à tenir, s'il voulait être le restaurateur de la dynastie capétienne et sauver la France de la double révolution dont elle était menacée.

Les circonstances difficiles au milieu desquelles la Maison de Bourbon parvient au trône, donnent à son avènement le caractère d'une fondation dynastique. Sans doute, Henri IV n'avait pas à acquérir ou à créer son droit. Il était l'héritier, quoiqu'à un degré que la loi civile ne reconnaissait plus, de la race qui, depuis six cents ans, gouvernait la France. Mais il arrivait dans un moment où les titres de cette famille étaient compromis par l'indignité et l'incapacité de la branche qui venait de finir, où les idées de révolte et de révolution étaient passées de l'ordre religieux dans l'ordre politique, et où, avant de s'asseoir sur le trône, il fallait commencer par le conquérir et le relever. Sans doute, Henri IV avait de l'avance sur ses adversaires, puisqu'il était né roi. Mais le droit qui, en théorie, ne peut être abrogé, ne se réalise jamais tout seul dans la pratique. Il faut encore qu'on sache le revendiquer et le faire valoir. De plus, jamais un droit ne vaut contre un droit supérieur qui est reconnu d'un peuple, et à cette époque, en France, le droit monarchique ne pouvait se mettre au-dessus du droit religieux. Il en avait coûté à Henri IV de reconnaître cette vérité, que les têtes couronnées devaient toujours facilement admettre, puisqu'elle ne menace aucun droit, et qu'elle ne limite que des prétentions. Mais, enfin, du jour où ce prince la comprit, du jour où il lui rendit hommage en rentrant dans le droit religieux, cet acte de justice et de bon sens entraîna la reconnaissance de son droit dynastique, et inaugura les destinées d'une nouvelle lignée de rois.

Ainsi, l'acte décisif qui entraîna tout, ce fut le retour de Henri IV à la croyance de ses pères, et, une fois de plus, nous voyons la fondation d'un nouveau pouvoir sortir

d'une résolution dont la religion est l'objet. C'est comme une lumière d'en haut donnée à ceux que Dieu destine à être fondateurs de dynastie et d'empire, qui leur fait savoir que l'État ne suffit pas tout seul à faire marcher une société, si elle n'est placée sur sa base, qu'elle ne trouve que dans la religion. Sans doute, cette vérité a, de nos jours, bien des contradicteurs qui la regardent comme un préjugé du passé, dont le progrès de l'avenir achèvera de faire justice. Je ne sais à cet égard ce que nous réserve le progrès de l'avenir ; mais ce qui, dès l'heure présente, est bien évident à mes yeux, c'est que ceux qui pensent ainsi, ne sont pas nés pour être fondateurs de dynastie, ce qui, heureusement, n'est pas la vocation de tout le monde.

Un autre trait de puissance et de génie, qui dénote les hommes destinés à mettre fin aux révolutions, c'est qu'ils calment et contiennent les partis, dont la lutte constitue les révolutions mêmes. Et c'est par là qu'ils restaurent l'ordre politique. Sous les Valois, l'État se trouble, parce que le pouvoir y laisse se former des factions qui, soit pour le bien, soit pour le mal, souvent avec le mélange de l'un et de l'autre, agissent à part pour leurs intérêts et leurs vues propres, rendent impossible l'existence de la communauté, et tendent à détruire le tout par l'extermination mutuelle des parties. Or, tout cela ne s'apaise que quand il paraît un homme assez fort pour imposer une transaction, pour faire à chacun sa part, et donner à tous une satisfaction suffisante, qui n'est jamais ce qu'exigent les principes, ni surtout les prétentions de chacun, mais qui répond aux besoins essentiels, et surtout aux nécessités du moment par lesquelles sont toujours dominés les politiques.

Ainsi, le programme de la Ligue était incompatible avec la tolérance du calvinisme en France, alors que la tolérance était devenue le seul expédient possible qui pût mettre fin à la situation violente qu'on s'était faite. Par là, la Ligue était un parti exclusif, et son programme était inexécutable. Mais la Ligue avait raison, quand elle repoussait un règne huguenot, et, par ce côté, ce n'était plus un parti, c'était la France elle-même. C'est ce vœu légitime qui obtint gain de cause par la conversion de Henri IV. De son côté, le parti protestant élevait des prétentions plus qu'exorbitantes, quand il voulait que le roi restât dans son sein, et qu'il lui donnât la haute main dans les affaires d'un pays où, après tout, il devait lui suffire d'exister, en cessant d'y faire du mal. Henri IV « anéantit cette espèce d'avenir qui pouvoit naître de la réformation (1), » il l'annula, autant qu'il le put, comme force politique, en lui laissant la liberté civile, et en lui faisant une condition que nulle part alors les protestants n'accordaient aux catholiques persécutés. C'est ainsi que les révolutions s'apaisent par l'action d'un homme qui se détache des partis, et qui les domine tous ; qui, par là, rallie tout le monde, sans exclure personne, excepté quelques intraitables, qui, de guerre las, finissent toujours par désarmer, et par se laisser remettre à leur place dans l'ordre commun.

Mais, pour venir à bout d'une telle tâche, pour réparer les désastres accumulés par les fautes d'un gouvernement faible, par les crimes des factieux qui le renversent, et qui ne sont jamais ceux qui le remplacent, il faut un homme,

(1) Chateaubriant, *Études historiques*. T. III, p. 332.

Messieurs, il faut un grand homme. Il n'y a que le grand homme qui puisse restaurer l'ordre politique, comme il n'y a que le saint qui sache reformer l'ordre religieux. Quand vous voyez une œuvre de négation ou de destruction accomplie quelque part, soit dans l'Église, soit dans l'État, vous pouvez être assurés qu'elle n'est ni d'un saint, ni d'un grand homme. Or, si Henri IV a su tirer la France de l'abîme, s'il a pu rétablir la paix dans l'Église, l'autorité dans l'État, la prospérité de la nation au dedans, sa dignité au dehors, c'est qu'il a été véritablement un grand roi, sachant délibérer, commander et agir. La publication récente de nombreux documents sur son règne, et principalement celle de sa volumineuse correspondance, nous font apprécier mieux que ne le permettait l'histoire convenue et la légende dynastique, dans quelle complète et merveilleuse mesure étaient réunis, chez le Béarnais, les dons de l'esprit, les qualités du caractère, les ressources de la volonté, les vues du génie, rare assemblage de talents et de facultés dont on ne retrouve que quelques exemples clair-semés çà et là dans notre histoire, et qui font du fondateur de la Maison de Bourbon, sans contredit, malgré l'éclat du nom de Louis XIV, et malgré les honteuses faiblesses qui ternissent le sien, le plus grand roi de sa race. Oui, Messieurs, je trouve le prince qui tire une nation de la misère et de la ruine, et qui lui rend la prospérité et la puissance, plus grand que celui qui, après des splendeurs incomparables, laisse sa monarchie sur le déclin et engagée dans les voies de la décadence.

Mais il est temps de suspendre notre course, et de mettre fin à ces longs préliminaires. Nous voici arrivés au seuil du xvii^e siècle, dont c'est ma tâche de vous entretenir cette

année. La carrière qui s'ouvre devant nous est immense. Ne tardons plus ; hâtons-nous de nous y engager et de la parcourir. Plus tard, quand nous en aurons atteint le terme, nous songerons à la récapituler à son tour.



QUATRIÈME DISCOURS ⁽¹⁾

LES BOURBONS

HENRI IV, RICHELIEU

MESSIEURS,

Dans nos précédents discours, destinés à servir d'introduction à l'étude de l'histoire de France au xvii^e siècle, j'ai entrepris d'indiquer les causes de l'élévation et de la chute de nos trois premières dynasties, et cette excursion rétrospective, nous a permis de passer en revue, à travers dix siècles, les principales vicissitudes qui ont suscité et fait disparaître tour à tour les Mérovingiens, les Carlovingiens et les premières branches de la race capétienne, jusqu'à l'avènement de la Maison de Bourbon.

Ces préliminaires achevés, nous sommes revenus à l'examen des faits, et dans un aperçu, complet quoique rapide, des règnes de Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV, nous avons parcouru le siècle où cette dynastie se fonde, se développe, et arrive à ce point de grandeur au-delà duquel, pour les dynasties comme pour toutes choses, la croissance s'arrête et le déclin commence. Nous savons donc comment

(1) Ce discours et le suivant ont été prononcés les 24 novembre et 1^{er} décembre 1862.

cet édifice de l'ancienne monarchie que le xvii^e siècle a vu renaitre et grandir, et que le suivant verra s'affaïsser et disparaître, a été tiré des ruines et relevé par Henri IV, soutenu et fortifié par Richelieu, défendu et conservé par Mazarin, achevé et déjà compromis par Louis XIV. Voilà ce que nous avons vu dans le détail et ce qu'il nous faut maintenant résumer. Car, puisque nous avons, pour l'histoire de France, transformé en une récapitulation le discours d'ouverture dont la tâche ordinaire est d'être un programme, je veux désormais m'en tenir à cette méthode qui donne un fond plus solide à nos aperçus, et je m'attacherai, dans de nouveaux discours préliminaires, où je remonterai le cours du xvii^e siècle jusqu'à sa source, à vous esquisser le tableau rapide des destinées de la Maison de Bourbon, pendant sa période de prospérité et de grandeur, depuis les commencements de Henri IV jusqu'à la fin de Louis XIV. Ainsi, nous ne laisserons rien en arrière des souvenirs de nos études antérieures, et ce retour sur notre enseignement passé, nous servira encore d'introduction au cours de l'année présente, que nous devons consacrer au règne de Louis XV et au xviii^e siècle.

Vous le voyez, ce que j'ai à vous dire aujourd'hui n'est que la continuation de nos considérations d'autrefois sur les révolutions dynastique de notre histoire, et nous retrouvons, en commençant, les pierres d'attente de nos travaux interrompus. Je puis donc m'en servir comme point de départ, et comme point d'appui, pour ajouter quelques nouvelles assises à cette construction historique, qui ne s'élève lentement que pour être plus solide, et dont nos études postérieures nous permettront, je l'espère, d'atteindre un jour le couronnement.

I

Du v^e au xvi^e siècle, pendant une période de plus de mille ans, la France avait vu se consommer trois renouvellements dynastiques. Trois fois, ce travail intérieur qui s'accomplit toujours au sein d'une société, et qui est en elle le signe de la vie, s'associant au concours des causes extérieures et accidentelles qui ne sont ni moins permanentes ni moins actives, avait renouvelé en France le personnel des familles royales, et produit ces grands changements qui méritent d'être appelés des révolutions. Mais celle du xvi^e siècle, où, après bien des oscillations, la question dynastique a été résolue dans le sens conservateur, s'offre à nous avec des traits nouveaux et un caractère distinct qui la séparent profondément des révolutions dont nous avons précédemment esquissé l'histoire. Les invasions des barbares dans le monde romain, les chocs des nationalités naissantes du monde moderne, l'antagonisme de la royauté et de l'aristocratie, le mouvement d'émancipation et de progrès accompli par les classes inférieures, l'apparition toujours imprévue, mais toujours à prévoir, des personnalités ambitieuses, et, par-dessous tout, ce choc continuel et inévitable, de projets, de passions, d'intérêts, de convoitises, qui est le fond immuable de la scène variée de l'histoire, tout cela avait produit nos premières révolutions et remplacé successivement les unes par les autres, les dynasties de Clovis, de Charlemagne et de Hugues Capet. Travillée par toutes ces causes, la société avait pu être agitée à la surface, modifiée dans ses principaux aspects, quelquefois même remuée jusqu'à une certaine profondeur. Cependant,

elle n'avait point encore été atteinte dans son principe, et sous l'apparente mobilité de sa superficie, elle restait solide et ferme sur la base que le christianisme lui avait donnée.

Mais, au xvi^e siècle, la question religieuse, qui déjà s'était essayée plus d'une fois à sortir des écoles et des cloîtres, où elle avait toujours été refoulée, entra définitivement dans le domaine de la politique, et, en ajoutant à toutes les causes habituelles des conflits humains, un intérêt d'un ordre plus relevé, elle vint agrandir la sphère où jusque-là s'étaient agités les peuples. Dès-lors, il ne faut plus s'attendre seulement à des révolutions locales, partielles, résultant des accidents particuliers de la vie d'un personnage ou d'un peuple, et n'affectant que telle ou telle des institutions politiques ou sociales. C'est une révolution radicale et universelle, où la chrétienté tout entière est en cause, qui se propage en un instant d'un bout de l'Europe à l'autre, renversant d'une main l'autorité de l'Église dont elle s'attribue les droits, attaquant de l'autre tous les pouvoirs qu'elle n'a pu ni intimider, ni séduire, et ne s'arrêtant que quand elle a reconstitué une Église et un État nouveaux sur les débris de l'Église et de l'État du passé. Évidemment, ce ne sont plus des révolutions dynastiques qui s'accomplissent, c'est la révolution religieuse et sociale qui s'annonce.

Une civilisation peut résister à l'assaut des révolutions ordinaires. Dans les convulsions douloureuses où elles la jettent, elle est agitée, mais non détruite ; elle souffre, mais elle ne meurt pas. Ce qu'elles renversent, étant de l'ordre humain, peut être relevé de main d'homme, et souvent dans des conditions meilleures le lendemain qu'il ne

l'était la veille (1). Mais, quand c'est le dogme religieux qui est en cause, quand la révolution doctrinale se déclare au sein d'une société, on peut dire qu'elle est atteinte dans le principe même de son existence, et qu'il se pose pour elle une question que des générations, que des siècles peut-être, agiteront sans la résoudre, mais qui contient pour elle des conclusions de vie ou de mort, selon l'issue à laquelle le temps et les hommes la feront aboutir.

Pour le bien comprendre, sortons un instant de la société chrétienne, et transportons-nous par la pensée au milieu de l'islamisme. Quoi de plus agité que ce monde musulman, où avant la domination des Osmanlis, un continuel enchaînement d'invasions, d'usurpations, d'intrigues et de révoltes, ont renversé si rapidement tant d'éphémères dynasties ? Notre histoire paraît immobile avec ses révolutions à long terme, quand on la compare avec cette perpétuelle agitation de l'antique société musulmane. Toutefois, tout ce mouvement de surface n'a rien fait pour l'ébranler dans son fond. Mais qu'il paraisse au milieu d'elle des hommes résolus à en finir avec le principe sur lequel elle repose ; qu'ils s'en prennent à l'affirmation du Coran, qu'ils nient la mission de Mahomet, l'autorité de son vicaire, qu'ils battent en brèche la constitution théocratique qui, dans l'Empire ottoman, soutient le Coran par le glaive, qu'ils annoncent enfin l'intention de réorganiser l'ordre social sur d'autres bases que celles que le prophète lui a

(1) Voyez plus haut, p. 339. Je reviens ici sur les mêmes pensées et à peu près dans les mêmes termes. Cela m'est arrivé de temps en temps dans ce volume. Mais on laisse à ceux qui enseignent la faculté de se répéter quelquefois, et l'on voudra bien reconnaître que je n'ai pas abusé de la permission.

données, ce jour-là, on pourra dire que l'islamisme a en face de lui la révolution et qu'il verra commencer pour lui une lutte suprême.

Or, ce jour dont il n'est pas sûr que l'aurore ait commencé dans la société musulmane, s'est depuis longtemps levé dans le monde chrétien. Inauguré par des tempêtes qui ont assombri son matin, nous réserve-t-il pour son couchant quelque ouragan final où tout s'abîmera dans un cataclysme universel? Ou bien faut-il en attendre la palin-génésie sociale, dont il est pour d'autres le signe avant-coureur? Je ne sais, Messieurs, et peu importent en réalité pour les besoins du présent, les mystères de ce ténébreux avenir qui ne sera après tout que ce que Dieu lui permettra d'être. L'historien n'est pas un prophète; c'est assez pour lui d'interroger et d'interpréter le passé dont l'expérience éclaire toujours mieux que les conjectures des imaginations effrayées ou chimériques, et qui peut suffire à nous préserver de l'entraînement de leurs terreurs et de leurs espérances. D'ailleurs, le chrétien sait bien qu'il n'a rien à craindre pour l'Église, que des promesses infailibles soutiennent au milieu des luttes qui l'éprouvent, et c'est précisément l'histoire qui lui en apporte la réalisation en lui montrant, dans le tableau des siècles écoulés, l'Église, inébranlable sur son roc, assistant aux origines et aux funérailles de toutes les choses humaines (1), ou bien, lancée comme une

(1) Sans doute, la foi d'un catholique suffit à lui faire tenir ce langage; mais il est tellement conforme à l'expérience de l'histoire, qu'on retrouve les mêmes pensées sous la plume de ceux qui se sont complètement séparés de l'Église. « Elle a vu, dit l'anglais Macaulay, le commencement de tous les » gouvernements et de tous les établissements ecclésiastiques qui existent » aujourd'hui, et nous n'oserions pas dire qu'elle n'est pas destinée à en

barque insubmersible sur l'océan orageux du monde, volant au secours de tous ceux qui périssent et opérant sans cesse, au milieu de la tourmente, le sauvetage de la société et des âmes. Voilà, pour moi, dans quelles limites l'histoire m'apprend à renfermer mes prévisions sur l'avenir, et ce qu'elle me permet d'affirmer sur la mesure des catastrophes ou des rénovations qui peuvent atteindre l'humanité.

Des considérations qui précèdent, nous pouvons donc conclure qu'une révolution fondamentale a commencé logiquement, dans la civilisation chrétienne, du jour où des négations radicales, sortant de la sphère spéculative, ont réussi à se traduire dans des faits politiques et sociaux, et à entraîner une partie de la chrétienté loin du centre à qui elle devait l'unité et la vie. Sans doute, rien ne m'échappe de ce que l'on peut dire pour motiver l'explosion de ce déchirement et atténuer l'entraînement de ceux qui s'en sont rendus coupables. Je sais combien la réforme de la discipline et des mœurs était nécessaire, et combien de maux faisait présager son ajournement. Mais s'il fallait réformer, il ne fallait pas détruire. Le désordre des conduites ne se répare pas par le renversement des règles.

» voir la fin. Elle était grande et respectée avant que les Saxons eussent mis
» le pied sur le sol de la Grande-Bretagne, avant que les Francs eussent
» passé le Rhin, quand l'éloquence grecque était florissante à Antioche,
» quand les idoles étaient adorées dans le temple de la Mecque. Elle peut
» donc être grande et respectée encore, alors que quelque voyageur de la
» Nouvelle-Zélande s'arrêtera, au milieu d'une vaste solitude, contre une
» arche brisée du pont de Londres, pour dessiner les ruines de Saint-
» Paul. » Article de Macaulay sur Ranke, publié en 1840 dans la *Revue*
d'Édimbourg, et traduit en français dans la *Revue Britannique* de 1844.
Cité par M. Nicolas, dans ses *Études philosophiques sur le christia-*
nisme. T. IV, ch. 8.

Pas plus en religion qu'en politique, et surtout en religion, on ne fonde rien sur le droit de tout renverser, et ce n'est point en faisant appel au principe d'insurrection qu'on accomplit une œuvre, qui demande un retour complet à toutes les soumissions de l'intelligence et du cœur. Aussi, en exécutant une réforme par des moyens qui ne conviennent qu'à une révolution, les chefs du protestantisme se sont trompés, et ils ont égaré les peuples (1). En déplaçant le principe d'autorité, qui ne peut se trouver dans une religion, que là où il a été déposé par son auteur, croyant se l'attribuer à eux-mêmes, ils l'ont tué sans en recueillir l'héritage. Aucun d'eux n'a pu faire durer sa doctrine, et ce qu'il en reste, c'est une méthode qui achèvera de détruire demain, pour ceux qui le voudront, ce qu'on avait consenti encore à respecter la veille.

Aussi, en considérant le travail intellectuel qui s'accomplit aujourd'hui dans le sein du protestantisme, et en voyant peu à peu s'évanouir en lui tout corps de doctrine et toute croyance positive, on se demande où s'arrêtera le progrès de la dissolution dogmatique, que son principe rend inévitable. Après avoir déclaré que le texte de l'Écriture était la seule base de la foi, voilà qu'il enfante une exégèse qui met l'Écriture en lambeaux, qui lui enlève son caractère divin, pour en faire le moindre des produits de la pensée humaine, une rapsodie de légendes et de mythes qui ne méritera bientôt plus l'honneur d'être discutée. Je sais, il est

(1) Je me contenterai ici de renvoyer le lecteur à ce passage où Bossuet, avec cette netteté de bon sens qui le distingue, discerne si bien les deux conduites qui se tiennent alors par rapport à la question religieuse et qui eurent des résultats si différents. « Il y avoit donc de deux sortes d'esprit qui demandoient » la Réformation, etc., *Histoire des Variations*, l. 1, § V.

vrai, combien le sentiment chrétien, vivace encore au cœur de tant de protestants sincères, qui en viendront peut-être à comprendre un jour où est le christianisme intégral, se soulève généreusement contre ces doctes extravagances. Mais, enfin, c'est la théologie allemande qui les produit et ce sont des docteurs anglicans qui les adoptent. Elles ne se montrent que là où l'esprit humain a été livré à lui-même sur ces questions qui le dépassent, là où l'on a nié l'autorité enseignante de l'Église, et où l'on s'est attribué à soi-même l'infailibilité qu'on lui dénie. Évidemment, le rapport de cause et d'effet est ici incontestable, et l'on ne peut se refuser à reconnaître que le terme logique du libre examen doit être d'entraîner tous ceux que n'arrêteront pas les salutaires contradictions du cœur, à réduire la religion à n'être plus qu'une philosophie, à effacer les dogmes par des systèmes, et à remplacer toutes les données de la foi par des opinions personnelles. Tendance nouvelle et funeste des intelligences qui introduit la révolution dans les âmes, et qui les entraîne à l'accomplir dans la société pour la façonner à leur image ! Aussi, c'est là, pour qui sait aller au fond des choses, que se trouve le ressort caché de toutes les agitations politiques et sociales du monde moderne, d'où le christianisme aurait depuis longtemps disparu, si l'Église ne devait toujours en maintenir la tradition vivante et féconde parmi les hommes, et si elle n'était assistée d'en haut pour l'accomplissement de son surnaturel mandat.

Déjà la Réforme avait promené sa course rapide sur la moitié de l'Europe, lorsque la France se sentit à son tour menacée par ses atteintes. Ce fut, comme nous l'avons montré déjà, l'un des moments les plus critiques de l'histoire de l'Église, dont c'est, d'ailleurs, la destinée de traverser

des crises sans cesse renaissantes. Car l'adhésion de la France à la Réforme aurait porté à l'unité catholique un coup terrible, en entraînant peut-être la défection de l'Europe méridionale, déjà entamée par Venise et le nord de l'Italie. Mais la France résista à cette épreuve par l'énergie de sa foi populaire, et la Réforme qui, pour des raisons bien complexes et qu'il serait trop long de produire, ne put gagner à sa cause la royauté ni le corps entier de la noblesse, comme elle l'avait fait dans le nord de l'Europe, échoua dans sa double tentative de changer à la fois la croyance et la constitution du royaume. Mais telle était la force du parti dans son premier élan, que, malgré son infériorité numérique, il tint en échec, pendant près d'un demi-siècle, la masse entière de la nation, et qu'il soutint une lutte où la vieille constitution de la France fut sur le point de se dissoudre. On vit la maison des Valois sombrer dans la tempête, et la dynastie de Bourbon, dont cette révolution fut le berceau, risqua elle-même d'y périr. Car, imprudemment engagé dans le parti du mouvement, à une époque où il ne se doutait pas qu'il aurait, comme héritier du trône, à compter avec lui, Henri IV se vit d'abord repoussé par l'invincible répugnance de la nation pour un règne huguenot. Mais après avoir vainement essayé de s'imposer à la France, en vertu du simple droit de légitimité, il reconnut qu'il ne ceindrait jamais la couronne s'il ne rentrait dans le droit religieux de son peuple, et, s'inclinant devant la tradition de dix siècles, il reprit, comme tous ses prédécesseurs, le titre expressif et glorieux de fils aîné de l'Église. C'est alors seulement qu'il lui devint possible d'être le restaurateur de la France et le fondateur d'une dynastie.

Ainsi, au xvi^e siècle, comme à l'origine de la monarchie française, nous voyons un nouvel établissement dynastique naître d'une démarche dont la religion est l'objet. Une fois de plus, et ce ne sera pas la dernière, notre histoire nous montre un grand acte de restauration religieuse terminant une révolution, et présidant à l'apparition d'une nouvelle lignée de rois. N'y a-t-il pas là de quoi donner à penser ? Et le retour permanent de ce grand phénomène, dans tous les moments où il s'agit de sauver une nation et de susciter une dynastie, ne rend-il pas évident pour tout le monde, qu'à défaut de motifs d'un ordre plus pur et plus désintéressé, la raison politique seule doit suffire pour faire comprendre à un homme de sens, qui a en main les affaires, qu'il y a de ce côté un intérêt supérieur, qu'il faut garantir avant tout, si l'on veut que le reste se maintienne ou se raffermisse. Doué de cette sûreté de coup d'œil qui fait les bons politiques, et qui les engage, sous l'inspiration égoïste de l'intérêt bien entendu, dans la voie du vrai et du bien, Henri IV comprit et exécuta ce qu'il y avait de mieux à faire pour sa famille et pour son peuple, et il fit marcher de front la restauration de l'ordre politique avec le rétablissement de l'ordre religieux.

D'ailleurs, dans cette résolution, nous pouvons voir encore l'application d'une des lois générales qui président à ces grandes crises de la vie des sociétés ; c'est qu'un pouvoir nouveau trouve toujours sa raison d'être, et la source ou la confirmation de sa légitimité, dans la compression du désordre qui a causé la ruine du pouvoir qu'il remplace. Si bien que, pour se maintenir, il faut qu'il se garde du retour de ce désordre contre lequel il a réagi, et qui n'attend que le moment de ses fautes et de ses défaillances pour le ren-

verser à son tour. C'est ce que la Maison de Bourbon a su faire pendant le siècle de sa grandeur. C'est ce qu'elle oubliera au siècle de sa décadence. De sorte qu'après s'être élevée en apaisant un orage suscité par la simple négation de l'Église, elle succombera dans une plus formidable tempête qui ira jusqu'à la destruction du christianisme tout entier.

L'autre partie de la solution donnée par Henri IV à la crise religieuse, au milieu de laquelle avaient disparu les Valois, concernait l'état du protestantisme. Elle exige, pour être équitablement appréciée, qu'on tienne compte de la situation et des nécessités qui la dominaient. Quand on sort de son cabinet, où l'on peut rêver tout à son aise la réalisation de son idéal et l'application de ses théories, pour descendre sur le terrain où manœuvrent les politiques, et tout véritable historien doit faire sans cesse cette évolution, on se sent moins enclin à juger la pratique des affaires d'après la rigueur absolue des principes. Sans doute, cette disposition ne doit pas aller jusqu'à l'indifférence sur la valeur morale de la conduite des hommes d'État, et en cherchant à préciser ce qu'ils ont pu faire, on ne doit pas laisser ignorer ce qu'ils auraient dû accomplir. C'est ainsi qu'il faut regretter que le retour de Henri IV à la foi de ses pères n'ait pas entraîné celui du parti qu'il avait commandé, ni produit une restauration plus complète de la constitution religieuse de la vieille France. D'un autre côté, il faut bien reconnaître que le souverain et la nation elle-même, l'un par ses engagements avec le parti huguenot, l'autre par le long affaïssement moral qui avait ouvert la voie à cette désorganisation religieuse, ne pouvaient effacer toutes les traces d'un passé dont chacun avait sa part de responsabilité, et qu'il fallait

se résigner avec patience et douceur aux conséquences de ses fautes, en vivant avec un mal qu'on n'avait pas su prévenir.

Or, Messieurs, la vraie tolérance, qui n'est pas l'indifférence dogmatique pour le bien ou le mal, pour le vrai ou le faux, la vraie tolérance n'est pas autre chose, et le moment était venu de la donner comme solution à l'agitation qui travaillait le royaume depuis quarante ans. Désormais, le protestantisme était circonscrit et limité. La France catholique n'avait plus à craindre sa domination. Une poursuite à outrance eût été non moins impossible qu'odieuse. Il aurait été révoltant de voir Henri IV diriger cette réaction, et il était le dernier à qui il appartint de s'en charger. Il devait donc aux Huguenots la tolérance, et ce fut l'œuvre de l'édit de Nantes de la leur accorder. Mais il ne leur devait que la tolérance, et l'édit leur accorda davantage. De là, la vive opposition qu'il rencontra dans toutes les classes de la nation, qui n'avait pas besoin qu'on excédât dans ce sens pour se soulever contre une mesure dont le principe seul lui répugnait. Il fallut que Henri IV vainquit cette résistance par le déploiement d'une volonté toute puissante, et, en imposant son édit, en dépit de l'opposition de tout un peuple, il prenait, pour ainsi dire, la mesure de ce qu'il lui serait permis de vouloir et de faire dans son royaume, et il préludait, sur la question la plus grave qu'il lui fût donnée de résoudre, à l'exercice de ce pouvoir absolu, dont il préparait le périlleux héritage à sa dynastie.

Ce n'est, je le répète, qu'en se plaçant au point de vue politique que cette résolution peut être convenablement appréciée. En signant les concessions exorbitantes que contenait son édit, il fallait bien qu'un prince si jaloux de son

autorité que l'était Henri IV, ait été dominé par le sentiment d'une nécessité insurmontable. Car en consentant à introduire, je ne dis pas une secte dans l'Église qui ne se laisse jamais entamer (1), mais un État dans l'État, il accomplissait un de ces actes de tolérance politique auxquels les rois de sa trempe ne se résignent que quand ils ne peuvent pas faire autrement. On sait, par plus d'un aveu sorti de sa bouche, combien il lui en avait coûté de laisser une partie de ses sujets sur le pied d'une quasi-indépendance, et de s'être vu contraint d'entrer avec eux, comme en partage de son autorité. Mais connaissant par expérience la redoutable turbulence du parti dont il avait été le chef, il crut qu'il ne devait reculer devant aucun sacrifice pour prévenir de nouveaux mouvements. Encore fallut-il tout son ascendant pour les contenir et les déterminer au repos. Quand il ne fut plus, ils recommencèrent à agiter le royaume, et, sous le règne suivant, une répression vigoureuse rede vint nécessaire. Mais si elle atteignit sa limite naturelle sous Richelieu, elle la dépassa sous Louis XIV. Car après que le premier leur eût repris la dangereuse indépendance que le pouvoir n'aurait jamais dû leur laisser, le second leur enleva ce qu'il n'avait plus le droit de leur reprendre, à savoir la liberté de conscience, qu'une longue possession devait mettre à l'abri de toute atteinte.

Henri IV aurait applaudi à l'énergie de Richelieu, et blâmé la mesure absolutiste de son petit-fils. C'est que Henri IV était tolérant, et cette disposition d'âme qui le distinguait de

(1) « Les États périroient, a très-bien dit Pascal, si on ne faisait plier souvent les lois à la nécessité. Mais jamais l'Église n'a souffert cela, et n'en a usé. Aussi, il faut ces accomodements, ou des miracles, etc. » *Pensées*, deuxième partie, art. IV, § 6.

ses contemporains est ce qui lui a permis de les pacifier. Henri IV était tolérant, mais dans quel sens l'était-il, et quel était chez lui le principe de ce sentiment si rare alors, et que la proclamation de la tolérance légale ne suffit pas toujours à introduire dans les cœurs ? A cet égard, il règne un malentendu, une confusion systématique ou involontaire, qu'il importe de signaler et que je voudrais pouvoir dissiper par quelques éclaircissements.

Il y en a qui pensent que Henri IV entendait la tolérance dans le sens purement philosophique, à la manière des partisans de l'indifférentisme religieux, qui transforme en un droit absolu de l'homme la faculté qu'il a d'admettre ou de rejeter à son gré l'autorité de la religion. On oublie que ces idées-là n'avaient pas cours au xvi^e siècle, et que prêter nos conceptions aux esprits du passé, c'est la manière la plus répréhensible de faire violence à l'histoire et de la fausser. Et, cependant, rien n'est plus commun de nos jours. Sans doute, nous ne tombons plus dans ces anachronismes de costume qui font sourire dans les tableaux de nos anciens maîtres, mais nos livres d'histoire sont remplis d'anachronismes d'idées, et c'est surtout dans nos appréciations de l'état intellectuel et moral du passé que la couleur locale nous fait complètement défaut. C'est ainsi que des logiciens systématiques, tout pleins des théories qui s'agitent dans leur cerveau, veulent les retrouver partout, leur créer des précédents, enrôlent, pour les autoriser, tous les personnages qui sont à leur convenance, et avec une résolution de parti pris, qui résiste toujours à la démonstration du contraire, ils vont presque jusqu'à prêter à saint Louis toutes les défiances du gallicanisme parlementaire, et à Henri IV toutes les indépendances de la libre pensée.

Quand on veut bien y regarder de près, on voit s'évanouir ces transfigurations, et les hommes reprennent leur physionomie naturelle. Pour Henri IV, la tolérance n'est pas l'effacement de toute croyance positive, ni l'inoculation de l'indifférentisme universel. C'est un sage expédient qui vaut mieux que la guerre, quand il s'est produit des désordres et des ruptures que les précautions ordinaires n'ont pu prévenir. Il veut que les catholiques tolèrent les protestants là où ceux-ci se sont fait place, et il y parvient dans ses États, de même qu'il voudrait que les protestants tolérassent les catholiques là où ils ne les ont pas entièrement détruits ; et c'est ce qu'il a le plus de peine à obtenir. Il poursuit l'application de cette tolérance, non en vertu d'un droit imaginaire pour chacun d'être ce qu'il veut en matière de religion, et qui est le produit d'une philosophie qui n'avait pas encore fait son apparition dans le monde chrétien, mais parce que les partis existent et qu'il n'est pas bon qu'ils s'exterminent. Mais, comme il ne fait pas de la tolérance une doctrine à propager, il n'y songe pas là où son application n'est pas nécessaire. Et, comme il sait bien qu'elle n'est que le support d'un mal dont il vaudrait mieux ne pas souffrir, il conseille à ceux qui ont l'unité religieuse de la garder, et il avertit Venise de se garantir de l'introduction du protestantisme, qui n'apporterait que trouble et guerre civile en Italie.

On a prêté aussi à Henri IV l'intention de préparer ce qu'on appelle aujourd'hui la séparation de l'Église et de l'État. C'est encore un effet de la préoccupation dont je parlais tout à l'heure. Cette idée ne lui est jamais venue à l'esprit. Sans doute, il n'a pas mis tous les actes de son gouvernement en parfait accord avec les maximes de la religion et

les lois de l'Église. Mais il en a été de même dans tous les temps, et beaucoup plus avant et après Henri IV, que sous son règne. Car on peut dire qu'il a été, à cet égard, depuis saint Louis, le plus large et le plus intelligent de tous nos rois, c'est-à-dire le mieux disposé à laisser à l'Église sa liberté d'action et à la seconder de tout son pouvoir. Il ne lui répugnait nullement de voir le concile de Trente publié dans ses États (1), sachant bien qu'il n'y avait rien là qui menaçât la paix publique. Et, en cela, comme sur la question de tolérance, il était bien en avant de l'opinion de ses conseils et de ses parlements. Enfin, nul de nos rois n'a vécu, depuis sa réconciliation, en meilleure intelligence avec le Saint-Siège, et ne s'est appliqué, par plus d'égards, de prévenances et de services, à justifier son titre de fils aîné de l'Église. Tel a été, à mon sens, la véritable attitude de Henri IV au milieu des complications religieuses de son temps, où il s'est fait un rôle unique, et qui n'était possible qu'à lui seul.

Tout cela nous transporte bien loin de ces théories de tolérance absolue, de liberté illimitée de conscience, de séparation complète de l'Église et de l'État, simples thèses de controverse, qui ne sont pas faites pour la pratique, et qui rencontreront toujours, dans l'application, des correctifs qui les condamnent. Aussi, les gens du xvi^e siècle n'en avaient pas même l'idée. Dans ces temps de conviction arrêtées et de caractères vigoureux, chacun croyait que son premier devoir était de repousser l'erreur et de combattre pour la vérité. On était en désaccord sur la définition de la vérité

(1) Voyez la preuve de cette assertion dans l'ouvrage de M. Mercier de Lacombe, *Henri IV et sa politique*, p. 47.

et de l'erreur ; mais on ne songeait pas à s'accommoder indifféremment de l'une ou de l'autre, et à se rapprocher dans un commun scepticisme. Ni l'Église, ni la Réforme ne se sont placées sur ce terrain. A vrai dire, toutes les idées de tolérance de cette époque n'étaient que des expédients qu'invoquaient les modérés et les politiques, depuis L'Hôpital jusqu'à Villeroy, pour faire cesser les guerres et désarmer les partis. Et il en a été de même pendant tout le xvi^e et le xvii^e siècle. Ce n'est qu'au xviii^e siècle, en face de l'oubli criant où l'on était tombé en France des vrais principes de la tolérance, tels que les avait appliqués Henri IV, que ces thèses ont été reprises et érigées en dogmes absolus par la philosophie négative du temps, qui se proposait surtout, en les propageant, de battre en brèche toutes les croyances et d'abolir la religion même. Mais nous reviendrons plus tard sur ces questions. Mon intention n'a pas été de les débattre, ni même de les soulever aujourd'hui. Je n'ai voulu, dans cette digression, que vous signaler un genre d'anachronisme contre lequel on ne sait pas assez se mettre en garde, et qui dénature l'histoire dans la partie la plus intime et la plus délicate de son œuvre, c'est-à-dire dans l'appréciation des idées et des sentiments des générations du passé.

II

Nous venons de dire à quels principes, à quelles idées, Henri IV a demandé ses inspirations. Voyons maintenant ses actes, et indiquons rapidement les principaux traits de son système de gouvernement et de sa politique étrangère.

Il y a dans notre histoire des directions générales et

suivies, et comme des courants d'événements qui s'interrompent quelquefois, mais sans se briser, qui ne disparaissent un instant dans le gouffre des révolutions que pour reprendre ensuite leur cours, comme certains fleuves s'enfoncent sous terre, pour ressortir un peu plus loin et faire voir les mêmes eaux à de nouveaux rivages (1). Les deux courants de notre histoire, qui ont leur source bien loin dans le passé, et qui coulent encore à travers les rives de la génération contemporaine, sont, au dedans, le progrès continu de la royauté, l'extension du pouvoir de l'État; au dehors, la lutte contre la Maison d'Autriche. Ainsi, tout ce qui se passe en France depuis la fin du xv^e siècle, et dans la première moitié du xvi^e, a rapport à ces deux ordres de faits, sur lesquels tournent alors, comme sur deux pivots, tous les événements de notre histoire. Et tandis que, d'une part, la royauté abaisse tout devant elle, et se met pour la première fois, selon l'expression de François I^{er}, *hors de pages*, la nation se jette, avec sa furie habituelle, dans ces guerres d'Italie où se débat pour elle et la Maison d'Autriche une querelle qui datait déjà de bien loin, et qu'elles transporteront plus tard sur d'autres champs de bataille.

La crise révolutionnaire de la seconde moitié du xvi^e siècle suspendit tout à coup ce double mouvement. Arrêtée dans ses progrès par la réaction féodale des seigneurs calvinistes, et par l'insurrection démocratique et municipale des cités ligueuses, la royauté se trouva réduite à n'être plus que la tête du parti qui comptait alors le moins dans le royaume; et, renonçant à disputer à l'Autri-

(1) A. de Tocqueville, *l'ancien Régime et la Révolution*, avant-propos, p. 11, 4^e éd. 1859.

che la prépondérance politique en Europe, la France elle-même se voit menacée jusque dans son indépendance, et la question se réduit désormais pour elle à savoir si la loi sa-
liques sera maintenue, et si elle échappera au règne d'une
reine sortie de l'Escurial. Mais, lorsque Henri IV eût rétabli
l'ordre et réprimé les partis, alors les choses revinrent
comme d'elles-mêmes à leur cours naturel, et le fondateur
de la Maison de Bourbon, reprenant le programme tombé
de la main défaillante du dernier Valois, en fit celui de son
règne et en légua l'achèvement à ses successeurs. Ainsi
font d'instinct les vrais politiques. Après avoir arraché le
présent des mains de ceux dont le rôle n'est que de faire
des ruines, ils renouent la tradition brisée par la chute du
pouvoir qu'ils remplacent, et on les voit toujours reprendre
quelques-unes des grandes œuvres interrompues du passé.

Il y a plus, c'est surtout après avoir été constestée que
toute tradition se relève plus vivante et plus forte ; c'est
quand ils ont un moment disparu que les courants histo-
riques, en revenant à la surface, roulent avec plus d'abon-
dance et d'impétuosité. Ainsi, n'est-ce pas pour avoir été
mise en péril par la révolution du xvi^e siècle, que la foi
religieuse de la France se ranime dans les cœurs, et que
l'Église, si longtemps stérile dans notre patrie, redevient
féconde en grandes vertus et en grandes œuvres ? Et n'est-
ce pas toujours au lendemain de ces révolutions qui ren-
versent des trônes, qu'il s'en relève un plus haut, plus fort
et souvent plus lourd, parce qu'il a besoin de l'être pour
réprimer de son poids la turbulence d'un peuple qui a pris
goût à l'agitation, ou qui la craint tellement qu'on ne fait
rien de trop, à son gré, pour le préserver de ses rechutes.

Appliquées au règne de Henri IV, ces considérations

générales nous en font comprendre d'avance le caractère et la direction. C'est par l'effet d'une réaction naturelle, nécessaire, que la royauté, tombée dans un si profond mépris sous les derniers Valois, reprend entre les mains de leur successeur tout son prestige. Jamais la France n'avait moins songé à marchander son obéissance. Sauvée de ses propres excès par le pouvoir royal, elle se jeta sans réserve entre les bras de son souverain, et elle se livra avec un abandon qui s'explique et qui s'excuse, parce qu'il venait de la reconnaissance, et que le cœur y avait la plus grande part, mais qui n'en était pas moins une haute imprudence, dont l'avenir révélera tous les dangers. C'est sur cette disposition universelle alors, on peut le dire, dans la nation française, que Henri IV, et, après lui, Richelieu et Mazarin élevèrent l'édifice de la monarchie absolue, qui n'avait été qu'ébauché avant eux, et auquel Louis XIV devait mettre la dernière main. Si bien que, tandis que toutes les autres institutions, à commencer par l'Église, sortirent amoindries de la révolution qu'on venait de traverser, le pouvoir royal s'en dégagea plus vigoureux et plus vivace, au point d'en venir bientôt à vouloir tout absorber en lui-même, et à se proclamer un jour la base unique de la société, dont jusquelà, il n'avait été que le faite et le couronnement.

Cette transformation s'opéra, peu à peu, si naturellement et avec tant d'art à la fois, qu'on s'en aperçut à peine et qu'il n'est pas étonnant qu'on s'y méprenne encore aujourd'hui. Tel savant historien de nos jours reste persuadé que Henri IV avait sérieusement dans la tête le plan d'un gouvernement tempéré, et qu'il était réellement un roi libéral. Sans doute, ce prince s'est bien gardé d'afficher l'absolutisme, et l'on ferait un recueil de toutes les belles paroles par lesquelles

il le réprouve. Mais ne sait-on pas que le pouvoir absolu n'est jamais si sûrement fondé que par ceux qui savent le dissimuler sous des formes modérées et populaires ? N'est pas en les berçant de l'ingénieuse fiction du rétablissement de la république, qu'Auguste a courbé les Romains sous la domination d'un seul. Son adresse le fit réussir là où avait échoué César, parce qu'il sut cacher ce que celui-ci avait mis à découvert. Quoique tenu à moins de précaution, placé comme il l'était sur un terrain plus favorable, Henri IV a un peu manœuvré comme Auguste, et il a obtenu un semblable succès. D'ailleurs, si l'on tient tant à ses paroles, et si l'on veut absolument prendre au sérieux cette spirituelle gasconnade de son discours aux notables qu'il avait rassemblés, leur disait-il, *pour se mettre en tutelle entre leurs mains*, j'y pourrais opposer cette autre phrase, bien plus significative, qu'il écrit si fièrement à Duplessis-Mornay : « Je ne dois rendre compte de mes actions à personne et moins encore à mes sujets. »

Mais, plutôt, laissons là les paroles, qui ne sont jamais que des mots, et allons aux actes qui sont toujours les choses elles-mêmes. Henri IV n'a-t-il pas laissé dormir les États généraux, dont Sully regardait l'interruption, non-seulement comme une faute, mais comme un malheur ? N'a-t-il pas fermé la bouche aux parlements, toutes les fois que leurs remontrances étaient en désaccord avec sa volonté ? La chute du régime municipal n'a-t-elle pas commencé sous son règne ? La noblesse, comblée d'honneurs, ne s'est-elle pas vue déjà dépouillée de toute puissance ? « Plus une parole de liberté, plus un appel aux droits de la nation, plus un souvenir de ses vieilles franchises, sur ce sol que les plus audacieuses théories avaient naguère remué

si profondément. Au contrat immémorial passé autrefois entre la royauté franque et la nation, une nouvelle école de publicistes substitue une sorte de droit absolu et surhumain, indépendant de toutes les lois comme de toutes les volontés populaires (1). » Tout s'abaisse et tout s'éclipse, tandis que la royauté reste seule debout au milieu des ruines de toutes les anciennes institutions. Sans doute, Henri IV ne dit pas encore l'État c'est moi, mais il fait en sorte que ce mot sera bientôt une vérité dans la bouche de son petit-fils. Voilà ce qu'il a fait et ce qui s'est préparé sous son règne, et voilà sur quoi je me fonde pour affirmer que l'édifice monarchique élevé par ce prince est bien du style des royautés absolues.

En même temps qu'il restaurait la France par l'exercice intelligent et ferme de ce pouvoir agrandi, que les événements lui avaient attribué, Henri IV ramenait la politique extérieure dans la voie d'où les troubles civils l'avaient fait sortir, en renouvelant la lutte contre la Maison d'Autriche. Engagée d'abord à l'occasion des guerres d'Italie, et pour des motifs d'ambition et de conquête, cette lutte était devenue, pour la France, une question de vie et de mort, par suite du prodigieux accroissement de sa rivale. On sait quels furent nos périls sous les règnes de François I^{er} et de Henri II, et à quels fâcheux expédients diplomatiques ces rois se crurent obligés d'avoir recours pour sauver l'indépendance de leur couronne. Appuyée d'une part sur le Turc, qu'elle avait tant combattu au temps de la grande politique chrétienne des Croisades, de l'autre sur le protestantisme, qui allait bientôt l'envahir elle-même, la France

(1) M. de Carné, *les Fondateurs de l'Unité française*, t. II, p. 118.

n'échappa au démembrement dont l'avait menacée Charles-Quint, que pour se voir bientôt atteinte, au dedans, par l'incendie qu'elle avait fomenté au dehors. Ainsi, tous les rêves ambitieux de la royauté française, devenue si puissante après l'expulsion des Anglais, et tout cet élan de conquête que la nation avait soutenu de son enthousiasme guerrier, tout cela vint aboutir à des hontes et à des misères sans nom, et la France, tombée dans le mépris de tous, faillit devenir la proie de ceux-là même à qui elle avait autrefois disputé l'empire.

Il y avait longtemps qu'elle ne comptait plus en Europe, lorsque Henri IV lui rendit, avec le sentiment de sa force, les moyens de reconquérir le rang qui lui appartenait et qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Deux grands partis divisaient alors la chrétienté. D'un côté, tous les États du protestantisme, se soutenant les uns les autres par une étroite solidarité, de l'autre, le monde catholique que la Maison d'Autriche s'efforçait de placer tout entier sous son ascendant. De cette situation pouvait sortir un double péril ; car de deux choses l'une, ou le protestantisme était vainqueur, et alors l'Église se voyait partout proscrite, et poursuivie jusque dans ses derniers asiles ; ou c'était l'Autriche qui l'emportait et avec elle le principe de la monarchie universelle, et tout, dans la catholicité, à commencer par le Saint-Siège, se trouvait absorbé dans l'unité d'un nouvel Empire d'Occident (1). En relevant la France et en la ramenant dans la mêlée, Henri IV changea les conditions de la lutte. Il lui enleva son caractère religieux, il en

(1) Voyez, pour le développement de ces aperçus, le livre déjà cité, *Henri IV et sa politique*, p. 170.

fit une guerre purement politique et nationale ; et, par là, il préserva le monde chrétien de la double alternative qui le menaçait. Il arrêta l'Espagne qui exploitait la cause catholique au profit de sa prépondérance, et tout en s'associant au protestantisme, pour réaliser cette œuvre, il ne lui permit pas un progrès, il ne lui laissa pas faire un seul pas en avant.

C'est-à-dire qu'il fit de l'Europe une balance dont il tint les plateaux en équilibre avec une vigueur et une justesse de coup-d'œil et de main que je regrette de ne pouvoir vous faire apprécier par plus de détails, mais qui révèlent un maître en politique. Sans doute, on peut imaginer quelque chose de mieux qu'un système de relations fondé exclusivement sur le balancement des forces et des intérêts, et l'Europe avait jadis essayé de réaliser un idéal plus relevé. Mais depuis que la pensée d'unité morale et religieuse, qui fonda la république chrétienne, avait succombé sous le double effort de l'individualisme des nationalités et de la Réforme, il fallait bien remplacer l'idée d'un droit supérieur et commun par des combinaisons dynamiques qui sont encore le seul expédient possible dans les situations fausses et compromises, et qui, si elles ne les rétablissent pas, les prolongent en retardant le moment où elles deviendront incurables. Mais, au fond, ces savants procédés d'équilibrisme, où se déploie le génie des hommes d'État, ne valent pas une marche simple et unie sur le terrain du droit et de la justice, qui devrait toujours être celui de la politique, et qui est trop rarement celui de la vie privée. En réalité, la balance est une chimère, et, avec elle, l'on n'aboutit jamais qu'à un jeu de bascule qui élève et abaisse tour à tour les joueurs en fatiguant leurs forces,

et qui, en définitive, ne profite qu'à ceux qui les regardent. Tel sera plus tard, pour les Maisons de France et d'Autriche, le résultat dernier de ce long et stérile antagonisme, dont l'expérience ne les a pas encore guéries, qui a usé le centre de l'Europe en profitant à ses extrémités, comme autrefois la rivalité d'Athènes et de Sparte a consumé la Grèce et préparé la domination de la Macédoine.

Mais, au temps de Henri IV, de telles conséquences ne pouvaient même se laisser pressentir, et la nécessité du présent dictait à ce prince la politique de coalition qu'il a réalisée avec une habileté diplomatique justement admirée, et qui a longtemps fait école. D'ailleurs, son plan répondait si bien aux besoins de la situation générale de l'Europe, que celle-ci entra presque tout entière dans ses vues, et que tous, sans distinction de croyance, depuis la Hollande jusqu'au Saint-Siège, reconnaissaient en lui le protecteur de la liberté commune. Maintenant à quoi tout cela aurait-il pu aboutir ? Ce qui arrivera plus tard, nous met en état de le conjecturer. Le succès eût fait de Henri IV l'arbitre et le maître de l'Europe, et la loi de l'équilibre eût retourné la coalition contre lui. C'est alors qu'il se serait vu placé en face de difficultés bien autrement graves que celles qu'il avait eu d'abord à surmonter. Sa mort soudaine et déplorable le dispensa de cette épreuve, et il mourut en emportant intacte sa réputation de modération et d'habileté. Heureux s'il avait su maîtriser ses passions, comme il savait gouverner les hommes, s'il avait pu réprimer les penchants vicieux de son cœur, et si, en laissant à sa postérité l'héritage d'un pouvoir redouté et affermi, il avait pu aussi lui léguer l'exemple de ces vertus privées qui font les fortes races et qui assurent la durée des dynasties !

Tel a été Henri IV, le véritable Henri IV de l'histoire, bien différent de celui de la légende dont l'image populaire subsiste encore dans les imaginations, et ne s'efface que peu à peu, à la lumière des documents historiques qui n'ont été connus et publiés que de nos jours. « Si, devant une critique sérieuse, on voit disparaître le héros virgilien chanté dans un fastidieux poème, et le preux chevalier dont on s'est accoutumé à dessiner la brillante silhouette sur des mots heureux et des aventures galantes, il reste pour la postérité un prince aussi réfléchi que courageux, aussi propre aux transactions qu'à la guerre, aussi habile à résister à ses amis qu'à triompher de ses adversaires. Marchant vers son but avec une rare persistance, sachant entretenir le dévouement des siens sans leur en payer jamais le prix au préjudice de ses intérêts, combinant enfin tous les profits du calcul avec toutes les séductions de la spontanéité, Henri IV était l'homme le plus propre à maîtriser cette société dissolue, qui, longtemps exploitée par des médiocrités ambitieuses, ne pouvait manquer, ne fût-ce que par lassitude, de se reposer sous la main du plus persévérant et du plus habile (1). »

III

Maintenant, Messieurs, et pour finir, deux mots seulement sur le ministère de Richelieu, qui est comme l'appendice du règne mémorable dont je viens de vous esquisser les principaux traits.

Quiconque fonde une famille, et pour cela il ne suffit

(1) M. de Carné, *les Fondateurs de l'unité française*, t. II, p. 2.

pas d'être père, quiconque fonde une dynastie, ce qui n'est pas donné à tous les rois, tout ancêtre, en un mot, imprime à sa postérité un cachet dont elle gardera toujours l'empreinte, et il l'engage dans une voie dont elle ne pourra jamais impunément sortir. Ce qui prouva que la France avait besoin d'être conduite comme l'avait fait Henri IV, c'est que tout alla mal dès qu'il ne fut plus, et que les affaires eurent passé en d'autres mains. A un prince habile et heureux, qui avait tiré sa nation du chaos pour lui rendre sa prospérité au dedans et sa force au dehors, succéda, pendant la minorité de Louis XIII, la régence molle et tirillée de Marie de Médicis. Singulière destinée de ce grand nom, deux fois associé à la fortune de la France pour présider à deux minorités déplorables, et planer au-dessus de deux époques de faiblesse et de misères !

Mais la régence de Marie de Médicis ne donna que l'appréhension des maux qu'avait produits celle de la mère des derniers Valois. Sans doute, les grands redevinrent factieux, les Huguenots reprirent leurs allures turbulentes, et les partis relevèrent la tête sous un gouvernement faible, qui capitulait avec eux, au lieu de les réprimer. Mais les temps ne leur étaient plus favorables. La masse de la nation, rendue au calme et au repos, n'avait plus de raisons d'en sortir. Les souffrances endurées pendant la longue anarchie des guerres civiles avaient laissé dans tous les souvenirs une impression profonde qui, traversant tout le règne réparateur de Henri IV, s'était renouvelée à sa mort, aussi vive et aussi fraîche qu'au premier jour. La crainte de retomber dans ces misères, lorsqu'à peine on commençait à renaître, rendait suspect à l'opinion publique tout ce qui tendait à troubler la tranquillité du royaume et à rallu-

mer les partis mal éteints. Aussi, malgré leurs menées, les mécontents ne purent soulever les masses populaires, et l'agitation resta à la surface.

Toutefois, le gouvernement demeurait sans force, impuissant à réprimer les essais du désordre, à contenir les princes et les Huguenots, à maintenir la tradition de la politique française. Bientôt, la royauté sortit de tutelle, mais elle ne se releva pas. Non pas que Louis XIII, tout jeune qu'il était, manquât d'intelligence et de cœur et qu'il n'eût pas des vues droites et de royales intentions. Mais, c'était la volonté qui faisait défaut en lui, et c'est ce qui le rendait incapable de soutenir le grand rôle dont Henri IV avait chargé ses robustes épaules. Aussi, à peine fondée, la dynastie nouvelle était menacée d'une éclipse et risquait de passer de suite de son origine à son déclin. Mais cette appréhension de décadence s'évanouit bientôt ; Richelieu parut, et Henri IV trouva un continuateur.

Il était temps qu'une main énergique resaisît la direction des affaires ; car, à force de se prolonger, le désordre commençait à reprendre racine, et s'il durait encore, c'en était fait de tous les résultats du règne précédent. « Lorsque votre majesté se résolut à me donner en même temps et l'entrée de ses conseils et grande part en sa confiance, je puis dire avec vérité, écrit Richelieu dans ses mémoires, que les Huguenots partageoient l'État avec elle, que les grands se conduisoient comme s'ils n'eussent pas été ses sujets, et les gouverneurs de province comme s'ils eussent été souverains en leur charge. » C'étaient bien là les brusques variations de cette nation extrême et légère, qui ne connaît pas de milieu entre l'agitation factieuse et la soumission empressée, qui la veille

avait livré à la main royale la direction de toutes ses affaires, mais qui retournait à l'anarchie dès que cette main ne pesait plus fortement sur elle, comme une armée qui se débande quand elle ne sent plus le joug de la discipline.

Presque à chaque règne, cette œuvre d'unification monarchique, que la royauté capétienne poursuivait depuis six siècles avec tant de persévérance, semblait à recommencer. En moins de quatorze ans, depuis la mort de Henri IV, le progrès de la dissolution avait été si rapide, qu'on pouvait craindre, ou que le protestantisme brisât l'unité du royaume, en réalisant ses projets de fédération républicaine, ou qu'une féodalité nouvelle se reconstituât au profit des princes du sang et des grands qui dominaient l'État et le mettaient au pillage. En vain, le pouvoir royal avait-il essayé de contenir les partis dans le devoir. Ses timides et impuissants essais de répression n'avaient fait que le compromettre, et les sombres pressentiments qui avaient quelquefois assiégé Henri IV, sur l'avenir de son fils, paraissaient à la veille de se réaliser. L'apparition de Richelieu au pouvoir arrêta ce mouvement de dissolution, et les destinées de la nouvelle dynastie reprirent leur cours.

Cet homme vraiment extraordinaire qui fit, sans être roi, ce que les rois puissants, seuls, peuvent faire, apportait pour accomplir le rôle dont il eut le courage de se charger, un esprit vaste et pénétrant, une volonté souple et ferme, une conscience sans scrupule et une indomptable énergie de caractère. Dévoré d'une ambition démesurée, il avait commencé sa carrière par se plaindre que les chefs du clergé français fussent systématiquement écartés du pouvoir, et, pour y parvenir, il s'était montré tout prêt à servir la politique espagnole de Marie de Médicis, qu'il

flatta pour arriver et qu'il exila, quand il n'eut plus besoin d'elle. Mais il vira de bord dès que Louis XIII, honteux de la nullité où l'on réduisait sa personne et son État, fut revenu de lui-même au système paternel (1). Ce lourd programme qui avait déjà écrasé de Luynes et ses éphémères successeurs, Louis XIII qui se sentait incapable de gouverner, mais qui voulait être servi en roi, en confia enfin l'exécution à l'homme qu'il avait appris à connaître, et dont il savait, à l'avance, tout ce qu'il aurait à en attendre et à en souffrir. Richelieu n'hésita pas et répondit de tout. Ce fut comme un pacte entre le roi qui cédait tout son pouvoir, et le sujet qui s'engageait à le rétablir dans son intégrité. « Je promis au roi d'employer toute mon industrie et toute l'autorité qu'il lui plaisoit me donner, pour » ruiner le parti huguenot, rabaisser l'orgueil des grands, » réduire tous les sujets en leur devoir, et relever son nom » dans les nations étrangères au point où il devoit être. »

Messieurs, Richelieu tint parole. Pendant dix-huit années qu'il fut le maître, et un maître aussi dur et aussi fâcheux pour le roi que pour la nation, cet homme surprenant accomplit les trois grands desseins que Henri IV avait ébauchés, à savoir : l'affermissement de l'omnipotence royale par l'humiliation de toutes les hautes têtes et l'organisation des ressorts d'une forte et envahissante administration ; la soumission du parti protestant, à qui il ne contesta jamais la liberté de conscience, mais dont il fit cesser l'anarchique indépendance ; enfin, l'abaissement de la Maison d'Autriche,

(1) « On peut appeler ce système, en un seul mot, le système royal. » M. Cousin, *des Carnets autographes du cardinal Mazarin*, seize articles insérés dans le *Journal des Savants*, années 1854, 1855, 1856. Cf. le second article, 1854, p. 523.

dont la Maison de France ne combattait l'ambition que parce qu'elle faisait obstacle à la sienne. Nous n'avons pas le temps de le voir à l'œuvre et de développer le merveilleux ensemble de moyens et d'efforts qu'il déploya pour assurer l'exécution de ses projets ; ce serait un long discours qu'il faudrait encore, et celui-ci n'a déjà duré que trop longtemps. Contentons-nous d'indiquer, en terminant, l'impression que nous laisse le spectacle du rôle joué par ce fameux homme d'État, le modèle de ces politiques à outrance, qui ne deviennent si puissants que parce qu'ils ont tout sacrifié à la poursuite du pouvoir, et qui ne font de si grandes choses que parce qu'ils ne reculent devant aucun moyen pour les accomplir.

Pour conquérir nos suffrages, il ne suffit pas qu'ils aient été pénétrés de la grandeur et de la légitimité de leurs desseins, il faut encore qu'ils puissent justifier les voies qu'ils ont suivies pour les réaliser. Comme on l'a dit du lieu des éternels regrets, l'histoire est pavée de bonnes intentions exécutées par de détestables moyens, et elle cesserait d'être une science morale, si, en signalant le mérite des unes, elle ne flétrissait l'indignité des autres. Sans doute, il est bien d'entreprendre de grandes choses et de poursuivre des résultats glorieux et utiles pour les nations qu'on gouverne ; on n'est homme d'État qu'à cette condition. Mais si l'on a dans les affaires l'obligation d'être habile et fort, on n'est pas dispensé de celle d'être honnête et juste, et c'est malheureusement ce que Richelieu, comme tant d'autres, a trop souvent oublié. Nous le savons, par une expérience qui se renouvelle sans cesse dans l'histoire, les grands projets passionnent ceux qui les conçoivent, quelquefois jusqu'au fanatisme, et dans le culte qu'ils ren-

dent à leurs idées, ils méconnaissent celui qu'ils doivent au droit, à la justice, à la morale, à la religion. Cependant, il arrive, qu'après l'entraînement du premier effort et l'enivrement du premier succès, on s'aperçoit que le but que l'on poursuit, que les résultats qu'on obtient ne valent pas ce qu'ils coûtent, ni tous les sacrifices qu'ils exigent, et, après quelques hésitations, la justice tardive de l'histoire en vient souvent à proclamer que ces grands génies qui ont surpris l'admiration du monde, ont été souvent bien lourds pour les peuples qui leur ont servi de piédestal, et que, si, par de certains côtés, ils sont la gloire des nations qui les produisent, il en est d'autres par où ils sont bien près d'en être les fléaux.

Telle est la réaction sévère qui s'accomplit en ce moment, dans les jugements contemporains, contre la mémoire de Richelieu. Il reste, et il restera pour tout le monde le modèle des politiques ; mais il ne trouvera plus d'admirateurs déclarés que dans cette école d'historiens et de publicistes, pour qui c'est une bonne fortune que de rencontrer dans le passé ce génie à la fois révolutionnaire et dictatorial, qui lui a créé, en pleine monarchie d'ancien régime, des précédents qu'elle pourra toujours invoquer pour justifier les œuvres et les procédés des siens. Toutefois, reconnaissant le côté faible de son héros, elle invoque en sa faveur cette théorie des deux morales, inventée par Mirabeau pour les besoins des mauvais jours, et elle prétend que les actes d'un si grand homme ne doivent pas être jugés par les règles ordinaires.

Quand on en est réduit là pour défendre un client, c'est passer condamnation sur son compte, et reconnaître qu'il est impossible de le justifier.

CINQUIÈME DISCOURS ⁽¹⁾

LES BOURBONS

MAZARIN, LOUIS XIV

I

MESSIEURS ,

Louis XIII survécut six mois au ministre qui avait fait le tourment de sa vie privée et la grandeur politique de son règne. On s'attendait à un changement dans la marche des affaires, et tout ce qu'avait fait Richelieu resta debout et fut conservé. « La cour, dit un contemporain (2), demeura » aussi soumise aux volontés du cardinal qu'elle l'avoit été » durant sa vie. Ses parents et ses créatures y eurent les » mêmes avantages qu'il leur avoit procurés ; il disposa » des principales charges de la monarchie et fut assuré de » régner bien plus absolument après sa mort, que le roi » son maître n'avoit pu le faire depuis trente-trois ans qu'il » étoit parvenu à la couronne. »

(1) Voyez la note 1 de la page 357.

(2) *Mémoires* du duc de La Rochefoucauld, année 1643, cité par M. de Carné, *Les fondateurs de l'unité française*, II, p. 325. J'ai déjà tiré grand parti de ce livre de M. de Carné, pour Henri IV ; j'y ai puisé plus largement encore pour le ministère de Mazarin. Comme j'ai toujours fait grand usage, dans mon enseignement, des excellents travaux de M. de Carné sur l'histoire de France, je tiens à le reconnaître et à l'en remercier publiquement.

Ainsi, quoique précipité par la mort de ce sommet, « d'où, selon l'expression du cardinal de Retz, il avoit si long-temps foudroyé plutôt que gouverné les humains, » Richelieu semblait planer encore au-dessus de cet ordre de choses qui était son œuvre, et présider en maître aux destinées de la nation. On ne s'aperçut qu'il avait cessé d'être qu'à la suspension des exécutions sanglantes. Preuve évidente, d'une part, que la ligne suivie par le ministre était bien celle que voulait le roi, de l'autre, que les procédés violents dont Richelieu fut si prodigue, étaient, moins qu'il ne semble, nécessaires au service du maître, et plutôt le triste effet du caractère et de la situation de celui qui le représentait. Hautain et vindicatif par humeur, entouré d'autant d'ennemis et d'envieux qu'il y avait de grands à la cour, de princes autour du trône, Richelieu, qui avait débuté par inspirer la terreur, ne pouvait se maintenir que par un redoublement d'épouvante, et en frappant toujours des coups plus lourds et plus pressés.

Tel était l'inconvénient du régime sous lequel la France était placée alors. Pendant près de quarante ans, par la faiblesse personnelle de Louis XIII, par la minorité et la jeunesse de Louis XIV, la condition de la France fut de n'être plus gouvernée directement par ses rois, mais de voir s'établir et se prolonger, au-delà des limites ordinaires, un régime tout particulier, auquel on a donné le nom de Ministériat (1). Toutefois, pour éviter une confusion qui a été faite, comme à plaisir, qu'on remarque bien que ce pouvoir

(1) « On ne repoussait rien avec tant d'horreur que ce qui était appelé, » dans le langage du temps, le Ministériat. » M. C. Moreau, *Bibliographie des Mazarinades*, t. I. Introduction, p, xxvi.

des ministres n'a rien de commun avec celui des anciens maires du palais ; ceux-ci représentant un puissant parti qui leur donnait une force indépendante de la volonté du souverain, tandis qu'un mot du roi aurait pu faire rentrer Richelieu ou Mazarin dans la poudre. Aussi, c'est à tort qu'on verrait dans ce régime le signe d'une décadence ou d'un affaiblissement de la dynastie. Quand un roi peut confier tout son pouvoir à un ministre qui n'existe que par sa faveur, et qu'il le retrouve agrandi et fortifié, c'est la preuve qu'une dynastie est dans ce moment de jeunesse où rien n'arrête la croissance, et ne porte atteinte à la vigueur du tempérament.

Seulement, si la royauté n'eut rien à souffrir du Ministère, il fut très-pénible à la nation, toute disposée à s'accommoder de l'absolutisme direct, quand il est fort et habile, mais très-récalcitrante contre l'absolutisme délégué, quelle que soit la main qui l'exerce. Plus contesté que le maître, précisément parce qu'il n'est qu'un serviteur, le ministre ajoute aux embarras de sa position par l'emploi même des moyens dont il faut qu'il use pour la défendre, et son gouvernement n'est qu'une lutte qu'il soutient avec les armes que la nature lui a données, par la violence et l'audace, s'il est Richelieu, par la souplesse et la ruse, s'il est Mazarin.

Cependant, Louis XIII ne tarda pas à suivre au tombeau son ministre (1645). Six mois après que Richelieu eut été déposé sous les voûtes de la Sorbonne, Louis XIII allait rejoindre ses aïeux dans les caveaux de Saint-Denis, laissant un enfant de cinq ans sur un trône entouré de tous les périls, avant de l'être bientôt de toutes les splendeurs. Triste roi qui, cependant, a fourni un grand règne, et dont

le nom préside à une grande époque, féconde en œuvres immortelles dans la religion, dans la politique, dans les arts, dans les sciences, dans la littérature. Sans doute, le temps de Louis XIII pâlera devant l'éclat du règne de Louis XIV. Politiquement, c'est après lui que le territoire français va s'étendre, et que la royauté atteindra la plénitude de son développement. Dans l'ordre intellectuel, si le génie commence à poindre et à produire, ce n'est que dans l'âge suivant que va s'épanouir la grande moisson des chefs-d'œuvre classiques. Mais, c'est en cela même que consiste, à mes yeux, le mérite et la beauté de cette jeunesse du xvii^e siècle, qu'on y a fait de grandes choses, en en préparant de plus grandes encore, qu'on y a dignement accompli l'œuvre du présent, sans paralyser le progrès de l'avenir. Grand éloge, qui reste le principal titre du règne de Louis XIII, et que nous serons contraints de refuser à celui de Louis XIV !

Ceux qui avaient attendu la fin de Louis XIII pour jouir de la chute du gouvernement de Richelieu, furent bien déçus, quand ils virent que ce régime détesté durait toujours, et qu'il passait d'un règne à l'autre, aussi vivant et aussi dominateur que jamais. C'est que, dans ce système, il y avait autre chose que les vues et la volonté d'un seul homme ; il y avait toute une tradition qui ne se discutait pas, et qui s'imposait même à ceux à qui elle répugnait le plus. Ainsi, contrairement à toute prévision, et au grand étonnement de tous, on vit la régente, qui avait tant souffert du despotisme de Richelieu, renoncer à ses amitiés comme à ses haines, à ses liens de famille comme à ses engagements, oublier qu'elle s'appelait Anne d'Autriche et qu'elle était infante d'Espagne, pour ne plus considérer que

son devoir de reine et de régente de France, et entrer avec une résolution aussi française que virile dans tous les desseins du règne précédent, dont elle confie l'exécution à un nouveau cardinal, créature de Richelieu, et, en quelque sorte, dépositaire et héritier de ses projets.

Ainsi se perpétue la tradition de Henri IV, qui n'était elle-même que la pensée fondamentale de toute la dynastie capétienne. Recueillie par ce prince après l'apaisement des guerres civiles, continuée par Richelieu, et transmise par lui à Mazarin, elle échappe, par cette succession même, à tout péril de réaction, lorsque s'ouvre la minorité de Louis XIV et la régence d'Anne d'Autriche. Les générations se succèdent sans que la tâche commencée s'interrompe, et c'est cette perpétuité de la même tradition politique dans la dynastie, qui lui fait une nécessité de l'action et du progrès, et qui communique à ces temps de notre histoire une incontestable grandeur.

Cependant, la mort de Richelieu et celle de Louis XIII avaient relevé les espérances de tous les ennemis extérieurs de la France, de tous les adversaires intérieurs de la royauté. Il semblait impossible qu'un gouvernement représenté par une femme, un enfant et un étranger qui n'avait su inspirer ni crainte ni respect, pût mener de front les grandes entreprises du règne précédent. On s'attendait à la conclusion de la paix que Richelieu lui-même avait paru désirer, et qu'on croyait nécessaire à son successeur, placé en face des difficultés d'un nouveau règne, et entouré d'envieux et d'ennemis. Mais ce fut précisément pour les contenir qu'il prolongea la guerre au dehors, et qu'il ajourna de cinq ans la conclusion du traité qui devait y mettre fin. Ce qui paraissait un danger devint entre ses mains, pour

lui d'abord, un expédient politique, et ensuite pour la France, un moyen de gloire et d'agrandissement territorial. C'est ainsi, qu'à travers cinq années de combats et de succès, où Condé atteignit le sommet de sa gloire, où Turenne jeta les fondements de la sienne, Mazarin s'achemina vers ce traité de Westphalie qui donnait les trois évêchés et l'Alsace à la France, et qui consommait l'abaissement de la branche allemande de la Maison d'Autriche.

Toutefois, en signant la paix avec l'empereur, il se garda bien de la conclure avec l'Espagne. Persuadé qu'il lui fallait toujours une guerre au dehors pour n'avoir point à en soutenir au dedans, il continua à dessein cette lutte, au bout de laquelle son ambition vraiment française voyait, pour prix de sacrifices si prolongés, l'adjonction des Pays-Bas et de la Franche-Comté au territoire national. Chose remarquable, c'est dans la bouche de ce parvenu sicilien, dont le cœur n'a jamais connu de sentiment qui ne lui fût personnel, que se formula dans toute sa netteté ce projet éminemment patriotique, qui est devenu le rêve des souverains guerriers de la France moderne, et le souci de ses voisins, à savoir, celui de reconstituer les frontières de l'ancienne Gaule, en réunissant, et c'est ici Mazarin qui parle, « tout le territoire de l'ancien royaume d'Austrasie, » en quoi tout le sang répandu et tous les trésors consommés ne pourroient être tenus par les plus critiques que « fort bien employés, les plus malins étant alors en peine » d'y trouver à redire. »

Mais, Mazarin se trouva pris au piège de ses propres calculs. Ce fanatisme des grands projets, qui tourne si facilement la tête aux politiques, l'empêchait de voir que la poursuite obstinée de ses desseins précipitait l'explosion

qu'il voulait prévenir. A cette époque, où le crédit n'avait qu'une puissance bornée, où l'on ne pouvait, par de vastes emprunts, associer le lendemain aux travaux entrepris la veille, tout leur poids retombait sur le jour présent, et l'impôt, mal réparti, mal perçu, mal employé, sous une administration détestable, devenait bien vite un intolérable fardeau. Pendant qu'elle faisait au dehors de brillantes acquisitions, la France était travaillée, au dedans, d'une misère qui rappelle les plus mauvais jours de son histoire. Forcé d'enregistrer les édits bursaux qui se succédaient sans relâche, le Parlement, qui n'avait pas encore renoncé à être un corps politique, adressait à la régente, par la bouche de son avocat général, Omer Talon, des supplications qui contiennent des révélations terribles. « Il y a dix » ans que la campagne est ruinée, les paysans réduits à » coucher sur la paille, leurs meubles vendus pour le paiement des impositions auxquelles ils ne peuvent satisfaire..... Tout le royaume est languissant, affaibli, épuisé » par la fréquence des levées extraordinaires..... Faites, » Madame, quelque sorte de réflexions sur cette misère » publique dans la retraite de votre cœur. Ce soir, dans la » solitude de votre oratoire, considérez la calamité des » provinces, dans lesquelles l'espérance de la paix, l'honneur des batailles gagnées, la gloire des provinces conquises, ne peuvent nourrir ceux qui n'ont point de » pain, lesquels ne peuvent compter les myrtes, les palmes » et les lauriers entre les fruits ordinaires de la terre. »

20 Ces respectueuses remontrances sont le point de départ de cette agitation de la Fronde, qui fut une crise à la fois si sérieuse et si stérile, qui aggrava si déplorablement les misères qu'elle prétendait soulager, qui amoindrit tous les

hommes qui avaient compté sur elle pour grandir, et qui retarda pour si longtemps le triomphe des principes qui lui donnaient de la légitimité et une raison d'être. Ce fut sous l'ancien régime et avant la révolution de 1789, la dernière protestation faite au nom des anciennes franchises nationales, pour arrêter le pouvoir dans sa marche envahissante et opposer des limites régulières à son action. Vieille querelle qui avait commencé entre la nation et la royauté, du jour où celle-ci, se souvenant qu'elle avait succédé à l'autorité des empereurs romains, avait entrepris, à partir du *xiv^e* siècle, d'en faire revivre la tradition à son profit. De là des conflits qui se renouvellent à toutes les époques troublées de notre histoire, sous Philippe-le-Bel et ses fils, pendant la captivité du roi Jean, pendant la démence de Charles VI, pendant la minorité de Charles VIII, pendant la décadence des Valois, et dont l'objet capital est de revendiquer la reconnaissance de deux droits, sans lesquels il n'y a pas pour un peuple de liberté politique, à savoir la convocation régulière des États généraux et le vote de l'impôt par la représentation nationale.

Mais, jamais ces revendications légitimes n'ont été soutenues, en France, avec cet ensemble et cette persévérance qui pouvaient seules en assurer le succès. Habile à entretenir les divisions qui séparaient les classes de la population française, à les exciter les unes contre les autres, non moins qu'à trouver les côtés par où elle pouvait les séduire et se les attacher, la royauté eut toujours le dernier mot dans ces démêlés sans cesse renaissants et toujours stériles pour la liberté. Elle habitua peu à peu la nation à se laisser gouverner sans contrôle, et à s'en rapporter à son gouvernement du soin de mener toutes ses affaires. De là,

Messieurs, à l'encontre de ce qui s'est passé en Angleterre, dont l'histoire, à cet égard, est le contrepied de la nôtre, l'abaissement continu de l'esprit politique en France sous l'ancienne monarchie, et la substitution des qualités et des vertus qui font le sujet, à celles qui constituent le citoyen. Si bien que (et ce que je dis ici est avant tout une simple observation d'historien moraliste, et je désire qu'on n'y voie pas autre chose), si bien que le Français qui avait tant d'aptitudes quand il les déployait dans l'obéissance à l'autorité qu'il respectait, n'avait plus que des travers, des ridicules et des vices, quand il s'essayait à s'affranchir et à marcher tout seul. L'examen attentif de la conduite du Parlement, des princes, des grands, et de la bourgeoisie française pendant les troubles de la Fronde, où personne ne fut en état de comprendre et remplir dignement son rôle, justifierait pleinement ces assertions. Mais je dois m'abstenir de tout détail et me contenter d'indiquer les résultats de ce mouvement dans lequel il y avait de l'étoffe pour une réforme salutaire et féconde, mais dont l'incapacité, les dissentiments et les petitesse des chefs, ne firent qu'une misérable intrigue. Le succès de la Fronde n'eût produit autre chose que le triomphe momentané de l'anarchie, et il faut savoir gré à Mazarin de l'avoir réprimée, en raffermissant l'autorité royale, dont la victoire inaugura pour la France une ère d'ordre, de sécurité et d'incomparable grandeur.

Dans cette grande lutte intestine, dont les intérêts et les périls se confondirent avec ceux de la guerre étrangère, tous les points essentiels du programme de la dynastie avaient été remis en question. Mais sur aucun d'eux le système n'avait fléchi, et les résultats de soixante années d'une

politique constante et soutenue furent définitivement consolidés. Ainsi un roi enfant trouve, au milieu de ses jeux, un ministre qui couvre de lauriers son berceau et qui raffermi son trône au milieu des orages. Or, on ne peut contester la grandeur d'un tel service, et, quel qu'ait été l'homme qui a pu accomplir cette œuvre capitale et nécessaire, quoi qu'on puisse dire de lui avec La Rochefoucauld, « qu'il eut » toujours de petites vues même dans ses plus grands » projets, » avec le cardinal de Retz que « son vilain cœur » paraissait toujours au travers de son esprit insinuant et de ses belles manières, « au point que ses qualités eurent dans » l'adversité tout l'air du ridicule, et ne perdirent pas dans » la prospérité celui de la fourberie, » quoique, sans invoquer le témoignage d'aucun de ses adversaires politiques, nous sachions que penser d'une ambition qui semble n'avoir été que l'instrument d'une avarice insatiable, la justice de l'histoire exige qu'on proclame la grandeur des résultats qu'il a obtenus, et qu'on tienne compte à leur auteur de les avoir procurés sans avoir sacrifié une seule tête, ni versé une goutte de sang pour le maintien ou le rétablissement de sa fortune.

On sait, du reste, à n'en plus douter aujourd'hui, depuis la publication de ses lettres et de ses carnets, sur quelle faiblesse du cœur d'Anne d'Autriche il avait su en poser les inébranlables fondements. Mais il fallait être autre chose qu'un soupirant romanesque pour tirer un tel parti des prédilections de sa souveraine et Mazarin, en vrai politique, en fit à la fois le moyen de sa faveur et celui de la grandeur de la France, deux causes qui se confondaient dans sa pensée, comme dans celle de Richelieu, d'une façon si indissoluble, qu'on ne sait plus distinguer le point de jonc-

tion qui sépare dans leur âme l'égoïsme du dévouement. « Inférieur à Richelieu pour tout ce qui regarde l'administration intérieure du royaume, il l'a égalé dans la conduite des affaires militaires et des affaires diplomatiques. Si son esprit était moins élevé et moins vaste, il n'était ni moins pénétrant, ni moins ferme et le cœur peut-être était encore plus résolu : une fois, au moins, Richelieu a été près de désespérer de sa fortune, Mazarin jamais (1). » Sachant opposer à toutes les disgrâces et à tous les revers l'infatigable persévérance d'un caractère à la fois flexible et indomptable, qui ne ploie que pour se redresser et que rien ne peut abattre, il rentra en maître dans le palais des rois, d'où l'insurrection l'avait chassé, et resta seul debout, quand tout demeurait abattu à ses pieds. Dans les six dernières années de sa vie, il gouverna le royaume avec la toute-puissance d'un vizir d'Orient, et il mourut à son poste (1661), redouté de tous, d'Anne d'Autriche elle-même, respecté par le jeune roi, qui le laissait et le regardait faire, pour apprendre à lui succéder, et dont le règne va faire entrer la Maison de Bourbon dans une seconde phase de grandeur, qui nous reste à décrire avant de toucher à celle de sa décadence.

II

Au moment où je m'engage dans cette période de notre histoire, je vois une question m'apparaître dans le lointain, comme un nuage inquiétant dans un ciel radieux, qui est

(1) M. Cousin, *des Carnets autographes, etc.*, 1^{er} article, *Journal des Savants*, 1854, p. 457.

celle de savoir pourquoi ce règne si brillant et si prospère pendant la plus grande partie de son cours, est-il ensuite frappé de calamités inouïes, et, pourquoi le même prince qui a mérité un jour d'être appelé le grand roi, a-t-il vu le lendemain commencer le déclin de son royaume et la décadence de sa dynastie ? Voici, en deux mots, la réponse à cette question : Louis XIV a trouvé dans sa puissance même la cause du déclin de sa puissance. Il a compromis la monarchie française, précisément parce qu'elle était arrivée à ce point où, humainement, il devenait plus que difficile qu'elle ne fût pas compromise. Sa grandeur et ses abaissements ont tous leur commune origine dans le pouvoir dangereux de faire tout ce qu'il voulait au milieu d'un peuple façonné à l'obéissance jusqu'à l'enthousiasme, dans le triomphe des maximes de l'absolutisme, dans l'abaissement de tout ce qui pouvait en entraver l'application ; de sorte que, libre de tout obstacle, rien ne l'arrêta dans le premier moment de son essor ; mais aussi, ne trouvant plus ni frein ni limite, rien n'a pu le garantir contre ses erreurs, ses excès et ses fautes, et le mettre en état de résister à la tentation d'abuser de tout, du pouvoir, de son peuple et de lui-même. Ainsi, c'est dans sa grandeur qu'il a trouvé l'écueil contre lequel il est venu se briser, et son pouvoir ne l'a exposé à des chutes si redoutables que parce que ses prédécesseurs ne lui avaient plus rien laissé à redouter.

La puissance de la royauté déjà si grande en France, même quand le roi s'effaçait derrière un ministre, s'accrut bientôt de tout le prestige qui entourait, dès le début, la personne du nouveau souverain. Ce prestige date du jour où le jeune monarque, jusque-là obscur et inconnu, se révéla tout à coup en déclarant qu'il voulait gouverner par lui-

même, et où il se mit à faire manœuvrer d'une main libre et fière cette machine puissante qu'il trouvait toute faite et qu'il devait encore perfectionner. « Si une fois vous prenez » le gouvernail, lui avait un jour écrit Mazarin, qui ne » s'était pas contenté de préparer le règne, mais qui avait » aussi formé le roi, si une fois vous prenez le gouvernail, » vous ferez plus en un jour qu'un plus habile que moi en » six mois ; car, est d'un autre poids et fait un autre éclat » et impression ce qu'un roi fait de droit fil, que ce que » fait un ministre, quelque'autorisé qu'il puisse être. » Cette lettre qui se termine par le conseil de ne plus prendre de premier ministre, était datée de 1659, et deux ans après, Louis XIV inaugurait son règne, en se conformant fidèlement à cet avis.

Cette résurrection de la personne royale, après trente-huit ans de ministériat, causa dans la nation autant d'enchantement que de surprise, et l'on vit le roi et les sujets s'étourdir mutuellement dans un concert unanime d'applaudissements et d'espérances. Mais, quand on sait d'avance qu'elle est la fin de la pièce, ce lever de rideau du grand règne inquiète plutôt qu'il n'éblouit, et la vue du triste dénouement que les contemporains ne pouvaient pressentir, nous ôterait presque l'envie d'admirer ce brillant essor que le défaut de sagesse et de mesure devait faire aboutir à de si déplorables abaissements.

Telle est, semble-t-il, la condition inévitable des œuvres des hommes, que ces grandes résolutions, ces poursuites habiles et persévérantes, ces éclatants succès, qui remplissent les histoires, ne sont que d'éblouissantes vanités, au bout desquelles on ne voit jamais autre chose qu'une décadence, une chute et des ruines. Tous les pouvoirs cher-

chent à se fortifier et à grandir, et c'est quand ils y ont réussi qu'ils se perdent. Chaque peuple met sa gloire à abaisser un ennemi, et c'est sa victoire qui lui fait plus d'ennemis encore. Est-ce donc une obligation fatale pour les rois et pour les peuples de ne poursuivre ainsi que des résultats ou funestes ou stériles, et le néant serait-il le terme de toute l'agitation des hommes ici-bas ? Non, sans doute, et il est aussi faux de le dire, qu'il serait décourageant de le croire. Mais dans toutes les œuvres humaines, il y a un côté égoïste et personnel qui est ce qui les rend périssables, qui est celui par où elles s'écroulent, et il n'y a de véritablement grandes et durables que celles qui sont faites avec l'entier oubli de soi-même, en vue de procurer le bien des hommes et l'accomplissement des lois divines dans le monde.

Mais, il y a chez l'homme une disposition presque invincible de rapporter tout à sa personne, et de se laisser absolument dominer par l'amour de soi. La plus grande victoire qu'il puisse remporter est sur cet égoïsme qui est le vice de la nature déchue, et qui tarit dans nos cœurs la source des grandes résolutions et des généreux dévouements. A cet égard, une égalité de misère, plus réelle que cette égalité de droits dont on se fait un progrès, et qui trop souvent n'est qu'une illusion, s'impose à tous les humains ; et si les rois ont, là aussi, quelque privilège n'en soyons pas jaloux : tout l'avantage qu'il leur en revient, c'est d'être plus que les autres mortels exposés à ces maladies de l'âme qui font leur tourment, et bien souvent aussi le malheur de leurs peuples. Aussi en considérant les périls qui les environnent, soyons indulgents pour leurs défaillances et pour leurs chutes ; songeons à celles que

nous faisons tous les jours dans la voie plus facile et moins exposée où nous marchons, et, cherchons dans le spectacle de la faiblesse d'autrui, non pas ce que Montesquieu appelle des moments délicieux pour notre orgueil, mais un avertissement pour notre propre fragilité. Que jamais, dans les sévérités que l'historien est tenu à exercer contre les grandes mémoires, on ne sente qu'il cède à l'envie de dire du mal, et au plaisir de faire de l'histoire une école de dénigrement. Trop d'écrivains obéissent de nos jours à cette basse inspiration, qui transforme leurs œuvres en pamphlets, et qui en fait la plus malsaine des lectures. Ne ravalons pas ainsi la noble science dont l'étude nous réunit dans cette enceinte, et n'oublions pas que si elle nous fait l'obligation de juger Louis XIV, elle nous impose aussi le devoir de le respecter.

Messieurs, nous savons trop bien par les mémoires où ce prince nous a révélé les secrets de son cœur que l'amour de soi, qu'il ne cherche ni à dissimuler, ni à combattre, a régné souverainement sur son âme, et que ses déterminations politiques tiennent à des sentiments du plus intime et du plus vivace égoïsme. Ce cœur, dont la religion n'avait fait qu'effleurer la surface, et qu'une éducation éclairée et vigilante n'avait pas suffisamment cultivé, se laissait aller de lui-même à ces dispositions de nature, que tout ce qui l'entourait avait conspiré à irriter et à accroître. Mazarin ne lui avait jamais parlé que d'*être un grand roi, le plus glorieux qui ait jamais été*. Tout le conviait au culte de soi-même, et les séductions de son propre cœur, et les maximes qu'on y avait inculquées, et cet empressement presque idolâtrique d'un peuple, pour qui le roi était devenu la personnification suprême de sa vie nationale, et

qui en faisait le centre de toutes ses affections. Ainsi se déplaçait peu à peu dans les âmes, depuis le souverain jusqu'au dernier sujet, le pôle de la vie morale tourné par le christianisme vers une sphère plus haute, et appelé désormais à graviter autour d'un maître qui s'abîmait lui-même dans la contemplation de sa propre grandeur. Dans un tel milieu, sous de pareilles influences, je dis qu'il ne faut pas tant reprocher à Louis XIV, les égarements où il est tombé, que lui tenir compte d'avoir encore si dignement rempli ce qu'il appelait *le noble métier de roi*.

Ses commencements furent splendides. Tout d'abord, on le voit déployer, dans l'exercice du pouvoir, une entente des affaires, une activité, une ardeur pour le travail qui révèlent toute son aptitude à remplir le grand rôle qui s'offrait à lui. Doué de ce sens positif et pratique, qui est indépendant de toute culture intellectuelle et qui dénote un homme né pour l'action, il comprit qu'il fallait d'abord régler le dedans, avant de rien tenter au dehors, et il s'engagea résolument dans la grande entreprise de réformer et de remettre à neuf toutes les institutions financières, militaires, judiciaires et administratives de son royaume. Or, ce n'était point là une fantaisie de jeune propriétaire qui tient à remplacer la maison paternelle par un édifice nouveau. Il y avait nécessité et urgence à opérer cette reconstruction, car toute la machine du gouvernement, à peine montée par Richelieu, marchait mal et menaçait de se disloquer. Mazarin, fort entendu comme politique, avait été un détestable administrateur ; car il peut y avoir, je ne dirai pas de la bonne, mais de l'heureuse politique avec de la ruse et de la finesse seulement, mais il n'y a pas de bonne administration sans intégrité et droiture. Or, Ma-

zarin, qui était le plus fin des hommes, se souciait peu d'être honnête, et, tant par avidité personnelle, que par complaisance pour ses créatures, il avait livré au pillage les finances de l'État. Mais, il n'y a jamais de bon gouvernement sans finances prospères, et Louis XIV, éclairé par Colbert, sur le mauvais état des siennes, résolut d'y remédier à l'instant, et donna la mesure de ce qu'il allait entreprendre par l'arrestation du surintendant Fouquet.

Louis XIV trouva dans Colbert l'homme le plus capable de le seconder dans la laborieuse entreprise où il s'engageait. C'était le plus entendu, le plus actif, le plus dévoué et le plus honnête de cette phalange d'administrateurs et d'hommes d'État qui s'étaient formés à l'école de Richelieu et de Mazarin. Il avait toute la tradition du ministériat, en se rattachant surtout à celle qui partait directement de Richelieu, dont il ne parlait qu'avec admiration et dont il invoquait sans cesse l'autorité. Si bien, que, quand il allait prendre la parole dans le conseil sur une affaire importante, Louis XIV disait quelquefois en riant : « Voilà Colbert » qui va nous répéter : Sire, ce grand cardinal de Richelieu (1). » Au reste, ce n'était pas seulement en se conformant à ses principes et à ses maximes qu'il avait fait de Richelieu son modèle, il en reproduisait encore le caractère dur et impérieux ; et, si le temps était passé d'abattre des têtes, il pratiquait un nouveau genre de terreur par ces formes âpres et sévères qui intimidaient les plus fermes courages et que lui rendait facile cet extérieur que nous a si bien dépeint un contemporain, quand il nous montre « ce

(1) P. Clément, *Histoire de la vie et de l'administration de Colbert*, in-8°, 1846, p. 73.

visage naturellement renfrogné, ces yeux creux, ces sourcils épais et noirs et cette mine austère qui rendoient le premier abord sauvage et négatif... Homme d'une application infinie et d'un désir insatiable d'apprendre qui lui tenoit lieu de science; ignorant, mais citant des passages latins qu'il avoit appris par cœur, et que ses docteurs à gages lui avoient expliqués; sans nulle passion depuis qu'il avoit quitté le vin; esprit solide, mais pesant, qui fit trembler tous les hommes habitués depuis si longtemps à pêcher en eau trouble (1). »

Mais il étoit un point où l'imitation de Richelieu lui fut absolument interdite; son ambition ne put prendre le même essor, et il dut se borner à n'être que le premier des serviteurs d'un roi qui voulait tout faire ou tout voir par lui-même. Toutefois, dans une position moindre que celle de Richelieu, il eut aussi sa grandeur, parce que, comme lui, il administra en homme d'État, et non en homme de bureau, associant l'action du dedans aux affaires du dehors, poursuivant la prospérité des finances pour donner au roi des ressources à la hauteur de ses projets, ne séparant pas l'intérêt de l'État de celui de la nation, sachant bien qu'il faut enrichir l'une pour alimenter l'autre, et ne formant dans son vaste esprit qu'un seul et même faisceau de toutes les branches du gouvernement, dont il semblait capable de supporter à lui seul tout le poids. C'est par lui qu'en peu d'années, Louis XIV se trouva à la tête des plus belles finances, de la première marine de l'Europe, et qu'il publia dans l'ordre administratif, judiciaire et économique ces célèbres ordonnances, où se posent et se développent déjà

(1) *Mémoires* de l'abbé de Choisy. Collect. Michaud, 3^e série, t. VI, p. 475.

tous les principes d'unité et de centralisation qui nous régissent encore, et qui sont comme le dernier effort de l'ancienne monarchie pour se constituer.

Ce grand travail de la réforme et de la réorganisation de toutes les institutions du royaume, remplit exclusivement les sept premières années du règne personnel de Louis XIV (1661-1667), et il se continue encore quelque temps après que la période des guerres eut commencé. Mais, avant son entier achèvement, on en voyait déjà les fruits. La France, laissée dans la détresse au sortir de la Fronde, où elle avait souffert des misères dont un livre récent nous a révélé toute l'étendue (1), la France retrouvait une prospérité qu'elle ne connaissait plus depuis Henri IV, et son roi des moyens d'action tels, qu'aucun de ses prédécesseurs n'en avait eus de semblables.

Mais ici se pose la question d'où va dépendre l'avenir du règne tout entier. Quel emploi Louis XIV fera-t-il de ces moyens d'action ? A quoi va-t-il consacrer cette force dont l'investit la concentration de la vie de tout un peuple dans sa personne ? En un mot, quelle direction donnera-t-il à sa politique extérieure ? Cette question, c'était celle que se posait alors l'Europe entière, tenue en suspens par la grandeur naissante de ce jeune monarque, dont les allures hautaines, en toute rencontre, n'étaient pas faites pour la rassurer. Pendant toute la première moitié du xvii^e siècle, l'attitude politique de la France lui avait donné, en Europe, une position excellente, mais qu'il devenait bien difficile de maintenir. Le succès de la coalition contre la

(1) *Les misères de la Fronde et saint Vincent de Paul*, par M. Alph. Feillet, in-8°. Didier, 1862.

Maison d'Autriche, avait relâché les liens qui en unissaient tous les membres. Délivrés de l'appréhension de la monarchie universelle, les États secondaires n'avaient plus besoin du protectorat de la France. Il y a plus ; en se faisant donner un bon salaire des services qu'elle avait rendus, elle s'était assurée une prépondérance qui reportait sur elle toutes les inquiétudes qu'avait d'abord suscitées sa rivale, et au lieu de la confiance qu'elle inspirait naguère, la France commençait à porter ombrage à tout le monde. Louis XIV avait donc un problème très-difficile à résoudre, celui de donner l'essor à l'activité de son peuple, au besoin de gloire qui le possédait lui-même, à cette recherche légitime de progrès et d'agrandissement qui est le signe de la vie dans les États forts, et cela sans s'aliéner ses voisins, sans relever les chances de ses adversaires, sans troubler la paix de l'Europe récemment réglée par les plus grands traités du siècle. Je le répète, le problème était difficile à résoudre, et l'on peut dire que Louis XIV y a complètement échoué.

Il y a échoué, Messieurs, d'abord à cause de la nature même de ses entreprises, mais surtout à cause de la manière dont il les a poursuivies. Par ses projets il appelait le péril ; par sa conduite, il le rendit inévitable. En un mot, il fit tout ce qu'il fallait pour se mettre l'Europe sur les bras. Ce n'est pas que sa politique différât, au fond, de celle de Henri IV. Tous deux, en effet, n'ont songé qu'à s'agrandir et à dominer. Mais, favorisé par les circonstances, Henri IV avait pu cacher ses desseins derrière un projet d'utilité commune. Le but une fois atteint, il devenait difficile de faire un pas en avant, sans se démasquer et sans mettre son ambition à découvert. Il eût fallu, pour tenter quelque chose sans rien compromettre, une habileté,

une expérience, et j'ajouterai aussi une droiture et une honnêteté politiques qui, à ses débuts surtout, ont complètement fait défaut au jeune roi.

Ainsi, au lieu de rien ménager, Louis XIV précipita tout ; il fit de ses desseins politiques des affaires d'amour-propre et d'ambition ; il mit de la passion partout où il n'aurait fallu que de la prudence et du calcul ; il ne mit de justice et de modération nulle part, alors qu'il en aurait fallu partout, et, en adoptant, avec une hauteur qui rappelle le héros de l'Iliade, le procédé de s'arroger par les armes tout ce qui était à sa convenance, il rompit avec tous les intérêts et tous les droits d'autrui, et il eut bientôt, contre lui, plus que la grande coalition qui avait abaissé l'Autriche. Alors l'Europe fut de nouveau en feu ; le sang recommença à couler sur tous les vieux champs de bataille, et la France, engagée à trois reprises dans des luttes de géant, contre des coalitions sans cesse grandissantes, s'épuisera à les soutenir, et se verra réduite à terminer pour la défense de son territoire, des guerres qu'elle avait commencées pour l'agrandir.

Mais fallait-il renoncer à s'étendre, parce qu'on ne pouvait le faire sans courir le risque d'y trouver des obstacles, et, quand c'est la préoccupation constante de tous les États, la France devait-elle seule s'abstenir et se réduire à l'inaction ? Assurément, ce n'est pas là ma pensée, et je n'entends pas interdire à tout gouvernement le droit de travailler à procurer à sa nation ses progrès et ses agrandissements légitimes. Mais il faut dans cette œuvre de la sagesse et de la justice, et Louis XIV en manqua aussi complètement que possible. Moins glorieux, moins éivré, moins dominé du désir d'ajouter au titre de législateur

celui de conquérant, il se serait abstenu de cette injuste agression contre l'Espagne, qui est devenue la source des revers et des humiliations de son règne. Mais *les mains lui démangeoient*, comme il le dit lui-même, et, séduit par l'éclat du rôle de héros de théâtre, il entreprit ces guerres terribles, où il risqua sa couronne pour obtenir quelques lambeaux d'une succession, qu'un héritage devait un jour faire passer, sans coup férir, tout entier dans sa Maison.

Mais pouvait-il attendre les bras croisés la mort du roi d'Espagne, et laisser l'épée de la France se rouiller dans le fourreau, jusqu'à ce qu'un testament, impossible à prévoir, lui eût donné l'occasion d'en sortir ? Encore une fois, ce n'est pas là ce que je veux dire ; puisque l'on avait une armée, il fallait lui trouver de l'emploi. Louvois ne l'avait pas refaite si belle et si forte, pour qu'on la laissât se consumer dans l'inaction ; il ne s'agissait que de lui trouver l'occasion d'une guerre juste et utile. Or, cette guerre, on l'avait sous la main ; il n'y avait pas même à la déclarer. Elle était en permanence ; la France y avait des forces engagées dans le Levant et sur le Danube, et depuis dix ans, elle semblait s'offrir d'elle-même à l'humeur belliqueuse de la nation et de son chef. C'était la guerre contre l'Islamisme, discréditée depuis longtemps auprès des politiques, mais qui n'avait point cessé d'être populaire, et que l'on considérait encore instinctivement comme le seul moyen de rapprocher la chrétienté, en l'unissant contre un ennemi commun. Dans l'intérêt même de son ambition et de sa gloire, Louis XIV eût fait un coup de maître si, abandonnant les errements de la vieille politique qui avait fait son temps, il avait hautement annoncé l'intention de protéger

l'Europe contre les Turcs, et de ne vouloir faire de conquête qu'à leurs dépens. Ainsi, il fut resté le chef d'une coalition européenne, non pas contre la Maison d'Autriche qui n'était plus à craindre, mais contre les Ottomans qui n'avaient pas cessé d'être redoutables.

Sans doute, il ne s'agissait pas de renouveler alors ces ébranlements enthousiastes qui avait remué le monde chrétien au temps de Pierre l'Hermitte et de saint Bernard, et, dans ce sens, l'idée d'une croisade au xvii^e siècle, n'aurait été qu'un anachronisme. Mais si le temps des croisades d'inspiration était passé, celui des croisades de raison pouvait venir ; et cela est si vrai, qu'au moment où Louis XIV, qui avait mis l'Europe en émoi par sa première agression contre l'Espagne, la tenait en suspens par ses projets contre la Hollande, un homme qui était assurément la plus forte tête du siècle, Leibnitz, songeait à détourner sur l'Orient cette fougue guerrière de la France et de son roi, et il adressait à Louis XIV un mémoire où il essayait de le ramener à la politique de saint Louis, en l'engageant à conquérir l'Égypte.

Ce qu'il y avait de chimérique dans le projet de Leibnitz, ce n'était pas son idée elle-même, c'était de croire qu'il pourrait changer le cours des desseins de Louis XIV. Mais transportez cette idée de la tête du philosophe dans celle du grand roi, elle cesse d'être une utopie, parce qu'elle est de soi fort réalisable, et elle peut devenir un expédient salutaire qui eût épargné à l'Europe du xvii^e siècle bien des guerres ruineuses, et qui sait, peut-être, à celle du xix^e toutes les graves préoccupations de la question d'Orient. Il n'est pas certain que Louis XIV ait eu connaissance du projet de Leibnitz, à qui M. de Pomponne fit répondre

dédaigneusement que la mode des croisades était passée, et ce grand projet tomba dans l'oubli. Triste détermination qui substitua une guerre d'égoïsme national et dynastique à la lutte de la civilisation chrétienne contre la barbarie musulmane, et qui, en remettant aux prises des peuples frères, les livra de nouveau aux invasions du seul ennemi qu'ils pussent attaquer sans scrupule, et vaincre sans regret !

Louis XIV avait pris irrévocablement son parti, et il y persévéra jusqu'à la fin. La guerre de dévolution ouvrit le drame militaire de son règne. Dès le premier acte, il dut comprendre combien il jouait un jeu terrible. Ses trois principaux alliés l'abandonnèrent, et une première coalition de l'Angleterre, de la Hollande et de la Suède se forma pour l'arrêter (1668). Ainsi une fausse démarche de Louis XIV suffit pour mettre du côté de l'Espagne tous les peuples avec lesquels la France l'avait autrefois combattue. Devant cette manifestation, le vainqueur suspend ses coups, et il traite, en se contentant d'une partie de la proie qu'il avait convoitée. Dès-lors, il laisse respirer l'Espagne, et il ne songe plus qu'à châtier la Hollande. Ici commence le second acte de cette tragédie historique.

La guerre de Hollande fut la seconde faute de Louis XIV, et, ici, la faute ne fut pas seulement de l'avoir entreprise, mais de l'avoir faite par colère et par vengeance, et, sinon avec l'ineptie, du moins avec la passion d'un Xerxès irrité. Aveuglé par l'orgueil, qui lui fait voir une offense à punir, là où il n'y a qu'une politique à combattre, il compromet par sa hauteur le succès de son entreprise, il manque la victoire, parce qu'il veut l'exagérer, et après avoir un instant foulé aux pieds la Hollande abattue, il la voit se redresser

contre lui désespérée et irréconciliable. Dès-lors le nœud des guerres futures est formé, et les coalitions européennes ont trouvé leur centre. La Hollande suscite pour sa défense Guillaume d'Orange, le descendant du Taciturne, et c'est dans ce personnage qu'il méprise, que Louis XIV trouvera l'adversaire qui fera fléchir sa fortune. En même temps, toute l'Europe change d'attitude, et la France devient l'objet de toutes les défiances et le point de mire de tous les coups, parce que c'est d'elle que partent désormais toutes les menaces. En un clin d'œil, tout le savant échafaudage des alliances de Louis XIV s'écroule, malgré l'habileté de ses diplomates. La débâcle commence dès 1672, et le met, deux ans après, en face d'une coalition à laquelle il ne manque que la Suède, redevenue son alliée, et l'Angleterre qui chancelle encore. Alors, la guerre de Hollande devient une guerre générale, dont Louis XIV soutient le poids pendant six années, non-seulement sans fléchir, mais avec des succès qui sont ce qu'on appelle de la gloire, et qui, en France, font oublier toutes les fautes. Après s'être donné le plaisir de battre successivement tous ses ennemis, le roi, qui avait besoin de repos, les désintéresse par sa modération et il leur fait accepter la paix qu'il leur offre. Nouveau rôle qu'il jouait, avec cette complaisance de lui-même qu'il mettait à toutes choses, afin d'ajouter le titre de pacificateur à celui de conquérant et d'entretenir sous toutes les formes le prestige de son nom.

Jusque-là, il avait eu trop de bonheur pour être sensible à ce qu'il en coûtait à son peuple de soutenir cette politique inouïe de violence et d'audace. Malgré l'Europe, il avait agrandi sa frontière du Nord, il avait ajouté la Franche-Comté à sa frontière de l'Est. Heureux s'il avait pu,

dès-lors, ouvrir les yeux sur les dangers du système agressif qu'il suivait, et s'il s'était arrêté à temps dans la voie des conquêtes, avant le moment des amers retours ! Loin de là, les dix années qui suivent la paix de Nimègue deviennent celles de son plus grand enivrement et de ses actes d'omnipotence la plus arbitraire. Toujours servi avec un dévouement sans bornes par un peuple auprès duquel son prestige n'a fait que grandir, présumant tout des ressources de son royaume qu'il croit inépuisables, parce qu'il ne les a pas encore épuisées, si rempli de l'idée de sa grandeur qu'il transforme toutes ses prétentions en droits, et qu'il en vient à ne plus rien reconnaître de ceux des autres, il traite en souverain toutes les puissances qui l'entourent, et il ne compte plus avec quoi que ce soit sur la terre : ni avec les États voisins à qui il enlève des territoires par des arrêts de sa justice ; ni avec l'autorité du Saint-Siège qu'il fait braver à Rome par ses ambassadeurs, et mutiler à Paris par ses ministres (1) et ses prélats, ni avec la conscience d'une partie de ses sujets à qui la révocation de l'édit de Nantes retire une liberté qu'une longue possession rendait inviolable. Ainsi, ayant jeté le défi à tout le monde, il va un jour avoir tout le monde contre soi, et il trouvera

(1) « Il (Bossuet) partit de Meaux le mardi 19 de janvier 1700. Dans le » voyage on parla de l'assemblée de 1682 ; je lui demandai qui avoit inspiré » le dessein des propositions du clergé sur la puissance de l'Église : il me » dit que M. Colbert, alors ministre et secrétaire d'État, contrôleur général » des finances, en étoit véritablement l'auteur et que lui seul y avoit déter- » miné le roi, etc... » L'abbé Le Dieu, *Mémoires et journal sur la vie et les ouvrages de Bossuet*, t. II, p. 8. Voyez aussi l'opinion sévère de Leibnitz sur la conduite de Louis XIV dans ses démêlés avec Innocent XI ; *Remarques sur un manifeste français* dans les *Œuvres de Leibnitz*, par M. Foucher de Careil, t. III, p. 189.

enfin ce qu'il ne connaissait pas encore, une résistance qui lui imposera une limite.

Cette fois, il ne manqua rien à la coalition. Jusque-là l'Angleterre avait été retenue dans l'alliance française par la politique des Stuarts, qui, depuis leur restauration, ne se soutenaient contre leurs parlements que par l'appui de Louis XIV. Tranquille de ce côté, il croyait pouvoir encore braver tout le reste, et il donna le signal d'une nouvelle guerre européenne en faisant marcher ses armées sur le Rhin (1688). Aussitôt Guillaume d'Orange, qui n'attendait que cette faute, passe la Manche, et va consommer contre Jacques II, son beau-père, la révolution qui, depuis deux ans, se tramait dans l'ombre. A l'instant, l'Angleterre entra dans la coalition européenne, et le cercle, resté ouvert du côté de l'Océan, se referma tout à fait sur Louis XIV.

Alors s'ouvre le troisième acte du drame militaire de son règne, qu'on a appelé la guerre de la ligue d'Augsbourg et de la succession d'Angleterre. Cette guerre dura dix ans. Ici, l'histoire de Louis XIV commence à changer d'aspect. Contraint de tenir tête à toutes les armées et à toutes les marines de l'Europe, il fait des efforts prodigieux pour proportionner ses moyens de défense aux moyens d'attaque de ses ennemis ; mais il ne peut, avec un royaume qui s'épuise, frapper comme autrefois des coups rapides et vigoureux, et il faut bien se résigner à ne plus combattre que pour sauver l'honneur du drapeau. Aussi, tandis que ses armées tiennent bon sur les champs de bataille, que la bravoure française conserve sa vieille supériorité, la diplomatie du grand roi baisse le ton, et, trahissant le besoin qu'il a de la paix, il cède sur toutes les questions débattues, donne satisfaction à tout le monde et remet toutes choses au point

où elles étaient avant la guerre, sauf en Angleterre, où il avoue sa défaite, en reconnaissant Guillaume III. Ainsi, après une lutte de dix ans, on revenait au point d'où l'on était parti, sans acquisition nouvelle, sans compensation de tant de douloureux sacrifices; et, dans cette guerre, où il n'avait pas encore été vaincu, Louis XIV trouvait, sinon le terme de sa gloire, du moins l'arrêt de sa fortune, la fin de sa carrière de conquérant (1).

Nous touchons maintenant au lamentable épilogue de cette saisissante histoire, et c'est ici que nous allons en voir éclater tous les enseignements. La France et l'Europe respiraient à peine des fatigues de la dernière guerre, que la succession d'Espagne, la grande affaire du siècle, vint à s'ouvrir par la mort de Charles II (1700). Le testament de ce prince, tenu secret jusqu'au jour de son ouverture, investissait un petit-fils de Louis XIV de l'immense héritage dont il avait tant disputé quelques lambeaux; preuve évidente qu'à cet égard une politique expectante eût mieux valu que ce long acharnement de son règne à poursuivre par l'injustice et la violence un résultat qui devait s'effectuer tout seul, et que tous ses antécédents allaient compromettre, maintenant qu'il était légitime. En effet, l'Europe qui avait appris à redouter en Louis XIV un second Charles-Quint, entra en défiance d'un tel accroissement de fortune, et l'implacable Guillaume, tout expirant qu'il était, reforma une quatrième coalition à laquelle Louis XIV s'était mis, par ses guerres mêmes, hors d'état de résister. Ainsi, après

(1) « La guerre d'Allemagne, sans être le terme de sa gloire, marqua l'arrêt de sa fortune. » M. Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, t. I. Introd., p. LXV.

avoir tant bravé les autres comme agresseur, il se verra sur le point de succomber en défendant son bon droit, et la plus juste, la seule juste même de toutes ses guerres, fut le moment désigné par la justice d'en haut, pour être celui de ses désastres et de ses expiations.

Aucun de nos rois n'a passé d'une prospérité aussi haute à une infortune aussi profonde. Louis XIV fut affligé dans tout ce qui avait été sa joie, humilié dans tout ce qui avait fait son orgueil. Son royaume, naguère l'admiration et l'envie de ses voisins, est en proie à une misère inexprimable ; son trésor est à sec et il ne peut plus l'alimenter ; ses armées, jadis si fières et si heureuses, deviennent les plus mal recrutées, les plus mal approvisionnées, les plus maltraitées sur les champs de bataille ; son autorité, autrefois si respectée, est méconnue par l'insurrection dans les provinces, par l'émeute dans la capitale ; sa diplomatie, qui ne comptait jadis que des succès, n'a plus à dévorer que des affronts, et l'Europe, qui proportionne son animosité aux alarmes qu'elle a ressenties, menace de poursuivre sa victoire, jusqu'à l'anéantissement de Louis XIV et de sa monarchie. Mais, au moment où le grand roi touche au bord de l'abîme, lorsque l'arrêt final semble avoir été prononcé sur son royaume, où pénètre l'invasion étrangère, et sur sa dynastie que la mort fauche à grands bras, au moment où il n'a plus d'autre ressource que de se mettre à la tête de sa dernière armée pour livrer son dernier combat (1), la main qui le frappait cesse de s'appesantir, et il se relève

(1) C'est le plus beau moment de Louis XIV, celui par lequel le respect de sa mémoire s'impose le plus à la postérité. « Je ne sache rien, dit Montesquieu, de si magnanime que la résolution que prit un monarque qui a régné de nos jours, de s'ensevelir plutôt sous les débris du trône que

désemparé, mais majestueux encore, comme un navire qu'un flot protecteur arrache au flot qui allait l'engloutir.

Tout change autour de lui, et tout concourt à son salut. En Angleterre, une révolution ministérielle renverse les whigs, et ramène le parti des torys favorables à la paix ; en Allemagne, la mort de Joseph I^{er} donne l'empire à l'archiduc Charles, le concurrent de Philippe V, et désintéresse la coalition à son égard ; dans les Pays-Bas, en Espagne, c'est un retour inespéré de fortune militaire qui vient consoler la France de ses défaites et jeter un dernier reflet de gloire sur la vieillesse attristée du grand roi. En même temps, un changement non moins grand s'accomplit dans les esprits ; l'animosité cesse, tous les cœurs inclinent à la paix, l'Europe désarme sans avoir écrasé Louis XIV, qui, déchu de la grandeur factice qu'il s'était faite, mais purifié et réhabilité par le malheur dignement supporté, peut mourir tranquille sur son trône, en laissant la couronne d'Espagne sur la tête d'un de ses descendants.

Ainsi s'est achevée la destinée de ce règne, où se trouvent réunies, dans un si frappant contraste, toutes les extrémités des choses humaines, et dont les vicissitudes, rattachées aux causes morales qui les ont produites, montrent si clairement ce qu'il en coûte à un roi et à un peuple d'oublier la mesure de ce qu'ils se doivent l'un à l'autre, et de méconnaître quelles sont les justes limites du commandement et de l'obéissance. C'est ce que nous allons achever de comprendre, en indiquant rapidement, pour

» d'accepter des propositions qu'un roi ne doit pas entendre ; il avoit l'âme
» trop fière pour descendre plus bas que ses malheurs ne l'avoient mis ; et
» il savoit bien que le courage peut raffermir une couronne et que l'infamie ne
» le fait jamais. » *Grandeur et décadence*, ch. V.

terminer, dans quelle situation Louis XIV laissait la France et sa dynastie.

III

Si l'on juge Louis XIV par les choses qu'il a faites, rien de plus grand que son règne dans notre histoire, puisque c'est à lui que la France doit, avec l'extension de ses frontières, la fixation de sa langue et le plus magnifique épanouissement de son génie national (1). Si on le juge d'après les hommes et les idées qu'il a laissés après lui, alors on est forcé d'être sévère envers le système politique qui a conduit la France à l'état moral et matériel où nous la voyons réduite en 1713, et qui prépare, avant la fin du siècle, la chute même de la monarchie. Mais, sans que rien pût faire alors pressentir à Louis XIV les catastrophes de l'avenir, il suffisait de ce qu'il avait sous les yeux, et des résultats qu'il lui était donné de constater, pour ébranler sa foi en lui-même, et dans l'excellence du régime dont il avait été le plus complet représentant. En effet, pour peu qu'on y regarde, on voit, qu'au dedans comme au dehors, les conséquences de ses actes et de ses résolutions vont à l'encontre de ce qu'il s'est proposé, et donnent, en tout, le plus éclatant démenti à ses intentions et à ses espérances.

Au dehors, croyant que l'Europe est encore une terre de conquêtes, il veut agrandir son royaume par les armes, il s'engage dans une série de guerres ruineuses, où il fait sans doute quelques acquisitions importantes, mais qui le laissent plus faible qu'il n'était, quand il ne les avait pas,

(1) M. de Carné, *la Monarchie française au XVIII^e siècle*, ch. I, p. 41.

et qui finissent par créer une Europe nouvelle, où la France ne tiendra plus, comme autrefois, la première place. Les traités de 1713, qui terminent cette grande période de guerres, et où, une première fois, la France reconnaît qu'on finit toujours par être vaincu quand on est seul contre tous (1), les traités de 1713, en constituant l'Europe du XVIII^e siècle, déplacent la prépondérance politique, et la transportent de la France à l'Angleterre, qui, depuis cette époque, n'a cessé de peser d'un poids bien lourd sur les affaires du continent. L'Angleterre grandit par l'opposition qu'elle fait à la France, comme celle-ci avait grandi par son opposition à la Maison d'Autriche. C'est elle qui recueille les plus beaux bénéfices des coalitions dont elle était devenue le centre depuis l'avènement de Guillaume III, et elle s'accroît à la fois aux dépens de la France et de

(1) Le vice radical de la politique de Louis XIV avait été parfaitement saisi par ses contemporains, ainsi que le prouvent ces judicieuses réflexions de d'Aguesseau : « N'avoit-on pas persuadé au feu roi qu'avec les sommes » immenses qu'il tiroit de ses États, et le nombre prodigieux de troupes » qu'il entretenoit, il seroit supérieur à toute l'Europe ? Il l'avoit été en » effet pendant quelque temps ; mais ce qui n'est qu'un effort et un mouve- » ment extraordinaire, cède toujours enfin à des forces naturellement supé- » rieures. La plus grande valeur succombe tôt ou tard sous le nombre de ses » ennemis ; trois hommes à la longue viennent toujours à bout d'un seul » homme. Depuis que le sort de l'Europe est entre les mains de quatre ou » cinq puissances principales, sa politique a toujours été et sera toujours, » tant que les choses seront sur le même pied, d'empêcher qu'une seule ne » s'élève au-dessus des autres, et de conserver un équilibre qui assure la » liberté commune. Le feu roi l'a éprouvé, et s'est vu à la fin menacé de » périr pour avoir voulu être plus fort que toutes les autres puissances réu- » nies. Nous l'éprouverons encore si nous voulons dominer sur leur com- » merce, etc., etc... » *Mémoire sur le commerce des actions*, p. 277, t. X des *OEuvres* de M. le chancelier d'Aguesseau, in-4°. Paris, 1777.

l'Espagne. Pour les tenir en échec, et assurer son action sur le continent, elle suscite des puissances secondaires, dont elle se fait des clientes, et dont elle pousse la fortune. Si elle contient la Hollande, tout en s'en servant, parce qu'elle trouve en elle une rivale maritime, elle favorise le Piémont et la Prusse qui, tenues jusque-là dans une condition très-secondaire, deviennent des États souverains, gravitant comme satellites dans l'orbite de la politique anglaise, qui les destine à servir de contrepoids, en Allemagne et en Italie, aux Bourbons et aux Habsbourgs, précipités par leur rivalité même dans un commun abaissement. C'est ainsi, qu'en heurtant les intérêts de tout le monde, et qu'en oubliant que, pour réussir, il faut toujours associer quelqu'un à ses projets, Louis XIV, tout en agrandissant le territoire de la France, en vit baisser l'ascendant et le prestige, la laissa moins considérée et moins forte qu'il ne l'avait reçue, et la transmit à son successeur dans un état d'abaissement dont le règne de Louis XV ne saura pas la relever.

A l'intérieur, même contraste entre les espérances du début et les déceptions du dénouement. Louis XIV avait voulu constituer l'unité dans la force, et voilà qu'il laissait après lui la division dans la faiblesse. Dès la fin du xvii^e siècle tout avait déjà faibli en France, et une sorte de prostration succédait à la vigueur et à l'élan d'autrefois. Louis XIV s'était bien aperçu de ce déclin, et c'est cette triste découverte qui lui fit précipiter la paix de Ryswick. La guerre de la succession acheva de mettre à nu le vice organique de la monarchie française, qui, de progrès en progrès, en était venue à réaliser l'absolutisme pur, avec son inévitable cortège de fausse grandeur et de trop réelles

misères. C'était bien à l'absolutisme qu'il fallait s'en prendre de cette décadence soudaine et anticipée. C'était lui qui avait tout abaissé pour paraître plus grand, tout dévoré pour se donner plus de force, tout surmené pour aller plus vite ; c'était lui qui avait usé les hommes sans en reformer d'autres, consumé toutes les ressources du présent, engagé celles de l'avenir et voué à la détresse une nation qui avait acclamé son avènement comme une ère de prospérité et de gloire. Aussi, fatiguée du poids et de la durée de ce grand règne, la France en attendait la fin comme une délivrance. Le culte de la royauté et du monarque, qui autrefois avait réuni tous les cœurs dans le même sentiment d'obéissance et d'amour, trouvait désormais des incrédules, et Louis XIV se voyait en face d'une opposition sourde et latente que ses commencements n'avaient pas connue. Plus de respect intérieur, plus d'obéissance empressée, plus d'unité qu'à la surface ; partout la division et des luttes naissantes, dans l'Église, où le jansénisme renouvelle des querelles qu'on croyait assoupies, dans l'État, où se reforment des partis politiques, dans la dynastie, où éclatent des dissensions qui vont leur donner des chefs, dans la société tout entière, où commence à circuler, sous le nom de philosophie, qu'il usurpe, un esprit de doute, d'ironie et de négation, qui, s'attaquant indistinctement au bien comme au mal, aux principes comme aux abus, deviendra l'agent le plus actif de la dissolution qui s'annonce.

Frappé de ces alarmants symptômes, qui lui faisaient présager, dans le lointain, la ruine de sa monarchie, comme pour Charlemagne ces barques de pirates qui cou-raient l'Océan sous ses regards attristés, Louis XIV avait eu l'idée de recommencer un travail de réforme intérieure,

semblable à celui qui avait inauguré son règne. Pensée digne de ce roi intelligent et actif, que provoqua cette association d'hommes éminents et vertueux dont Fénelon et Beauvilliers étaient les guides, et qu'on appelait la ligue du bien public ! Par malheur ce ne fut qu'une velléité, et ce grand projet ne produisit que la célèbre enquête des intendants de province, dont les volumineux rapports mettent si bien à nu la double plaie du royaume, à savoir sa dépopulation et son appauvrissement.

Mais une réforme administrative pouvait-elle remédier à des maux dont la source était dans l'oubli des principes essentiels et constitutifs du gouvernement même de la société ? Aurait-elle pu suffire, qu'elle était devenue impossible à réaliser. Une réforme, chose faisable pour un règne qui commence, parce qu'elle ne porte alors que sur les défauts du régime précédent, ne l'est plus quand il touche à sa fin, parce qu'il faut qu'elle porte sur ceux qu'il a contractés lui-même, et dont il ne tient pas à se corriger. Si bien, qu'après des velléités qui n'aboutissent jamais à des résolutions, un gouvernement vieilli se résigne toujours à subir l'empire de ses habitudes, même quand elles sont devenues des vices, immobilise ses abus, et s'enfonce dans la routine, où il serait heureux qu'on lui permit d'attendre tranquillement sa fin. Mais il n'a pas même cette consolation, et, pour avoir reculé lâchement devant les rigueurs salutaires d'une opération qui aurait pu le guérir, il sera livré, tôt ou tard, aux violences de ceux qui ne verront de remède aux maux qu'il a faits que dans son renversement.

Tel sera, à la fin du XVIII^e siècle, le sort de l'ancien régime. Du moment où il renonça à prendre lui-même les initiatives qui préviennent ou qui réparent le délabrement

et la ruine qu'on ne peut jamais arrêter qu'à leur début et dans leurs causes, il laissa se préparer en dehors de lui et contre lui, ce mouvement réformateur, dont Vauban et Boisguillebert donnent le signal, qui couve sourdement pendant le xviii^e siècle, et qui, tenu loin de la pratique et du contrôle de l'expérience, par la défiance même du pouvoir, s'égara dans ses vues et dans ses espérances, substitua le besoin de renverser à celui de rétablir, et entassa au fond des têtes et des cœurs ce chaos de matériaux incandescents, qui firent explosion à la Révolution française, en faisant sauter la vieille monarchie.

C'est qu'une réforme, quand elle est reconnue nécessaire, doit toujours être, sans délai, accomplie par en haut, et commencer sous les auspices mêmes du pouvoir, sinon on la tente par en bas, et elle aboutit inévitablement à une révolution. L'histoire du xviii^e siècle servira de commentaire et de démonstration à cette vérité.



SIXIÈME DISCOURS⁽¹⁾

LES BOURBONS

LOUIS XV. — 1715-1750

I

MESSIEURS,

Dès qu'on entre dans le règne qui inaugure véritablement le xviii^e siècle, l'idée d'une catastrophe finale se présente aussitôt à l'esprit, et l'on ne peut se défendre de penser à la Révolution à laquelle toute cette histoire vient aboutir. En effet, il ne faut qu'un coup d'œil jeté sur la société française à cette époque, pour comprendre qu'elle prélude aux douleurs de sa chute, par les joies de sa décadence, et qu'elle marche aux abîmes par des chemins semés de fleurs. A ce déclin moral de la nation, s'ajoute celui de sa dynastie, qui passe brusquement du plus splendide au plus honteux des règnes de nos annales, et ces symptômes manifestes de décadence, nous avertissent qu'il est temps de nous interroger sur les causes et la prépara-

(1) Ce discours, prononcé le 23 novembre 1863, est la récapitulation du cours de l'année précédente qui avait été consacré à l'étude de l'histoire de France pendant la première moitié du xviii^e siècle. Ce sujet a été continué jusqu'à la fin de Louis XV, pendant le cours de l'année 1863-1864, dont nous donnerons plus tard le résumé.

tion lointaines du formidable événement dont chaque année va nous rapprocher désormais.

Peut-être, à la rigueur, conviendrait-il de reprendre la question de plus haut, et, pour atteindre la Révolution dans ses racines, devrait-on creuser bien avant sous le sol, à travers les couches superposées des siècles ? Soit qu'on ne voie en elle que l'abaissement du principe aristocratique, et l'établissement d'un ordre social reposant sur l'égalité des conditions, soit qu'on la considère encore comme une négation du christianisme et une insurrection de l'esprit humain contre toute théorie religieuse et sociale qui ne serait pas uniquement son œuvre, il est certain que les siècles antérieurs ont aussi contribué à son élaboration, et que, par un côté, elle se rattache, logiquement, à la première coalition de la royauté et de la bourgeoisie contre le régime féodal, aux premiers essais de centralisation politique et administrative issus de cet accord, et, par l'autre, aux conditions nouvelles faites à l'esprit humain par le double mouvement de la renaissance et de la réforme. Mais, tout a été dit déjà sur les rapports de cause et d'effet, qui unissent entre eux ces grands événements de notre histoire, dont les influences se propagent d'un bout à l'autre de sa durée, comme les ondulations des flots à la surface de l'Océan. Ces considérations générales, vraies en soi, ne seraient ici que des redites, et il n'en sera plus question aujourd'hui entre nous. Je ne les indique donc que pour les écarter, et, éliminant les siècles antérieurs, tout en y signalant l'apparition des germes qui s'épanouiront plus tard, je crois qu'il suffit, pour les besoins de la question qui nous occupe, de nous renfermer dans le xviii^e siècle, dans ces temps où la préparation de la Révo-

lution française devient une chose visible, un fait historique, et n'est plus seulement un syllogisme.

C'est ce qu'a pensé aussi M. de Tocqueville. Dans son beau livre de l'ancien Régime et de la Révolution, il n'a pas cru qu'il fût nécessaire de remonter plus haut pour résoudre le problème qu'il se pose, et c'est au XVIII^e siècle seulement qu'il demande les causes de la Révolution qui le termine. Je crois donc n'avoir rien de mieux à faire que de l'imiter à cet égard ; et même, si je ne voulais qu'abréger et faciliter ma tâche, tout en me donnant le moyen de la bien remplir, devrais-je me borner à n'être ici qu'un écho, et à vous reproduire tout simplement les principaux aperçus de cet ouvrage, où la pénétration du coup d'œil le dispute à l'étendue du savoir. Mais, ce ne serait là encore qu'une redite, et je risquerais de m'exposer au reproche que vous me feriez de ne vous rien apprendre de nouveau et d'affaiblir ce que vous savez déjà. Je laisserai donc dans le livre de M. de Tocqueville ce qui s'y trouve, tout en lui faisant çà et là quelques emprunts, et je considérerai la question par un côté qui n'était pas le sien, et qu'il a dû, par conséquent, laisser dans l'ombre.

En effet, Messieurs, nul ne peut se flatter de tout dire, sur quelque sujet que ce soit. La vérité est trop grande pour tenir toute dans une seule tête, et le plus puissant esprit ne peut si bien faire qu'il n'en laisse échapper quelque parcelle, et qu'il n'y ait toujours à glaner après lui. Je vois bien ici toutes les causes de la Révolution qui tiennent aux abus de l'ancien régime, au vice de ses institutions et de ses lois ; je ne vois pas assez celles qui tiennent à l'homme même, et qui dérivent de ses erreurs et de ses passions. On me dit admirablement, et il n'y a plus à y

revenir, comment la Révolution est bien de son temps et de son pays, en quoi elle est l'œuvre d'une société tout entière, mais on me dit moins ce qui, en elle, est de tous les pays et de tous les temps, ce qui fait qu'elle est aussi l'œuvre de l'homme même. Toutes les vérités particulières et spéciales, dont l'oubli a précipité cette crise, sont signalées avec une perspicacité à laquelle rien n'échappe ; mais on ne paraît pas remarquer que sa cause décisive est dans cette rupture de tout un siècle avec la vérité divine, avec la loi suprême qui est, pour les sociétés, la condition fondamentale de l'ordre et de la vie, et qu'on ne peut atteindre la cause même de cette rupture qu'en fouillant dans le cœur humain, et qu'en allant y surprendre le secret de ses affections et de ses haines, qui sont le ressort caché de toute l'histoire. En un mot, on se renferme trop dans les causes politiques et sociales de la Révolution, et l'on ne tient pas assez de compte de ses causes morales et religieuses, bien plus puissantes que celles-là, puisqu'elles les précèdent et leur survivent toujours. Et voilà comment il se fait que c'est là un sujet qui n'est point épuisé, et, qu'après tout ce grand labeur des économistes, des publicistes, des politiques sur cette question, il n'est pas impossible de paraître dire quelque chose de neuf, en la traitant en moraliste.

Faire de l'histoire en moraliste, qu'est-ce que c'est, Messieurs ? Ce n'est pas faire un traité de morale, mais c'est juger les événements qui s'accomplissent, d'après des principes fixes, qui constituent le vrai et le bien, et au nom desquels, déclarant les actes humains bons ou mauvais, on les approuve ou on les condamne. Assurément, c'est le côté le plus important de l'histoire, mais c'en est aussi le plus

délicat, et maintenant, peut-être, le plus délaissé. Sans doute, de nos jours, l'histoire a des parties admirables ; jamais elle n'a eu tant de moyens d'information ; elle entend merveilleusement l'enquête des faits, et rien ne lui manque pour l'instruction des causes. Mais où elle fléchit, c'est quand il s'agit de prononcer le jugement. La plupart du temps elle se contente de mettre les pièces sous les yeux du public, en laissant à chacun le soin de se prononcer lui-même sur la valeur morale des faits accomplis. Certes, quand ce travail d'enquête et de critique est fait avec conscience et impartialité, l'historien a rempli le gros de sa tâche, et rendu un service dont il faut encore lui tenir compte. Mais, venant après lui, le maître qui enseigne l'histoire doit-il s'arrêter à la limite où peut se fixer le savant qui la construit ? Le point d'arrivée de l'érudition étant le point de départ de l'enseignement, ne faut-il pas qu'il aille plus loin qu'elle, et, qu'après les résultats de l'enquête et de la plaidoirie, il prenne sur lui de prononcer la sentence. Et, quand même il ne pourrait aller jusque-là, ne faut-il pas, qu'en tout état de cause, et sur quelque question qu'il opère, le professeur d'histoire, ouvrant les faits pour en voir le dedans, comme on brise un os pour en extraire la moelle, en tire la leçon qu'ils renferment, et soit toujours, et par-dessus tout, un moraliste ?

Ainsi entendu, l'enseignement a une portée qui dépasse celle de la science pure, et il poursuit des effets qui vont au-delà de ce qu'elle se propose. En prenant pour poste d'observation le cœur humain, où tous les faits ont leur racine, et dont l'état bon ou mauvais décide du sort des individus, des familles et des empires, en confrontant sans cesse les actions des hommes avec leur règle, il aspire à

quelque chose de plus qu'à satisfaire la curiosité de l'esprit, puisqu'il vise à éclairer les consciences et à agir sur les conduites. C'est en cela que consiste, à la fois, la grandeur et les difficultés de sa mission. Car, en intervenant, comme juge et arbitre dans cette lutte engagée au dedans de l'homme entre l'intérêt et le devoir, entre la passion et la raison, et qui est le fond de tout le drame de l'histoire, il soulève contre soi tout ce qu'il condamne, sans être assuré du suffrage de ceux qu'il veut servir. Tâche ingrate, Messieurs, et que l'on n'affronte que par une conviction bien profonde de son opportunité ! Car, quoi qu'on fasse pour rendre la morale aimable, elle est toujours de soi chose grave et austère, et l'on a beau frotter de miel les bords du vase, on ne peut réussir à dissimuler l'amertume du breuvage qu'il contient.

Entreprendre de faire la leçon à tout un siècle, lui dire qu'il a été malade et qu'il n'a fini par une révolution que parce qu'il a commencé par une décadence, c'est là une démarche qui risquera toujours, on le sait bien, de ne pas rencontrer un favorable accueil auprès de sa postérité. Mais, après tout, il faut dire les choses comme on les voit. Je vois en médecin, je ne puis parler en avocat ou en panégyriste. La première règle du discours est la sincérité. Pour m'y conformer, je sacrifie le désir de plaire dont je ne suis pas exempt, et le plaisir d'être applaudi, auquel je ne serais pas insensible. Et, puisque je regarde la Révolution qui a emporté l'ancien régime, comme l'effet d'une maladie morale, qui n'a pas été prise à temps, et qui a été mal soignée, souffrez que je me place à ce point de vue et que je vous signale les vérités pratiques qu'il permet de découvrir. Ce ne sera le plaidoyer d'aucun parti, ni une

apologie, ni une invective : ce sera une consultation de moraliste, et, rien qu'à ce titre, ce que j'ai à vous dire mérite au moins d'être entendu.

II

Et d'abord, Messieurs, la France, la France de l'ancien régime, car il ne faut jamais perdre de vue cette distinction, était-elle vraiment malade et en décadence au commencement du xviii^e siècle ? L'histoire ne permet aucun doute à cet égard, et, d'ailleurs, elle ne fait que constater un état que les contemporains signalaient eux-mêmes depuis longtemps. Mais, d'où venait ce mal ? Était-ce faiblesse de tempérament ? Assurément non : la France a été quelquefois affaiblie, elle n'a jamais été faible. En réalité, elle n'était malade que de ses excès ; elle n'avait perdu ses forces que parce qu'elle en avait eu de trop grandes et qu'elle en avait abusé. Non-seulement, le mal était constaté, mais la cause en était reconnue, et des voix sincères s'élevaient déjà pour en signaler le remède et réagir, avec une respectueuse vigueur, contre cet excès du pouvoir suprême qui avait tout compromis. En effet, il n'échappait à personne que la cause du mal était dans cet absolutisme qui absorbait les forces vives de la nation, et les usait à son service. Mais, à moins d'un conflit entre le roi et ses sujets, et la nation n'en était pas là encore, comment faire rentrer le pouvoir dans ses limites, si le souverain lui-même ne prend l'initiative et ne consent à s'en imposer ? Or, ce n'était pas de Louis XIV, d'un roi vieilli dans l'exercice du pouvoir absolu, qu'on pouvait attendre un pareil acte de renoncement. Il fallait donc patienter jusqu'à la mort du

grand roi, après laquelle on pouvait espérer la réalisation de la réforme politique dont on attendait le salut.

En effet, sur les marches du trône, grandissait alors un prince destiné à régner, qui avait résolu dans son cœur l'accomplissement du sacrifice proclamé nécessaire pour la conservation de la monarchie ; un prince qui écrivait à l'un des confidents de ses pensées sur les besoins de son peuple : « Il s'agit de se ressouvenir de la vraie forme du » royaume et de tempérer le despotisme, cause de tous » nos maux (1) ; » qui, dans les plans concertés avec le maître vénéré dont il recevait ses inspirations, ne tendait qu'à revenir « aux lois fondamentales et aux coutumes » constantes qui avoient force de loi pour le gouvernement » de la nation ; » et qui, ne voulant pas que « son royaume » ressemblât à un monstre dont la tête est énorme et dont » le corps exténué et privé de nourriture n'a aucune pro- » portion avec elle, » songeait à briser la puissante machine administrative construite par Richelieu, Mazarin et Louis XIV, à ressusciter les États généraux, à refaire de la noblesse une institution politique, et à revenir en tout aux anciennes traditions de la royauté limitée d'autrefois, que les maximes de l'absolutisme avaient remplacées.

Ainsi, ce n'était pas seulement une réforme que méditait le duc de Bourgogne, et ses vues n'allaient rien moins qu'à opérer une réaction complète contre les principes et le système monarchique de Louis XIV, et à poursuivre la res-

(1) Voyez le curieux document publié en 1860, sous ce titre : *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne, Dauphin, etc.*, mémoire attribué au duc de Saint-Simon et resté inédit jusqu'à ce jour, avec une remarquable introduction de M. P. Mesnard, auteur de cette publication ; un vol in-8°. Introd., p. III, XXVIII, etc.

tauration d'un passé qui était déjà bien loin, et que la France avait quitté pour s'engager dans des voies nouvelles. Or, ce plan était-il approprié aux besoins et à l'état de la nation sur laquelle ce prince devait régner un jour? Était-il possible, était-il temps encore de la ramener sur ses pas, et de la replacer dans des institutions qui n'avaient pas su vivre et se conserver? Sans doute, l'Angleterre, qui s'y était installée solidement, avait par là gardé le précieux héritage de ses libertés politiques que la France regrettait et qu'elle aurait bien voulu ressaisir. Mais aurait-elle jamais consenti à redevenir ce que l'Angleterre était restée, et ce qu'elle-même ne pouvait plus, ne voulait plus être, à savoir, une société assise sur des institutions aristocratiques? Aussi, quels obstacles ces projets n'auraient-ils pas rencontrés dans le caractère de la nation, dans ses instincts d'égalité, dans ses goûts déjà démocratiques, pour ainsi dire, dans ses besoins, ou du moins dans ses habitudes déjà invétérées de centralisation? Un décret du maître peut suffire pour modifier à l'extérieur la constitution d'un royaume; mais changer les hommes, mais inspirer à un peuple d'autres goûts, d'autres dispositions, d'autres aptitudes, voilà ce qu'il aurait fallu faire encore, et cela est au-dessus des forces et de la volonté d'un prince, si puissant, si bien intentionné qu'il puisse être. On s'effraye à l'idée seule des difficultés de la tâche que voulait affronter le petit-fils de Louis XIV, et l'on tremble de le voir s'y engager. Mais, à quoi bon ces vaines conjectures sur de pures possibilités? Que l'exécution de ces desseins ait été réalisable, qu'elle eût été efficace, qu'elle eût prévenu la catastrophe où s'est abîmée l'ancienne monarchie, ce sont-là autant de questions qui resteront à jamais sans réponse, et que la

Providence elle-même a rendues insolubles, en épargnant à l'aimable et vertueux duc de Bourgogne les cruels mécomptes du pouvoir, et en le rappelant de ce monde avant qu'il eût régné.

Mais, tout inexécutés qu'ils furent, et quoiqu'en réalité la raison pratique incline à les déclarer inexécutables, il y a dans ces grands desseins quelque chose qui commande le respect, et qui force la conscience à s'incliner devant eux. Rien ne se rachète et ne se régénère ici-bas que par un acte d'abnégation, et par la vertu du sacrifice. En prenant dans son cœur la noble résolution d'immoler au bien public cet orgueil du pouvoir que Louis XIV avait porté si haut, son petit-fils donnait un exemple que les habiles peuvent railler, mais qui, plus que tout leur savoir-faire, contenait en soi le germe du raffermissement moral de la monarchie. Il importe peu de vouloir le bien, si l'on ne commence soi-même par le faire. L'œuvre qui a pour point de départ les plus nobles élans du cœur, est la seule qui soit réellement bonne et vraie. Et, puisqu'il aurait fallu toute la vertu du duc de Bourgogne pour redresser les déviations de la monarchie et la sauver, et qu'il a suffi des vices du Régent pour la corrompre tout-à-fait et la rendre incurable, au point de vue moral qui domine la politique, sinon de fait, au moins en principe, la question est jugée, et c'est justement que la disparition soudaine du prince formé par Fénelon a provoqué dans la nation d'universels regrets.

Cette grande pensée d'une réforme dans l'État ressortait alors tellement de la situation, qu'elle s'était emparée de l'opinion publique, et qu'elle s'imposa d'elle-même au Régent. Un mouvement très-prononcé de réaction contre le

despotisme et la guerre se produisit dans toutes les classes de la population, avec une sorte d'unanimité. On venait de publier le Télémaque, que l'on acclama comme la satire du règne absolutiste et guerrier dont l'éclat avait coûté si cher ; d'exhumer les Mémoires du cardinal de Retz, qui évoquaient les souvenirs de la Fronde, dont on ne demandait pas mieux que de s'inspirer. Le Régent dut céder à cette pression de l'opinion, et il inaugura son administration d'une manière libérale, en ouvrant à la noblesse l'entrée des conseils, et en rendant au parlement le droit de remontrance.

Mais ce n'est pas assez d'une mesure de circonstance, imposée à l'ambition par la nécessité, pour régénérer un gouvernement. La sincérité d'intention est une condition sans laquelle le succès d'une si haute entreprise n'est rien moins qu'assuré. Avant d'être dans les institutions, le mal est dans les volontés, et c'est dans le cœur humain qu'est la source d'où il coule au dehors et se répand partout. Si l'acte officiel qui le retranche des choses, n'est pas accompagné d'un acte intérieur et libre qui le supprime chez l'homme même, soyez sûr qu'il va reparaitre de nouveau et plus fort qu'avant d'avoir été combattu, comme ces maux effacés un instant de la surface du corps par des remèdes extérieurs qui n'en ont pas atteint la racine. Bref, pour réussir, une réforme doit être un acte de bon vouloir et de vertu, et non pas seulement un expédient ou une manœuvre de la politique. Voilà pourquoi on pouvait l'espérer avec le duc de Bourgogne. Voilà pourquoi elle devait manquer avec le Régent. Car, s'il est vrai, comme dit Vaûvenargues, que c'est le cœur et non l'esprit qui gouverne, Philippe d'Orléans, qui avait l'esprit assez juste pour bien voir, avait le

cœur trop gâté pour bien agir. Dans cette âme où l'ivraie étouffait le bon grain, jamais ne put germer cette moisson de grandes pensées et de fortes résolutions, qui seules ont la vertu de sauver les peuples. Aussi ce prince méconnut-il complètement la grandeur de la crise que la France traversait sous ses auspices ; et lorsqu'il fallait l'arracher à tous les genres de décadence, lui rendre des croyances et des mœurs, la ramener à l'activité virile de la vie publique, il se borna à pourvoir avec une habileté vulgaire aux intérêts du moment, en compromettant tous ceux de l'avenir.

Mais, dans une société, le mal est-il donc exclusivement la faute d'un seul, et ne convient-il pas de représenter à tous qu'ils ont aussi leur part de responsabilité dans la décadence commune ? Si la monarchie française, qui avait eu autrefois ses tempéraments et ses limites, en était venue à être un régime d'arbitraire et de bon plaisir, est-ce seulement à l'ambition des rois qu'il faut s'en prendre ? Et ne doit-on pas rappeler à un peuple, quand on ne veut pas le flatter, que toutes les fois que l'impatience des hiérarchies sociales, la poursuite intempérante de l'égalité, la passion de la guerre seront ses goûts dominants, il travaille lui-même à favoriser, à préparer l'avènement du pouvoir absolu ? De plus, si à ce moment du xviii^e siècle, où le rétablissement de la monarchie limitée pouvait peut-être s'effectuer encore, sans qu'il en coûtât une révolution, la tentative faite en ce sens a si misérablement échoué, est-ce donc à la mauvaise volonté du Régent qu'il faut uniquement s'en prendre, et l'insuffisance de caractère et de capacité du parlement et de la noblesse n'y est-elle pas aussi pour quelque chose ? Replacés l'un et l'autre dans une sphère d'activité, d'où ils

avaient été bannis depuis longtemps, ces deux corps furent également au-dessous de leur rôle; et, tandis que la noblesse, par son inexpérience, compromettait l'expédition des affaires, le parlement, par son intervention brouillonne dans les questions politiques et religieuses, semblait plus propre à troubler l'État qu'à assurer la revendication et le maintien des libertés publiques. C'est qu'il y avait là une situation faite de longue main, dont l'influence avait déshabitué la nation de la pratique des devoirs publics, et qui, en développant dans les grands corps de l'État les qualités des sujets plutôt que les aptitudes des citoyens, rendait leur personnel impropre à tout autre rôle que celui pour lequel il était façonné.

Aussi, le Régent put aisément revenir sur les concessions qu'il avait faites, et replacer le pouvoir dans la plénitude de ses attributions. Quand il fut constaté par l'expérience que les grands seigneurs n'étaient pas aptes aux fonctions de l'État, et que, sauf quelques rares exceptions, ils n'entendaient rien aux affaires, le Régent profita du premier conflit pour dissoudre les conseils, reconstituer les ministères et rentrer dans la pratique administrative fondée par Louis XIV, et que, depuis lors, le temps n'a fait que consolider.

Après cette victoire, il en remporta une seconde qui décida du rétablissement et de la consolidation définitive de la monarchie absolue.

On sait dans quelle détresse se trouvaient les finances de la France à la mort de Louis XIV. Pour les rétablir, ce n'était pas assez des remèdes plus ou moins efficaces que suggérait la science financière du temps, si l'on n'y joignait l'héroïque résolution d'observer un rigoureux régime de

réduction et d'économie. C'est à quoi n'aurait pas manqué le duc de Bourgogne, et il l'annonçait dans ses plans. Mais, à moins d'une parfaite sincérité avec soi-même, on ne veut jamais s'avouer que, derrière le désordre des finances, il y a trop souvent le désordre de ceux qui les administrent. D'où il résulte que l'on ne poursuit que les effets de ce désordre, qui sont dans les choses, et qu'on en laisse toujours subsister la cause, qui est dans l'homme, où on ne peut, où on ne veut pas l'atteindre. Sans doute, le gouvernement de la Régence n'était pas personnellement responsable des embarras financiers que lui avait légués celui de Louis XIV ; mais enfin, il avait à y pourvoir, et il ne l'a fait qu'en recourant à des remèdes pires que le mal qu'il était appelé à guérir. Car, au lieu de comprendre qu'il faut toujours racheter les fautes d'autrui par ses propres expiations, le Régent, qui n'entendait pas faire de son passage au pouvoir un temps de jeûne et de pénitence, repoussa les mesures qui l'auraient réduit à ce régime, et se jeta à corps perdu dans l'extravagante et immorale aventure du système de Law.

Pour un prince prodigue et dissipateur comme l'était Philippe d'Orléans, le Système avait un attrait irrésistible. Par un emploi illimité des ressources du crédit, il lui permettait de payer les dettes de l'État, tout en continuant de nager dans l'abondance. Il est certain que l'opérateur écossais déploya une incroyable fécondité de combinaisons pour conserver la confiance du prince qu'il avait surprise et faire en sorte que « tout l'argent, selon l'expression de Montesquieu, fût mis dans une seule main. » Aussi eut-il le champ libre pour toutes ses expériences financières. Animé d'une juste défiance contre un système qui ne menaçait pas moins

son existence que la prospérité de tous, le parlement avait essayé de le combattre. Un coup d'État le réduisit au silence, et le pouvoir ressaisit cette redoutable prérogative de disposer sans contrôle de la fortune publique. De tous les maux déchainés sur la France par le système de Law, celui-là fut sans contredit le plus grand, parce qu'il rendait à la royauté le moyen de tout ruiner, en se perdant elle-même.

Triste genre de victoire qui, loin de prouver la force de celui qui la remporte, est, aux yeux du moraliste, un signe éclatant de sa faiblesse ! Un roi assez fort pour se dominer lui-même, ne se fait jamais gloire de l'exercice du pouvoir absolu. Cette ambition, ce n'est pas la raison qui l'inspire, mais toujours quelque passion maîtresse qui ne veut pas retrouver au dehors de ces barrières qu'elle a renversées au dedans. Plus maîtres de leurs désirs, et aussi plus avisés sur leurs véritables intérêts, loin de s'en prendre sans cesse à ces constitutions et à ces coutumes, qui sont des appuis en même temps que des résistances, les rois devraient toujours en être les plus vigilants gardiens, et comprendre qu'ils y trouveraient une garantie contre les caprices et les passions de leurs sujets, précisément parce qu'elles les auraient préservés des leurs. Mais, trop souvent, peuples et rois conspirent contre les institutions et les lois qu'ils devraient garder, pour se garder eux-mêmes, et ils se perdent ensemble par un commun entraînement. Ainsi, Louis XIV avait poursuivi le pouvoir absolu en vue de sa gloire, le Régent le rétablit en vue de ses plaisirs, et la nation qui partage les goûts de ses maîtres, qui aime la guerre sous Louis XIV, et le libertinage sous Louis XV, la nation oublie le soin de sa liberté, et, peu soucieuse des

suites de son imprévoyance, accepte un joug qu'elle brisera plus tard avec fureur.

Ainsi, Messieurs, l'ancien régime se déclarait immuable, et la réforme était manquée sans retour. Mais, en refusant d'immoler ses abus à l'intérêt de sa propre conservation, le pouvoir ne faisait qu'accroître les maux et les périls de l'avenir, et l'idée de la réforme, répudiée d'en haut, où elle aurait pu tout sauver, descendit en bas, où elle produira la révolution qui viendra tout détruire.

Ce qui s'est passé en France, au temps de la Régence, montre combien déjà cette nation tenait peu à son passé et était mûre pour quelque grand changement. Docile et inerte comme l'argile sous les doigts du potier, elle se laisse jeter, presque sans mot dire, par l'aventurier écossais dans le moule d'un système qui changeait de fond en comble son état commercial, financier, économique, et jusqu'à ses institutions fondamentales. Sans une phrase de Montesquieu, on pourrait croire que tout ce mouvement est resté inaperçu et que personne n'a été touché des effets, ni saisi la portée de cette étrange manipulation. Mais pour cet écrivain de génie, qui a toujours des mots à la mesure des choses, Law n'est rien moins « qu'un des plus grands pro- » moteurs du despotisme que l'on eût encore vu en Eu- » rope. Car, ajoute-t-il pour justifier cette qualification, » outre les changements qu'il fit si brusques, si inusités, si » inouïs, il vouloit ôter les rangs intermédiaires et anéantir » les corps politiques : il dissolvoit la monarchie par ses » chimériques remboursements, et sembloit vouloir rache- » ter la constitution elle-même (1). » Quel précédent pour

(1) Montesquieu, *de l'Esprit des lois*, l. II, c. 4.

ces théoriciens révolutionnaires, toujours prêts à remanier la société au nom d'un système ! et comment s'étonner, en voyant cet homme à l'œuvre, si le socialisme contemporain l'a placé en tête de son arbre généalogique, l'a invoqué comme un ancêtre, et s'il a salué, dans cet organisateur violent du crédit, le précurseur de l'organisation du travail ?

Ainsi, la vieille société française incapable à cette époque de se réformer, quand il s'agissait d'y concourir elle-même, semblait déjà prête à accepter des mains de l'État ce genre de transformation qui doit l'amener à être ce que Mirabeau appellera plus tard *cette surface égale*, si favorable à la circulation, à l'exécution de toutes les volontés du pouvoir. Or, c'est là plus qu'un signe du temps ; c'est aussi un pronostic de l'avenir. Car, en constatant ce que l'ancien régime ose déjà contre sa propre constitution, on devine ce que la Révolution pourra faire, quand la nation, fatiguée et détachée du réel, aura été entraînée en plein idéal par les systèmes dont elle sera, pendant la seconde moitié du siècle, l'inépuisable laboratoire.

Aussi, après une telle manifestation de la toute-puissance de l'État, à cette époque où l'idée de la liberté politique sommeillait encore, et où la France demandait plutôt des réformes que des droits, je crois, comme on l'a si justement remarqué, qu'elle aurait été heureuse de rencontrer un maître habile et énergique, qui eût exécuté avec ordre et mesure les changements rendus nécessaires par la dissolution du vieil ordre de choses, et qui eût été, selon l'expression de M. de Tocqueville (1), un novateur moins dan-

(1) *L'ancien Régime et la Révolution*, l. III, c. 3, p. 276.

gereux que ne le furent nos assemblées nationales. Fidèle au programme que la dynastie capétienne s'était transmis de branche en branche, héritier de la pensée de ses grands rois et de ses grands ministres, il aurait pu faire aboutir sans secousse ce travail d'aplanissement qui se poursuivait depuis tant de siècles. Et, en se faisant l'arbitre et le modérateur des classes et de leurs intérêts contraires, en tempérant la résistance des uns et l'impatience des autres, il aurait pu imposer une transaction en empêchant les partis d'en venir aux mains, et donner à la France les effets de la Révolution, sans les excès de la Révolution.

Car, s'il était inévitable que le mouvement ascensionnel des parties inférieures de la nation produisit avec le temps l'effacement des anciennes inégalités sociales, il n'était pas nécessaire que ce progrès fût acheté au prix de la plus épouvantable catastrophe dont l'histoire fasse mention. Qu'on me parle de la fatalité des forces qui soulèvent les tempêtes de la nature et qui font éclater les révolutions du globe, j'y consens ; c'est la condition de la matière d'obéir en esclave aux lois inévitables qui lui sont imposées. Mais, dans le monde moral, dans la sphère où se meut la liberté humaine, il n'y a réellement de nécessité que celle qu'on se fait par ses œuvres, et ce qu'on explique trop souvent par la force des choses, je suis plutôt tenté de l'attribuer aux fautes et à la faiblesse des hommes.

Or, il faut bien le dire, en France, au xviii^e siècle, l'individu déclinait dans tout son être moral, comme la société dans toutes ses institutions. Dès lors, et de longtemps, plus de grands hommes dans notre histoire. Ni la nation n'en reçoit de sa dynastie qui se dégrade par l'abus du pouvoir, ni elle n'en tire de son sein où se tarit la sève des

fortes vertus. Sans doute, elle se pare encore de beaux génies qui brillent par les dons de l'intelligence, et qui ajoutent à sa gloire littéraire. Mais elle n'a plus d'hommes de principes et de caractère, de ces hommes qui sont une force et non-seulement une vaine parure, ou une dangereuse séduction, qui savent opérer une réforme quand elle est nécessaire, prévenir ou diriger une révolution quand elle est imminente. Rarement, la nation a été moins pourvue qu'à cette époque de ces deux gages de stabilité que possédait l'ancienne Rome, au dire de son poète Ennius :

Moribus antiquis stat res romana virisque.

De plus en plus, la France perdait les mœurs du passé, et celles du jour n'étaient pas faites pour lui donner les hommes dont elle avait besoin.

Messieurs, il est une vérité que les anciens comprenaient mieux que nous et qui était un axiome de leur philosophie de l'histoire, c'est que la ruine des sociétés et la chute des États a toujours été le produit immédiat de l'oubli des croyances, des progrès du luxe et de la corruption des mœurs. En commençant le récit des révolutions de son temps, Salluste, comme Tite-Live dans la préface de son histoire, invoquent également ce principe, et c'est par sa décadence morale qu'ils expliquent la décadence politique de leur patrie. A moins qu'on ne me prouve que les choses ont changé, je continuerai, pour mon compte, à croire que les rapports de la morale et de la politique sont toujours les mêmes, et qu'il est vrai encore aujourd'hui, comme au temps de Salluste et de Tite-Live, que les sociétés se perdent surtout par leurs vices et leur corruption. Si bien que, quand le désordre dépasse, chez un peuple, une certaine mesure, surtout quand il y a acquis droit de cité et qu'il n'y

soulève plus de protestation, alors on peut prédire à coup sûr qu'on est entraîné à une inévitable catastrophe. Telle était la voie fatale où la France s'engageait au commencement de la Régence, et le czar Pierre de Russie, qui la visitait alors, fut tellement frappé du spectacle de son déclin moral, qu'il en prédit à l'instant toutes les suites, et qu'au dire de Saint-Simon, il partit tout ému à l'idée des calamités que cette société se préparait par sa folle conduite.

Sans doute, le vice n'avait pas attendu jusque-là pour se donner carrière, et le monde, avant 1715, n'avait pas toujours suivi un train bien édifiant. Mais en prenant le souverain comme type des mœurs publiques, ce qui est généralement vrai, surtout dans un pays comme la France, on reconnaîtra que, sous Louis XIV, la balance avait fini par pencher du bon côté. Même au milieu des plus grands égarements de sa jeunesse, ce prince n'avait jamais nié l'autorité des principes qu'il démentait par sa conduite, et quand sa vie redevint ce qu'elle devait être, la cour reprit un air de décence qui contenait le désordre, et le contraignait au moins à se cacher. Sous le prince que Louis XIV appelait un fanfaron de vice et qui, en dépit du sermon du Petit-Carême sur les exemples des grands, étalait effrontément tous les genres de scandale, les mauvais jetèrent le masque, les faibles furent entraînés et l'on vit un débordement universel. Le libertinage mis à la mode et devenu de bon ton, descendit de haut en bas, par la contagion de l'exemple, et, infectant les classes les unes par les autres, il ajouta des mépris réciproques aux haines qui les divisaient déjà. En un mot, du jour au lendemain, par le seul effet du changement de maître, on changea de maximes, et la France de l'ancien régime, tout en restant chrétienne de nom, pro-

fessa sans contrainte le culte du plaisir, et devint ouvertement épicurienne.

Et, alors, que devait-il arriver ? « Je crois, a dit Montesquieu, que la secte d'Épicure, qui s'introduisit à Rome sur la fin de la république contribua beaucoup à gâter le cœur et l'esprit des Romains. » Et moi, dirai-je à mon tour, je crois qu'en reparaissant en France au XVIII^e siècle, cette philosophie ne pouvait qu'y renouveler les mêmes effets. Avant de se formuler en doctrine et d'enfanter les systèmes qui ajouteront l'égarement des idées à celui des mœurs, l'épicurisme n'avait d'abord été que cette grossière et facile pratique de la vie qui asservit l'âme à la tyrannie des sens, et qui la détourne du vrai et du bien pour l'enfoncer dans le culte de la matière. Le premier effet de cette funeste influence avait été d'opérer une altération profonde dans le caractère français. Rompant avec tous les sentiments honnêtes et doux, les hommes du monde s'absorbèrent tout entiers dans la poursuite des plaisirs malsains et des joies coupables. Sous les dehors de cette exquise politesse qui est le cachet de l'ancien régime, ils devinrent secs, égoïstes, railleurs, froidement corrompus. Et je me représente la société française, à ce moment du XVIII^e siècle, dépravée, sèche et cupide au milieu des élégances et des raffinements de son luxe, sous l'image de ces héroïnes de nos drames du demi-monde, avec la physionomie tristement joyeuse de ces filles de marbre ne vivant que pour l'or et la volupté. « Le cœur est une faculté dont nous nous dépouillons tous chaque jour faute d'exercice, » écrivait d'Argenson, tandis que l'esprit s'aiguise et s'affile... par l'extinction des facultés qui dérivent du cœur, » ce royaume périra, je le prédis. » Sans doute, il y avait

un point où la prédiction de d'Argenson portait à faux. Le cœur se réveillera un jour en France, et le royaume ne doit périr qu'après que la nation aura traversé une phase de sensibilité exaltée et malade, dont nous aurons à décrire plus tard les effets et qui sera le prélude de la fermentation d'où la Révolution doit sortir. Mais, sauf cette erreur, il a bien saisi ce travers, disons mieux, ce vice de l'époque, qu'un autre observateur des mœurs contemporaines, Gresset, allait traduire sur la scène dans la comédie du Méchant (1) (1747).

Quant à l'esprit, comme c'est l'âme qui le forme, a dit encore Vauvenargues, on comprend quelle fatale influence devait exercer sur lui la corruption qui avait envahi les cœurs. Sans doute, il est des travaux de la pensée tout-à-fait indépendants des dispositions morales, et, au XVIII^e siècle, l'esprit humain a pu accomplir d'immenses progrès scientifiques et avancer à grands pas dans la connaissance de la nature. Mais dans l'ordre moral et religieux, dans les problèmes dont la solution relève moins de la raison que de la volonté, dans tout ce qui touche aux choses de l'âme, à Dieu, au devoir, aux croyances, l'esprit du siècle n'était plus en état de se prononcer sainement ni librement. Entraîné par cet épicurisme pratique qui s'était glissé dans les mœurs, il devait logiquement aboutir à l'épicurisme spéculatif, c'est-à-dire à la négation des grands principes de la vie spirituelle, et, par conséquent, à une rupture ouverte avec le christianisme qui les vivifie par ses dogmes, et avec l'Église qui les conserve par son autorité. Ce ne fut d'abord qu'une incrédulité d'instinct et sans système, contenue encore par

(1) M. Henri Martin, *Histoire de France*, t. XV, p. 333.

un reste de foi et quelques habitudes de respect, mais qui s'enhardit, de plus en plus, au bruit des applaudissements qu'elle obtient du monde frivole et corrompu, qu'elle amuse. Commencée sous la Régence, en manière d'escarmouche et avec les armes légères, mais terribles, de l'ironie et du sarcasme, cette lutte, après avoir couvé sourdement sous le long ministère du cardinal de Fleury, devient, vers la seconde moitié du siècle, une guerre en forme, dirigée par des hommes qui veulent détruire au dehors des vérités qu'ils ont supprimées en eux-mêmes, et qui entreprennent de persuader à toute une nation cette thèse étrange, que la religion est l'ennemie du genre humain et qu'il faut l'abolir pour assurer son bonheur.

Quant à savoir ce qu'on pourra mettre à sa place, c'est à quoi personne encore ne s'avise de songer ; il suffit, pour le moment, qu'on fasse le vide dans les âmes : c'est l'apostolat de la négation et du néant. « Une multitude d'hommes, » a dit M. de Tocqueville (1), s'enflammèrent dans cette » ingrate entreprise. L'incrédulité absolue en matière de » religion, qui est si contraire aux instincts naturels de » l'homme et met son âme dans une assiette si doulou- » reuse, parut attrayante à la foule. Ce qui n'avait produit » jusque-là qu'une sorte de langueur malade, engendra » cette fois le fanatisme et l'esprit de propagande. » Maintenant, je sais que, si l'on veut se rendre compte de cet étrange phénomène, unique dans l'histoire, il faut bien admettre, avec le publiciste que je viens de citer, « qu'il n'y a que » des causes très-particulières au temps et au pays de ces » écrivains, qui puissent expliquer et leur entreprise, et

(1) *L'ancien Régime et la Révolution*, p. 251.

» surtout son succès. » Mais, comment se fait-il qu'en les indiquant, il ait tant attribué à l'état de la société et si peu à l'état du cœur humain, et qu'il n'ait pas mis en première ligne cette corruption que la Régence fit déborder, et ces mœurs mauvaises qui ont été le plus grand fléau de l'ancien régime, et dont il faut dire, avec M. Sainte-Beuve, que « le malheur du xviii^e siècle en politique, depuis Philippe d'Orléans, régent, jusqu'à Mirabeau, fut de ne pouvoir se débarrasser jamais de ces mœurs-là (1)? »

Au reste, en signalant avec les esprits sagaces de nos jours, la grande erreur où sont tombés nos pères, et qui a été si cruellement expiée, je n'entends pas exprimer un blâme général et absolu sur l'ensemble de l'immense travail de rénovation politique et sociale auquel s'est livré alors l'esprit français. Il y aurait, à trancher ainsi sur ce sujet, du parti pris et de l'injustice, et je sais trop combien l'historien doit tenir à ne porter que des jugements désintéressés et équitables. D'ailleurs, dans les œuvres de l'homme, comme dans l'homme même, il y a un tel mélange de vrai et de faux, de bien et de mal, qu'on risque toujours de se tromper, quand on se hâte de condamner ou d'approuver en bloc ce qui demande à être apprécié d'une manière distincte et avec discernement. Mais, pour se prononcer avec autorité en pareille matière, il faut un travail préparatoire d'information, que nous n'avons pu faire encore et dont il serait téméraire de devancer les résultats par des appréciations précipitées. C'est surtout en face de telles questions, qu'il convient de ne rien hasarder,

(1) *Causeries du lundi*, article sur les *Lettres inédites de l'abbé de Chaulieu*, t. I, p. 372.

et de ne parler qu'en parfaite connaissance de cause. Pour nous mettre en état de le faire, il nous faut encore le travail de cette année, où nous nous engageons enfin dans l'étude de la seconde moitié du xviii^e siècle. Toutefois, à défaut de conclusions définitives, qui seraient aujourd'hui prématurées, ce que je puis maintenant faire, puisque je n'ai pour cela qu'à invoquer des vérités acquises, et des principes qui ne seront jamais ébranlés, c'est de vous dire comment la question se présente à moi dans son ensemble, et avec quelle disposition j'en entreprends l'examen. Voilà sur quoi il m'est possible de m'expliquer à l'instant même, et c'est par là que je vais terminer ce discours.

III

Dans ce mouvement de l'opinion publique en France, qui a pour point de départ l'idée d'une réforme et pour terme l'œuvre d'une révolution, dans ce flot d'écrits sérieux ou frivoles qu'il a versés sur elle, depuis l'*Esprit des lois*, jusqu'au *Contrat social*, depuis les *Lettres persanes* jusqu'au *Mariage de Figaro*, je distingue trois choses qu'il faut considérer séparément, des critiques, des aspirations et des doctrines, représentant le présent avec lequel on voulait rompre, l'avenir qu'on rêvait, et les principes sur lesquels on prétendait l'établir.

Les critiques, mais elles n'étaient que trop justifiées par la désorganisation de la vieille monarchie, et l'incurable abaissement où elle tombait de plus en plus. Cet ancien régime qui venait de se murer dans l'absolutisme, en fermant la porte un instant entr'ouverte pour une réforme salutaire, n'avait-il pas été condamné déjà par Fénelon,

par le duc de Bourgogne, et le temps n'ajoutait-il pas tous les jours à l'autorité de cette sentence? Quand on compare l'état des choses avec les griefs qu'il soulève, ne faut-il pas reconnaître qu'ils sont fondés pour la plupart, et que le xviii^e siècle n'a eu que trop raison contre lui-même? Son erreur a été de n'attaquer le mal que dans la société et de le laisser subsister dans l'homme; mais enfin, c'est déjà quelque chose que de voir une partie de son mal, et mieux vaut, pour un siècle, qu'il se critique et se reprenne, que de s'absorber dans une béate contemplation de soi-même. Ainsi donc, s'il a omis le point essentiel de son œuvre, qui eût été d'opérer une régénération morale et religieuse, dans son soulèvement contre les abus dont il était travaillé, le xviii^e siècle avait raison, et il serait facile de justifier et de défendre les principales thèses de son opposition politique.

Quant à ses inspirations, on ne peut nier qu'elles ne l'aient entraîné vers des choses qui de soi sont nobles et grandes. Après une longue stagnation dans la décadence, le xviii^e siècle s'est tout à coup enflammé d'un ardent enthousiasme pour les mots magiques de justice sociale, de tolérance, de liberté et de progrès. Qu'il les ait mal entendus, je n'en doute pas à l'application qu'il en a faite, dès qu'il s'est mis à l'œuvre pour les réaliser. Mais il a suffi de leur prestige pour le réveiller de sa torpeur, et l'empêcher d'y croupir jusqu'à une complète prostration. Ah! sans doute, il lui a manqué une détermination juste et nette de ces idées toutes chrétiennes après tout, et qu'il faut laisser sur leur tige, comme le sarment sur sa vigne, si l'on veut qu'elles conservent leur sève et leur fécondité. Mais au moins devons-nous reconnaître qu'il était dans le vrai, en

comprenant qu'elles sont des conditions essentielles du mouvement et de la vie dans les sociétés, et en essayant de les rappeler dans un monde d'où elles avaient complètement disparu.

Mais, si j'entre volontiers, tout en les rectifiant, dans les critiques et les aspirations générales du XVIII^e siècle, je repousse absolument ses théories et ses doctrines philosophiques, qui ne pouvaient qu'aboutir à des conclusions négatives, et replonger dans l'abîme cette société qui s'efforçait d'en sortir. Je rejette les théories du XVIII^e siècle, parce qu'elles-mêmes rejettent les vérités du christianisme, et qu'elles sont ouvertement épicuriennes. Épicuriennes, ses théories sur l'homme, puisqu'elles ne tendent qu'à le rendre heureux, au lieu de le rendre meilleur, qu'elles lui prêchent le bonheur et non le devoir, et qu'elles font consister le bonheur dans le plaisir. Épicuriennes, ses théories sur la société, puisqu'elles la mettent en rupture avec Dieu, qu'elles suppriment son action ici-bas, et qu'elles confèrent à l'homme, déclaré maître absolu de lui-même, le droit de tout reconstruire à son gré, ce qui implique le droit de tout détruire, et ce qui donne trop souvent la tentation d'en user. Théories de ruine et de mort, dont le génie de Leibnitz prévoyait de loin les funestes effets, quand il disait au commencement de ce siècle qu'elles devaient perdre (1704) : « Que s'insinuant peu à peu dans l'esprit des » hommes du grand monde qui règlent les autres et dont » dépendent les affaires, et se glissant dans les livres à la » mode, elles disposent toutes choses à la révolution générale dont l'Europe est menacée (1). » Malheureusement,

(1) V. Leibnitz, *Nouveaux Essais sur l'Entendement humain*, l. IV, ch. 18, éd. Am. Jacques, 1^{re} série, p. 379, cf, plus haut, *Introduction*, p. XIX.

c'était par la France que devait se vérifier la justesse de cette prédiction. Avertie par sa clairvoyance de la décadence dont elle était travaillée, loin de remonter les pentes sur lesquelles elle glissait, elle voulut se tromper sur le remède de son mal, qu'elle s'obstina à demander aux décevantes doctrines du matérialisme, et elle finit comme bien des malades, en s'achevant elle-même par le traitement sur lequel elle avait compté pour guérir.

Vues de loin, et à distance, ces grandes catastrophes, qu'on appelle des révolutions, perdent bien vite de leur horreur, et s'entourent d'un prestige qu'elles n'ont guère pour les contemporains qui les subissent. Un monde s'écroule, un autre monde renaît de ses ruines, et, au milieu du calme que leur font pour un temps les tempêtes qu'elles n'ont pas vues, les générations nouvelles sont toujours tentées de se laisser prendre aux sophismes qui leur vantent la vertu créatrice des révolutions, et qui font de leurs héros des bienfaiteurs de l'humanité. Mais il ne faut qu'un coup d'œil jeté sur le tableau de leurs scènes lugubres, pour que toute cette rhétorique s'évanouisse, et que les événements nous apparaissent dans leur vrai jour. Quand nous nous plaçons directement en face de notre Révolution, la réalité reprend aussitôt ses droits, dissipant toutes les illusions suscitées par l'esprit de système, et précipitant de leur piédestal les pauvres acteurs de ce drame sanglant, qui se déciment ou se proscrivent tour à tour, et dont un guerrier de génie sauve les tristes restes en les courbant sous son joug. Avec l'histoire, sans phrases, ce qui ressort le plus de cette catastrophe, c'est l'éclatante démonstration qu'elle donne de l'étendue des maux que l'homme peut s'infliger à lui-même, et l'on n'est plus tenté alors de voir

une chose divine dans cette révolution qui, s'annonçant comme un titanique effort de la raison pour affranchir le genre humain de tous ses assujétissements, tombe foudroyée aux pieds d'un maître, après la plus complète abdication qu'un peuple ait jamais faite de sa liberté.

Et pourtant, je me trompe, il y a bien réellement du divin dans cette œuvre; mais ce n'est pas ce que l'homme y a fait, c'est ce qu'il a été condamné à y subir, c'est le châtement atteignant tout un monde qui ne pouvait plus être régénéré que par la correction. Car, dit Bossuet, la peine rectifie le désordre, et si les révolutions sont salutaires et fécondes, si elles ont quelque force créatrice et divine, c'est parce qu'au moyen de la peine, elles ramènent dans l'ordre et dans la vérité les individus, les peuples qui s'en étaient éloignés par la faute. Ainsi va le gouvernement du monde, sous la direction suprême de Dieu qui lui a donné des lois, et qui sait bien les faire respecter des sociétés qui s'en écartent, par la souffrance et l'expiation.

Maintenant, Messieurs, il est temps de conclure. Ce langage sévère, ce n'est pas, vous l'avez compris, le regret de l'ancien régime qui me l'inspire, mais c'est l'intérêt que je porte au régime nouveau, qui est nous-mêmes. Je me suis placé, dans ces considérations, à une hauteur où n'atteignent pas les préoccupations de l'esprit de parti, et, sans être indifférent pour cette société qui n'est plus, j'ai moins le souci de pleurer les morts que de recueillir les leçons qu'ils adressent aux vivants. Ce n'est pas pour ressusciter un cadavre que le médecin y porte le scalpel, et met à nu le mal auquel il a succombé, mais bien pour lui demander, au profit de ceux qui souffrent, les secrets de la santé et de la vie. Ainsi ai-je fait, ainsi ferai-je encore, en fouillant

dans ce monde à jamais disparu, et que nous avons remplacé. Je l'ai fait, parce qu'il m'a semblé que c'est en constatant comment les sociétés finissent, qu'on peut apprendre comment les sociétés se conservent. Or, si l'ancien régime a eu des infirmités organiques, dont nous ne sommes pas menacés, parce qu'elles tenaient à son tempérament propre, il a eu aussi les maladies de la nature humaine auxquelles nous ne sommes pas moins exposés que lui ; et je crois qu'il n'y a que celles-là de mortelles. Il a péri, comme périssent toutes les sociétés, emporté par trois fléaux qui s'engendrent les uns les autres et qui feront encore bien des victimes dans l'histoire, la corruption, l'incrédulité et l'entraînement des fausses doctrines. Si, comme je le pense, nous ne sommes pas pressés d'aller le rejoindre, et de passer, au nom du progrès, à l'état d'ancien régime, veillons sur nous-mêmes, relevons nos mœurs, gardons nos croyances, et préservons-nous de la séduction des utopies et des faux systèmes. C'est à ce prix seulement que nous serons assurés d'un robuste lendemain.

Voilà, Messieurs, des vérités de tous les pays et de tous les temps, que j'avais à cœur de vous dire, et voilà pourquoi j'ai traité mon sujet en moraliste.



ERRATUM

Page XIX, ligne 29, note 1, édit. Charpentier, p. 480 ; lisez : l. IV, c. 15,
p. 379 ; édit. Am. Jacques.

- 3, — 6, *supprimez* : et du XIX^e siècle.
- 80, — 21, est assez générale ; *lisez* : n'est que trop générale.
- 265, — 2, prodiguer son or ; *ajoutez* : et son sang.
- 333, — 31, n'y avait-il pas moyen ; *lisez* : ne leur était-il pas possible.
- 340, — 26, théories individuelles ; *lisez* : théories particulières.
- 354, — 25, de guerre las ; *lisez* : de guerre lasse.
- 364, — 13, pour ceux qui le voudront ; *lisez* : pour ceux qui voudront en user.



TABLE

INTRODUCTION. De l'Union de la Religion et de la Science . . . Pages.
V



I

PREMIER DISCOURS. La Loi de l'histoire	1
DEUXIÈME DISCOURS. Le Principe générateur des sociétés . . .	36
TROISIÈME DISCOURS. Moïse historien et législateur.	84
QUATRIÈME DISCOURS. Les Grecs et les Perses ; les Guerres médiques	137
CINQUIÈME DISCOURS. Rome, l'Empire, l'Église	172
SIXIÈME DISCOURS. Le Christianisme et l'Islamisme ; les Croi- sades	207

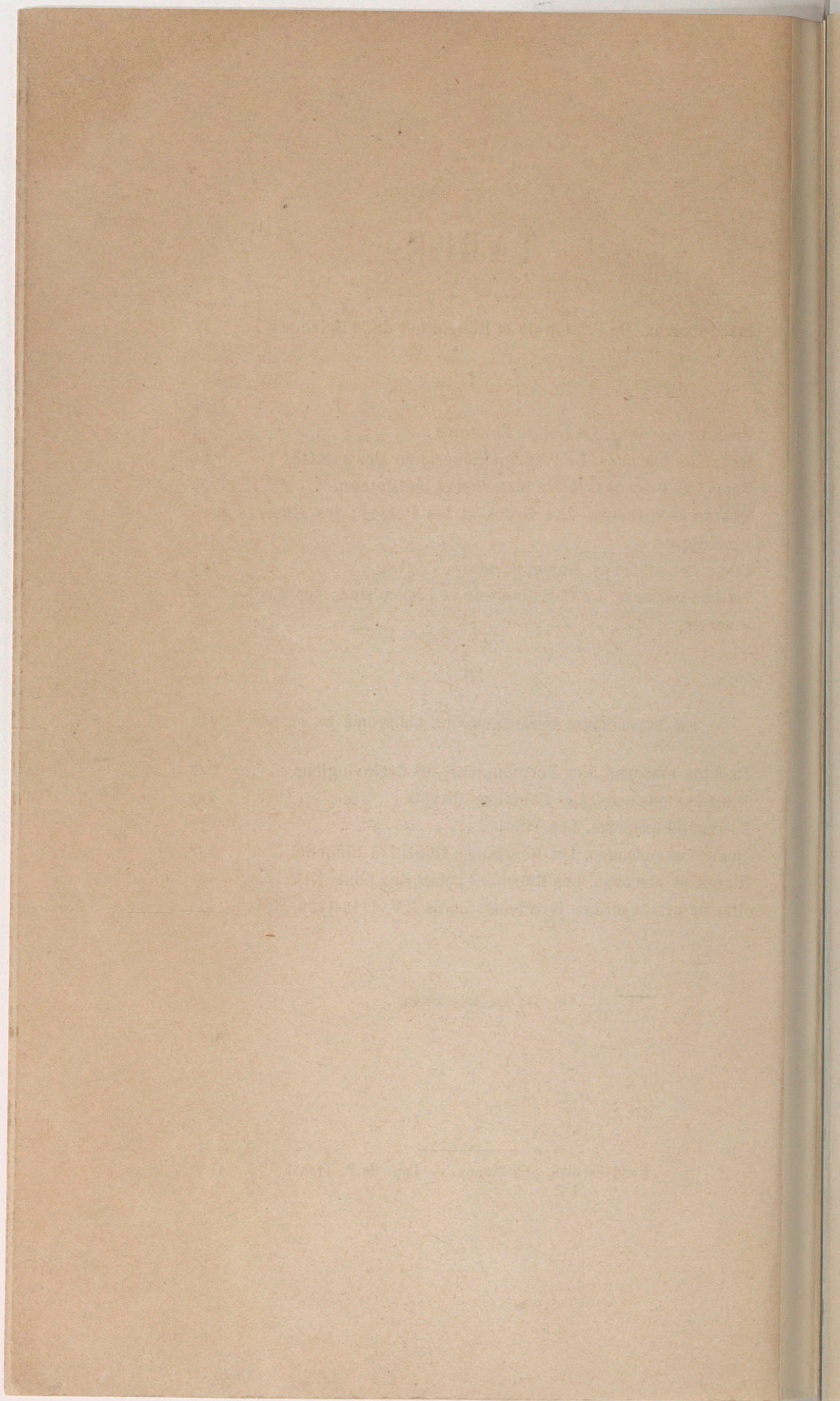
II

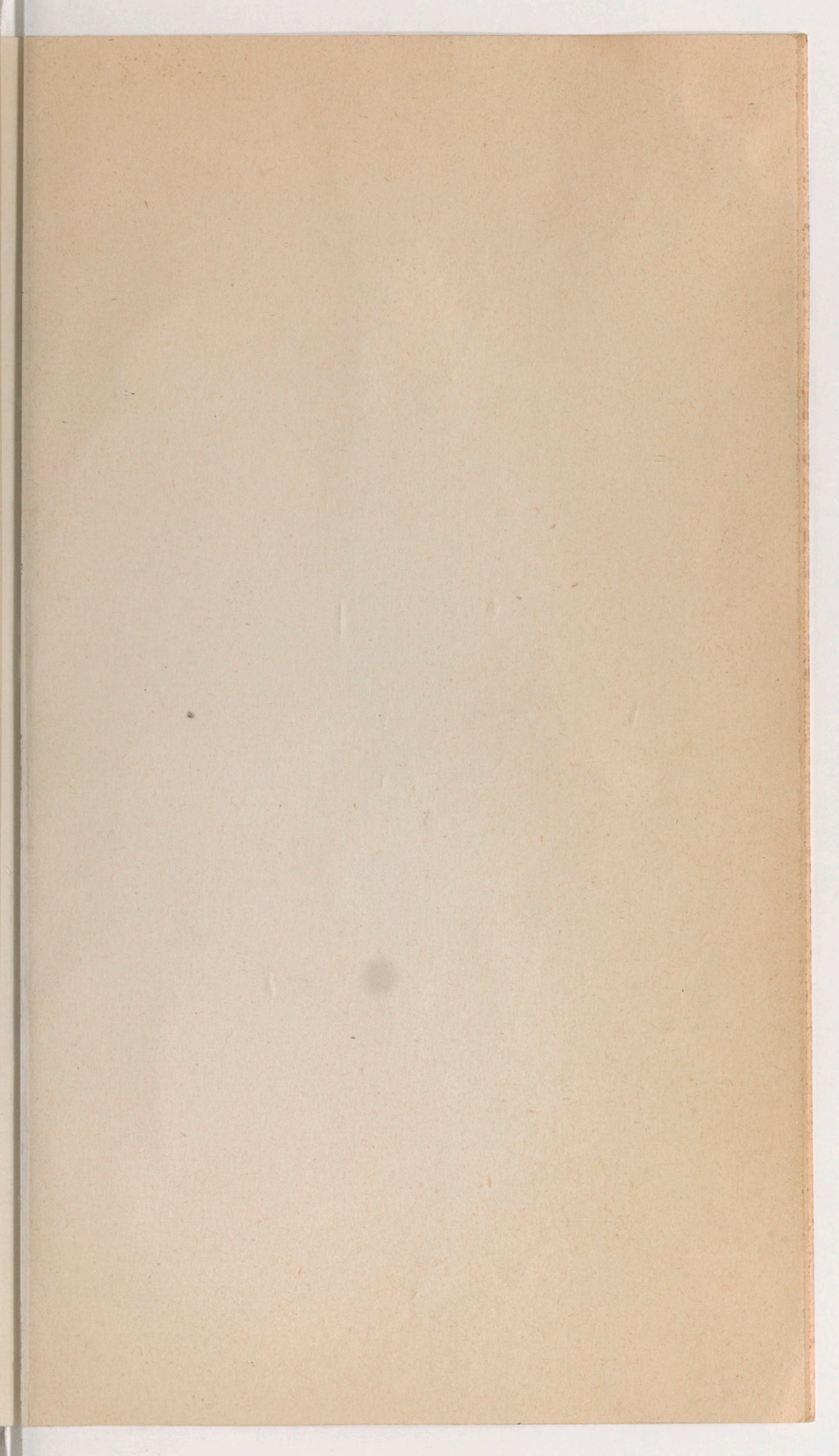
LES RÉVOLUTIONS DYNASTIQUES DE L'HISTOIRE DE FRANCE: 247

PREMIER DISCOURS. Les Mérovingiens, les Carlovingiens	247
DEUXIÈME DISCOURS. Les Capétiens directs	282
TROISIÈME DISCOURS. Les Valois	316
QUATRIÈME DISCOURS. Les Bourbons ; Henri IV, Richelieu . . .	357
CINQUIÈME DISCOURS. Les Bourbons ; Mazarin, Louis XIV. . . .	390
SIXIÈME DISCOURS. Les Bourbons ; Louis XV, 1715-1750	426

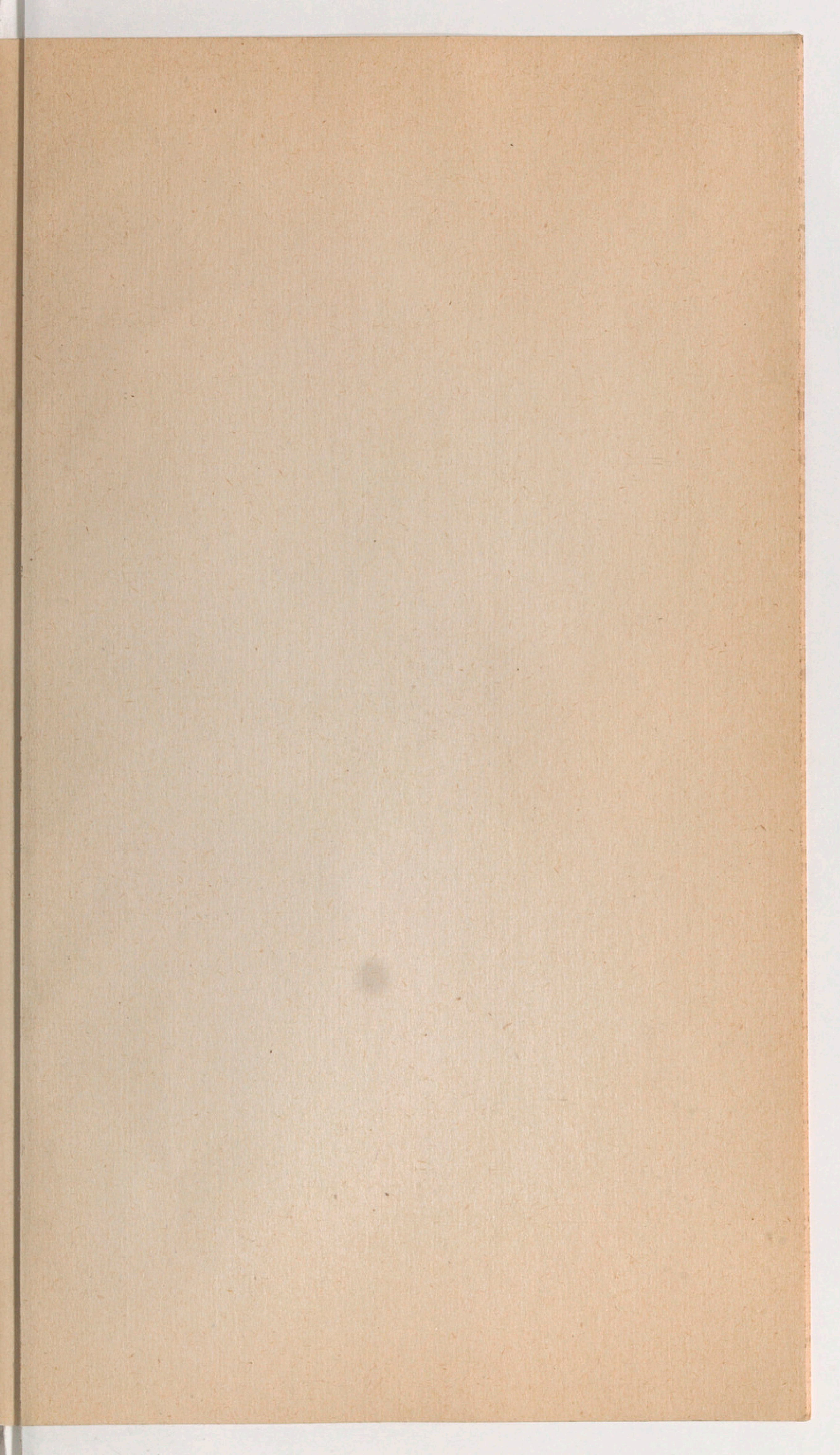
FIN DE LA TABLE.

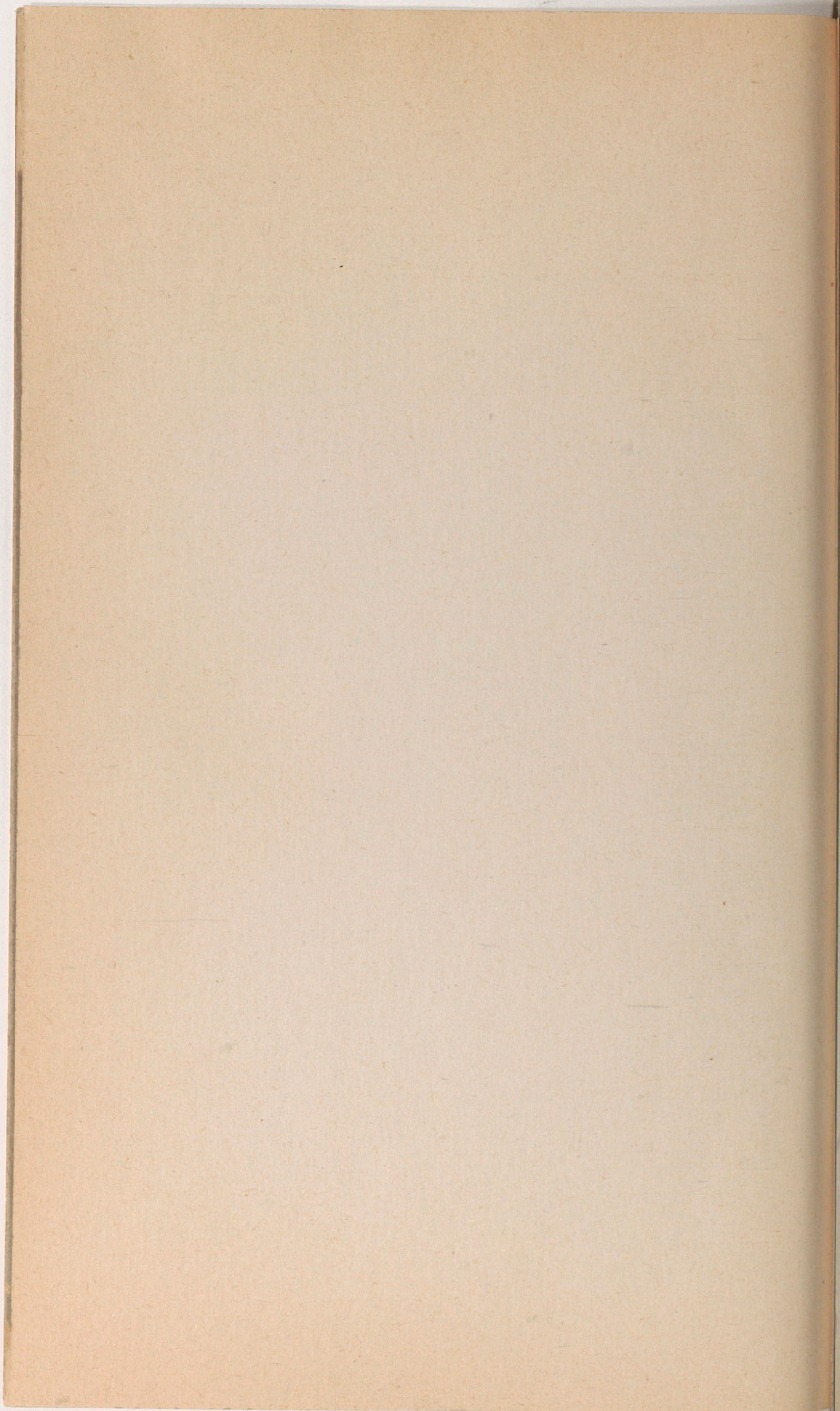
Saint-Nicolas, près Nancy. — Imp. de P. Trenel.

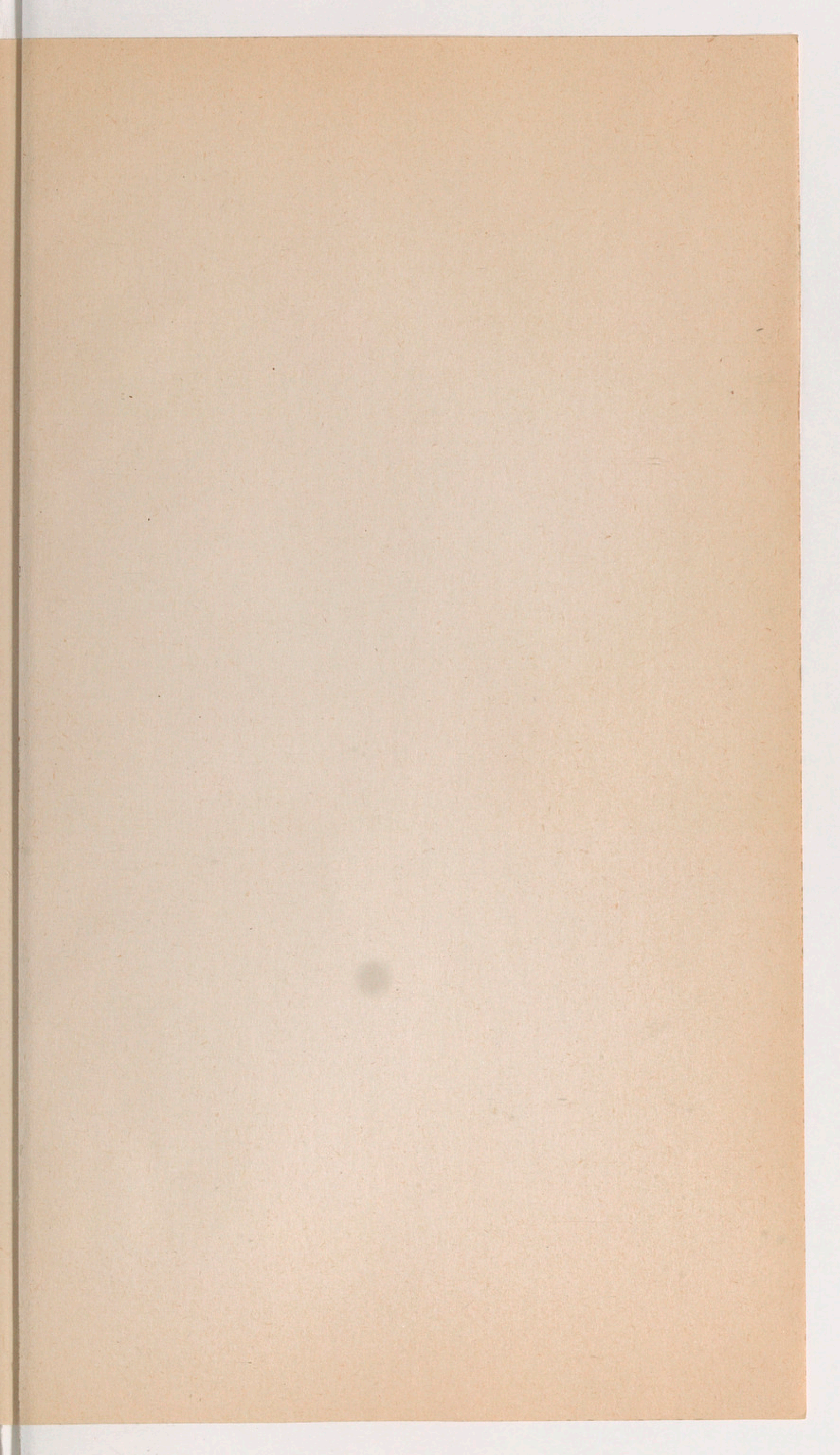


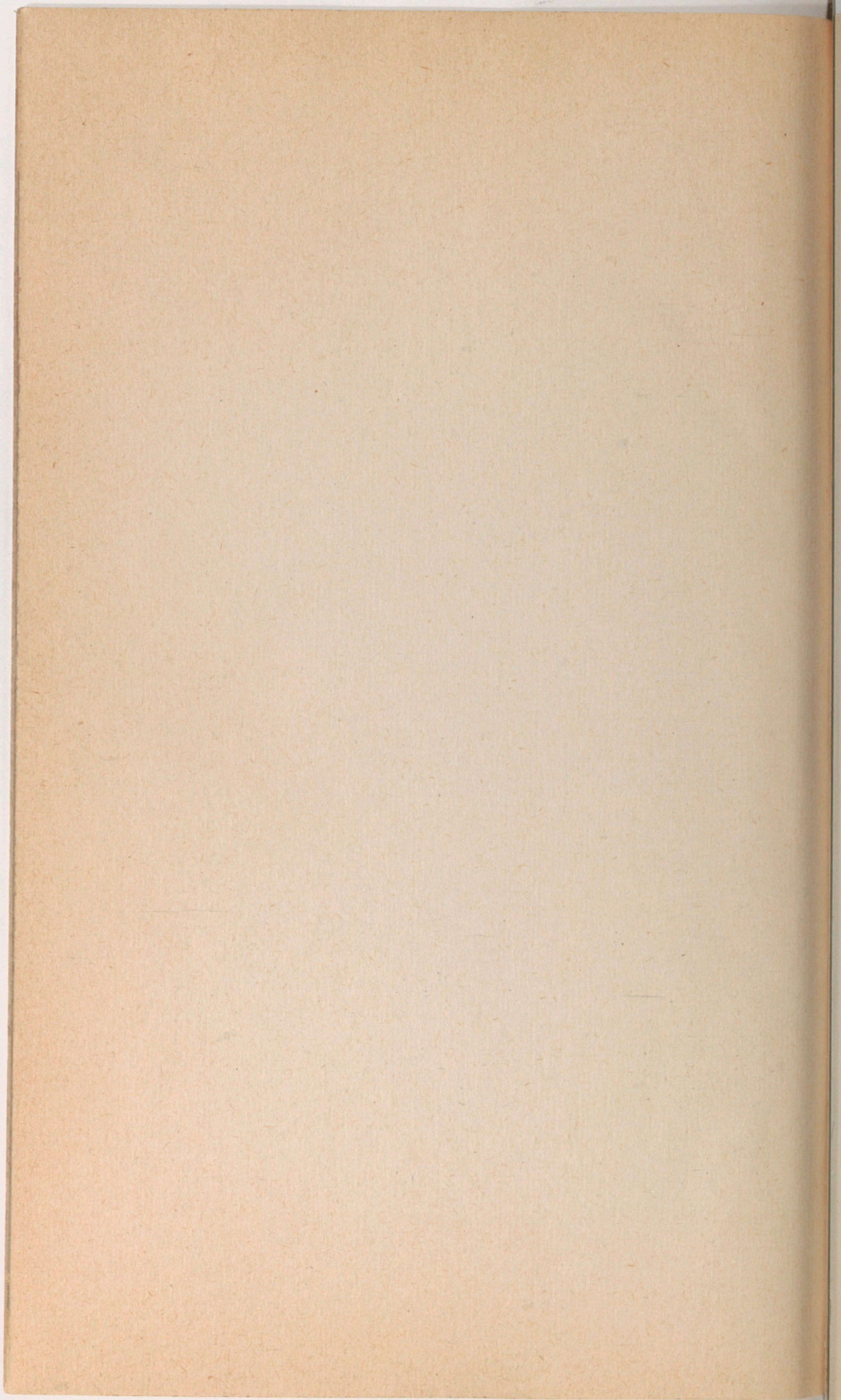


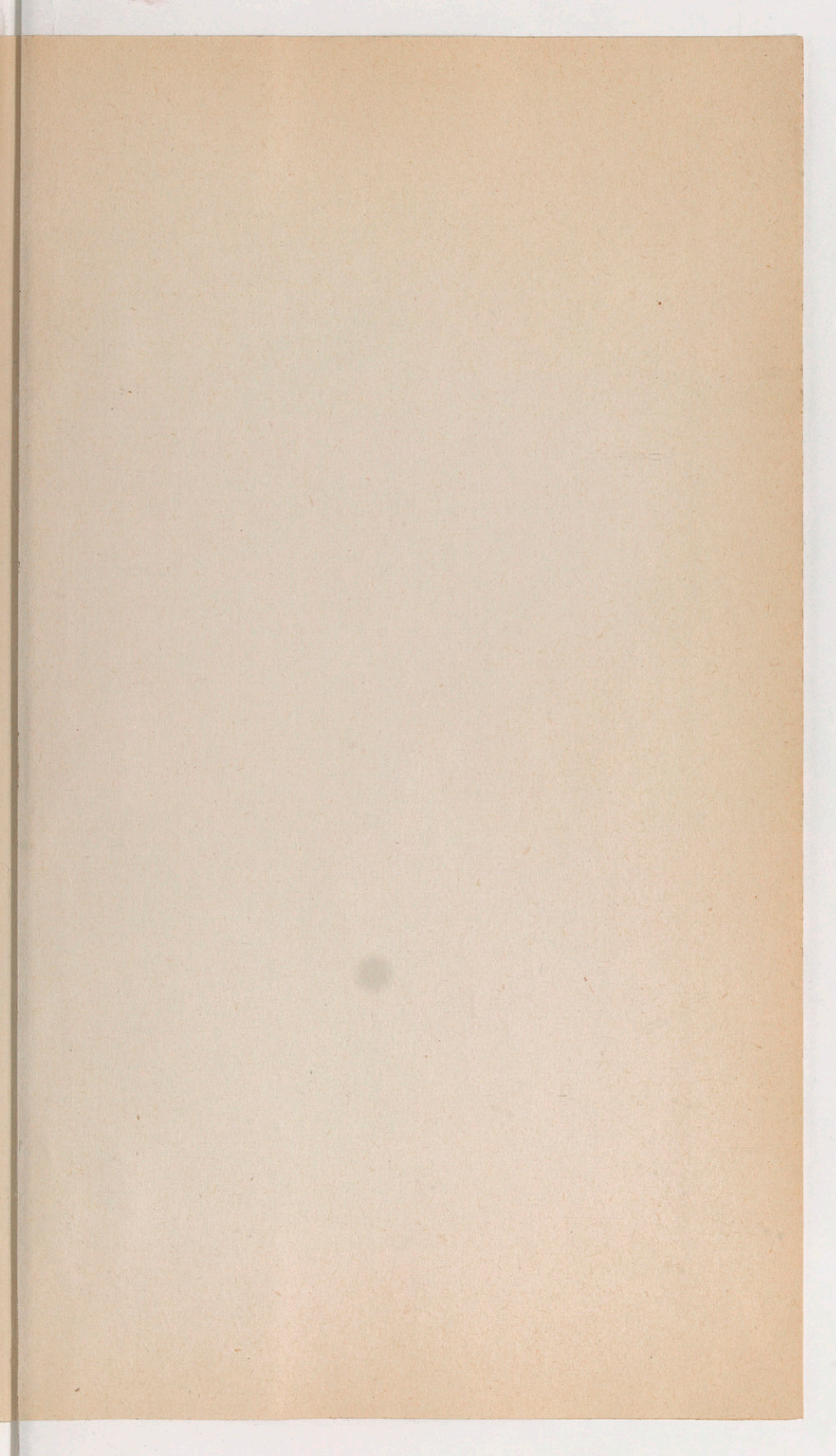
St-Nicolas
imp. TRESEL

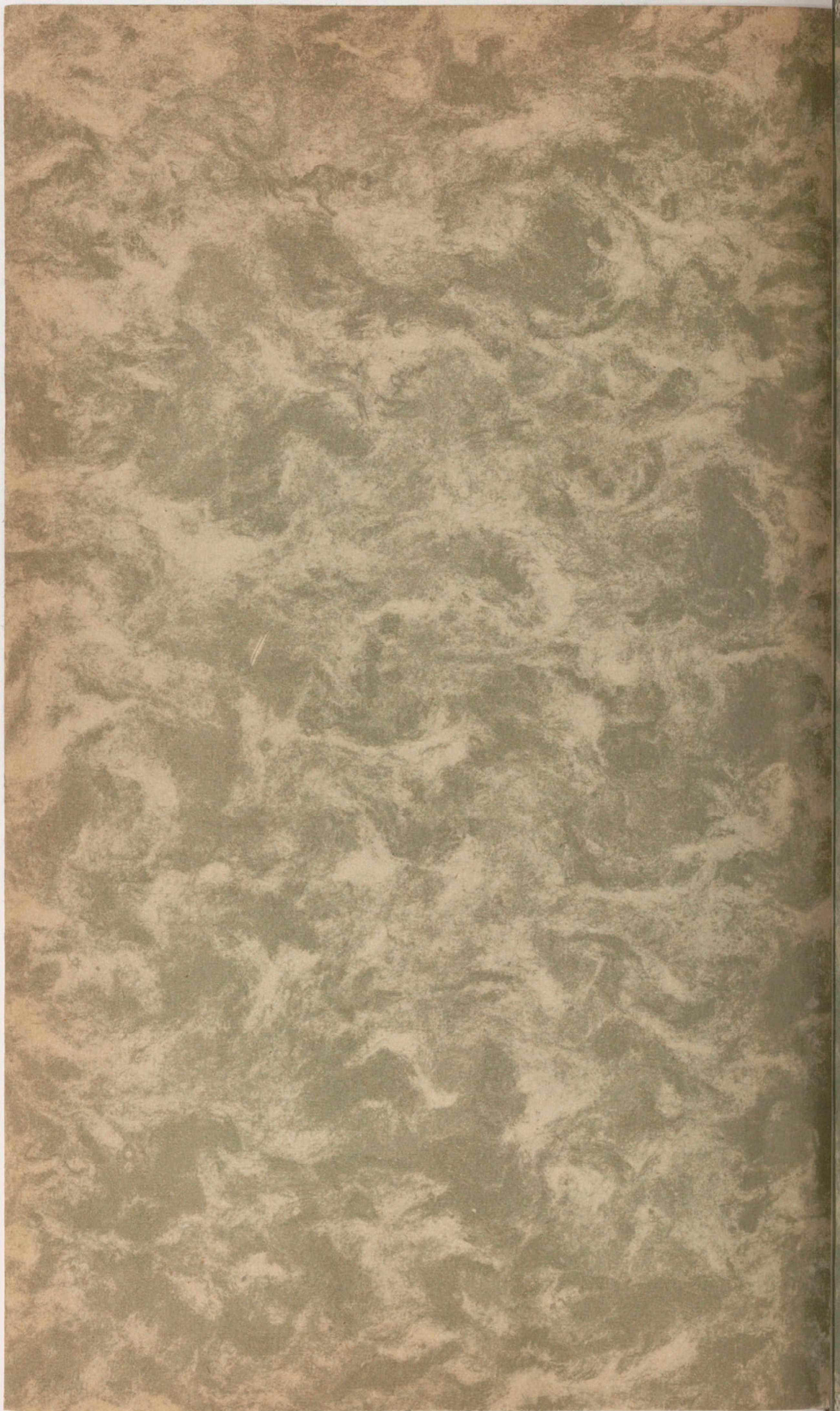


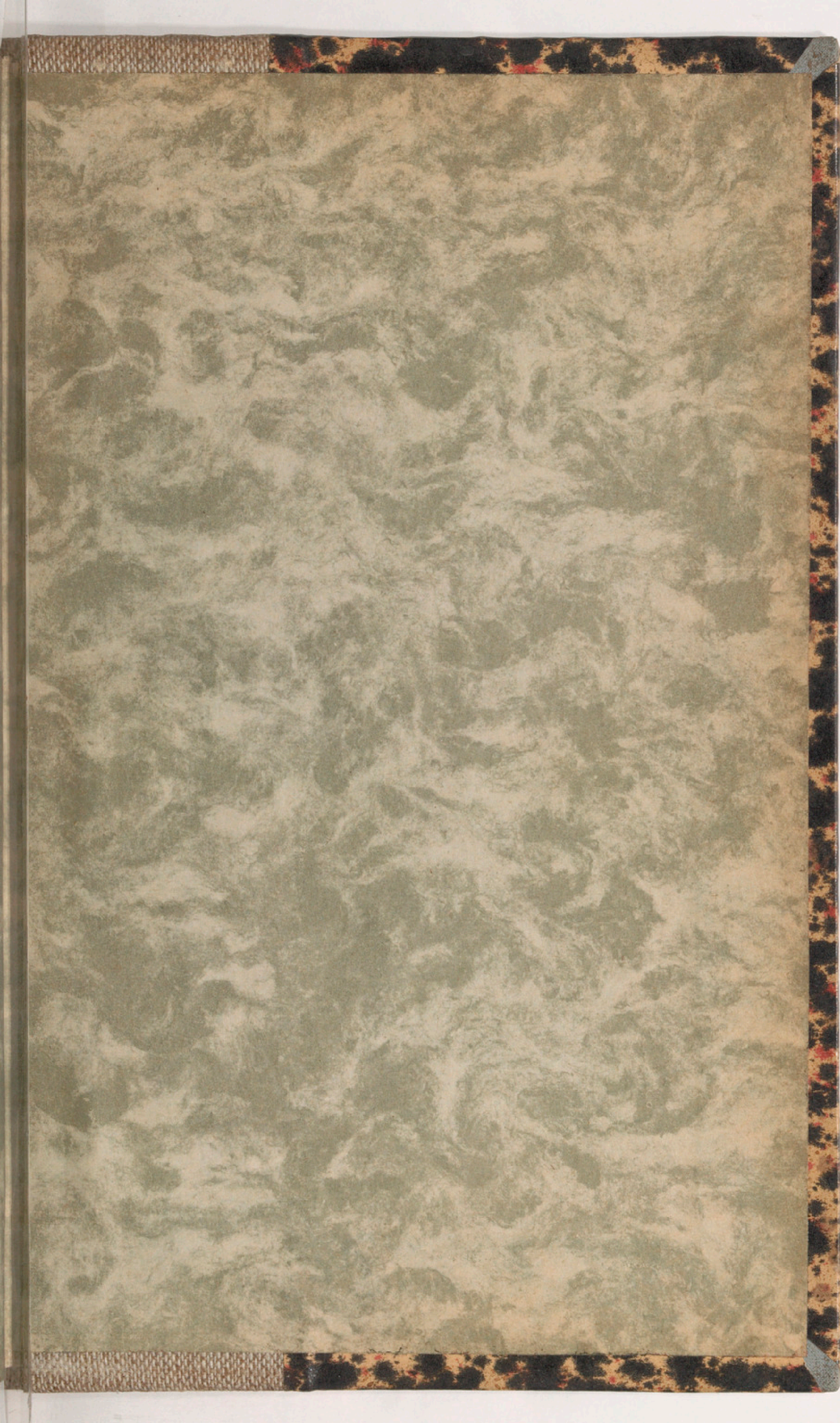












BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7531 06045057 5